



European Union Diplomatic Archives

**Reactions to the creation of the
European Economic Community (EEC)
1957-1958**

*Collection of documents from the Archives of the
Ministries of Foreign Affairs of the EU member-states*

2015

Table of Contents

1. [Historical Archives of the EU](#)
2. [Finland](#)
3. [France](#)
4. [Germany](#)
5. [Greece](#)
6. [Luxembourg](#)
7. [The Netherlands](#)
8. [Poland](#)
9. [Portugal](#)
10. [Slovenia](#)

Historical Archives of the EU

List of documents

Document No 1

Date	1 May 1958
Protocol Number	
File	APE - Assemblée parlementaire européenne, Débats Compte rendu in extenso des séances, 01, Mai 1958
From	-
To	-
Description	Constitutive session of the European Parliamentary Assembly, first session of Wednesday 19 March 1958. Discourse by Robert Schuman, President of the European Parliamentary Assembly.
Language	French

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER

COMMUNAUTÉ
ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE EUROPÉENNE

D É B A T S

COMPTÉ RENDU IN EXTENSO DES SÉANCES

MAI 1958

ÉDITION DE LANGUE FRANÇAISE

N° 1

SESSION CONSTITUTIVE

MARS 1958



COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIERCOMMUNAUTÉ
ÉCONOMIQUE EUROPÉENNECOMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE EUROPÉENNE

SESSION CONSTITUTIVE

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 1958
(PREMIÈRE SÉANCE DE LA SESSION)

Sommaire

1. Ouverture de la session	2	9. Ordre des travaux :	
2. Discours de M. Granzotto Basso, président d'âge.....	2	MM. le président, Wigny, le président, Wigny, le président, Wigny, le président	12
3. Excuses	3	Suspension et reprise de la séance	12
4. Vérification des pouvoirs	3	10. Ordre des travaux :	
5. Adoption d'un règlement provisoire ..	4	MM. Wigny, président du groupe démocrate-chrétien ; le président ..	12
6. Election du président de l'Assemblée	4	11. Déclarations de MM. les présidents de la Haute Autorité et des Commissions Européennes :	
7. Ajournement de l'élection des vice-présidents :		MM. Finet, président de la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier ; Medi, vice-président de la Commission de la Communauté Européenne de l'Energie atomique ; Hallstein, président de la Commission de la Communauté Economique Européenne ; le président	13
MM. le président ; Pleven, président du groupe des libéraux et apparentés ; Lapie, président du groupe socialiste ; Wigny, président du groupe démocrate-chrétien ; Lapie ; le président	4	Suspension et reprise de la séance	20
8. Déclarations de MM. les présidents en exercice des Conseils des Communautés Européennes :		12. Débat sur les déclarations de MM. les présidents des Conseils des Communautés Européennes, de la Haute Autorité et des Commissions Européennes :	
MM. Larock, président en exercice du Conseil de la Communauté Economique Européenne ; Motz, président en exercice du Conseil de la Communauté Européenne de l'Energie atomique ; Wilwertz, président en exercice du Conseil de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier	5	MM. Wigny, président du groupe démocrate-chrétien ; Lapie, président du groupe socialiste ; Gaetano Martino, au nom du groupe des libéraux et apparentés.....	20
		13. Allocution de M. le président de l'Assemblée	30
		14. Règlement de l'ordre du jour	32

culté majeure qu'il nous faut vaincre. Mais elle ne pourra l'être que si notre œuvre est toujours guidée par cette foi à propos de laquelle Goethe disait : « Désormais, il faut aller de l'avant non plus seulement avec de l'audace ; il faut également attendre avec patience que le bien croisse, agisse et porte ses fruits. »

C'est, monsieur le président, le vœu que tous les membres du groupe libéral forment du fond du cœur, à l'heure où nous abordons les tâches confiées à notre Assemblée.

(Applaudissements.)

M. le président. — Les très importantes communications qui viennent de nous être faites feront sans doute l'objet d'échanges de vues ultérieurs. Je ne pense pas qu'il y ait lieu d'ouvrir ce soir un débat à ce sujet.

(Assentiment.)

13. — *Allocution de M. le président de l'Assemblée*

M. le président. — Mesdames, messieurs, ce n'est pas sans émotion que je prends la parole pour la première fois à la place où m'a appelé votre confiance.

Je n'ai pas besoin de vous dire à quel point j'ai été sensible au sentiment unanime qui s'est manifesté par la voix de M. Granzotto-Basso, notre doyen d'âge, en des termes qui m'ont particulièrement touché. Je tiens à lui en exprimer ma très vive gratitude.

Ma première pensée s'adresse à mes prédécesseurs, et tout d'abord au grand Européen que fut Alcide De Gasperi qui nous a prématurément quittés. Quel n'est pas notre regret qu'il n'ait pu lui-même assister au développement de cette unification européenne dont il fut un des plus ardents promoteurs.

(Applaudissements.)

Nous nous souvenons aussi de la part remarquable que prirent à cette construction les présidents P.-H. Spaak, G. Pella et H. Furler.

(Applaudissements.)

Nous savons tous le rôle déterminant qu'a joué M. P.-H. Spaak dans la création des nouvelles Communautés. La plupart d'entre vous

se souviennent de l'autorité avec laquelle M. Pella a dirigé les travaux de cette Assemblée à un moment particulièrement délicat, en l'incitant à des initiatives qui sont à l'origine de la relance européenne. Enfin, le dernier président de l'Assemblée Commune de la C.E.C.A., M. Furler, qui, après avoir animé la Commission des affaires politiques et des relations extérieures, a guidé ses travaux jusqu'à leur terme avec la plus grande distinction, a contribué pour une large part à la création de l'Assemblée unique des trois Communautés Européennes qui tient aujourd'hui sa première séance.

(Applaudissements.)

C'est à leur expérience que cette Assemblée doit de pouvoir commencer immédiatement ses travaux et accomplir les tâches qui lui sont dévolues.

Comme l'a si bien montré M. Wigny dans son très remarquable rapport sur « L'Assemblée parlementaire dans l'Europe des Six », elle a été le banc d'essai d'une vie démocratique élargie à l'échelle européenne, ce qui lui a permis de renforcer constamment son influence politique. En exerçant un contrôle parlementaire sur l'action de la Haute Autorité, elle a rendu vaines les craintes souvent exprimées d'une prédominance technocratique dans les institutions économiques européennes.

Certes, l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe avait ouvert l'histoire des assemblées internationales où l'opinion parlementaire ne s'inspire pas de la seule défense des intérêts nationaux, mais relève essentiellement des options politiques fondamentales. Mais il faut souligner que c'est à l'Assemblée Commune que la formation de groupes politiques a permis, dès les premières sessions, de développer ce sentiment européen au delà des particularismes nationaux.

Je me plais à souligner ici l'esprit de coopération dont a toujours fait preuve la Haute Autorité, sous la présidence de ces éminents européens que sont MM. Jean Monnet, René Mayer et Paul Finet.

Les rapports institutionnels ne seront pas exactement les mêmes dans les nouvelles Communautés. Les paroles qu'ont prononcées ce matin MM. Larock, Motz et Wilwertz, en tant que présidents des Conseils de Ministres des trois Communautés, nous assurent que la coopération

entre ces organes communautaires ne sera pas moins étroite que par le passé.

J'en trouve la certitude dans la présence de M. Motz qui, en qualité de président du groupe de travail de l'Assemblée Commune, a été un grand artisan de la poursuite de l'intégration européenne.

Les déclarations des présidents des exécutifs européens, MM. Finet, Hallstein et Medi, nous donnent les mêmes assurances.

Et vous me permettrez de former des vœux ardents pour que M. Armand puisse être parmi nous à la prochaine session de l'Assemblée.

Il nous est agréable d'enregistrer la présence, parmi les membres de la Commission de l'Euratom, de M. Sassen qui a joué un rôle si actif dans l'Assemblée Commune. C'est par contre au Conseil de Ministres que siège M. Fayat qui n'a quitté l'Assemblée que pour assumer des responsabilités gouvernementales en Belgique.

Nous nous réjouissons de voir ainsi se développer entre les différents organes des Communautés européennes des fructueux échanges. En passant du banc de la Haute Autorité à celui du Conseil de Ministres, M. Etzel nous en donne un autre exemple. Nous y trouvons le gage du développement, dans toutes les instances nationales et internationales, d'un véritable esprit européen, dont cette Assemblée a été et restera le creuset.

Ces heureuses prémices ne doivent pas dissimuler les difficultés qui nous attendent. J'ai conscience de la part qui m'incombe dans ces responsabilités.

Le fait d'avoir été le candidat unique des trois groupes politiques de cette Assemblée est pour moi un honneur inespéré et en même temps un engagement pour l'avenir. Mon appartenance au groupe politique le plus nombreux a pu justifier ce choix, en vertu d'une tradition parlementaire et démocratique. Mais, je le déclare hautement, je ne serai ici ni le représentant d'un parti, ni celui d'un pays.

D'autre part, je n'ai nullement la prétention d'avoir été le seul candidat digne de diriger les travaux de cette Assemblée. D'autres membres de l'Assemblée avaient des titres particuliers qui

auraient pu les désigner pour un choix de ce genre. J'ai déjà mentionné les mérites des anciens présidents de cette Assemblée, surtout de celui qui vient de quitter ce fauteuil. Par ailleurs, M. Gaetano Martino, qui a été à l'origine de ce que nous appelons la relance de l'idée européenne, avait, à ce titre, des mérites personnels tout particuliers auxquels nous rendons tous hommage.

(Applaudissements.)

Personnellement, malgré mes trente-huit années de vie parlementaire, je ne crois pas avoir subi trop de ces déformations qui sont habituellement la rançon de la routine. Une Assemblée aussi jeune que la vôtre ne le supporterait pas. Si j'apporte le fruit d'une expérience déjà longue, j'apporte aussi l'ardeur de mes convictions. Ensemble, nous servirons notre idéal européen : je serai fort de la confiance que vous me faites et dont je m'efforcerai de rester digne.

En prenant cet engagement, je ne me dissimule nullement les difficultés de ma tâche, difficultés qui résultent d'abord de l'ampleur et de la multiplicité des problèmes de fond qui se trouvent posés devant nous ; ensuite, du grand nombre des institutions avec lesquelles nous aurons à collaborer.

A cet égard, nous sommes heureux d'avoir entendu tout à l'heure les promesses de coopération confiante qui nous ont été faites, tant de la part des Conseils de Ministres que des exécutifs européens.

D'autre part, nous savons que nos responsabilités se sont accrues en vertu des traités de Rome : nous cumulons les compétences de trois Communautés, dont le travail devra être coordonné et harmonisé. Enfin, le nombre des membres de l'Assemblée a été doublé ; si donc leur puissance de travail l'est également, il faudra aussi une discipline accrue, ce qui met en cause la responsabilité de votre président.

Etant conscient du rôle auquel j'aurai à faire face, je tiens à réitérer à mes collègues l'engagement que j'ai pris de me consacrer entièrement à ma tâche nouvelle, sans me laisser distraire par d'autres préoccupations.

Je pense être d'accord avec vous en disant que nous ne formerons pas ici un club fermé. Nous désirons, il est vrai, contribuer à créer un noyau de la structure européenne, afin de pou-

voir, par notre exemple, notre bonne volonté et les résultats que nous obtiendrons, étendre cette action au delà de ce cercle actuel, trop restreint à notre gré. Ainsi seulement l'Europe réussira à mettre en valeur le patrimoine commun à tous les pays libres.

Laissez-moi terminer par un dernier appel à votre indulgence et à votre bienveillance. Je sais que je puis compter sur vous pour m'aider à mener à bien ma tâche délicate.

(Applaudissements.)

14. — *Règlement de l'ordre du Jour*

M. le président. — Je propose à l'Assemblée de tenir sa prochaine séance demain jeudi à 10 heures 30.

Il serait d'abord procédé à l'élection des huit vice-présidents de l'Assemblée.

Ensuite, M. le président de la Commission de la Communauté Economique Européenne et M. le président de la Commission de la Communauté de l'Energie Atomique feraient une communication relative aux travaux de leurs Communautés respectives.

Ces communications pourraient donner lieu à un débat.

Enfin, l'Assemblée nommerait les membres de ses Commissions.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée.

(La séance est levée à 19 h. 10.)

Document No 2

Date	25 March 1957
Protocol Number	-
File	HAEU, BEI 6000
From	-
To	-
Description	EIB Statute. The idea to install an instrument capable of reinforcing economic integration and promote Europe's investments goes back to the Messina conference (1955). Long debates took place between the ministers of the six member-states on the suggestion to install an Investment Fund, until finally the Treaty of Rome, established the European Investment Bank. The first steps for the EIB were made in 1958: the organization and the structure were defined in its Statute, which constituted an Annex to the Treaty.
Language	French

I
STATUTS
DE LA
BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

Article 1

La Banque européenne d'investissement instituée par l'article 129 (*) du Traité, ci-après dénommée la « Banque », est constituée et exerce ses fonctions et son activité conformément aux dispositions de ce Traité et des présents statuts.

Le siège de la Banque est fixé du commun accord des gouvernements des Etats membres.

Article 2

La mission de la Banque est définie par l'article 130 (*) du Traité.

Article 3

Conformément à l'article 129 du Traité, sont membres de la Banque :

- le Royaume de Belgique;
- la République fédérale d'Allemagne;
- la République Française;
- la République Italienne;
- le Grand-Duché de Luxembourg;
- le Royaume des Pays-Bas.

(*) Texte de l'article repris *in fine*.

Article 4

1. La Banque est dotée d'un capital d'un milliard d'unités de compte, souscrit par les Etats membres à concurrence des montants suivants :

Allemagne	300	millions
France.....	300	millions
Italie	240	millions
Belgique	86,5	millions
Pays-Bas	71,5	millions
Luxembourg	2	millions

La valeur de l'unité de compte est de 0,88867088 gramme d'or fin.

Les Etats membres ne sont responsables que jusqu'à concurrence de leur quote-part du capital souscrit et non versé.

2. L'admission d'un nouveau membre entraîne une augmentation du capital souscrit correspondant à l'apport du nouveau membre.

3. Le Conseil des gouverneurs, statuant à l'unanimité, peut décider une augmentation du capital souscrit.

4. La quote-part du capital souscrit ne peut être ni cédée, ni donnée en nantissement et est insaisissable.

Article 5

1. Les Etats membres versent 25 % du capital souscrit, en cinq paiements égaux se situant respectivement au plus tard deux mois, neuf mois, seize mois, vingt-trois mois et trente mois à compter de l'entrée en vigueur du *Traité*.

Chaque versement est effectué pour un quart en or ou en monnaie librement convertible et pour trois quarts en monnaie nationale.

2. Le Conseil d'administration peut exiger le versement des 75 % restant du capital souscrit pour autant que ce versement est rendu nécessaire pour faire face aux obligations de la Banque à l'égard de ses bailleurs de fonds.

Le versement est effectué par chaque Etat membre proportionnellement à sa quote-part du capital souscrit, dans les monnaies dont la Banque a besoin pour faire face à ces obligations.

Article 6

1. Sur proposition du Conseil d'administration, le Conseil des gouverneurs peut décider à la majorité qualifiée que les Etats membres accordent à la Banque des prêts spéciaux productifs d'intérêts, dans le cas et dans la mesure où la Banque aura besoin d'un tel prêt pour le financement de projets déterminés, et où le Conseil d'administration justifie qu'elle n'est pas en mesure de se procurer les ressources nécessaires sur les marchés des capitaux à des conditions convenables, compte tenu de la nature et de l'objet des projets à financer.

2. Les prêts spéciaux ne peuvent être requis qu'à partir du début de la quatrième année suivant l'entrée en vigueur du Traité. Ils ne doivent pas excéder 400 millions d'unités de compte au total, ni 100 millions d'unités de compte par an.

3. La durée des prêts spéciaux sera établie en fonction de la durée des crédits ou garanties que la Banque se propose d'accorder au moyen de ces prêts; elle ne doit pas dépasser 20 ans. Le Conseil des gouverneurs, statuant à la majorité qualifiée sur proposition du Conseil d'administration, peut décider le remboursement anticipé des prêts spéciaux.

4. Les prêts spéciaux porteront intérêt au taux de 4 % l'an, à moins que le Conseil des gouverneurs, en tenant compte de l'évolution et du niveau des taux d'intérêt sur les marchés des capitaux, ne décide de fixer un taux différent.

5. Les prêts spéciaux doivent être accordés par les Etats membres au prorata de leur souscription dans le capital; ils doivent être versés en monnaie nationale au cours des six mois qui suivent leur appel.

6. En cas de liquidation de la Banque, les prêts spéciaux des Etats membres ne sont remboursés qu'après extinction des autres dettes de la Banque.

Article 7

1. Au cas où la parité de la monnaie d'un Etat membre par rapport à l'unité de compte définie à l'article 4 serait réduite, le montant de la quote-part de capital versée par cet Etat dans sa monnaie nationale serait ajusté proportionnellement à la modification intervenue dans la parité, moyennant un versement complémentaire effectué par cet Etat en faveur de la Banque. Toutefois, le montant sur lequel est effectué l'ajustement ne peut excéder le montant total des prêts consentis par la Banque et libellés dans la monnaie en question, et des avoirs de la Banque dans cette monnaie. Le versement doit être effectué dans un délai de deux mois ou, dans la mesure où il correspond à des prêts, aux échéances de ces prêts.

2. Au cas où la parité de la monnaie d'un Etat membre par rapport à l'unité de compte définie à l'article 4 serait augmentée, le montant de la quote-part de capital versée par cet Etat dans sa monnaie nationale serait ajusté proportionnellement à la modification intervenue dans la parité, moyennant un remboursement effectué par la Banque en faveur de cet Etat. Toutefois, le montant sur lequel est effectué l'ajustement ne peut excéder le montant total des prêts consentis par la Banque et libellés dans la monnaie en question, et des avoirs de la Banque dans cette monnaie. Ce versement doit être effectué dans un délai de deux mois ou, dans la mesure où il correspond à des prêts, aux échéances de ces prêts.

3. La parité de la monnaie d'un Etat membre par rapport à l'unité de compte définie à l'article 4 est le rapport entre le

poids d'or fin contenu dans cette unité de compte et le poids d'or fin correspondant au pair de cette monnaie déclaré au Fonds Monétaire International. A défaut, cette parité résultera du taux de change, par rapport à une monnaie définie ou convertible en or, appliqué par l'Etat membre pour les paiements courants.

4. Le Conseil des gouverneurs peut décider qu'il ne sera pas fait application des règles fixées aux paragraphes 1 et 2 lorsqu'il est procédé à une modification uniformément proportionnelle au pair de toutes les monnaies des pays membres du Fonds Monétaire International ou des membres de la Banque.

Article 8

La Banque est administrée et gérée par un Conseil des gouverneurs, un Conseil d'administration et un Comité de direction.

Article 9

1. Le Conseil des gouverneurs se compose des ministres désignés par les Etats membres.

2. Le Conseil des gouverneurs établit les directives générales relatives à la politique de crédit de la Banque, notamment en ce qui concerne les objectifs dont il y aura lieu de s'inspirer au fur et à mesure que progresse la réalisation du marché commun.

Il veille à l'exécution de ces directives.

3. En outre, le Conseil des gouverneurs :

a) décide de l'augmentation du capital souscrit, conformément à l'article 4, paragraphe 3,

b) exerce les pouvoirs prévus par l'article 6 en matière de prêts spéciaux,

c) exerce les pouvoirs prévus par les articles 11 et 13 pour la nomination et la démission d'office des membres du Conseil d'administration et du Comité de direction,

- d) accorde la dérogation prévue par l'article 18, paragraphe 1,
- e) approuve le rapport annuel établi par le Conseil d'administration,
- f) approuve le bilan annuel de même que le compte de profits et pertes,
- g) exerce les pouvoirs et attributions prévus par les articles 7, 14, 17, 26 et 27,
- h) approuve le règlement intérieur de la Banque.

4. Le Conseil des gouverneurs est compétent pour prendre, à l'unanimité, dans le cadre du Traité et des présents statuts, toutes décisions relatives à la suspension de l'activité de la Banque et à sa liquidation éventuelle.

Article 10

Sauf dispositions contraires des présents statuts, les décisions du Conseil des gouverneurs sont prises à la majorité des membres qui le composent. Les votes du Conseil des gouverneurs sont régis par les dispositions de l'article 148 du Traité (*).

Article 11

1. Le Conseil d'administration a compétence exclusive pour décider de l'octroi de crédits et de garanties et de la conclusion d'emprunts; fixe les taux d'intérêts pour les prêts, ainsi que les commissions de garanties; contrôle la saine administration de la Banque; assure la conformité de la gestion de la Banque avec les dispositions du Traité et des statuts et les directives générales fixées par le Conseil des gouverneurs.

A l'expiration de l'exercice, il est tenu de soumettre un rapport au Conseil des gouverneurs et de le publier après approbation.

(*) Texte de l'article repris *in fine*.

2. Le Conseil d'administration est composé de 12 administrateurs et de 12 suppléants.

Les administrateurs sont nommés pour une période de cinq ans par le Conseil des gouverneurs sur désignation respective des États membres et de la Commission à raison de :

- 3 administrateurs désignés par la République fédérale d'Allemagne;
- 3 administrateurs désignés par la République Française;
- 3 administrateurs désignés par la République Italienne;
- 2 administrateurs désignés d'un commun accord par les pays du Benelux;
- 1 administrateur désigné par la Commission.

Leur mandat est renouvelable.

Chaque administrateur est assisté d'un suppléant nommé dans les mêmes conditions et suivant les mêmes procédures que les administrateurs.

Les suppléants peuvent participer aux séances du Conseil d'administration; ils n'ont pas le droit de vote, sauf s'ils remplacent le titulaire en cas d'empêchement de celui-ci.

Le président, ou à son défaut un des vice-présidents du Comité de direction, préside les séances du Conseil d'administration sans prendre part au vote.

Les membres du Conseil d'administration sont choisis parmi les personnalités offrant toutes garanties d'indépendance et de compétence; ils ne sont responsables qu'envers la Banque.

3. Dans le seul cas où un administrateur ne remplit plus les conditions nécessaires pour exercer ses fonctions, le Conseil des gouverneurs, statuant à la majorité qualifiée, pourra prononcer sa démission d'office.

La non-approbation du rapport annuel entraîne la démission du Conseil d'administration.

4. En cas de vacance, par suite de décès ou de démission volontaire, d'office ou collective, il est procédé au remplacement

selon les règles fixées au paragraphe 2. En dehors des renouvellements généraux, les membres sont remplacés pour la durée de leur mandat restant à courir.

5. Le Conseil des gouverneurs fixe la rétribution des membres du Conseil d'administration. Il établit à l'unanimité les incompatibilités éventuelles avec les fonctions d'administrateur et de suppléant.

Article 12

1. Chaque administrateur dispose d'une voix au Conseil d'administration.

2. Sauf dispositions contraires des présents statuts, les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité simple des membres du Conseil ayant voix délibérative. La majorité qualifiée requiert la réunion de huit voix. Le règlement intérieur de la Banque fixe le quorum nécessaire pour la validité des délibérations du Conseil d'administration.

Article 13

1. Le Comité de direction se compose d'un président et de deux vice-présidents nommés pour une période de six ans par le Conseil des gouverneurs sur proposition du Conseil d'administration. Leur mandat est renouvelable.

2. Sur proposition du Conseil d'administration ayant statué à la majorité qualifiée, le Conseil des gouverneurs, statuant à son tour à la majorité qualifiée, peut prononcer la démission d'office des membres du Comité de direction.

3. Le Comité de direction assure la gestion des affaires courantes de la Banque, sous l'autorité du président et sous le contrôle du Conseil d'administration.

Il prépare les décisions du Conseil d'administration notamment en ce qui concerne la conclusion d'emprunts et l'octroi de crédits et de garanties; il assure l'exécution de ces décisions.

4. Le Comité de direction formule à la majorité ses avis sur les projets de prêts et de garanties et sur les projets d'emprunts.
5. Le Conseil des gouverneurs fixe la rétribution des membres du Comité de direction et établit les incompatibilités avec leurs fonctions.
6. Le président, ou en cas d'empêchement un des vice-présidents, représente la Banque en matière judiciaire ou extra-judiciaire.
7. Les fonctionnaires et employés de la Banque sont placés sous l'autorité du président. Ils sont engagés et licenciés par lui. Dans le choix du personnel, il doit être tenu compte non seulement des aptitudes personnelles et des qualifications professionnelles, mais encore d'une participation équitable des nationaux des Etats membres.
8. Le Comité de direction et le personnel de la Banque ne sont responsables que devant cette dernière et exercent leurs fonctions en pleine indépendance.

Article 14

1. Un Comité, composé de trois membres nommés par le Conseil des gouverneurs en raison de leur compétence, vérifie chaque année la régularité des opérations et des livres de la Banque.
2. Il confirme que le bilan et le compte de profits et pertes sont conformes aux écritures comptables et qu'ils reflètent exactement, à l'actif comme au passif, la situation de la Banque.

Article 15

La Banque communique avec chaque Etat membre par l'intermédiaire de l'autorité désignée par celui-ci. Dans l'exécution des opérations financières, elle a recours à la Banque d'émis-

sion de l'Etat membre intéressé ou à d'autres institutions financières agréées par celui-ci.

Article 16

1. La Banque coopère avec toutes les organisations internationales dont l'activité s'exerce en des domaines analogues aux siens.
2. La Banque recherche tous les contacts utiles en vue de coopérer avec les institutions bancaires et financières des pays auxquels elle étend ses opérations.

Article 17

A la requête d'un Etat membre ou de la Commission, ou d'office, le Conseil des gouverneurs interprète ou complète, dans les conditions dans lesquelles elles ont été arrêtées, les directives fixées par lui aux termes de l'article 9 des présents statuts.

Article 18

1. Dans le cadre du mandat défini à l'article 130 du Traité, la Banque accorde des crédits à ses membres ou à des entreprises privées ou publiques pour des projets d'investissement à réaliser sur les territoires européens des Etats membres, pour autant que des moyens provenant d'autres ressources ne sont pas disponibles à des conditions raisonnables.

Toutefois, par dérogation accordée à l'unanimité par le Conseil des gouverneurs, sur proposition du Conseil d'administration, la Banque peut octroyer des crédits pour des projets d'investissement à réaliser en tout ou en partie hors des territoires européens des Etats membres.

2. L'octroi de prêts est, autant que possible, subordonné à la mise en œuvre d'autres moyens de financement.
3. Lorsqu'un prêt est consenti à une entreprise ou à une collectivité autre qu'un Etat membre, la Banque subordonne

l'octroi de ce prêt soit à une garantie de l'Etat membre sur le territoire duquel le projet sera réalisé, soit à d'autres garanties suffisantes.

4. La Banque peut garantir des emprunts contractés par des entreprises publiques ou privées ou par des collectivités pour la réalisation d'opérations prévues à l'article 130 du Traité.

5. L'encours total des prêts et des garanties accordés par la Banque ne doit pas excéder 250 % du montant du capital souscrit.

6. La Banque se prémunit contre le risque de change en assortissant les contrats de prêts et de garanties des clauses qu'elle estime appropriées.

Article 19

1. Les taux d'intérêt pour les prêts à consentir par la Banque, ainsi que les commissions de garantie, doivent être adaptés aux conditions qui prévalent sur le marché des capitaux, et doivent être calculés de façon que les recettes qui en résultent permettent à la Banque de faire face à ses obligations, de couvrir ses frais et de constituer un fonds de réserve conformément à l'article 24.

2. La Banque n'accorde pas de réduction sur les taux d'intérêt. Dans le cas où, compte tenu du caractère spécifique du projet à financer, une réduction du taux d'intérêt paraît indiquée, l'Etat membre intéressé ou une tierce instance peut accorder des bonifications d'intérêt, dans la mesure où leur octroi est compatible avec les règles fixées à l'article 92 du Traité (*).

Article 20

Dans ses opérations de prêts et de garanties, la Banque doit observer les principes suivants :

(*) Texte de l'article repris *in fine*.

1. Elle veille à ce que ses fonds soient utilisés de la façon la plus rationnelle dans l'intérêt de la Communauté.

Elle ne peut accorder des prêts ou garantir des emprunts que :

a) lorsque le service d'intérêt et d'amortissement est assuré par les bénéfices d'exploitation, dans le cas de projets mis en œuvre par des entreprises du secteur de la production, ou par un engagement souscrit par l'Etat dans lequel le projet est mis en œuvre, ou de toute autre manière, dans le cas d'autres projets,

b) et lorsque l'exécution du projet contribue à l'accroissement de la productivité économique en général et favorise la réalisation du marché commun.

2. Elle ne doit acquérir aucune participation à des entreprises, ni assumer aucune responsabilité dans la gestion, à moins que la protection de ses droits ne l'exige pour garantir le recouvrement de sa créance.

3. Elle peut céder ses créances sur le marché des capitaux et, à cet effet, exiger de ses emprunteurs l'émission d'obligations ou d'autres titres.

4. Ni elle ni les Etats membres ne doivent imposer de conditions selon lesquelles les sommes prêtées doivent être dépensées à l'intérieur d'un Etat membre déterminé.

5. Elle peut subordonner l'octroi de prêts à l'organisation d'adjudications internationales.

6. Elle ne finance, en tout ou en partie, aucun projet auquel s'oppose l'Etat membre sur le territoire duquel ce projet doit être exécuté.

Article 21

1. Les demandes de prêt ou de garantie peuvent être adressées à la Banque soit par l'intermédiaire de la Commission, soit par l'intermédiaire de l'Etat membre sur le territoire duquel le projet sera réalisé. La Banque peut aussi être saisie directement d'une demande de prêt ou de garantie par une entreprise.

2. Lorsque les demandes sont adressées par l'intermédiaire de la Commission, elles sont soumises pour avis à l'Etat membre sur le territoire duquel le projet sera réalisé. Lorsqu'elles sont adressées par l'intermédiaire de l'Etat, elles sont soumises pour avis à la Commission. Lorsqu'elles émanent directement d'une entreprise, elles sont soumises à l'Etat membre intéressé et à la Commission.

Les Etats membres intéressés et la Commission doivent donner leur avis dans un délai de deux mois au maximum. A défaut de réponse dans ce délai, la Banque peut considérer que le projet en cause ne soulève pas d'objections.

3. Le Conseil d'administration statue sur les demandes de prêt ou de garantie qui lui sont soumises par le Comité de direction.

4. Le Comité de direction examine si les demandes de prêt ou de garantie qui lui sont soumises sont conformes aux dispositions des présents statuts, notamment à celles de l'article 20. Si le Comité de direction se prononce en faveur de l'octroi du prêt ou de la garantie, il doit soumettre le projet de contrat au Conseil d'administration; il peut subordonner son avis favorable aux conditions qu'il considère comme essentielles. Si le Comité de direction se prononce contre l'octroi du prêt ou de la garantie, il doit soumettre au Conseil d'administration les documents appropriés accompagnés de son avis.

5. En cas d'avis négatif du Comité de direction, le Conseil d'administration ne peut accorder le prêt ou la garantie en cause qu'à l'unanimité.

6. En cas d'avis négatif de la Commission, le Conseil d'administration ne peut accorder le prêt ou la garantie en cause qu'à l'unanimité, l'administrateur nommé sur désignation de la Commission s'abstenant de prendre part au vote.

7. En cas d'avis négatif du Comité de direction et de la Commission, le Conseil d'administration ne peut pas accorder le prêt ou la garantie en cause.

Article 22

1. La Banque emprunte sur les marchés internationaux des capitaux les ressources nécessaires à l'accomplissement de ses tâches.

2. La Banque peut emprunter sur le marché des capitaux d'un Etat membre, dans le cadre des dispositions légales s'appliquant aux émissions intérieures, ou, à défaut de telles dispositions dans un Etat membre, quand cet Etat membre et la Banque se sont concertés et se sont mis d'accord sur l'emprunt envisagé par celle-ci.

L'assentiment des instances compétentes de l'Etat membre ne peut être refusé que si des troubles graves dans le marché des capitaux de cet Etat sont à craindre.

Article 23

1. La Banque peut employer, dans les conditions suivantes, les disponibilités dont elle n'a pas immédiatement besoin pour faire face à ses obligations :

a) elle peut effectuer des placements sur les marchés monétaires,

b) sous réserve des dispositions de l'article 20, paragraphe 2, elle peut acheter ou vendre des titres émis soit par elle-même, soit par ses emprunteurs,

c) elle peut effectuer toute autre opération financière en rapport avec son objet.

2. Sans préjudice des dispositions de l'article 25, la Banque n'effectue, dans la gestion de ses placements, aucun arbitrage de devises qui ne soit directement nécessité par la réalisation de ses prêts ou par l'accomplissement des engagements qu'elle a contractés du fait des emprunts émis par elle ou des garanties octroyées par elle.

3. Dans les domaines visés par le présent article, la Banque agira en accord avec les autorités compétentes des Etats membres ou avec leur banque d'émission.

Article 24

1. Il sera constitué progressivement un fonds de réserve à concurrence de 10 % du capital souscrit. Si la situation des engagements de la Banque le justifie, le Conseil d'administration peut décider la constitution de réserves supplémentaires. Aussi longtemps que ce fonds de réserve n'aura pas été entièrement constitué, il y aura lieu de l'alimenter par :

a) les recettes d'intérêts provenant des prêts accordés par la Banque sur les sommes à verser par les Etats membres en vertu de l'article 5,

b) les recettes d'intérêts provenant des prêts accordés par la Banque sur les sommes constituées par le remboursement des prêts visés au a),
pour autant que ces recettes d'intérêts ne sont pas nécessaires pour exécuter les obligations et pour couvrir les frais de la Banque.

2. Les ressources du fonds de réserve doivent être placées de façon à être à tout moment en état de répondre à l'objet de ce fonds.

Article 25

1. La Banque sera toujours autorisée à transférer dans l'une des monnaies des Etats membres les avoirs qu'elle détient dans la monnaie d'un autre Etat membre pour réaliser les opérations financières conformes à son objet tel qu'il est défini à l'article 130 du Traité et compte tenu des dispositions de l'article 23 des présents statuts. La Banque évite dans la mesure du possible de procéder à de tels transferts, si elle détient des avoirs disponibles ou mobilisables dans la monnaie dont elle a besoin.

2. La Banque ne peut convertir en devises des pays tiers les avoirs qu'elle détient dans la monnaie d'un des Etats membres, sans l'assentiment de cet Etat.

3. La Banque peut disposer librement de la fraction de son capital versé en or ou en devises convertibles, ainsi que des devises empruntées sur des marchés tiers.

4. Les Etats membres s'engagent à mettre à la disposition des débiteurs de la Banque les devises nécessaires au remboursement en capital et intérêt des prêts accordés ou garantis par la Banque pour des projets à réaliser sur leur territoire.

Article 26

Si un Etat membre méconnaît ses obligations de membre découlant des présents statuts, notamment l'obligation de verser sa quote-part ou ses prêts spéciaux ou d'assurer le service de ses emprunts, l'octroi de prêts ou de garanties à cet Etat membre ou à ses ressortissants peut être suspendu par décision du Conseil des gouverneurs statuant à la majorité qualifiée.

Cette décision ne libère pas l'Etat ni ses ressortissants de leurs obligations vis-à-vis de la Banque.

Article 27

1. Si le Conseil des gouverneurs décide de suspendre l'activité de la Banque, toutes les activités devront être arrêtées sans délai, à l'exception des opérations nécessaires pour assurer dûment l'utilisation, la protection et la conservation des biens, ainsi que le règlement des engagements.

2. En cas de liquidation, le Conseil des gouverneurs nomme les liquidateurs et leur donne des instructions pour effectuer la liquidation.

Article 28

1. La Banque jouit dans chacun des Etats membres de la capacité juridique la plus large reconnue aux personnes morales par les législations nationales; elle peut notamment acquérir et aliéner des biens immobiliers ou mobiliers et ester en justice.

Les privilèges et immunités accordés à la Banque sont déterminés par le Protocole prévu à l'article 218 du Traité (*).

2. Les biens de la Banque sont exemptés de toute réquisition ou expropriation sous n'importe quelle forme.

Article 29

Les litiges entre la Banque d'une part, et d'autre part ses prêteurs, ses emprunteurs ou des tiers sont tranchés par les juridictions nationales compétentes, sous réserve des compétences attribuées à la Cour de Justice.

La Banque doit élire domicile dans chacun des Etats membres. Toutefois, elle peut, dans un contrat, procéder à une élection spéciale de domicile ou prévoir une procédure d'arbitrage.

Les biens et avoirs de la Banque ne pourront être saisis ou soumis à exécution forcée que par décision de justice.

Rome, le 25 mars 1957.

(*) Texte de l'article repris *in fine*.

Document No 3

Date	6 May 1957
Protocol Number	MAE 944 f/57 ssw
File	Archives de la Commission, HAEU, BAC 118/1986, 13
From	Interim Committee for the Common Market and the EURATOM
To	-
Description	Working document by the Interim Committee for the Common Market and the EURATOM that was established by the Treaty of Rome in order to better define the terms and the application of the Treaty articles before the entry into force of the new Communities.
Language	French

COMITE INTERIMAIRE
pour le
MARCHÉ COMMUN ET L'EURATOM

Bruxelles, le 6 mai 1957

Secrétariat

RELEVÉ DES DECLARATIONS INTERPRÉTATIVES

se rapportant à des dispositions
DU TRAITE INSTITUANT LA COMMUNAUTE EUROPEENNE DE L'ENERGIE ATOMIQUE
ET DE SES ANNEXES

Article 24 - § 1

Il est entendu qu'il sera convenu au moyen d'un échange de lettres entre les Etats membres ou de toute autre procédure appropriée que l'élaboration du Règlement prévu à l'article 24 sera commencée immédiatement après la signature du Traité.

Articles 30 et 33

Le Comité des Chefs de délégation a constaté qu'il est de l'intention des six Gouvernements d'aller le plus loin possible dans le sens d'une politique commune.

Article 47 - a)

Les délégations estiment qu'en vertu des dispositions ci-dessus, un Etat qui a voté contre la création d'une entreprise commune ne peut pas être tenu d'y participer financièrement.

MAE 944 f/57 ssw

.../...

- 2 -

Article 62 - § 2 c)

Il est entendu que le terme "abusivement" vise notamment le cas où les entreprises réalisant entre elles un programme au sens de l'article 62 § 2 c) refuseraient de communiquer à une entreprise de la Communauté désirant réaliser un programme analogue, les connaissances qu'elles possèdent à ce sujet.

Article 73

Cette rédaction n'implique pas l'intervention de la Commission à l'occasion d'achat de réacteurs par les Etats membres.

Article 84 - alinéa 3

Au cours de la discussion concernant l'alinéa 3, il est précisé que le contrôle ne s'étend pas au façonnage spécialement effectué à des fins militaires et que si les matières spécialement transformées pour les besoins de la défense nationale cessent d'être implantées à bord d'engins militaires ou stockées dans un établissement militaire, les dispositions du chapitre VII concernant le contrôle de sécurité redeviennent applicables dans leur totalité.

Article 104

Il est d'autre part précisé que parmi les personnes et entreprises privées et publiques visées à cet article, il y a lieu d'inclure notamment des organismes tels que le Commissariat français à l'Energie Atomique.

Article 108 - § 3

M. FAURE (France) déclare que dans l'hypothèse où les délégués à l'Assemblée seraient élus au suffrage universel direct, la répartition des sièges devrait être revue.

MAE 944 f/57 ssw

.../...

- 3 -

Article 173 - alinéa 1

En ce qui concerne les prélèvements dont l'éventualité est envisagée dans cet article, les délégations belge, italienne et néerlandaise estiment qu'il s'agirait d'un prélèvement analogue à celui prévu dans la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

La délégation néerlandaise entend que le prélèvement prévu ne soit pas établi sous la forme d'un impôt sur le revenu ou les capitaux.

Article 204 - alinéa 1

Le Comité prend acte de la déclaration de la délégation allemande selon laquelle le Gouvernement de la République fédérale part de l'hypothèse, qu'en cas de réunification de l'Allemagne, les Traités instituant la Communauté Economique Européenne et l'Euratom seront révisés.

Article 215

Le Président interprète l'article 215 comme signifiant que dans les limites du montant global des dépenses prévues pour le programme de recherche qui a été approuvé, le Conseil pourra, en statuant à la majorité qualifiée, sur proposition de la Commission, effectuer des transferts de chapitre à chapitre.

La délégation française ayant posé la question de savoir quelle était la portée exacte de l'engagement financier qui résulte pour les Etats membres du texte du Traité instituant l'Euratom prévoyant un programme initial de recherche, il est unanimement reconnu que les Etats membres s'engagent ainsi à mettre 215 millions U.E.P. à la disposition d'Euratom pour l'exécution de ce programme dans un délai de 5 ans à compter de l'entrée en vigueur du Traité.

0

0 0

Les dispositions du Traité instituant la Communauté Economique Européenne auxquelles le Traité instituant la Communauté

- 4 -

Européenne de l'Energie Atomique ne déroge pas expressément,
s'appliquent de droit aux échanges de produits nucléaires.

0
0 0

Annexe V

Il est d'autre part précisé que les 46,6 millions d'unités
de compte U.E.P. consacrés aux recherches à l'extérieur se-
ront affectés à des contrats de recherches, ce qui exclut
l'utilisation de cette somme sous forme de subvention.

MAE 944 f/57 ssw

Document No 4

Date	12 January 1958
Protocol Number	-
File	Archives privées de Piero Malvestiti, Archivio storico Istituto Luigi Sturzo Roma e HAEU, PM/106
From	Henri Schwamm
To	-
Description	Press release of the N.E.M Agency, comments by the GATT Secretary on the occasion of the entry into force of the Treaty of Rome, concerning the Common Market and the new commercial balance (European and global) that was created.
Language	Italian

"N.E.M." - 12 gennaio 1958.

ARCHIVIO MALVESTITI

IL SEGRETARIATO DEL GATT SI PRONUNCIA SUL MERCATO COMUNE

Ginevra, gennaio

Alla vigilia del nuovo anno, il Segretariato esecutivo del G.A.T.T. ha pubblicato un documento di 69 pagine (a grande formato) relativo alle "possibili incidenze del Mercato Comune sul commercio internazionale".

Conoscendo lo stile di questo genere di studi, necessariamente tecnico - uno stile generalmente neutro, ne' dichiaratamente affermativo ne' categoricamente negativo - si e' colpiti dalla comprensione, per non dire dalla simpatia, dimostrata dagli autori del documento del G.A.T.T. nei confronti dell'opera dei Sei. Dopo i tumultuosi dibattiti della dodicesima sessione annuale del G.A.T.T., durante i quali i Paesi terzi non hanno risparmiato le loro critiche al Trattato di Roma, il Segretariato dell'Organizzazione ha voluto opportunamente riesaminare con obiettività i termini della controversia, per coordinarli e presentare un quadro intelligibile del commercio attuale nel mondo. Il Segretariato ha tentato inoltre di prevedere, basandosi sull'esperienza delle zone preferenziali esistenti, quale sarà la situazione tra 12-15 anni, una volta che il Mercato Comune funzionerà senza intralci.

La prima parte del documento ha carattere generale. Gli esperti rilevano l'importanza decisiva, per il mantenimento di un livello elevato degli scambi internazionali, di una prosperità economica stabile nell'Europa occidentale in genere e nei sei Paesi in particolare. I Sei svolgono nel mondo la funzione indispensabile di mercati di sbocco per i Paesi fornitori dei prodotti basilari. Senza di loro, le regioni non industrializzate, che ricavano quasi tutto il reddito dalle esportazioni, verrebbero a trovarsi in gravi difficoltà. Conseguentemente, nella stessa misura in cui il Mercato Comune accelererà il ritmo dello sviluppo economico degli Stati membri e quindi quello dell'Europa occidentale, esso contribuirà del pari ed in modo rilevante al benessere delle altre Nazioni del mondo.

Quali sono a questo proposito le possibilità di successo del Mercato Comune, secondo il parere degli esperti del G.A.T.T.?

La conclusione a cui essi giungono è equilibrata ed esprime sia una speranza che un monito: "Benché le possibili ripercussioni derivanti dall'istituzione del Mercato Comune sui diversi prodotti e sui diversi Paesi saranno necessariamente molto differenti, non è affatto escluso che il Mercato Comune abbia, in linea generale, effetti benefici sugli scambi internazionali e che le conseguenze nocive di una discriminazione, inevitabile durante il periodo transitorio, siano ridotte al minimo, a condizione che (sottolinea il documento) si possa ragionevolmente presumere che il Mercato Comune durante questo periodo e anche in seguito, contribuisca in modo positivo a mantenere e anche ad accelerare il continuo aumento della produzione nell'insieme dei sei Paesi".

La seconda parte del documento tratta in maniera più particolareggiata le possibili conseguenze del Mercato Comune, dal punto di vista del commercio degli articoli manifatturati e dei prodotti basilari.

I Sei sono essenzialmente esportatori di articoli manifatturati e importatori di prodotti basilari (alimentari, materie prime e combustibili). Nella loro valutazione degli effetti del Mercato Comune sulle future importazioni di prodotti basilari nei sei Paesi della Comunità, gli esperti hanno preso soprattutto in considerazione due settori, *quello dell'energia nucleare e quello dell'agricoltura* e ciò "non solo perché è prevedibile che la produzione del Mercato Comune sarà, relativamente ai bisogni, molto più importante in questi settori che in altri, ma anche perché si tratta di due attività produttive, sulla cui evoluzione la creazione del Mercato Comune avrà maggiori possibilità di ripercuotersi".

Gli esperti ritengono che alla fine del periodo transitorio il Mercato Comune avrà accelerato l'aumento del reddito nazionale lordo dei Sei, che altrimenti non potrebbe crescere così rapidamente. Ora, chi dice aumento del reddito na-

zionale, dice contemporaneamente aumento delle importazioni nette di combustibili e di materie prime. Ma d'altra parte la creazione dell'Euratom condurrebbe a una riduzione delle importazioni di combustibili dell'ordine di 700 milioni di dollari circa, per un reddito nazionale lordo superiore del 90 per cento a quello del 1953-55. "In altri termini - concludono gli esperti - l'economia di 700 milioni di dollari, realizzata sulle importazioni di combustibili, sarebbe compensata dalle ripercussioni dello sviluppo economico sul livello delle importazioni di materie prime, nel caso in cui la creazione del Mercato Comune avesse per conseguenza di portare il reddito nazionale lordo, negli anni 1973-75, al livello del 103 e non del 90 per cento, rispetto alla cifra degli anni 1953-55".

Grazie al miglioramento delle prospettive e delle condizioni d'impiego che il Mercato Comune offrirà nell'industria, esso contribuirà probabilmente a far calare rapidamente il numero delle unità lavorative impiegate nell'agricoltura. Il fabbisogno netto di prodotti alimentari da importare nel Mercato Comune dipenderà così dalla portata del ritmo di diminuzione dell'impiego della mano d'opera agricola. Sembra in ogni modo probabile che le importazioni agricole aumenteranno e contribuiranno in tal modo a migliorare le prospettive d'esportazione dei rifornitori tradizionali del Mercato Comune (territori d'Oltre Mare, America del Nord, Spagna e Israele).

I Sei troveranno in questo documento un incoraggiamento a portare a termine la loro integrazione, nonché l'assicurazione che praticando una politica economica decisamente espansiva, essi contribuiranno, come per il passato, alla prosperità generale del mondo libero. (N.E.M.)

Henri Schwamm

Document No 5

Date	17 March 1958
Protocol Number	70/58 – F
File	Archives privées de Piero Malvestiti, Archivio storico Istituto Luigi Sturzo Roma e HAEU, PM/106
From	Piero Malvestiti
To	Commission of the EEC
Description	Presentation by P. Malvestiti, vice-president of the EEC Commission in Strasbourg, seat of the European Parliamentary Assembly, on 17 March 1958,. The subject was the Free Trade Zone, in order to explain the new trade balance.
Language	French

COMMUNAUTE ECONOMIQUE
EUROPEENNE

amt/

Exposé de

M. MALVESTITI

à la séance de la Commission de la
Communauté Economique Européenne

à Strasbourg

le 17 Mars 1958 au sujet de la Zone
de Libre Echange.

amt/

COMMUNAUTE ECONOMIQUE

70/58 - F.

EUROPEENNERestreint

COMMISSION

EXPOSE DE M. MALVESTITI A LA SEANCE DE LA COMMISSION
DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE A STRASBOURG LE
17 MARS 1958 AU SUJET DE LA ZONE DE LIBRE ECHANGE.

Ces observations sont la suite logique de ce que j'ai dit plusieurs fois à ce sujet: je n'ai rien à changer en ce qui concerne la question de fond, même vis-à-vis de la proposition française et de la contreproposition italienne.

Il faut que nous nous débarassions de l'aspect politique de la question, toujours actuelle et qui ne peut pas nous laisser indifférents, même s'il ne touche pas notre directe responsabilité. On a dit qu'il y a un prix à payer: ce n'est pas à nous l'appréciation et la décision, même s'il nous n'est pas permis d'ignorer que l'opinion publique européenne voit en nous une grande espérance, mieux une certitude d'unité et de paix.

Bien qu'en n'étant pas indifférents, et en étant au contraire soucieux de défendre notre mission, nous ne pouvons pas, peut-être, nous charger de la responsabilité de donner des suggestions politiques.

Ce qu'il nous appartient de dire c'est que le grief qu'on nous a fait d'une autarcie plurinationale est tout-à-fait injustifié.

Une vaste Communauté économique, telle que la nôtre, est certainement utile aux Pays qui la composent, mais elle n'est pas du tout en contradiction avec l'élargissement des échanges avec les autres:

au contraire elle en est la condition préalable.

L'histoire économique récente nous apprend en effet (et je pense de l'avoir démontré dans un livre ayant pour titre: "Economie dirigée ou économie libre ?") que les autarcies économiques, qu'elles soient grandes ou petites, sont préjudiciables en tout premier lieu à ceux qui les ont réalisées.

L'autarcie économique dans la mesure où elle exclut tous échanges non strictement nécessaires, toutes influences extérieures, tous stimulants, détermine, dans son sein de véritables distorsions qui amènent des modifications de structure dommageables; ralentisse le progrès technique; abaisse le niveau de vie des populations en les soumettant à des consommations obligées. En fin dans des conditions pareilles l'impératif économique suggère des moyens d'économie politique qui ne sont pas certainement pacifiques.

Dans cette ordre d'idées j'ai constaté avec étonnement que une partie de l'opinion publique anglaise semble croire que la Communauté Economique Européenne serait préjudiciable au Marché des Pays tiers; d'où la conséquence qui l'en tire que la zone du Marché Commun va créer un marché fermé à tous les autres et que à cause de cela la demande de contrepartie serait justifiée.

C'est là la philosophie de l'attitude anglaise, laquelle ne manquerait pas d'unité logique si le point de départ n'était pas erroné.

L'esprit et la lettre du Traité de Rome, notamment à l'article 29, sont très clairs à ce sujet.

Comme j'ai déjà dit autrefois, cette conviction injustifiée de la part de la Grande Bretagne s'explique par des causes perma-

nents et universelles inhérentes au fait que c'est grâce au libéralisme qu'on a abouti à la création des grands Etats nationaux, en réalisant ainsi finalement les rêves des mercantilistes colbertiens; il y a aussi des causes particulières dues au fait qu'à cette époque là le libre échange agissait pratiquement au bénéfice de l'économie anglaise, par le jeu des coûts comparés qui avaient la tendance à se cristalliser en des coûts absolus.

On pourrait dire qu'à la limite c'était l'Angleterre qui aurait voulu de quelque sorte fixer elle-même les productions nationales des différents pays: et c'est là une attitude qui à mon avis risque un peu de devenir habituelle et qui révèle assez bien l'esprit anglais.

Je suis bien sûr que personne en Angleterre ne raisonne plus comme en 1913; il est probable que nous nous trouvons en face de ce que Vilfredo Pareto appelait "residus et dérivations" ayant origine de moeurs et de luttes seculaires.

A ce sujet, du reste, la politique anglaise a donné elle-même les preuves d'une flessibilité assez grande: après avoir combattu la France, elle a aidé la France; et on ne peut pas croire qu'aujourd'hui encore elle pense de devoir combattre la nation la plus puissante de l'Europe quelle qu'elle soit et même la Communauté Européenne. Le monde a changé et bien différents sont les enjeux. Je dis encore une fois que l'Angleterre est nécessaire à l'Europe aussi bien que l'Europe est nécessaire à l'Angleterre.

Dans tout ceci, il n'y a qu'une verité qui a été d'ailleurs à maintes reprises soulignée par certains de mes collègues, c'est à dire que l'Angleterre, par la création d'une zone de libre échange, se situerait d'un seul coup au centre de deux zones préférentielles,

et, par conséquent, dans une situation de privilège par rapport pas seulement aux pays de notre Communauté, mais aussi de tous les autres pays.

Quoi qu'il en soit de l'attitude anglaise, nous sommes maintenant confronté avec un projet français qui mérite sans doute notre attention.

Il n'y est plus question de zone de libre échange, mais d'une union européenne de coopération économique.

On peut naturellement se demander pourquoi on n'y a pas songé auparavant et si par hasard on a aujourd'hui déjà des doutes sur l'efficacité du Marché Commun des Six, et si vraiment on peut avouer que en effet notre Marché Commun pourrait cacher des dangers dans son sein.

Bien que l'hypothèse semble audacieuse, le projet français souligne que l'élimination systématique des obstacles aux échanges n'est qu'un moyen parmi les autres; la simple élimination des droits de douane et des restrictions quantitatives ne suffit pas à franchir les obstacles qui s'opposent à l'unification graduelle des pays participants. Encore, indique-t-on les risques:

- a) le détournement du trafic par le jeu de l'autonomie tarifaire et commerciale;
- b) l'inégalité dans les conditions des débouchés sur les marchés extraeuropéens;
- c) le danger de renforcer et en quelque sorte d'institutionnaliser en Europe les distortions les plus graves dans les conditions de concurrence des entreprises et les risques des déséquilibres économiques les plus évident entre pays à politiques divergentes.

Il faut donc aboutir selon le projet français à une union européenne de coopération économique au lieu d'une simple zone de libre échange. Cette union doit être de nature, dans ses rythmes et dans son domaine, comme dans des conditions, à assurer le développement harmonieux des échanges européens et le rapprochement des économies sur la base d'une égalité réelle des possibilités de concurrence.

A ce point ci deux observations s'imposent:

- la première est que quand il ne s'agit que de formuler des hypothèses nous sommes tous très capables. Il est toujours facile pour tout le monde de préciser ce que serait l'optimum: le problème politique et économique surgit quand on doit indiquer consciemment ce qu'il faut faire pour atteindre cet optimum;
- la deuxième remarque, et la plus grave, c'est que nous devrions nous même implicitement avouer que notre construction à nous six est défectueuse; et qu'on n'a pas poussé le regard plus loin; et que la zone de libre échange, à son tour, n'est pas à mesure d'atteindre les buts préfixés, et présenterait aussi des risques.

Cependant ce jugement a priori demande l'emploi des moyens proposés par le projet français. Il faut voir si ces moyens sont efficaces et appropriés.

Les éléments principaux du Traité seraient les suivants:

- l'étude des objectifs concrets: il faut matérialiser une politique économique commune;
- les accords par secteurs;
- l'harmonisation des charges sociales;
- une politique économique commune en ce qui concerne l'agriculture.

Ce que je voudrais surtout souligner ce sont les accords

par secteurs.

Nous sommes là confronté avec une proposition concrète, qui découle de l'observation reprise dans le projet français, que certains bénéficient à l'extérieur de l'Europe de vastes débouchés privilégiés dont l'existence peut fausser la concurrence à l'intérieur même de l'Union et, d'autre part, certains pays bénéficient dans les même zone de possibilités d'approvisionnement privilégiés pouvant avoir de nettes incidences sur le niveau de prix.

Les accords par secteurs prévoient le contrôle de l'origine, l'égalité des conditions de la concurrence, la possibilité finale d'équilibre économique. Ces accords sont indiqués, dans le projet français, comme les plus réalistes, les plus positifs et les plus libéraux. Et en outre il se rapprocheraient de la technique traditionnelle de l'O. E. C. E. en matière de libération des échanges.

Quant à moi, j'ai certains doutes sur le caractère vraiment réaliste de ces accords par secteurs.

Le problème, par exemple, du contrôle de l'origine des produits qui s'est averé comme l'un des plus difficiles tout au cours des négociations qui se sont déroulées jusqu'ici, n'aurait évidemment aucune possibilité nouvelle d'une solution satisfaisante.

Le projet français dit qu'on pourrait prendre en considération l'incidence, sur les prix des produits, des disparités existant dans les éléments de leurs coûts de fabrication: il s'agit là d'un des problèmes les plus difficiles et délicats qui se présentent à n'importe quel opérateur économique privé.

J'ajoute, comme il est notoire, qu'il n'y a pas de coûts par secteur: il y a des coûts par entreprise, et ces coûts prévoient l'exa-

men d'un ensemble de conditions souvent variables et de facteurs qui sont très souvent étrangers aux possibilités même de l'entrepreneur.

Le projet français s'en est si bien aperçu qu'il a examiné les secteurs de base à incidence générale.

Quand on dit, par exemple, qu'une politique agricole harmonisée doit être fondée sur l'organisation coordonnée des marchés et sur des contracts à long terme, on soulève une question qu'on peut discuter tout de suite, parce qu'il n'y a rien de téologique, et implique seulement l'examen d'intérêts concrets et bien dégagés; et par conséquent la possibilité majeure de négociations et d'accords.

Je pense que quand on aurait atteint des accords, avec le monde extérieur, sur l'agriculture, sur le charbon et l'acier, sur les sources d'énergie, sur les transports, nous aurions fait un grand progrès, en évitant d'avouer notre impuissance à l'égard de la réalité économique.

C O N C L U S I O N S

1) Soit pour des raisons d'ordre politique général concernant la nécessité que la Communauté de Six s'établisse en tant qu'organisme autonome, soit pour des raisons économiques et techniques découlant des difficultés initiales inévitables dans le fonctionnement du Marché Commun, il aurait été, à mon avis, souhaitable d'envisager l'association d'autres pays à notre Communauté seulement vers la fin de la première étape prévue par le Traité de Rome.

D'autant plus que seulement vers la fin de la première

étape on pourra se faire un jugement sur la valeur et l'efficacité du Marché Commun, et qu'on pourra analyser les modifications structurales qui se seront fait jour pendant cette période.

2) Le Marché Commun n'est pas un marché cloisonné; il est ouvert à tous les pays qui soient prêts à en souscrire les engagements, et pourtant à mon avis la Commission n'a pas des "mea culpa" à prononcer.

3) Tout cela n'exclut pas que vis-à-vis du monde extérieur on pense à un "modus vivendi".

4) Ce "Modus vivendi" devrait comprendre les points suivants:

- a) le problème du décalage ne m'apparaît pas essentiel. Nous pourrions adhérer à des accords nouveaux;
- b) les accords par secteurs ne seront pas probablement réalisables dans des délais suffisamment brefs, alors que je estimerais beaucoup plus essentiel, plus facile et plus urgent la réalisation d'accords sur des secteurs de base; notamment les suivants: agriculture, charbon et acier; sources d'énergie, transports;
- c) par conséquent le problème si compliqué de l'origine des produits serait pour le moment réduit aux secteurs susindiqués, et par conséquent une solution satisfaisante serait d'autant plus facile à réaliser;
- d) le système des droits compensateurs pourrait être considéré comme une formule assez élégante; il faut toutefois se demander si par hasard le problème de fond ne reste pas insoluble; au point de vue, en effet, des charges qui alourdissent les échanges des marchandises, le problème ne change pas beaucoup si on introduit un système de droits

compensateurs à la place des droits de douane;

e) en ce qui concerne enfin les clauses de sauvegarde, je me borne à souligner une exigence qui me semble essentielle pour la Communauté. On devrait à mon avis exclure que l'un des six pays fasse recours unilatéralement aux clauses de sauvegarde et que par conséquent les mesures ainsi adoptées introduisent des entraves dans le trafic entre les six Pays. Il serait nécessaire que, sur la demande du Pays plus directement intéressé, il appartienne aux organes de la Communauté de décider, dans les différents cas, l'application des clauses en question à l'égard de l'ensemble des des six Pays.

Une solution différente serait à mon avis sérieusement préjudiciable aux intérêts de la Communauté et aux exigences d'unité et de solidarité des six Pays qui la composent.

Finland

List of documents

Document No 1

Date	6 February 1957
Protocol Number	Letter 170/20
File	
From	Finlands Embassy in Brussels
To	Ministry for Foreign Affairs
Description	Embassy sends information to MFA. Cutting from French newspaper concerning conference of six EEC - foreign ministers in Brussels.
Language	Finnish / French
Remarks	MFA is not satisfied. Handwritten text at the bottom of the page: " Embassy should have so much interest and enthusiasm, that it drafts a brief analysis about the article. The subject is so interesting."
Reference to the European Integration Sources Database	MFA-FIN-73D1 EEC

Pol.

U

B R Y S S E L I

SSA OLEVA LÄHETYSTÖ

EP10
ad 24 1697 K 57
9/2-57 - liite
57. 89 B1
AN

KIRJELMÄ n:o 170/29.

Brysseli SSA 6 p.NÄ helmi

KUUTA 19 57. 89

VIITTAUS: Lähetystö

30 p.NÄ tammi KUUTA 19 57 P.TTY kirj. nro 149.

VIITTAUS: D.U.M.

Ulkoasiainministeriö

LLB

ASIA: Kuuden valian ulkoministerikonferenssi

Brysselissä Euratom- ja yhteismarkkina-
suunnitelmien käsittelyä varten.

Otsakekonferenssi jatkui ja päättyi 4.2. Konferenssi pääsi yhteisymmärrykseen useissa avoimiksi jääneissä kysymyksissä, mutta eräät tärkeät kysymykset lykättiin uuteen k.o. valtain ulkoasiainministerien ja sitä seuraavaan pääministerien konferenssiin, jotka pidetään Pariisissa 17. ja 19.2.

Lähetystö oheistaa kunnioittavasti Ministeriölle Le Soir-lehden toimittajan Charles Rebuffat'n laatiman selostuksen 4.2. pidetystä konferenssista. (X)

Lähettiläs:

T. Voionmaa

T. Voionmaa

(X) Lähetystöllä on jatkunut oheisen neuvon antoa ja arionnassa, josta on jätetty lehteen selostus. Asia on kiireellinen.

1 liite.

Los Tuun

11/2-57
Enohdell!
Tämä on merkittävä
liite, mutta
on aiinkin
huolehdittava

Le Soir 6 février 1957.

LA RELANCE EUROPÉENNE

Succès presque total
à la conférence des SixSeul le problème des territoires d'outre-mer
reste à résoudre« Les traités pourront être signés vers le 10 mars »,
déclare M. Spaak

La relan

2. — La détermination de la majorité qualifiée au sein du Conseil des ministres, organe suprême de la Communauté : Chacun des trois « Grands » disposera de quatre voix au sein du Conseil contre deux pour la Belgique et les Pays-Bas et une pour le Luxembourg, ce qui assure automatiquement aux premiers, s'ils coalisent leurs suffrages, la majorité des deux tiers requise (12 voix contre 5). Toutefois, cette règle ne jouera que pour les décisions prises sur proposition de la commission européenne, exécutif de la Communauté, jugé suffisamment supranational pour offrir des garanties d'impartialité. Dans les autres cas, les mesures devront être décidées, non seulement par 12 voix contre 5, mais par quatre pays sur six.

Plus de réserves hollandaises
en agriculture

3. — Agriculture : Les Pays-Bas ont renoncé à leurs réserves dans les questions de prix minima et de la politique d'organisation commune des marchés agricoles. En revanche, ils reçoivent l'assurance que le développement du marché agricole commun, conformément aux normes arrêtées, ne pourra avoir pour effet de porter indûment atteinte à l'ampleur de leurs échanges actuels.

4. — Tarifs communs appliqués aux importations des pays tiers : Ces tarifs seront identiques en règle générale à la moyenne arithmétique des tarifs particuliers appliqués le 1^{er} janvier 1957 par chacun des six pays, soit 3 p. c. pour les matières premières de 10 à 15 p. c. pour les produits demi-finis, et de 15 à 25 p. c. pour les produits finis. Cette règle souffrira diverses exceptions. Au surplus, une liste sera établie de produits d'importation dûment spécifiés, produits pour lesquels une réduction des tarifs pourra être autorisée, mais dans de strictes limites quantitatives, proportionnelles aux besoins des entreprises du pays demandeur. Les Pays-Bas sont les principaux intéressés à l'établissement de cette liste qui sera dressée à partir de lundi par les experts douaniers des Six. Le gouvernement de La Haye fait d'ailleurs

La nouvelle conférence des ministres des Affaires étrangères de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (France, Italie, Allemagne et pays de Benelux) tenue lundi au château de Val Duchesse, sur le projet de traité instituant entre les six Etats un marché économique commun, s'est terminée par un succès presque total

5. — Intégration des transports : les transports ne seront pas intégrés dans le marché commun comme le demandaient les Pays-Bas, mais une politique d'organisation commune sera mise au point. Il suffira, après huit ou dix ans, de la majorité qualifiée du Conseil des ministres pour la mettre en vigueur. D'autre part, toutes les règles de discrimination appliquées dans ce domaine par les Etats membres en faveur de leurs nationaux, y compris les « soutiens », non légitimes, devront être supprimées au début de la seconde étape d'établissement du marché commun, c'est-à-dire après quatre ou six ans

Le dernier obstacle

On voit que M. Spaak avait raison d'être optimiste en quittant le Val Duchesse. Il a reconnu néanmoins que la question de l'association des territoires d'outre-mer à l'union douanière des Six constituait toujours un obstacle majeur. Les Six lundi, n'y ont d'ailleurs consacré qu'un « tour de piste ». Le représentant de la France, M. Maurice Faure, a clairement indiqué à ses interlocuteurs, que son gouvernement attendait d'eux qu'ils s'engagent avec précision sur le plan financier, avant la signature des traités. Question délicate, qui n'a attiré, jusqu'ici, qu'une réponse nuancée — du ministre allemand, M. Heinrich von Brentano.

Mais M. Spaak a trop confiance en

En effet, à l'exception d'un point de détail dans la question des tarifs douaniers que la nouvelle communauté appliquera aux importations des produits tiers et du problème très complexe de l'association des territoires d'outre-mer français et belges au marché commun, les Six sont parvenus à aplanir les dernières difficultés de l'entreprise.

En tout cas, M. Paul-Henri Spaak s'entretenant avec les journalistes avait, lundi soir, son air détendu et son humour des grandes victoires diplomatiques. « Nous avons vécu une très bonne journée parce que tout est fini, a-t-il d'ailleurs déclaré. Reste les territoires d'outre-mer pour lesquels nous avons prévu le 17 février, à Paris, une nouvelle réunion des ministres, qui sera suivie le 19 par la conférence annoncée des chefs de gouvernement. Quant à la date de la signature des traités de l'Euratom et du marché commun, le ministre belge, après un moment de réflexion, l'a fixée aux environs du 10 mars.

Vers une grande assemblée
européenne ?

Voici maintenant quelques précisions sur la portée des accords intervenus ce lundi sur les ultimes problèmes en suspens :

semblée nationale avait fait une suite de préalable à la ratification future du traité.

Les perspectives européennes, estime-t-on à Paris, apparaissent en bonne voie. Certes, l'intégration des territoires d'outre-mer au marché commun soulève et soulèvera longtemps encore des difficultés de tous ordres. On ne se le dissimule pas à Paris, mais sur la base positive des résultats déjà enregistrés au Val Duchesse, on ne doute pas qu'elles puissent être surmontées elles aussi.

M. G.

1) La composition de l'assemblée. — Il a été décidé, à l'avantage des petits pays, que l'assemblée Euratom-marché commun comprendra pour chaque pays deux fois autant de représentants qu'il en délègue à l'assemblée du Conseil de l'Europe, soit trente-six pour la France, l'Allemagne et l'Italie, quatorze pour la Belgique et les Pays-Bas, six pour le Luxembourg. Cette référence aux chiffres du Conseil de l'Europe (qui comprend, rappelons-le, quinze pays) marque, selon M. Spaak, la tendance à créer un grand « parlement européen ». Les « Six » proposeront d'ailleurs à leurs partenaires de la « grande Europe », la constitution de cette assemblée unique. D'ores et déjà, ils sont convenus de résorber l'assemblée charbon-acier dans l'institution envisagée pour les deux nouvelles communautés. Aussi bien le ministre belge s'estime-t-il en droit de dire qu'il a donné entière satisfaction à la délégation des parlementaires européens, conduite par M. Fernand Dehousse, qui est venue lundi après midi au Val Duchesse mettre en garde les ministres contre la prolifération inconsidérée des assemblées européennes.

Charles REBUFFAT.

(VOIR LA SUITE EN PAGE 3.)

Document No 2

Date	14 February 1957
Protocol Number	Letter 312 RLG/SC
File	
From	Embassy of France in Helsinki
To	Ministry for Foreign Affairs of Finland / Head of Economic Department
Description	French Embassy sends information concerning the tax issues in EEC to Finnish MFA.
Language	French
Reference to the European Integration Sources Database	MFA-FIN-73D1 EEC

**AMBASSADE DE FRANCE
EN FINLANDE**

LE CONSEILLER COMMERCIAL

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE
"COMATTA-HELSINKI"

No 312

RLG/SC

HELSINKI, le 14 Février 1957

IT. KAIVOPUISTO 8. A.

TÉL. 11373, 11262

Monsieur FREY
Ministère des Affaires Etrangères
Service des Affaires Economiques
Hallituskatu 4
Helsinki

Cher Ami,

Je viens de lire dans une revue du Patronat Français, une chronique traitant les problèmes fiscaux du marché commun qui me paraît de nature à vous intéresser puisque vous vous occupez maintenant de ce genre de question.

Vous voudrez bien la trouver ci-joint.

Je vous prie de croire, Cher Ami, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.


R. LE GUYADER
Conseiller Commercial

P, J.: 1

RELATIONS INTERNATIONALES

LES PROBLÈMES FISCAUX DU MARCHÉ COMMUN

LES projets de Marché Commun et le rapport des experts de Bruxelles ainsi que les études et discussions auxquelles ils ont donné lieu, ont évoqué l'harmonisation souhaitable des législations économiques, sociales et fiscales, et la correction nécessaire d'un certain nombre de « distorsions ». Mais en fait, on s'est jusqu'à présent borné à des généralités sur les questions fiscales.

Or, il s'agit de problèmes qui ne peuvent être passés sous silence et qui doivent spécialement retenir l'attention pour les raisons suivantes :

a) le prélèvement fiscal pèse lourdement sur le prix des marchandises et des services dont il constitue un des éléments essentiels ;

b) Une légère modification de la fiscalité peut ainsi, en provoquant une très sensible modification des prix, changer complètement les conditions de la concurrence et les Etats auront une tendance toute naturelle à s'efforcer de pallier la disparition des contingentements et des droits de douane, par une sorte de protection fiscale.

Sans doute peut-on prévoir des accords qui interdisent, pour l'avenir, à un gouvernement de réaliser, sans le consentement des autres, certaines modifications fiscales. Mais, si l'on veut être réaliste, il faut souligner qu'en l'absence d'accords de cette nature, il est possible de modifier, avec effet immédiat, l'incidence de tel ou tel impôt, — donc le prix de certains produits — par des mesures apparemment anodines, voire de simples décisions ou tolérances administratives pratiquement ignorées de l'étranger.

Ces aspects particuliers de la fiscalité, autant que l'importance des impôts dans les prix de revient, obligent donc à insérer dans le traité de Marché Commun les clauses fiscales voulues.

D'autre part, la concurrence accrue, qui résultera

nécessairement de la mise en vigueur du traité, suppose un certain nombre d'adaptations de la législation française.

I. LES CLAUSES A INSERER DANS LE TRAITE INTERNATIONAL

A) *Il ne saurait être question de limiter d'une manière générale le droit des Etats à augmenter ou diminuer le prélèvement fiscal.*

1° Une telle limitation apparaît actuellement impossible tant pour des raisons politiques — maintien de la souveraineté des pays en cause — que financières — nécessités budgétaires.

Le poids de la charge fiscale globale ne peut donc être réglementé et il faut admettre que cette charge continuera de varier d'un pays à un autre.

2° Les écarts de charges globales n'ont d'ailleurs d'influence sur les conditions de la concurrence que s'ils ne sont pas compensés par l'adaptation des taux de change. Or cette adaptation a toujours été considérée comme l'une des conditions de base nécessaires à l'établissement d'un marché commun et nous ne pouvons que la supposer satisfaite d'une manière ou d'une autre.

B) *Par contre, il faut corriger et éviter les « distorsions » fiscales internes et les inégalités de traitement entre produits nationaux et produits étrangers.*

1° La variation des taux de change ne peut compenser que l'écart des charges fiscales globales.

Les secteurs économiques, ou les produits, qui supportent une charge fiscale sensiblement plus forte ou plus faible que la charge nationale moyenne demeurent ainsi

malgré la correction qu'apporte la variation du change, désavantagés ou favorisés du point de vue fiscal.

Au regard de la concurrence internationale, les « distorsions » internes entre secteurs et entre produits ont ainsi plus d'importance que les différences de charges fiscales globales de pays à pays.

Il conviendra donc, après avoir étudié ces distorsions dans les différents Etats, de surveiller l'exécution progressive des mesures qui auront été jugées nécessaires pour les corriger, et de s'assurer périodiquement qu'aucune nouvelle distorsion n'aura été créée.

2° De même il faut assurer l'égalité de traitement fiscal entre produits nationaux et produits importés, et veiller à ce que cette égalité soit maintenue.

On peut chercher à établir cette égalité en frappant les marchandises importées d'une taxe équivalant aux impôts supportés par les produits nationaux ou par toute autre méthode.

Mais quelles que soient les méthodes retenues, la réalisation des conditions précédentes peut poser des problèmes de structure fiscale, certains types d'impôts étant plus susceptibles que d'autres d'assurer la neutralité fiscale nécessaire.

Les études à poursuivre ainsi en vue de réaliser les « harmonisations » voulues devront s'étendre aux systèmes fiscaux tout entiers. Mais étant donné leur importance et leur incidence plus immédiate, il semble que les impôts indirects frappant la production, la circulation et la consommation devraient être étudiés par priorité.

*

**

La rédaction même du traité doit tenir compte de ces impératifs. Le traité doit donc prévoir expressément :

— que les distorsions d'ordre fiscal feront l'objet d'une étude particulière et que des mesures susceptibles de les atténuer devront être dégagées et appliquées ;

— que l'égalité de traitement fiscal entre produits importés et produits nationaux sera assurée ;

— que les étapes devant conduire au Marché Commun ne seront franchies qu'après constatation d'une disparition suffisante des distorsions et d'une égalité satisfaisante d'imposition des produits nationaux et des produits importés ;

— que pour procéder aux études nécessaires, contrôler l'exécution des clauses précédentes, et d'une manière générale surveiller le maintien de l'harmonisation fiscale indispensable, un organisme spécial devra être créé.

Cet organisme devra comprendre d'une manière permanente des représentants de la production et du commerce de chaque pays et faire appel occasionnellement autant qu'il sera nécessaire, à des experts de chaque branche d'activité intéressée.

II. LES ADAPTATIONS NECESSAIRES DE LA FISCALITE FRANÇAISE

Quels que soient les efforts entrepris par les différents pays pour atténuer les distorsions de leur législation interne, il est bien certain qu'en outre de l'effort international nécessaire, certaines adaptations seront également indispensables sur le plan national français.

A) *Adaptation aux distorsions étrangères.*

Il faudra tout d'abord adapter nos propres distorsions fiscales internes à celles qui n'auront pu être éliminées à l'étranger : c'est ainsi, par exemple, que les produits de première nécessité continueront vraisemblablement à bénéficier dans tous les pays d'un régime plus favorable que les autres. Il nous faudra dans ce cas d'espèce comme dans les autres suivre suffisamment la pratique internationale.

B) *Adaptation des taxations spécialement anti-économiques*

Certaines taxations, en dépit de leur faible rendement budgétaire, exercent une action particulièrement néfaste sur l'expansion économique et le développement de la productivité.

1° Recherche scientifique

Un pays comme la France est certainement déjà en retard par rapport à ses principaux concurrents étrangers du point de vue de la recherche scientifique et de l'expérimentation. Tant en ce qui concerne la puissance publique que les entreprises industrielles, les sommes consacrées à ces activités sont indiscutablement très inférieures à celles qui sont normalement dépensées pour le même objet dans un pays comme l'Allemagne, par exemple.

Or, le développement de la recherche dans un pays conditionne, dans une large mesure, ce que sera l'expansion

Document No 3

Date	7 January 1958
Protocol Number	Political report 1 /1958, Bern
File	
From	Embassy of Finland in Bern
To	Ministry for Foreign Affairs
Description	"The Capital of the EEC". Which will be the de facto capital of the Europe, a permanent site for already numerous institutions of the EEC. Dispute among the member states. Strasbourg is a strong candidate. France suggests Paris or nearby Versailles, Chantilly, St. Germain. Italy is in favor of Milano, Torino, Monza or Stresa. Belgium suggests Brussels. Luxembourg has the European Coal and Steel Community (ECSC) and it wants at least to keep it. Last idea is from France, which offers big area from Gexcommune in the Ain department. Gex lies in southeastern France, in the neighbourhood of Geneva, already international and traditional city for institutions. And decentralization of the institutions is one solution.
Language	Finnish
Reference to the European Integration Sources Database	MFA-FIN-73D1 EEC

J.B.D. 1 *Euroopan yhteis maan*
linen
Salainen

B e r n i SSA OLEVA SUURLÄHETYSTÖ

RAPORTTI n:o 1.

Berni ssa 7 p:nä tammi kuuta 19 58.

Asia: Euroopan pääkaupunki.

"Pienois-Euroopan" jäsenvaltiot - Ranska, Saksa, Italia ja kolme Benelux'in maata - etsivät parhaillaan Euroopan pääkaupunkia.

Euroopan yhteyttämispyrkimykset ovat jo johtaneet useiden tärkeiden laitosten ja komissioiden luomiseen. Kun niiden edustajien ja toimihenkilöiden on kokoonnuttava milloin missäkin kuuden valtion alueella, aiheutuu siitä luonnollisesti monenlaisia haittaa. Sen vuoksi on "Pienois-Euroopan" keskuudessa jo jonkin aikaa yritetty päästä sopimukseen yhteisestä pääkaupungista, johon kaikki asianomaiset laitokset voitaisiin vakinaisesti sijoittaa.

Mutta tämä suunnitelma on herättänyt kiivasta kilpailua eri maiden kesken. "Euroopan pääkaupunki" tulee saamaan erittäin huomattavan aseman. Toistaiseksi on tosin vain kuusi valtiota liittynyt yhteistoimintaan, mutta myöhemmin toivotaan mahdollisimman monen Euroopan maan tulevan mukaan.

Eräänä vahvana ehdokkaana on Strasbourg (Strassburg), jossa Euroopan-neuvosto jo nykyään kokoontuu. Strasbourghan on kauan ollut Ranskan ja Saksan riitakapula. Sen valitseminen olisi osaltaan symbolinen merkki siitä, että nämä molemmat maat vihdoinkin ovat päässeet yhteistoimintaan. Onpa lisäksi suunniteltu Reinin vastapäisellä rannalla sijaitsevan saksalaisen Kehlin kaupungin liittämistä mahdolliseen Euroopan pääkaupunkiin.

Toisaalta Ranska tarjoaa Pariisia, jolla aina on

JAKELUOHJE:

Jakeluohjemalleja:

Tavallinen.

Tavallinen ja lisäksi _____ministeriölle.

Ei ulkomaanedustuksen tiedoituksiin.

Ei ulkomaanedustuksen, mutta ulkoasiainministeriön tiedoituksiin.

- 2 -

kaikille kansallisuuksille vetovoimansa, tai jotakin sen lähi-
kaupunkia (Versailles'ia, Saint-Germain'ia, Chantilly'ta).

Belgia ehdottaa Brysseliä ollen valmis luovuttamaan
tarkoitukseen maailmannäyttelyn jälkeen sen sijan ja tilat.

Italia esittää Milanoa, Torinoa, Stresaa tai Monzaa.
Kun kuitenkin Italia on hieman syrjässä länsi-Euroopan hermo-
keskuksista, on kai löydettävä kirkko keskelle kylää.

Luxemburg kandidoi myöskin - eikä ainakaan ole val-
mis päästämään käsistään Euroopan hiili- ja teräsyhteisöä
(CECA), jota se alkuaan oli kovin haluton ottamaan vastaan.

Yksi suunnitelma on ollut, että jos ei yhteisestä
pääkaupungista päästä sopimukseen, yleiskokoukset pidettäisiin
Strasbourgissa, toimeenpanevat virastot sijoitettaisiin Brysse-
liin, EURATOM Pariisiin, Euroopan investointipankki Milanoon,
Euroopan-järjestön tuomioistuin Haagiin ja CECA jäisi Luxem-
burgiin.

Kuten tunnettua Pienois-Euroopan ulkoministerit olivat
toissapäivänä ja eilen koolla Pariisissa. Kokouksen päätarkoi-
tuksena oli - henkilönimitysten ohella - sopimukseen pääsemi-
nen yhteisestä pääkaupungista.

Kokous ei kuitenkaan tässä suhteessa päässyt konk-
reettiseen tulokseen. Se teki vain periaatepäätöksen, jonka
mukaan yhteiset Euroopan-järjestöt on sijoitettava samalle paik-
kakunnalle niin pian kuin se on käytännöllisesti mahdollista.
Asetettiin asiantuntijakomitea tutkimaan eri ehdotuksia ja pää-
tettiin kokoontua uudestaan ennen 1.6.58 lopullista päätöstä
varten.

Epävarmaa kuitenkin on, voidaanko edes silloin sopia
tällaisesta tärkeästä asiasta, jossa kuuden valtion rivalitee-
tit törmäävät toisiaan vastaan. Ja uusia ehdotuksia voi vielä
esiintyä.

- 3 -

Yksi tällainen ehdotus on aivan viime aikana tehty Ranskan Ain'in departementin Gex'in piirikunnan puolesta. Ehdotuksen mukaan Ranska luovuttaisi 500 hehtaarin alueen Gex'istä kansainväliseksi alueeksi, johon Euroopan pääkaupunki ja kaikki Euroopan-järjestön laitokset sijoitettaisiin.

Ehdotus perustuu kokonaan siihen näkökohtaan, että Gex on Genève'in kantonin rajanaapuri, vieläpä muodostaa sen kanssa yhtenäisen tullialueen (Wienin-kongressin vuonna 1815 tekemän päätöksen nojalla). Aikoinaan Gex jopa kuului Genève'ille.

Genèvehän on yhä - huolimatta Kansainliiton hajoamisesta - säilynyt Euroopan tärkeimpänä kansainvälisenä keskuksena. Monet YK:n laitokset ja monilukuiset muut yleismaailmalliset järjestöt toimivat siellä. Genève'illä on kansainväliset traditiot ja sopiva atmosfääri. Jos sen yhteyteen liitettäisiin kansainvälinen alue, johon Euroopan yhteiset organisaatiot keskitettäisiin, olisi siitä monia käytännöllisiä etuja.

Sveitsi olisi luonnollisesti tällaisesta ratkaisusta kiinnostunut.

Toistaiseksi Ranska ei vielä ole virallisesti omaksunut tätä ehdotusta. Mutta on syytä pitää se mielessä.

Ennenkuin tulevasta Euroopan pääkaupungista päästään sovintoon, voi vielä paljon vettä virrata Rhône'in siltojen alitse.

H.V.

(Hugo Valvanne)

Document No 4

Date	23 April 1957
Protocol Number	Embassy reports – Bulletin, 136 / 1957
File	
From	The Political Department of the Ministry for Foreign Affairs
To	
Description	Political report 20 / 1957, 27.3.1957 Rome. "Risorgimento in the Western Europe". Treaty is signed, great festivities in Rome, speeches, reception of the PM Segni in Palazzo Veneziana, unveiling of the Alcide de Gasperi –memorial, day off from schools. Foreign Minister Martino of Italy: This is beginning of the economic and political cooperation, in the future maybe a closer alliance of these states. The ratification in Italy will be evident, only communists are against treaty.
Language	Finnish
Reference to the European Integration Sources Database	MFA-FIN-73D1 EEC

Salainen.

ULKOASIAINMINISTERIÖ Helsingissä 23 päivänä huhtikuuta 1957.

Ulkoedustuksen tiedotuksia n:o 136.

Roomassa olevan suurlähetystön raportti n:o 20; allekirj. suur- lähettiläs Ivalo 27.3.57; saap. 30.3.57.

Risorgimento Länsi-Euroopassa?

Muhkein juhlallisuuksiin allekirjoitettiin Roomassa 25.3. eurooppalaisia yhteismarkkinoita ja Euratom-yhteisöä koskevat kuudenvallan sopimukset. Juhlallisuuksiin kuului mm. Alcide De Gasperi-vainajan hautapatsaan paljastus eräässä Rooman basilikassa allekirjoitustilaisuuteen saapuneiden ulkomaisten arvovieraiden läsnäollessa. Viralliset rakennukset liputtivat, ja kouluille oli opetusministerin päätöksellä annettu lupapäivä. Kuuden kiinnokasvallan piiriin rajoittuvien pitotilaisuuksien lisäksi oli pääministeri Segnillä allekirjoituspäivän iltana Palazzo Veneziaassa suuri juhlavastaanotto, johon puolentoistatuhannen vieraan joukossa oli kutsuttu koko diplomaattikunnan edustajat^{x)}.

Allekirjoitustilaisuudessa pidettiin kukin allekirjoittajavallan puolesta puheet. Tilaisuuteen oivallisesti sopivat sanat oli löytänyt luxemburgilainen ministeri Bech, joka päätti puheensa sanoin "Ceterum censeo Europam esse aedificandam".

Ulkoministeri Martinon Italian puolesta pitämässä puheessa samoinkuin tapahtuman lehtikommentoinnissa, joka valtaosaltaan oli innostuneen suosiollista tai ainakin periaatteessa myötämielistä, pantiin pääpaino asian poliittiseen puoleen, so. tapahtuman merkitykseen lupaavana toteutusvaiheena Pien-Pan-Euroopan ja pitemmälle katsoen ehkä laajemman ei ainoastaan taloudellisen vaan valtiollisenkin länsieurooppalaisen yhteenliittymän luomistyössä. Poliittinen pääsävy on ollut myös vastustavalla arvostelulla, jota on esitetty kommunistien taholta. L'Unità otsikoi 24.3. kommunistisen puoluejohdon Pien-Eurooppa-sopimuksista julkaiseman kielteisen päätöslauselman ytimekkäästi "Yhteismarkkinat ja Euratom ovat ilmauksia politiikasta, joka pyrkii jakamaan Euroopan kahteen sotilaalliseen blokkiin". Allekirjoittamisen tapahtuttua L'Unità mm. kiinnitti huomiota liittokansleri Adenauerin pitämään puheeseen, jonka lehti leimasi revanshistiseksi ja josta se sanoi ilmenevän, että Adenauer pitää yhteismarkkinoita "eräänä välikappaleena demokraattisen Saksan liittämiseksi Liittotasavaltaan".^{xx)}

x) Mainittakoon, että kutsua olivat noudattaneet myös itäblokin edustajat, etunenässä Neuvostoliiton va. asiainhoitaja. (Suurlähettiläs Bogomolov, jonka poisse- ja läsnäoloihin olen kiinnittänyt huomiota tiedoituksissani, oli päivää ennen lopullisesti lähtenyt Roomasta Moskovaan. Hänen seuraajansa, joka viimeksi on palvellut Neuvostoliiton ulkoministeriössä ja aikaisemmin mm. lähettiläänä Kairossa, on nimeltään Kozyrjev.)

xx) Puheessaan Adenauer, viitaten tapahtuman herättämiin toiveisiin, lausui, että saksalaisilla on muun lisäksi oma erillinen toiveensa ja tähdensi valittaen, että "meille ei vielä ole sallittua kuulua Yhdys-Eurooppaan yhtenäisenä Saksana". Hän sanoi edelleen: "Ne 17 miljoonaa saksalaista, jotka on väkivaltaisesti erotettu meistä, kuuluvat hekin meidän Eurooppaamme syntyperänsä, kasvatuksensa ja oman tahtonsa perusteella."

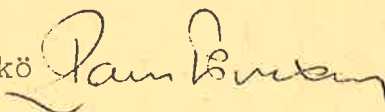
Rooma
136.

- 2 -

Roomalaiseen päiväjärjestykseen nousee nyt kysymys allekirjoitettujen sopimusten ratifiointista, mistä Italian hallitus heti riensi antamaan kiireellisen esityksen parlamentille. Virallisilla tahoilla pidetään ratifiointipäätöksen tekoa kummassakin kamarissa jotenkin varmasti taattuna. Tiukka vastustusta on, sanotaan; odotettavissa vain kommunistien taholta. Vasemmistososialistit ovat julistautuneet Euroopan yhtenäistymisaatteen periaatteelliseksi kannattajiksi, tähdentäen kuitenkin pitävänsä päämääränä sovinnollisuuteen ja rauhaan pyrkivien voimien kokoamista, mikä varoama tietenkin käytännössä voi johtaa puoluepoliittisista taktiikasyistäkin riippuviin erilaisiin kannanottoihin asian ratkaisuvaiheessa. Nykyiseen hallituskokoomukseen kuuluvien puolueiden yhtenäinen kannatus ratifiointiesityksellä joka tapauksessa tulee olemaan, ja lisätukea voi hallitus vahvoin perustein toivoa saavansa sekä tasavaltalaispuolueen että riippumattomien parlamentin jäsenten ja jopa sängen mahdollisesti oikeistopiirienkin taholta.

Muistutettakoon mieliin, että Länsi-Euroopan puolustusunionia Italian parlamentissa aikoinaan kannatti vakuuttava enemmistö; hallitus sai oikeiston avulla edustajakamarissa (joulukuussa 1954) puolelleen 325 ääntä 215 vastaan ja myöhemmin senaatissa, missä hallituskokoomuksen asema oli ja on vahvempi kuin edustajakamarissa, 139 ääntä 82 vastaan.

Osastopäällikkö



Ralph Enckell

Document No 5

Date	25 – 26 March 1957
Protocol Number	
File	
From	
To	
Description	Newspaper cuttings from Finnish newspapers: " United Europe arises", six European countries took a historical step towards political unification; "Common market agreement signed solemnly in Rome", beginning of the more constructive era; "Common Market agreement – more powerful Europe", UK satisfied and ready to cooperate, USA supports the Treaty, Japan is concerned for its foreign trade, Soviet Union: These plans can't work.
Language	Finnish
Reference to the European Integration Sources Database	MFA-FIN-73D1 EEC

YHTYNYT EUROOPPA ALKAA NOUSTA

Euratom- ja yhteismarkkinasopimukset allekirjoitettiin eilen Roomassa

*1 Rooma, 25. 3. (UP) Kuusi Euroopan maata otti maanantaina historiallisen askeleen poliittista yhdistymistä kohti allekirjoittamalla kaksi sopimusta, jotka "peruuttamattomasti" sitovat ne yhteiseen markkina-alueeseen ja yhteistyöhön atomivoiman käytössä.

Juhallinen allekirjoitusseremonia pidettiin Rooman Capitolium-kukkulalla sijaitsevassa ikivanhassa kaupungintalossa klo 19 Suomen aikaa. Sopimuksen tärkeimmät allekirjoittajat olivat Länsi-Saksan liittokansleri Konrad Adenauer ja Ranskan, Italian, Hollannin, Belgian ja Luxemburgin ulkoministerit.

Muutamaa tuntia ennen historiallista tilaisuutta esittivät pleneksi Euroopaksi" nimitetyn kuuden maan valtiomiehet ulkilausuman, jossa he ilmoittivat aloittavansa heti työn täyden poliittista yhdistymistä koskevien teknillisten kysymysten ratkaisemiseksi.

Valtiomiehet äänestivät yksimielisesti Fauren ehdotuksen puolesta, jossa iltapäivällä koolla kaksi tuntia kestäneessä istunnossa, jossa oli tarkoitus valmistella virallista allekirjoittamista.

Päätöslauselmassa kehoitettiin jäsenmaiden kuutta jäsenvaltiota kesstelemaan viipymättä Euroopan

avoston ja muiden huomattavien kauppa-alueiden elinten kanssa yhteistyönä, miten suuri osuus elin voidaan muodostaa ja sen mukaistamaan ja ohjaamaan Euroopan yhdistymispyrkimyksiä. Maanantaina allekirjoitettiin yhteismarkkinasopimuksen mukaan puovat kuusi jäsenmaata asteetta kaikista tuleista ja kauppatuotteista 12-17 vuoden kuluessa. Euratom-sopimus yhdistää puolaan mainittujen kuuden valtion atomivoiman laajaa väksikäyttöä varten teollisuutta ja maataloudessa. Sopimus sisältää ennennäkemättömän yhteisen vallankumouksen alkamista Euroopassa.

Molempien sopimusten aikaanamat edut ylittää kuitenkin se vaikutus, jonka niillä uskotaan olevan suunnitelmiin ikivanhoin poliittisten raja-aitojen kaatamiseksi Euroopassa. Mikäli nämä suunnitelmat toteutuvat, on muodostumassa kolmas valta Yhdyneiden ja Neuvostoliiton välillä.

Päivän merkkiphenkilö oli liittokansleri Konrad Adenauer, yhdistyneen Euroopan vaikutusvaltaisin poliittinen johtaja. Hän kasvoiltaan ja tyyliin johti valtiomiehet täpöteen "Horatiusten ja Curiatius-saliin, jossa he istuutuivat koolleen punaisella brokaadilla pöydän ääreen.

Vähän ennen tilaisuuden alkamista kävivät valtuuskunnat Italian suurimman sodanjälkeisen valtiomiehen, Alcide de Gasperin puolesta järjestetyssä messussa Lorenzo-kirkossa. Adenauer ja myös Ranskan ulkoministeri

oli ääriään myöten täynnä valtuuskuntien jäseniä, Italian hallituksen edustajia ja parlamentin jäseniä, ulkomaalaisia diplomaatteja ja lehdimiehiä, joita jo yksinomaan oli yli 200. Kaupungintalon ulkopuolella värjötteli sateessa noin 2000 ihmistä.

Tunnin kestävä seremonia alkoi Rooman pormestarin Umberto Turpinin tervehdyspuheella. Hänen jälkeensä puhuivat Italian ulkoministeri Gaetano Martino, Belgian ulkoministeri Paul-Henri Spaak ja muiden valtuuskuntien johtajat. (Jatk. siv. 22)

(Jatk. siv. 7.)

Euroopan vapaakauppa- alue pelottaa Kanadaa

USA ja Kanada mukaan Euroopan parlamenttiin?

*1 Tucker's Town 25. 3. (UP) Kanadan pääministerin Louis St. Laurentin, ulkoministerin Lester Pearsonin ja kauppa- ja puolustustuotannon ministerin Clarence Howen odotetaan saapuvan Bermudalle kello 17 paikallista aikaa kohdatakseen Englannin pääministerin Macmillanin. Kanadalaisen ja englantilaisen valtuuskunnan kesken arvellaan käytävän lähinnä kauppiaan liittyviä keskusteluja.

Joskin pääministeri Macmillanin arvellaan keskittyvän lähinnä angloamerikkalaisten kysymysten selvittelyyn, arvellaan kauppanisteri Howen ottavan esille seuraavat kysymykset:

1) Kanada pelkää Eurooppaan mahdollisesti syntyvän vapaakauppa-alueen vaikeuttavan eläinoastaan Kanadan elintarvikkeiden, kuten vehnän, vaan myös joidenkin teollisuustuotteiden, varsinkin kemikaalien vientiä. Tämän kysymyksen yhteydessä arvellaan Macmillanin vakuuttavan kanadalaisille, että Englanti säilyttää Kanadan kanssa käymänsä kauppiaan nähden tähänastisen suosituimmuusjärjestelmän.

2) Howen tiedetään haluavan saada Englannin kanssa aikaan kolmen vuoden pituisen sopimuksen uraanin myynnistä Englannin kasvavan atomiteollisuuden tarpeiksi. Tällaisen sopimuksen aikaansaaminen auttaisi Kanadaa laajentamaan uraanin etsimistä ja tuotantosunnitelmiä.

Kanadalaisten odotetaan esittävän näkökantansa myös Englannin armeijassa suunniteltujen supistusten, varsinkin Saksassa olevien joukkojen vähennyksen suhteen. Kanadalla itsellään on huomattavia joukkoja Saksassa, mutta sen ei odoteta pyrkivän näiden joukkojen vähentämiseen.

Englannin ulkoministeri Lloydin esittämä suunnitelma, jonka mukaan USA ja Kanada osallistuisivat jollakin tavalla mahdollisesti perustettavan Euroopan parlamentin toimintaan, otettaneen myös-

kin Bermudalla käytävien keskustelujen aiheeksi.

Ratifiointi kesään mennessä

Euroopan hiili- ja teräsyhtymän yleiskokouksen saksalainen puheenjohtaja Hans Furler sanoi maanantaina toivovansa kuuden jäsenmaan parlamenttien ratifiointia yhteismarkkina- ja Euratom-sopimukset kesään mennessä.

Furler ilmoitti käsitteensä olevan, että kaikkien osapuolten motiivina on "mahdollisimman hyvä tahto" ja että tämä suuri työ onnistutetaan suorittamaan täydellisesti.

Roomaan sopimusten allekirjoitustilaisuuteen saapunut Furler muistutti mieliin, että juuri Euroopan hiili- ja teräsihtymän yleiskokous ehdotti ensimmäisenä yhteismarkkinaita ja Euratomin perustamista.

Myc Vatikaanista saapua maanantain kuluessa toiveikkaita tietoja optimistisesta mielialasta sopimusten allekirjoittamisen johdosta. Vatikaanin radio ilmaisi toivovansa, että yhteismarkkina- ja Euratom-sopimukset "avaavat uusia näköaloja ja ovat alkuna Euroopan ja koko maailman paremmille ajoille".

Radio totesi samalla, että Rooman, ikuisen kaupungin valitsemisen allekirjoituspaikaksi oli enemmän kuin kohteliaisuuden osoitus Italialle. "Roma on Euroopan kansojen inhimillisten ja kristillisten arvojen kehto, arvojen, jotka ilmenevät sekä sopimuksissa että siinä tavassa, jolla niitä on tarkoitus puolustaa", totesi radio.

Radio varoitti luulemasta, että Euroopan taloudellinen yhtenäisyys olisi "vain yksinkertainen aritmeettinen lisa eri maiden omin talouksiin. Sopimusten menestys vaatii lojaalia ja vilpitöntä ymmärtämystä ja yhteistyötä muillakin sektoreilla huolellisen ja viisaan taloustekniikan lisäksi."

Vatikaanin radio totesi merentakaisen territorioiden liittämisen yhteismarkkinoiniin "avanneen laajoja näköaloja kuuden maan taloudellisessa toiminnassa. Samalla pantiin alulle tehokas politiikka kehittymättömien maiden avustamiseksi ja kolonialismin ollessa kuolemaisillaan osoitettiin Euroopan maiden Afrikkaa koskevan politiikan yhtenäisyys."

Radio huomautti, että Euratomin luominen oli "elintärkeä asia" Euroopalle, koska sen puitteissa Eurooppa pystyy suoriutumaan kustannuksista, jotka olisivat olleet liikaa yksityisille maille.

"Katoliset uskovat ja toivovat, että uudet sopimukset merkitsevät myös uuden ajan alkua, jolle ovat leimaa-antavana piirteinä ihmisyhtä ja kristillisyyttä sekä rauhaa kohtaan tunnettu suurempi solidaarisuus", lopetti Vatikaanin radio kommentoinfissa

26.3.1957.

Yhteismarkkinasopimus

allekirjoitettu

juhlallisesti Roomassa "Rakentavampi aikakausi" alkaa

Rooma, maanantaina — STT-Reuter-AFP

Kuusi Euroopan maata yhdisti maanantaina kohtalonsa kaupan ja atomiteollisuuden alalla Rooman ikivanhalla Capitoliumilla järjestetyssä juhlatilaisuudessa. Ranskan, Länsi-Saksan, Italian, Belgian, Luxemburgin ja Hollannin edustajat viimeistelivät sunnuntaina yhteismarkkinoiden ja atomiyhteisön Euratomin perustamista koskevia 472 artiklaa ja allekirjoittivat 325 sivua käsittävät sopimukset klo 18 maanantaina 22 kuukautta kestäneiden neuvottelujen jälkeen. Sopimusteksti on painettu ranskaksi, saksaksi, italiaksi ja hollanniksi ja sopimus tulee voimaan tammikuun 1. pnä v. 1958.

Näiden kahden sopimuksen allekirjoittamista pidetään näissä kuudessa maassa toisena ja kolmantena askeleena kohti yhdistynyttä Eurooppaa. Ensimmäinen askel oli vuonna 1952 perustettu hiili- ja teräslitto. Yhteismarkkinoita koskeva hanke toteutetaan 15 vuoden kuluessa.

Länsi-Saksan liittokansleri Adenauer, Italian pääministeri Segni sekä Ranskan, Belgian, Hollannin ja Luxemburgin ulkoministerit astuivat kukin vuo-

rollaan pitkän punaisen liinan peittämän pöydän ääreen allekirjoittamaan sopimusta ja sen monia liitteitä.

Joitakin tunteja ennen juhlalista allekirjoitustilaisuutta kuusi maata valitsivat yhteismarkkinoille ja Euratomille väliaikaisen hallituksen. Siihen kuuluvat näiden maiden valtuuskuntien päälliköt, ranskalainen Maurice Faure, italialainen Ludovico Benvenuti, länsisaksalainen Carl Ophuëls, hollantilainen Linthorst-Homen, bel-

gialainen parooni Sneyet ja luxemburgilainen Lambert Schaus.

"Historiallinen tapahtuma"

Rooman pormestari, Umberto Tupinin, pidettyä tervehdyspuheen puhuivat valtion edustajat. Läninä oli lukuisia diplomaatteja, virkamiehiä ja lehdistön edustajia. Tilaisuus lähetettiin televisiossa. Pa-latsin ulkopuolelle oli järjestetty kovaaäänisiä, joiden avulla noin 1.500 sinne kokoontunutta ihmistä kuunteli puheita.

Liittokansleri Adenauer piti allekirjoitusta historiallisena tapahtumana. Kaikista sopimuksen kohdista ei ollut päästy yksimielisyyteen, mutta kokonaisuutta ei saa unohtaa joidenkin yksityiskohtien vuoksi, lausui Adenauer. Vain yhä likeisempi yhteistyö kuuden maamme välillä takaa olemassaolomme ja turvaa vapautemme ja sosiaalisen kehityksemme.

Olemme tietoisia siitä, kuinka vakavassa tilanteessa olemme. Vain yhtynyt Eurooppa voi pelastaa meidät tästä. Tiedämme myös, etteivät suunnitelmamme ole itsekkeisiä. Ne edistävät koko maailman hyvinvointia. Euroopan yhteisöllä on vain rauhanomaisia päämääriä. Sitä ei ole tähdätty ketään vastaan. Sen tarkoituksena

Jath. siv. 7

on toimia yhdessä kaikkien valtioiden kanssa. Kaikki Euroopan valtiot voivat liittyä siihen. Jos jokin valtio katsoo, ettei se voi kokonaan liittyä meihin, voi se lähentyä meihin vapaakauppa-alueen välityksellä, lausui Adenauer.

Italian ulkoministeri Martine tähdensi, että maanantaina luotiin jotakin enemmän kuin pelkkä työkalu moraalisien ja poliittisen solidariteetin aikaansaamiseksi Euroopassa. Nykyisessä maailmassa ei Eurooppa voi turvata olemassaoloaan muutoin kuin yhdistymällä, hän lausui.

Englantia toivotaan mukaan

Ranskan ulkoministeri Pineau lausui toivovansa, että muut valtiot liittyisivät kuuden maan ryhmään, "erityisesti Iso Britannia, jota ilman Eurooppa, jonka tahdomme perustaa, olisi epätäydellinen".

On kaksi vaikeutta, jotka meidän on voitettava. On välttämätöntä lieventää eräitä jo voimassa olevia sopimuksia ja sen lisäksi meidän on otettava huomioon puolueettomuus, jota eräät Länsi-Euroopan valtiot haluavat tai joiden täytyy sitä noudattaa, hän lausui.

Belgian ulkoministeri Spaak, kummankin sopimuksen isä, lausui sopimuksen saavan aikaan perusteellisen muutoksen Euroopan ajattelutavassa. Ne tekevät lopun vanhoista asenteista ja johtavat rakentavampaan aikakauteen, hän lausui.

Kun sopimukset allekirjoitettiin, soivat kellot Capitoliumilla ja valonheittäjät valaisivat Rooman vanhat rauniot.

Ryhmä kommunistisia ylioppilaita jakoi lentolehtisiä sopimusta vastaan. Kristillisdemokraattiset ylioppilaat ajoivat heidät kuitenkin pakosalle Capitoliumilta. Poliisi ei sekaantunut juttuun.

Yhteismarkkinasopimus Euroopan vaikutusvallan tae TYTYTYVAISYYTTÄ ENGLANNISSA

— Uuden Suomen kirjeenvaihtajalta —

Lontoo, tiistaina — Kuosa Euroopan yhteismarkkinasopimuksen allekirjoittaminen on eräitä poikkeuksia lukuunottamatta otettu yleensä tyydytyksellä vastaan Englannissa, jossa sekä nykyinen hallitus että maan talouselämän johtavat miehet pitävät sitä

sekä koko Länsi-Euroopan että myös Englannin taloudellisen ja poliittisen vaikutusvallan säilymisen varminpana taakeena. Eilen allekirjoitetun sopimuksen katsotaan kuitenkin kaipaavan vielä tarkistamista sekä osin muuttamistakin ennen kuin Englannin sekä kuuden Messinan vallan taloudellista yhteistyötä koskevia suunnitelmia voidaan ryhtyä toteuttamaan.

Keskusjärjestöjen tuki

Englannin hallituksen Messinavaltojen suunnitelmia kohtaan tuntemasta myötätunnosta ei ole epäilystäkään. Nykyinen pääministeri Macmillan ilmoitti jo viime vuonna maansa olevan valmiin ryhtymään läheiseen taloudelliseen yhteistyöhön mannermaavaltojen kanssa ns. Euroopan vapaakauppa-alueen puitteissa. Pääministeriksi tultuaan Macmillan on määrätietoisesti työskennellyt näiden suunnitelmien toteuttamiseksi saaden siinä täyttä tukea hallitukseltaan.

Tutkittuaan tarkoin kaikkia tämän suunnitelman seurauksia Englannin teollisuuden keskusjärjestöt ovat myös antaneet hyväksymisensä hallituksen aikelle.

Johtavat teollisuusmiehet pitävät Englannin mukaan menoa välttämättömänä, koska Englannin teollisuus ei kykenisi kilpailemaan Länsi-Euroopan markkinoilla, jos se ei saisi nauttia Messina-valtojen sekä vapaakauppa-alueen muiden maiden toisilleen suomista tulli- ym. eduista. Englanti ei voi tulla toimeen ilman nykyistä Länsi-Eurooppaan sunnutaunutta kaupankäyntiään siitä edusta puhumattakaan, mitä n. 160 milj. ihmistä käsittävän, jatkuvasti vaurastuvan vapaakauppa-alueen jäsenyys tulisi vastaisuudessa merkitsemään. Englannin teollisuus ei näytä myöskään pelkäävän mannermaavaltojen taholta tulevaa kilpailua tullisuojan poistamisen jälkeenkään. Vaikka se todennäköisesti johtaisi monien teollisuudenhaarojen lo-

pettamiseen kannattamattomina, sen tuottama hyöty arvioidaan kuitenkin suuremmaksi. Vapaa kilpailu pakottaisi nimittäin Englannin teollisuuden luopumaan monista entisistä tehotomista tai tuotantoa suorastaan rajoittavista menetelmistään, jolloin se todella vasta kehittyisi kilpailukykyiseksi ja maan elintasoa nopeasti kohottavaksi. Ilman tällaista pakkoa tätä ei juuri uskota saatavan aikaan ammattiyhdistysten vastustuksen sekä monien työnantajien ja yrittäjien vanhoillisuuden vuoksi.

Sanamuoto ei tyydytti

Euroopan yhteismarkkinasopimuksen ollessa ensimmäinen askel vapaakauppa-alueen muodostamista kohti, sen lopullinen allekirjoittaminen on siten herättänyt suurta tyytyväisyyttä näiden pyrkimysten englantilaisissa kannattajissa. Toisaalta englantilaiset eivät kuitenkaan pidä yhteismarkkinasopimuksen sanamuotoa tyydyttävänä, vaan toivovat, että se vielä tarkistettaisiin. Suurinta arvostelua on herättänyt se sopimukseen viime hetkessä tehty lisäys, jonka mukaan jäsenmaiden maataloustuotteille myönnetään sopimuksen edellyttämät tullihelpotukset ja Algerialle sekä Ranskan, Belgian, Hollannin ja Italian siirtomaille myönnetään eräitä sopimuksen tarjoamia etuja. Englannin liittyessä vapaakauppa-alueeseen nämä Euroopan yhteismarkkinasopimuksen kohdat saattaisivat nimittäin mannermaavaltojen sekä niiden siirtomaiden maatalous- ym. tuotteet kansojen yhteisön maiden tuotteiden kanssa tasa-arvoiseen asemaan Englannin markkinoilla. Tämä herättäisi varmasti vakavaa tyytymättömyyttä kansojen yhteisön maissa, joiden tuotteet ovat Ottawan sopimuksen perusteella edelleenkin olleet Englannin markkinoilla muiden maiden tuotteita edullisemmassa ase-

massa. Tämän edun riistäminen niiltä riistäisi myös Englannilta sen vastaavasti kansojen yhteisön maiden kanssa käymässä kaupassa nauttimat edut.

Englanti pyrkinee näin ollen vielä saamaan nämä näkökohdansa huomioonotetuiksi Euroopan vapaakauppa-alueetta koskevissa sopimuksissa. Mutta vaikka se ei siinä onnistuisikaan, se tulisi tuskin jäämään näiden suunnitelmien ulkopuolelle. Englannin oman teollisuuden tulevaisuus on niin ratkaisevasti niistä riippuvainen, ja tämä merkitsee enemmän kuin kansojen yhteisön maiden vanhojen etuoikeuksien turvaaminen.

USA tukee, Moskova pelottelee

Washington, 26. 3. (STT — Reuter) Yhdysvaltain ulkoministeriö pitää Euroopan yhteismarkkinoita ja atomiyhteisöä koskevien sopimusten allekirjoitusta uutena merkkiyväänä Euroopan yhdistymiseen johtavalla tiellä. Yhdysvallat tervehdii tyydytyksellä uutista, että sopimukset on allekirjoitettu Roomassa, lausuu ulkoministeriö.

Moskovan radiossa väitetään sitä vastoin, etteivät suunnitelmat tule koskaan toteutumaan. Ne tyrehdyvät samalla tavoin kuin Ranskan kansalliskokouksen kolme vuotta sitten ehdottamaa Euroopan armeijaa koskevat suunnitelmat, radio lisää.

Tokiossa pelätään Euroopan yhteismarkkinoiden vähentävän Japanin vientiä Eurooppaan.

Saksassa varauksia

Länsi-Saksan sosiaalidemokraattinen puolue julkaisi maanantaina tiedoituksen, jossa selitetään, että

puolue voi liittyä sopimuksiin vain tietyillä ehdoilla. Edellytyksenä on, ettei Itä- ja Länsi-Saksan välisestä rajasta saa muodostua tullirajaa. Yhteismarkkinoiden tullit eivät myöskään saa lisätä nykyisiä Länsi-Saksassa voimassaolevia tulleja ja siten kohottaa elinkustannuksia. Sosiaalidemokraatit vaativat myös, että uudet yhteisöt olisivat avoimia kaikille Euroopan maille ja että Euroopan atomiyhteisö käyttäisi ydinainetta vain rauhanomaisiin tarkoituksiin.

France

List of documents

Document No 1

Date	30 March 1957
Protocol Number	2531
File	Ministère des Affaires étrangères, Centre des Archives diplomatiques de La Courneuve, Télégrammes.
From	Charles Lucet, Minister Counsellor at the Embassy of France in Washington
To	French Ministry of Foreign Affairs
Description	<p>Telegram on the opinions found in the American press about the signing of the Treaties establishing Euratom and the Common Market. Washington .</p> <p>In this telegram dated March 30, 1957, Charles Lucet, Minister Counsellor at the Embassy of France in Washington, echoes the comments written in the press about the signing of the treaties establishing Euratom and the Common Market. He explains that most leading newspapers in the USA have devoted editorials on this signature and emphasize the importance of this initiative for the free world. If economic newspapers, such as the Wall Street Journal, deal with the possibility of a rapid execution of the European market, the prestigious New York Times, the newspaper of the American Liberal Left, considers that the enforcement of the Treaties of Rome will have an effective part in the political unification of the continent. As for the Herald Tribune, the newspaper reports that the creation of the atomic community and the European market shows proof that Europe far from ending is just beginning.</p>
Language	French
Remarks	<p>http://www.traitederome.fr/fr/histoire-du-traite-de-rome/archives-diplomatiques/reactions-apres-la-signature-des-traites-mars-1957-juillet-1957/commentaires-de-la-presse-americaine-apres-la-signature-des-traites-de-rome-mars-1957.html</p>

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

EN. BLAIR

WASHINGTON, le 30 mars 1957 - 8 H 20

Reçu - - - - - 14 H 30

N° 253I

La signature des traités d'Euratom et de marché commun a été saluée par les commentaires les plus favorables de la presse américaine. Les grands journaux ont presque tous consacré à cet évènement des éditoriaux qui soulignent l'intérêt que présente pour l'ensemble du monde libre l'oeuvre que les six nations d'Europe Occidentale entreprennent en commun. Les journaux qui reflètent particulièrement l'opinion des milieux financiers se sont principalement attachés à discuter les chances d'une rapide réalisation du marché européen. Le Wall Street Journal a émis à ce sujet quelques doutes mais sa conclusion est cependant qu'il faut faire confiance aux Gouvernements européens, qui viennent de démontrer la largeur de leurs conceptions. Le New York Times s'attache davantage aux conséquences politiques qu'entraînera la conclusion des deux traités, par le jeu des institutions communes similaires à celles de la communauté charbon-acier, dont il prévoit la création, et par l'exercice quotidien d'une coopération étroite entre Gouvernements portant sur les grandes questions économiques et sociales qui intéressent directement la vie de tous les habitants des pays européens. L'application des traités signés à Rome contribuera efficacement, selon le journal new yorkais, au rapprochement de ce but que beaucoup d'Européens se sont fixé : l'unification politique de leur continent. Pour le New York Herald Tribune également, la signature

.....

2.

des textes relatifs à l'Euratom et au marché commun constitue un signe hautement encourageant. L'Europe, dont le déclin a été évoqué au moment où les peuples d'Asie et d'Afrique réclament une place grandissante dans la communauté internationale, fait face aux conditions nouvelles devant lesquelles elle se trouve placée. Pour l'éditorialiste de ce journal, la création de la communauté atomique et du marché européen constitue la preuve que l'Europe "loin de finir, ne fait que commencer"./.

LUCET

Document No 2

Date	4 July 1957
Protocol Number	-
File	Ministère des Affaires étrangères, Centre des Archives diplomatiques de La Courneuve, bibliothèque, Journal officiel de la République française, Débats parlementaires, Chambre des députés : compte rendu in-extenso, Paris : Impression du Journal officiel, 4 juillet 1957 – 1ère séance
From	Speech by Valéry Giscard d'Estaing
To	-
Description	<p>Speech by Valéry Giscard d'Estaing at the 4 July 1957 meeting of the National Assembly prompting the government to redefine its economic policy so that France may best benefit from the common market</p> <p>Speaking as a French member of parliament, Valéry Giscard d'Estaing sends a message of political accountability and financial vigilance to the government and his peers meeting in the National Assembly. According to the Common Market project, in cases of financial hardship, the Member States may choose between the suspension of the Common Market measures and financial support from other Member States. However, for Giscard d'Estaing, the first hypothesis would mean an economic withdrawal from the market and the second one a political withdrawal. To avoid this uncomfortable situation, the speaker outlines what should be the French economic policy during the Common Market transitional period. In this way, he hopes that France will eventually prove to be a young country.</p>
Language	French
Remarks	http://www.traitederome.fr/fr/histoire-du-traite-de-rome/archives-diplomatiques/reactions-apres-la-signature-des-traites-mars-1957-juillet-1957/intervention-de-valery-giscard-d-estaing-juillet-1957.html

M. le président. La parole est à M. Giscard d'Estaing.

M. Valéry Giscard d'Estaing. Mesdames, messieurs, la méthode suivie pour l'examen de ces traités, fractionnée en deux débats, nous permet de limiter aujourd'hui l'objet de nos interventions.

Nous avons eu à examiner, en janvier, le texte même du traité et la seule question qu'on peut se poser à ce sujet est de savoir si nos négociateurs ont tenu compte ou non des observations que nous avons présentées à l'époque.

M. le rapporteur s'y est attaché dans son intervention, d'autres orateurs plus compétents le feront. Je me limiterai au second objet de ce débat qui est de savoir si, dans les circonstances actuelles, dans l'état présent de notre économie, pour ne parler que du marché commun, l'entrée en vigueur de ce traité est une chose possible.

Quant aux circonstances présentes, chacun sait ici que nous sommes dans une crise financière et que nous pouvons connaître, d'une semaine à l'autre, une crise économique.

Ce sont évidemment des circonstances très graves pour envisager une forme nouvelle et certainement plus dure de compétition internationale.

Il faut observer cependant que ces circonstances, que cette crise, n'empruntent rien dans leurs causes à la perspective du marché commun.

M. Fernand Bouxom. Très bien!

M. Valéry Giscard d'Estaing. Au cours des prochains mois, l'effet de ce marché commun ou le fait de se rapprocher de son échéance première exercera un effet favorable car la perspective pour les importateurs de pouvoir importer en bénéficiant de réductions de droits successives devrait normalement les inciter à retarder leurs opérations et non à les accélérer. Au long de cette période de transition, l'effet du marché commun devrait jouer dans un sens favorable aux pays dont la balance des comptes est actuellement déficitaire.

Observons aussi que la crise que nous connaissons peut apporter quelques justifications théoriques à la constitution de ce marché. J'en retiendrai deux.

L'économie française nous offre l'exemple de cycles réguliers qui partent de la stabilité et qui aboutissent à l'inflation, après avoir traversé une certaine période d'expansion.

Certains peuvent y voir la trace non négligeable de l'influence des hommes, mais je crois qu'il existe aussi des effets mécaniques qui jouent dans le même sens.

Une économie aussi complexe que la nôtre a peut-être une certaine peine à établir son équilibre dans un milieu économique trop étroit et il est possible que certaines des crises que nous connaissons seraient d'une moindre ampleur si elles se présentaient dans un marché plus vaste.

Observons ensuite que nous avons quelque peine à soutenir la concurrence de nos voisins extérieurs car nos charges sont très sensiblement supérieures aux leurs. Or, la négociation du marché commun nous offre sans doute, sur ce point, une chance unique non pas d'obtenir dans l'immédiat mais de tendre à obtenir l'égalisation de certaines de leurs charges sur les nôtres.

A ce point de vue théorique, il semble que la ratification de ce marché commun soit justifiée dans la conjoncture que nous traversons. Mais cette ratification est-elle possible?

M. le rapporteur, dans son très intéressant document, nous expose un raisonnement sur ce point. Il part de l'analyse des causes de nos difficultés qu'il fait remonter à Méline, entamant avec ce dernier un dialogue dont il sort vainqueur, mais il faut reconnaître que Méline n'a pas utilisé le droit de réponse. (Sourires.)

Il indique que le marché commun est susceptible de mettre fin au protectionnisme et que, dans ces conditions, il faut sans doute le ratifier. Mais il a tout de même un scrupule d'auteur en évoquant le précédent italien du siècle dernier où la création rapide d'une unité économique a abouti au désastre que l'on sait pour l'Italie du Sud.

Il répond à ce scrupule par une indication, celle de la réalisation progressive du marché commun. Il dresse devant le buhoir de la concurrence le voile un peu léger du temps. Je crois qu'il faut creuser ce « susceptible » et que la réalisation du marché commun est sans doute de nature à remédier aux causes du déclin économique français. Mais il ne suffit pas.

Il doit être complété par une politique économique différente. Sur la nécessité de cette politique économique, je crois que tout le monde est ici d'accord. M. le rapporteur en indique la nécessité lorsqu'il demande l'accroissement des investissements.

M. le président Pieven, au cours du débat précédent, signalait l'opportunité de créer des subventions en faveur des régions sous-développées de façon à remplacer la protection douanière par l'assistance financière.

Notre collègue M. Louvel, exposait également en janvier, à cette tribune, de façon très complète, la nécessité de cette politique. Cette politique, je crois qu'il faut la concevoir sur un plan dynamique et non pas sur un plan statique.

Tout en retenant certaines des craintes qui ont été exprimées le 17 janvier dernier par M. le président Mendès-France, je ne le suivrai pas sur la voie des remèdes qu'il préconise. Je ne crois pas que ce soit dans un traité, c'est-à-dire dans une décision statique, que nous pourrions trouver ces remèdes, mais, au contraire, dans une politique de croissance économique. (Très bien! très bien! au centre.)

Pourquoi ce problème se pose-t-il particulièrement pour notre pays? Pourquoi, dans les débats qui ont eu lieu, qui auront lieu dans les pays voisins, ne sent-on pas la même inquiétude? C'est qu'elle apparaît à la comparaison de certains chiffres que j'ai trouvés dans le rapport avec ceux de notre plus grand compétiteur, celui dont le rapport des forces économiques aux nôtres déterminera certainement l'évolution profonde de ce marché commun.

Lorsqu'on compare nos charges par tête d'habitant et nos investissements par tête d'habitant, on constate que nous sommes les premiers pour les charges et les derniers pour les investissements.

Le traité nous protège des autres et nous protège aujourd'hui. Mais il ne nous donne pas de garantie quant à nous-mêmes et quant à l'avenir. C'est pourquoi ce débat devrait être complété.

Je sais bien que certains souhaitent la ratification du traité et disent: La ratification du traité fera apparaître les problèmes et nous pourrions ensuite, nous serions même conduits ensuite à résoudre ces problèmes.

Pour ma part, je ne le pense pas. Je ne crois pas qu'il y aura dans les années prochaines une évidence des problèmes du marché commun. Ces problèmes ne se distingueront pas des autres.

M. Raymond Triboulet. Très bien!

M. Valéry Giscard d'Estaing. Nous avons une expérience récente, celle de la libération des échanges. Lorsque nous comparons les exposés des motifs des textes qui ont été signés en 1918 et l'ensemble des discours qui accompagnent le projet actuel de marché commun, nous retrouvons la même argumentation, les mêmes vœux quant aux réformes à accomplir sur le plan de notre économie et nous savons que les décisions qui ont été prises pendant cette période n'ont pas tenu un compte exclusif, prépondérant de cette nécessité de la libération des échanges.

M. Raymond Triboulet. Très bien!

M. Valéry Giscard d'Estaing. La plupart des problèmes dont nous aurons à débattre au cours des années prochaines ne se placeront pas nécessairement dans une perspective économique.

Si nous prenons l'exemple des augmentations de charges récentes ou actuellement envisagées, il n'y en a aucune dont la justification soit de caractère économique. Elles sont tantôt de caractère culturel, tantôt de caractère social, elles peuvent se référer à telle ou telle situation internationale ou ultramarine, elles ne se placent pas nécessairement dans la perspective d'un débat économique.

Je ne crois donc pas que cette politique nous sera suggérée. C'est à nous de la choisir.

Nous nous trouvons ainsi placés devant trois hypothèses.

La première hypothèse, c'est la non-ratification du traité de marché commun. Je pense que ce serait le déclin dans l'aularcle.

La seconde, c'est la ratification du traité de marché commun, mais la poursuite d'une politique économique non appropriée. Ce serait, dans ce cas, le déclin dans l'asphyxie.

La troisième hypothèse, c'est la ratification du traité de marché commun et la définition d'une politique économique nouvelle permettant à notre pays d'en tirer son avantage. (Applaudissements à droite, au centre et sur certains bancs à gauche.)

M. Raymond Boisde. C'est le seul problème.

M. Valéry Giscard d'Estaing. Or, parmi ces trois hypothèses, une seule est favorable et je ne suis pas sûr que ce soit la plus probable.

M. Raymond Triboulet. Nos collègues ont applaudi un peu trop tôt: ce n'est pas l'hypothèse la plus probable.

M. Valéry Giscard d'Estaing. Mesdames, messieurs, je voudrais essayer de définir le risque que court notre pays si cette politique économique n'est pas appliquée.

Je crois que ce risque est celui de la sortie du marché commun, le choix entre deux sorties, la sortie économique ou la sortie politique du marché commun.

Je voudrais me référer à l'expérience de la libération des échanges. Nous l'avons vue fonctionner pendant neuf ans. Aujourd'hui, après ces neuf ans, nous sommes revenus au point zéro. Pendant cette période, deux décisions de suspension de la libération des échanges ont été prises; elles l'ont été toutes deux par des hommes d'Etat dont on connaît les convictions européennes.

Ce n'était donc pas, de leur part, une manœuvre contre l'Europe mais, au contraire, une contrainte qu'ils subissaient contre l'Europe.

Imaginons ce que la période prochaine de neuf ans doit représenter pour nous dans le cadre du marché commun. J'ai essayé de faire le calcul. Il est assez compliqué de savoir ce que serait la réduction des droits et l'élargissement des contingents.

J'ai abouti aux chiffres suivants:

Les droits de douane devraient être réduits de 70 p. 100, c'est-à-dire ramenés de 100 à 30; les contingents vis-à-vis des pays du marché commun devraient être augmentés de 282 pour 100, c'est-à-dire approximativement triplés.

Si l'on sait que la masse des importations en provenance de ces pays représente annuellement 400 milliards de francs, cela veut dire que nous nous engageons à accepter une faculté d'importations supplémentaires de 800 milliards de francs avec des droits de douane diminués de 70 p. 100.

Si nous avons pris cette attitude au moment où nous avons prévu la libération des échanges, nous devrions aujourd'hui nous trouver dans cette situation.

Or, la période de neuf ans qui nous précède n'a pas été tellement défavorable. Nous avons connu la stabilité, l'expansion la plus forte de la production que notre pays ait constatée depuis plus de quarante ans.

Nous pouvons penser que la prochaine période de neuf ans ne sera pas beaucoup plus favorable. Peut-on, cependant, se persuader que ces résultats — multiplication par trois de notre chiffre d'importations, réduction de 70 p. 100 des droits de douane — seront dans la mesure de nos possibilités si nous ne changeons pas fondamentalement notre politique?

Pour ma part, je le dis très sincèrement, je ne le crois pas.

Si donc, dans cette période, nous nous trouvons placés devant une impossibilité, que ferons-nous?

L'article 108 de ce projet de traité, dont je souhaite qu'il ne soit pas l'article essentiel aux yeux de l'opinion française, expose la situation d'un pays placé devant une situation difficile de sa balance des comptes.

Il aura dès lors le choix entre deux formules. Il pourra suspendre dans la hâte les mesures qu'il a appliquées. Mais nous savons que si nous rétablissons nos droits de douane de 30 à 100, si nous rétablissons les contingents, il n'y aura aucune chance, dans un avenir prévisible et rapide, de revenir sur de telles décisions.

Dès lors, la suspension des mesures du marché commun équivaudra à la sortie économique de ce marché.

L'autre hypothèse est que les organismes prévus dans le traité examinent le cas de notre pays. Ils peuvent alors nous proposer ce qu'on appelle un concours mutuel.

Si nous acceptons ce concours mutuel, notre maintien dans le marché commun sera décidé dans ses modalités et financé par nos partenaires.

Nous savons par l'examen de la balance des comptes des uns et des autres, quel sera celui de nos partenaires qui sera véritablement à même de nous garantir les ressources nécessaires pour maintenir notre présence dans le marché.

Si nous nous laissons acculer à une telle hypothèse, je suis convaincu que nous sortirons politiquement du marché commun.

M. Raymond Triboulet. Très bien!

M. Valéry Giscard d'Estaing. En effet, nous ne devons pas négliger deux faits. Si nous sommes dans cet état de déficit chronique et profond de notre balance des comptes, la situation économique sera troublée, il existera un mouvement de mécontentement dont l'aspect aura peut-être changé mais dont la clientèle sera sans doute aussi large.

D'autre part, dans les dix prochaines années, la majorité européenne dans cette Assemblée restera, je le crains, une majorité relativement faible. Nous aurons toujours à compter avec deux extrêmes qui se rejoindront dans ce domaine pour lutter contre le progrès des institutions européennes.

Si cette majorité faible devait connaître une humiliation nationale dans le cadre de la politique européenne, je crois qu'un renversement de cette majorité se produirait alors, soit immédiatement, soit aux élections suivantes, et nous aurions ainsi la sortie politique du marché commun.

C'est une hypothèse que l'on ne peut pas envisager sans une grande appréhension. Je sais que certains vont jusqu'à dire: « Cela n'a pas d'importance. Ratifions aujourd'hui, nous risquons de sortir du marché ».

Mais, n'ayons pas d'illusions. Si nous sortons du marché commun, nous en sortirons humiliés, diminués, discrédités. Nous ne pouvons pas accepter une telle hypothèse: les autres la saisiraient aussitôt pour mettre en œuvre des mesures qui leur seront alors assez faciles telles que la convertibilité monétaire et une politique commerciale beaucoup plus large.

Nous serions définitivement isolés, réduits à rechercher dans des ressources diminuées une compensation à l'humiliation que nous aurions subie sur le terrain politique.

C'est pourquoi ceux, dans cette Assemblée, qui sont favorables à la ratification des traités européens doivent apporter la même conviction et la même passion à la définition d'une politique économique qui rende ce marché européen possible. (*Applaudissements à droite, au centre et sur certains bancs à gauche.*)

Je ne voudrais pas abuser de la patience de l'Assemblée en développant moi-même ce que devrait être cette politique.

M. le président. L'Assemblée vous écoute avec beaucoup d'intérêt. Vous avez le temps d'ailleurs.

M. Raymond Triboulet. Cela pourrait être très utile.

M. Valéry Giscard d'Estaing. Je voudrais simplement en indiquer le caractère. En ce qui concerne d'abord la politique de redressement que nous devons suivre au cours des prochains mois, que ce soit sans marché commun ou avec marché commun, nous devons définir une politique de redressement financier et économique interne. Il faut que cette politique s'imprègne de la perspective prochaine du marché commun.

Or, constatons que jusqu'ici ce n'est pas le cas. Je suis persuadé que nous ne franchirons pas la première échéance du marché commun si nous n'avons pas accompli au préalable une politique de préparation à la libération des échanges.

J'ai lu avec inquiétude une déclaration de M. le ministre des finances qui envisage, lui, avec optimisme, le retour à la libération des échanges dans douze ou dix-huit mois. Mais dans dix-huit mois, c'est le début du marché commun.

Je crois qu'il nous faudrait plusieurs mois et sans doute une année de préparation dans le cadre d'une politique plus libérale des échanges pour pouvoir aborder cette première étape du marché commun. Les sacrifices demandés au pays et la répartition des charges doivent aussi tenir compte de cette perspective. Or, nous avons connu récemment des projets fiscaux. De ces projets, je ne retiendrais que deux éléments: l'augmentation des tarifs postaux et téléphoniques. Ce sont des prix. J'ai cherché à savoir ce qu'étaient ces prix dans les cinq autres pays de la communauté. Ils étaient au départ plus élevés en France. Nous les avons majorés de 25 p. 100. Nous avons donc majoré sur ces deux points les charges de l'économie française de 25 p. 100 un an avant d'aborder la première étape du marché commun.

Une autre exigence devrait être la hantise des investissements productifs.

J'ai cité tout à l'heure le rapport comparé des chiffres d'investissements par habitant en France et en Allemagne. Mais si nous retenons seulement les investissements productifs, la comparaison est encore plus décevante. Notre retard n'est plus de 35 p. 100. Il est aux alentours de 40 p. 100, peut-être même de 50 p. 100. Dans la politique de rigueur financière sans doute nécessaire, il est indispensable de préserver non seulement les investissements, mais surtout les investissements productifs.

Cette politique trouvera, je l'espère, son terme et son succès avant l'entrée en vigueur du marché, et nous connaissons par la suite une longue période de douze ou quinze ans, dite période de transition, pendant laquelle notre économie s'adaptera à la concurrence internationale.

Je souhaiterais, pour ma part, que le Gouvernement prévienne l'institution d'une commission de surveillance du marché commun du point de vue français, composée, en dehors de représentants de l'administration, d'universitaires, d'économistes, d'employeurs, de syndicalistes, et sans doute aussi d'agriculteurs, et qui soit simplement chargée tous les ans, dans un document annexé au rapport économique qui est désormais légal dans la présentation de notre budget, de nous indiquer les chiffres comparés des investissements en France et dans les autres pays de la communauté, les chiffres comparés de l'augmentation de la production et les chiffres comparés de l'augmentation des charges pesant sur cette production.

Je pense pour ma part qu'une opinion publique et parlementaire régulièrement informée prendrait, dans les grands débats financiers des deux prochaines législatures, une attitude différente.

Il faut aussi fixer cette politique pour une période de douze ans, car pour ma part je suis très frappé du manque de symétrie entre le traité qui nous enchaîne pour une période de douze

ans, et la politique économique interne qui restera, elle, vraisemblablement fluctuante.

Il faut donner à la production française une garantie d'être aidée équivalente à la garantie d'être menacée qu'elle trouve dans le cadre du marché commun. Il faudrait, je crois, un texte fondamental pour le faire.

Je vais même jusqu'à envisager que ce texte fondamental puisse être voté, non pas suivant la procédure ordinaire, mais suivant la procédure constitutionnelle. Il existe un précédent: celui du redressement monétaire de 1928.

Or, depuis cette date, c'est un lieu commun que de dire: il faut donner le pas à l'économique sur le financier. Eh bien! pourquoi ne donnerions-nous pas aujourd'hui à l'économique la garantie qui a été donnée hier au financier?

Que pourrait contenir un tel texte? Certaines précisions quant à l'impossibilité d'augmenter les charges pesant sur nos forces productrices, c'est-à-dire les impôts indirects, c'est-à-dire le prix des prestations publiques qui ont un caractère économique, c'est-à-dire enfin le maintien des taux d'intérêts concernant l'équipement à un niveau comparable ou en tout cas voisin des taux d'intérêts des autres pays de la communauté.

M. Raymond Boisde. Me permettez-vous de vous interrompre, mon cher collègue?

M. Valéry Giscard d'Estaing. Je vous en prie.

M. Raymond Boisde. Je vous remercie.

M. le président. La parole est à M. Boisde, avec la permission de l'orateur.

M. Raymond Boisde. Je ne voudrais pas diminuer l'attention que l'Assemblée vous porte; mais, vous suivant avec la passion que tout le monde ici partage, je me permets de signaler qu'une autre procédure sera peut-être offerte à cette Assemblée au cours même du présent débat.

En raison de la liaison étroite qui existe en effet entre la ratification du traité — supposée acquise — et la nécessité pour notre économie nationale de suivre une politique dont le Gouvernement et le Parlement français sont responsables, en laissant de côté nos relations avec les cocontractants, j'ai, ainsi que vous le savez, déposé un article additionnel qui, laissant de côté les clauses et l'application du traité, évoque les conditions dans lesquelles le Gouvernement et le Parlement français auront à suivre l'évolution des conditions internes des activités nationales.

M. Valéry Giscard d'Estaing. Je souhaiterais également qu'après avoir fixé la politique économique française pour la période de transition du marché commun, l'on illustre cette politique, et ceci, le plus rapidement possible, en essayant de préparer, sur un certain nombre de secteurs de notre économie, des opérations destinées à montrer si nous pouvons ou non, et à quel prix, supporter la concurrence au sein du marché.

À l'automne prochain, l'Assemblée sera saisie du projet portant approbation du troisième plan de modernisation et d'équipement.

Sans bouleverser en quoi que ce soit la structure de ce plan, qui constitue à bien des égards, notamment dans le domaine agricole, un progrès important, je désirerais que lui fût adjoint une série d'opérations témoins affectant certains secteurs, les premiers à subir la compétition ou ceux qui y seront le plus sensibles, et que l'on étudiat les moyens de mettre ces secteurs en condition de supporter rapidement et, si possible, au cours de la première étape de quatre ans, la concurrence nouvelle du marché.

M. Robert Schuman. Très bien!

M. Valéry Giscard d'Estaing. Mesdames, messieurs, les suggestions que j'ai présentées — et je rejoins ici la pensée développée par notre ami M. Boisde — ne constituent en rien des préalables. Je suis, pour ma part, favorable à la ratification de ce traité dans la forme qui nous est proposée.

M. Raymond Triboulet. Vous avez la foi!

M. Valéry Giscard d'Estaing. Je vais vous dire pourquoi, car c'est une foi raisonnée. (Sourires.)

Il y a à cela deux motifs. Les exigences que nous présentons aujourd'hui, nous ne les demandons pas à nos partenaires. Lorsque nous parlons d'une politique économique différente, nous ne parlons pas des autres, et je ne pense pas que vous souhaitiez que ce soit les autres qui nous l'imposent. Nous parlons de nous. (Très bien! très bien! à droite.) Ce n'est donc pas un préalable à la ratification d'un acte international.

Le second motif, c'est qu'il existe, comme nous le croyons, une majorité dans cette assemblée pour ratifier le traité. Je

pense que cette même majorité devra se retrouver pour approuver le changement de politique économique nécessaire pour que ce traité nous devienne favorable. (Applaudissements sur de nombreux bancs à droite. — Mouvements divers.)

M. Raymond Boisde. Il faut, en effet, tirer les conséquences de son vote et de ses actes.

M. Raymond Triboulet. Voulez-vous me permettre de vous interrompre, mon cher collègue?

M. Valéry Giscard d'Estaing. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. Triboulet, avec la permission de l'orateur.

M. Raymond Triboulet. Permettez-moi de vous dire pourquoi précisément je ne partage pas votre foi.

Je vous ai écouté avec la plus grande attention. Vous avez parlé tout à l'heure de la libération des échanges. Vous avez indiqué qu'il s'était trouvé une majorité pour voter cette mesure.

Malheureusement, cette majorité, comme vous l'avez remarquablement démontré, ne s'est pas retrouvée dans les années qui ont suivi pour prendre les mesures nécessaires afin que cette libération des échanges soit profitable au pays.

M. Pierre Cot. Et si cette défaillance se renouvelle, monsieur Giscard d'Estaing, que se passera-t-il? Nous serons engagés, et les risques que vous avez si bien signalés se réaliseront.

M. le président. Je vous en prie, laissez M. Giscard d'Estaing conclure.

M. Valéry Giscard d'Estaing. Je répondrai à M. Triboulet que lorsque, dans les rangs alors peut-être éclaircis de cette majorité, des défections se produiront, je suis persuadé que son groupe, par son sens national et son importance numérique, viendra combler les vides ainsi créés. (Ières et applaudissements sur de nombreux bancs à droite.)

M. Raymond Triboulet. Ce n'est qu'une plaisanterie. (Mouvements divers.)

Mme Francine Lefebvre. C'est une prophétie.

M. Valéry Giscard d'Estaing. Mesdames, messieurs, je conclus.

J'exprime ici, non pas des doutes sur l'Europe, mais des craintes pour l'Europe si nous n'accomplissons pas ce changement de politique économique. (Très bien! très bien! à droite.)

Je souhaite pour ma part que nous poursuivions deux objectifs: d'une part, la construction d'une entité économique, et plus tard politique, à la dimension d'un continent; d'autre part, le maintien de l'affirmation de la vocation de notre pays à penser, à éclairer et peut-être à diriger cette construction continentale. Nous devons poursuivre ces deux objectifs.

Et si le Gouvernement qui nous demande de ratifier ce traité ne s'engageait pas lui-même sur ce changement de politique, il encourrait la même responsabilité qu'un gouvernement qui aurait demandé à notre pays de contracter une alliance militaire dangereuse et qui ne lui aurait pas, comme on l'a vu dans le passé, demandé l'effort de réarmement correspondant.

Pour que notre pays, pour que l'Europe puisse profiter du marché commun, celui-ci ne doit pas être un lieu de passage. Ce doit être, je crois, l'occasion, la raison, que nous cherchons depuis dix ans, de rénover la structure de notre pays et de faire apparaître, derrière le masque un peu vieilli de Marianne, les traits d'un pays jeune. (Applaudissements sur de nombreux bancs à droite, au centre et sur certains bancs à gauche.)

M. le président. La parole est à M. Mondon.

M. Raymond Mondon (Moselle). Mesdames, messieurs, il appartient à tous ceux qui sont appelés à voter la ratification des traités du marché commun et d'Euratome de le faire d'une façon très objective, en pesant, comme le disait fort bien notre collègue M. Giscard d'Estaing, les arguments positifs et les arguments contraires.

Mais nous ne saurions, pour éviter de prendre une responsabilité, voter une motion tendant au sursis à statuer.

Il n'est pas dans mes intentions aujourd'hui d'analyser les traités soumis à notre ratification. Les rapporteurs des commissions saisies au fond et des commissions saisies pour avis l'ont fait excellemment. Mais je pense, avec plusieurs de mes collègues, que l'évolution de la vie économique comme l'évolution de la vie politique française et internationale nous font obligation de nous élever au-dessus des contingences nationales et internationales que nous avons connues jusqu'à ce jour.

Document No 3

Date	4 July 1957
Protocol Number	-
File	Ministère des Affaires étrangères, Centre des Archives diplomatiques de La Courneuve, bibliothèque, Journal officiel de la République française, Débats parlementaires, Chambre des députés : compte rendu in-extenso, Paris : Impression du Journal officiel, 4 juillet 1957 – 2ème séance
From	Speech by Léopold-Sédar Senghor
To	-
Description	Speech by Léopold-Sédar Senghor at the 4 July 1957 meeting of the National Assembly, in which he expresses reservations about the Common Market project Speaking as a French member of parliament, Léopold-Sédar Senghor calls upon the Foreign Affairs Minister and draws to his attention the fact that the Overseas territories economic relations with the Six are unbalanced, especially in the area of agricultural products. Much more than a simple European Common Market, Senghor sketches a large common market linking Europe and Africa.
Language	French
Remarks	http://www.traitederome.fr/fr/histoire-du-traite-de-rome/archives-diplomatiques/reactions-apres-la-signature-des-traites-mars-1957-juillet-1957/intervention-de-leopold-sedar-senghor-juillet-1957.html

Nous pouvons même penser que, les discriminations étant assez difficiles à maintenir sur le plan des charges indirectes, l'effort des concurrents, des membres de la communauté, portera en conséquence sur le domaine des capitaux. N'en doutons pas, les faveurs fiscales seront déterminantes. On peut même prévoir que l'habileté de l'Etat consistera à éviter de mettre en place des mécanismes de dérogation trop visibles et à donner, au contraire, des instructions pour que, dans les déclarations secrètes, celles des revenus, par exemple, ne soient pas mises en recouvrement certaines impositions. Cela sera d'autant plus facile que l'impôt sur le revenu n'entre pas internationalement dans le décompte des coûts de production.

Ainsi, avec la libre circulation des capitaux, il n'y aura plus d'obstacle civique: l'argent se placera là où il sera le moins frappé, le moins imposé.

L'exemple américain est d'ailleurs significatif: ne fait-on pas de la publicité le long des routes de certains Etats pour attirer les capitaux ?

Même si, en Europe, nous ne devons pas faire une telle réclame, en Allemagne par exemple, certaines industries reconstruites prioritaires bénéficient d'amortissements accélérés, variant de 100 p. 100 dans l'année à 50 p. 100 en deux années.

De deux choses l'une: ou nous serons obligés de pratiquer également ces accélérations fiscales pour le plus grand dommage de notre budget, ou nous refuserons de faire bénéficier les capitaux investis chez nous d'avantages fiscaux et, dans ce cas, les capitaux ne viendront pas s'investir chez nous. Malgré tous vos efforts, vous aurez alors l'évasion fiscale.

Au sujet de la fiscalité, je voudrais donner connaissance à l'Assemblée d'une note qui m'a été remise lorsque je siégeais à la Communauté du charbon et de l'acier, à la commission des investissements.

Cette note est ainsi rédigée:

* L'industrie américaine en Europe.

* L'industrie américaine contrôle environ 25 pour 100 de la production européenne d'automobiles.

* La General Motors, Ford, Chrysler et Studebaker disposent d'usines importantes qui sont sous leur dépendance absolue à tous points de vue, technique, commercial et financier:

* En Angleterre, Vauxhall (General Motors) et Ford; en Allemagne, Opel (General Motors) et Ford; au Benelux, General Motors, Ford, Chrysler, Studebaker, et l'assemblage est effectué à partir de pièces expédiées des Etats-Unis.

* La production totale de ces firmes peut-être évaluée à 800.000 véhicules en 1956.

* Nous pouvons craindre que les maisons mères utilisent une partie de leur puissance, qui est considérable, à renforcer leurs filiales européennes pour livrer une lutte sans merci aux constructeurs européens, notamment aux constructeurs français, et prendre leur place à la fois sur le marché commun et dans les autres pays, ce qui compromettrait les exportations du marché commun.

En présence de telles difficultés, quelles armes fiscales avon-nous pour empêcher précisément que, par des filiales, la pénétration américaine ne soit un véritable danger pour la production industrielle d'automobiles françaises? Quel contrôle proposeriez-vous? A ma connaissance je n'ai rien rencontré dans le traité qui puisse apporter apaisement.

Je ne chercherai pas, mes chers collègues, puisqu'il est tard et pour ne pas abuser par trop de la tribune, à démontrer la fragilité des clauses de sauvegarde du traité, ni à analyser les contradictions d'une zone de libre échange articulée sur le marché commun. Mais je voudrais vous dire pourquoi, à mon sens, une politique de substitution européenne est possible, une politique de zone de libre échange.

Les objectifs posés par le marché commun restent bons. La question fondamentale demeure de savoir si un meilleur mécanisme pour le marché commun ne permettrait pas d'éviter les risques excessifs que j'ai tenté d'analyser.

L'établissement d'une zone de libre échange ouverte à tous comportant un élargissement considérable des résultats déjà obtenus par le G. A. T. T. pourrait former une première étape située dans une évolution moins soumise à des paris hasardeux.

Je vous demanderai de vouloir bien vous reporter au rapport du groupe de travail de l'O. E. C. E. référencé janvier 1957, côté C, paragraphe 5. Ce rapport étudie les difficultés soulevées par la création et le fonctionnement d'une zone de libre échange et à mon avis il offre des avantages par rapport au marché commun, parce que, dans une zone de libre échange, il n'y a pas un tarif mathématique moyen commun, chaque pays conserve son tarif protecteur douanier vis-à-vis des pays tiers et, dans ces conditions, la possibilité d'instaurer une politique commerciale véritablement conforme aux intérêts traditionnels de l'Etat.

C'est parce que cette politique de substitution nous apparaît possible qu'à la C. E. C. A. nous avons approuvé l'initiative prise par le président Pleven lorsque, dans un amendement, il

a demandé que le marché commun du charbon et de l'acier soit ouvert à l'Angleterre. Ainsi ce n'est qu'avec une extrême lenteur, mais avec mesure et réflexion, afin de respecter les lois de l'évolution, que nous pourrions parvenir à une formation européenne.

Car, par le traité que vous soumettez à notre vote, vous entrez en Europe dans les plus mauvaises conditions: déséquilibre de la balance des paiements; affres de la guerre d'Algérie qui déséquilibre également la balance des paiements; charges sociales inégales entre les six pays; agriculture encore insuffisamment équipée et livrée à des compétiteurs italiens redoutables. L'outre-mer est en difficulté et vous permettez à d'autres de vous y concurrencer. L'Allemagne surtout reste libre puisque, si demain la réunification lui était offerte, elle pourrait refuser d'entrer dans le marché commun, ou, pire encore, le quitter, alors que nous aurions « déstructuré » notre économie.

De plus, dans ce traité de marché commun, vous n'avez pas voulu aller jusqu'au terme logique du raisonnement. Vous auriez dû prévoir une autorité supranationale, une monnaie commune, un budget commun. Vous ne pouvez pas faire ici une politique inflationniste et là une politique déflationniste. Vous avez prétendu éviter les difficultés en les masquant, mais elles demeurent. Vous buterez sur des dangers réels, alors que, lentement, en suivant l'évolution, vous auriez pu aboutir, par la création d'une zone de libre échange, à une véritable formation européenne.

C'est parce que le traité ne respecte pas les lois de l'évolution que — c'est la crainte que j'exprime en conclusion — le temps se vengera de ce qui a été fait sans lui. (Applaudissements sur certains bancs à gauche.)

M. le président. La parole est à M. Senghor.

M. Léopold-Sedar Senghor. Mesdames, messieurs, lorsque nous avons, à cette tribune, critiqué le « rapport de Bruxelles », singulièrement lorsque, mes amis et moi, nous nous sommes abstenus dans le vote émis en conclusion du dernier débat sur le marché commun européen, d'aucuns n'ont pas manqué, une fois de plus, de nous faire un procès d'intentions. Comme si l'Eurafrique, que l'on préconise maintenant par-delà le marché commun, pouvait se réaliser sans libre discussion entre Européens et Africains.

Il se révèle que les critiques formulées, à cette tribune, par les élus ultramarins, loin d'affaiblir la position du Gouvernement de la République, n'ont fait que la fortifier. Elles lui ont permis, en fait, d'obtenir de nos cinq partenaires, les conditions que les peuples d'outre-mer mettaient à l'association de leurs territoires au marché commun: car les territoires d'outre-mer ne sont pas intégrés dans le marché commun; heureusement, ils n'y sont qu'associés.

Vous vous le rappelez, nos critiques, plutôt nos réserves et nos interrogations, portaient sur cinq points: droit de douane, contingentements, immigration, prix et investissements.

Nous allons les reprendre l'un après l'autre en soulignant, à propos de chacun, les résultats acquis d'une part et, d'autre part, ce qui reste à faire pour atteindre les objectifs définis par le traité lui-même, c'est-à-dire « favoriser les intérêts des habitants de ces pays et territoires (d'outre-mer) et leur prospérité de manière à les conduire au développement économique, social et culturel qu'ils attendent ».

Il convient de préciser que mon propos vise plus particulièrement les relations économiques entre les Six et les territoires français d'outre-mer. Je laisserai donc de côté l'Algérie, les départements d'outre-mer et les anciens protectorats devenus pays indépendants.

Et tout d'abord, les droits de douane. A leur entrée dans les Etats membres, les importations des territoires d'outre-mer bénéficient de la suppression des droits de douane, qui intervient progressivement. Inversement, les importations des Etats membres et des autres pays et territoires bénéficient des mêmes dispositions à leur entrée dans les territoires d'outre-mer.

Toutefois, les territoires d'outre-mer ont la faculté de percevoir des droits de douane et des droits fiscaux, soit pour protéger leurs industries naissantes, soit pour alimenter leur budget.

La seule règle à laquelle les territoires devront se soumettre est la non-discrimination entre leur métropole et les cinq autres Etats membres.

Dans la pratique, si leur équilibre économique n'est pas menacé, les territoires d'outre-mer seront vraisemblablement amenés à exempter de tous droits de douane les importations des Etats membres et des autres pays et territoires. Ils ne maintiendront que les droits fiscaux d'entrée, ce que faisaient en demeurant les territoires sous tutelle et ceux du bassin conventionnel du Congo.

Cette nouvelle situation aura pour résultat bénéfique de faire baisser les prix des marchandises à l'importation et partant d'élever le niveau de vie des masses ultra-marines sans pour

autant diminuer de beaucoup les recettes budgétaires des territoires.

Au premier abord donc, les revendications des peuples d'outre-mer, en ce qui concerne le régime douanier, sont satisfaites. D'autant que les importations des produits agricoles des territoires d'outre-mer dans les Etats membres bénéficient d'une protection spéciale par l'établissement du tarif extérieur commun.

C'est ainsi que les droits de douane qui frapperont certains produits similaires importés des pays tiers dans la Communauté sont, dès maintenant, fixés dans une annexe du traité. Ces droits ont été fixés pour les bananes, les agrumes, le café vert, le cacao en fèves, le tabac, le sucre de canne et les bois. Ils vont de 12 à 80 p. 100.

Cependant, monsieur le ministre des affaires étrangères, on s'étonnera que nos négociateurs n'aient rien fait pour les oléagineux. C'est là un des points noirs du traité. (Sourires.)

Croyez que mon intention n'est pas de faire de l'esprit.

Pour ne citer que l'Afrique occidentale française, plusieurs de ses territoires — Soudan, Niger, Haute-Volta, Dahomey, Sénégal — exportent presque uniquement des oléagineux. Les oublier serait leur faire croire qu'on veut se livrer, contre eux, à une discrimination que rien ne justifie. D'autant que, cette année, nous avons quelque 200.000 tonnes d'arachides en coques invendues. Nous sommes en train de négocier avec la métropole sur ce point précis, mais la métropole ne semble pas très pressée de nous donner satisfaction.

Si, dans le cadre du système français, nous avons tant de peine à exporter nos produits agricoles, comment le pourrions-nous demain dans le cadre du marché commun européen ?

Je vous demande instamment, monsieur le ministre des affaires étrangères, de vous souvenir des oléagineux et autres produits exotiques dans les négociations que vous engagerez au cours de la première étape avec nos partenaires européens.

M. René Malbrant. Sans oublier les autres produits coloniaux.

M. Léopold-Sédar Senghor. Bien entendu, sans oublier les autres produits coloniaux, mais ce sont surtout les oléagineux qui ont été oubliés et tout à l'heure, j'ai parlé des « autres produits exotiques ».

M. Diawadou Barry. Il y en a beaucoup d'autres, monsieur Senghor.

M. Léopold-Sédar Senghor. Vous interviendrez pour les souligner, mon cher collègue, et je ne demanderai pas mieux que de vous applaudir.

Il s'agit, dans la plupart des cas, de produits de territoires pauvres.

En ce qui concerne les contingentements, c'est-à-dire les restrictions quantitatives, celles-ci doivent être progressivement éliminées par les métropoles, d'une part, par les territoires d'outre-mer, d'autre part.

Cependant, contrairement aux dispositions prévues pour les droits de douane, les territoires d'outre-mer ne disposeront d'aucune clause de sauvegarde qui leur permette de protéger leurs industries naissantes.

M. René Malbrant. Très bien !

M. Léopold-Sédar Senghor. Il y aurait là, à la vérité, un danger réel si ces territoires ne pouvaient se servir du tarif douanier et du tarif fiscal ; c'est-à-dire que le danger signalé pourra, je l'espère, être surmonté sans grande difficulté.

Je ne m'arrêterai pas longuement sur la suppression des restrictions à l'immigration. C'est le problème général de l'invasion des « petits blancs » qui est ici posé et j'entends, par là, un état d'esprit beaucoup plus qu'une situation. En particulier, je n'entends pas mettre en cause les ouvriers qualifiés, mais les « petits blancs » qui vont dans les territoires d'outre-mer sans situation.

C'est l'évidence, si les territoires d'outre-mer ont besoin de techniciens qualifiés — je regrette que la loi cadre ne nous ait pas permis de les recruter — les « petits blancs », eux, présentent le double inconvénient de prendre les emplois de qualification moyenne qui devraient revenir aux autochtones et surtout de secréter le racisme très naturellement, comme la peau sèche la sueur. Multiplier les Afriques du Sud, c'est le moyen le plus sûr de couper l'Afrique de l'Europe.

M. Jean Dides. Là, nous ne sommes plus d'accord.

M. Léopold-Sédar Senghor. Le Gouvernement de la République devra donc se montrer vigilant sur ce point lors de l'élabo-ration de la convention sur l'immigration, qui n'est pas encore signée.

Le problème des prix sera, vous le devinez, résolu en grande partie par la suppression des barrières douanières et des contingentements. On a souligné mille fois, non sans raison, que les hauts prix français tant métropolitains qu'ultramarins maintenaient une économie fragile et vulnérable parce que malsaine. Le cordon douanier autour de l'Union française n'était plus qu'un cordon sanitaire. C'est en ouvrant la maison France à l'air pur des altitudes que l'on guérira le malade ; encore faut-il, auparavant, prendre quelques précautions.

Il faut d'abord et essentiellement organiser, par delà le marché commun européen, un marché commun eurafricain où les territoires d'outre-mer ne seront pas sacrifiés à un néo-colonialisme européen, qui serait bien plus dangereux, parce que beaucoup plus fort.

C'est dans cette perspective eurafricaine, dans le cadre de ce qui pourrait être un « grand dessin », que des contrats à longs termes seront consentis aux produits des territoires d'outre-mer, contrats portant sur des prix minima et des quantités définies en même temps que progressives.

Certes, nous ne pouvons nous opposer à la réduction des prix ultramarins, à condition que celle-ci soit compensée par une réduction égale des prix européens.

M. Maurice Faure, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Très bien !

M. Léopold-Sédar Senghor. Encore faut-il que l'on nous garantisse l'écoulement de nos produits à des prix raisonnables et on le peut, et vous le pouvez, monsieur le ministre des affaires étrangères, grâce aux contrats à long terme, à la généralisation du tarif extérieur commun et aussi, l'insiste sur ce point, à la réduction du fret français, qui grève lourdement les prix à l'exportation comme à l'importation.

Il nous faut être complet. Dans la situation nouvelle qui résultera du marché commun européen, plus exactement eurafricain, les produits métropolitains français courent, il faut le reconnaître, le danger d'être, outre-mer, les victimes de la concurrence européenne pour toutes les raisons qu'on a développées avant moi, à cette tribune.

Un des moyens parmi d'autres de parer à ce danger, on l'oublie trop souvent, est d'accroître les investissements de capitaux français outre-mer, et, pour aussi paradoxal que cela puisse paraître, de protéger les industries ultramarines.

À la réflexion, on découvrira que nos industries — nos huileries, nos moulins, nos brasseries — que nous avons tant de peine à défendre contre le dumping des trusts métropolitains, sont moins africaines que françaises, car les capitaux sont français.

Et nous voilà amenés, monsieur le ministre, mes chers collègues, à parler des investissements outre-mer.

On nous parle du « fonds européen d'investissements ». J'avoue que ce fonds avait suscité de grands espoirs parmi nous.

À lire les textes de très près, nous nous apercevons qu'avec le fonds européen d'investissements, nous risquons de lâcher la proie du F. I. D. E. S. pour l'ombre de l'Europe. (Sourires.)

En effet, ce fonds européen d'investissements ne représente que 12,5 p. 100 des investissements de la France outre-mer, soit exactement 110 milliards de francs métropolitains, contre 800 milliards en cinq ans.

M. Christian Pineau, ministre des affaires étrangères. Monsieur Senghor, me permettez-vous de vous interrompre ?

M. Léopold-Sédar Senghor. Volontiers, monsieur le ministre.

M. le ministre des affaires étrangères. Sur ce point particulier, je voudrais vous rassurer en vous indiquant tout d'abord que les sommes inscrites au F. I. D. E. S. ne seront nullement réduites du fait de la création d'un fonds européen d'investissements. Ce dernier s'ajoutera aux sommes inscrites au F. I. D. E. S.

En outre, il ne s'agit, dans les chiffres actuellement prévus et qui seront en progression constante au cours des cinq années à venir, que des investissements publics.

Nous n'avons pas, dans le traité, fait mention des investissements privés, qui doivent être assez considérables, de sorte que vous pouvez compter sur une augmentation — peut-être moins importante que vous ne le souhaitez, mais néanmoins très sensible — de l'ensemble des investissements dans les territoires d'outre-mer. (Exclamations sur certains bancs à gauche.)

M. René Malbrant. Mais on vient de réduire la dotation du F. I. D. E. S.

M. le président. Monsieur Malbrant, je vous prie de ne pas interrompre.

M. René Malbrant. De pareilles choses doivent être connues de l'Assemblée.

M. Jean Lante. Et M. Pineau s'est bien gardé de le dire.

M. le président. Monsieur Malbrant, vous êtes inscrit dans la discussion, vous aurez la parole à votre tour.

M. Léopold-Sédar Senghor. Je vous remercie de votre réponse, monsieur le ministre, mais j'allais précisément vous dire que nous comptons surtout sur l'aide de la métropole.

M. Diawadou Barry. Me permettez-vous de vous interrompre, mon cher collègue ?

M. Léopold-Sédar Senghor. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. Barry, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Diawadou Barry. Je désire simplement dire à M. Senghor que les fonds du F. I. D. E. S. sont d'ores et déjà réduits

puisque pour la section générale, par exemple, le crédit initial de 14 milliards passe à 11 milliards de francs environ, et que, pour les sections territoriales et communes, le crédit de 50 milliards de francs est ramené à 45.550 millions de francs.

M. René Pieven. Si ces crédits ont été réduits, ce n'est pas à cause de l'Europe!

M. Jean Liante. C'est le premier pas, et ce n'est pas l'effet du hasard!

M. René Pieven. Ce n'est pas, en tout cas, l'effet de l'Europe!

M. Diawadou Barry. Les crédits sont quand même réduits, c'est un fait.

M. Jean Liante. Et l'on vient de dire qu'ils ont été augmentés!

M. Léopold-Sédar Senghor. Je comptais, justement, signaler que, d'après mes informations, les crédits du F. I. D. E. S. ont été diminués de 30 p. 100.

Mais je suis un naïf, malgré la réputation que l'on me fait. (Sourires.) et j'ai renoncé à faire allusion à cette réduction parce que M. Defferre, ancien ministre de la France d'outre-mer, m'avait dit qu'il n'en avait rien été.

Je serais heureux d'avoir sur ce point une information précise de M. le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Mais enfin, quoi qu'il en soit, nous demandons, monsieur le ministre des affaires étrangères, que le volume actuel des crédits du F. I. D. E. S. soit maintenu s'il ne peut être augmenté. En effet, dans la répartition des crédits du plan, les territoires d'outre-mer sont défavorisés par rapport aux autres pays ultramarins: Algérie et départements d'outre-mer. Jugez-en d'après les chiffres suivants:

Les territoires d'outre-mer ont reçu, en 1956, pour 30 millions d'habitants, 80 milliards de francs, tandis que l'Algérie — je ne parle nullement de la guerre d'Algérie — recevait 69 milliards de francs, pour 10 millions d'habitants, les départements d'outre-mer 9 milliards pour 800.000 habitants.

Nous ne demandons certes pas la réduction des crédits de l'Algérie et des départements d'outre-mer, nous demandons tout simplement que les crédits affectés aux territoires d'outre-mer ne soient pas diminués.

Monsieur le ministre des affaires étrangères, depuis deux ans le Gouvernement de la République et les leaders du mouvement européen ne cessent de nous parler, par-delà la communauté franco-africaine, de l'édification de l'Eurafrrique.

Nous ne sommes pas opposés à ces idéaux, je dois le dire très franchement; encore faut-il les définir sur des bases démocratiques en assurant les conditions de leur réalisation.

La première de ces conditions est la consultation préalable des territoires d'outre-mer, c'est-à-dire de leurs assemblées locales et de leurs conseils de gouvernement. L'opinion africaine, voyez-vous, est, là-dessus, plus unanime qu'on ne le croit et qu'on ne le dit généralement. *La Liberté*, organe de la section guinéenne du R. D. A., déplorait, l'autre mois, que le Gouvernement n'eût pas consulté les territoires avant l'élaboration et la signature du traité du marché commun européen.

Je sais que certaines raisons pratiques s'y opposaient — du moins on me l'a dit et, dans ma naïveté, je l'ai admis — mais il n'est pas trop tard pour le faire puisque la plupart des conventions d'application concernant l'association des territoires d'outre-mer n'ont pas encore été élaborées et que ces conventions requièrent l'unanimité des Etats membres.

La seconde condition est la représentation des territoires d'outre-mer dans les organismes de la communauté. Il existe divers moyens de représenter les peuples d'outre-mer dans ces organismes. Vous me permettrez une suggestion parmi d'autres, c'est que, dans la représentation de la République française à l'Assemblée commune, cinq sièges sur trente-six soient réservés aux parlementaires d'outre-mer. C'est à peu près leur pourcentage à l'Assemblée nationale.

Nous demandons, enfin, que les projets dont on parle, qui tendent à rattacher au ministère des finances et des affaires économiques les services économiques et financiers de la rue Oudinot, soient abandonnés. Ce n'est pas au moment où l'on parle de décentralisation, avec la loi-cadre, qu'on doit se livrer à une centralisation économique et financière au grand dam des territoires d'outre-mer.

Malgré les réserves et les suggestions que j'ai formulées, monsieur le ministre des affaires étrangères, mes amis et moi nous voterons le projet de loi soumis à nos délibérations. (Rires et interruptions à l'extrême gauche.)

C'est d'abord parce que le Gouvernement de la République a tenu compte des critiques et des suggestions que nous avions adressées au rapport de Bruxelles; c'est aussi parce que nous entendons rester logiques avec nous-mêmes. Depuis dix ans, mon groupe a soutenu sans défaillance la thèse du fédéralisme et de l'interdépendance sur le quadruple plan de l'Afrique noire, de la République, de l'Union française et de l'Europe. Vous savez que la fidélité à notre thèse nous a valu, à propos de la loi-cadre, bien des injures.

Mais nous demandons aux Européens de ne pas être en même temps partisans de l'union de l'Europe et de la balkanisation de l'Afrique. C'est tout ce que je leur demanderais, en passant.

Nos réserves, encore une fois, monsieur le ministre des affaires étrangères, sont que l'Eurafrrique que l'on nous propose ne soit pas une Eurafrika totalitaire à la manière de Hitler, mais qu'elle soit démocratique et fraternelle...

Mme Marie-Claude Vallant-Couturier. A la manière d'Adenauer!

M. Léopold-Sédar Senghor. ...les plus riches aidant les plus pauvres, et qu'elle ne se limite pas aux Six, mais qu'elle soit ouverte, en Europe comme en Afrique, à tous les peuples qui voudront se joindre à nous, à tous les peuples de bonne volonté. (Applaudissements au centre, à gauche et à droite.)

M. le président. La parole est à M. Waldeck Rochet. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

M. Waldeck Rochet. Mesdames, messieurs, les traités de marché commun et d'Euratom revêtent à la fois un aspect politique et économique. Cependant, c'est surtout en fonction du but politique poursuivi qu'ils ont été conçus et mis sur gères, l'a reconnu à la réunion de la commission intéressée, l'a reconnu à la réunion de la commission intéressée, salle Colbert, quand il a déclaré que ces traités sont le résultat d'une volonté politique, de la volonté de rassembler dans une communauté politique les six pays d'Europe occidentale.

Mais puisque le marché commun et Euratom doivent servir avant tout de base économique à une entreprise politique, force nous est de caractériser cette entreprise politique, si nous voulons porter un jugement d'ensemble valable.

Pour nous faire accepter ces graves projets, leurs promoteurs nous disent qu'ils ont un très grand dessein: unir l'Europe.

L'idée est à première vue généreuse, séduisante, mais les projets qui nous sont soumis, loin d'unir l'Europe tendent, au contraire, à la diviser. On propose, en effet, de réaliser une communauté européenne avec l'Allemagne occidentale, la France, l'Italie, la Hollande, la Belgique, le Luxembourg. Il suffit de jeter les yeux sur la carte de l'Europe pour constater que ces pays ne représentent qu'un petit morceau d'Europe.

On nous dit que cette petite Europe peut constituer, néanmoins, une troisième force indépendante, se situant entre les Etats-Unis et l'Union soviétique...

M. Fily-Dabo Sissoko. C'est l'Europe de Charlemagne.

M. Waldeck Rochet. ...et être favorable à un équilibre international et à la paix.

Mais on constate que les six pays de la petite Europe appartiennent tous à l'alliance atlantique, aux côtés et sous la direction des Etats-Unis. Il ne s'agit donc nullement d'une troisième force internationale indépendante, mais au contraire d'une coalition politique et militaire appelée à être dominée par l'Allemagne de l'Ouest et contrôlée par les capitalistes et les militaires américains (Applaudissements à l'extrême gauche.) en vue de la lutte contre l'autre partie de l'Europe, en particulier contre l'Union soviétique et les pays socialistes.

C'est, d'ailleurs, ce que M. Pineau, ministre des affaires étrangères, a reconnu implicitement quand il a déclaré, en substance, au congrès socialiste de Toulouse, qu'un des principaux objectifs des traités de marché commun et d'Euratom était d'enfermer l'Allemagne de l'Ouest dans le bloc atlantique.

A la vérité, sous le prétexte de l'enfermer dans l'alliance atlantique, on permettra tout simplement à l'Allemagne réactionnaire de Bonn de dominer l'Europe occidentale et d'entraîner éventuellement les autres pays, comme la France, dans une politique allemande d'expansion et de reconquête pouvant nous conduire à une nouvelle guerre.

On nous affirme qu'en rapprochant la France de l'Allemagne, la petite Europe des Six peut contribuer à la réconciliation franco-allemande et à la paix.

Cette union, lit-on dans le rapport de M. Alain Savary, « apparaît comme le témoignage et la garantie de la réconciliation franco-allemande dans un équilibre stable établi sur des bases démocratiques. »

Nous ferons observer à M. Savary qu'une telle affirmation pourrait se soutenir s'il s'agissait effectivement, d'abord, d'une entente de paix réalisée entre les peuples français et allemand et élargie à tous les autres peuples d'Europe, ensuite d'une entente comportant des garanties réelles contre la renaissance du militarisme allemand.

Mais les traités que l'on soumet à notre ratification vont exactement à l'encontre des ces objectifs.

En premier lieu, loin de contribuer à la stabilité internationale et à la paix, la petite Europe contient en elle le germe d'un nouveau conflit du seul fait qu'elle maintient la division de l'Allemagne et crée un obstacle presque insurmontable à sa réunification par voie d'accord.

Le maintien de la division de l'Allemagne peut devenir, en effet, la cause d'une nouvelle guerre mondiale parce que les

Document No 4

Date	9 July 1957
Protocol Number	-
File	Ministère des Affaires étrangères, Centre des Archives diplomatiques de La Courneuve, bibliothèque, Journal officiel de la République française, Débats parlementaires, Chambre des députés : compte rendu in-extenso, Paris : Impression du Journal officiel, 9 juillet 1957 – 2ème séance
From	-
To	-
Description	<p>Vote on the bill authorising the President of the Republic to ratify Treaties of Rome ;</p> <p>The Treaty of Rome consists of three texts: the first aims at the establishment of the European Economic Community (EEC), the second concerns the European Atomic Energy Community (Euratom) and the third the establishment of institutions common to the European Communities.</p> <p>Each text has been put to the vote by the National Assembly. Following these three votes, a global vote was held : the result indicates that of the 581 voters, 312 voted for it and 239 voted against. Absolute majority was set at 291.</p>
Language	French
Remarks	http://www.traitederome.fr/fr/histoire-du-traite-de-rome/archives-diplomatiques/reactions-apres-la-signature-des-traites-mars-1957-juillet-1957/vote-du-projet-de-loi-autorisant-la-ratification-des-traites-de-rome-juillet-1957.html

la France abandonner une situation avantageuse dans le domaine nucléaire sans qu'une contrepartie vraiment positive apparaisse.

Ce qui ressort surtout des conséquences du texte, c'est que l'Allemagne pourra disposer un jour d'un armement atomique.

Or, j'estime que tous nos efforts, aujourd'hui, doivent tendre au désarmement atomique et, pour l'instant, à la suppression des expériences thermo-nucléaires.

J'ai également d'autres raisons particulières d'être hostile à ce traité.

Tout dernièrement, les Britanniques ont procédé à trois explosions successives aux îles Christmas et Malden, à moins de 1.500 kilomètres des îles de la Polynésie française.

Les parlementaires de la Nouvelle-Calédonie et de Tahiti, ainsi que les deux groupements politiques les plus importants de ces territoires, avaient publié, le 1^{er} mai, un manifeste demandant au gouvernement britannique de renoncer à ces expériences et au Gouvernement français d'intervenir auprès du pays allié à cet effet. Il n'a été tenu aucun compte de ces protestations; le manifeste a sans doute pris le chemin des corbeilles à papier, parce qu'il était gênant.

Dès la première explosion, un raz-de-marée a atteint les îles Marquises. Les populations françaises ont subi, du fait de ces expériences, des dommages, et sans doute le produit de la pêche se trouve-t-il actuellement contaminé, mettant en danger la santé des populations. Une enquête semble devoir intervenir et des réparations être envisagées.

Or, ces expériences, qui auraient pu être faites ailleurs qu'au voisinage des îles françaises, ont eu pour conséquence de placer les Britanniques dans la catégorie des trois grandes puissances et d'en exclure la France. Ce n'était pas la peine d'être si réservé.

Nos efforts, dans l'intérêt de la France et de ses populations, doivent donc tendre uniquement vers l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. Et, dans cette compétition pacifique, nous devons conserver tous les atouts économiques qui nous sont propres et qui nous viennent des découvertes de nos savants.

Au sujet du marché commun, j'estime que l'infrastructure économique ainsi créée entraîne forcément une modification des structures politiques. Elle conduit tout droit à l'Afrique économique mais aussi politique.

Si une majorité doit se dégager en faveur de cette option, elle en prendra la responsabilité.

Pour ma part, j'estime qu'il était tout d'abord nécessaire d'achever la construction de l'Union française pour la consolider et la couronner par une réforme constitutionnelle devenue indispensable. Ne pas procéder à cette réforme d'abord, c'est mettre la charrue avant les bœufs et compromettre les liens qui unissent la France et les pays d'outre-mer.

Enfin, je ne peux concevoir l'inclusion des territoires du Pacifique dans un tel marché. La Nouvelle-Calédonie est située aux antipodes et se trouve comprise dans des circuits économiques commandés par la nature et la géographie. Le nier en inscrivant dans le traité notre association et notre intégration au marché commun, c'est engager nos territoires océaniques vers un avenir économique inutilement rendu difficile.

Dans ce système, on se souciera, certes, des problèmes africains, car l'Afrique est aux portes de l'Europe et certaines difficultés pourront être réglées. Mais l'Océanie et le Pacifique sont séparés de la métropole par 18.000 kilomètres et rien ne pourra surmonter le handicap constitué par le prix du fret et la non-conservation de certaines productions. Nous serons aussi aux prises avec des difficultés qui nous seront propres. Celles-ci seront considérées comme secondaires car, nous le savons, c'est la loi du nombre qui joue.

Étendre le marché commun aux territoires du Pacifique, c'est lui donner un aspect arbitraire. C'est donner à l'Europe une conception politique tendancieuse.

La conception de l'Europe étendue aux rives du Pacifique entraînera d'autres projets de déclassement des frontières théoriques et nous entendrons repaître de sphère régionale australasienne de coprosperité ou de sécurité qui mettront en cause les liens unissant la Nouvelle-Calédonie à la France.

Or, nous ne voulons, ni en Nouvelle-Calédonie ni à Tahiti, d'autre communauté que celle de l'Union française. Nos libertés sont conditionnées par l'existence et le maintien de la République française.

C'est pourquoi je reste opposé à tout ce qui peut menacer la prospérité et l'avenir économique de la Nouvelle-Calédonie comme à tout ce qui peut mettre en péril l'avenir et la pérennité de l'Union française. (Applaudissements sur certains bancs au centre.)

M. le président. Je rappelle que l'Assemblée a voté deux articles additionnels devenus les articles 2 et 3.

Il ne reste plus, par conséquent, à l'Assemblée qu'à statuer sur l'article 1^{er}. Le vote aura lieu par division.

Je mets aux voix, par scrutin, le début de l'article 1^{er}, paragraphe 1^o inclus, qui est ainsi rédigé :

« Article unique. — Le Président de la République est autorisé à ratifier :

« 1^o Le traité instituant la Communauté économique européenne et ses annexes. »

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(MM. les secrétaires font le dépouillement des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	576
Majorité absolue.....	289
Pour l'adoption.....	341
Contre	235

L'Assemblée nationale a adopté. (Applaudissements à gauche, au centre et sur de nombreux bancs à droite.)

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix, par scrutin, le paragraphe 2^o de l'article 1^{er}, dont je rappelle les termes :

« 2^o Le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique. »

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(MM. les secrétaires font le dépouillement des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	580
Majorité absolue.....	291
Pour l'adoption.....	337
Contre	243

L'Assemblée nationale a adopté. (Applaudissements sur plusieurs bancs au centre et à gauche.)

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le paragraphe 3^o de l'article 1^{er} et la fin de l'article dont je rappelle les termes :

« 3^o La convention relative à certaines institutions communes aux communautés européennes ;

« Signés à Rome le 25 mars 1957 et dont les textes sont annexés à la présente loi. »

(Le paragraphe 3^o et la fin de l'article 1^{er}, mis aux voix, sont adoptés.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix par scrutin l'ensemble de l'article 1^{er}.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(MM. les secrétaires font le dépouillement des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	586
Majorité absolue.....	294
Pour l'adoption.....	346
Contre	240

L'Assemblée nationale a adopté. (Applaudissements sur plusieurs bancs au centre et à droite.)

L'Assemblée insiste-t-elle pour que je mette aux voix l'ensemble du projet de loi par scrutin ?

Nombreuses voix. Oui.

Mme Mathilde Gabriel-Péri. Oui, le scrutin est indispensable.

M. le président. Je mets aux voix, par scrutin, l'ensemble du projet de loi.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(MM. les secrétaires font le dépouillement des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	581
Majorité absolue.....	291
Pour l'adoption.....	342
Contre	239

L'Assemblée nationale a adopté. (Applaudissements au centre, à droite et à gauche.)

Mme Mathilde Gabriel-Péri. Après cette victoire de l'hittérisme...

M. le président. Madame Gabriel-Péri, vous n'avez pas la parole.

Mme Mathilde Gabriel-Péri. Après cette victoire... (Protestations sur de nombreux bancs à gauche, au centre et à droite.)

M. le président. Madame Gabriel-Péri, je vous répète que vous n'avez pas la parole.

Vos propos ne figureront pas au *Journal officiel*.

— 5 —

RENOI POUR AVIS

M. le président. La commission de l'agriculture demande à donner son avis sur la proposition de loi n° 5179 de M. Camille Laurens et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 48-1185 du 22 juillet 1948 accordant des permissions spéciales aux jeunes agriculteurs sous les drapeaux, dont l'examen au fond a été renvoyé à la commission de la défense nationale.

Conformément à l'article 27 du règlement, l'Assemblée voudra sans doute prononcer ce renvoi pour avis. (Assentiment.)

— 6 —

DEPOT DE PROJETS DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le ministre de la France d'outre-mer un projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer, des dispositions de la loi du 23 mai 1943, relative au port et à l'usage des armes pour les agents des douanes.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 5404, distribué et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyé à la commission des territoires d'outre-mer. (Assentiment.)

J'ai reçu de M. le ministre des affaires étrangères un projet de loi tendant à autoriser le transfert à l'Etat japonais de la propriété d'œuvres d'art.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 5405, distribué et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyé à la commission de l'éducation nationale. (Assentiment.)

— 7 —

DEPOT D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. Ramel et plusieurs de ses collègues, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire, dans toute la métropole, l'inscription sur les pièces d'identité, du groupe sanguin et du facteur Rhésus.

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 5409, distribuée et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyée à la commission de la famille, de la population et de la santé publique. (Assentiment.)

— 8 —

DEPOT D'UNE PROPOSITION DE RESOLUTION

M. le président. J'ai reçu de M. Jean Lainé, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à surseoir pendant la période des grands travaux à l'incorporation des jeunes agriculteurs.

La proposition de résolution sera imprimée sous le n° 5403, distribuée et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyée à la commission de l'agriculture. (Assentiment.)

— 9 —

DEPOT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Brocas un rapport, fait au nom de la commission de l'intérieur, sur le projet de loi portant reconduction de la loi n° 56-258 du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre toutes mesures exceptionnelles en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens et de la sauvegarde du territoire (n° 5154).

Le rapport sera imprimé sous le n° 5402 et distribué.

J'ai reçu de M. Brocas un rapport, fait au nom de la commission de l'intérieur sur le projet de loi relatif à l'affectation ou au détachement de certains fonctionnaires de l'Etat hors du territoire européen de la France (rapport adopté à la majorité absolue des membres composant la commission), (n° 4976).

Le rapport sera imprimé sous le n° 5406 et distribué.

J'ai reçu de M. Louis Michaud un rapport, fait au nom de la commission de la marine marchande et des pêches, sur le projet de loi prorogant la loi n° 50-398 du 3 avril 1950 portant organisation provisoire des transports maritimes reconduite par les lois n° 51-473 du 26 avril 1951, n° 52-398 du 11 avril 1952 et n° 53-305 du 10 avril 1953 et par le décret n° 55-692 du 20 mai 1955 pris en application de la loi du 14 août 1954 (n° 4867).

Le rapport sera imprimé sous le n° 5408 et distribué.

— 10 —

DEPOT D'UN AVIS

M. le président. J'ai reçu de M. de Bailliencourt un avis, présenté au nom de la commission de la production industrielle et de l'énergie, sur le projet de loi tendant à autoriser le président de la République à ratifier le traité portant statut de l'agence internationale de l'énergie atomique (n° 4899-5359).

L'avis sera imprimé sous le n° 5407 et distribué.

— 11 —

DEPOT D'UN PROJET DE LOI MODIFIE PAR LE CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

M. le président. J'ai reçu, transmis par M. le président du Conseil de la République, un projet de loi, modifié par le Conseil de la République, relatif aux magistrats, fonctionnaires et auxiliaires de la justice de nationalité française en service en Tunisie et au Maroc.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 5410, distribué et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyé à la commission de la justice et de législation. (Assentiment.)

— 12 —

DEPOT D'UNE PROPOSITION DE LOI ADOPTEE PAR LE CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

M. le président. J'ai reçu, transmise par M. le président du Conseil de la République, une proposition de loi, adoptée par le Conseil de la République, tendant à modifier les articles 492 et 507 du code civil relatifs à l'interdiction.

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 5411, distribuée et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyée à la commission de la justice et de législation. (Assentiment.)

— 13 —

ADOPTION CONFORME PAR LE CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

M. le président. J'ai reçu de M. le président du Conseil de la République une lettre m'informant que le 9 juillet 1957, le Conseil de la République a adopté sans modification la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, dans sa séance du 17 mai 1957, tendant à compléter par un article 29 bis la loi n° 53-681 du 6 août 1953 portant amnistie.

Acte est donné de cette adoption conforme.

Le texte étant devenu définitif sera transmis au Gouvernement aux fins de promulgation.

Document No 5

Date	10 July 1957
Protocol Number	1909/12
File	Ministère des Affaires étrangères, Centre des Archives diplomatiques de La Courneuve, DE-CE, vol. 629, f. 163-v.
From	Maurice Couve de Murville, Ambassador of France to the Federal Republic of Germany
To	French Ministry of Foreign Affairs
Description	Telegram on the reactions of the Deutsch press after the French ratification of the Treaties of Rome. Bonn ; In this telegram dated July 10, 1957, Maurice Couve de Murville, Ambassador of France to the Federal Republic of Germany, reports the comments of the politicians and the press of the Federal Republic of Germany about the French National Assembly vote for the Common Market treaties. The result of this vote exceeds the expectations of the most optimistics and the public opinion welcomes the news that France has faced this important step of European postwar history.
Language	French
Remarks	http://www.traitederome.fr/fr/histoire-du-traite-de-rome/archives-diplomatiques/reactions-apres-la-signature-des-traites-mars-1957-juillet-1957/reactions-de-la-presse-allemande-apres-la-ratification-des-traites-de-rome-juillet-1957.html

AFFAIRES ETRANGERES

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

DÉCHIFFREMENT

TELEGRAMME DIFFUSÉ
10 JUIL 1957
DISTRIBUTION

DUPLICATA

163

2
LE
E
E

CB

BONN, LE 10 JUILLET 1957 - 16h15

RECU, - - - 16h25

N 1909/12

W. Volary ✓

C EST AVEC UNE GRANDE SATISFACTION , NUANCEE DE SOULAGEMENT ,
 QUE LE VOTE DE L ASSEMBLEE NATIONALE EN FAVEUR DES TRAITES DE
 MARCHE COMMUN ET D EURATOM EST ACCUEILLI PAR LES MILIEUX GOUVER
 NEMENTAUX ET PARLEMENTAIRES ~~FRAN~~ ET PAR LA PRESSE DE LA REPUBLIQUE
 FEDERALE . LE DEBAT DE L ASSEMBLEE AVAIT ETE SUIVI AVEC ATTENTION .
 ON CRAIGNAIT TOUJOURS UN COUP DE THEATRE AU DERNIER MOMENT
 ET L ON N OSAIT GENERALEMENT PREVOIR QU UNE FAIBLE MAJORITE .
 AUSSI EST ON IMPRESSIONNE PAR LE FAIT QUE LE NOMBRE DES PARTISANS
~~FRAN~~ DES TRAITES A L ASSEMBLEE A DEPASSE D UNE CENTAINE CELUI
 DE SES ADVERSAIRES .

CETTE SATISFACTION , A PEU PRES GENERALE , EST NATURELLEMENT
 PARTAGEE PAR L OPPOSITION SOCIALISTE , QUI A VOTE POUR LES TRAITES
 STOP DU COTE GOUVERNEMENTAL ET MAJORITAIRE , LE VOTE DES TRAITES
 EST EVIDEMMENT PRESENTE COMME UN SUCCES DE LA POLITIQUE EUROPEENNE
 ET FRANCO ALLEMANDE DU CHANCELIER ADENAUER ET DU PARTI CHRETIEN

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

ATAIRES ÉTRANGÈRES

RÉGISTRATION

183

- 2 -

DEMOCRATE .

ON A ICI LE SENTIMENT QU'UNE ÉTAPE IMPORTANTE DE L'HISTOIRE EUROPEENNE D'APRÈS GUERRE VIENT D'ÊTRE FRANCHIE ET QUE LA FRANCE L'AFFRONTÉ AVEC RÉSOLUTION, CE DONT L'ALLEMAGNE DOIT SE REJOUIR. C'EST CE QUI RESSORT DES TITRES DES JOURNAUX, COMME DE LA PLU PART DES COMMENTAIRES PUBLICS OU PRIVÉS. ON N'IGNORE CEPENDANT PAS LES DIFFICULTÉS DE MISE EN ŒUVRE DES TRAITÉS. ELLES ONT ÉTÉ SOULIGNÉES LORS DU DÉBAT DU 5 JUILLET AU BUNDESTAG, DONT L'ATTENTION A ÉTÉ PARTICULIÈREMENT APPELÉE SUR LA SITUATION PRÉSENTE DE LA FRANCE (MON TÉLÉGRAMME NO 1830/45). AUSSI RESTE-T-ON CONSCIENT DES PROBLÈMES QUI SE POSENT À NOTRE PAYS, MAIS ON ESPÈRE QU'IL POURRA LES RÉGLER DANS UN AVENIR PROCHAIN, DE FAÇON QUE LA VOIE SOIT OUVERTE POUR LA RÉALISATION DES GRANDES TÂCHES PRÉVUES ./.

COUVE DE MURVILLE

Germany

List of documents

Document No 1

Date	24 April 1957
Protocol Number	210-225-40-20/1050/57
File	Political Archive of the Federal Foreign Office, B 20-200, Bd. 105
From	Federal Foreign Office in Bonn
To	Circular Note to the Foreign Missions
Description	This is the Note Verbale that accompanied the text of the Treaties of Rome when it was sent to all diplomatic missions in Bonn. Even non-European states showed a lively interest in it, many of them requesting additional copies.
Language	German

Final concept

AUSWÄRTIGES AMT
210-225-40-20/1050/57

An Minister
1986 abgeben 27.4.57

VERBALNOTE

Das Auswärtige Amt beehrt sich, den hiesigen fremden Missionen je ein Exemplar des Vertrages zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft sowie des Vertrages zur Gründung der Europäischen Atomgemeinschaft zu übersenden. Beide Verträge wurden am 25. März 1957 in Rom unterzeichnet.

Das Auswärtige Amt benutzt diesen Anlass, die hiesigen fremden Missionen erneut seiner ausgezeichneten Hochachtung zu versichern.

Bonn, den 24. April 1957

ZJA

N.M. $\frac{29}{4}$



Document No 2

Date	26 June 1957
Protocol Number	227
File	Political Archive of the Federal Foreign Office, B 20-200, Bd. 17
From	Ambassador Ophüls (Brussels)
To	Report to the Federal Foreign Office
Description	The Ambassador reports on the progress made towards ratification by the Belgian Parliament. As the ratification process differed from member state to member state, but all partners had an interest in swift ratification, their missions abroad kept a close eye on what stage their neighbours had reached.
Language	German

Arbeitsexemplar

Auswärtiges Amt

Eng.: 27. JUNI 1957

Tgb.Nr. *1654*

Anl. Dopp.

Bd

Fernschreiben

(verschlüsselt/MG)

aus Brüssel 26.6.1957 1600 Uhr Ortszeit

an Auswärtig Bonn 26.6.1957 1750 Uhr

fertiggestellt FS-Doppel 1755 Uhr

Abzüge s.o.Uhrzeitstempel

210

227

40

31

Auswärtig Bonn
 Nr.227 vom 26.Juni 1957

Citissime

427/6 204
v.H. 27.6.

Auswärtiges Amt
 114

Betr.: Ratifizierung der europäischen Gemeinschafts-
 verträge im belgischen Parlament

Der Ausschuss des belgischen Abgeordnetenhauses für die Gemeinschaftsverträge hat heute morgen einstimmig seine Zustimmung zu diesen Verträgen erklärt.

Die positive Einstellung zum Gemeinsamen Markt stand schon seit etwa einer Woche fest, doch hat man der eindrucksvollen Publizität halber Wert darauf gelegt, die Zustimmung zu beiden Verträgen in einem einzigen Beschluss zu erklären.

Bestrebungen, die Erledigung der Verträge auch im Plenum zu beschleunigen, gehen weiter. Der Vorsitzende des Ausschusses möchte, dass das Abgeordnetenhaus vor Beginn seiner regelmässigen Sitzungen im November zu einer Sondersitzung im Oktober zusammentritt. Wie weit diese Pläne angesichts des Ferienbedürfnisses des Parlaments Erfolg haben werden, muss abgewartet werden.

Ophüls

- Verteiler:
- 1)
 - 2) Bundesminister
 - 3) Staatssekretär
 - 4) Ges. z.b.V.
 - 5) Chef Protokoll
 - 6) D 1
 - 7) Dg 10
 - 8) Dg 11
 - 9) D 2
 - 10) Dg 2
 - 11) D 3
 - 12) Dg 30
 - 13) Dg 31
 - 14) D 4
 - 15) Dg 40
 - 16) Dg 41
 - 17) D 5
 - 18) Dg 5
 - 19) D 6
 - 20) Dg 6
 - 21) Rechtsberater
 - 22) Pressereferat
 - 23) *309*
 - 24)
 - 25)
 - 26)
 - 27)
 - 28)
 - 29)
 - 30)
 - 31)
 - 32)
 - 33)
 - 34)

Document No 3

Date	16 September 1957
Protocol Number	210-81.01/2263/57
File	Political Archive of the Federal Foreign Office, B 13, Bd. 22
From	Memorandum by von Stempel of the European Political Integration Division for Deputy Director-General for Political Affairs Carstens
To	
Description	After the treaties were signed, the German Government endeavoured to raise public awareness of Europe's new cooperative venture in the outside world. It did so in part by working intensively with the press, as demonstrated by this recording of an interview between an Australian journalist and three high-level diplomats from the Federal Foreign Office.
Language	German

210-81.01/2263/57

Bonn, den 16. September 1957

✓
 z. v. A.
 v. H. 19.9.

A u f z e i c h n u n g

Betr.: Deutschlandreise von Mr. T.S. M o n k s , SYDNEY
 MORNING HERALD

Am 9. September wurde weisungsgemäß ein Gespräch mit dem australischen Journalisten Monks durchgeführt. Vom Auswärtigen Amt nahmen daran teil LR I Dr. Eberl (Referat 411 Sterlinggebiet), LR I Dr. Emmel und der Unterzeichnete. In dem Gespräch wurden auf Bitten von Herrn Monks folgende Punkte erörtert:

1.) Inkrafttreten der römischen Verträge

Ich berichtete kurz über den Stand des Ratifizierungsverfahrens in den sechs Ländern und erklärte, daß die Bundesregierung davon ausginge, daß die Ratifikationsurkunden bis zum 15. November hinterlegt werden, so daß der Vertrag am 1. Januar 1958 in Kraft treten könne.

2.) Einstellung der Bevölkerung der Bundesrepublik zum Gemeinsamen Markt

Ich äußerte, daß wir in den römischen Verträgen einen bedeutsamen Schritt vorwärts zur europäischen politischen Einigung sehen. Der EWG-Vertrag sei ein allseitiger Kompromiß. Die Aufnahme bei der Bevölkerung hinge im wesentlichen von der Entwicklung innerhalb des Gemeinsamen Marktes in den kommenden Jahren ab.

3.) Französische Harmonisierungswünsche

Ich erläuterte, daß im Vertrag keine Verpflichtung zur Einführung der 40-Stundenwoche übernommen sei und die französischen Harmonisierungsforderungen ohne Schwierigkeiten hinsichtlich des gleichen Lohns für Frauen- und Männerarbeit und die Zahl der bezahlten Urlaubstage befriedigt werden konnten.

4.) Assoziierung der überseeischen Gebiete

Wir erklärten Herrn Monks, daß die Assoziierung nach den Grundsätzen der Charta der Vereinten Nationen durchgeführt werde und die Finanzierung von einzelnen Projekten von der Zustimmung der lokalen Bevölkerung abhängig sei. Von der Fortsetzung traditioneller Kolonialmethoden könne daher nicht die Rede sein.

Auf die Frage von Herrn Monks, ob eine Assoziierung von Ghana, Australien oder Neuseeland mit dem Gemeinsamen Markt möglich sei, erklärten wir, daß der Vertrag im Art. 238 ausdrücklich die Assoziierung mit jedem beliebigen dritten Staat unter den dort angeführten Bedingungen vorsehe. Die EWG-Staaten würden es begrüßen, wenn sich eine möglichst große Anzahl von Staaten mit dem Gemeinsamen Markt assoziieren würden.

5.) Die Landwirtschaft im Gemeinsamen Markt

Hier wurde Herr Monks auf den Vertrag verwiesen, den ich ihm in englischer Fassung überreichen konnte.

6.) Freihandelszone

Herr Monks wurde von Herrn LR I Dr. Emmel über den Stand der Verhandlungen im Rahmen der OEEC über die Freihandelszone unterrichtet. LR I Dr. Emmel wies daraufhin, daß nach deutscher Ansicht der Rhythmus im Zoll- und Kontingenteabbau in der FHZ der gleiche sein sollte wie in der EWG.

Es wurde auch kurz das Problem der Einbeziehung der Landwirtschaft in die Freihandelszone gestreift. Dem begreiflichen Wunsch Großbritanniens, die Landwirtschaft nicht in die Freihandelszone einzubeziehen, wurden die gegensätzlichen Forderungen der Agrarexportländer Dänemark usw. gegenübergestellt. Über die vermutliche Dauer der Verhandlungen über die Freihandelszone konnten wir naturgemäß keine präzisen Angaben machen. Wir wiesen aber auf die Fülle der

Probleme und die unknown facts hin, die der Lösung bedürften.

Auch über die voraussichtlichen Auswirkungen des zollfreien Warenverkehrs zwischen Großbritannien und dem Kontinent auf die einzelnen Industriezweige konnten wir nichts Konkretes antworten und wiesen daraufhin, daß man in dieser Hinsicht die Entwicklung abwarten müsse. Sicher sei aber, daß große Wirtschaftsräume zu einer vernünftigen Arbeitsteilung und Erhöhung des Lebensstandards der Bevölkerung beitragen würden.

Hiermit

Herrn Ministerialdirigenten Dr. Carstens

vorgelegt.

r. Haupt

Document No 4

Date	17 December 1957
Protocol Number	210-81.10-1/3089/57
File	Political Archive of the Federal Foreign Office, B 20-200, Bd. 10
From	Circular Instructions from Deputy Director-General for Political Affairs Carstens
To	All diplomatic missions and career consular posts of the Federal Republic of Germany
Description	These are the instructions which informed the German missions abroad that the Treaties of Rome would enter into force on 1 January 1958. They expressly point out that the Treaties also apply to (West) Berlin and shall not affect the rights of the Western Allies. In so doing, the instructions bear witness to Germany's situation under international law in the years after the Second World War.
Language	German

Durchschlag als Konzept

AUSWÄRTIGES AMT

Bonn, den 17. Dezember 1957

210-81.10-1/3089/57

< An alle diplomatischen
und berufskonsularischen Vertretungen >

Betr.: Ratifizierung und Inkrafttreten der Verträge zur Gründung der Europäischen Wirtschafts- und Atomgemeinschaft

Die Ratifikationsurkunden zu den Verträgen über die Europäische Wirtschafts- und Atomgemeinschaft sind von Frankreich und Italien am 25.11.57, von der Bundesrepublik am 9.12. und von Benelux am 13.12. in Rom hinterlegt worden. Namens der Bundesregierung ist bei Hinterlegung erklärt worden, dass die Verträge auch für das Land Berlin gelten und dass diese Erklärung die Rechte und Verantwortlichkeiten Frankreichs, des Vereinigten Königreichs und der Vereinigten Staaten in Bezug auf Berlin unberührt lasse.

Die Verträge treten am 1. Januar 1958 in Kraft.

gez. Carstens



Beglaubigt:

[Signature]

Konsultssekretär

- 193 -	19. DEZ. 1957
Anl.: wie vgl. / keine m. Depesche am: m. nächst Depesche laut anl. Liste	

1) H. VLRI Dr. Franklin ^{20/12}
Z. Klein

2) ZJA ^{20/12}
[Signature]

Document No 5

Date	9 December 1957/3 January 1958
Protocol Number	210-81.13/0/3025/57
File	Political Archive of the Federal Foreign Office, B 20-200, Bd. 17
From	Memo by von Stempel of the European Political Integration Division
To	
Description	On their journey from signature to entry into force, the Treaties of Rome required multiple varied and complex responses. This timeline shows at a glance the various stages in the member states' ratification processes. It was drawn up on 9 December and added to by hand. The moment when Germany's instrument of ratification was deposited at the Quirinal was noted in the second-last line, where it says, "Wir: 9.12. 17 Uhr" – i.e. "Us: 9 December, 5 p.m."
Language	German

Handwritten signature: v. Thun

210-81.13/0/3025/57

Bonn, den 9. Dezember 1957

A k t e n v e r m e r k

Handwritten: ZD 4 3/11

Ratifizierungsdaten der EWG und EAG

- Bundestag: 1. Lesung 9. Mai
2. und 3. Lesung 5. Juli
- Bundesrat: 1. Durchgang 7. Juni
2. Durchgang 19. Juli
- Belgien: Beratung in der Abgeordnetenversammlung: 13., 14. und 19. November
Zustimmung des Senats: 28. November
- Frankreich: Generaldebatte in der Nationalversammlung:
2., 3., 5. und 7. Juli.
Angenommen am 9. Juli.
Rat der Republik: 19. Juli Debatte
Annahme Nacht vom 23./24. Juli.
- Niederlande: Annahme in der 2. Kammer: 4. Oktober 1957
Annahme in der 1. Kammer 4. Dezember
- Italien: Abgeordnetenversammlung 29. Juli
Senat 9. Oktober
- Luxemburg: Abgeordnetenversammlung Debatte 19., 20., und 21.11.1957
Annahme 26.11.57
Senat hat auf Behandlung der Verträge verzichtet.
- Frankreich: Hat die Verträge am 25.11.57 hinterlegt.
- Italien: Hat zum gleichen Zeitpunkt hinterlegt.

*Wir: 9.12. 17 Uhr.
Benelux 13.12.*

*Herrn v. L. R. I. v. Hartlieb am 3.1.
vorgelegt.
v. Thun*

Greece

List of documents

Document No 1

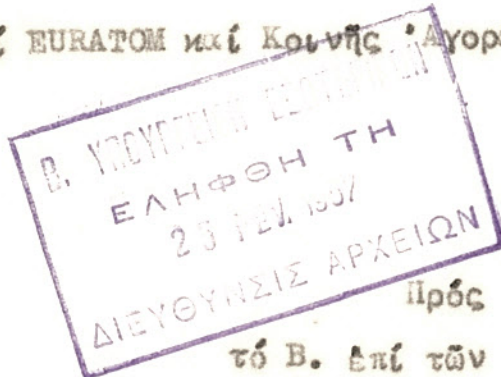
Date	22 February 1957
Protocol Number	253/B/I
File	Hellenic Ministry of Foreign Affairs, Service of Diplomatic and Historical Archives, Central Registry 1957/68.2
From	Ch. Zamarias, Greek Ambassador in Brussels
To	Hellenic Ministry of Foreign Affairs - Second Political Directorate
Description	Report on the completion of the negotiations for the creation of the EEC and EURATOM
Language	Greek
Remarks	Translated full text in English attached to the scanned document.
Reference to the European Integration Sources Database	MFA-GR-IB', Β' ΠΟΛΙΤΙΚΗ, Δ2, Γ/Δ, Σ4, ΕΠ, Ε/15/6.

AMBASSADE ROYALE DE GRÈCE
A BRUXELLES

Εν Βρυξέλλαις, τῆ 22^η Φεβρουαρίου 1957

Αριθ. Πρωτ. 253/B/I

" Περὶ EURATOM καὶ Κοινῆς Ἀγορᾶς "



ΥΠΟΥΡΓΕΙΟΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΜΙΝΙΣΤΡΟΣ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

8529

26-2-57

Ε 4 δ Κοινῆς Ἀγορᾶς

Πρὸς
τὸ Β. ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν Ὑπουργείων

Β' Πολιτικὴν Διεύθυνσιν

Ἡμέτερα 127 ἀπὸ 30ης Ἰανουαρίου καὶ 166 ἀπὸ 5ης
τρέχοντος.

Ἐχω τὴν τιμὴν νὰ ἀνακοινώσω ὑμῖν κατωτέρω τὰς πρῶ-
τας περιελθούσας μοι βελγικὰς πληροφορίας καὶ κρίσεις, ἐπὶ τοῦ
ἐν περιλήφει θέματος :

I. - Ἡ ἀναληφθεῖσα προσπάθεια, κατ' ἀρχὴν, ἐπέτυχεν.
Ἐν μεγάλῳ βῆμα ἐγένετο διὰ τὴν ἑνωσιν τῆς Εὐρώπης. Ἔστιν ἀλη-
θές ὅτι ὁ κ. ΣΠΑΑΚ, ὡς καὶ ὁ ἴδιος ὁμολόγησε καὶ εἰς ἀνακοινώ-
σεις του πρὸς δημοσιογράφους καὶ εἰς ἄλλας συνομιλίαις του,
εἶχεν ἐλπίζει πολὺ περισσότερα. Ἀλλά, ἀναγνωρίζεται ὅτι δέν
ἦτο δυνατόν ἀπὸ τῆς μιᾶς ἡμέρας εἰς τὴν ἄλλην - ὅσον καὶ ἂν αἱ
σημεριναὶ ἀνάγκαι καὶ πραγματικότητες τὸ ἐπιβάλλουν - νὰ εξαφα-
νισθοῦν διαφοραὶ καὶ ἰσοπεδωθοῦν προλήψεις ὁλοκλήρου παρελθόν-
τος. Τὸ ἀντίθετον δέν θὰ ἦτο φυσικόν καὶ ὡς τοιοῦτο ἴσως

ΚΟΙΝΟΠΟΙΗΣΙΣ

Γραφεῖ ν κ. Ὑπουργοῦ
Γραφεῖον κ. Ὑφυπουργοῦ
Γραφεῖον κ. Γεν. Διευθυντοῦ
Β. Πρ. τῶν ἐπιτ. Πραξίων.

ἐν ἀποκ.

έπισφαλές.

Τό πρώτον λοιπόν μεγάλο θετικόν βήμα ἐγένετο. Καί ὡς τοιοῦτο χαρακτηρίζονται ἐνταῦθα αἱ συμφωνίαι τῶν Παρισίων. Βασίμως δ' ἐλπίζεται ὅτι οἱ εὐρωπαϊκοί λαοί συνεχῶς, ἴσως ἀργά ἀλλά σταθερά, θ' ἀνέρχονται τὰς βαθμίδας, τὰς ὀδηγούσας εἰς τήν ἑνωσίν των.

2.- Δοθέντες ὅτι αἱ συμφωνίαι χαρακτηρίζονται ὡς " βήμα " καί ὡς τοιοῦτο χαιρετίζονται, προέχει ἄρα εἰς αὐτάς, τό γε νῦν, ὁ πολιτικός χαρακτήρ, ὃν ὑπεγράμμισα ἤδη ὑμῖν ἐντεῦθε προγενεστέρως, τοῦ οικονομικοῦ τοιοῦτου ἐρχομένου εἰς δευτέραν μοῖραν.

Ἐφ' ὄντι, πολύ μεγαλυτέραν αἰσθησίν ἐνεποίησεν ἐνταῦθα τό γεγονός καθ' ἑαυτό τῆς ἐπιτεύξεως συμφωνίας, ἐνεχούσης ἐν ἑαυτῇ τό σπέρμα τῆς μελλοντικῆς ἐνώσεως τῆς Εὐρώπης, ἢ ἡ προοπτική οικονομικῶν ὀφελημάτων, τὰ ὅποια προβλέπονται διὰ τό Βέλγιον, χώραν κατ' ἐξοχήν ἐξαγωγῶν, ὡς σοβαρά.

3.- Ἀναγνωρίζεται ἐνταῦθα, καί ἀπό αὐτῆν τήν Ἀντιπολίτευσιν, ὁ ἡγετικός ρόλος ὃν διεδραμάτισεν ὁ βέλγος Ὑπουργός τῶν Ἐξωτερικῶν, ρόλος ἀναγνωρισθείς καί παρ' ὅλων τῶν συναδέλφων του καί ἰδιαιτέρως παρὰ τοῦ Καγκελαρίου ADENAUER, κατὰ τε τὰς τελευταίας συνομιλίας τῶν Παρισίων καί τὰς προηγουμένας τοιαύτας, εἰς τρόπον ὥστε δικαίως νά θεωρηθῇ μίαν ἡμέραν ὁ κ. ΣΠΑΑΚ ὁ πρωτοπόρος τῆς ἐνώσεως τῆς Εὐρώπης.

4.- Ὡς πρὸς τὰ οικονομικά καί τεχνικά ζητήματα τὰ ἀφορῶντα τήν συμμετοχὴν τῶν Κτήσεων εἰς τὴν Κοινὴν Ἀγοράν, τὰ καί κυρίως συζητηθέντα κατὰ τὰς περὶ ὃν πρόκειται συναντήσεις

- 3 -

ταῦτα, κατὰ τοὺς ἐνταῦθα κύκλους, δύνανται νὰ συμφισθοῦν ὡς ἑξῆς:

α) Ἐπῆλθε, κατ' ἀρχὴν, συμφωνία διὰ τὴν ἐπένδυσιν εὐρωπαϊκῶν κεφαλαίων εἰς τὰς ὑπαναπτύκτους Κτήσεις κ.λπ.

β) Ἡ Γαλλία, φέρεται ὡς ἡ κλέον ἐπωφελομένη τῶν ἀνωτέρω συμφωνιῶν. Ἐχαρακτηρίσθη αὕτη προσφυῶς ὡς τὸ " ENFANT GATE " τῆς Εὐρώπης, συγχρόνως ὅμως ἐκφράζονται καὶ φόβοι μήπως ἡ εὐνοϊκὴ μεταχείρισις αὐτῆς, ἐκ μέρους τῶν συνεταίρων της, δημιουργήσῃ ἀντίδρασιν παρὰ τε τοῖς Νομοθετικοῖς Σώμασι καὶ τῇ Κοινῇ γνώμῃ τῶν λοιπῶν κρατῶν, μὲ κίνδυνον τὴν τυχόν ἀρνήσιν τῆς ἐπικυρώσεως τῶν συμφωνιῶν, αἵτινες προβλέπεται ὅτι θὰ ὑπογραφοῦν κατὰ τὸ δεῦτερον δεκαπενθήμερον τοῦ Μαρτίου ἐν Ρόμῃ.

Λέγεται σχετικῶς ὅτι ὁ λόγος τῆς τόσον " τρυφερᾶς " μεταχειρίσεως τῆς Γαλλίας ὀφείλεται εἰς τὴν καιρὴν ἀνάμνησιν τῆς C.E.D., τορπιλλισθείσης τὴν τελευταίαν στιγμὴν ὑπὸ τῆς γαλλικῆς Βουλῆς καὶ ὅτι προσφέρεται αὕτη, ἰδιαίτερος εὐνοϊκὴ τούτέστι μεταχείρισις, ἵνα ὑπερνικηθοῦν οἱ φόβοι καὶ οἱ δισταγμοὶ τῶν " ἀντιευρωπαϊκῶν " τῆς γαλλικῆς Ἐθνοσυνελεύσεως.

γ) Ἀντιθέτως, ἡ Γερμανία, μολονότι τὰ αὐτὰ μὲ τὴν Γαλλίαν κεφάλαια καταθέτουσα, δέν πρόκειται νὰ ἀποκομίσῃ ἀμέσως καὶ ἀνάλογα ὀφέλη, τοῦθόπερ τῇ προσεπόρισε τὸν τίτλον τοῦ γενναιοφόρου δωρητοῦ. Ἡ γενναιοδωρία ὅμως αὕτη, διὰ τοὺς ἐνταῦθα ἀμερολήπτους παρατηρητάς, δέν εἶναι τόσον ἀνιδιοτελής, διότι, ἀνδρουμένου τοῦ νέου εὐρωπαϊκοῦ αὐτοῦ συνασπισμοῦ, ἡ Γερμανία θὰ ἀποτελέσῃ τὸν κορμὸν αὐτοῦ.

δ) Παράλληλως πρὸς τὰ ἀνωτέρω, ἐντός δηλαδὴ τῆς διαθέσεως κεφαλαίων, συνεξετήθησαν καὶ ἐλήφθησαν κατ' ἀρχὴν ἀποφάσεις ἐπὶ τεχνικῶν θεμάτων, ἀφορῶντων τὴν προστασίαν τῶν νεαρῶν βιομηχανιῶν τῶν Κτήσεων, αἵτινες, ἂν ἐγκατελείποντο ἄνευ προστα-

- 4 -

σίας, δέν θά ηδύναντο νά συναγωνισθοῦν τάς συντεταγμένας εὐρωπαϊκῆς συναδέλφους των, συνάμα δέ καί θέματα δασμολογικῆς προστασίας τῶν γεωργικῶν προϊόντων καί ἄλλων.

Ἐνταῦθα, δέον νά σημειώσω ὅτι αἱ ἐπιφυλάξεις τῆς Ὁλλανδίας δέν παραγνωρίζονται ὑπό τῶν βέλγων ἐμπειρογνομόνων, ἐλπίζεται ὅμως ὅτι, ἐν τέλει, θά καμφθοῦν αὗται πλήρως, διά τῆς ἐξευρέσεως λύσεων, προιούσης τῆς ἐφαρμογῆς τῶν συμβάσεων.

ε) Ὡς πρός τό Κογκό, δι' ὃ εὐλόγως ἰδιαιτέρως ἐνδιαφέρονται οἱ βέλγοι, τό καθεστῶς του παρέμεινε εἴλον ἦτο καί πρό τῶν συμφωνιῶν, τοῦτέστιν ἐλεύθερον δεσμεύσεων.

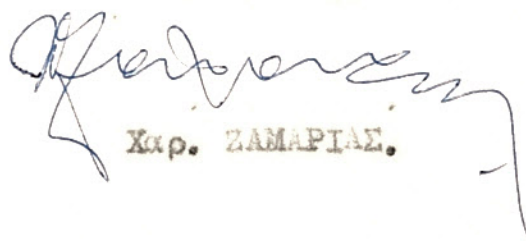
στ) Διά τό σὺρίνιον, ἀπεφασίσθη ὅπως τό μὲν φυσικόν μετάλλευμα ἀποτελῆ ἀντικείμενον ἰδιωτικῆς, ὡς μέχρι τοῦδε, ἰδιοκτησίας, ἐνῶ τό ἐμπλουτισμένον (ENRICHED) μέ τοῦλάχιστον 0,7% ἀποτελῆ ἀντικείμενον τῆς συλλογικῆς τῶν κρατῶν τοιαύτης.

5.- Αὗται εἶναι αἱ γενικαί γραμμαί τῶν συμφωνιῶν τῶν Παρισίων. Ἴσως, ἐπαναλαμβάνω, νά μή ἐμφανίζουσι ἐπιτυχίαν ὀλίγη, λογίζονται ὅμως, ἐνταῦθα, ὡς θαυμάσιος "συμβιβασμός" εἰάν ληφθῆ ὑπ' ὄψει, κυρίως ὅτι εἰς ἐλάχιστον χρόνον καί μέ πολλήν θέλησιν ἔχουν ὑπερνικηθῆ σοβαρά ἐμπόδια, ἀναγνωριζομένης εἰς τόν χειρισμόν τῶν θεμάτων μεγάλης εὐστροφίας διά τόν Καγκελάριον ADENAUER, ἔναντι κείσμενος ἐνίοτε ἐμμονῆς τοῦ γάλλου Πρωθυπουργοῦ κ. GUY MOLLET.

Συνημμένως πέμπω ὑμῖν τό σχετικόν ἀνακοινωθέν, ἐπί τῆ λήξει τῶν ὡς ἄνω συναντήσεων, ἵνα, εὐχαριστούμενοι, λάβητε γνῶσιν.

Ἐὐπειθέστατος

Ὁ Πρεσβευτής



Χαρ. ΖΑΜΑΡΙΑΣ.

" LE SOIR "

du jeudi 21 février 1957

LE COMMUNIQUÉ OFFICIEL

Paris, 20 février (A.F.P.).

Voici le texte intégral du communiqué final publié à l'issue des travaux de la conférence des « Six » :

A l'invitation du président Guy Mollet, les chefs de gouvernement et les ministres des Affaires étrangères des Etats participant à la conférence de Bruxelles pour le Marché commun et l'Euratom se sont réunis, les 19 et 20 février 1957, à Paris.

Ont participé à la réunion : pour l'Allemagne, le chancelier Konrad Adenauer, M. Heinrich von Brentano; pour la Belgique : M. Van Acker et M. Paul-Henri Spaak; pour la France : MM. Guy Mollet, Christian Pineau et Maurice Faure; pour l'Italie : M. Segni, M. Gaetano Martino et M. Badini-Confolonieri; pour le Luxembourg : M. Joseph Bech, et pour les Pays-Bas : M. Drees, M. Luns et M. van der Beugel.

Un accord est intervenu sur les problèmes relatifs à l'association des territoires d'outre-mer au Marché commun.

Il a été convenu que le traité contiendra les principes exprimant la volonté des six Etats d'associer au Marché commun européen les territoires d'outre-mer qui sont liés à eux et de contribuer aux investissements économiques et sociaux que requiert le développement de ces territoires.

Une première convention, conclue pour une durée de cinq ans, et qui sera annexée au traité, précisera les

conditions d'application de ces principes.

Elle fixera la participation des Etats à l'important effort d'investissements qu'ils sont disposés à consentir dans les territoires d'outre-mer.

De plus, la convention établira les modalités selon lesquelles seront progressivement ouverts aux échanges réciproques les marchés des Etats membres et des territoires d'outre-mer.

Avant l'expiration de cette première convention, un nouvel accord sera négocié au sein du Conseil des ministres.

Par ailleurs, il a été entendu que la communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) aura le droit de propriété sur les matières fissiles spéciales.

A l'issue de cette réunion, les ministres ont constaté que leurs travaux, menés sous l'active impulsion de M. Spaak, sont assez avancés pour que leur résultat puisse être soumis prochainement à leurs conseils des ministres respectifs et que la signature des deux traités puisse être espérée à Rome prochainement.

Les six chefs de gouvernement ont réaffirmé à cette occasion la volonté de leurs pays de poursuivre leurs efforts en vue d'une intégration européenne de plus en plus étroite, dont les traités de l'Euratom et du Marché commun constituent une étape décisive.

A.P. 253/B/I

Brussels, 22 February 1957

Ours nos. 127 of 30 January and 168 of 5th inst.

I have the honour to communicate to you the first information and judgements from Belgium to come into my possession relating briefly to the matter [Euratom and Common Market]:

1. The effort undertaken has in principle succeeded. A great step has been taken towards the unification of Europe. It is true that Mr. Spaak had hoped for much more, as he himself admitted to journalists and in conversations with others. But it is recognised that, however much the present needs and reality demand it, it is impossible for differences to be effaced and the prejudices of the entire past to be erased from one day to the next. This would not be natural and might therefore be dangerous.

The first major positive step, then, has been taken. And the Paris agreements are regarded here as such. There are grounds for hoping that the European peoples will continue, perhaps slowly, but steadily, to ascend the stairway leading to their union.

2. Given that the agreements are described as "a step" and are hailed as such, their political character is at present to the fore, as I have already stressed to you earlier, and their economic character occupies second place.

Indeed, a much greater impression has been made here by the very fact of the achievement of an agreement that contains within it the seeds of the future union of Europe, than by the prospect of economic benefits, which are expected to be considerable in the case of Belgium, a predominantly exporting country.

3. There is recognition here, even by the Opposition, of the leading role played in the recent talks in Paris and in earlier talks, by the Belgian Minister of Foreign Affairs, a role also acknowledged by all his colleagues and especially by Chancellor Adenauer; and one day Mr. Spaak will justifiably be regarded as the pioneer of European union.

4. [...]

5. These are the general lines of the Paris agreements. I repeat that they may not give the impression of a weighty success, but they are reckoned here to be an excellent "compromise", especially when account is taken of the fact that serious obstacles have been overcome in a very short space of time, with great good will. The great flexibility of Chancellor Adenauer in his handling of affairs is acknowledged, in contrast with the occasionally stubborn persistence of the French Prime Minister Guy Mollet.

I attach the relevant communiqué issued at the end of the above meetings, for your kind consideration.

Obediently yours
The Ambassador

Document No 2

Date	22 February 1957
Protocol Number	355-A/8
File	Hellenic Ministry of Foreign Affairs, Service of Diplomatic and Historical Archives, Central Registry 1957/68.2
From	S. Kapetanides, Greek Ambassador in Bonn
To	Hellenic Ministry of Foreign Affairs - Second Political Directorate
Description	Report on the completion of the negotiations for the creation of the EEC and EURATOM and the reaction of the German government and Press. The Ambassador stresses at the end that many people in the Federal Republic of Germany believe that the "...efforts for the unification of Europe perhaps constitute the only way that it has been left with in order to avoid decay".
Language	Greek
Reference to the European Integration Sources Database	MFA-GR-IB', Β' ΠΟΛΙΤΙΚΗ, Δ2, Γ/Δ, Σ4, ΕΠ, Ε/15/6.

Kgl. Griechische Botschaft
BONN

Επ. Κοιν. Αγοράς

22 Φεβρουαρίου 1957

874
27/2/57
Επ. Κοιν. Αγοράς

Αρ. Πρωτ. 355 - Α/8

ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ
ΥΠΟΥΡΓΕΙΟΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
20 ΦΕΒ. 1957

Περί Κοινής Ευρωπαϊκής 'Αγοράς'

Πρός

τῷ Β. Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν

Β' Πολιτικῆν Διεύθυνσιν

Τμήμα Δυτικῆς καὶ Κεντρικῆς Εὐρώπης

5617 Βυρῶν Β' Πλ.?

Ἡμέτερον 176 ἀπὸ 30.1.1957

Ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω Ὑμῖν ὅτι ὁ Ὑπουργὸς τῶν Ἐξωτερικῶν τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας κ. VON BRENTANO εἰς χθεσινὰς δηλώσεις του πρὸς τοὺς ἀντιπροσώπους τοῦ Τύπου ἐξέθεσε τὰ ἀποτελέσματα τῆς Συνδιασκέψεως τῶν Παρισίων ἐπὶ τῆς Κοινῆς Ἀγορᾶς καὶ τοῦ EURATOM.

Ὁ Γερμανὸς Ὑπουργὸς τῶν Ἐξωτερικῶν ἐχαρακτήρισε τὰς συνομιλίας τῶν Παρισίων ὡς "πλήρη ἐπιτυχίαν" καὶ ἀπολύτως ἱκανοποιητικὰς διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Δημοκρατίαν, δηλώσας ὅτι ἡ ἐπελθοῦσα Συμφωνία πλὴν τῆς οἰκονομικῆς καὶ τεχνικῆς ἐνέχει καὶ σημαντικὴν πολιτικὴν σπουδαιότητα καθὼς παρέχει τὴν δυνατότητα συσφίξεως τῶν σχέσεων μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων Χωρῶν ἐξικνουμένης μέχρι τοῦ σημείου συμβουλευτικῆς ἀνταλλαγῆς γνώμων ἐπὶ διεθνῶν προβλημάτων.

Ὁ κ. VON BRENTANO ἐτόνισεν ὅτι τὰ συμβαλλόμενα μέρη συνεφώνησαν ὅπως εἰς περίπτωσιν Ἐνοποιήσεως τῆς Γερμανίας, ἀφεθῆ αὕτη ἐλευθέρᾳ νὰ ἀποφασίσῃ περὶ τῆς συνεχίσεως ἢ μὴ τῆς παραμονῆς της ἐν τῇ Κοινῇ Ἀγορᾷ.

Κοινοποιήσις

- Δ/σιν Εὐρωπαϊκῆς Συνεργασίας
- Δ/σιν Οἰκονομικῶν Ὑποθέσεων - τμήμα Ι
- Γραφεῖον κ. Μονίμου Ὑφυπουργοῦ
- Γραφεῖον κ. Γενικοῦ Διευθυντοῦ

•/•

Πρός τόν σκοπόν ὅπως ἀποφευχθῆ ἡ δια τῆς Κοινῆς Ἀγορᾶς μετατροπή τῆς μεταξύ Δυτικῆς καί Ἀνατολικῆς Γερμανίας γραμμῆ διαχωρισμοῦ τῶν Ζωνῶν εἰς τελωνειακὴν τοιαύτην καί τῆς ἐκ τοῦτου εὐρύνσεως τοῦ ἤδη ὑφισταμένου χάσματος, ἀπεφασίσθη, εἶπεν ὁ Γερμανός Ὑπουργός, ὅπως τὰ ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν διαζωνικῶν ἀνταλλαγῶν εἰς τὴν Δυτικὴν Γερμανίαν εἰσαγόμενα προϊόντα θεωροῦνται ὡς εἰσαγόμενα εἰς τὴν Κοινὴν Ἀγοράν. Ὅσον ἀφορᾷ τὰ ἐκ τῆς Ἀνατολικῆς Ζώνης εἰς τὰς Χώρας τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ἐνώσεως ἐξαγόμενα προϊόντα, δύναται ἐπ' αὐτῶν νὰ ἐπιβληθῶσι δασμοὶ ὑπὸ τῆς εἰσαγωγῆς Χώρας.

Ὡς πρὸς τὸ τόσας ἀντιρρήσεις συναντήσαν ἐκ μέρους τῆς Ἀντιπολιτεύσεως θέμα τῆς ἐπενδύσεως κεφαλαίων εἰς ὑπερπόντια ἔδαφη, ὁ κ. VON BRENTANO ἐδήλωσεν ὅτι ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Δημοκρατία δέν διατρέχει ἐκ τοῦ λόγου τούτου τὸν κίνδυνον νὰ παρασυρθῆ εἰς ἀποικιακὴν πολιτικὴν, καθόσον κατὰ τὴν ἐπέκτασιν ἐπὶ τῶν ὑπερποντίων ἐδαφῶν τῶν περὶ εὐρωπαϊκῆς ὀργανώσεως σχεδίων θέλουσιν ἰσχύσει τὰ περὶ τῶν ἀνθρωπίνων δικαιωμάτων τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν ὡς καί αἱ γενικαὶ ἀρχαὶ τοῦ διεθνοῦς τούτου Ὁργανισμοῦ δέν πρόκειται δέ νὰ ληφθῶσι μέτρα ἀντιτιθέμενα πρὸς τὰ συμφέροντα ἀνεξαρτησίας τῶν λαῶν τούτων.

Τὴν σημαντικὴν γερμανικὴν συμμετοχὴν εἰς τὰς τοιαύτας ἐπενδύσεις ἐξήγησεν ὁ κ. VON BRENTANO ὡς ἐξαρτωμένην ἐκ τοῦ γεγονότος τῆς οἰκονομικῆς δυναμικότητος τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας δυναμένης νὰ βαστάσῃ τὰ ἐκ τούτων προκύπτοντα βάρη, τοσοῦτ' ἢ μᾶλλον καθόσον ἐνῶ πρόκειται νὰ καρπωθῆ οἰκονομικὰ ὠφέλη ἐκ τῆς τοιαύτης ρυθμίσεως τοῦ ζητήματος τῶν ὑπερποντίων ἐδαφῶν δέν συμμετέχει αὕτη εἰς τὰς δαπάνας διοικήσεως τούτων.

Αἱ ἀνωτέρω δηλώσεις τοῦ Γερμανοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Ἐξωτερικῶν ἔρχονται ὡς ἀπάντησις εἰς τὰς ἐκδηλωθείσας ἐκ μέρους τῆς Ἀντιπολιτεύσεως ἐπιφυλάξεις ἐπὶ τῶν ἐν Παρισίοις συμφωνηθέντων, αἵτινες κυρίως συνοφίζονται εἰς τὸ ὅτι διὰ τῆς συμμετοχῆς τῆς Ὁ-

μοσπονδιακῆς Δημοκρατίας εἰς ἐπενδύσεις εἰς τὰ ὑπερπόντια ἔδαφη ὑφίστατο κίνδυνος νά συμμερισθῆ αὕτη εὐθύνας ἀποικιακῆς πολιτικῆς, ὅτι ὑφίστατο κίνδυνος ἢ μεταξύ τῶν δύο Ζωνῶν γραμμῆ διαχωρισμοῦ νά μετατραπῆ εἰς τελωνειακὴν τοιαύτην καὶ τέλος ὅτι ἡ εὐθυγράμμισις τῶν δασμολογίων, συνεπαγομένη διὰ τὴν Γερμανίαν ὑψωσιν τοῦ εἰσαγωγικοῦ αὐτῆς δασμολογίου, θά εἶχε δυσμενῆ ἀντίκτυπον ἐπὶ τῆς ἀνταγωνιστικῆς ἰκανότητος ταύτης.

Ὁ ἐκ τῶν ἐν Παρισίοις συμφωνηθέντων ἀντίκτυπος ὑπῆρξεν, ἐν γενικαῖς γραμμαῖς οὐχὶ δυσμενῆς ἐνταῦθα. Ἐν τοῖς σχολίοις τοῦ τύπου τονίζεται γενικῶς ὅτι μόνον ἢ τόσον σημαντικὴ καὶ ἐν πολλοῖς ἀνέλπιστος ἐντός τῶν τελευταίων ἐτῶν ἐξέλιξις πρὸς τὴν κατεύθυνσιν τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ἐνότητος εἶνε ἰκανὴ νά παρέχῃ τὸ μέτρον τῶν καταβληθειῶν προσπαθειῶν πρὸς ὑπερπήδησιν σημαντικῶν ἐμποδίων.

Ἀναγνωρίζεται ὅτι ἡ Κοινὴ Ἀγορά, τῆς ὁποίας ἐξαίρεται ἡ σημασία, συνεπάγεται καὶ θυσίας καὶ κινδύνους τινάς, οὐχ ἥττον ὅμως φαίνεται κερδίζουσα ἔδαφος ἢ ἀποφίς ὅτι αἱ καταβαλλόμεναι προσπάθειαι πρὸς Ἐνοποίησιν τῆς Εὐρώπης ἀποτελοῦν ἴσως τὴν μοναδικὴν ὁδὸν ἣτις ἀπέμεινεν εἰς αὐτὴν ἵνα ἀποφύγῃ τὴν παρακμὴν.

Εὐπειθέστατος

Ὁ Πρεσβευτῆς


Σ. Καπετανίδης

Πληρεξούσιος Ὑπουργὸς Β' Τάξεως

Document No 3

Date	23 February 1957
Protocol Number	182/E
File	Hellenic Ministry of Foreign Affairs, Service of Diplomatic and Historical Archives, Central Registry 1957/68.2
From	R. Raphael, Greek Ambassador in Paris
To	Hellenic Ministry of Foreign Affairs - Second Political Directorate
Description	Report on the completion of the negotiations for the creation of the EEC and EURATOM and the reaction of the French politicians and Press. Although most comments in France are "enthusiastic" as far as the creation of the Common Market is concerned, there are also doubts expressed concerning the motives for the foundation of the EEC. They stress for example the fact that the European Powers were perhaps obliged to create a free trade area within Europe after the loss of their colonies in Africa and thus they searched for new markets.
Language	Greek
Reference to the European Integration Sources Database	MFA-GR-IB', Β' ΠΟΛΙΤΙΚΗ, Δ2, Γ/Δ, Σ4, ΕΠ, Ε/15/6.

AMBASSADE ROYALE DE GRÈCE
EN FRANCE

Αρχείου
JK

L4 d
Υπ. Κοιν. Αγοράς

Αριθ. Πρωτ. 182/Ε
Κοινή Αγορά και Έρατόρ.

Έν Παρισίοις, τῆς 23ῆς Φεβρουαρίου 1957

9807
6-3-57
Υπ. Κοιν. Αγοράς

τό επί τῶν Ἐξωτερικῶν Β. Ὑπουργείου
Β' Πολιτικὴν Διεύθυνσιν

ΑΘΗΝΑΣ

Ἐχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω ὑμῖν ὅτι οἱ συνελθόντες ἐνταῦθα Πρωθυπουργοὶ καὶ Ὑπουργοὶ τῶν Ἐξωτερικῶν τῶν εὐρωπαϊκῶν χωρῶν τῶν μετεχουσῶν τῆς Διασκέψεως τῶν Βρυξελλῶν ἐπὶ τῆς Κοινῆς Ἀγορᾶς καὶ τοῦ Ἐρατόρ, ἐξέδωκαν τὴν 20ὴν τρέχοντος ἀνακοινωθέν ἐπὶ τῶν συζητηθέντων ὑπ' αὐτῶν θεμάτων καὶ τῶν ληφθεισῶν ἀποφάσεων. Τό βραχὺ τοῦτο κείμενον διαλαμβάνει :

1) Συνεφωνήθη ὅπως τὰ ὑπερκόντια ἐδάφη, τὰ ἐξαρτώμενα ἐκ τῶν συμβαλλομένων χωρῶν, συνδεθοῦν μετὰ τῆς κοινῆς εὐρωπαϊκῆς ἀγορᾶς. Διὰ συμφωνίας πενταετοῦς διάρκειας προσαρτωμένης εἰς τὴν ὑπογραφησομένην προσεχῶς συνθήκην θέλουσιν καθορισθῆ τὰ ποσοστὰ συμμετοχῆς τῶν 6 χωρῶν εἰς τὰς ἐπενδύσεις εἰς ὑπερκόντια ἐδάφη ὡς καὶ ἡ διαδικασία προοδευτικοῦ ἀνοίγματος τῶν ἀγορῶν τῶν ἐδαφῶν τούτων εἰς τὰς ἀγορὰς τῶν συμβαλλομένων 6 χωρῶν. Προβλέπεται ἡ σύναψις νέας συμφωνίας πρὸ τῆς λήξεως τῆς ἰσχύος τῆς πρώτης ταύτης συμφωνίας.

2) Ἀπεφασίσθη ὅτι ἡ Εὐρωπαϊκὴ Κοινοπραξία Ἀτομικῆς Ἐνεργείας (Ἐρατόρ) θὰ ἔχη δικαίωμα ἰδιοκτησίας ἐπὶ τῶν εἰδικῶν διασπασμῶν.

Ἰννοποιήσεις

- 1) Γραφεῖον Ὑπουργοῦ
- 2) Γραφεῖον Ὑφυπουργοῦ
- 3) Γραφεῖον Γενικοῦ Διευθυντοῦ
- 4) Δ/σιν Οἰκονομικῶν Ὑποθέσεων

JK *Υπ. Κοιν. Αγοράς*

νων ὑλῶν (*matières fissiles spéciales*).

Οἱ ἔξ Πρωθυπουργοί, διακηρύττοντες ἅμας ἔτι τὴν θέλησιν τῶν χωρῶν των ὅπως ἐπιδιωχθῆ ἔτι στενωτέρα εὐρωπαϊκὴ συνεργασία, διαπιστώνουν ὅτι αἱ ἐργασίαι ἐπὶ τῆς Κοινῆς Ἀγορᾶς καὶ τοῦ Εὐραὸρ ἔχουν προχωρήσει εἰς σηρεῖον ἐπιτρέπον ὅπως τὰ κορίσματα ὑποβληθούν προσεχῶς εἰς τὰς οἰκείας Κυβερνήσεις των καὶ τὴν ἐλπίδα ὅτι θά ὑπογραφοῦν συντόμως ἐν Ρώμῃ αἱ δύο σχετικαὶ συνθήκαι.

Ὁ γαλλικὸς τύπος ἐν τῇ συνόλῳ του, πλὴν τοῦ κομμουνιστικοῦ σχολιάζει γενικῶς εὐμενῶς τὴν ἐπελθοῦσαν συμφωνίαν, ἣν ὁ Πρωθυπουργὸς κ. Μολλέ περιέγραψε χαρακτηριστικῶς ὡς "ἓνα μόνον σταθμὸν, ἀλλ' ἐκανοποιητικόν". Κατὰ συμπληρωματικὰς πληροφορίας, ἡ κατανερηθησομένη ἐπὶ 5 ἔτη συνολικὴ ἐκ 580 ἑκατομμυρίων δολλαρίων συνεισφορά τῶν 6 χωρῶν εἰς ὑπερποντίους ἐπενδύσεις θέλει ὀρισθῆ ὡς ἑξῆς, εἰς ἑκατομμύρια δολλαρίων: Γαλλία 200, Δυτ. Γερμανία 200, Κάτω Χῶραι 70, Βέλγιον 70, Ἰταλία 40 καὶ Λουξεμβούργον 1, 25. Τὰ 580 ἑκατ. δολλαρίων τοῦ κοινού τούτου ταρεῖου θέλουν ἐπενδυθῆ ἐντὸς πενταετίας ὡς ἑκολούθως μεταξὺ τῶν ὑπερποντίων ἐδαφῶν (εἰς ἑκατομμύρια δολλαρίων): εἰς γαλλικά ἐδάφη 512, ἀλλανδικὰ ἐδάφη 35, βελγικά ἐδάφη 30 καὶ ἰταλικά ἐδάφη 5.

Ἐκ τῶν ὑπαρχουσῶν πληροφοριῶν ἐξάγεται ἡ ἐντύπωση ὅτι, δεδομένης τῆς ἐμφάσεως ἣτις ἐδόθη εἰς τό θέμα τῶν ὑπερποντίων ἐπενδύσεων, κατεβλήθη, παρὰ τὰς ἀρχικῶς διαγραφείσας ἐν Γερμανίᾳ, Ἰταλίᾳ καὶ Ὀλλανδίᾳ ἀντιρρήσεις, πᾶσα προσπάθεια παροχῆς εἰς τὴν Γαλλίαν παντοίφῳn ὠφελημάτων, ἐν πολλοῖς σχεδὸν ἀνελπίζτων. Πιθανῶς τούτο νά ὀφείλεται εἰς τὰς ἀναρνήσεις τῶν περιπετειῶν τῆς ἀτυχησάσης Εὐρωπαϊκῆς Κοινότητος Ἀρύνης. Ἦδη, αἱ συγκατανεύσασαι εἰς οὐσιωδεστάτας παραχωρήσεις πρὸς τὴν Γαλλίαν 5 λοιπαὶ χῶραι φροντίζουν διὰ του τρόπου

.....

- 5 -

τούτου νά υποκλεισθῆ ἀπὸ τοῦδε τυχόν ἔρρησις τῶν "ἑντιευρωπαϊκῶν" τοῦ Γαλλικοῦ Κοινοβουλίου ὅπως ἐπικυρώσουν τὴν συνθήκην. Δεῖγμα τῶν διαθέσεων αὐτῶν ἐξευρενιστοῦ τῶν Γάλλων ἔδωκεν ὁ κ. Σιάκ ὅστις, σχολιάζων τὴν θέσιν τῆς Ἀλγερίας ἐντὸς τῆς κοινῆς Ἀγορᾶς, ἐδήλωσεν ὅτι "ἕνα τεσσάρων ἢ Ἀλγερία ὑποτελεῖ μέρος τῆς Γαλλίας".

Ἐάν τὸ μέγιστον μέρος τοῦ τύπου ὑπογράφει ἐνθουσιῶδῶς τὴν ἐννοιωμένην προοπτικὴν παραγωγῆς ὑπερικῆς ἐνεργείας ἐν Ἑλλάδι καὶ δηριουργίας ἐνιαίας μεγάλης ἁγορᾶς 180 ἑκατομμυρίων ἑυρωπαϊκῶν εἰς ἣν προστίθεται τὸ ἥμισυ τῆς Ἀφρικῆς, ὁρισμένα σχόλια ἐντικατεκτρῶν τὴν ἐφεκτικότητα μεθ' ἧς πολιτικοὶ τινες κύκλοι ὑποδέχονται τὴν ἐκελευσάν συμφωνίαν. Οὕτω τονίζεται ὅτι δὲν ὑκῆρξεν εὐχερῆς νά καρποθῆ ἡ ἐντικαθεσία ἢ ἑυρωπαϊκαὶ ἀνδρείαι ὑπολέσασαι ἤδη τὰς ὑποκείμετων δεκνύουσαν πρὸς τὴν ἰδίαν ἐκτενέσασαι κεφαλαίων ἐν Ἀφρικῇ καὶ ὅτι τὸ ὑποφασιστικὸν στοιχεῖον ὅπερ τὰς ἀθήσεν εἰς τὴν ἐναθεώρησιν τῶν ἄρχικῶν ὑπόψεων τῶν ἐνδέχεται νά ὑκῆρξεν ἢ προοπτικὴ διανοίξασαι εἰς αὐτὰς κεδίου ἐνταγμενοῦ τῆς Γαλλίας ἐντὸς τῶν κῶλων τῆς κοινῆς Ἀγορᾶς. Ὑπογράφεται ἐξ ἄλλου ὑφ' ὁρισμένων σχολιαστῶν - ἴσως ὄχθρασίρας - ὅτι αἱ ἐντιρεταπιζόμεναι διαδοχικαὶ προθέσεις εἰς τὴν κατὰ στάδια ἐφαρμογὴν τῆς κοινῆς Ἀγορᾶς καὶ καντοῖαι ἐξαιρέσεις εἰς τοὺς τεθεμένους βασικοὺς κανόνας εἶναι μὲν ἐναγκαῖαι εἰς τὴν ἐκόντησιν κείρας εἰς τοιαύτης ὁλικῆς ἐγχείρημα, ἀλλ' ὑποκρίκτουσαν εἰσέτι ἰσχυρῶς τάσας περιφρουρήσασαι ἰδιοτελῶν ἐθνικῶν συμφερόντων.

Ἐκτελεσθετατος

Ὁ Πρόεδρος



P. ΡΑΦΑΝΑ

Document No 4

Date	9 May 1957
Protocol Number	595/B/1
File	Hellenic Ministry of Foreign Affairs, Service of Diplomatic and Historical Archives, Embassy in Brussels 1956-1957, B/1, Marché Commun - Euratom
From	Ch. Zamarias, Greek Ambassador in Brussels
To	E. Averoff, Greek Minister of Foreign Affairs
Description	The Greek Ambassador in Brussels met with the Belgian Minister of Foreign Affairs H.P. Spaak and discussed the developments in relations between Europe and NATO and Greece's position, as well as the developments in Europe after the signing of the Treaty of Rome.
Language	Greek
Remarks	Translated full text in English attached to the scanned document.

Αριθ. Πρωτ. 595/B/I

COPIE

Κύριε Υπουργέ,

Έχω τήν τιμήν νά γνωρίσω ὑμῖν ὅτι, χθές, ἐπε-
σκέφθην τόν βέλγον Ὑπουργόν τῶν Ἐξωτερικῶν κ. ΣΠΑΑΚ, πρὸς
ἀποχαλρετισμόν, ἐπὶ τῇ ἐντεῦθεν ἀναχωρήσει του, πρὸς ἀκάληφιν
τῶν νέων του καθηκόντων ὡς Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ ΝΑΤΟ.

Μετά τοῦ βέλγου Ὑπουργοῦ ἔσχον σύντομον ἀλλ'
ἐνδιαφέρουσαν συνομιλίαν, ἥτις, μοιραίως, περιεστράφη καί
περὶ τό Κυπριακόν. Ὁ κ. ΣΠΑΑΚ μοί εἶπεν ὅτι, κατὰ τήν τελευ-
ταίαν μετά τῆς Ὑμετέρας Ἐξοχότητος συνάντησίν του, ἔσχε τήν
εὐκαιρίαν νά ἐκθέσῃ τὰς ἀπόψεις του. Μοί ἐπανέλαβεν ὅτι ἡ
ἐξεύρεσις λύσεως εἶναι δυνατή ἀλλ' ὅτι ἐκεῖνο τό ὁποῖον τόν
ἀνησυχεῖ εἶναι ἡ πείσμων στάσις τῶν (τούρκων). Μοί προσέθηκε δέ
ὅτι, βάσει τοῦ δεδομένου τούτου, δεόν νά " προχωρήσωμεν μετά
συνέσεως " - (AVEC PRUDENCE).

Εἰς τόν βέλγον Ὑπουργόν δέν παρέλιπον νά ἐπα-
ναλάβω τά, βάσει τῶν παλαιότερων ὑμῶν οδηγιῶν, ἡμέτερα ἐπιχει-
ρήματα, προσθέσας ὅτι ὁ ἑλληνικός παράγων, ἀποδεδειγμένος

Α.Ε. Κύριον Ε. Α Β Ε Ρ Ω Φ

Ὑπουργόν τῶν Ἐξωτερικῶν

κλπ. κλπ. κλπ.

Α Θ Η Ν Α Σ .

προσηλωμένος εις τὰς ἀρχὰς τοῦ Δυτικοῦ κόσμου, εἶναι, ἐπὶ πλεόν, πολῦτιμος διὰ τὴν Δύσιν εις τὴν Ἑγγύς καὶ τὴν Μέσην Ἀνατολήν καὶ ὅτι θὰ πρέπη νὰ τύχη ἰδιαιτέρας προσοχῆς.

Ἐπὶ τῇ εὐκαιρίᾳ, ἐπιτραπήτω μοι νὰ ἐκθέσω ἡμῖν κατωτέρω ὀρισμένας παρατηρήσεις, ἐκφραζούσας τὰς ἀντιλήψεις τῶν ἐνταῦθα βέλγων καὶ ξένων ἀρμοδίων, σχέσιν ἐχούσας μὲ τὸν κ. ΣΠΑΑΚ, τὸν ΝΑΤΟ καὶ τὴν Κοινὴν Εὐρωπαϊκὴν Ἀγοράν:

I.- Ὁ κ. ΣΠΑΑΚ, οὗτινος πλειστάκις ἐξῆρον τὴν Φυσιολογίαν, ἰδίᾳ δέ ἐν τῇ ὑπ'ἀριθ. 2077 ἀπὸ 17.12.56 πρὸς ἡμᾶς ἐκθέσει μου, δέν εἶναι συνήθης πολιτικός. Εἶναι δραματιστής, προικισμένος συγχρόνως καὶ μὲ σπανίαν ρεαλιστικὴν δύναμιν.

Ὁ διακεκριμένος οὗτος Εὐρωπαῖος εἶναι ἀπὸ ἐτῶν ὁ ἡγέτης τῆς κινήσεως διὰ τὴν Εὐρωπαϊκὴν Ἔνωσιν, οὐδέποτε δέ ἐπαλινώθησεν οὐδέ κατὰ μίαν σπιθαμὴν ὑπεχώρησε ποτέ ἀπὸ τὴν γραμμὴν, ἣν ἀπ'ἀρχῆς ἔχει χαράξει ἐπὶ τοῦ θέματος τούλάχιστον τῆς Εὐρώπης.

2.- Ὁ σκληρὸς καὶ ἀποφασιστικὸς ἀγὼν τοῦ κ. ΣΠΑΑΚ, ὅστις θεωρεῖται ἐνταῦθα ὡς ὁ ἄνθρωπος τῶν ἀμερικανῶν καὶ τοῦ Καγκελαρίου ADENAUER, ἤρχισεν ἤδη ν'ἀποδίδῃ τοὺς καρπούς του. Ἡ οἰκονομικὴ καὶ τελωνειακὴ ἔνωσις τῆς Εὐρώπης εἶναι ἤδη γεγονός τετελεσμένον. Ἀλλ'οὔτε ἡ Κοινὴ Εὐρωπαϊκὴ Ἀγορά οὔτε ἡ ὑπὸ μελέτην, ἐπινεύσει κυρίως τῆς Μεγάλης Βρετανίας, Ἐλευθέρα Τελωνειακὴ Ζώνη ἀποτελοῦν τὸν σκοπὸν καὶ τὸ τέλος. Δέν εἶναι αὐταὶ ἢ μὴ μόνον ὁ πρῶτος σταθμὸς διὰ τὴν μελλοντικὴν ἔνωσιν τῆς Εὐρώπης.

Ἐριδες καὶ ἐχθρότητες αἰώνων δέν εἶναι δυνατόν

Νά σβύσουν, ως διά μαγείας, από τῆς μιᾶς στιγμῆς εἰς τὴν ἄλλην. Καί τό ὅτι, ἐντός ὀλίγων μόνον ἐτῶν ἀπό τῆς ἐνάρξεως τῆς σταυροφορίας διὰ τὴν εὐρωπαϊκὴν ἔνωσιν, ἔφθασαν τὰ πράγματα ἐκεῖ ὅπου ἤδη εὐρίσκονται, ἀναγνωρίζεται ἐνταῦθα ὅτι εἶναι τοῦτο γεγονός σημαντικόν καί ἰδιαιτέρας πολιτικῆς σημασίας. Ἀναφέρω σχετικῶς χαρακτηρισμόν ξένου συναδέλφου μου, ὅστις παρωμοίασε τὴν σημερινὴν Κοινὴν Εὐρωπαϊκὴν Ἀγοράν καί τὴν Ἐλευθέραν Τελωνειακὴν Ζώνην μέ τό ZOLLVEREIN τοῦ παρελθόντος αἰῶνος. Ὅπως ἐκεῖνο, μοί εἶπεν, ἀπετέλεσε τὴν ἀπαρχὴν τῆς μετὰ τινα ἔτη συντελεσθείσης γερμανικῆς πολιτικῆς ἐνότητος, οὕτω καί νῦν ἐλπίζεται ὅτι οἱ ὡς ἄνω νέοι εὐρωπαϊκοὶ θεσμοὶ θά παρασκευάσουν τό ἔδαφος διὰ τὴν, κατὰ τό προσεχές μέλλον, πολιτικὴν ἔνωσιν τῆς Εὐρώπης.

Βεβαίως, δέν φθάνω μέχρι τοῦ σημείου νά εἶπω ὅτι πάντα τὰ μέχρι τοῦδε ἐπιτευχθέντα ὀφείλονται εἰς τόν κ. ΣΠΑΑΚ. Ἡ ἔνωσις τῆς Εὐρώπης ἀπετέλεσεν ἀναμφισβήτητον πραγματικὴν ἀνάγκην. Τό γεγονός ὅμως ὅτι ὁ βέλγος πολιτικός ἐκ τῶν πρώτων διέγνωσε τὴν ἀλήθειαν ταύτην καί ἀφωσιώθη εἰς τὴν ἐξυπερέτησίντης ἀποδεικνύει τὴν ἀξίαν τοῦ ἀνδρός.

3.- θεωρεῖται ἐνταῦθα ὑπό τῶν ἀρμοδίων παρατηρητῶν ὅτι στενῶς συνδέονται ἐν τῇ ἀντιλήψει τοῦ κ. ΣΠΑΑΚ ὁ ΝΑΤΟ μέ τοὺς νεοϊδρυθέντας εὐρωπαϊκοὺς θεσμούς.

Ἀμφότεροι (ὁ ΝΑΤΟ καί ἡ Κοινὴ Εὐρωπαϊκὴ Ἀγορά) προστατεύουν τὴν Εὐρώπην ἀπό τόν κομμουνιστικόν κίνδυνον. Ὁ ρόλος ὅμως τοῦ ΝΑΤΟ σταματᾷ ἐκεῖ, ἐνῶ ὁ ρόλος τῶν νεοϊδρυθέντων θεσμῶν δυνατὸν νά χωρήσῃ ἔτι περαιτέρω, διὰ τῆς δημιουργίας τῶν

προϋποθέσεων οικονομικής επιβίωσης της Ευρώπης και της προετοιμασίας της ένωσης της.

Προβλέπεται, ὅθεν, ἔνταῦθα ὅτι ὁ κ. ΣΠΑΑΚ, ἅμα τῇ ὑπ' αὐτοῦ ἀνάληφει τῆς διευθύνσεως τοῦ ΝΑΤΟ, θά ρίψη ὅλον του τό βάρος διὰ τήν ἐπιτυχίαν τοῦ μεγάλου σιοποῦ. Ἄλλοις λόγοις, θά θέσῃ τόν ΝΑΤΟ - τῇ ἐπινεύσει καί τῶν ἀμερικανῶν - εἰς τήν ὑπηρεσίαν τῆς Κοινῆς Εὐρωπαϊκῆς Ἀγορᾶς, ἥτις, μέ τήν σειράν της, ἐπικουρουμένη καί ἀπό τήν μελλογέννητον, διὰ τῆς εἰσόδου τῆς Ἀγγλίας, Ἐλευθέραν Τελωνειακὴν Ζώνην - ἴσως βραδέως ἀλλ' ἀσφαλῶς - παρασκευάζει τό ἔδαφος διὰ τήν ἔνωσιν τῆς Εὐρώπης.

Οὕτως ἐξηγεῖται καί ἡ ἰδιαιτέρα προτίμησις τοῦ κ. ΣΠΑΑΚ διὰ τόν ΝΑΤΟ καί ἡ προσπάθειά του ὅπως ἐνισχύσῃ τόν ὀργανισμόν τοῦτον ἔναντι τοῦ ΟΗΕ, ὃν, σύν τοῖς ἄλλοις, θεωρεῖ ἐν φθορᾷ, τό γε νῦν, καί ἐν ἀδυναμίᾳ διὰ τήν ἐπίλυσιν τῶν ζωτικῶν εὐρωπαϊκῶν προβλημάτων.

4.- Κατόπιν τῶν ἀνωτέρω καί ἐξ ὧν ὑπέπεσαν εἰς τήν ἀντίληψίν μου ἔνταῦθα, ἐπιτραπήτω μοι νά ὑπογραμμίσω τήν ἀνάγκην ὅπως, καί ἀπό ἐλληνικῆς πλευρᾶς, δοθῇ ἡ δέουσα προσοχή εἰς τήν Κοινὴν Εὐρωπαϊκὴν Ἀγοράν. Προῶ, ὅτι δέν δυναμέθα ν' ἀγνοήσωμεν ἓν τετελεσμένον ἤδη γεγονός.

Ἐξαίρεται ἔνταῦθα ὅτι ἡ ἐποχὴ τῆς πολιτικῆς τῆς ἐθνικῆς ἀνταρκειᾶς παρῆλθε καί ἡ Εὐρώπη εἰσέρχεται εἰς τό στάδιον τῆς Εὐρωπαϊκῆς τοιαύτης.

Οἱ ἀρμόδιοι τεχνικοὶ παρατηρηταὶ ὑπογραμμίζουν ὅτι αἱ ὑποανάπτυκτι εὐρωπαϊκαὶ χῶραι, ὡς λ.χ. καί ἡ Ἑλλάς, παραμένουσαι ἔξω τῆς κινήσεως ταύτης, ἵνα προστατεύ-

σουν τήν βιομηχανίαν των, κινδυνεύουν νά ἴδουν τās εξαγωγάς των γεωργικῶν προϊόντων καί ἄλλων κατερχομένας εἰς τό ἐλάχιστον. Ἐξαθλιωμένης δέ τῆς ἀγροτικῆς των τάξεως καί ἐκηδευιζομένης τῆς ἀγοραστικῆς αὐτῆς δυνάμεως, μοιραίως θά ἐτακολουθήσῃ καί ἡ κατάρρευσις τῆς βιομηχανίας των μέ ὅλην τήν παρομαρτοῦσαν οἰκονομικήν καί κοινωνικήν μείωσιν.

Ἄν ὅμως, ἀντιθέτως, αἱ Χῶραι αὗται εἰσέλθουν εἰς τήν Κοινήν Εὐρωπαϊκὴν Ἀγοράν, ἀναγνωρίζεται ὅτι ἡ ἀγροτικὴ των τάξις δύναται νά εὐημερήσῃ λυομένου συγχρόνως, ἐν τινι μέτρῳ, καί τοῦ προβλήματος τῆς ἀνεργίας (διὰ τῆς ἐλευθέρως κυκλοφορίας ἐργατῶν εἰς τās χώρας τῆς Κοινῆς Ἀγορᾶς). Βεβαίως, πρόστίθεται ὅτι αἱ μὴ βιώσιμοι μικροβιομηχανίαί θά καταρρεύσονται. Ἀντιθέτως ὅμως, θά ἐνισχυθοῦν καί θά δημιουργηθοῦν ἄλλαι, καί δὴ διὰ ξένων ἐπενδύσεων, αἱ ὁποῖαι, ὡς ἐκ τῶν ὑφισταμένων ἐν ἐκάστῃ ὑποαναπτύκτῳ χώρῳ αἰδιαιτέρων συνθηκῶν, ὄχι μόνον θά ἐπιβιώσουν ἀλλά καί θά εὐδοκιμήσουν ἐπ' ὠφελείᾳ τοῦ κοινωνικοῦ συνόλου.

Χαρακτηριστικῶς μοί ἔλεγε πρό ἡμερῶν βέλγος εἰδημόνων, ἀπαντῶν εἰς σχετικὰς παρατηρήσεις καί ἐνδοιασμούς μου, ὅτι ἡ εὐρωπαϊκὴ οἰκονομία, κατὰ τόν νόμον - θά ἔλεγέ τις - τῶν συγκοινωνούντων ἀγγείων, ἀφοῦ διέλεθῃ ἀπό ὄρισμένα μεταβατικά στάδια, τέλος, μετὰ τινα ἔτη, θά ἰσορροπήσῃ καί ἡ Ἑλλάς, μετέχουσα τῆς Κοινῆς Εὐρωπαϊκῆς Ἀγορᾶς, δέν θά ζημιωθῇ, ἀλλά, τοῦναντίον, ἰσορροποῦσα, σὺν τῷ χρόνῳ, τήν βιομηχανικήν τῆς παραγωγὴν μέ τήν προηγουμένην εὐρωπαϊκὴν τοιαύτην, θά εὐημερήσῃ.

- 6 -

Τά ἀνωτέρω ἐθεώρησα καθήκον μου νά ἀναφέρω, διότι καί πιερόχολα σχόλια η̄μούσθησαν καί δυσπιστίαι διευτυπώθησαν κατά τῶν νέων, εὐρωπαϊκῶν ὀργανισμῶν ἐκ μέρους ξένων ἐπισήμων κύκλων, ὡς λ.χ. τῶν Ὀλλανδῶν. Παρά ταῦτα ὅμως, παρά δηλαδή τὰ διατυπωθέντα παραπονά των, οὐδέ πρὸς στιγμήν οἱ Ὀλλανδοί ἐσιέ-φθησαν νά παραμείνουν ἔξω τῆς νέας ταύτης εὐρωπαϊκῆς κινήσεως. Τούταντίον, μετέσχον ἐν τῇ ἐλπίδι, ὡς μοί ἔλεγε ξένος συνάδελφος, ὅτι μίαν ἡμέραν θά ἀντλήσουν ἀπό τήν Κοινὴν Ἀγοράν περισσότερα ὄφελῃ ἀπό ἐκεῖνα τὰ ὁποῖα τήν στιγμήν ταύτην νομίζουν ὅτι θά ἀπολέσουν.

Δέξασθε, Κύριε Ὑπουργέ, τήν διαβεβαίωσιν τῆς πρὸς Ὑμᾶς ἐξιαρέτου ὑπολήψεώς, μεθ' ἧς διατελώ.

Ἐμπειθέστατος

Ὁ Πρεσβευτής

Χαρ. ΖΑΜΑΡΙΑΣ.

A.P. 595/B/I

Brussels, 9 May 1957

Dear Mr. Minister,

I have the honour to inform you that yesterday I visited the Belgian Minister of Foreign Affairs, Mr. Spaak, to bid him farewell on his departure from Brussels to assume his new duties as Secretary General of NATO.

I had a brief, but very interesting discussion with the Belgian Minister which, inevitably, also revolved around the Cyprus question. Mr. Spaak told me that during his last meeting with Your Excellency he had the opportunity to expound his views. He repeated to me that a solution can be found, but that what causes him concern is the stubborn stance of the Turks. He added that, on the basis of this, it is necessary to proceed with prudence (*avec prudence*).

I did not fail to repeat to the Belgian Minister our arguments, based on your earlier guidelines, adding that Greece, a proven devotee of the principles of the Western world is, moreover, of value to the West in the Near and Middle East, and that it should receive special attention.

May I take this opportunity of setting out for You certain observations that express the views of Belgian and foreign officials here with regard to Mr. Spaak, NATO and the Common European Market.

1. Mr. Spaak, whose personality I have frequently extolled, especially in my report no. 2.077 of 17.12.56, is no ordinary politician. He is a visionary who is at the same time endowed with a rare sense of realism.

This distinguished European has for years been the leader of the movement for European union and has never recanted or retreated by so much as an inch from the line he laid down in the beginning, at least on the question of Europe.

2. The hard, decisive struggle by Mr. Spaak, who is regarded here as the Americans' and Chancellor Adenauer's man, has already begun to bear fruit. The economic and customs union of Europe is already a *fait accompli*. But neither the Common European Market nor the Free Customs Association at present under study with the consent, mainly, of Great Britain, constitute the objective or the end. They are merely the first stop on the way to the future union of Europe.

Centuries-old conflicts and hostility cannot be eradicated as if by magic from one moment to the next. The fact that, only a few years after the start of the crusade for European union, matters have reached their present point, is recognised here as being highly important and above all as having special political significance. I cite the characterisation made by one of my foreign colleagues, who has compared the present Common European Market and the Free Customs Association with the Zollverein of last century. Just as that union, he said, signalled the start of German political union, which was achieved a few years later, so now it is hoped that the new European institutions mentioned above will prepare the ground for the political union of Europe in the near future.

Of course, I would not go so far as to say that everything that has been achieved so far is due to Mr. Spaak. The unification of Europe was undoubtedly a genuine need. It is the fact that the Belgian politician was

amongst the first to diagnose this truth and has devoted himself to its service that is a mark of the worth of the man.

3. Official observers here consider that, in Mr. Spaak's perception, NATO is closely linked with the newly founded European institutions.

Both organisations (NATO and the Common European Market) protect Europe from the communist threat. The role of NATO stops at this point, however, while that of the newly founded institutions may go beyond it to the creation of the circumstances necessary for the economic survival of Europe and the preparation for its union.

Accordingly it is envisaged here that when Mr. Spaak assumes his post as head of NATO, he will throw all his weight behind the achievement of this aim. In other words, he will place NATO – with the consent of the Americans – at the service of the Common European Market. This, in turn, aided by the creation in the future – perhaps slow, but sure – of the Free Customs Association through the accession of Great Britain, will prepare the ground for the unification of Europe.

This accounts for Mr. Spaak's special preference for NATO and his efforts to strengthen this organisation vis à vis UNO, which, amongst other things, he considers to be in decline at the present time and incapable of solving the vital problems of Europe.

4. After the above, and from what has come to my notice here, may I be allowed to stress the need on the Greek side to give due attention to the Common European Market. I feel that we cannot ignore what is already a fait accompli.

It is stressed here that the era of national political autonomy is past and that Europe is entering the stage of European political autonomy.

The official technical observers emphasise that the underdeveloped European countries, like Greece, which remain outside this movement in order to protect their industries, run the risk of seeing their exports of agricultural and other products being reduced to a minimum. And if their agricultural class is reduced to poverty and its purchasing power to nil, the collapse of their industries will inevitably follow, with the attendant economic and social decline.

If, however, the contrary happens, and these countries join the Common European Market, it is recognised that their agricultural class will prosper and the problem of unemployment will at the same time be solved to some extent (through the free movement of labour in Common Market countries). It is added, of course, that non-viable small industries will collapse. On the other hand, others will be strengthened and created through foreign investment and, depending on the particular circumstances in each underdeveloped country, these industries will not only survive but will prosper, to the benefit of society as a whole.

Characteristically, a Belgian expert was saying to me a few days ago in response to my comments and qualms on this matter that, in accordance with the rule of communicating vessels, so to speak, the European economy would pass through a number of transitional stages and would finally stabilise after a few years; and that Greece, as a member of the Common European Market, would not be damaged but, on the contrary, would balance its industrial output with that of Europe and would prosper.

I considered it my duty to report the above, since acrimonious comments have also been made and misgivings have been expressed about the new European organisations by foreign official circles, such as those of The Netherlands. Despite this, however – that is, despite the complaints they have registered – the Dutch have not considered, even for a moment, remaining outside the new European movement. On the contrary, they have participated out of a hope, as one of my foreign colleagues said to me, that one day they will derive benefits from the Common Market greater than what they imagine at this moment they will lose.

Please receive my assurance, Mr. Minister, of my great esteem for Yourself.

I remain,

Obediently yours
The Ambassador

Document No 5

Date	14 February 1958
Protocol Number	Act 248
File	Hellenic Ministry of Foreign Affairs, Service of Diplomatic and Historical Archives, Central Registry 1958/11.5
From	Greek Council of Ministers
To	-
Description	A Decision of the Greek Council of Ministers according to which the Greek Permanent Representative to the OEEC was also appointed Representative to the EEC and the ECSC. With this decision Greece became the first non-EEC European country to appoint a Representative to the Community, just 1.5 month after the entry into force of the Treaty of Rome. The USA was the first country in the world to appoint a Representative.
Language	Greek
Reference to the European Integration Sources Database	MFA-GR-Σ4Γ, Σ20, Σ4Ε, Σ3Α, Σ2Α, Σ6Γ, Σ4Ε, Σ4ΣΤ, Σ4Δ, Δ/2, ΑΒΓΕΝΙΚΑ, Ζ1, Σ4Γ, Σ4, Β/9, Δ/975, Σ4ΣΤ/Β2, Σ3Α, ΕΒ.

ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

ΠΡΑΞΙΣ 248

Ἐν Ἀθήναις τῆ 14 Φεβρουαρίου 1958

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Λαβόν ὑπ' ὄφιν τὴν ἀνάγκην ἐπιτεύξεως ἐνιαίου χειρισμοῦ οἰκονομικῶν θεμάτων εἰς Εὐρωπαϊκοὺς Διεθνεῖς Ὄργανισμούς, εἰσηγήσει τοῦ κ. Ὑπουργοῦ Συντονισμοῦ,

Α Π Ο Φ Α Σ Ι Ζ Ε Ι

Ἀναθέτει εἰς τὴν Μόνιμον παρά τῷ ΟΕΟΣ Ἀντιπροσωπείαν τὴν παρακολουθήσιν ἀπάντων τῶν οἰκονομικῆς φύσεως θεμάτων τῶν συζητούμενων εἰς τὸν Ὄργανισμόν τοῦ Βορειοατλαντικοῦ Συμφώνου (NATO) ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τῆς παρά τῷ NATO Μονίμου Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας. Ἐπὶ ἐξασφάλισιν τῆς συνεργασίας ταύτης ἢ παρά τῷ NATO Ἀντιπροσωπείᾳ θὰ θέτη εἰς τὴν διάθεσιν τῆς πρώτης ἅπαντα τὰ σχετικὰ πρὸς τὰ οἰκονομικά ζητήματα στοιχεῖα, παρέχουσα, ἐφ' ὅσον παρίσταται ἀνάγκη συνδρομῆν καὶ διὰ τοῦ προσωπικοῦ αὐτῆς, ἀμφότεραι δέ αἱ Ἀντιπροσωπεῖται θὰ κατατοπίζωνται ἀμοιβαίως ἐφ' ὅλων τῶν οἰκονομικῆς φύσεως θεμάτων τῶν χειριζομένων ὑπὸ τοῦ NATO.

Ἀναθέτει εἰς τὴν αὐτὴν παρά τῷ ΟΕΟΣ Ἑλληνικὴν Ἀντιπροσωπείαν τὴν παρακολουθήσιν τῶν ἐργασιῶν τῶν παρά τῇ Οἰκονομικῇ Ἐπιτροπῇ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Εὐρώπην καὶ παρά τῷ Συμβουλίῳ τῆς Εὐρώπης Ἐπιτροπῶν τῶν χειριζομένων θέματα οἰκονομικῆς ἢ τεχνικῆς φύσεως σχετιζόμενα μετὰ τὸ ἔργον τῆς ὡς ἄνω παρά τῷ ΟΕΟΣ Ἀντιπροσωπείας, ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τῶν ἀντιστοίχων εἰς τοὺς ὀργανισμούς τούτους Μονίμων Ἀντιπροσωπειῶν τῆς Ἑλλάδος. Αἱ τελευταῖαι αὗται Ἀντιπροσωπεῖται θὰ θέτουν εἰς τὴν διάθεσιν τῆς Μονίμου παρά τῷ ΟΕΟΣ Ἀντιπροσωπείας τὰ ἀναγκαῖα στοιχεῖα διὰ τὸν καλύτερον ὑπ' αὐτῆς χειρισμὸν τῶν σχετικῶν θεμάτων, ἀλληλοκατατοπιζόμεναι μετ' αὐτῆς ἐφ' ὅλων τῶν ἐργασιῶν, τῶν ὁποίων ἀναλαμβάνει αὕτη τὴν παρακολουθήσιν. Ἡ παρά τῇ Οἰκονομικῇ Ἐπιτροπῇ διὰ τὴν Εὐρώπην Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία θὰ κατατοπίζῃ τὴν παρά τῷ ΟΕΟΣ τοιαύτην ἐφ' ὅλων τῶν θεμάτων τοῦ ΓΚΑΤΤ.

Ἀναθέτει εἰς τὴν αὐτὴν παρά τῷ ΟΕΟΣ Ἑλληνικὴν Ἀντιπροσωπείαν τὴν ἐκπροσώπησιν τῆς Ἑλλάδος εἰς τοὺς Ὄργανισμούς τῆς Εὐρωπαϊκῆς Οἰκονομικῆς Κοινότητος (Κοινῆς Ἀγορᾶς) καὶ τῆς Εὐρωπαϊκῆς Κοινότητος Γαλιάνθρακος καὶ Χάλυβος.

Ἡ παροῦσα κοινοποιήθητω εἰς τὰ ἀρμόδια Ὑπουργεῖα καὶ τὰς οἰκείας Μονίμους Ἀντιπροσωπείας.

Ἐκδόσαν πρὸς τοῦτο τὴν ὑπ' ἀριθ. 248 παροῦσαν πρᾶξιν του.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΕΚΡΙΒΕΣ ΑΝΤΙΓΡΑΦΟΝ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Ἀθήναι τῆ 18.2.1958

Luxembourg

List of documents

Document No 1

Date	25 July 1957
Protocol Number	ANLux, AE-9331, Lettre 2580 We/Bo au Périodique "Pourquoi Pas?", Victor Bodson, Ministre des Transports du Grand-Duché de Luxembourg, 25.07.1957
File	ANLux, AE-9331
From	Luxembourg, Ministre des Transports du Grand-Duché de Luxembourg
To	Monsieur le Directeur du Périodique "Pourquoi Pas?"
Description	Letter of the Minister of Transport of the Grand-Duchy of Luxembourg, Victor Bodson, to the Director of the Newspaper "Pourquoi Pas?" in reaction to an article which implied that the means of transport existing in Luxembourg would not be developed enough to accommodate European institutions.
Language	French
Reference to the European Integration Sources Database	National Archives of Luxembourg

25 juillet 1957

2582
We/BoMonsieur le Directeur
du Périodique "Pourquoi Pas?"
47, Rue du Houblon
B r u x e l l e s

Monsieur le Directeur,

Dans le numéro du 28 juin 1957 de votre périodique, vous avez publié à la page 12, colonne 1 et 2, un article intitulé "La capitale du marché commun", qui contient en ce qui concerne le Luxembourg des appréciations inexactes que je ne puis laisser passer sous silence.

L'auteur de l'article écrit textuellement ce qui suit:

" Quant au Luxembourg il n'offre pas de facilité de transport et son aérodrome, par exemple, serait notoirement trop petit". Il reproche donc au Luxembourg une prétendue absence de communications avec les pays voisins et plus spécialement l'insuffisance des installations de l'aéroport de Luxembourg.

En ce qui concerne le premier grief, je vous prie de bien vouloir vous rapporter aux tableaux ci-dessous qui démontrent son inanité :

A. RAIL

<u>Trajet</u>	<u>Liaisons journalières</u>	<u>Temps de parcours</u>
Luxembourg-Paris	. . . 7	4.55 - 6.39h
Paris-Luxembourg	. . . 6	4.50 - 6.39h
Luxembourg-Bruxelles	10	2.29 - 3.18h

- 2 -

Bruxelles-Luxembourg	9	2.35 - 3.24h
Luxembourg-Strasbourg	7	2.11 - 3.28h
Strasbourg-Luxembourg	6	2.11 - 3.39h
Luxembourg-Rome	5	21.21 - 23.58h
Rome-Luxembourg	5	19.44 - 23.42h
Luxembourg-La Haye	8	4.28 - 7.52h
La Haye-Luxembourg	8	4.38 - 8.02h
Luxembourg-Bonn 5	3.50 - 4.58h
Bonn-Luxembourg 5	3.27 - 5.05h
Luxembourg-Francfort 5	4.08 - 6.39h
Francfort-Luxembourg 5	4.02 - 6.04h

B. AVION

<u>Trajet</u>	<u>Liaisons hebdomadaires</u>	<u>Temps de vol</u>
Luxembourg-Bruxelles	4	0.55h
Luxembourg-Stuttgart	4	1.20h
Luxembourg-Amsterdam	3	1.15h
Luxembourg-Nice	3	2.35h
Luxembourg-Madrid	3	6.10h
Luxembourg-Rome	3	4.20h
Luxembourg-New York	1	19.30h
Luxembourg-Londres	9	2.10h
Luxembourg-Paris via Bruxelles	5	3.50h
Luxembourg-Londres Via Bruxelles	5	2.50h
Luxembourg-Londres via Amsterdam	3	4.50h

Ces communications seront encore améliorées l'année prochaine. Je n'ai pas besoin non plus d'attirer votre attention sur nos excellentes communications routières avec les pays voisins.

En ce qui concerne l'aéroport de Luxembourg, je me permets de vous signaler que celui-ci dispose d'une piste principale de 2830m

- 3 -

et d'une piste secondaire de 1650 m. Bruxelles-Melsbroek de son côté a actuellement 2 pistes d'une longueur de 2450 resp. 2025 m.

Je fais étudier actuellement le prolongement de notre piste principale à 4000 m, alors qu'à Melsbroek on envisage la construction d'une piste de 3500 m. Dans un proche avenir, des travaux pour l'aménagement d'une grande aérogare moderne seront également entrepris à Luxembourg.

Vous conviendrez certainement avec moi pour dire que l'aéroport de Luxembourg en comparaison avec celui de Bruxelles-Melsbroek n'est pas "notoirement trop petit".

Je suis certain que vous ne refuserez pas ma demande de publier cette lettre dans le prochain numéro de votre excellent périodique, que je lis toujours avec un réel plaisir.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma haute considération.

Victor BODSON

Ministre des Transports
du Grand-Duché de Luxembourg.

Document No 2

Date	08 September 1957
Protocol Number	ANLux, AE-9331, Déclaration de M. Joseph BECH, Président du Conseil et Ministre des Affaires Etrangères de Luxembourg en date du 8 septembre 1957, Joseph Bech, Ministre des Affaires étrangères du Grand-Duché de Luxembourg, 08.09.1957
File	ANLux, AE-9331
From	Luxembourg, Ministry for Foreign Affairs
To	
Description	Declaration to the press by M. Joseph Bech, Minister of Foreign Affairs of Luxembourg on the topic of the seats of the European Institutions.
Language	French
Reference to the European Integration Sources Database	National Archives of Luxembourg

Annexe 1Déclaration de M. Joseph BECH, Président du Conseil
et Ministre des Affaires Etrangères de Luxembourg,
en date du 8 septembre 1957.

Au cours d'un déjeuner offert en l'honneur de la presse belgo-luxembourgeoise, M. Joseph BECH, faisant allusion au problème du siège des institutions européennes, a notamment déclaré:

"Désigné en 1952 pour abriter les premiers travaux et les premières réunions de la nouvelle Communauté européenne, la ville de Luxembourg est devenue par la force des choses, imprévue d'ailleurs en 1952, un siège de fait que les décisions futures des six gouvernements ne pourront que transformer en un siège définitif. Les dispositions que le Gouvernement luxembourgeois et la ville de Luxembourg ont dû prendre pour installer les services de la Communauté à Luxembourg, leur ont posé des problèmes difficiles auxquels nous sommes pourtant parvenus à apporter des solutions satisfaisantes, tandis que des investissements immobiliers considérables ont complètement transformé certains quartiers de la ville en les élargissant au delà de tout besoin purement local.

"Les services de la C.E.C.A. ont ainsi trouvé à Luxembourg, dans une atmosphère favorable à leur travail, une installation qui répond à toutes les exigences.

"Vous comprenez donc que devant ces discussions qu'a suscitées le problème des sièges d'autres communautés européennes, j'ai déclaré, il y a quelques semaines à notre Cahmbre des Députés, que le Gouvernement luxembourgeois ne pourrait donner son accord, indispensable selon les termes du Traité, à un transfert de la Communauté du Charbon et de l'Acier dans une autre ville de la Communauté...

"Le Gouvernement luxembourgeois n'a posé aucune candidature nouvelle et si en ce moment nous faisons certaines études d'urbanisation, c'est surtout pour préparer un meilleur aménagement des institutions qui ont déjà leur siège à Luxembourg et pour répondre, le cas échéant, à toute demande que les autres Gouvernements pourraient être amenés à nous faire d'un commun accord dans l'intérêt commun de l'Europe que nous sommes en train de construire."

Document No 3

Date	December 1957
Protocol Number	ANLux, AE-9332, Note « Unité ou pluralité des sièges », Lambert Schaus, Ministre des Affaires étrangères Grand-Duché de Luxembourg, 12.1957
File	ANLux, AE-9332
From	Luxembourg, Ministry for Foreign Affairs
To	
Description	Internal note of the Ministry for Foreign Affairs of Luxembourg on the choice of locations (seats) for the European institutions.
Language	French
Reference to the European Integration Sources Database	National Archives of Luxembourg

ans, fin 2001, 1957
(R. Schaus)

Unité ou pluralité de sièges

A. Remarques préliminaires.

Sur le plan pratique, la question de principe ne saurait guère être dissociée de celle du choix de la ville où il y aurait le siège unique.

Cependant, les considérations exposées ci-après valent sur le plan général et s'inspirent uniquement de l'intérêt supérieur de l'Europe.

B. Argument juridique: l'unité de siège n'est pas prévue par les Traités.

Cet argument est invoqué sur le seul plan juridique.

Chaque Traité prévoit la fixation du siège de la Communauté qui en fait l'objet (C E C A: art. 77; Marché Commun:art. 216; Euratom:art. 189).

Les Traités ne prévoient donc pas une unité de siège des trois ou même des deux Communautés. Juridiquement, aucun Gouvernement ne peut donc être obligé de se prononcer sur la question de l'unité de siège.

C. L'unité de siège n'est pas nécessaire:

- 1) Il ne s'agit pas de choisir une capitale politique de l'Europe, mais de choisir les sièges d'institutions spécialisées, dont d'ailleurs la nature juridique est différente (pouvoir supranational de la Haute Autorité).
- 2) En présence des moyens modernes de transport et de télécommunications, les problèmes de la rationalisation administrative ne sauraient guère présenter de difficultés sérieuses, dans le cas d'une localisation régionale raisonnable.

D. L'unité de siège n'est pas opportune en ce moment:

- a) Les Communautés actuelles ne sont constituées que par six Etats européens qui désirent que d'autres se joignent à eux ou

.../.

établissent avec eux une coopération étroite. Dans ces conditions, serait-il opportun de fixer dès maintenant une capitale unique de l'Europe?

b). Dans le stade actuel de l'évolution de l'esprit européen, il est certainement préférable de ne pas centraliser toutes les institutions en un même lieu. Une certaine répartition géographique des institutions favorisera le rayonnement de l'action européenne.

Les Parlementaires européens l'ont bien compris, qui, tout en prônant le principe de l'unité de siège, tiennent leurs sessions alternativement dans les différentes capitales.

c.) Il ne convient pas de centraliser toutes les institutions en un seul lieu et de créer ainsi un "réservat" européen, mais bien au contraire d'intégrer les fonctionnaires internationaux dans les communautés nationales.

d). Une centralisation trop poussée entraînerait nécessairement la formation d'une bureaucratie internationale qui aurait de plus en plus tendance à se soustraire au contrôle gouvernemental et parlementaire.

e.) Le risque de voir les institutions subir, consciemment ou non, l'influence de l'Etat du siège, est considérablement amoindri en cas de multiplicité de sièges.

E. L'unité de siège est actuellement difficilement réalisable:

Il y a deux situations de fait qui existent depuis un certain nombre d'années:

Strasbourg a toutes les Assemblées européennes; Luxembourg a la C E C A.

En cas de siège unique, il faudrait donc enlever d'une de ces villes des institutions qui s'y sont enracinées.

Si l'on enlevait à Strasbourg l'assemblée parlementaire des Six Etats, on séparerait cette assemblée de celle du Conseil de l'Europe, ce qui serait certainement un geste hautement inopportun sur le plan ^{de la} politique européenne.

Document No 4

Date	18 October 1957
Protocol Number	ANLux, AE-9332, Lettre du Journal « Le Monde » demandant l'avis de M. Joseph BECH, Ministre des Affaires Etrangères de Luxembourg au sujet du siège des Institutions européennes en date du 18 octobre 1957 ainsi que la réponse donnée, Joseph Bech, Ministre des Affaires étrangères du Grand-Duché de Luxembourg, 18.10.1957
File	ANLux, AE-9332
From	Luxembourg, Ministry for Foreign Affairs
To	
Description	Letter from the newspaper "Le Monde" seeking the opinion of Mr Joseph Bech, Minister of Foreign Affairs of Luxembourg, on the topic of the seats of the European Institutions as well as a copy of the transmitted answer.
Language	French
Reference to the European Integration Sources Database	National Archives of Luxembourg

Le Monde

SOCIÉTÉ A RESPONSABILITÉ LIMITÉE
AU CAPITAL DE 1.400.000 FRANCS

5. RUE DES ITALIENS, PARIS (9^e)

R. C. SEINE · 296 261 B

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE:
JOURMONDE - PARIS

ML

LE 18 Octobre 1957

TÉLÉPHONE (3 LIGNES):
TAITBOUT 76-60

CHÈQUES POSTAUX:
PARIS 4207.23

Monsieur Joseph Bech
Président du Conseil de Luxembourg
Luxembourg

Monsieur le Président,

Dans quelques semaines une question importante sera débattue par les ministres des Six, signataires des traités de Rome, celle du siège des futures institutions européennes.

Déjà de nombreux journaux, des syndicalistes, certaines personnalités européennes ont donné leur avis sur ce thème. Le Monde aimerait présenter en même temps sur ce sujet des déclarations de M. Furler, Dehousse, Armand, Rosenberg, Pella, Luns, Pflimlin, Sergent et de vous-même. Pourrions-nous compter sur votre concours ?

Si vous êtes d'accord sur cette participation votre déclaration pourrait être de la longueur d'une page dactylographiée à double interligne.

Nous aimerions, si cela vous est possible, que ce texte nous parvienne dans une quinzaine de jours.

En vous remerciant d'avance pour votre collaboration à cette "rencontre" européenne, veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.


Pierre Drouin

2.11.57

Au cours du mois de septembre j'ai eu l'occasion de définir devant une réunion de journalistes l'attitude du gouvernement luxembourgeois en face des décisions à prendre par les gouvernements des Six sur le siège des différentes communautés européennes. J'ai souligné notamment qu'étant donné la situation de fait créée en 1952 par l'établissement dans la ville de Luxembourg des institutions de la Communauté du Charbon et de l'Acier, j'ai été amené à déclarer devant le Parlement que le gouvernement luxembourgeois ne pourra pas donner son accord, indispensable selon les termes du traité, au transfert dans une autre ville de la Communauté du Charbon et de l'Acier. Cette déclaration a trouvé l'accord unanime de la Chambre des Députés.

Luxembourg est aujourd'hui une ville où règne une véritable atmosphère communautaire grâce aux efforts faits par les Pouvoirs publics en vue de permettre aux institutions de la C.E.C.A. d'organiser leur travail dans des circonstances les plus satisfaisantes. Ayant ainsi fait notre devoir à l'égard de l'Europe nous avons le droit d'exiger que l'on conserve à notre capitale sa vocation européenne.

La décision des gouvernements quant à l'établissement des communautés européennes sera d'une importance capitale pour l'avenir de ces institutions. Les ministres auront à tenir compte de considérations nombreuses et variées, d'ordre tant politique que psychologique et matériel. Il serait à mon avis nuisible pour l'avenir de ces institutions si un excès de polémique préalable venait dès à présent discréditer aux yeux de l'opinion publique la tâche de conciliation constructive qui sera celle des gouvernements responsables. Alors que le Traité de Rome n'est pas encore ratifié, il me semble prématuré de la part d'un des ministres, auxquels incombera la décision sur le choix des sièges ou du siège des institutions européennes, de discuter dès à présent des mérites du siège unique ou des avantages de telle ou telle ville.

Document No 5

Date	9 December 1957
Protocol Number	ANLux, AE-9338, Personnel des nouvelles institutions européennes, Ministre des Affaires étrangères du Grand-Duché de Luxembourg, 09.12.1957
File	ANLux, AE-9338
From	Luxembourg, Ministry for Foreign Affairs
To	Monsieur le Commissaire Général aux Affaires Economiques
Description	Copy of the Letter of the Minister of Foreign Affairs of Luxembourg to the General Commissioner for Economic Affairs on Luxembourgish candidates for the European Institutions.
Language	French
Reference to the European Integration Sources Database	National Archives of Luxembourg

*Ministère
des Affaires Etrangères*

Luxembourg, le 9 décembre 1957

N°.....

Le Président du Gouvernement,
Ministre des Affaires Etrangères
à
Monsieur le Commissaire Général aux Affaires Economiques,
Membre du Gouvernement

Concerne: Personnel des nouvelles institutions européennes

J'ai l'honneur de me référer à votre dépêche N° 2646 i/A du 4 novembre 1957 relative au recrutement du personnel des nouvelles institutions européennes. Ainsi que j'ai eu l'occasion de le souligner dans ma circulaire de ce jour, le Gouvernement n'a pas à intervenir dans la sélection des candidats, étant donné que cette responsabilité incombera exclusivement aux services des nouvelles Communautés. En conséquence, j'estime qu'il est inutile de former une Commission spéciale, étant donné qu'il n'y a aucune décision à prendre de notre part pour l'occupation de certains postes.

Je tiens d'ailleurs à démentir, à ce propos, certaines informations tendancieuses qui ont paru dans la presse, en ce qui concerne l'occupation de postes dans les institutions européennes (Escher Tageblatt du 30 novembre). Conformément à ce que je viens d'exposer, ces informations ne correspondent d'aucune façon à la réalité.

Evidemment, je suis d'accord avec vous pour favoriser l'engagement, par les institutions européennes, des meilleurs parmi les candidats luxembourgeois qui pourront se présenter. Or, vous connaissez vous-même suffisamment les milieux internationaux pour savoir combien il faudra être exigeant en ce qui concerne les capacités et les qualifications des personnes envisagées.

- mte -

PP/LS

The Netherlands

List of documents

Document No 1

Date	16 September 1957
Protocol Number	Nr.14
File	States-General of the Netherlands, Parliamentary Debates
From	
To	-
Description	Assent of the Treaty of Establishment of the European Economic Community with supplements and protocols
Language	Dutch
Remarks	Link to webpage: http://tinyurl.com/o7vrv4x

ZITTING 1956—1957 — 4725

*Goedkeuring van het Verdrag tot oprichting van de
Europese Economische Gemeenschap, met Bijlagen
Protocollen en Overeenkomst*

MEMORIE VAN ANTWOORD
(Ingezonden 16 september 1957)

Nr. 14

Inleiding en algemene beschouwingen

De Regering verheugt zich over het feit, dat tal van leden hebben verklaard, dat, ondanks de ernstige kritiek, welke op vele punten van het Verdrag is uitgeoefend, huns inziens de verdragen behoren te worden goedgekeurd. De Regering hoopt die leden, die hun standpunt alsnog hebben voorbehouden in afwachting van het antwoord der Regering te kunnen overtuigen, dat aanvaarding van het Verdrag zowel uit politieke als uit economische overwegingen noodzakelijk en gewenst is.

Ondergetekenden geven er de voorkeur aan thans niet opnieuw tot algemene beschouwingen over te gaan; zij menen, dat dit reeds voldoende uitvoerig is geschied in de Inleiding bij de Memorie van Toelichting. Zij zullen wel uitvoerig op de vragen en punten van kritiek, welke door de Kamer naar voren zijn gebracht, ingaan.

Belang van de parlementaire behandeling

Zeer vele leden hebben hun teleurstelling uitgesproken over het feit, dat de wetsontwerpen met zoveel vertraging zijn ingediend, dat niet vaststaat, dat de voorgenomen ratificatieprocedure zal kunnen worden afgesloten vóór 1 januari 1958. De Regering verklaart gaarne, dat het haar voornemen is alles te doen ten einde te bevorderen, dat de ratificatieprocedure hier te lande vóór 1 januari kan worden afgesloten. Of op 1 januari 1958 ook in alle andere Lid-Staten de parlementaire behandeling zal zijn afgesloten en de ratificaties zullen zijn gedeponceerd, kan echter nog niet worden voorspeld.

Om zo mogelijk nog vóór het einde van dit jaar de ratificatieprocedure te kunnen afsluiten, heeft de Regering ten einde de behandeling van de verdragen te bespoedigen, de betrokken wetsontwerpen van een uitvoerige Memorie van Toelichting doen vergezellen. De betrokken wetsontwerpen zijn eind mei, dus 2 maanden na de ondertekening der verdragen, aan de Raad van State toegezonden om advies en zijn vervolgens bij Koninklijk Besluit van 4 juli aan de Tweede Kamer aangeboden. Gezien de omvang en de gecompliceerdheid van de onderhavige verdragen, de grote moeilijkheden, welke bij de redactie in de vier talen zijn opgetreden, de noodzaak van voortdurend interdepartementaal overleg en van besprekingen van de Memorie van Antwoord in de Ministerraad, alsmede gezien de uitvoerigheid, waarmee de Regering heeft gemeend deze verdragen te moeten toelichten, lijkt het de Regering niet geheel rechtvaardig om te spreken van een „vertraging”, wanneer de voorbereiding van Regeringswege ongeveer twee maanden heeft geduurd.

Vele leden hebben de vraag gesteld of het niet aantrekkelijk zou zijn geweest, indien de zes Regeringen de ontwerpverdragen vóór ondertekening ter discussie zouden hebben voorgelegd aan de Assemblée van de E.G.K.S.

Ondergetekenden wijzen erop, dat een dergelijke procedure zeker een belangrijk uitstel zou hebben betekend voor de parlementaire goedkeuring en de inwerkingtreding der verdragen, een uitstel, dat de betrokken Regeringen zoveel moge-

lijk wensten te voorkomen. Bovendien rijst bij de Regering de vraag of een behandeling van verdragen als deze in de Assemblée van de E.G.K.S. inderdaad zou bijdragen tot een grotere duidelijkheid en het wegnemen van een aantal onzekerheden in de interpretatie van het Verdrag. Het zou naar de mening van de Regering, zeer goed mogelijk zijn, dat bij een dergelijke behandeling het accent eerder op de verschillen van mening en de verschillen in interpretatie zou komen te liggen, met als gevolg, dat het vinden van een oplossing ten tijde van het functioneren van de Gemeenschap slechts zou zijn bemoeilijkt.

Op de desbetreffende vraag van de hier aan het woord zijnde leden of de Regering bereid is om, wanneer te zijner tijd een Europese politieke gemeenschap actueel zou worden, aan de Regeringen van de overige lid-staten voor te stellen bij de voorbereiding van een verdrag de Assemblée Unique in te schakelen, kan de Regering bezwaarlijk op dit moment reeds een bevestigend antwoord geven. Of een dergelijke inschakeling te zijner tijd gewenst zou zijn, zal afhangen van de omstandigheden op dat moment en zal ook te zijner tijd beoordeeld moeten worden.

De Regering heeft met belangstelling kennis genomen van de Resolutie 126 (1957) en de Aanbeveling 134 (1957) van de Raadgevende Vergadering van de Raad van Europa. Voor zover de hierin vervatte uitspraken en wensen in het algemeen streven naar een zo goed mogelijk functioneren van de E.E.G. en naar het tot stand brengen van een zo nauw mogelijke samenwerking tussen de E.E.G. enerzijds en de Raad van Europa anderzijds, kan de Regering zich met deze strekking geheel verenigen.

Wat evenwel de in genoemde Resolutie en Aanbeveling aangevoerde problemen betreft, is de Regering van oordeel, dat de behandeling hiervan grotendeels behoort tot de competentie van de instellingen der Gemeenschap, op welke beslissingen zij thans niet vooruit zou willen lopen.

Het doen uitgeven van een tekstuitgave, waarin bij alle daarvoor in aanmerking komende artikelen van het Verdrag een kort commentaar wordt gegeven aan de hand van de parlementaire behandeling in de zes lid-staten, ligt naar de mening van de Regering niet op haar weg, doch zou moeten geschieden door de E.E.G. zelve.

Naar aanleiding van de vraag of tijdens de Parlementaire behandeling van de verdragen in de partnerlanden door het Parlement resoluties of moties zijn aangenomen, kan de Regering mededelen, dat dit zowel in Frankrijk als in Duitsland is geschied. In België, Luxemburg en Italië is de Parlementaire behandeling nog niet beëindigd. De teksten van de door het Franse en het Duitse Parlement aangenomen resoluties worden als Bijlage I aan deze Memorie toegevoegd. De betekenis, welke aan deze resoluties moet worden gehecht, is dat zij niet meer dan algemene desiderata voor het toekomstig beleid van de Regeringen der betrokken staten inhouden, desiderata waaraan de partners als zodanig niet gebonden zijn. Blijkens de formulering van deze resoluties kunnen zij niet worden beschouwd als voorwaarden voor de goedkeuring van de Verdragen in de betrokken lidstaten.

Voorgeschiedenis van de Verdragen

Verscheidene leden hebben een nadere adstructie gevraagd van de stelling van de Regering, dat in een aantal partnerlanden de politieke situatie maximaal gunstig moest worden geacht voor het tot stand brengen en doen ratificeren van de beide verdragen en dat om die reden grote spoed is betracht met het redigeren van de verdragen. De hier aan het woord zijnde leden stellen deze vraag, omdat hun inziens deze spoed een aantal ernstige consequenties heeft gehad. Zij noemden als zodanig in de eerste plaats, dat Nederland daardoor een aantal minder gunstige compromissen heeft moeten aanvaarden; in de tweede plaats, dat veel ongeregeld is gebleven en in de derde plaats, dat een inschakeling van het bedrijfsleven niet bevredigend is geweest.

Deze maximaal gunstige situatie, welke inderdaad ten grondslag heeft gelegen aan het hoge tempo waarin bij de onderhandelingen is gewerkt, had betrekking zowel op de situatie in Duitsland als in Frankrijk. Ten tijde van de onderhandelingen waren in beide landen Regeringen aan het bewind, waarvan vast stond, dat zij het Verdrag bij uitstek gunstig gezind waren en bereid zouden zijn alles te doen om dit Verdrag door hun Parlementen te doen goedkeuren. Van de Duitse Regering kon met grote zekerheid worden verwacht, dat zij in elk geval tot de verkiezingen in september aan het bewind zou blijven. Hoelang de Franse Regering aan het bewind zou blijven, was ten tijde van de onderhandelingen bijzonder moeilijk te voorspellen. Niet alleen de Nederlandse Regering, maar ook de andere Regeringen waren echter vast besloten alles te doen om te voorkomen, dat ook deze verdragen een zelfde lijdensweg te wachten zou staan als destijds de E.D.G. beschoren is geweest. De Regering meent dan ook — en deze mening is steeds door de Regeringen van de partnerlanden gedeeld — dat terecht een zo groot mogelijke spoed is betracht en van het politiek gunstige getij gebruik is gemaakt. De Regering zou er op willen wijzen, dat zij ook de indruk heeft gehad, dat van de zijde van zeer vele leden van de Kamer ten tijde van de onderhandelingen een dergelijke spoed noodzakelijk werd geacht. Zij herinnert in dit verband tevens aan de resolutie van het zgn. Actie-comité Monnet van 19 en 20 september 1956, een resolutie welke door de leiders van drie fracties van de Kamer is ondertekend en waarin op duidelijke wijze voor een zo spoedig mogelijke totstandkoming van de beide verdragen wordt gepleit.

Hoewel, zoals ook in de Memorie van Toelichting is gesteld, deze spoed haar sporen in het Verdrag heeft nagelaten, betekent dit naar de mening van ondergetekenden nog allerm minst, dat, indien de onderhandelingen aanzienlijk langer hadden geduurd of in een trager tempo zouden zijn gevoerd, vele of alle thans voor ons land minder aantrekkelijke compromissen in aantrekkelijke compromissen veranderd hadden kunnen worden. Het hoge tempo heeft overigens ook de andere Regeringen op bepaalde punten ertoe gebracht met regelingen akkoord te gaan, waartegen zij zich wellicht na uitvoeriger intern overleg ernstig hadden verzet.

Het bezwaar, dat vele onderwerpen niet nader geregeld dan wel ongeregeld zijn gebleven in het Verdrag, is ten dele juist. Hierbij ware echter te bedenken, dat voor verschillende onderwerpen een uitvoeriger regeling in het Verdrag in geen geval mogelijk zou zijn geweest, omdat het hier beleidsvragen betreft welke te zijner tijd door de instellingen van de Gemeenschap moeten worden uitgewerkt en derhalve onmogelijk nader in het Verdrag geregeld konden worden. Voorts zijn er een aantal onderwerpen ongeregeld gebleven, niet als gevolg van het hoge tempo waarin is onderhandeld, maar omdat hierover ondanks intensieve onderhandelingen geen overeenstemming kon worden bereikt. Een van deze onderwerpen was bijv. het vervoer. Ondanks langdurige besprekingen zijn de Regeringen er niet in geslaagd ten aanzien van de beginselen van de gemeenschappelijk te voeren vervoerspolitiek tot overeenstemming te komen.

Wanneer de Regering niettemin zegt goede hoop te hebben, dat ook voor dit soort vraagstukken te zijner tijd een oplossing zal worden gevonden, doet zij dit, omdat zij meent, dat onder de druk van de geleidelijke verwezenlijking van de Gemeenschappelijke Markt en als gevolg van het voortdurende overleg in het kader van de instellingen der Gemeenschap — waarbij vooral de Commissie een stimulerende rol kan spelen — het vinden van een oplossing volstrekt noodzakelijk is. Of een dergelijke oplossing dan ook altijd voor honderd procent voor ons land bevredigend zal zijn, kan zij uiteraard niet garanderen.

Een ander punt van kritiek dat — naar de mening van de Regering echter ten onrechte — aan het tempo van de onderhandelingen wordt toegeschreven betreft de inschakeling van het bedrijfsleven. De wijze waarop het bedrijfsleven is ingeschakeld, namelijk door middel van de instelling van een speciale Adviescommissie van de Sociaal Economische Raad, is uitvoerig uiteengezet in de Memorie van Toelichting. De werk-

wijze van deze Adviescommissie is eveneens te vinden in het verslag, dat de Sociaal Economische Raad heeft gepubliceerd van de werkzaamheden dezer Commissie.

Naar aanleiding van de kritiek welke zowel van uit het bedrijfsleven zelf als ook door veele leden op deze wijze van raadpleging en inschakeling van het bedrijfsleven is uitgeoefend, zou de Regering het volgende willen opmerken. De Regering heeft begrip voor het feit, dat in verschillende geleidingen van het bedrijfsleven het gevoel bestaat, dat men met dit Verdrag voor een feit accompli is gesteld. Zij moge er echter op wijzen, dat — al zijn niet alle bedrijfstakken elk afzonderlijk uitvoerig gehoord — zulks nog niet betekent, dat de belangen van deze bedrijfstakken onbekend zouden zijn bij de betrokken departementen. Zij is ook van mening, dat, indien in alle landen stuk voor stuk alle bedrijfstakken eerst uitvoerig geraadpleegd zouden zijn voordat ten aanzien van de verschillende onderdelen van het Verdrag beslissingen werden genomen, het bereiken van een overeenstemming zeer waarschijnlijk aanzienlijk zou zijn bemoeilijkt en de onderhandelingen stroever zouden zijn verlopen. De Regering beschouwde het derhalve als haar plicht om, teneinde tot overeenstemming te komen, zelf de nodige beslissingen te nemen, ook wanneer niet tevoren alle betrokken bedrijfstakken volledig waren gehoord.

Hier komt bij, dat naar de mening van de Regering de samenstelling van de Adviescommissie van de S.E.R. zo veelzijdig is geweest (de namen der leden worden in Bijlage II van deze Memorie gegeven) dat de in de Commissie aanwezige kennis en ervaring naar de mening van de Regering geacht kon worden het bedrijfsleven in zijn geheel en ook in zijn belangrijkste geleidingen voldoende representatief te vertegenwoordigen. De Commissie kon bovendien steeds worden ingelicht omtrent de ontwikkeling van de onderhandelingen, omdat enkele leden van de Adviescommissie voortdurend contact hadden met de Nederlandse delegatie en vrijwel steeds bij de onderhandelingen tegenwoordig zijn geweest en bovendien de voorzitter en verschillende leden der ambtelijke delegatie zoveel mogelijk in de vergaderingen der Commissie aanwezig zijn geweest en inlichtingen hebben gegeven. Wat de verschillende malen bekritiseerde geheimhoudingsplicht van de leden van de Adviescommissie betreft, merkt de Regering op, dat deze aanvankelijk in overleg met de andere delegaties is opgelegd teneinde te voorkomen, dat onderhandelingen van een zo gecompliceerde en delicate aard als het ware publiekelijk zouden worden gevoerd. In een later stadium heeft de Regering deze op 24 januari 1957 opgegeven, met dien verstande, dat stukken — en met name voor politieke verdragsteksten — welke de leden der Commissie in hun kwaliteit ontvingen, niet zouden mogen worden verspreid. Zulks geschiedde in een stadium, waarin de onderhandelingen zo ver gevorderd waren, dat de opzet van het Verdrag zich in grote lijnen ging aftekenen, en de betrokken leden van de Adviescommissie zich ook een voorstelling konden maken van de consequenties van het Verdrag voor de belangen welke zij vertegenwoordigden.

Tot slot zou de Regering willen verklaren, dat zij de adviezen van de Commissie steeds met nauwgezetheid heeft bestudeerd en dat bij de onderhandelingen aan vrijwel alle belangrijke desiderata welke door de Commissie naar voren zijn gebracht, is voldaan.

In dit verband moge de Regering ingaan op de vraag van verscheidene leden, op welke wijze zij zich voorstelt bij de uitvoering van het Verdrag een permanent contact te verzekeren met het bedrijfsleven. De Regering zal dit vraagstuk nader onderzoeken in overleg met het georganiseerde bedrijfsleven en nagaan of terzake nog bijzondere voorzieningen nodig zijn naast die, welke thans reeds bestaan. De Regering wijst er echter op, dat voor het permanente contact met het bedrijfsleven in de eerste plaats de S.E.R. in aanmerking komt, welke voor dit doel door de wet is ingesteld.

Verscheidene leden hebben een opmerking gemaakt over het feit, dat noch aandacht is geschonken aan het politieke aspect, noch aan onze economische relaties met Indonesië bij de bespreking van de associatieregeling voor de overzeese gebieds-

delen. Dat de politieke aspecten niet aan de orde zijn geweest, acht de Regering vanzelfsprekend in verband met het feit, dat Indonesië een geheel soevereine staat is, welke als zodanig in geen enkel opzicht bij dit Verdrag op een bijzondere wijze is betrokken, althans niet op andere wijze dan elke andere staat. Wat de economische aspecten betreft bracht dit mede, dat voor Indonesië geen regeling getroffen kon worden zoals voorzien is voor de mogelijke associatie van Suriname en de Nederlandse Antillen. Op de consequenties van het Verdrag, met name van het toekomstig buitentarief voor een aantal producten, welke van specifiek belang zijn voor onze in Indonesië gevestigde belangen, zal hieronder uitvoeriger worden ingegaan in de beschouwingen over het buitentarief in hoofdstuk I, par. 2 van deze Memorie.

De politieke betekenis van de verdragen

Het feit, dat de Regering een onderscheid heeft gemaakt in de Memorie van Toelichting tussen de politieke aspecten en de economische aspecten van het Verdrag, betekent allerminst, dat de Regering hier een tegenstelling heeft willen scheppen. Het zou naar de mening van de Regering bovendien niet juist zijn de verdragen hetzij uitsluitend op de politieke aspecten hetzij uitsluitend op de economische aspecten te willen beoordelen. Beide aspecten moeten in onderlinge samenhang worden gezien. De Regering heeft de verdragen aanvaard zowel uit politieke als uit economische overwegingen.

Korthedshalve zou de Regering niet nader willen ingaan op de algemene beschouwingen, welke terzake van de politieke aspecten van het Verdrag in het Voorlopig Verslag zijn gegeven, aangezien deze in grote trekken overeenstemmen met hetgeen de Regering reeds als haar mening uiteengezet heeft in de Memorie van Toelichting.

De opvatting van sommige leden, die de verdragen alleen kunnen zien als stappen in een politiek streven dat er op gericht is de tegenstellingen tussen Oost en West verder toe te spitsen en een vreedzame oplossing daarvan te voorkomen, gaat uit van een zienswijze, welke, zoals gebruikelijk, diametraal tegengesteld is aan de opvattingen van de Regering en van de overgrote meerderheid van de Staten-Generaal en van het Nederlandse volk.

De ondergetekenden koesteren niet de illusie, dat zij, door het aanvoeren van nieuwe argumenten na die, welke zij reeds in de Memorie van Toelichting naar voren heeft gebracht, in staat zouden zijn het bij deze leden heersende wanbegrip ten aanzien van de juiste betekenis der onderhavige verdragen op te heffen.

Terwijl ondergetekenden om deze redenen weinig behoefte gevoelen op de, door deze leden gemaakte opmerkingen en gestelde vragen in bijzonderheden in te gaan, willen zij toch niet nalaten er hun verwondering over uit te spreken, dat deze leden alleen de economische samenwerking van de vrije Europese staten veroordelen als een poging om de verdeling van Europa te bestendigen terwijl zij, althans voor zover bekend, tot op heden geen woord van kritiek hebben geuit op de zeer nauwe economische samenwerking tussen de landen van het Sovjet-blok welke, door middel van de Raad voor Onderlinge Economische Bijstand, een zeer nauwe coördinatie en zelfs integratie van de economieën der deelnemende staten nastreeft. Overigens achten ondergetekenden het noodzakelijk op te merken, dat de wijze waarop de coördinatie en integratie van de economieën van het Sovjet-blok plaats vindt bepaald geen navolging verdient bij het integratie-streven van de vrije Europese landen.

Met veel belangstelling hebben ondergetekenden kennis genomen van de beschouwingen welke één lid aan het Verdrag heeft gewijd.

Terwijl zij veel kunnen onderschrijven van hetgeen dit lid naar voren heeft gebracht over het karakter van het „veel-ervige” Europa en over de grote rol, welke dit continent in de loop der geschiedenis heeft gespeeld ten behoeve van de vooruitgang in de gehele wereld op geestelijk, staatkundig en materiëel terrein, kunnen ondergetekenden zich niet verenigen

met de conclusie, dat de nauwe en blijvende samenwerking tussen de Zes Europese staten, zoals geconcretiseerd in de onderhavige verdragen met een echte éénwording van Europa niets te maken zou hebben en deze éénwording zelfs zou belemmeren.

Ondergetekenden mogen er in dit verband aan herinneren, dat de Zes van de aanvang af bij hun streven om tot een nauwere Europese samenwerking te komen, zoveel mogelijk andere Europese staten hebben willen betrekken.

Dit blijkt reeds uit het communiqué van de conferentie van Venetië, waarin alle Lid-Staten van de O.E.E.S. werden uitgenodigd aan de onderhandelingen op voet van gelijkheid deel te nemen. Dat aan deze uitnodiging geen gevolg is gegeven, is ongetwijfeld te betreuren, doch kan niet aan de Zes Regeringen worden verweten en heeft hen terecht er niet van weerhouden op de eenmaal ingeslagen weg voort te gaan.

Ook thans nog hebben zij geenszins de hoop opgegeven, dat andere Europese staten alsnog tot de door hen gevormde gemeenschappen zullen toetreden, welke wens uitdrukkelijk is neergelegd in de preambule van de beide verdragen, alsmede in de artikelen 237 E.E.G. en 205 Euratom, waarin de mogelijkheid tot toetreding voor alle Europese staten is opengesteld.

Een verder argument tegen de stelling, dat met name de E.E.G. de eenheid van Europa zou belemmeren, is gelegen in het feit, dat het juist het besluit tot oprichting van de E.E.G. is geweest, hetwelk de stoot heeft gegeven tot het openen van de onderhandelingen over een algemene Europese Vrijhandelszone. De totstandkoming van deze laatste, met de E.E.G. als dynamische kern, zal ongetwijfeld een uiterst belangrijk element vormen voor de verwezenlijking van een Europese samenwerking op een zo breed mogelijke basis, welke ook door ondergetekenden van het grootste belang wordt geacht.

De vrees van dit lid, dat binnen de E.E.G. Duitsland, als gevolg van een sterke economische positie, de leiding zou krijgen, hetgeen op de positie van de 5 anderen een ongunstige invloed zou hebben, onderschat naar de mening van ondergetekenden de feitelijke en potentiële economische mogelijkheden van de andere partners in de E.E.G. en de wijze waarop de besluitvorming binnen de Gemeenschap is geregeld.

Ook de bezorgdheid van dit lid, dat ten gevolge van de werking van de E.E.G. de burgers der zes landen na 15 jaar hun nationale karakteristiek zouden verliezen en als het ware tot Klein-Europeanen zouden zijn omgetoverd, komt de ondergetekenden nauwelijks reëel voor. De eigen aard der, in de Gemeenschap verenigde volkeren, welke door talrijke zeer uiteenlopende factoren is bepaald, zal ongetwijfeld niet worden vernietigd door een zeer nauwe economische samenwerking. Wel mag worden gehoopt, dat bepaalde, veelal uit een gebrek aan kennis van elkanders karakter voortspruitende tegenstellingen zullen worden opgelost, hetgeen alleen maar bevorderlijk kan zijn voor de verwezenlijking van een, ook door dit lid gewenste samenwerking.

Wat tenslotte de opmerking betreft, dat in de Memorie van Toelichting ten onrechte zou zijn gezegd, dat ten gevolge van de E.E.G. de Frans-Duitse rivaliteit niet meer tot oorlog zou kunnen voeren, zouden ondergetekenden het volgende willen stellen.

In de Memorie van Toelichting (blz. 5, 2de kolom onderaan) is naar voren gebracht, „dat het voor West-Europa een levensvoorwaarde is, dat een eind wordt gemaakt aan de reeds menigmaal desastreus gebleken rivaliteit tussen Frankrijk en Duitsland.”

Erkend kan worden, dat de huidige wereldconstellatie het gevaar van een Frans-Duitse oorlog weinig waarschijnlijk maakt, doch op dit gevaar is in bovenaangehaalde passage ook niet in de eerste plaats gedoeld. Gedacht is vooral aan het gevaar van een groeiende rivaliteit politiek en economisch tussen de beide grootste Westeuropese continentale mogendheden, waardoor iedere werkelijke Europese samenwerking zou worden gefrustreerd en juist de verdeeldheid van Europa alleen maar nog langer zou worden gecontinueerd en wellicht zelfs worden verscherpt.

Het feit, dat deze beide staten deel zullen uitmaken van de door de E.E.G. geschapen belangengemeenschap is, naar het oordeel van ondergetekenden, inderdaad een waarborg tegen een dergelijke noodlottige ontwikkeling en kan in die zin worden beschouwd als een levensvoorwaarde voor West-Europa.

Een gevaar dat de totstandkoming van de E.E.G. aanleiding zou zijn tot een fatale tegenstelling tussen Groot-Britannië enerzijds en de E.E.G. anderzijds, is naar de mening van ondergetekenden niet aanwezig, daar een dergelijke ontwikkeling in strijd zou zijn met de meest vitale belangen zowel van de E.E.G.-staten als van het Verenigd Koninkrijk.

Beschouwingen over de economische betekenis van de E.E.G.

De Regering is getroffen door de kritische en bezorgde toon, welke in het Voorlopig Verslag doorklinkt ten aanzien van de economische aspecten van het E.E.G.-verdrag. Deze kritiek, welke voor het overgrote deel dezelfde punten betreft als ook door de Regering in de algemene inleiding op de Memorie van Toelichting zijn besproken, mondt tenslotte uit in een aantal vragen en suggesties met betrekking tot hetgeen de Regering verder denkt te doen, ten einde voldoende waarborgen te creëren, dat bij de uitvoering van het Verdrag rekening zal worden gehouden met de specifieke positie en problemen van Nederland. De suggesties ten aanzien van de wijze waarop deze waarborgen verkregen zouden kunnen worden, lopen uiteen. Enkele leden gaan zo ver, dat zij een uitdrukkelijk voorbehoud willen zien opgenomen. Verscheidene andere leden geven de Regering in ernstige overweging alsnog met andere lidstaten in contact te treden. Weer andere leden achten een nadrukkelijke vermelding, dat bij de uitvoering van het Verdrag rekening zal worden gehouden met specifieke Nederlandse problemen, in het onderwerp tot goedkeuring van het Verdrag en vervolgens in de ratificatie-oorkonde volstrekt onontbeerlijk. Vele leden vragen of hetzelfde niet bereikt zou kunnen worden door het afleggen van een, uiteraard eenzijdige, verklaring ter gelegenheid van de ratificatie, waarin de Regering het vertrouwen uitspreekt dat de overige deelnemende landen met Nederlands bijzondere positie rekening zullen houden.

Alvorens in te gaan op de wijze waarop de in het Voorlopig Verslag tot uitdrukking gebrachte ongerustheid op de beste wijze zou kunnen worden ondervangen, zou de Regering ten aanzien van de oorzaken van deze ongerustheid, in aanvulling op hetgeen zij ter zake reeds in de Memorie van Toelichting heeft opgemerkt, nog het volgende willen stellen.

Voor Nederland met zijn snel groeiende bevolking is een krachtige economische expansie in het algemeen en een verdere industrialisatie in het bijzonder, een van de kernproblemen van de economische politiek. Gezien onze geografische ligging en onze relatieve armoede aan grondstoffen, is een voortdurende stijging van onze export en het gezond houden van onze internationale concurrentiepositie van essentieel belang. Om deze reden meent de Regering, dat toetreding van Nederland tot de E.E.G., welke voorziet in de vorming van een Gemeenschappelijke Markt voor een gebied waarheen thans reeds 40 pct. van onze export gaat, van grote betekenis is, juist omdat deze toetreding onze export verder kan stimuleren en onze industriële en algemene economische expansie ten goede kan komen. Naast het voordeel, dat de Gemeenschappelijke Markt additionele afzetmogelijkheden voor onze economie schept, is een tweede voordeel van de E.E.G., zoals vele leden terecht hebben opgemerkt, gelegen in de zekerheid, dat bij een teruggang van de conjunctuur de Regeringen van de lidstaten niet opnieuw eigenmachtig tot de wederinstelling van allerlei beschermende en invoerbepalende maatregelen ten opzichte van ons land mogen overgaan.

Een Verdrag van deze strekking houdt dus a prima vista voor onze economie en onze industriële expansie gunstige perspectieven in.

De kern van de zorgen zowel bij de Regering, bij de Kamerleden, als bij het bedrijfsleven is, dat het E.E.G.-verdrag, naast de bepalingen waarin wordt voorzien dat de bestaande grensbelemmeringen verdwijnen, nog een reeks andere voorzieningen bevat, welke ertoe zouden kunnen leiden, dat de te verwachten economische voordelen van de Gemeenschappelijke Markt voor ons land niet worden gerealiseerd of welke de ontwikkeling van onze economie zelfs zouden kunnen schaden. Deze voorzieningen, welke liggen op het gebied van het hogere buitentarief, de sociale harmonisatie en eventueel van de landbouw, raken ons prijsniveau en onze internationale concurrentiepositie en daarmee uiteindelijk onze industrialisatie en algemene economische expansie. Zoals uit de Memorie van Toelichting moge blijken, is de Regering zich van de potentiële gevaren waar het hier om gaat zeer duidelijk bewust. Het spreekt van zelf, dat dit betekent, dat de Regering voornemens is er bij de uitvoering van het Verdrag krachtig tegen te waken, dat de gesignaleerde potentiële gevaren zich zullen realiseren.

Indien vele leden vragen uiteen te zetten, op welke wijze de Regering bij de uitvoering van het Verdrag onheilen zou kunnen voorkomen met betrekking tot onze economische expansie en onze industrialisatie, dan is het antwoord van de Regering daarop, dat zij het vaste voornemen heeft de economische politiek, gericht op deze economische expansie en industrialisatie, te blijven volgen op dezelfde wijze als zij dit in grote trekken ook in de afgelopen jaren heeft gedaan. De middelen, welke de Regering daarbij ter beschikking staan, zijn voor het overgrote deel dezelfde als welke de Regering ook heden ten dage beschikbaar heeft. Deze middelen liggen op het gebied van de loon- en prijspolitiek, op het gebied van de geld- en kredietpolitiek, de belastingpolitiek, op het gebied van het onderwijs en hebben in het algemeen ten doel het scheppen van een sociaal en economisch gunstig klimaat. Er zijn de Regering geen verdragsbepalingen bekend, welke haar gebieden haar beleid op deze punten ten principale te wijzigen.

Van groot belang is in dit verband het beleid met betrekking tot de lonen en prijzen. Naar aanleiding van een desbetreffende vraag zou de Regering met betrekking tot het stabiel houden van lonen en prijzen willen stellen, dat een hierop gericht beleid niet alleen niet in strijd met het Verdrag zou zijn, doch integendeel juist in overeenstemming met het Verdrag is en met name b.v. met de bepaling in artikel 104, waarin elke Lid-Staat zich verbindt een economisch beleid te voeren, waarbij het betalingsbalansevenwicht wordt verzekerd bij een hoge graad van werkgelegenheid en een stabiel prijspeil. Zij moge in dit verband tevens wijzen op artikel 5, tweede alinea.

Naar aanleiding van de vraag van deze leden, welke verdragsbepalingen de Regering ten gunste van het hierboven uiteengezette beleid zou kunnen hanteren, moge de Regering opmerken, dat in het algemeen de situatie niet zo is, dat de Regering zich op bepaalde verdragsbepalingen behoeft te beroepen teneinde een economisch, sociaal en monetair beleid te voeren, dat de economische expansie en welvaart van ons land bevordert. Wel aanvaardt de Nederlandse Regering, evenals de Regeringen der overige Lid-Staten, met dit Verdrag de beperking bij haar economisch beleid, dat zij niet bepaalde bedrijfstakken of bedrijven doelbewust van overheidswege zal steunen of bevoordelen in de concurrentiestrijd met bedrijfstakken of bedrijven in de partnerlanden. Een dergelijke steun zou in strijd zijn met de opzet en het doel van de Gemeenschappelijke Markt en in feite weer ongedaan maken wat het nuttig effect van de afbraak der onderlinge grensbelemmeringen zou kunnen zijn. Deze beperking behoeft echter wat ons land betreft nauwelijks te worden beschouwd als een wezenlijke breuk met het tot nu toe gevoerde beleid met betrekking tot de economische expansie en de industrialisatie, aangezien de opvoedende bescherming in de vorm van contingenten ten behoeve van de Nederlandse industrie op dit ogenblik vrijwel niet meer wordt verleend. Aanvaarding van deze beperking brengt bovendien niet mede, dat de Overheid, indien werkelijk in een bepaalde bedrijfstak, bedrijf of streek ernstige moeilijkheden zouden ontstaan, geen

maatregelen zou mogen treffen ter ondervanging van deze moeilijkheden. De Regering moge in dit verband wijzen op artikel 92, lid 3, waarin het nemen van dergelijke maatregelen, zij het als regel onder goedkeuring van de Commissie, wordt voorzien.

Het is op grond van bovenstaande overwegingen, dat de Regering geen behoefte heeft gevoeld aan een speciaal protocol voor Nederland. Een dergelijk protocol zou voor Nederland geen mogelijkheden hebben geopend tot het nemen van maatregelen ten gunste van onze economische expansie en onze industrialisatie, nodig in verband met onze bevolkingsgroei, welke het Verdrag niet reeds toestaat. De Regering ziet niet in, dat een speciaal protocol voor Nederland, waarin melding wordt gemaakt van het demografische probleem voor ons land op een wijze waarop bijv. in het protocol voor Italië wordt gerefereerd aan de ontwikkelingsplannen voor Zuid-Italië, de Nederlandse Regering zou machtigen tot het nemen van beschermingsmaatregelen, waarop zij thans, op basis van het Verdrag, geen recht zou hebben of goedkeuring zou moeten vragen. Ook het protocol voor Italië geeft de Italiaanse Regering geen machtiging zonder meer beschermingsmaatregelen te nemen wanneer bijv. de financiering van de ontwikkelingsplannen voor Zuid-Italië moeilijkheden zou ondervinden. Ook voor Italië gelden normaal de verdragsbepalingen. Zou Nederland een meer materiële uitzonderingspositie hebben willen verkrijgen, dan had de Regering moeten verzoeken om een protocol van gelijke aard, bijv. als dat voor Luxemburg, waarin materieel voor de Luxemburgse landbouw een uitzonderingspositie wordt gecreëerd. Een dergelijk protocol voor de gehele Nederlandse economie of zelfs uitsluitend voor de Nederlandse industrie, heeft de Regering echter niet willen vragen; het zou de opzet van het Verdrag, zeker wanneer ook andere Lid-Staten soortgelijke regelingen gevraagd zouden hebben, aanmerkelijk hebben verzwakt.

Mede om deze redenen meent de Regering dan ook, dat er geen aanleiding is om alsnog onderhandelingen met de andere Lid-Staten te openen voor het verkrijgen van een speciale regeling ten behoeve van ons land. Een voorstel van dien aard zou allereerst in de landen waar de Parlementaire behandeling is afgesloten, op grote moeilijkheden stuiten.

De suggestie van enkele leden om een uitdrukkelijk voorbehoud bij de goedkeuring van dit Verdrag te maken, kan de Regering zeker niet aanvaarden, aangezien dit zou neerkomen op een aanvaarding van het Verdrag onder een ontbindende voorwaarde. In het algemeen kan zij zich verenigen met het betoog, dat door een aantal andere leden met betrekking tot dit voorbehoud in het Voorlopig Verslag wordt gehouden.

Wat betreft de vraag van vele leden of de hier te lande bestaande ongerustheid niet weggenomen zou kunnen worden door een — uiteraard eenzijdige — verklaring van de Regering ter gelegenheid van de ratificatie en de suggestie een dergelijke verklaring eventueel op te nemen in het wetsontwerp tot goedkeuring van het Verdrag, zou de Regering het volgende willen opmerken. Hoezeer de Regering ook bereid is, de bij zeer vele leden van de Kamer en bij het bedrijfsleven gebleken ongerustheid weg te nemen, wil zij er toch op wijzen, dat een dergelijke verklaring — zoals ook reeds door vele leden is betoogd — de andere partnerlanden niet kan binden, d.w.z. voor deze partners geen verplichtingen schept, welke niet reeds in het Verdrag zijn verankerd. Bovendien is de Regering van mening, dat een dergelijke verklaring, na de uitvoerige uiteenzettingen over dit probleem in de Memorie van Toelichting, alsmede in deze Memorie, niet meer nodig is.

Tot slot van deze algemene beschouwing willen ondergetekenden nog ingaan op de vraag van verscheidene leden, gesteld op pag. 13 van het Voorlopig Verslag, welke naar het oordeel van de Regering de consequenties zouden zijn, indien Nederland niet tot de Gemeenschap zou toetreden. Het spreekt van zelf, dat de Regering niet kan voorzien of, na een verwerping van dit Verdrag door Nederland, de vijf overige staten toch gezamenlijk een nieuwe Gemeenschap zullen aangaan, of dat het alternatief zou zijn een voortbestaan van de huidige constellatie — zoals verschillende leden op pag. 16 van het Voor-

lopig Verslag hebben gesteld. Zouden de vijf overige partners een nieuwe Gemeenschap aangaan, dan zou dit aanzienlijke nadelen voor een zeer belangrijk deel van onze export kunnen hebben, terwijl het bovendien twijfelachtig is of de Douane-Unie tussen de Benelux-landen gehandhaafd zou kunnen worden. Of deze hoogst onaantrekkelijke consequenties op enigerlei wijze gecompenseerd zouden kunnen worden door deelneming aan een eventuele Vrijhandelszone, waarvan het nog niet zeker is of deze er komt en welke inhoud deze zal hebben, lijkt de Regering een weinig zinvolle speculatie. Zouden de partnerlanden geen Gemeenschap vormen, dan lijkt de vorming van een Vrijhandelszone al zeer weinig waarschijnlijk.

De Regering zou echter nogmaals willen verklaren, dat zij van mening is, dat het Verdrag moet worden aanvaard om deszelfs wille en om de positieve merites, welke deze Gemeenschap voor ons land heeft en dat de aanvaarding niet alleen moet geschieden teneinde de nadelige consequenties van een verwerping te ontgaan.

Na deze algemene beschouwingen over de economische aspecten van het verdrag willen ondergetekenden thans nader ingaan op een aantal meer specifieke vragen, welke in deze Inleiding van het Voorlopig Verslag zijn gesteld.

Op pag. 10 in par. 8 maken vele leden hun bezwaren kenbaar ten aanzien van de economische beginselen, welke aan het Verdrag ten grondslag liggen en waarin zich duidelijk de verschillen weerspiegelen in de opvattingen van de betrokken Regeringen ten aanzien van de economische politiek. Voor zover in dit Verdrag bepaalde economische beginselen zijn neergelegd — en dit is slechts in bescheiden mate geschied — was het, naar de mening van ondergetekenden, uiteraard onvermijdelijk dat deze beginselen bij de huidige politieke constellatie in de deelnemende landen een compromis karakter zouden vertonen. Het komt de Regering voor, dat ook in de toekomst het beleid, dat in het overleg tussen de Commissie en de Raad van Ministers zal worden vastgesteld, een dergelijk compromis karakter zal vertonen. Dit toekomstige economische beleid van de instellingen van de Gemeenschap zal niet alleen een oplossing moeten vinden tussen de verschillende, soms tegenstrijdige, nationale belangen, maar eveneens een compromis bevatten tussen de verschillende principiële opvattingen ten aanzien van de economische politiek in de deelnemende landen.

Een ander punt is of het feit, dat het Verdrag, zoals de hier aan het woord zijnde leden betogen, ten aanzien van het instrumentarium op het gebied van de economische politiek, ernstige lacunes bevat, wel moet worden geweten aan verschillen in de economische opvattingen of inzichten ten aanzien van de toekomstige economische en sociale politiek. Het feit, dat het Verdrag voor een situatie „pénurie sérieuse” of van „crise manifeste” minder bevoegdheden toekent aan de Commissie dan in het E.G.K.S.-verdrag zijn toegekend aan de Hoge Autoriteit, moet veeleer worden verklaard door het verschil in algemene opzet der verdragen en door het verschil in de materie, welke is geregeld. Op het gebied van het ingrijpen in produktie en distributie heeft men aan de Europese Commissie minder bevoegdheden willen geven dan in het E.G.K.S.-verdrag aan de Hoge Autoriteit zijn toegekend. Zoals ook in de Memorie van Toelichting is uiteenzet, ligt in het E.E.G.-verdrag het zwaartepunt bij beslissingen van dergelijke ingrijpende aard veel sterker bij de Raad van Ministers.

Om dezelfde reden wordt ook bij de economische en monetaire politiek niet gesproken van een „gemeenschappelijke” politiek, doch slechts van een „gecoördineerde” politiek. De zorg voor het betalingsbalansen evenwicht en de stabiliteit van de munt, alsmede voor de werkgelegenheid en het realiseren van de sociaal gewenste verdeling van de nationale welvaart, blijven in beginsel dus behoren tot de bevoegdheid en de verantwoordelijkheid van de nationale regeringen. Wel zullen de regeringen bij hun beleid over deze punten onderling en met de Commissie regelmatig overleg plegen (zie in dit verband ook artikel 103). Zou men de zorg voor de hierboven genoemde onderwerpen aan de instellingen van de Gemeenschap willen overlaten en zou men hier dus een gemeenschappelijke politiek wensen, dan zou dit meebrengen, dat de Commissie en een

meerderheid in de Raad van Ministers voor elke Lid-Staat, en dus ook voor Nederland, zeggenschap zouden krijgen over de hoogte van de overheidsinkomsten en wellicht zelfs de verschillende bronnen van inkomsten en voorts over de hoogte van de verschillende categorieën uitgaven bijv. voor defensie, voor sociale zekerheid etc. Ook zou de Gemeenschap volgens een bepaalde procedure het laatste woord moeten kunnen hebben ten aanzien van het loon- en prijsbeleid en ten aanzien van de wisselkoers. Dit alles zou in wezen een integratie in het politieke vlak impliceren en een beperking van de nationale soevereiniteit inhouden van een draagwijdte, als waarvoor de situatie in Europa heden ten dage nog niet rijp is.

Het feit, dat in de Preambulé bij het Verdrag de Lid-Staten vaststellen dat de voortdurende verbetering van de omstandigheden waaronder hun volkeren leven en werken, een wezenlijk doel is van hun streven, betekent nog niet, dat de Gemeenschap ook verantwoordelijkheid en bevoegdheden zou krijgen ten aanzien van de werkgelegenheid. Het betekent uitsluitend, dat de verdragsluitende partijen mede door toetreding tot de E.E.G. een hoge graad van werkgelegenheid willen bevorderen. De Lid-Staten zullen echter blijkens artikel 104 zelf zorg dragen voor de verwezenlijking van een hoge graad van werkgelegenheid in hun land.

Omdat de wijze waarop de Regeringen der Lid-Staten dit doel trachten te bereiken — of daarin tekort zouden schieten — voor een goede functionering van de Gemeenschappelijke Markt van groot belang is, is met name in artikel 103 bepaald, dat de Lid-Staten hun conjunctuurpolitiek als een „aangelegenheid van gemeenschappelijk belang beschouwen en daarover met elkaar en met de Commissie overleg plegen. Of voor dit doel te zijner tijd een Europees planbureau zou moeten worden opgericht, zoals de hier aan het woord zijnde leden betogen, kan de Regering op dit ogenblik nog niet overzien, alhoewel zij zulks zeker niet zou willen ontkennen. Ondergetekenden menen, dat de door deze leden bepleite werkzaamheden wellicht ook door de Europese Commissie zelf zouden kunnen worden verricht.

Naar aanleiding van de ook in de Memorie van Toelichting gesignaleerde gevaren uit hoofde van het feit, dat Nederland deel gaat uitmaken van een Gemeenschap waarvan verschillende Lid-Staten een protectionistische handelspolitiek plegen te voeren, wil de Regering gaarne nog eens met klem verklaren, dat zij alles in het werk zal stellen ten einde het beleid van de Gemeenschap te richten op een zo open mogelijke economische verhouding met derde landen en een niet protectionistische handelspolitiek. Zij zal bovendien alles doen ten einde, o.a. door middel van onderhandelingen, te komen tot verlaging van het gemeenschappelijk buitentarief. De Regering zal zich voorts krachtig inzetten tegen elk streven binnen de Gemeenschap naar autarkie. Zij weet zich daarbij gesteund door het verdrag zelf, onder meer de artikelen 29 en 110.

De achtergrond van de opmerking van de Regering, dat zij bij haar streven niet alleen zal staan, is, dat voor een protectionistische handelspolitiek altijd een gekwalificeerde meerderheid in de Ministerraad, alsmede het akkoord van de Commissie nodig is, terwijl bovendien voor tariefverhogingen te allen tijde ook in de definitieve periode unanimité nodig zal zijn.

In dit verband zijn ook de onderhandelingen, welke thans gevoerd worden met betrekking tot de Vrijhandelszone binnen het kader van de O.E.E.S. van groot belang. Het feit alleen reeds, dat deze onderhandelingen worden gevoerd, duidt erop, dat het tot stand komen van de E.E.G. de krachten voor een vrijere wereldhandel, althans in Europa versterkt. Met betrekking tot de Vrijhandelszone zijn vele vragen gesteld en zijn ook verschillende vermaningen tot de Regering gericht. De Regering zou naar aanleiding hiervan voorop willen stellen, dat de Vrijhandelszone zich nog in het beginstadium van onderhandelingen bevindt. Het is op dit ogenblik nog volstrekt niet te overzien hoe de opzet zal worden. Het is dan ook niet mogelijk om mededeling te doen over de wijze waarop b.v. de landbouw of het concurrentieregime in de Vrijhandelszone zullen worden geregeld. De standpunten van de verschillende dele-

gaties hieromtrent — voor zover deze althans reeds zijn gepreciseerd — lopen nog steeds aanzienlijk uiteen. De stand van zaken op dit ogenblik is, dat elk van de drie werkgroepen in de O.E.E.S., waarin de verschillende aspecten van de Vrijhandelszone zijn besproken, een rapport aan de Voorzitter, de heer Thorneycroft, heeft aangeboden. In deze rapporten wordt in hoofdzaak een overzicht gegeven van de problematiek en de verschillende standpunten, welke naar voren zijn gebracht door de delegaties. Het is de bedoeling, dat de Ministers van de O.E.E.S. half oktober wederom bij elkaar komen en dat nadien de onderhandelingen verder zullen worden voortgezet.

Naar aanleiding van de vragen, welke door vele leden zijn gesteld, met betrekking tot het standpunt van de Nederlandse Regering ten aanzien van de Vrijhandelszone, verklaart de Regering zich bereid enkele hoofdbeginselen aan te geven, waarvoor zij zich tijdens de huidige onderhandelingen laat leiden. Het is uiteraard niet mogelijk thans reeds een afgerond en uitgewerkt Nederlands standpunt te geven over de opzet van de Vrijhandelszone. In de eerste plaats baseert de Nederlandse Regering zich bij de onderhandelingen op het standpunt, dat de verplichtingen, neergelegd in het E.E.G.-Verdrag, in elk geval tussen de E.E.G.-leden moeten blijven gelden. Er zal bij de onderhandelingen dan ook naar gestreefd moeten worden, dat de zes E.E.G.-landen zoveel mogelijk een gelijk, of althans een gecoördineerd, standpunt innemen. Dit betekent echter geenszins, dat de Nederlandse Regering niet in voorkomende gevallen van een eigen standpunt zou mogen doen blijken tijdens de onderhandelingen in het kader van de O.E.E.S.

In de tweede plaats is de Regering van mening, dat een Vrijhandelszone „oude stijl”, zoals deze in het G.A.T.T. is beschreven, niet zonder meer verwezenlijkt kan worden. De ongelijkheid van het buitentarief van de verschillende landen schept problemen, waarvan wellicht een aantal van de meest belangrijke in beginsel vóór de ondertekening van het Vrijhandelszone-verdrag opgelost moet zijn. Voor de resterende problemen zal, volgens een nader vast te stellen procedure, een oplossing moeten worden gevonden zodra zij aan de dag treden. De Regering is daarbij van mening, dat in het algemeen de Vrijhandelszone betrekking moet hebben op een zo groot mogelijk gedeelte van het goederenverkeer en dat geen oplossingen kunnen worden aanvaard ter ondervanging van het probleem van de verschillen in het buitentarief, waarbij belangrijke groepen produkten buiten de Vrijhandelszone blijven.

Bovendien dienen naar de mening van de Nederlandse Regering in het Verdrag voor de Vrijhandelszone zekere spelregels te worden opgenomen, welke waarborgen inhouden tegen concurrentievervalsingen.

Wat het moeilijke punt van de landbouw betreft is, zoals bekend, het Nederlandse standpunt dat ook landbouwprodukten binnen de Vrijhandelszone moeten vallen. Dit betekent echter niet, dat de landbouwsector op gelijke wijze behandeld zal moeten worden als de industriële sector, noch dat de voor de landbouw in de Vrijhandelszone te treffen regeling identiek zou moeten zijn aan die, welke in het E.E.G.-Verdrag is getroffen. Wel zullen echter redelijke garanties verkregen moeten worden tussen de Leden-landen en zal de mogelijkheid geschapen moeten worden om elkaars landbouwbeleid te corrigeren, indien duidelijk wordt, dat dit beleid schadelijk is voor de positie van de partnerlanden, namelijk wanneer deze getroffen worden in de afzet van die produkten, waarvoor zij structureel de meest aangewezen producenten zijn.

Met betrekking tot het inschakelen en raadplegen van het bedrijfsleven ter zake van de onderhandelingen over de Vrijhandelszone, delen ondergetekenden mede, dat de speciale Adviescommissie van de S.E.R., welke is ingesteld in verband met de onderhandelingen voor het E.E.G.-Verdrag, ook het orgaan zal zijn, dat door de Regering wordt geraadpleegd met betrekking tot de Vrijhandelszone. De samenstelling van de Commissie heeft daarbij een kleine wijziging en uitbreiding ondergaan. Genoemde Commissie is reeds aan het werk, terwijl ook tussen de betrokken departementen en een groot aan-

tal bedrijfstakken reeds een intensief contact bestaat met betrekking tot de specifieke problemen van de Vrijhandelszone. De Regering heeft, mede in het licht van de ervaringen tijdens het E.E.G.-Verdrag, geen bijzondere geheimhoudingsplicht van de leden van de Adviescommissie gevegd. De Regering hoopt, dat het bedrijfsleven zelf ook, behalve met de departementen, regelmatig contact zal houden met de Adviescommissies en dat de ervaring opgedaan bij de onderhandelingen over de E.E.G. daarbij van nut zal blijken.

Met betrekking tot onze economische verhouding met derde landen hebben verscheidene leden de vraag gesteld, uit welke soort produkten onze huidige import, uit de niet-E.E.G.-landen welke 60 % van onze totale invoer uitmaakt, bestaat.

Samenstelling Nederlandse invoer uit niet-E.E.G.-landen in 1955 naar waarde:

	industrie	landbouw (inclusief landbouwindustrie)
grondstoffen	40 %	55 %
halfabrikaten	27 %	25 %
eindprodukten	33 %	20 %

Uit bovenstaande tabel moge blijken, dat deze invoer in overwegende mate uit grondstoffen en halfabrikaten bestaat.

Verscheidene andere leden zouden gaarne nader door de Regering aangetoond zien, waarom niet in te zien zou zijn, dat onze export naar derde landen zou stagneren of op het huidige niveau blijven of zelfs zou inkrimpen. Naar aanleiding hiervan zou de Regering willen stellen, dat de omvang van onze uitvoer in het algemeen in zeer sterke mate wordt bepaald door de welvaart in de buitenwereld. Indien produktie en consumptie in voor Nederland belangrijke afnemerslanden toenemen, zal in het algemeen ook onze uitvoer naar die landen stijgen, tenzij om andere redenen onze concurrentiepositie op de wereldmarkt aanzienlijk slechter zou worden. Gezien het feit, dat verwacht mag worden, dat produktie en welvaart in het buitenland zullen blijven stijgen in het komende decennium, neemt de Regering aan, dat ook onze uitvoer naar die landen zal blijven stijgen. Dit zal ook zeer wel het geval kunnen zijn ondanks het feit, dat in ons uitvoerpatroon wellicht een verschuiving zal plaats vinden van derde landen naar landen van de Gemeenschap. De ontwikkeling in de afgelopen jaren geeft wat dat betreft een leerzaam voorbeeld. Tussen 1949 en 1956 daalde het aandeel van onze uitvoer naar de derde landen van 68,9 % tot 59,6 % van onze totale export. Niettemin steeg in deze jaren het totale bedrag van deze uitvoer naar de derde landen van f 2500 mln tot f 6500 mln. De Regering acht het redelijk waarschijnlijk, dat een soortgelijke ontwikkeling zich ook in de toekomst zal kunnen voltrekken.

Ook met betrekking tot de in de Memorie van Toelichting gesignaleerde gevaren op het punt van de prijsstijgingen zijn door de leden verschillende nadere vragen gesteld en opmerkingen gemaakt. Alvorens hierop in te gaan, stelt de Regering het op prijs om nogmaals met nadruk te bevestigen, dat zij de gevaren, welke op dit punt bij de uitwerking van het E.E.G.-Verdrag zouden kunnen blijken, zeer goed onderkent en voornemens is zich niet te doen meezuigen in een ongemotiveerd streven naar sociale harmonisatie.

Wat betreft het effect van de in het Verdrag neergelegde verplichtingen op het gebied van de sociale harmonisatie, moge in het algemeen naar de Memorie van Toelichting en naar hetgeen hieronder in hoofdstuk II, par. 7, wordt gesteld, worden verwezen. Naar aanleiding van de vraag van verscheidene leden of door dit Verdrag wijziging wordt gebracht in volgorde en tempo met betrekking tot de verwezenlijking van in ons land levende sociale wensen merken ondergetekenden op, dat deze vraag noch in negatieve noch in positieve zin kan worden beantwoord. Dit zal onder meer afhangen van de

mate waarin deze sociale wensen kunnen worden gerealiseerd binnen het raam van de stijging van de produktiviteit. Bij hoofdstuk II, par. 7, wordt op dit punt uitvoeriger teruggekomen.

Wat betreft de consequenties van het hogere buitentarief zij verwezen naar hetgeen hieronder in hoofdstuk I, par. 2, wordt gesteld. De vraag, door sommige leden gesteld, of de Regering kennis heeft genomen van berekeningen die het prijsverhogend effect van het Verdrag op 15 à 30 % schatten, beantwoordt de Regering ontkennend; zij acht deze berekeningen volkomen willekeurig. Zij moge verwijzen naar hetgeen daarover in de Memorie van Toelichting reeds is medegedeeld.

Verscheidene leden hebben de vraag gesteld wat de indirecte invloed op ons prijsniveau zou kunnen zijn. Zij hebben daarbij o.a. gewezen op de mogelijke verhoging van de prijzen van bepaalde landbouwprodukten. Verscheidene andere leden hebben hierop eveneens gewezen en gevraagd of het accent bij de landbouwpolitiek wel zoveel mogelijk zal komen te liggen op de bevordering van de efficiency en de produktiviteit van de landbouwbedrijven en op zo laag mogelijke prijzen voor de consument. Wat in het algemeen de indirecte invloed op het prijsniveau zal zijn, kan de Regering niet bij benadering ramen. Hoe het landbouwbeleid van de Gemeenschap er uit zal zien, kan de Regering op dit ogenblik nog allerminst voorspellen. Zij wil echter gaarne verklaren, dat wat haar aandeel in de vorming van dit beleid betreft, zij er naar zal streven de tot nu toe in Nederland gevolgde beleidslijn voort te zetten, waarbij uiteraard aan de bevordering van de produktiviteit een centrale plaats zal worden toegekend.

Verscheidene leden hebben gevraagd of een politiek van kunstmatig laag houden van huren en pachten wel in overeenstemming is met het Verdrag. Of en in hoeverre de maatregelen ter zake van de huur- en pachtbeheersing in de verschillende Lid-Statens te zijner tijd aanleiding zullen zijn tot moeilijkheden binnen de Gemeenschappelijke Markt, is op dit ogenblik onmogelijk te voorzien. Naar de mening van de Regering zijn dit soort maatregelen niet a priori in strijd met het Verdrag. Mocht te zijner tijd blijken, dat als gevolg van deze maatregelen in de Lid-Statens distorsies optreden, dan zal hiervoor binnen het kader van artikel 101 een oplossing moeten worden gevonden. Hoe deze oplossing zal zijn, kan onmogelijk worden voorspeld.

Sommige leden vroegen of onze sterk gestegen export naar de E.E.G.-landen in de afgelopen jaren niet voor een groot deel te danken zou zijn aan ons lage buitentarief en of daarom niet de kans dat onze export in de toekomst naar deze landen verder zal stijgen, gering is. Ook voor de export naar de E.E.G.-landen geldt hetgeen ondergetekenden hebben gesteld ten aanzien van de export naar derde landen, dat deze in zeer belangrijke mate wordt beïnvloed door het welvaartspeil en met name door de stijging van de produktie in die landen. Nu is de economische expansie in de E.E.G.-landen in de afgelopen jaren bijzonder sterk geweest en derhalve menen ondergetekenden, zonder de invloed van ons lage buitentarief voor grondstoffen en halfabrikaten te willen bagatelliseren, niet, dat deze invloed voor onze export van groot belang is geweest.

De hier aan het woord zijnde leden hebben eveneens gevraagd of als gevolg van het vormen van de Gemeenschappelijke Markt niet de liquidatie van kleine ondernemingen in Nederland moet worden gevreesd. De Regering zou in de eerste plaats willen opmerken, dat de tegenstelling tussen kleine en grote ondernemingen hier niet relevant is. Indien bepaalde bedrijven de concurrentie niet kunnen volhouden, zal dit zowel het geval kunnen zijn bij kleine als bij grotere bedrijven.

Inderdaad zal het kunnen gebeuren, dat bepaalde bedrijven in moeilijkheden geraken en zullen moeten omschakelen of wellicht zelfs zullen moeten sluiten. Dit is echter een onvermijdelijke consequentie van de betere werkverdeling, welke in Europa en tevens ook in Nederland als gevolg van het E.E.G.-Verdrag tot stand moet komen en welke van direct belang is voor de Nederlandse consument. De Regering koestert echter de verwachting, dat de nodige aanpassing zich in het algemeen

zonder ernstige schokken zal kunnen voltrekken. De zeer geleidelijke tot standkoming van de Gemeenschappelijke Markt vormt hiervoor een waarborg.

Het weinig supranationale karakter der Verdragen

Na hetgeen de Regering reeds in de Memorie van Toelichting heeft opgemerkt omtrent het compromis-karakter van beide Verdragen en de hieruit voortvloeiende zwakke supranationale structuur der Gemeenschappen, acht zij het niet noodzakelijk op deze kwestie in het algemeen thans nog nader in te gaan.

Naar aanleiding van de vraag van vele leden of de grote bevoegdheden van de Raad van Ministers niet het gevaar medebrengen, dat de werking van de Gemeenschap van binnen uit voor een deel zal worden uitgehold indien in sommige partnerlanden de politieke omstandigheden een, voor de Europese samenwerking ongunstige, wending zouden nemen, zou de Regering niet willen ontkennen, dat het gevaar voor een belemmering van het goed functioneren der Gemeenschap hier zeker aanwezig is. Dit neemt intussen niet weg, dat de Lid-Statens in het Verdrag een aantal algemene beginselen hebben onderschreven en een aantal concrete verplichtingen op zich hebben genomen, welke hun bindende kracht behouden ongeacht de politieke constellatie in de deelnemende landen. Overigens hebben, voor zover de Regering bekend is, gedurende de laatste tijd in alle partnerlanden de belangrijkste politieke partijen zich in beginsel uitgesproken ten gunste van een aanvaarding der onderhavige Verdragen, zodat ook een verschuiving in de thans bestaande regeringscoalities geen ernstige belemmeringen voor de uitvoering dezer Verdragen behoeft op te leveren.

De mening van de Regering, dat de kans op een soepele uitvoering van de Verdragen groter is, doordat op vele punten in de Verdragen regelingen zijn voorzien, welke in wezen een waarborg inhouden voor bepaalde nationale belangen, steunt op de overweging, dat door deze regelingen, waarvan de Regering overigens ook de bezwaren heeft erkend, bij de uitvoering van het Verdrag al te grote schokken in de nationale economieën der betrokken landen worden voorkomen.

Met belangstelling heeft de Regering kennis genomen van het voorstel van vele leden tot invoering van een nieuw artikel 4a in de Goedkeuringswet, dat de strekking zou hebben de binnen het Verdragssysteem onvoldoende tot uiting komende parlementaire controle aan te vullen door een controle in het nationale vlak op het beleid der Regering binnen en ten aanzien van de Gemeenschap.

Tegen de toevoeging van een dergelijk artikel bestaat bij de Regering geen bezwaar.

De wetsontwerpen en de Grondwet

Vele leden hebben, uit het in de considerans alleen aanhalen van artikel 60, lid 2 der Grondwet, terecht afgeleid, dat naar het oordeel der Regering de verdragsteksten niet afwijken van de bepalingen van de Grondwet. De Regering heeft hierbij, evenals de bovengenoemde vele leden, overwogen, dat de opdracht van bevoegdheden tot wetgeving, bestuur en rechtspraak aan volkenrechtelijke organisaties in deze Verdragen geschiedt met toepassing van artikel 67 der Grondwet, terwijl ook overigens, naar haar mening, de verdragen geen bepalingen bevatten, welke met de Grondwet in strijd zouden zijn en uit dien hoofde inachtneming van artikel 63 der Grondwet noodzakelijk zouden maken.

De Nederlandse tekst van het Verdrag

Naar aanleiding van de kritiek, welke vele leden hebben uitgeoefend op de Nederlandse tekst van het Verdrag, zou de Regering, alvorens op de concrete bezwaren dezer leden in te gaan, gaarne enige opmerkingen maken van algemene aard.

In hun kritiek spreken de bedoelde leden herhaaldelijk van de Nederlandse „vertaling” van het Verdrag. Naar aanleiding

hiervan moge erop worden gewezen, dat het Verdrag is geredigeerd in vier talen, waaronder de Nederlandse, en dat deze vier teksten gelijkelijk authentiek zijn (artikel 248). De Nederlandse tekst moet derhalve niet worden beschouwd als een vertaling van een in een andere taal gesteld verdrag, doch als een oorspronkelijke verdragstekst.

Het is noodzakelijk, dat bij de beoordeling van de Nederlandse tekst, ook in de toekomst, met het bovenstaande rekening wordt gehouden. Het verschil tussen tekst en vertaling is nl. niet alleen van belang voor de rechtsgeldigheid, doch impliceert ook een andere wijze van totstandkoming. Indien men zich had moeten beperken tot het vervaardigen van een Nederlandse vertaling, dan zou men hebben gestreefd naar een zo letterlijk mogelijke weergave van het in de vreemde tekst gestelde. Bij het opstellen van de Nederlandse tekst heeft men echter kunnen en moeten streven naar een zo juist mogelijke weergave van de bedoelingen der partijen. De Franse en ook de Duitse tekst, die eerder gereed waren dan de Nederlandse, waren daarbij uiteraard belangrijke hulpmiddelen, maar niet steeds van doorslaggevend betekenissen.

De eindredacties van de vier teksten zijn in onderling overleg tussen de zes Regeringen vastgesteld. Zoals steeds bij meertalige verdragen bleek daarbij, dat op sommige punten verschillen in betekenis waren ontstaan in de teksten. Zoveel mogelijk is getracht deze verschillen op te heffen door wijziging van deze of gene tekst. De Regering koestert echter niet de illustie, dat de onderhandelaars daarin op alle punten volmaakt zouden zijn geslaagd.

Aan het bovenstaande kan worden toegevoegd, dat, wat de Nederlandse tekst betreft, nauw is samengewerkt met de daartoe door de Belgische delegatie aangewezen deskundigen. De delegaties van de beide Nederlands sprekende naties hebben, voorzover de beperkte tijd het toeliet, gestreefd naar een duidelijk en zuiver taalgebruik in de Verdragen en bijbehorende akten. Het behoeft nauwelijks betoog, dat de verschillen tussen het woordgebruik in Nederland en dat in België, ook in de rechtstaal, weleens moeilijkheden opleveren zodat vaak naar een voor beide landen aanvaardbaar compromis moest worden gestreefd.

In het licht van het voorgaande acht de Regering het bepaald ongewenst, dat, zoals de vele meergenoemde leden vragen, aan de vijf andere regeringen zou worden voorgesteld nog vóór de ratificatie van het Verdrag opnieuw besprekingen te openen tot herziening van de tekst.

In de eerste plaats heeft de Nederlandse Regering het niet in haar macht dergelijke besprekingen te beperken tot de Nederlandse tekst en tot alleen die gedeelten daaruit waarin zij verandering zou wensen. Heropening der besprekingen over de teksten zou aanleiding kunnen geven tot het opwerpen van gehele reeksen nieuwe vraagstukken, temeer daar het niet altijd goed mogelijk is scherp de grens te trekken tussen enerzijds taalkundige verbeteringen en anderzijds accentverleggingen, welke een materieel verschil van betekenis met zich mee kunnen brengen.

In de tweede plaats vormen de vier teksten, zoals hierboven reeds is medegedeeld, tezamen het resultaat van de onderhandelingen tussen de zes regeringen. De Verdragen zijn thans in alle zes Staten bekend gemaakt en toegelicht waarbij met name in België en Duitsland ook de Nederlandse tekst ter goedkeuring aan de volksvertegenwoordigingen is overgelegd. In dit stadium is het dan ook praktisch niet meer mogelijk in de teksten nog enigerlei wijziging aan te brengen zonder medewerking, niet alleen van de regeringen, doch ook van de parlementen der verdragsluitende Staten hetgeen, mede om bovenaangehaalde redenen, de inwerkingtreding der Verdragen aanzienlijk zou kunnen vertragen.

Wat betreft de verschillende, door dezelfde vele leden gesignaleerde artikelen, moge de Regering het volgende opmerken:

Artikel 68, eerste lid: De Regering kan instemmen met de gegeven interpretatie van dit artikel. Zij verwacht overigens niet, dat de Nederlandse tekst van deze bepaling in de praktijk tot enig misverstand aanleiding zou kunnen geven.

Artikel 109. De term „vrijwaringsmaatregelen” komt voor in de artikelen 108, 109 en 226, alsmede in het Protocol betreffende enkele bepalingen van belang voor Frankrijk, hoofdstuk I (paragraaf 2) en hoofdstuk II (paragraaf 2). De term is in overleg met de Belgische delegatie gekozen, nadat de Nederlandse tekst op dit punt tijdens de onderhandelingen verschillende malen was gewijzigd. Naar de mening van de Regering is de term taalkundig juist en in de samenhang der bepalingen begrijpelijk ook zonder kennis van de Franse tekst.

Artikel 43, lid 2: De Regering is het met de vele leden, hier aan het woord eens, dat beter van de „invoering” dan van de „uitvoering” van de in de titel betreffende de landbouw speciaal vermelde maatregelen had kunnen worden gesproken. Het vraagstuk van een scheiding van machten speelt hier overigens geen rol daar in deze bepaling slechts sprake is van voorstellen van de Commissie. Opgemerkt zij nog, dat de Duitse tekst spreekt van „Durchführung”.

Artikel 49, sub d. Bepaaldelijk moet worden ontkend, dat met „mécanismes propres à” zouden zijn bedoeld „lichamen geschikt om”. Indien de vele leden deze betekenis aan de Franse tekst menen te moeten hechten, blijkt de bedoeling der partijen, wat de onderhavige bepaling betreft, gelukkiger te zijn uitgedrukt door de Nederlandse dan door de Franse tekst. Dit kan ook worden afgeleid uit de Duitse tekst, welke spreekt over „die Schaffung geeigneter Verfahren”. Met opzet is te dezer zake een vage term gekozen teneinde aan de Commissie en Raad een grote vrijheid te laten. Dit neemt overigens niet weg, dat onder de „organisatorische voorzieningen” zeer wel een Europese arbeidsbeurs zal kunnen worden begrepen.

Artikel 233. Inderdaad komen de geciteerde slotwoorden van dit artikel, zowel de Nederlandse als de Franse versie, ook voor in de preambule van het ontwerp-verdrag tot oprichting van een Benelux Economische Unie. De ondergetekenden achten de Nederlandse tekst geenszins een „geforceerde vertaling” van de Franse; de teksten zijn in overeenstemming met elkaar en beantwoorden beide aan de bedoeling, die bij de onderhandelingen heeft voorgezet. In overeenstemming hiermede luidt de Duitse tekst: „soweit die Ziele dieser Zusammenschlüsse durch Anwendung dieses Vertrags nicht erreicht sind”.

Naar de opvatting der Regering vloeit uit deze bepaling overigens niet voort, dat de Benelux-partners in de E.E.G. alleen gezamenlijk zouden kunnen optreden, d.w.z., dat ieder van hen voor iedere daad binnen de E.E.G.-organisatie de instemming van de beide anderen zou moeten hebben.

Een dergelijke verplichting vloeit evenmin voort uit Benelux-overeenkomsten. Daarin is geen gemeenschappelijk Benelux-optreden in internationale organisaties voorzien, doch een verplichting tot coördinatie van de door de drie landen in die organisaties in te nemen standpunt.

HOOFDSTUK I

Grondslagen van de Gemeenschap

De opmerkingen, die gemaakt zijn over de onvolledigheid van het Verdrag, de rol van de Raad van Ministers, alsmede over de bezwaren, verbonden aan de stemmenweging voor de kleine landen, vinden hun beantwoording deels in de inleiding van deze Memorie en deels in hoofdstuk III. Dat bij de onderhandelingen over het Verdrag het nastreven van nationale interessen en het veilig stellen daarvan een grote rol hebben gespeeld, achten de ondergetekenden op zichzelf niet zo verontrustend. Zij menen, dat iedere Regeringsdelegatie tijdens de onderhandelingen in haar taakvervulling te kort zou zijn geschoten, indien zij anders zou hebben gehandeld.

De beschouwingen in het Voorlopig Verslag over het verloop van de overgangperiode concentreren zich in feite op twee punten, t.w. de criteria, die worden aangelegd bij de overgang van de eerste naar de tweede etappe en ten tweede de maximale duur van de eerste etappe.

Wat het eerste punt betreft zij opgemerkt, dat er twee verschillende voorwaarden moeten zijn vervuld: het wezenlijke van

de doeleinden, uitdrukkelijk voor de eerste etappe voorzien, moet daadwerkelijk zijn bereikt en de verplichtingen van de Lid-Staten moeten zijn nagekomen. Aangezien in het Verdrag telkens is aangegeven, welke beslissingen gedurende de eerste etappe moeten zijn genomen, is het eerste criterium niet zo vaag als op het eerste gezicht gedacht zou kunnen worden. Of aan het tweede criterium is voldaan, is, blijkens de artikelen 169—171 voor beslissing van het Hof van Justitie vatbaar. Mede daarom lijkt het uitgesloten, dat enig land de overgang naar de tweede etappe zou kunnen tegenhouden door een beroep te doen op het feit, dat het zelf zijn verplichtingen niet is nagekomen.

Wat de maximale duur van de eerste etappe betreft, wijzen de ondergetekenden erop, dat de mogelijkheid van inkorting van de tweede of derde etappe wel degelijk is voorzien in artikel 8, lid 5. De Regering meent voorts het Verdrag zo te verstaan, dat de eerste etappe maximaal 7 jaren kan duren, tenzij met unanimitieit wordt beslist, dat deze duur zal worden verlengd en de tweede etappe overeenkomstig zal worden verkort.

Waar, zoals hierna nog zal worden uiteengezet, artikel 14, lid 7, moet worden beschouwd als een veiligheidsklep, die slechts in laatste instantie moet worden gebruikt om het gewone systeem voor de afbraak der tarieven te wijzigen, wil het de ondergetekenden voorkomen, dat het weinig opportuun is hierop een beroep te doen om de afbraak reeds in de eerste etappe te versnellen. Hetzelfde geldt voor artikel 33, lid 8.

I. 1. De vrijheid van het goederenverkeer

De verhouding tot het G.A.T.T. Uit de vragen, die zijn gesteld met betrekking tot de verhouding tussen het E.E.G.-Verdrag en het G.A.T.T. blijkt, dat hieromtrent nog enig misverstand bestaat. Zo spreekt het Voorlopig Verslag over de „goedkeuring” van het Verdrag door het G.A.T.T. Hiervan nu is geen sprake. De zes landen leggen hun Verdrag voor als leidende tot een douane-unie. Krachtens artikel XXIV van het G.A.T.T. brengt de douane-unie automatisch mede de mogelijkheid van discriminatie. De Verdragsluitende Partijen kunnen inderdaad bij meerderheid vaststellen, dat het Verdrag niet voldoet aan de eisen in artikel XXIV aan een douane-unie gesteld. In dat geval kunnen zij krachtens artikel XXIV, lid 7, sub a, een standpunt innemen, resp. bepaalde aanbevelingen aan de zes regeringen doen. Indien de Verdragsluitende Partijen van het G.A.T.T. niet bij meerderheid van stemmen een uitspraak doen, dat het Verdrag strijdt met de bepalingen van artikel XXIV, behoeft in hoofdzaak de verhouding met de andere leden van het G.A.T.T. geen moeilijkheden meer op te leveren.

Thans komende tot het antwoord op de concrete vragen vertrouwen ondergetekenden, dat uit het bovenstaande voldoende duidelijk is, hoe de positie zou zijn, indien het G.A.T.T. een beslissing zou nemen, die zou inhouden, dat de regels van artikel XXIV niet, althans niet geheel in het E.E.G.-Verdrag zijn in acht genomen. Er zou in dat geval een delicate politieke situatie ontstaan en het hangt geheel af van de dan bestaande omstandigheden, welke beslissingen dan genomen moeten worden. Ondergetekenden zien geen aanleiding hierop thans reeds vooruit te lopen.

De ondergetekenden zouden de vraag, of de associatie der overzeese gebiedsdelen voldoet aan de in het G.A.T.T. gestelde eisen voor een douane-unie bevestigend willen beantwoorden. Inderdaad blijft voor de overzeese gebiedsdelen de mogelijkheid om nog douanerechten te blijven heffen. De tekst van artikel 133, lid 3, alinea 1, stelt hiervoor echter bepaalde criteria, die duidelijk doen blijken, dat het niet de bedoeling is die rechten voor altijd te handhaven. Zij kunnen slechts blijven bestaan zolang zij „in overeenstemming zijn met de eisen van hun ontwikkeling en de behoeften van hun industrialisatie”, of „van fiscale aard zijn en ten doel hebben in hun begrotingsmiddelen te voorzien”. Wat hier dus geschied is, is, dat men de grondregels van het Verdrag in dit opzicht heeft aangepast aan de economische ontwikkeling van de betrokken gebieden, hetgeen de Verdragsluitende Partijen van het G.A.T.T. naar het voor komt als gerechtvaardigd zullen erkennen.

Verscheidene leden hebben gevraagd, of er geen gevaar bestaat, dat het G.A.T.T. zijn beslissing ten aanzien van het Verdrag zal uitstellen. Zoals in de aanvang van deze paragraaf gesteld, behoeft dit geen moeilijkheden op te leveren. Er is geen noodzaak, dat de Verdragsluitende Partijen een beslissing nemen alvorens het Verdrag, zonder in strijd te komen met de regels van het G.A.T.T., in werking kan worden gesteld. Uit dezen hoofde is er dan ook geen aanleiding om de ratificatieprocedure afhankelijk te maken van een G.A.T.T.-uitspraak.

Afbraak van onderlinge tarieven en restricties. Ondergetekenden zijn van mening, dat het gekozen systeem onder de vele, die in de loop der jaren zijn voorgesteld, als een van de meest redelijke moet worden gerangschikt. Zelfs in vergelijking met het systeem, dat in het Rapport-Spaak werd uiteengezet, kan ongetwijfeld van een verstrakking en daardoor van een verbetering worden gesproken. Ten aanzien van het contact met het bedrijfsleven ter zake van de toepassing van het systeem moge worden verwezen naar wat hieromtrent in zijn algemeenheid in de inleiding dezer memorie is gesteld.

Ongetwijfeld zou een volledig automatisch rechtlijnig afbraak-systeem voordelen hebben gehad boven het thans gekozen. Anderzijds mag echter toch niet uit het oog worden verloren, dat het aanbrengen van een zekere soepelheid niet geheel onredelijk is. Het valt immers niet te ontkennen, dat de aanpassing aan de nieuwe situatie in de ene bedrijfstak gemakkelijker en sneller kan verlopen dan in de andere, een feit, waarmede in een volledig rechtlijnig systeem geen rekening wordt gehouden. Overigens dient men wel te bedenken, dat de totale verlaging over het gehele tarief steeds 10 % zal moeten zijn. Wat men op bepaalde posten minder verlaagt, moet op andere posten worden ingehaald. Het behoeft geen betoog, dat men niet ongelimiteerd de moeilijkheden van de ene bedrijfstak kan afwentelen door de andere zwaarder te belasten. Artikel 14, lid 7, moet in dit verband als een laatste veiligheidsklep worden beschouwd. De bedoeling van dit artikel is zeker niet om de overgangperiode te verlengen, hetgeen trouwens op grond van artikel 8, juncto artikel 9, niet wel mogelijk is. Om echter misbruik van deze bepaling zoveel mogelijk te voorkomen, zijn bovendien nog enkele speciale waarborgen opgenomen. In de eerste plaats is er een voorstel van de Commissie nodig, terwijl in de tweede plaats raadpleging van de Vergadering is voorgeschreven. Tenslotte kan de Raad dan nog slechts met unanimitieit afwijken van de voorgeschreven bepalingen. Komt deze eenstemmigheid niet tot stand, dan blijft alles zoals het in artikel 14 is voorgeschreven.

Ten aanzien van de heffingen van gelijke werking als invoerrechten is bij de beoordeling der daarop betrekking hebbende bepalingen te overwegen, dat het hier gaat om heffingen, die een speciaal karakter kunnen hebben en die zich in vele gevallen wellicht niet lenen tot een geleidelijke afbraak als voor de tarieven voorzien. In plaats van voor deze, over het algemeen van minder belang zijnde, heffingen gedetailleerde regelingen op te nemen, heeft men de procedure voor de afbraak aan de Commissie overgelaten. Dat daarbij uitsluitend verwezen is naar de leden 2 en 3 van artikel 14, heeft geen andere betekenis dan dat in deze leden het algemeen systeem der afbraak is opgenomen. De overige leden hebben meer specifiek betrekking op de tarieven, of geven bevoegdheden aan de Raad van Ministers, die hier niet voorzien zijn, daar de Commissie in laatste instantie beslist.

Op de vraag van vele leden omtrent de gevolgen van het afschaffen der onderlinge invoerrechten en het invoeren van een gemeenschappelijk buitentarief voor de schatkisten der onderscheidene landen, is geen nauwkeurig antwoord te geven, daar hiervoor de noodzakelijke gegevens ontbreken. Voor Nederland is op blz. 47 van de Memorie van Toelichting een ruwe schatting gemaakt voor de ontwikkeling in de eerste vijf jaar. Wat de andere landen betreft kan worden gesteld, dat voor Frankrijk en Italië de opbrengst der invoerrechten zeker zal dalen, waar voor deze landen het buitentarief niet onaanzienlijk lager zal zijn dan hun huidige tarief. Voor Duitsland is te verwachten, dat de fiscale gevolgen relatief ongeveer gelijk zullen

zijn als die voor Nederland. Hetzelfde geldt uiteraard voor België en Luxemburg.

Afgezien van de ontwikkeling in Frankrijk, waarop in navolging van het Voorlopig Verslag hieronder nader zal worden ingegaan, meent de Regering, dat het gevaar, dat de onderscheidene landen in de komende maanden nog tot een beperking van hun liberalisatie zullen overgaan, niet bijzonder groot is. Men moet vooral niet vergeten, dat hier is aangeknoopt aan beslissingen van de O.E.E.S., waarvan de zes landen alle lid zijn. Wenst men nog voor het in werking treden van het Verdrag tot deliberalisatie over te gaan, dan zal dit in de eerste plaats behoorlijk geargumenteed moeten worden volgens de criteria, die de O.E.E.S. daarvoor aanlegt, doch bovendien zal de O.E.E.S. zich over de genomen maatregelen moeten uitspreken. De Regering heeft niet de indruk, dat de Lid-Staten hiertoe zullen overgaan alleen en uitsluitend om zich een ander uitgangspunt voor de regels van het Verdrag te scheppen.

Wat betreft de staatshandel en met name de tabaksmonopolies in Frankrijk en Italië moge naar aanleiding van het in het Voorlopig Verslag gestelde het volgende worden opgemerkt. Artikel 37, lid 1, bevat een duidelijke Verdragsverplichting, die naar zijn materiële inhoud beoordeeld moet worden. Naar de mening van ondergetekenden zijn de betrokken landen er dus inderdaad niet af door formeel een dergelijke non-discriminatie in het leven te roepen, zonder dat materieel iets aan de situatie verandert. Verreweg het eenvoudigste zou het uiteraard zijn geweest voor te schrijven, dat dergelijke monopolies moeten worden opgeheven. De Nederlandse Regering heeft een dergelijke oplossing ook wel voor ogen gehad. Zij heeft echter bij de nadere bepaling van haar standpunt in aanmerking moeten nemen, dat, hoewel dergelijke monopolies in hun huidige werking inderdaad een importbelemmerend karakter hebben, toch niet ontkend kan worden, dat er nog andere zijden aan dit probleem zijn, waarbij met name aan de fiscale en sociale aspecten te denken is, terwijl tenslotte nog in overweging moet worden genomen, dat deze monopolies ook nog een handelspolitieke functie ten opzichte van derde landen kunnen vervullen. Gezien al deze verschillende facetten bleek het niet mogelijk per monopolie (er zijn er meer dan alleen die voor tabak) gedetailleerde regelingen te geven over de wijze, waarop zij aan de gemeenschappelijke markt dienen te worden aangepast. Dat zij ook materieel zullen moeten worden aangepast, daaromtrent laat naar de mening van ondergetekenden het Verdrag geen enkele twijfel.

De door zeer vele leden gestelde vragen en gemaakte opmerkingen ten aanzien van het speciale regiem voor Frankrijk zijn thans goeddeels achterhaald door de maatregelen, welke door de Franse Regering op 11 augustus zijn getroffen en waarbij in feite een devaluatie van de Franse franc met 20 % werd bewerkstelligd. Het bijzondere element bij deze devaluatie is, dat deze devaluatie niet wordt toegepast op een aantal in te voeren grondstoffen en op een aantal exportprodukten. De Regering is van mening, dat deze maatregelen zowel door de vereenvoudiging welke zij ten opzichte van het voorgaande stelsel betekenen, alsook door de grotere mate van eenvormigheid bij de toepassing, moeten worden toegejuicht als een stap in de goede richting. Hoe deze maatregelen zich verhouden tot het speciale regiem, dat in het Protocol betreffende enkele bepalingen van belang voor Frankrijk is vervat, is een moeilijke vraag. Naar het voorkomt zijn hier in beginsel twee oplossingen mogelijk. In de eerste plaats kan men stellen, dat de nieuwe maatregelen, omdat zij een devaluatie betekenen, de oude maatregelen volledig vervangen en dat daarmee dus het speciale regiem als zodanig is opgeheven. Dit standpunt impliceert, dat de speciale regeling volgens welke de devaluatie op een aantal exportprodukten niet wordt toegepast, na de inwerkingtreding van het Verdrag zullen vallen onder artikel 16, terwijl de bijzondere regeling voor een aantal importprodukten moet worden beschouwd als een steunmaatregel van de Franse Staat ten behoeve van een aantal industrieën, waarop de artikelen 92 t/m 94 van toepassing zijn.

Een andere oplossing is, dat men het nieuwe complex maatregelen nog steeds beschouwt als een stelsel van bijzondere maatregelen voor de uitvoer en de invoer, dat wel het vorige stelsel van maatregelen vervangt, maar waarop de procedure van toepassing blijft, welke is neergelegd in bovengenoemd Protocol voor Frankrijk. In deze laatste opvatting zou Frankrijk echter in strijd hebben gehandeld met de uitdrukkelijke bepaling in dit Protocol, dat het maximumpercentage voor de heffingen zal blijven binnen de limiet, welke op 1 januari 1957 gold, namelijk de limiet van 15 %. Deze strijdigheid zou dan te gelegener tijd in het kader van de Gemeenschap moeten worden opgelost.

Welke van de beide hierboven uiteengezette oplossingen zal worden gekozen, dient naar de mening van de Regering een punt van nader overleg te zijn tussen de zes betrokken Regeringen. Dit overleg zal zo mogelijk vóór de inwerkingtreding van het Verdrag moeten plaatsvinden. Voorshands gaat de voorkeur van de Regering uit naar de eerstgenoemde oplossing.

De Regering hoopt, dat de thans genomen maatregelen Frankrijk in afzienbare tijd in staat zullen stellen de onlangs weer ingestelde invoerbeperkingen ongedaan te maken, opdat als uitgangspunt voor de afbraak der contingenten binnen de Gemeenschap, welke één jaar na de inwerkingtreding van het Verdrag een aanvang neemt, niet de huidige situatie als uitgangspunt zal dienen, doch een gunstiger situatie.

Artikel 10. Opgemerkt zij ten aanzien van het hier gestelde, dat van oorsprongscontrole niet kan worden gesproken. Het gaat om de vraag, of een goed, afkomstig uit een derde land, al of niet in het vrije verkeer is gebracht van één der landen der Gemeenschap. Overigens is de Regering van mening, dat hier geen onoverkomelijke moeilijkheden te verwachten zijn, mede gezien de ervaringen, die te dezer zake in de E.G.K.S. zijn opgedaan.

Artikel 17. Ter zake van de vraag, of een bepaald recht al of niet een fiscaal recht is, moet in aanmerking worden genomen, dat het uitermate moeilijk is hiervoor een sluitende begripsbepaling te vinden. Daarom is in artikel 17 een regeling neergelegd, die zodanig is, dat men de beslissing aan de betrokken staten kan overlaten, zonder dat men zich over een juiste definitie het hoofd behoeft te breken. Zou een staat als fiscaal aanmerken datgene, wat wellicht een ander niet als zodanig wenst te beschouwen, dan is het enige resultaat, dat de betrokken staat de opbrengst van het recht niet bij de berekening van de totaal-opbrengst, bedoeld in artikel 14, lid 3 en lid 4, in aanmerking mag nemen en niet meer de vrijheid heeft om het recht minder dan 10 % te verlagen. Zou een staat het omgekeerde doen en dus een kennelijk fiscaal recht als niet-fiscaal beschouwen, dan zou dit voor de uiteindelijke afschaffing geen enkel verschil maken. Weliswaar zou men het tempo iets kunnen vertragen en zou de ontvangst bij de totale berekening medetellen, maar hier staat weer tegenover, dat de betrokken staat niet meer de bevoegdheid heeft, verleend in het derde lid, om de betrokken rechten te vervangen door een binnenlandse heffing. Uit het bovenstaande volgt, dat er voor de betrokken staten geen enkele aanleiding is om fiscale rechten als niet fiscaal aan te merken en omgekeerd.

Het van de gewone regels afwijkende systeem voor de afschaffing der fiscale invoerrechten heeft dus juist de bedoeling misbruik te voorkomen zonder noodzaak om tot preciese definities van fiscale rechten te komen.

I. 2. Het gemeenschappelijk douane tarief

Na aandachtige kennisneming van de uitvoerige beschouwingen, waartoe dit onderdeel van het verdrag aanleiding heeft gegeven, menen de ondergetekenden goed te doen het antwoord daarop samen te vatten in een algemene uiteenzetting, zonder streng aan de volgorde van de gemaakte opmerkingen vast te houden. Zij willen daarbij aanstonds tot uitdrukking brengen, dat ook de regering het gemeenschappelijk douanetarief op zichzelf niet als een aantrekkelijk onderdeel van het Verdrag beschouwt. Zij is er zich van bewust, dat tegen

tal van afzonderlijke gedeelten van het tariefhoofdstuk gerechtvaardigde bezwaren zijn in te brengen en dat het voor bepaalde sectoren van het economisch leven wellicht tot moeilijkheden zal kunnen leiden. Zij meent echter haar opvatting dat de bepalingen inzake het gemeenschappelijk douanetarief, in het kader van het Verdrag als geheel een aanvaardbaar compromis vormen, te mogen handhaven. Zij zou er daarbij aan willen herinneren dat de Adviescommissie van de S.E.R. een soortgelijk oordeel heeft gegeven in haar advies over de onderhavige materie.

Bij de beoordeling van het douanetarief mag niet uit het oog worden verloren, dat het een douanetarief van de E.E.G. is. Het moet bezien worden tegen de achtergrond van de structuur van de zes landen als geheel, en niet alleen van die van Nederland. Zowel agrarisch als industrieel vertonen de vier douanegebieden structurele verschillen, die tot op zekere hoogte in hun douanetarief tot uitdrukking kwamen. In het bijzonder met betrekking tot de industriële goederen moet er op worden gewezen, dat de belangrijkste tariefverschillen niet zozeer lagen in de sector van de grondstoffen, noch in die van de eindprodukten als wel in de grote groep halffabrikaten. Hierin weerspiegelt zich, in het algemeen gesproken, het feit dat in de Benelux, en met name ook in Nederland de industrie veel sterker op de produktie van eindprodukten uit ingevoerde halffabrikaten is ingesteld dan in de grote partnerlanden het geval is. Men kan bovendien constateren, dat in sommige sectoren, waarin ook hier te lande de produktie van halffabrikaten een grotere omvang heeft genomen, het Beneluxinvoerrecht voor halffabrikaten niet altijd zo laag genoemd kan worden. Met name bij de onderhandelingen over de tarieven op chemische produkten (lijst D en E) heeft dit feit een niet onbelangrijke rol gespeeld. Als het gemeenschappelijk douanetarief in het bijzonder voor een aantal halffabrikaten belangrijk hoger zal worden gesteld dan het huidige Beneluxtarief, dan is dat mede te zien in het licht van een ontwikkeling, die ook reeds in de Benelux merkbaar was, en van de structuur, die de E.E.G. als geheel vertoont.

In aansluiting hierop zij erop gewezen, dat voor Nederland in het bijzonder de verhogingen in de sfeer van de halffabrikaten van belang schijnen, maar dat daartegenover niet vergeten moet worden, dat vooral in Frankrijk en Italië naast verlagingen op sommige grondstoffen ook verlagingen op halffabrikaten en eindprodukten voorkomen, waarvan op de Gemeenschappelijke Markt een gunstige invloed kan uitgaan.

De regering sluit zich dan ook aan bij die leden, die hebben geconstateerd, dat het gemeenschappelijk douanetarief in de genoemde landen tot verlagingen leidt, die voor hun economieën ver reikende consequenties kunnen hebben. Dat ons land daartegenover onevenredig grote offers zou brengen, achten ondergetekenden voorshands niet bewezen. Alvorens op de gevolgen van het gemeenschappelijk tarief nader in te gaan, dienen enkele opmerkingen te worden gemaakt en enige vragen te worden beantwoord ter verduidelijking van de inhoud van het Verdrag zelf.

Vooreerst zij er nog eens op gewezen, dat volgens de hoofdregel het gemeenschappelijk douanetarief zal worden bepaald door het rekenkundig gemiddelde van de op 1 januari 1957 door de vier douanegebieden feitelijk toegepaste rechten. De voor een groot aantal posten in Frankrijk en in het bijzonder in Italië ingeschreven, doch niet toegepaste hoge rechten blijven dus buiten beschouwing; alleen voor Frankrijk is hierop in een betrekkelijk klein aantal gevallen een uitzondering gemaakt. Deze gevallen zijn in lijst A bij het Verdrag opgenomen. Vergelijking hoe daarbij de in rekening te brengen tarieven zich tot de feitelijk toegepaste verhouden, leert dat voor de meeste posten het feitelijk toegepaste recht 0 is, behalve voor de posten 19.04 (40), ex 48.01, 48.04, ex 48.05 en ex 48.07 (alle 22), ex 58.06 (25-45) en ex 84.59 (10).

Wat de inhoud van de lijsten B tm F aangaat, deze behoren tot het Verdrag en kunnen als zodanig niet meer worden gewijzigd of aangevuld. Aan lijst G, vermeldende de goederen waarvoor het invoerrecht nog volgens de procedure

van artikel 20 zal worden vastgesteld, kunnen nog, binnen bepaalde grenzen, artikelen worden toegevoegd, ook al staan zij op de lijsten B, C, D of E vermeld. Naar het de regering voorkomt, geldt dit niet voor lijst F. Voor de daarop vermelde posten is het invoerrecht bij Verdrag vastgesteld en dus niet meer voor wijziging, behoudens toepassing van artikel 28, 111 of 235/6, vatbaar. Hierbij zij terloops aangetekend, dat het recht voor de posten van lijst F in doorsnee is bepaald op een niveau, dat niet belangrijk van het rekenkundig gemiddelde afwijkt, en in een aantal gevallen daar beneden ligt.

Enigerlei beslissing t.a.v. de produkten welke zij eventueel nog aan lijst G zou willen toevoegen, heeft de regering nog niet genomen; zodanige beslissing acht zij in dit stadium inopportuun.

Een juiste beoordeling van het gemeenschappelijk douanetarief is niet mogelijk zonder de daarbij behorende bepalingen inzake tariefcontingenten, restitutie van invoerrechten bij uitvoer naar derde landen, onderhandelingen met derde landen over tariefverlagingen en uitstel van de toepassing van het gemeenschappelijk douanetarief in aanmerking te nemen. Het is de regering opgevallen, dat vele leden over het effect daarvan niet optimistisch konden zijn, doch daartegenover met nadruk wezen op het grote voordeel van de soepele wijzigingsprocedure van de artikelen 235 en 236, die zij blijkbaar geschikt achtten om binnen niet al te lange tijd tot een grondige herziening van vele tariefposten te komen.

De ondergetekenden delen zomin het pessimisme van deze leden ten aanzien van het bepaalde inzake tariefcontingenten en andere maatregelen die tot verlichting van de bezwaren tegen het douanetarief kunnen bijdragen, als hun opvatting over de grote betekenis van de artikelen 235 en 236 in dit verband. In plaats van zich te beroepen op de genoemde artikelen, zou het meer voor de hand liggen op artikel 28 te wijzen. Het belang van al de genoemde artikelen is naar de mening der regering evenwel achter te stellen bij de mogelijkheden die de artikelen 25 en 111 bieden om tot feitelijke verlichting van de druk van het gemeenschappelijk douanetarief te geraken, al ware het alleen maar, omdat in laatstgenoemde bepalingen geen, althans niet blijvend unanimiteit in de Raad van Ministers is voorgeschreven.

Met betrekking tot artikel 25 inzake de tariefcontingenten mogen de ondergetekenden nog eens onderstrepen, dat de toekenning van contingenten op zichzelf aan objectieve criteria is gebonden. Weliswaar moet de Europese Commissie volgens lid 1 een bepaalde toestand constateren, maar indien deze feitelijk wordt bewezen, kan de Raad van Ministers de toekenning van een contingent niet meer weigeren; slechts de omvang daarvan kan aanleiding tot discussie geven. De regering wil niet ontkennen, dat in dit verband moeilijkheden zouden kunnen optreden door de interpretatie van de clausule volgens welke aan de contingenten niet een zodanige omvang mag worden gegeven, dat voor verplaatsing van bedrijvigheid moet worden gevreesd. Zij is echter van mening, dat een zodanige verplaatsing uitgesloten moet worden geacht als de contingenten in omvang de traditionele import niet te boven gaan; ceteris paribus kunnen zij dan immers niet tot additionele export op de gemeenschappelijke markt aanleiding geven. Contingenten tot die grens lijken derhalve verzekerd te zijn. De ondergetekenden zijn voorts van mening, dat de beslissingen van de Europese Commissie en van de Raad van Ministers, die in dit opzicht onbevredigend zouden zijn, eventueel met vrucht voor het Hof van Justitie aangetast zouden kunnen worden. Voorshands heeft de regering echter geen redenen aan te nemen, dat het zover zou behoeven te komen; zij stelt ten deze voldoende vertrouwen in de Europese instellingen.

Voor de tariefcontingenten krachtens lid 2 geldt een en ander in gelijke zin. Hier is de beoordeling van de contingenten zelfs uitsluitend aan de Europese Commissie overgelaten. De vrees, dat Nederland in voorkomende gevallen geen tariefcontingenten b.v. voor de chemische produkten toegewezen zou krijgen, omdat de reeds enigszins bewerkte grondstoffen ook uit de partnerlanden betrokken zouden kunnen wor-

den, acht de regering, in het licht van de duidelijke bewoordingen van deze bepaling, ongegrond. Naar aanleiding van een desbetreffende vraag bevestigt zij voorts uitdrukkelijk, dat zij voornemens is op het bepaalde in lid 2 van artikel 25 in alle gevallen, waarin zulks noodzakelijk voorkomt, een beroep te doen.

Inderdaad zou het nodig kunnen blijken te zijn te voorkomen, dat doorverkoop naar andere partnerlanden van in het kader van tariefcontingenten geïmporteerde goederen wordt voorkomen. Een stelsel van certificaten van oorsprong is daartoe echter niet onontbeerlijk, zoals de praktische toepassing van paragraaf 15 van de Overgangsbepalingen bij het E.G.K.S.-Verdrag heeft aangetoond. Overigens acht de regering de vrees dat de toepassing van het stelsel van tariefcontingenten tot een uitgebreide overheidsinmenging zou kunnen leiden, niet gerechtvaardigd. Indien de omvang van de contingenten beperkter zou zijn dan de behoefte, zou dit weliswaar tot verdelingsmaatregelen aanleiding kunnen geven, maar dan toch alleen, voorzover het bedrijfsleven zelf niet in onderling overleg tot een oplossing zou kunnen komen.

Wat de restitutie van invoerrechten bij export naar derde landen aangaat, kan de betekenis daarvan moeilijk worden overschat. Niet slechts in bepaalde, maar in zeer vele gevallen zal daardoor naar het oordeel van de ondergetekenden aan de moeilijkheden, die uit het verhoogde buitentarief voortvloeien, tegemoet kunnen worden gekomen. Zij wijzen er in dit verband op, dat voor specifieke exportbedrijven ook thans reeds bijzondere regels worden toegepast, waardoor bij de invoer in het geheel geen invoerrechten betaald behoeven te worden. De geringe verhoging van kosten, doordat in de invoerrechten moet worden geïnvesteerd, lijkt dan ook niet van al te grote betekenis. De Regering is evenwel bereid te onderzoeken of ook hieraan door het verlenen van verdergaande faciliteiten met betrekking tot de vrijstelling van invoerrechten op goederen bestemd voor exportproductie tegemoet gekomen zou kunnen worden.

Het vraagstuk van de financiering van de restitutie, door verschillende leden aangeroerd, vindt in het Verdrag inderdaad geen oplossing. Gedurende de overgangperiode, als nog een deel van de tussen de Lid-Statens bestaande tarieven wordt toegepast, zullen de regels, die de Commissie krachtens artikel 10 zal kunnen geven, tot een oplossing voor dit fiscaal-technisch probleem kunnen bijdragen. Het wordt eerst in zijn volle omvang van betekenis na afloop van de overgangperiode. In het kader van artikel 201 of van artikel 236 zal er alsdan een oplossing voor gezocht kunnen worden. Tijdens de conferentie van Brussel bestond tussen de delegaties overeenstemming, dat t.z.t. een regeling op dit punt zou moeten worden getroffen.

Naar aanleiding van de vraag inzake de toepassing van artikel 27 merken de ondergetekenden op, dat in het licht van de ervaringen bij de toepassing van het Beneluxtarief opgedaan, niet behoeft te worden gevreesd, dat door de douaneadministraties van de Lid-Statens onderling verschillende richtlijnen voor de toepassing van het gemeenschappelijk douanetarief zullen worden gehanteerd. Integendeel staat reeds thans vast, dat aan die administraties uniforme aanwijzingen voor de toepassing van het gemeenschapstarief zullen worden verstrekt.

Overeenkomstig het verzoek in het Voorlopig Verslag gedaan, is t.b.v. de Kamer een overzicht opgesteld, dat voor elk hoofdstuk van de Brusselse nomenclatuur de voornaamste invoerposten van Nederland vermeldt, met daarnaast het bestaande Benelux-invoerrecht alsmede het invoerrecht dat, op grond van de thans bekende gegevens, als het voorlopig voorzienbare recht volgens het gemeenschappelijk douanetarief kan worden beschouwd. Er zij nadrukkelijk op gewezen, dat, behoudens voor de posten die op lijst F zijn vermeld, aan de cijfers die als vermoedelijk nieuw douanerecht zijn genoemd, uitsluitend indicatieve betekenis toekomt. In het bijzonder geldt dat voor de sector van de eindproducten waar de verschillende indeling van de in de E.E.G.-landen toepasselijke douanetarieven voor een exacte berekening moeilijkheden opleverde,

die slechts door een arbitraire beslissing op grond van artikel 21 t.z.t. zullen kunnen worden opgelost.¹⁾

Wat nu de gevolgen betreft van het gemeenschappelijk douanetarief dat de toepassing van het verdrag zal meebrengen, moeten de ondergetekenden vooropstellen, dat deze niet exact kwantitatief zijn weer te geven. Het zou in zekere zin nog mogelijk zijn geweest, dat te doen, als men zou mogen aannemen dat een verhoging van het douanetarief voor enig goed altijd tot prijsverhoging zou leiden. Dit is echter geenszins het geval. Een dergelijke veronderstelling gaat wel op voor goederen die uitsluitend uit derde landen worden betrokken of waarvoor binnen de gemeenschappelijke markt geen of in onvoldoende mate productie bestaat, zodat de binnenlandse prijs zich aan het importgoed onttrekt. Naarmate echter binnen de E.E.G. wel een zekere of misschien zelf een belangrijke productie aanwezig is, wordt dat gevaar kleiner. Dan zal het van de mate van concurrentie op de gemeenschappelijke markt afhangen of wijziging in het douane tarief ook wijziging van de prijs van het importgoed met zich zal brengen. Men moet daarbij dan ook nog rekening houden met het wegvallen van de invoerrechten binnen de E.E.G., alsmede met de invloed, die de prijs van die producten uit andere E.E.G.-landen van het gemeenschappelijk douanetarief zal ondergaan. Voor een aantal halfabrikaten en een groot deel van de eindproducten zal een verandering in de invoerprijs dan ook waarschijnlijk niet behoeven op te treden. Voor sommige sectoren ligt dit echter anders, b.v. voor tal van chemische producten, die op de lijsten D. en E. staan. Daarop wordt hieronder nog teruggekomen.

Gezien de veelheid van factoren, die de concurrentiepositie bepalen, welke naast de invoerrechten de prijs van invoergoederen beïnvloedt, zal het begrijpelijk zijn, dat de regering ervan heeft afgezien te trachten voor elke post van het tarief van invoerrechten nauwkeurig te doen vaststellen, wat de gevolgen van het gemeenschappelijk douanetarief zouden zijn. Dergelijke uitgewerkte analyses per produkt waren binnen de beschikbare tijd niet uit te voeren, te minder omdat de supposities zich tijdens de besprekingen herhaaldelijk gewijzigd hebben. Zij zouden trouwens, zoals ook in het Rapport van de vier werkgeversverbonden wordt erkend en vele contacten met het bedrijfsleven in de loop van dit jaar hebben bevestigd, niet tot exacte resultaten hebben geleid. Het was derhalve onvermijdelijk het vraagstuk meer globaal te benaderen en te beoordelen. Dit is geschied zowel voor de volkshuishouding als geheel beschouwd, als voor afzonderlijke bedrijfstakken.

Wat de gevolgen van het gemeenschappelijk douanetarief voor de volkshuishouding als geheel aangaat, zijn in de loop der onderhandelingen verschillende berekeningen gemaakt, zowel op de Ministeries van Economische Zaken en Landbouw, Visserij en Voedselvoorziening als op het Centraal Planbureau. Bij deze berekeningen is aanvankelijk uitgegaan van een gemeenschappelijk tarief op basis van het Rapport-Spaak, later van een gemeenschappelijk tarief op basis van de voorstellen ter conferentie besproken, voorstellen die ook aan de adviezen van de S.E.R.-commissie Europese economische integratie ten grondslag hebben gelegen. Verondersteld is daarbij door de Ministeries dat in de handelsstromen geen wijziging zou worden gebracht, door het C.P.B. dat de tariefwijzigingen door de importeurs als gewone prijsstijgingen of -dalingen worden ervaren, zodat de resulterende verschuivingen geraamd konden worden aan de hand van de in het verleden waargenomen samenhang tussen invoerprijs en invoervolume. Beide veronderstellingen zijn, zoals reeds werd opgemerkt, abstracties van de werkelijkheid, maar zij hadden in ieder geval het voordeel, dat het resultaat der berekeningen aan de veilige kant bleef. Dat resultaat is reeds in de Memorie van Toelichting vermeld: omgerekend over de

¹⁾ Het bedoelde overzicht kan wegens overbelasting van de Staatsdrukkerij niet reeds bij deze Memorie worden overgelegd, maar zal in de komende dagen aan de stukken worden toegevoegd.

gehele Nederlandse omzet van industriële en agrarische produkten zal het slechts gaan om een kostenstijging die aan het eind van de overgangperiode, dus bij de volledige toepassing van het gemeenschappelijk douanetarief niet meer dan 1 à 2% zou bedragen. Deze uitkomst kan ook in het licht van de resultaten der onderhandelingen, zoals zij in het verdrag zijn neergelegd, gehandhaafd worden, dus inclusief de in het V.V. bedoelde-graanrechten.

Wat de gevolgen voor de afzonderlijke takken van het industriële en agrarische bedrijfsleven betreft zijn eveneens, aan de hand van een berekend douane-tarief aanvankelijk op basis van het rapport Spaak, later op basis van de tijdens de conferentie ter discussie gekomen voorstellen, studies door de betrokken diensten opgesteld ten einde na te gaan aan welke posten van het gemeenschappelijk douanetarief bijzondere aandacht zou moeten worden besteed om moeilijkheden voor het bedrijfsleven in de ruimste zin zoveel mogelijk te vermijden. Deze studies, alsmede de resultaten van het overleg in de S.E.R.-commissie hebben als richtsnoer gediend bij het beleid van de delegatie tijdens de onderhandelingen, die zich in het eindstadium, op de gronden reeds elders in deze memorie omstandig uiteengezet, onvermijdelijk in een snel tempo moesten voltrekken. De regering is van oordeel, dat de delegatie zich in de moeilijke omstandigheden waarvoor zij was gesteld, op verdienstelijke wijze van deze taak heeft gekweten. Zij acht kritiek in de vorm en bevoordelingen, waarin zij in het Voorlopig Verslag tot uitdrukking is gebracht, niet alleen onbillijk, maar ook ongegrond. Het bewijs, dat ernstige fouten tijdens de onderhandelingen zijn gemaakt, wordt in het Voorlopig Verslag trouwens alermintst gegeven.

Met betrekking tot de in het Voorlopig Verslag bijzonderlijk genoemde produkten en bedrijfstakken, merken de ondergetekenden het volgende op.

Koffie

Uit het bestaan van het z.g. koffiëprotocol, bij de Toepassingsovereenkomst betreffende de associatie van de landen en gebieden overzee met de Gemeenschap, kan worden afgeleid, dat ook de regering aan de instelling van een invoerrecht van 16% op koffie bezwaren verbonden acht. Of deze bezwaren echter m.b.t. de belangen van de invoer uit Indonesië zo ernstig zullen zijn als in het Voorlopig Verslag gesteld, wagen de ondergetekenden te betwijfelen. Zij wijzen er in dit verband op, dat van de totale uitvoer van Indonesië aan koffie in 1956 (58.700 ton) niet meer dan 12.737 ton naar de E.E.G.-landen ging, waarvan een zeer aanzienlijk gedeelte naar Italië, waar een specifiek invoerrecht geldt, dat ongeveer overeenkomt met een waarderecht van 12%. Dat deze invoer bij verhoging van het invoerrecht tot 16% aan het einde van de overgangperiode onmogelijk zou worden, lijkt voorshands niet aannemelijk. De positie van de Indonesische koffie zal dan gelijk zijn aan die van koffie uit derde landen, die voor overeenkomstige doeleinden wordt gebruikt. In 1956 bedroeg de totale invoer in de landen der Gemeenschap van koffie uit derde landen ongeveer 340 000 ton, waarvan nog geen 13 000 ton uit Indonesië. Indien men zou aannemen, dat deze invoer voor de helft door leveranties uit de Congo en de Franse geassocieerde gebieden verdrongen zou worden — wat een verbod van de Afrikaanse koffieproductie zou veronderstellen — dan zou dat voor de invoer uit Indonesië geen ernstiger gevolg hebben dan bij de vermindering van invoer uit dat gebied in de jaren 1954 tot 1956 reeds het geval was (invoer uit Indonesië in E.E.G. in 1954: 24 000, in 1956: 13 000 ton). In deze beschouwing is de voortdurende toeneming van het koffieverbruik in de E.E.G.-landen nog niet in aanmerking genomen. Deze bedroeg in 1956 20% ten opzichte van 1954.

Op deze gronden lijkt het niet waarschijnlijk, dat zo ernstige gevolgen voor de handelsbetrekkingen met Indonesië en voor de Nederlandse koffiëbelangen aldaar uit het invoerrecht van 16% zullen voortvloeien, als door zeer vele leden wordt geveesd.

Cacao

De opmerking dat voor dit produkt in wezen dezelfde redenering als voor koffie geldt, komt de ondergetekenden onjuist voor. Indonesië is een zeer kleine exporteur van dit artikel: de uitvoer belooft niet meer dan 600 ton, waarvan ongeveer de helft naar E.E.G.-landen, d.w.z. alleen naar Nederland en Duitsland gaat. Nederland importeerde in 1954 uit Indonesië niet meer dan 100 ton, tegenover 24.000 ton uit de Franse overzeese gebieden op een totaal van meer dan 50.000. Hier te spreken van ernstige gevolgen voor Indonesië en de handelsbetrekkingen van ons land daarmee, lijkt overdreven.

Thee

Ook voor dit artikel moet, naar het de ondergetekenden toeschijnt, de betekenis van een invoerrecht, zoals dat uit de toepassing van artikel 19 van het Verdrag zal kunnen voortvloeien, n.l. van ongeveer 33% voor groene en 35% voor zwarte thee voor de handelsbetrekkingen met Indonesië en de Nederlandse produktiebelangen aldaar niet worden overschat. De prijsverhoging die daaruit in de loop van de overgangperiode voor de consument zou kunnen voortvloeien, t.w. 12 à 15 cent per ons, wordt niet onderschat, doch is aanzienlijk geringer dan de verhoging, die in de afgelopen jaren in de theeprijs is opgetreden (1953: fl. 0,65, 1957: fl. 0,83 met een top van zelfs fl. 1,17). Deze prijsfluctuaties in het verleden zijn niet gepaard gegaan met enige vermindering van het verbruik, integendeel. Het valt niet in te zien, waarom dat bij prijsverhoging tengevolge van het invoerrecht welke zich bovendien uitstrekt over een periode van vele jaren, anders zou zijn. Voorts valt op te merken, dat de Indonesische thee bij de toepassing van het hoge invoerrecht toch nog in de Bondsrepubliek wordt geïmporteerd. Waar de mogelijkheid van theeproduktie in de geassocieerde landen en gebieden te verwaarlozen is, kan van het invoerrecht bovendien ook nauwelijks enige verschuiving in het invoerpatroon worden verwacht.

Het bezwaar tegen het invoerrecht van 35% ligt dan ook wel in de eerste plaats in de sfeer van de betekenis voor de consumptieprijs voor de kosten van levensonderhoud. Voorschands lijkt het waarschijnlijk, dat daarvoor met de toepassing van artikel 25 lid 3 een oplossing kan worden verkregen: een tariefcontingent voor thee kan, bij afwezigheid van produktie binnen de gemeenschap of de geassocieerde gebieden immers niet tot marktverstoringen leiden.

Ten overvloede zij opgemerkt, dat de invoerrechten op thee hoofdzakelijk een fiscaal karakter dragen. Indien de landen met een hoog tarief van de inkomsten deswege geen afstand zouden willen doen, bestaat zeer wel de mogelijkheid, dat de toepassing van artikel 22 jo 19 tot een lager rekenkundig gemiddelde leidt dan hierboven is aangenomen.

Tabak

De opvattingen die m.b.t. de gevolgen van een invoerrecht van 30% op ruwe tabak in brede kring blijken te bestaan, geven de Regering aanleiding op dit onderwerp enigszins uitvoerig in te gaan.

In de eerste plaats de vraag: gaat tengevolge van het invoerrecht van 30% op ruwe tabak de bij uitstek gunstige positie, welke de tabakverwerkende industrie en speciaal de sigarenindustrie voor de Euromarkt bezit, verloren? De ondergetekenden menen zulks, op de volgende gronden, ernstig te moeten betwijfelen. Juist voor de Nederlandse sigarenindustrie zijn de voordelen van de gemeenschappelijke markt evident, omdat de prijs van het eindprodukt zeer veel geringer is dan de invloed die van de afbraak van de tussenstaatse tarieven en kwantitatieve beperkingen op de afzetmogelijkheden in de partnerlanden zal uitgaan. Te denken valt hier aan het invoerrecht op sigaren, dat thans in Duitsland bestaat en 75 DM per kg bedraagt. Mocht de Bondsrepubliek daarvan een deel uit fiscale overwegingen in een indirecte belasting omzetten, dan treft die ook de binnenlands geproduceerde sigaren. Bevoordeling van de binnenlandse produktie door middel van accijnsrechten zal in de Gemeenschap niet langer mogelijk zijn (artikel 95).

In Frankrijk en Italië ligt de situatie i.v.m. het tabaksmonopolie iets anders, maar het gemeenschappelijk invoerrecht is voor de toepassing van artikel 37 op de tabaksmonopolies in wezen irrelevant. Overigens moge terzake van dit artikel verwezen worden naar het in het vorige hoofdstuk gestelde.

De Regering verwacht niet dat de geleidelijke invoering van een recht van 30 % op ruwe tabak ertoe zal leiden dat de Nederlandse tabaksindustrie genoopt zou worden minder kwaliteitsstabak, in het bijzonder uit Indonesië, te gaan verwerken dan voorheen. De enige sigarentabak binnen de E.E.G. verbouwd, is de Duitse. Zij lijkt op Braziltabak en is, zoals ook uit de prijzen kan worden afgeleid verre inferieur aan de Indonesische tabakken. Daarbij valt erop te wijzen dat ondanks het bestaande Duitse invoerrecht op sigarentabak Indonesische tabak in de Bondsrepubliek een belangrijke afzet pleegt te vinden. Evenwel, mocht zich een zo aanzienlijk prijsverschil ontwikkelen dat de smaak van het publiek mede uit financiële overwegingen gunstiger tegenover het gebruik van inheemse gemeenschapstabak zou blijken te gaan staan, dan behoeft dit de positie van de sigarenindustrie op de Euromarkt niet aan te tasten: zij zal aan die smaak kunnen voldoen door meer inheemse tabak te vervaardigen, terwijl haar voorsprong in vak-kundigheid, in het verleden zo duidelijk gebleken, haar gunstige positie zal kunnen doen behouden. Voor de export van tabaksfabrikaten naar derde landen levert het invoerrecht op zichzelf geen bezwaar op.

Op bovenstaande overwegingen lijkt het dan ook niet gerechtvaardigd grote gevaren voor de Nederlandse producenten van ruwe tabak in Indonesië of voor de internationale tabakshandel te duchten.

Naar de ondergetekenden menen begrepen te hebben, spelen in de sfeer van de tabakshandel en de tabakverwerkende industrie ook nog enige fiscaaltechnische problemen een rol bij de beoordeling van het te verhogen invoerrecht. Voorzover de belangen van Nederland als internationale tabaksmarkt daarbij in het geding zijn, zegt de Regering gaarne toe naar een oplossing daarvan te zullen streven. Wat het restitutievraagstuk voor de industriële export betreft, zij voorts verwezen naar wat terzake hierboven reeds is opgemerkt.

In antwoord op de vraag, die verscheidene leden hebben gesteld over de passage in de Memorie van Toelichting, waarin de Regering zich bereid verklaarde t.z.t. te overwegen zo nodig maatregelen in de fiscale sfeer te treffen, ten einde eventuele moeilijkheden voor de tabaksindustrie uit de weg te ruimen, wijzen ondergetekenden er nogmaals op, dat een oplossing voor de gevreesde moeilijkheden naar hun mening in beginsel in de toepassing van tariefcontingenten dient te worden gezocht. Mocht een dergelijke maatregel niet voldoende soelaas blijken te kunnen bieden, dan denkt de Regering aan de mogelijkheid de accijns op tabaksproducten te verlagen ter compensatie van de invloed van het verhoogde invoerrecht op de binnenlandse prijs.

Palmolie

Het is de ondergetekenden niet duidelijk, waarop de opvatting van vele leden, dat het invoerrecht van dit produkt „waarschijnlijk hoog” zal worden, is gegrond. Ter zake wensen zij zich niet aan voorspellingen te wagen, zij wijzen er echter op, dat ook West-Duitsland en Italië een aanzienlijk belang hebben bij een laag invoerrecht op dit produkt. Het onderwerp is tijdens de onderhandelingen uitvoerig besproken en van zo complex karakter bevonden, dat de beslissing naar een later tijdstip is verschoven. Bij de houding van de Nederlandse delegatie ter zake hebben overwegingen t.a.v. onze Indonesische interessen een belangrijke rol gespeeld naast de problemen, die voor de verwerkende industrie zouden kunnen rijzen. Ook bij de onderhandelingen in het kader van artikel 20 zal daarmede t.z.t. rekening worden gehouden.

Chemische industrie

Naar aanleiding van de vraag hoe de Regering de positie van deze bedrijfstak beschouwd, merken de ondergetekenden op, dat met die naam een zeer veelsoortige groep van bedrijven

wordt aangeduid, die m.b.t. het gemeenschappelijk douanetarief niet als een eenheid kan worden beschouwd. Naar zij aannemen hebben de leden, hier aan het woord, bedoeld alle bedrijven die hetzij goederen op de lijsten D en E vermeld, produceren, hetzij die goederen alleen maar verwerken. Hiertussen moet een duidelijk onderscheid worden gemaakt: de betekenis van het invoerrecht op teerleurstoffen is geheel anders voor de fabrikant dan voor de gebruiker dier kleurstoffen.

In het algemeen kan worden gesteld, dat de fabrikanten van de bedoelde goederen van het gemeenschappelijk invoerrecht geen nadeel zullen ondervinden, integendeel. Bezwaren kunnen echter wel rijzen bij de chemische producten verwerkende industrie, en wel voornamelijk wegens de sterke kartellering, die de zware chemische industrie in de zes E.E.G.-landen vertoont. Een laag invoerrecht, zoals in het Beneluxtarief in het algemeen geldt voor de chemische produkten, waarvoor geen of een betrekkelijk geringe productie bestaat, vormt een doelmatig correctief op prijsafspraken en discriminerende praktijken van de machtige leveranciers. Het is daarom van groot belang, dat voor de goederen van lijst E, waar het gesignaleerde gevaar het sterkst geldt, de meest soepele tariefcontingentenprocedure (artikel 25 lid 2) van toepassing is. Voorts wijzen de ondergetekenden nog op de betekenis van artikel 89 lid 3, dat o.a. de mogelijkheid inhoudt bij wijze van anti-kartellistische maatregel invoer tegen vrijdom van recht toe te staan.

Het spreekt vanzelf, dat een eigen productie van halfabrikaten aan de gesignaleerde moeilijkheden tegemoet zou kunnen komen. De Regering wijst erop, dat de productie in ons land reeds voor tal van goederen ter hand is genomen. De ontwikkeling van de steenkoolchemie en de aardoliechemie, op welke gebieden hier te lande grote bedrijven zijn ontstaan, zal m.b.t. dit vraagstuk in de toekomst zeker een gunstige factor kunnen vormen.

Landbouwindustrie

In antwoord op de vraag naar de invloed van het buiten-tarief op suiker voor onze condensexport naar derde landen, zij opgemerkt, dat deze invloed bij een goede werking van het restitutiestelsel nihil zal zijn. Voor wat betreft het tarief op granen moge naar het gestelde in het volgende hoofdstuk worden verwezen.

Havenbedrijf

De reden waarom de ondergetekenden in de Memorie van Toelichting geen afzonderlijke beschouwingen hebben gegeven over de gevolgen van het gemeenschappelijk douanetarief voor onze internationale handel en scheepvaart, is dat zij voor die takken van economische activiteit geen ongunstige gevolgen voorzien. Toegegeven wordt, dat iedere douane-unie en dus ook de onderhavige, tot een zekere mate van „diversion of trade” kan leiden. Aangenomen mag worden, dat deze voornamelijk in de sfeer van de verder bewerkte goederen zal optreden. De activiteit van onze internationale handel behoeft daardoor niet geschaad te worden; de activiteit in onze zeehavens behoeft er niet door te verminderen. Immers, zelfs een relatieve afname van de handel met derde landen behoeft nog geenszins een absolute vermindering mede te brengen. De geleidelijkheid van de uitvoering der verschillende maatregelen maakt het integendeel waarschijnlijk, dat een mogelijke „trade diversion” reeds in absolute omvang zal worden opgevangen door een normaal activiteits accres. De ondergetekenden herinneren er hierbij aan, dat ondanks het feit, dat in de laatste 7 jaren het aandeel van onze handel met derde landen van ongeveer 70 tot 60% verminderde (en de handel met de E.E.G.-landen evenredig steeg), die handel met derde landen in waarde met 130% en in volume met 110% toenam. Ook van de ontwikkeling in de afgelopen jaren kan niet worden gezegd, dat zij onze handel, scheepvaart en zeehavens heeft getroffen.

Aan het slot van dit gedeelte van haar antwoord moge de Regering nog eens herhalen wat reeds in de Memorie van Toelichting werd aangeduid, n.l. dat zij er naar heeft gestreefd bijzondere voorzieningen te treffen voor al die produkten met betrekking waartoe bij de bepaling van het gemeenschappelijk buitentarief door de toepassing van de hoofdregel van het rekenkundig gemiddelde ernstige bezwaren dreigden. Die bijzondere voorzieningen zijn neergelegd in de artikelen 20, 25, 26 en 89 van het Verdrag, alsmede in lijst F, waarop een aantal van de belangrijkste importgrondstoffen voorkomen tegen het recht 0: Dit geldt o.a. voor aardolie, koper, nikkel, tin, magnesiet, grafiet, asbest, huiden, natuurrubber, wol, katoen en jute, alsmede oliehoudende zaden. Het komt de ondergetekenden voor, dat het genoemde streven, de omstandigheden in aanmerking genomen, in redelijke mate tot het beoogde doel zal blijken te hebben geleid.

Met betrekking tot de inschakeling van de S.E.R. en het contact met het bedrijfsleven inzake het gemeenschappelijk douanetarief moge worden verwezen naar hetgeen ter zake in de inleiding en algemene beschouwingen van deze Memorie is opgemerkt. De opvatting dat het toch moeilijk verdedigbaar is over de essentiële belangen van een bedrijfstak te onderhandelen en te besluiten zonder voor-overleg, zonder dat zorgvuldig in uitgewerkte analyses de consequenties zijn overzien, achten de ondergetekenden in belangrijke mate juist, maar noch bij de wetgevende arbeid in Nederland, noch bij internationale onderhandelingen als de onderhavige onder alle omstandigheden voor integrale toepassing vatbaar.

Met betrekking tot de onderhandelingen die nog moet worden gevoerd, geven de ondergetekenden gaarne uiting aan hun vastbeslotenheid deze tot een voor Nederland zo gelukkig mogelijk einde te voeren. De Regering zal daarbij zeker, overeenkomstig het van verschillende zijden geuite verlangen, een nauwe Beneluxsamenwerking nastreven. Zij wijst er evenwel in dit verband op, dat het onjuist zou zijn te veronderstellen, dat voor elk produkt een tegenstelling tussen de belangen van de Beneluxlanden en de „drie grote mogendheden” zou bestaan. Tijdens de onderhandelingen over het Verdrag is gebleken, dat de verhoudingen op menig punt ook anders kunnen liggen en dat de Beneluxlanden zeker niet altijd alleen zullen staan in de verdediging van hun opvattingen. Met vele leden is de Regering overigens van mening, dat artikel 29 een steunpunt kan vormen bij de verdere besprekingen in het kader van de Gemeenschap over tariefaanleggenheden.

Naar aanleiding van de uitspraak van zeer vele leden, waarin de hoop tot uitdrukking wordt gebracht, dat de Nederlandse Regering er met voortvarendheid op zal aandringen, dat de onderhandelingen met het buitenland inzake tariefaanleggenheden op korte termijn door de competente organen zullen worden ter hand genomen, delen de ondergetekenden mede, dat de regeringen van de E.E.G.-landen gezamenlijk hun bereidheid tot spoedige besprekingen in het kader van art. XXIV lid 6 van het G.A.T.T. tot uitdrukking zullen brengen.

In verband met de beschouwingen, welke zeer vele leden aan de mogelijkheden en het belang van de totstandkoming van de Vrijhandelszone hebben gewijd, zij in de eerste plaats verwezen naar hetgeen terzake is medegedeeld in de inleidende beschouwingen van deze Memorie. Te dezer plaatse zij nog slechts een enkele opmerking gemaakt over de betekenis van de zgn. oorsprongscontrole en de noodzaak van het werken met certificaten van oorsprong.

In een Vrijhandelszone ontbreken per definitie een gemeenschappelijk buitentarief en een gemeenschappelijke handelspolitiek van de aangesloten landen ten opzichte van de buitenwereld. De verschillen in het buitentarief en het handelspolitieke regiem van de aangesloten landen kunnen aanleiding geven tot omleidingen in het handelsverkeer en in bepaalde gevallen zelfs tot kunstmatige verschuivingen in het produktiepatroon. Deze consequenties dienen zoveel mogelijk te worden voorkomen. De Regering is van mening, dat het meest geeignende middel hiertoe is, dat de tarieven van de deelnemende landen zodanig worden geharmoniseerd, dat de hier gesigna-

leerde bezwaren worden ondervangen. Zij is zich er evenwel van bewust, dat een oplossing langs deze weg niet altijd gevonden zal kunnen worden. Waar een dergelijke oplossing niet gevonden kan worden, is een andere voorziening, dat bepaalde eisen worden gesteld ten aanzien van de omvang van de bewerking welke de betrokken produkten moeten hebben ondergaan teneinde de zgn. Vrijhandelszone-oorsprong te verkrijgen, en op grond waarvan deze produkten vrij binnen de zone kunnen circuleren. Wanneer men echter de oplossing van de hier gesignaleerde moeilijkheid vindt in het vaststellen van een zeker oorsprongscriterium, dan zal hiervoor een systeem van oorsprongscertificaten moeten worden ingevoerd en zal hiervoor ook een oorsprongscontrole nodig zijn. Hoewel dit systeem in beginsel door de Regering niet aantrekkelijk wordt geacht en zeker vaak gecompliceerd zal zijn, is anderzijds de ervaring met dit systeem niet zodanig, dat hiervan bepaaldelijk grote onbillijkheden of een geknoei op grote schaal behoeven te worden verwacht.

Met betrekking tot het gevaar, dat via Oost-Duitse gebieden de muur van het buitentarief zou kunnen worden omgaan, wijzen de ondergetekenden er op, dat paragraaf 2 en 3 van het desbetreffende Protocol voldoende mogelijkheden lijken te verschaffen om dat gevaar te keren.

I. 3. De Landbouw

Met waardering heeft de Regering kennis genomen van de algemene instemming met het feit, dat de gemeenschappelijke markt mede de landbouw en de handel in landbouwprodukten omvat. Over de wijze waarop zulks is geregeld lopen de meningen in sterke mate uiteen. Alvorens op de hierover gemaakte opmerkingen in te gaan, wil de Regering niet nalaten er nogmaals op te wijzen, dat het landbouwhoofdstuk geenszins beoogt een uitputtende regeling tot stand te brengen. Gezien de door vele leden gememoreerde veelal tegenstrijdige agrarische belangen der verdragspartners en de ingewikkeldheid van de door een economische integratie gestelde problemen moet het niet voor mogelijk gehouden worden tijdens inter-gouvernementele onderhandelingen tot een zodanige overeenstemming te geraken, dat elk der ondehandelende partijen volledig zou kunnen worden bevredigd. Dit geldt evenzeer voor de andere sectoren van het economisch leven. Het streven van de Regering is dan ook van de aanvang af gericht geweest op het scheppen van onafhankelijke gemeenschappelijke organen met eigen verantwoordelijkheid en uitgerust met voldoende bevoegdheden, aan wie mede de totstandbrenging van het gemeenschappelijke landbouwbeleid zou kunnen worden toevertrouwd. Ondanks de onvolkomenheden die de ontworpen regeling bevat en waarop de Regering reeds in de Memorie van Toelichting heeft gewezen, is zij toch van mening in deze opzet ook voor wat de landbouw betreft te zijn geslaagd op een wijze, die perspectieven opent welke zonder dit Verdrag niet zouden bestaan. Zij kan de opvatting dan ook niet delen van de verscheidene andere leden, die van mening zijn „dat een landbouwregeling zou moeten worden aanvaard de facto zonder centrale Europese leiding”. Hier ligt tevens het verschil waarnaar door deze leden wordt gevraagd tussen het landbouwhoofdstuk van het Verdrag en het systeem van de z.g. „Green Pool”, waarover partijen in de jaren 1952—1954 niet tot overeenstemming konden komen, in het bijzonder omdat toen de gedachte van gemeenschapsorganen en meerderheidsbeslissingen van de hand gewezen werd. Een belangrijke reden waarom zich ten deze een wijziging ten gunste van het Nederlandse standpunt heeft voltrokken is gelegen in het feit dat de landbouw niet, zoals in 1952, geïsoleerd van de andere sectoren, doch juist als onderdeel van de gehele economie in de Brusselse onderhandelingen werd betrokken. Het is in deze geest dat de door verscheidene leden geciteerde passage uit de Memorie van Toelichting over de onvermijdelijke concessies, die geen compensatie vonden in voordelen in andere sectoren van de economie, gelezen moet worden. In de instelling van deze gemeenschapsorganen ligt tevens een wezenlijk verschil met Benelux zodat de Regering van oordeel is dat de naar de mening

van verscheidene andere leden povere resultaten van deze laatste vorm van samenwerking niet in de weg behoeven te staan aan het vertrouwen dat de te Rome aanvaarde regeling het mogelijk zal maken een gemeenschappelijk landbouwbeleid op te bouwen in het kader van de gemeenschappelijke markt. De aard van dit beleid zal mede door tal van concrete omstandigheden bepaald worden en kan uiteraard niet van tevoren in zijn onderdelen worden vastgesteld. Te verwachten valt, dat de Europese organen aan de ontwikkeling van het beleid een onderzoek zullen laten voorafgaan naar hetgeen in Europees verband nodig is om de doelstellingen van het Verdrag in concrete regelingen om te zetten. In de taak, die aan de Europese organen bij de bepaling van het gemeenschappelijk beleid wordt toebedeeld, ziet de Regering een waarborg tegen het door vele andere leden gememoreerde protectionistische streven bij sommige partnerlanden. Een verdere waarborg kan gevonden worden in het bevorderen van de rationalisatie in de Europese landbouw. Mochten de eerder genoemde protectionistische tendenties desondanks dreigen door te zetten dan zal de Regering zich hiertegen met kracht verzetten en niet schromen gebruik te maken van de mogelijkheden, die het Verdrag haar biedt. Niet uit het oog mag worden verloren dat deze protectionistische tendenties vrijwel ongehinderd kunnen blijven bestaan zo er geen gemeenschappelijke markt tot stand zou komen en dat, zoals terecht werd opgemerkt, juist de gemeenschappelijke regelingen waarin het Verdrag voorziet ertoe kunnen bijdragen dat het protectionisme binnen de zes landen effectief wordt bestreden. De in dit verband voor verscheidene andere leden gevraagde gegevens worden vermeld in bijlagen 5A en 5B van deze Memorie van Antwoord.

De Regering zal zo nodig eveneens krachtig weerstand bieden aan eventuele pogingen om in de landbouw tot een integratie per produkt of groep van produkten te komen. Weliswaar moet het niet uitgesloten worden geacht dat de gemeenschappelijke marktordeningen per produkt of groep van produkten onderling verschillen zullen vertonen, doch dit is een verschijnsel dat ook in nationaal verband bestaat en dat voortvloeit uit verschillen in de aard van het produkt zelf. De vraag of de aandrang van de Franse Regering om in het Verdrag te voorzien in het afsluiten van overeenkomsten op lange termijn voor de levering van bepaalde agrarische produkten niet reeds als een streven naar integratie per produkt moet worden gekenschetst, moet naar de mening van de Regering ontkennend beantwoord worden. Frankrijk beoogt met deze voorziening tegenover de automatisch tot stand komende grotere invoermogelijkheden van de partnerlanden een waarborg te verkrijgen voor de uitvoer van haar agrarische produkten waarvoor het land normaal geen afzet kan vinden.

Met betrekking tot de in Frankrijk ingestelde fondsen welke in de overgangsfase dienstbaar gemaakt zouden kunnen worden aan een omschakeling of aanpassing van de produktie, kan worden opgemerkt dat ook onder de huidige omstandigheden in vele landen produkties worden instandgehouden of uitgebreid, die, economisch gezien, beter zouden kunnen worden ingekrompen. De Regeringen kunnen immers zeer wel op tal van andere wijzen dan met behulp van speciale fondsen invloed uitoefenen op het produktiepatroon. Het grote winstpunt bij het totstandbrengen van de gemeenschappelijke markt is, dat de nationale landbouwpolitiek meer en meer onder controle van de gemeenschapsorganen worden gebracht.

In dit verband moge ook de aandacht worden gevestigd op de in artikel 40 genoemde oriëntatie- en garantiefondsen, die instrumenten van het gemeenschappelijke beleid zullen vormen en als zodanig onder toezicht van de gemeenschapsorganen staan. Aangezien derhalve ten aanzien van dit onderwerp de nadere uitwerking is overgelaten aan de gemeenschapsorganen is het de Regering niet mogelijk nadere mededelingen te doen over de middelen van deze fondsen.

Ter beantwoording van de vraag van verscheidene andere leden of onze partners in de Benelux Nederland zullen steunen in pogingen zijn plaats als producent van veredelingsprodukten te behouden, diene dat België en Luxemburg in het algemeen

gesproken de positie van het Beneluxgebied als exporteur van agrarische produkten erkennen. Hieraan dient te worden toegevoegd dat het ontwerpverdrag voor de Benelux-Unie voorziet in het aanvaarden en voeren van een gemeenschappelijk beleid op het gebied van de buitenlandse handel. Naar het oordeel van de Regering zal voorts het E.E.G.-verdrag op zich zelf de harmonisatie van de landbouwpolitiek in de Benelux — waartoe in 1955 werd besloten — niet behoeven te vertragen omdat zulks, zoals terecht werd opgemerkt, in strijd zou zijn met artikel 233. Voorts moge worden opgemerkt dat in de overgangsovereenkomst behorende bij het ontwerp-unieverdrag, dat binnenkort ter behandeling aan de Staten-Generaal zal worden voorgelegd, voor deze harmonisatie een termijn van 5 jaar is opgenomen.

In antwoord op de door verscheidene leden gestelde vraag betreffende het betrekken van het georganiseerde bedrijfsleven bij de uitvoering van het Verdrag, moge worden verwezen naar blz. 3 van de Inleiding van deze memorie. Met inachtneming van de eigen verantwoordelijkheid van de Regering zal de Volksvertegenwoordiging zoveel mogelijk op de hoogte gesteld worden.

Naar aanleiding van de door vele andere leden gestelde vraag over de uitbreiding van de lijst van bijlage II moge de Regering opmerken, dat voorstellen hiertoe krachtens artikel 38 van de Commissie dienen uit te gaan. Gezien de aan de samenstelling van de lijst voorafgegane onderhandelingen kan worden verwacht dat wellicht nog voor plaatsing op de lijst in aanmerking komen die produkten waarvan de grondstoffen reeds zijn opgenomen.

De Regering heeft zich altijd op het standpunt gesteld dat de gemeenschappelijke markt een zo groot mogelijk aantal landen zal moeten omvatten. Zij staat derhalve ook positief tegenover een eventuele toetreding van Denemarken tot de Gemeenschap. Dit zal dan evenwel een volledige toetreding moeten zijn; voor de landbouwsector alléén zou het niet aanvaardbaar zijn. De Regering is voorts van mening dat zolang voornoemd land geen deel uitmaakt van de gemeenschappelijke markt het niet mogelijk is Denemarken uit de nodigen tot de in artikel 43 voorziena conferentie van de Lid-staten.

Betreffende de door verscheidene leden gestelde vraag over de plannen inzake de vrijhandelszone moge de Regering, in aansluiting op hetgeen hierover reeds op blz. 6 en 7 van de Inleiding van deze memorie werd opgemerkt, eraan herinneren dat zij zich steeds op het standpunt heeft gesteld dat voor de landbouw in de vrijhandelszone een regeling getroffen zal moeten worden welke de landbouw in zijn geheel omvat. Ten aanzien van de door deze leden gesignaleerde consequenties voor de concurrentiepositie van Nederland bij deelneming aan de vrijhandelszone is zij diligent. Waar de vrijhandelszone echter nog in het stadium van onderhandelingen verkeert meent de Regering thans met deze opmerkingen te moeten volstaan.

Vervanging der nationale marktregelingen door gemeenschapsregelingen

Met betrekking tot de door vele leden gestelde vraag naar de verhouding tussen de regeling van het gemeenschappelijke landbouwbeleid en artikel 38, vierde lid, kan worden opgemerkt dat het landbouwhoofdstuk bijzondere bepalingen omvat, die ten dele afwijken van en ten dele verder gaan dan de algemene bepalingen van het Verdrag. In het laatste geval behouden de algemene bepalingen hun geldigheid.

Van vele zijden werden vragen gesteld over de in artikel 43, eerste lid, bedoelde conferentie van de Lid-Staten. In aansluiting op hetgeen reeds in de Memorie van Toelichting werd vermeld, zij opgemerkt dat naar het inzicht van de Regering de op verzoek van de Franse Regering opgenomen toevoeging „met name door een overzicht op te stellen van hun middelen en behoeften” de conferentie slechts ten doel stelt het materiaal bijeen te brengen dat een beter inzicht in de produktie, het verbruik en het handelsverkeer der Lid-staten verschaft, waarmee dan de Commissie rekening kan houden bij het formuleren van zijn voorstellen.

Waar uitdrukkelijk aan de Europese organen de opdracht wordt gegeven tot het totstandbrengen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, meent de Regering, dat een voldoende waarborg is geschapen tegen de gevreesde eventueel te vèrgaande bemoeienis van de conferentie met het gemeenschappelijke landbouwbeleid. Indien niettemin deze tendentie aan de dag zou treden, zal de Regering zich hiertegen met grote nadruk verzetten. Gezien de aan de Europese organen bij de totstandkoming van het gemeenschappelijk landbouwbeleid toegekende bevoegdheden schijnt de door verscheidene andere leden verwachte onmogelijkheid om tijdens deze conferentie tot reële resultaten te komen dan ook van minder belang.

Ten onrechte wordt door deze leden in de Memorie van Toelichting gelezen, dat de Regering van mening is dat het verschil tussen de conferentie bedoeld in artikel 43, lid 1, en de conferentie van 1952 zou kunnen zijn de aanwezigheid op de eerstbedoelde conferentie van ook andere sectoren dan de landbouw. De betreffende passage doelt niet op de conferentie bedoeld in artikel 43, doch op de onderhandelingen te Brussel, welke aan de ondertekening van het E.E.G.-verdrag voorafgingen.

In het bovenstaande heeft de Regering reeds de redenen uiteengezet, die ertoe hebben geleid, dat in het Verdrag slechts de doeleinden van het gemeenschappelijk landbouwbeleid werden vastgelegd en dat de uitwerking hiervan aan de gemeenschapsorganen werd opgedragen. Met het oog hierop acht de Regering het niet opportuun uitvoerig op dit beleid in te gaan. Wel zij opgemerkt, dat het onderscheid gemaakt tussen liberalistische en dirigistische agrarische politiek misleidend is. De aard van de gevolgde politiek is in elk land sterk afhankelijk van de concrete omstandigheden. Zo is bekend, dat landen die op agrarisch terrein niet of weinig exporterend zijn hun landbouw veelal vèrgaande protectie kunnen verlenen en dit in feite ook doen door beschermende maatregelen te treffen ten aanzien van de invoer. Men kan in deze landen dan vele maatregelen achterwege laten die in agrarische exportlanden moeilijk ontbeerd kunnen worden indien het beleid gericht is op het verzekeren van een redelijk inkomen aan de werkers in de landbouw. Het zou evenwel niet juist zijn de landbouwpolitiek in bedoelde agrarische importlanden, die wellicht betrekkelijk weinig regelingen kennen doch in feite hun landbouw bijzondere sterke protectie verlenen, als liberalistische te betitelen. Voor het ontwikkelen van een Europese landbouwpolitiek is de gemaakte onderscheiding dan ook volstrekt onhoudbaar. De in Europees verband te treffen voorzieningen zullen in eerste aanleg gebaseerd moeten zijn op wat om praktische redenen noodzakelijk lijkt om de fundamentele belangen van de landbouw veilig te stellen, zoals b.v. een redelijk agrarisch inkomen, om de positie van de landbouw op lange termijn te versterken, b.v. door het opvoeren van de produktiviteit, waarmede tevens de belangen van de consument gediend worden, omdat aldus een redelijke prijsvorming wordt bevorderd, en om tevens de economische barrières tussen de landen weg te nemen.

Naar aanleiding van de vragen over de doelstellingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid zij ten aanzien van artikel 39, lid 2a, opgemerkt, dat het niet gaat om het wegnemen van alle structurele verschillen. Zo zullen b.v. de natuurlijke verschillen — meer dan in de huidige situatie — kunnen bijdragen tot een betere inter-Europese arbeidsverdeling. Daarnaast bestaan echter ook structurele verschillen die wel degelijk aanleiding moeten zijn voor het tot ontwikkeling brengen van een Europees beleid op structureel gebied. Om die reden voorziet het Verdrag in het investerings- en readaptatiefonds en in de oriëntatiefonds. In dit verband zij opgemerkt dat de coördinatie van de beroepsopleiding — waaronder naar de mening van de Regering het vakonderwijs moet worden verstaan —, het landbouwkundig onderzoek en de landbouwkundige voorlichting als een onderdeel van het in het kader van de Gemeenschap te voeren structuurbeleid dient te worden beschouwd. Het is de Regering uiteraard niet mogelijk thans

nader op deze aan de gemeenschapsorganen opgedragen taak in te gaan.

Naar het de Regering voorkomt is het niet juist te spreken van een optimaal gebruik van de grond in alle deelnemende landen. Terecht wordt in het Verdrag ten deze de grond niet geïsoleerd genoemd, maar in verband met de andere produktiefactoren in hun onderlinge samenhang. Daarbij zal uiteraard in elk geval en op elk moment rekening moeten worden gehouden met de concrete mogelijkheden welke de economische en sociale omstandigheden bieden. Een toenemende vrijheid op het gebied van personen-, diensten- en kapitaalverkeer zal deze mogelijkheden om het gewenste doel te bereiken ongetwijfeld belangrijk kunnen vergroten.

Wat betreft de vraag over de wijze waarop de in artikel 39, eerste lid, genoemde redelijke prijzen kunnen worden bereikt — een vraag, die, naar de mening van de Regering, vooruitloopt op het gemeenschapsbeleid — kan worden opgemerkt, dat dit doel ook bevorderd kan worden door een verruiming van de concurrentie alsmede door het bevorderen van een rationele produktie.

Met betrekking tot de discriminatie, die bij de totstandkoming van het Verdrag zou hebben plaatsgevonden tussen de werknemers in het agrarisch bedrijf en die bij de industrie, moge de Regering opmerken, dat, zoals in de Memorie van Toelichting op blz. 30 wordt gesteld, de Regering ten aanzien van de overwerkuren geen vaste verplichting op zich heeft genomen. Niettemin is de positie van de agrarische werknemers in de Gemeenschap een punt waarop de Regering diligent zal zijn zonder evenwel ongemotiveerde harmonisatieverlangens te stellen.

Een ordening van de landbouwmarkten, waarbij de vorm gekozen wordt van „gemeenschappelijke regels inzake mededinging”, maakt deel uit van het gemeenschapsbeleid, zodat ook hier over de toepassing in concreto nog geen uitspraak kan worden gedaan. De verwijzing in artikel 42 naar het eerste hoofdstuk van de eerste titel van het derde deel van het Verdrag zou er echter op kunnen wijzen dat ook gedacht wordt aan mededinging tussen individuele bedrijven.

Krachtens de reeds eerder gegeven interpretatie van artikel 38, tweede lid, is de Regering van mening dat de regeling aangaande heffingen als bedoeld in artikel 13, lid 2, wel slaat op de produkten bedoeld in artikel 38, lid 3. Dit brengt echter niet mee dat ten aanzien van de monopolieheffingen hetzelfde zou moeten gelden als hetgeen de Regering in de Memorie van Toelichting bij artikel 44 ten aanzien van de invoerkalenders heeft opgemerkt. De monopolieheffingen maken deel uit van een prijsregalisatiesysteem dat tot heffingen kan leiden, maar ook tot subsidies op de geïmporteerde produkten. Zij vormen als zodanig een onderdeel van het nationale landbouwbeleid.

De toevoeging „alook de uitvoering van de in deze titel speciaal vermelde maatregelen” in artikel 43, lid 2, heeft volgens de mening van de Regering ten doel de procedure van artikel 43 toepasselijk te doen zijn op die maatregelen uit het landbouwhoofdstuk welke niet gekwalificeerd kunnen worden als „voorstellen inzake de totstandbrenging en de uitvoering van het gemeenschappelijke landbouwbeleid daarbij inbegrepen de vervanging van de nationale organisaties door een van de in artikel 40, lid 2, genoemde vormen van gemeenschappelijke ordening”. Als voorbeeld moge genoemd worden het in het derde lid van artikel 38 genoemde besluit.

Het in artikel 43, lid 3, sub b, gemaakte voorbehoud beoogt een bijzondere waarborg te scheppen dat de gemeenschappelijke regelingen geen andere belemmeringen voor het handelsverkeer tussen de deelnemende Staten zullen bevatten dan die, welke ook binnen het kader van de nationale markt bestaan.

Ten aanzien van de positie van de Nederlandse publiekrechtelijke bedrijfsorganisaties op agrarisch gebied moge worden verwezen naar hetgeen de Regering hierover in de Memorie van Toelichting op blz. 8 heeft opgemerkt.

De instelling van minimumprijzen

De Regering moge vooropstellen dat, zoals reeds in de Memorie van Toelichting werd uiteengezet, de minimumprijzen gezien moeten worden als een overgangsmaatregel welke ten doel heeft te voorkomen dat de geleidelijke afbraak van de grensbelemmeringen het nationale prijsbeleid in de landbouw op losse schroeven zet. Het lijkt de Regering derhalve niet juist te stellen, gelijk verscheidene leden doen, dat het hanteren van minimumprijzen juist het belemmeren van de invoer beoogt.

Het is de Regering geenszins ontgaan — en dit blijkt ook uit de Memorie van Toelichting —, dat aan de toepassing van minimumprijzen gevaren verbonden kunnen zijn. Zij deelt evenwel de mening van de verscheidene leden, die erop hebben gewezen dat ook thans de positie van onze land- en tuinbouw, wat de export betreft, uiterst kwetsbaar is door het optreden van de importlanden. De Regering is daarenboven van mening dat de door het Verdrag aan de gemeenschapsorganen opgedragen taken — in elk geval vanaf het begin van de derde etappe — waarborgen scheppen welke momenteel ontbreken. Het is om deze reden dat de Regering van de minimumprijzen in het kader van de E.E.G. gunstiger resultaten verwacht dan die welke in Benelux bereikt zijn. Weliswaar worden de minimumprijzen in Benelux in gemeenschappelijk overleg vastgesteld, doch elk der partners kan uiteindelijk autonome beslissingen nemen. De door verscheidene andere leden gevraagde cijfers over de ontwikkeling van de markt van landbouwproducten binnen Benelux sedert ongeveer 1950 in vergelijking met de handel op derde landen worden overgelegd in de bijlagen 6A en 6B van deze memorie.

Ten aanzien van het gesignaleerde gevaar dat het autonoom toepassen van minimumprijzen gedurende de eerste twee etappen achter de daardoor verleende bescherming zou leiden tot een uitbreiding van de produktie op een ongewenst hoog kostenpeil en het hierbij aangehaalde voorbeeld van de snijbloementeel in België moge het volgende worden opgemerkt. Ook hier moet opnieuw worden gesteld dat in de huidige omstandigheden ieder land onbelemmerd bepaalde takken van produktie op kunstmatige wijze kan uitbreiden. Een belangrijk winstpunt in het onderhavige Verdrag schuilt, gelijk reeds vaker werd betoogd, in de toenemende invloed welke de Europese organen op het landbouwbeleid kunnen uitoefenen. Wat in het bijzonder de snijbloementeel in België betreft zij nog opgemerkt dat deze inderdaad sedert 1952 met ca. 25% is toegenomen doch dat voor snijbloemen in Benelux-verband geen minimuminvoerprijzen gelden omdat de snijbloemen tijdelijk onderworpen zijn aan een contingentingsregeling van een aflopend karakter en aan een heffing.

De consequenties van de invoer van het minimumprijzenstelsel zullen in zeer grote mate afhankelijk zijn van de uitwerking, die door de gemeenschapsorganen aan de verdragsbepalingen inzake minimumprijzen zal worden gegeven. De Regering heeft vooralsnog geen reden om aan te nemen dat een achteruitgang in de handelsbetrekkingen op het gebied van tuinbouwproducten met Duitsland moet worden verwacht.

Van vele zijden werd de vraag gesteld in welke gevallen minimumprijzen kunnen worden ingesteld. De Regering is van mening, dat dit slechts mogelijk is ten aanzien van niet-geliberaliseerde produkten. Het is haar bekend, dat er een andere lezing bestaat over de betekenis van de woorden „en ter vervanging van contingenten”. Uit de parlementaire behandeling van het E.E.G.-verdrag in andere Lid-Staten is haar echter tot nu toe niet gebleken, dat deze andere interpretatie door de betrokken Regeringen wordt gehuldigd. Mocht dit alsnog het geval blijken te zijn dan zal het Hof van Justitie ten deze moeten beslissen.

Betreffende de eveneens van vele zijden gestelde vraag welk liberalisatiepeil in acht dient genomen te worden, zijn in het Verdrag geen bepalingen opgenomen. De Regering is echter van mening dat de landen, die minimumprijzen willen instellen, wel een beroep kunnen doen op artikel 31, alinea 2. Bepalend is dus de situatie op het moment van de instelling van de

minimumprijzen. Voor het overige moge de Regering zich veroorloven te verwijzen naar hetgeen te dezer zake werd gesteld op blz. 10 van de Memorie van Antwoord aan de Eerste Kamer op Hoofdstuk XI der Rijksbegroting voor 1957.

Naar de mening van de Regering laat artikel 44 aan het land, dat de minimumprijzen instelt, de vrije keuze tussen de twee genoemde systemen. Waar met de opneming van het tweede systeem beoogd wordt de toepassing van het tussen Nederland en Duitsland voor de tuinbouwexport bestaande systeem mogelijk te maken, mag aangenomen worden, dat ook in de Gemeenschap een exportland de minimumprijs kan garanderen. De Regering zegt gaarne toe dat zij bereid is zulks te bevorderen.

Bij de in het eerste lid van artikel 44 gegeven waarborg gebaseerd op de uitbreiding van het handelsverkeer is deze uitbreiding onmiddellijk gerelateerd aan de toepassing van het minimumprijzenstelsel. Dit begrip moet daarom aldus worden gelezen, dat de uitbreiding niet mag worden gehinderd voor elk van die produkten waarvoor een minimumprijs wordt ingesteld.

Onder verwijzing naar het in het bovenstaande met betrekking tot het streven van de Regering bij de vaststelling van het landbouwhoofdstuk opgemerkte, is de Regering van mening, dat ten aanzien van het vaststellen van de objectieve criteria nogmaals kan worden aangevoerd, dat het hier gaat om een materie waarbij in eerste instantie verantwoordelijkheid moet worden toegekend aan de Europese organen. Het objectief karakter is zodoende beter gewaarborgd dan indien deze materie, welke zozeer onmiddellijk raakt aan de nationale belangen, zou zijn overgelaten aan het zuiver inter-gouvernementele overleg. Het lijkt evenwel niet juist deze criteria te zeer te vereenzelvigen met de gemiddelde nationale kostprijzen. Rekening moet immers mede gehouden worden met de geleidelijke verbetering van de bedrijfsvoering en met de noodzakelijke aanpassing en specialisatie binnen de Gemeenschap. Dit betekent dat deze criteria een dynamisch element moeten bevatten en met name niet mogen leiden tot het bevroeren van bestaande toestanden. De bepalingen dat met de positie van de verschillende ondernemingen ten opzichte van de gemiddelde kostprijzen in een land rekening moet worden gehouden kan naar de mening van de Regering niet anders worden geïnterpreteerd dan dat bij bepaling van de gemiddelde kostprijzen aan de verschillende bedrijven niet altijd hetzelfde gewicht kan worden toegekend. Ook in Nederland berust de bepaling van de kostprijzen op een gerichte keuze ten aanzien van de bedrijven alsook ten aanzien van de gebieden, waar deze bedrijven liggen. Het feit, dat de Commissie eveneens een procedure moet voorstellen voor de herziening dezer criteria teneinde rekening te houden met de technische vooruitgang en ter bevordering van het tot elkaar brengen van de prijzen in de verschillende landen houdt tevens in dat de bewegingsvrijheid van de verschillende landen op het onderhavige terrein geleidelijk aan kleiner wordt.

In antwoord op de desbetreffende vraag diene, dat slechts Duitsland momenteel over een met het L.E.I. vergelijkbare instelling beschikt. Dit betekent niet, dat ook in andere landen geen ontwikkeling in deze richting bestaat.

De bevorderingen van de geleidelijke verbetering van de bedrijfsmethoden in de landbouw en de noodzakelijke aanpassing en specialisatie binnen het gebied van de gemeenschappelijke markt behoren tot de taak van de gemeenschappelijke organen. Te dezer plaatse dient de Regering te volstaan met op te merken, dat zij hier positief tegenover staat.

De Regering is van mening, dat, indien het niet mocht gelukken de objectieve normen voor de minimumprijzen binnen drie jaar vast te stellen, het vijfde lid van artikel 44 toepasselijk is. Met andere woorden, zij is derhalve de opvatting toegedaan, dat in dit geval geen beroep op artikel 175 gedaan zou kunnen worden, maar dat gewacht zal moeten worden op het begin van de derde etappe tenzij het inmiddels mogelijk is gebleken wel eenstemmigheid over de criteria te bereiken. Inderdaad zal bij toepassing van artikel 44, lid 5, de Raad in feite beschikken over criteria hoewel dit formeel niet zo behoef te zijn.

Met betrekking tot de in het zesde lid van artikel 44 getroffen regeling moge verwezen worden naar blz. 17 van de Memorie van Toelichting. Hieraan kan toegevoegd worden dat aan het einde van de overgangperiode ten aanzien van de dan nog resterende minimumprijzen een regeling zal moeten worden getroffen in het kader van het gemeenschappelijke landbouwbeleid. Op de vraag of deze beslissing ook het bestaan van een gemeenschapsregeling zal inhouden kan derhalve op dit moment niet geantwoord worden.

Ter beantwoording van de vraag gesteld over de maatregelen van phyto-sanitaire en veterinaire aard moge verwezen worden naar artikel 36 van het Verdrag.

Met de vraag over de onlangs te Parijs gehouden conferentie van de Ministers van Landbouw wordt waarschijnlijk bedoeld op de bijeenkomst van de Ministeriële Commissie voor Landbouw en Voedselvoorziening van de O.E.E.S. waar het landbouwbeleid in het kader van de Zes geen onderwerp van bespreking heeft uitgemaakt.

Overeenkomsten op lange termijn

In het tweede lid van artikel 45 wordt gesproken over overeenkomsten of contracten tegen prijzen, die zich geleidelijk aanpassen aan de nationale prijzen in het kopende land. Deze geleidelijke aanpassing dient aan te vangen bij het prijspeil, waarvoor op de wereldmarkt kan worden gekocht en waarvoor in feite thans de surplusproduktie wordt afgezet.

De door vele leden te dezen gegeven interpretatie werd tijdens de onderhandelingen, die aan de ondertekening van het Verdrag vooraf zijn gegaan, door geen der delegaties gehuldigd.

Het initiatief voor dergelijke overeenkomsten of contracten kan van ieder der Lid-Staten uitgaan. In het algemeen kan evenwel worden verwacht, dat het initiatief hiertoe vooral van Franse zijde zal komen, omdat Frankrijk van bepaalde agrarische produkten grote overschotten produceert, terwijl vele andere partnerlanden in eigen land een uitgesproken tekort hebben aan diezelfde produkten. Een extra-aankoop van b.v. Franse tarwe, waartegenover minder tarwe van buiten de E.E.G. kan worden aangekocht, ligt zeker binnen de mogelijkheden. Men zou een dergelijke extra-afzet van Franse tarwe evenzeer additioneel kunnen noemen als een vergroting van b.v. de boter- of kaasexport naar Frankrijk, waardoor Frankrijk minder van deze produkten uit landen buiten de E.E.G. zou afnemen, aangezien het hier afzet betreft boven die, welke automatisch uit de afschaffing van de handelsbelemmeringen voortvloeit.

De produkten, waarvoor overeenkomsten of contracten kunnen worden afgesloten, zijn niet in aantal beperkt. In het algemeen zullen hiervoor echter uitsluitend de belangrijkste agrarische produkten in aanmerking komen. Voor de betekenis, die in dit verband aan het begrip basisprodukten moet worden gehecht, zij verwezen naar artikel 45, lid I, van het Verdrag. Voor koffie lijkt voorschijnlijk een long-term overeenkomst dan ook niet waarschijnlijk.

Het beginsel van wederkerigheid, zoals bedoeld in artikel 45, lid I, betekent naar de mening van de Regering, dat de bedoelde overeenkomsten of contracten geen eenzijdige afspraken zijn, waarbij slechts de export van het ene land naar een partnerland wordt vastgelegd, maar dat wederkerig het partnerland evenzeer kan eisen, dat het exporterende land ook van de partner meer produkten betreft, zulks vanzelfsprekend binnen het kader van de bestaande invoerbehoefte. De Regering is van oordeel, dat de tegenprestatie ook op andere wijze dan in long-term-contracten — mits binnen de agrarische sector — gevonden zou kunnen worden.

Mede in verband met het reciprociteitsbeginsel ligt het niet in de bedoeling van de Regering het initiatief te nemen tot het afsluiten van long-term-contracten.

Uit het bovenstaande blijkt verder, dat tot op zekere hoogte de vergroting van de import op basis van long-term-overeenkomsten of -contracten moet prevaleren boven traditionele importen van buiten de E.E.G. Immers, in de gemeenschaps-

lijke markt moet een uitbreiding van het onderlinge handelsverkeer worden verwacht. Bij de afsluiting van long-term-contracten zal maximaal de werkelijke importbehoefte aan de desbetreffende goederen bepalend zijn; voor zover deze goederen nodig zijn om na veredeling gereëxporteerd te worden, zal overeenkomstig lid 3 van artikel 45 dus niet via long-term-contracten gekocht behoeven te worden, tenzij het verschil tussen de contractprijs en de wereldmarktprijs wordt bijbetaald op grond van een unaniem te nemen raadsbesluit. De bepaling van de wijze, waarop het in artikel 45, lid 3, bedoelde verschil tussen de contractprijs en de wereldmarktprijs aan de grondstoffen importerende Lid-Staat zal worden gerestitueerd, is overgelaten aan de organen van de Gemeenschap.

Krachtens artikel 45, lid 1, komen voedergranen wel voor overeenkomsten op lange termijn in aanmerking, doch op grond van artikel 45, lid 3, vallen zij, indien gebruikt als grondstoffen voor de veredelingsproductie, bestemd voor derde landen, erbuiten.

In artikel 45 is geen voorkeur voor bilaterale of multilaterale onderhandelingen vastgelegd. De omstandigheden zullen moeten bepalen, welke onderhandelingen het meest praktisch zijn. De Regering geeft vooralsnog de voorkeur aan multilaterale besprekingen. Het is daarbij zeker niet uitgesloten, dat Nederlandse agrarische exportprodukten, zoals b.v. pootaardappelen, boter en melkpoeder onder deze long-term-overeenkomsten of -contracten worden verhandeld. Het is immers zeker niet noodzakelijk, dat in deze overeenkomsten vaste prijzen worden gesteld; integendeel moet het niet uitgesloten worden geacht, dat een zekere preferentiële prijs op andere wijze wordt bereikt, b.v. door voor een zeker kwantum ontheffing te geven van het betalen van invoerrechten of andere maatregelen van deze aard. Indien op een dergelijke wijze overeenkomsten kunnen worden bereikt, wordt tegelijkertijd voorkomen, dat op de binnenlandse markt verschillende prijzen gaan ontstaan, waardoor de noodzaak zou ontstaan voor deze produkten staatshandel in te voeren. Evenzo kan b.v. binnen het raam van dergelijke overeenkomsten de Regering voor een zekere hoeveelheid granen teruggave verlenen van de monopolieheffing onder voorwaarde, dat dit graan niet beneden een zekere prijs op de Nederlandse markt wordt afgezet. Bij een dergelijke regeling zou het niet noodzakelijk zijn over te gaan tot staatshandel, terwijl de Nederlandse graanpolitiek op dezelfde voet kan worden voortgezet.

Het is niet geheel duidelijk, wat wordt bedoeld met een graanmonopolie in handen van de Gemeenschap. Een dergelijke monopolie kan zowel voordelen als nadelen hebben, hetgeen geheel afhankelijk is van de mate van het monopolie en de wijze, waarop dit wordt gebruikt. Voorlopig behoeft niet te worden gevreesd, dat deze overeenkomsten de weg daartoe effenen, terwijl evenmin gevreesd behoeft te worden, dat Frankrijk de enige graanleverancier voor de Nederlandse markt zal worden.

De Regering is ten slotte van mening, dat naast de veehouderij de pluimveehouderij mede als voorbeeld vermeld had kunnen worden.

Buitentarief voor landbouwprodukten

In aansluiting op de uiteenzetting in hoofdstuk I, 2, van deze Memorie van Antwoord, waar een deel van de gestelde vragen reeds beantwoording vond, moge de Regering nog het volgende opmerken.

De speciale regeling uit lijst F van bijlage I van het Verdrag met betrekking tot het buitentarief van granen en tarwemeel is door Nederland voorgesteld, omdat de Regering van mening was, dat, gezien het grote belang van deze produkten voor de Nederlandse voedselvoorziening en de verdelingsproductie, niet het risico kon worden gelopen, dat de opschorting van de heffing van de toepasselijke rechten op tariefcontingenten zou worden geweigerd of slechts gedeeltelijk zou worden toegestaan, zoals op grond van artikel 25, lid 3, mogelijk zou zijn.

Krachtens artikel 10, lid 2, alinea 2, wordt het aan de Commissie overgelaten een billijke regeling tot stand te brengen

voor de restitutie van de invoerrechten en de heffingen bij de export naar de partnerlanden.

De Regering kan niet inzien, waarom een stijgende invoer in ons land van industriële produkten uit de partnerlanden en de daarmee gepaard gaande daling van de import van die artikelen uit Engeland en Noord-Amerika noodzakelijk van invloed zou moeten zijn op de exportmogelijkheden van de tuinbouw- en sierteeltprodukten naar genoemde landen. Het is nl. zeer de vraag, of de totale import van de Zes uit genoemde landen zal dalen, mede gezien de te verwachten stijging van de levensstandaard binnen de gemeenschappelijke markt. Anderzijds valt niet aan te nemen, dat juist tegenover Nederland maatregelen getroffen zouden moeten worden, terwijl bovendien rekening moet worden gehouden met de versterkte onderhandelingspositie van de Zes.

Het is de Regering niet mogelijk in te gaan op de gevolgen van de verhoogde rechten op tarwe en voedergranen, zolang niet bekend is in hoeverre de voor deze produkten vastgestelde rechten ook zullen worden toegepast, terwijl het evenmin bekend is, welke marktregelingen voor deze produkten in de Gemeenschap zullen worden aanvaard. De Regering is waakzaam ten aanzien van het gesignaleerde gevaar, dat de produkten van onze veredelingslandbouw van derde markten verdreven zouden kunnen worden.

Zo Nederland produkten aanbiedt, waarin grondstoffen zijn verwerkt, welke zijn aangekocht tegen de wereldmarktprijs, zullen de eventueel hieruit voortvloeiende moeilijkheden door de partnerlanden opgevangen kunnen worden door een beroep op artikel 44, waarbij ook de bepaling van artikel 10, lid 2, in aanmerking moet genomen worden. Zodra een gemeenschappelijke ordening zal zijn tot stand gekomen, zal een oplossing in het kader hiervan gevonden moeten worden.

Door de wijze, waarop het gemeenschappelijk tarief voor granen en het toekomstige invoerrecht op veredelingsprodukten tot stand is gekomen, valt moeilijk te bepalen in hoeverre te allen tijde een juiste verhouding tot stand is gekomen. Met het oog hierop is in artikel 21, lid 2, een bepaling opgenomen, welke tot correcties zal kunnen leiden. Opgemerkt zij hierbij, dat in het algemeen alle leden der Gemeenschap gelijkelijk belang zullen hebben bij dergelijke correcties.

De artikelsgewijze gestelde vragen zijn alle in het bovenstaande bantwoord. Met betrekking tot artikel 47 wilde de Regering in de Memorie van Toelichting slechts tot uitdrukking brengen, dat, zo een advies aan het Economisch en Sociaal Comité wordt gevraagd, het advies van de afdeling landbouw van dit comité afzonderlijk zal moeten worden overgelegd. De Regering beoogde dus slechts de aandacht te vestigen op de laatste alinea van artikel 198.

I. 4. De vrije migratie

Het verheugt de Regering, dat van vele zijden instemming is betuigd met het in artikel 48, lid 1, neergelegde algemene beginsel, dat aan het einde van de overgangperiode het vrije verkeer van werknemers binnen de Gemeenschap tot stand moet zijn gebracht. Dat de vrees geuit door vele leden, dat het in artikel 48, lid 3, gemaakte voorbehoud van openbare orde, openbare veiligheid en volksgezondheid zou kunnen leiden tot misbruik bij de toepassing van het algemene beginsel, bewaarde openbare orde, veiligheid en volksgezondheid hebben immers zowel in Nederland als in de andere Lid-Staten een in hoofdzaak vaste rechtsinhoud, welke bepaald wordt door een in de historische ontwikkeling gegroeid algemeen normbesef.

De Regering erkent wel, dat binnen deze grenzen tussen de deelnemende landen afwijkende interpretaties mogelijk zijn. Bij de uitwerking van artikel 48 zal de Nederlandse Regering trachten dit gevaar zoveel mogelijk te voorkomen. Bovendien kan ieder van de Lid-Staten, indien hij van mening is, dat een ander Lid-Staat een van de krachtens het Verdrag op hem rustende verplichting niet nakomt, zich tot het bij het Verdrag

ingestelde Hof van Justitie wenden. Het Hof zal de eerbiediging van het recht bij de uitlegging en toepassing van het Verdrag verzekeren, zodat tegen misbruik kan worden opgetreden.

De mening van dezelfde leden, dat in een bepaalde bedrijfstak bestaande arbeidsvoorwaarden ook van kracht zullen zijn voor buitenlandse arbeidskrachten, zodat de verplichting, genoemd in artikel 48 niet kan leiden tot een doorkruising van de loonpolitiek, deelt de Regering geheel.

Door de verwijzing tijdens de onderhandelingen naar de in Nederland heersende woningnood heeft de Regering te kennen willen geven, dat toepassing van de rechten, vermeld in artikel 48, lid 3, gedurende een aantal jaren op bijzondere moeilijkheden zou kunnen stuiten. Zonder aan deze verwijzing het karakter van een formeel voorbehoud te willen geven, heeft de Regering er bij voorbaat op willen attenderen, dat het tempo voor het bereiken van een geheel vrije migratie gedurende enige jaren in Nederland noodgedwongen mogelijk lager zou moeten zijn dan in sommige andere landen van de gemeenschap.

Artikel 48d omschrijft het recht, dat een werknemer wordt toegekend om, ook na eventueel verlies van werkkring, in een land van de Gemeenschap verder verblijf te houden, indien hij althans gedurende een bepaalde termijn in dat land heeft gewerkt. Ten einde dit recht een redelijke grondslag te geven, is verwezen naar uitvoeringsverordeningen, die nog door de Commissie zullen moeten worden vastgesteld. Zo zal o.a. de termijn van werkzaamheid moeten worden aangegeven, alvorens van dit recht gebruik mag worden gemaakt.

Artikel 49a, waarnaar vele leden verwijzen, houdt in, dat de bemiddelingsorganen ter bereiking van een niet alleen vrije, doch ook geordende migratie, nauw zullen moeten samenwerken. Hoe de samenwerking tussen deze organen zal moeten worden geëffectueerd, zal tussen de betrokken landen van de Gemeenschap nog moeten worden geregeld. Gedacht is hier aan een vorm van multilaterale samenwerking tussen de betrokken arbeidsbureaus. Met de leden hier aan het woord, acht de Nederlandse Regering de oprichting van een gemeenschappelijk bureau voor arbeidsbemiddeling voor het bereiken van het bovengenoemde doel van grote betekenis. Met kracht is dan ook gedurende de onderhandelingen door de Nederlandse delegatie aangedrongen om de oprichting van een dergelijk bureau in duidelijke bewoordingen in artikel 49d vast te leggen. Daar de hier ontwikkelde gedachte niet bij alle Lid-Staten onverdeelde instemming ontmoette, is het niet gelukt deze door de Nederlandse Regering wenselijk geachte vorm op onomwonden wijze in de tekst van het Verdrag te verankeren. Bij de uitwerking van de bepalingen van artikel 49 onder a en d zal waarschijnlijk wel blijken, dat voor de coördinatie en de effectiviteit der samenwerking tussen de zes nationale arbeidsbureaus de oprichting van een bureau als door de leden hier aan het woord is bedoeld, vrijwel onmisbaar zal zijn.

De factoren bevolkingsdichtheid en bevolkingsaanwas, waarnaar dezelfde leden verwijzen, bepalen reeds in belangrijke mate op natuurlijke wijze de richting en de omvang van de vrije migratie. Daarenboven zal het op grond van het gestelde in artikel 49d nog mogelijk zijn organisatorische voorzieningen te treffen, welke zo nodig rekening kunnen houden met factoren, welke voor de sociaal-economische structuur van de deelnemende Staten van belang zijn.

Met betrekking tot de regeling, welke de leden hier aan het woord opperen, om door volledige bewegingsvrijheid toe te staan aan jongeren beneden de 20 jaar en vervolgens deze leeftijd ieder jaar met één jaar te verhogen, de vrije migratie geleidelijk te verkrijgen, merkt de Regering het volgende op.

Teneinde een meer bindend karakter te verlenen aan het tempo, waarin de vrije migratie zich gedurende de overgangperiode zal voltrekken, is tijdens de onderhandelingen bij voortdurend getracht te geraken tot het opstellen van schema's, die zonder de sociaal-economische structuur van de landen der gemeenschap te schaden, de berechting van een bewegingsvrijheid in stadia zouden vastleggen. Dit is tenslotte niet gelukt, omdat alle ontworpen stelsels, welke een automatisch karakter

hebben, onvoldoende rekening houden met de factoren, waarvan de mobiliteit van arbeidskrachten vooral in de aanvang afhangt. Ook het door de hier aan het woord zijnde leden voorgestelde systeem moet als een te weinig flexibel schema worden beschouwd. Het komt de Nederlandse Regering voor, dat een harmonischer ritme zal worden verkregen, indien bij de voortgang naar de vrije migratie voor elk land in het bijzonder getal zal worden op factoren, welke rekening houden met de opbouw van de bevolking en met vraagstukken, welke betrekking hebben op de structuur van de nationale arbeidsmarkt. Voorts kan ook de woningnood, zoals is aangegeven, invloed hebben op het tempo, waarin de vrije migratie, voor zover het ons land betreft, zich zal kunnen voltrekken. Een streng automatisme zou, vooral in de aanvang, een schadelijke uitwerking kunnen hebben.

Met vele andere leden is de Regering geneigd de artikelen 48 en 135 in onderlinge samenhang te zien. Op het ogenblik valt echter niet aan te geven op welke wijze verband tussen beide artikelen zal worden gelegd, daar, zoals deze leden terecht opmerken, deze materie nog in nadere overeenkomsten zal moeten worden uitgewerkt.

Alle bepalingen van het verdrag en dus ook de regelingen, welke het verdrag op het gebied van het vrije personenverkeer kent, zijn slechts van toepassing tussen de zes landen van de gemeenschap, zodat noch de werknemers uit andere landen, noch degenen, die in Nederland politiek asyl genieten, op toepassing van het E.E.G.-Verdrag aanspraak kunnen maken. Niet ras of kleur, maar de nationaliteit is hierbij beslissend.

De bestaande regelingen met betrekking tot tewerkstelling van buitenlandse arbeidskrachten blijven dan ook onverminderd op werknemers uit derde landen van toepassing. Overigens mag er aan worden herinnerd, dat de rechtspositie van vluchtelingen ook op het gebied van het verrichten van arbeid is geregeld en aanzienlijk is verbeterd in het ook door Nederland geratificeerde Verdrag betreffende de status van vluchtelingen (*Tractatenblad* 1951, nr. 131).

De Nederlandse Regering deelt de mening van de hier aan het woord zijnde leden, dat toepassing van het individuele sociale recht van vrij verkeer van werknemers in samenhang dient te worden gezien met enerzijds de functie van de man als gezinshoofd en anderzijds met de sociale structuur van een bepaald land. Teneinde een juist evenwicht te bevorderen tussen enerzijds de ongebreidelde uitoefening van de in artikelen 48 en 49 onvoorwaardelijk toegekende individuele rechten en anderzijds dringende sociaal-economische belangen van de eigen gemeenschap, heeft de Regering met volharding gestreefd en zal zij blijven streven naar de instelling van een gemeenschappelijk bureau voor arbeidsbemiddeling. Hoewel de instelling van een dergelijk bureau de individuele rechten van de artikelen 48 en 49 niet zal kunnen aantasten, mag toch worden verwacht, dat het, mits doelmatig georganiseerd, grote invloed zal kunnen uitoefenen, waarbij zo nodig met de sociaal-economische structuur van de deelnemende landen rekening gehouden zal kunnen worden.

Ofschoon, zoals aangegeven, de Nederlandse Regering in beginsel de stelling met de hier aan het woord zijnde leden deelt, dat de regeling van een vrij verkeer ook moet inhouden, dat eveneens het gezin de vrijheid heeft om zich te verplaatsen, wijst zij er toch op, dat bijzondere omstandigheden, bijv. schrijnende woningnood voor de eigen bevolking, afwijking van dit beginsel, vooral in de aanvangsjaren, mogelijk kunnen maken.

De artikelen 48 en 49 kennen aan werknemers individuele rechten toe. Na de overgangsperiode kunnen de werknemers van deze rechten in volle omvang gebruik maken. Op welke wijze de Regering alsdan nog om redenen van het behoud van de gezinsband of in het algemeen om redenen van sociale aard de uitoefening van deze rechten kan beperken, is de Regering niet duidelijk.

Ook de Regering acht het opnemen van artikel 50 in het verdrag, inhoudende de begunstiging van de uitwisseling van jeugdige werknemers van belang, omdat de mogelijkheden van een vrije migratie in het bijzonder van betekenis kunnen zijn

voor jeugdige werkers. De keuze van het woord uitwisseling is evenwel niet geschied om nog eens in het bijzonder de bezorgdheid van de Europese overheid voor de zedelijke en culturele aspecten van het jongelingsvraagstuk te accentueren. De inhoud van het woord uitwisseling is geen andere dan die, welke aan het woord migratie wordt gehecht.

Artikel 50 heeft, zoals overigens het gehele hoofdstuk I van titel III van het Verdrag, uitsluitend betrekking op hen, die in loondienst werken. De Regering deelt de mening van de hier aan het woord zijnde leden, dat het een kwestie van tijd en energiebesparing is, wanneer rekening wordt gehouden met de werkzaamheden welke op het gebied van gelijkwaardigheid van diploma's reeds in de Raad van Europa zijn verricht.

De toevoeging in artikel 49d van de woorden „om het evenwicht daarvan te vergemakkelijken onder voorwaarden, welke ernstige gevaren voor de levensstandaard en de werkloosheid in de verscheidene gebieden en industrieën uitsluiten”, naar welke artikel verscheidene andere leden verwijzen, heeft in het bijzonder betrekking op het treffen van organisatorische voorzieningen, welke rekening zullen houden met de sociaal-economische structuur van de deelnemende landen. Welke vorm deze voorzieningen zullen krijgen, is nog niet bepaald en zal derhalve nog nader moeten worden geregeld.

Met de hier aan het woord zijnde leden is de Regering van mening, dat ten aanzien van het gestelde in artikel 135 een weloverwogen beleid dient te worden gevoerd. Vooral bij deze materie, als ook overigens bij de toepassing van het gehele hoofdstuk met betrekking tot de vrije migratie van werknemers, zullen de arbeidsbureaus van de deelnemende landen een belangrijke taak toegewezen krijgen. Zo zullen ook de arbeidsbureaus, hetzij door toepassing van artikel 49a, hetzij door middel van het gestelde in artikel 49d, tegen verschijnselen als door de hier aan het woord zijnde leden bedoeld — het weglukken van geschoolde arbeiders door beschikbaarstelling van woningen —, voor zover zulks tenminste binnen haar macht zal liggen, moeten waken.

De tewerkstelling van werknemers in een der andere landen der Gemeenschap, wordt bepaald door factoren — met name die van de passende arbeid —, welke ook op het ogenblik van kracht zijn. Voor vrees voor „gedwongen” tewerkstelling, waarop sommige leden doelen, is dan ook geen aanleiding. Als factoren voor „passende arbeid” worden niet alleen de aard van en de geschiktheid voor het te verrichten werk, in aanmerking genomen, doch ook factoren als geografische ligging, afstand, vestigingsmogelijkheden en bijzondere sociale omstandigheden van het gezin.

1. 5. De vrijheid van vestiging en de vrijheid van het dienstenverkeer

Artikel 52. De vrijheid van vestiging is niet onbeperkt. Dit blijkt uit de tweede alinea van dit artikel, waar immers is bepaald dat op de vestiging in de betrokken landen van kracht zijnde wettelijke bepalingen van toepassing blijven, zij het dan dat zij op onderdanen van de partnerlanden op dezelfde wijze moeten worden toegepast als op de eigen onderdanen. Hoe in de praktijk moeilijkheden, ontstaan door de verschillen in eisen, die door de wetgeving in de verschillende landen worden gesteld, kunnen worden opgelost en de vrijheid van vestiging tot een realiteit kan worden gemaakt, vormt het onderwerp van de regelingen, die de Raad krachtens artikel 54, lid 2, telkenmale moet nemen. Juist de grote verscheidenheid van regelingen op dit gebied maakt het onmogelijk in het Verdrag verder te gaan dan het opnemen van een doelstelling en een procedure om tot het gestelde doel te geraken. Indien de tussen de Beneluxlanden getroffen regeling nuttig werkt, is niet in te zien waarom een dergelijke regeling krachtens artikel 54, lid 2, niet zou zijn te treffen. Wat de bestaande regeling in Benelux-verband — die overigens als tijdelijk is bedoeld — betreft, deze kan ongetwijfeld voorlopig blijven bestaan krachtens artikel 233 van het Verdrag.

Artikel 54, lid 1. De bepaling, dat een dergelijk programma voor het einde van de eerste etappe door de Raad moet wor-

den vastgesteld betekent niet, dat het na deze periode niet meer kan. Uiteraard blijft echter de bepaling ten aanzien van de stemmenmeerderheid, i.c. de unanimiteit, van kracht.

Artikel 54, lid 3. Het lijkt moeilijk en ook weinig wenselijk om nu reeds vast te leggen, welke procedures en handelwijze voor Nederland hieronder zouden kunnen vallen. In het algemeen zijn bedoeld die bepalingen, die hetzij direct, hetzij indirect de vrijheid van vestiging in feite frustreren, zoals b.v. de beperking van een bepaalde bedrijfsuitoefening tot eigen onderdanen.

Artikel 57. De ondergetekenden zijn van mening dat het Verdrag geenszins in de weg behoeft te staan aan het ook in de toekomst volgen van het tot heden gevoerde vestigingsbeleid te onzent. Daarbij zal uiteraard met de belangen van de partners rekening moeten worden gehouden. Een zo volledig mogelijke vrijheid van vestiging zal uiteraard ten zeerste zijn gediend door een coördinatie van de bestaande voorschriften ter zake. Dit behoeft echter in de eerste plaats niet een gelijkstreken te betekenen en in de tweede plaats is het zeker niet de bedoeling van de Nederlandse Regering om waardevolle voorschriften alleen om der wille van de coördinatie te doen vervallen. De eenstemmigheid vereist voor richtlijnen t.a.v. de wijziging van bij de wet vastgestelde maatregelen is te dezer zake een zeer behoorlijke waarborg te noemen, temeer, omdat het vast is komen te staan, dat ook andere landen zeker niet bereid zullen worden gevonden om op grote schaal afstand te doen van goede regelingen, alleen om deze aan te passen aan de voorschriften in landen, waar men minder ver is gevorderd. Dit behoeft echter op zich zelf een coördinatie niet in de weg te staan, zij het dan ook, dat hier zeker wel enige tijd mede gemoeid zal zijn. De in de partnerlanden op dit punt levende wensen zijn de ondergetekenden op dit ogenblik nog niet bekend. Wellicht doet zich binnenkort een mogelijkheid voor, de partnerlanden te polsen ten aanzien van de gedachten die ter zake van de coördinatie der vestigingsregelingen bestaan.

I. 6. De vrijheid van het kapitaalverkeer

Zoals vele leden constateerden, heeft een vrijmaking van het kapitaalverkeer tussen de Lid-Staten gevolgen op gebieden waar anderszits de nationale verantwoordelijkheden in beginsel ongewijzigd bleven, zoals de politiek gericht op handhaving van het monetaire evenwicht en het evenwicht in de betalingsbalans en zoals de nationale conjunctuur politiek. In bepaalde concrete situaties kan hier dus stof liggen voor een conflict. In hoeverre zich dit zal kunnen voordoen met betrekking tot hetgeen de hier aan het woord zijnde leden de lage rentepolitiek van de Regering noemen, valt echter moeilijk te voorspellen. Aangezien het Nederlandse deviezenregime in de kapitaalsector reeds betrekkelijk liberaal is en aangezien voorts te verwachten valt dat de liberalisatie van het kapitaalverkeer krachtens het Verdrag slechts zeer geleidelijk zal plaatsvinden, kan worden aangenomen, dat pas aan het einde van de overgangperiode een situatie zou kunnen ontstaan dat het Nederlandse rentepeil door de onderhavige liberalisatie in opwaartse richting zou kunnen worden beïnvloed. Men moet echter de kans op een dergelijke opwaartse druk ook op deze lange termijn niet overschatten. Gezien artikel 68 lid 3 zal de liberalisatie in het Verdrag zich beperken tot het particuliere kapitaalverkeer en juist in deze sector zullen de hetzij door de geldverschaffers hetzij door de geldontvangers op zich te nemen koersrisico's de nivellering van de renteniveaus te allen tijde remmen. Hierbij komt dat het geenszins bij voorbaat vaststaat dat te zijner tijd het Nederlandse rentepeil belangrijk lager zal zijn dan in de andere Lid-Staten.

De consequenties welke het vrije kapitaalverkeer ondanks de voorgaande opmerkingen niettemin te eniger tijd voor Nederland zouden kunnen hebben, vormden een reden om te streven naar verdragsbepalingen, waarbij een vrijmaking van het kapitaalverkeer niet automatisch plaats zou vinden doch op een wijze waarbij rekening kan worden gehouden met de monetaire situatie in de Lid-Staten.

Hiermede is de door vele andere leden gestelde vraag omtrent de te verwachten gevolgen voor de stand van de rente tevens beantwoord. De hier aan het woord zijnde vele andere leden vragen in dit verband voorts naar de inzichten van de Regering over de invloed van het vrije kapitaalverkeer op de nationale investeringen, in het bijzonder in verband met de toekomstige werkgelegenheid voortvloeiende uit het grote bevolkingsoverschot. De regering wijst er op, dat toetreden tot het Verdrag impliceert, dat voortaan ook de oplossing van dit nationale vraagstuk in principe gezocht zal moeten worden binnen het raam van de mogelijkheden van de gemeenschappelijke markt als voortvloeiende uit het Verdrag. Indien te eniger tijd het kapitaalverkeer krachtens het Verdrag zou worden vrijgemaakt in verder gaande mate dan thans reeds door Nederland autonoom is geschied, zal dit inderdaad van invloed kunnen zijn op de investeringen hier te lande, daar de mededinging op de Nederlandse kapitaalmarkt naar de voor investeringen aangeboden besparingen dan groter kan worden. Hiertegenover staat echter de corresponderende vrije toegang tot de andere markten voor Nederlandse vragers naar kapitaal, zodat moeilijk valt te voorspellen wat het netto-effect zal zijn.

Dat Nederland genoodzaakt is in verband met zijn bevolkingsprobleem een aanzienlijk deel van het nationale inkomen te besparen en deze besparingen te reserveren voor investeringen is juist. Maar ditzelfde geldt in beginsel, zij het op andere gronden, en wellicht niet geheel in dezelfde mate voor de andere Lid-Staten. In ieder geval gaan de regeringen in de andere Lid-Staten ook van de gedachte uit dat de vrijheid van het kapitaalverkeer nimmer zal mogen leiden tot het in gevaar brengen van de nationale investeringen, noch van de nationale werkgelegenheid.

De regering deelt het inzicht, naar voren gebracht door verscheidene andere leden, dat de vrijheid van het kapitaalverkeer een gecompliceerde materie betreft, waarbij grote voorzichtigheid in acht dient genomen te worden. Of het uitwerken van voorschriften ten aanzien van deze vrijheid als uitvoering van het Verdrag moet worden beschouwd, dan wel het invullen van een stuk ongeschreven verdrag is zouden de ondergetekenden in het midden willen laten. Dat hierbij niet de eis is gesteld van een unanieme beslissing van de Raad van Ministers hangt samen met het feit, dat ook ten aanzien van andere belangrijke nadere preciseringen van bepaalde beginselen uit het verdrag met name b.v. op het gebied van de landbouw en het verkeer, steeds een meerderheidsbeslissing na 4 of 8 jaar wordt voorzien teneinde te voorkomen dat deze regelingen niet tot stand komen als gevolg van het gebruik van het veto door een Lid-Staat. De Regering wijst er overigens op, dat het Verdrag met name in de artikelen 68 lid 3, 73 en 109 reeds de nodige voorzieningen bevat, welke waarborgen inhouden tegen mogelijke ernstige consequenties van de vrijheid van het kapitaalverkeer.

Wat artikel 67 betreft, bleek het niet mogelijk concrete inhoud te geven aan de passage, welke door de hier aan het woord zijnde leden werd geciteerd. Zulks zal te zijner tijd moeten geschieden door de Europese Commissie tezamen met de Raad van Ministers.

Artikel 67, lid 1. De formulering, dat het kapitaalverkeer vrijgemaakt zal worden „in de mate waarin zulks voor een goede werking van de gemeenschappelijke markt nodig is” hangt samen met de hierboven reeds geconstateerde tegenstelling tussen de wenselijkheid het vrije kapitaalverkeer tot stand te brengen als één van de grondslagen van een gemeenschappelijke markt en anderszits de bezwaren die hieruit kunnen voortvloeien uit hoofde van de nationale verantwoordelijkheid voor het nationale monetaire evenwicht. Het leek daarom, zoals hierboven reeds opgemerkt, wenselijk de mogelijkheid van dit conflict althans te beperken door, waar een vrij kapitaalverkeer niet nodig is voor een goede werking van de gemeenschappelijke markt, een dergelijke vrijmaking niet te vereisen. Als voorbeeld moge er ter illustratie op worden gewezen, dat niet alle vormen van effectenverkeer essentieel zullen zijn voor een juiste werking der gemeenschappelijke markt. Wat

de gestelde vraag betreft wat onder het begrip „personen” dient te worden verstaan, kan er naar de mening van de Regering aan dit begrip hier een uitputtende betekenis worden toegekend. Het gaat hier om rechtspersonen en natuurlijke personen.

Artikel 68, lid 1. Hier wordt geduid op de mate waarin vergunningen zullen worden verstrekt in die sectoren van het kapitaalverkeer welke te eniger tijd (nog) niet krachtens het Verdrag zullen zijn geliberaliseerd.

Artikel 68, lid 3. Dit lid voorziet in overleg tussen staten ingeval de opbrengst van een lening direct of indirect bestemd is om de behoeften van een Lid-Staat of van een publiekrechtelijk lichaam te financieren. Het is daarbij onverschillig of de lening wordt uitgeschreven of geplaatst door de betrokken staat of het publiekrechtelijk lichaam zelve of door een als tussenpersoon optredende particuliere instelling. Bepalend voor de toepasselijkheid van dit artikel, en dus voor de eis van prealabel overleg, is het feit, dat de te lenen gelden direct of indirect bestemd zijn voor de behoeften van de centrale overheid van een Lid-Staat of van een publiekrechtelijk lichaam en niet wie als debiteur optreedt. Ook indien van een tussenpersoon gebruik wordt gemaakt zal het lenende land dus eerst overeenstemming met het land waar geleend wordt moeten bereiken, teneinde vast te stellen, dat de vergunning om de emissie te plaatsen en/of de opbrengst te transfereren, inderdaad verstrekt zal worden. Onder het onderhavige lid zal het land waar geleend wordt immers een dergelijke vergunning altijd kunnen weigeren, indien vermoed wordt dat de opbrengst van de lening voor de financiering van een andere Lid-Staat strekt. Wat betreft de vraag hoe de Lid-Staten thans hun leningspolitiek en hun emissiebeleid regelen, is de regering gezien de korte termijn van beantwoording, niet in staat dit veel omvattende en gecompliceerde onderwerp in deze Memorie te behandelen.

Artikel 70, lid 2. Daar moeilijk in concreto te voorzien viel welke de geëigende maatregelen zijn om „doorstroming” van kapitaal naar derde landen — wegens tussen de Lid-Staten onderling afwijkende regels voor het kapitaalverkeer met derde landen — te verhinderen, moest met deze algemene formulering worden volstaan. Als voorbeeld zou op de volgende casuspositie kunnen worden gewezen. Gesteld, dat het onderlinge kapitaalverkeer tussen filialen of moeder- en dochtermaatschappijen gevestigd in de Lid-Staten vrijgemaakt is. Gesteld voorts een filiaal in Frankrijk en een filiaal in Nederland van een buiten de gemeenschap gevestigde moedermaatschappij. Gesteld tenslotte dat re-transfer van kapitaal naar derde landen door Frankrijk niet maar door Nederland wel is toegestaan. Via het Nederlandse filiaal zou het Franse filiaal toch naar de moedermaatschappij buiten de Gemeenschap kunnen transfereren door toepassing van de regels van het onderling vrijgemaakte kapitaalverkeer. Een geëigende maatregel om dit te voorkomen zou nu kunnen zijn dat de vrijheid van kapitaalverkeer tussen filialen etc. gequalificeerd wordt door te vereisen, dat voor kapitaalbewegingen tussen gelieerde vestigingen binnen de Gemeenschap, indien deze bepaalde verbindingen met maatschappijen buiten de Gemeenschap hebben, slechts onder nadere voorwaarden van het automatisch recht op een vergunning gebruik kan worden gemaakt.

Artikel 72. Het moet inderdaad niet onmogelijk worden geacht dat er Lid-Staten zijn, die bepaalde kapitaalbewegingen van en naar derde landen niet kennen. Met de beperking „hun bekende kapitaalbewegingen” wordt beoogd, dat Lid-Staten niet verplicht gehouden kunnen worden alle kapitaalbewegingen te kennen. Dit kan van belang zijn met het oog op handhaving van het bankgeheim.

Artikel 73, lid 2. Als voorbeeld van redenen van een geheim of dringend karakter voor autonoom door Lid-Staten te nemen maatregelen ter vermindering van verstoringen op de kapitaalmarkt, kan op de volgende mogelijkheid worden gewezen. Ge-

steld, dat een Lid-Staat als essentieel onderdeel van zijn budgettaire en monetaire politiek een grote leningsoperatie wenst te ondernemen of er van op de hoogte is, dat op korte termijn zeer belangrijke emissies zijn te verwachten van binnenlandse bedrijven voor doeleinden, welke vanuit een oogpunt van nationaal belang grote betekenis hebben. Dit kan gedurende enige tijd een overwegende invloed op de kapitaalmarkt doen gelden. Een tijdelijke afsluiting van de kapitaalmarkt voor buitenlandse emissies kan dan wenselijk zijn om stabiele verhoudingen te helpen handhaven; de achtergrond van deze maatregelen moet dan uit de aard der zaak geheim blijven, terwijl tevens spoed kan zijn vereist. Als ander voorbeeld moge worden gewezen op de wenselijkheid om bij het ontstaan van internationale politieke spanningen op zeer korte termijn maatregelen te kunnen nemen ten einde bewegingen van vlucht-kapitaal te voorkomen.

I. 7. Het vervoer

Algemeen. De ondergetekenden zijn met de Kamer van mening, dat een goede regeling van het vervoer in het E.E.G.-Verdrag voor Nederland van uitzonderlijke betekenis moet worden geacht door de belangrijke plaats, welke deze tak van bedrijf in de nationale economie en in het bijzonder in de economische relaties met het buitenland inneemt. Het is om deze reden, dat van Nederlandse zijde tijdens de onderhandelingen te Brussel met volharding is getracht een aantal beginselen voor een Europees vervoerbeleid in het Verdrag te doen opnemen. De punten, welke de Commissie uit de S.E.R. in haar advies heeft opgenomen, hebben de instemming der Regering en geven in het algemeen ook de richting van haar vervoerbeleid aan. Dat het pogen deze beginselen ingang te doen vinden vergeefse moeite is geweest, zoals vele leden opmerkten, kan niet worden onderschreven. Opvattingen, welke aan de Nederlandse inzichten tegengesteld zijn, hebben immers niet de overhand kunnen verkrijgen. Bij onderhandelingen als die, welke voor het totstandbrengen van het E.E.G.-Verdrag nodig waren, doen zich steeds twee vragen voor. De eerste is, welke beginselen men in het Verdrag wenst te zien neergelegd, en de tweede vraag is, hoe, indien de andere partners zich tegen bepaalde beginselen verzetten, te voorkomen, dat de tekst van het Verdrag in de weg zou staan aan een toekomstige introductie dezer beginselen in het Europese beleid. Een deel der door Nederland vertegenwoordigde inzichten nu heeft zijn weg in het Verdrag gevonden en anderdeels staat de weg naar hetgeen volgens de hier te lande geldende opvattingen als een gezond vervoerbeleid wordt beschouwd, nog steeds open, zoals hieronder nog nader zal worden aangetoond. Reeds hier zij echter, om de gedachten te bepalen, de aandacht gevestigd op het hoofdgeschilpunt bij de voorbereiding van het Verdrag. Met uitzondering van Nederland wensten de onderhandelingspartners het vervoer in het Verdrag voornamelijk behandeld te zien als hulpmiddel ten dienste van de goederenmarkt. Tweeërlei vraag stelde men daarbij. In de eerste plaats: wat is nodig om het vervoerapparaat als middel tot verplaatsing in stand te houden en uit te breiden? Hierbij dacht men voornamelijk aan investeringsvraagstukken. De andere vraag was, welke voorschriften aan het vervoer ter regeling van de concurrentieverhoudingen op de goederenmarkten zouden moeten worden opgelegd. Tegen de gedachte, waarvoor de Nederlandse delegatie zich sterk maakte, dat nl. het vervoer een zelfstandige bedrijfstak in de dienstenverleningssector vormt en een vervoermarkt zou moeten worden geschapen, stond men afwijzend. Niettemin is de zelfstandige plaats van het vervoer als onderdeel van het dienstverkeer nu in het Verdrag vastgelegd. De verdragsystematiek is thans deze, dat het vervoer krachtens artikel 61, vallende onder hoofdstuk II, titel III, is opgenomen onder de bedrijfstakken, waarvoor het vrije verkeer als grondslag der gemeenschap is gekenmerkt. De verwezenlijking van dit uitgangspunt zal dan aan de hand van verdragsvoorschriften moeten geschieden door middel van hetgeen men een Europees vervoersbeleid zou kunnen

noemen. Dat een dergelijk vervoersbeleid wordt voorzien, zal niemand verwonderen, die kennis neemt van het feit, dat overall, en niet in het minst in ons land, een vervoerwetgeving bestaat. Al ligt dus de richting van het beleid vast, het is te betreuren, dat men beginselen, die als vrucht van langdurige discussies in deskundigenkring binnen de E.C.E. te Genève reeds zijn geformuleerd, niet tevens in het Verdrag heeft kunnen formuleren. In het tijdens de onderhandelingen gehoorde bezwaar, dat de beginselen evenveel nieuwe vragen en onzekerheden omtrent de aard en grenzen van hun toepassing opwerpen als beantwoorden schuilt wellicht een element van waarheid. Niettemin, richtlijnen zouden meer houvast hebben geboden. Thans zal veel uit de samenhang van het Verdrag moeten worden afgeleid.

De door vele leden uitgesproken bezorgdheid over de mogelijkheid van handhaving van de in Nederland gevoerde transportpolitiek vindt haar oorzaak in de onduidelijkheid van het Verdrag. Uit het voorgaande volgt echter tevens, dat de mening, dat grote concessies aan Duitsland en Frankrijk zouden zijn gedaan, moet worden afgewezen.

Naar de opvatting van ondergetekenden sluit artikel 74 (juncto artikel 61) uit, dat een politiek zou worden geïntroduceerd strijdig met de algemene doelstellingen van het Verdrag. Het in Nederland gevoerde beleid kan in grote lijnen zeker gelden als dienstig voor het bevorderen van deze doelstellingen. Bovendien is de strekking van het vervoerhoofdstuk uit het Verdrag zodanig, dat Nederland niet verplicht kan worden besluiten te aanvaarden, die het vervoer maken tot een instrument in de algemene economische en sociale politiek.

Wel zullen andere landen een dergelijke politiek binnen zekere grenzen en onder toezicht van de Europese Commissie kunnen handhaven. Het is voorts in het bijzonder de taak van de Europese Commissie ook voor de vervoerssector de initiatieven te nemen voor het totstandkomen van een werkelijk Europees beleid. In antwoord op de opmerking van vele leden, dat zij de artikelen 74—78 achtten te behoren tot de zwakste delen van het Verdrag, willen de ondergetekenden erop wijzen, dat de betekenis van het Verdrag voor het vervoer, zoals reeds opgemerkt, volstrekt niet bij uitsluiting aan de inhoud van de artikelen 74—78 mag worden afgemeten.

Hoewel zij erkennen, dat deze artikelen enkele op zichzelf betreuwenswaardige leemten bevatten, zijn zij niettemin van mening, dat het Verdrag in zijn totaliteit ook op vervoergebied voor Nederland mogelijkheden biedt voor een aanvaardbaar beleid, nl. een ontwikkeling in de richting van meer vrijheid van dienstenverlening. Voorts wordt een teruggang op hetgeen terzake reeds is verworven belet door een stand-still-clausule.

Uit het voorgaande blijkt, dat met vele andere leden de Regering inderdaad niet een onverdeeld enthousiasme over de regeling van het vervoer in het Verdrag koestert.

Met het door deze leden gevoerde betoog, dat de thans tot stand gekomen verdragstekst te prefereren is boven de huidige situatie, kunnen de ondergetekenden evenwel instemmen.

De plaats van de artikelen 2, 3, 61 en 74 e.v. in het Verdrag en hun onderlinge samenhang vormen een onmiskenbare vooruitgang, vergeleken met de tegenwoordige situatie.

Naar aanleiding van de opmerking van deze leden, dat het nu voorgelegde „kaderverdrag” zowel goede als kwade ontwikkelingsmogelijkheden openlaat, kan worden geantwoord, dat het samengaan in een gemeenschap steeds de mogelijkheid insluit, dat het beleid anders zal uitvallen dan wellicht in het nationale verband het geval geweest zou zijn. Geheel willekeurig zal het beleid van de gemeenschapsorganen echter niet mogen zijn, zoals hierboven is betoogd. Het is een stap vooruit, dat in ieder geval aan een exclusieve nationale politiek van een der partners geen ruimte meer zal worden gelaten.

Voorzover deze leden voorts het te ontwerpen vervoerbeleid in verband brengen met, naar zij stellen, de wel gehoorde kritiek over het vermeende „verladersbeleid” van de E.G.K.S. en daaraan de vraag verbinden naar een speciaal Europees orgaan voor het vervoer, zij opmerkt, dat een dergelijk orgaan in het Verdrag niet is voorzien. De oprichting van een

dergelijk orgaan — men ziet in dit verband wel verwijzingen naar de figuur van de Interstate Commerce Commission in de Verenigde Staten — zou niet a priori verwerpelijk behoeven te zijn. De E.E.G. zal echter eerst in werking moeten zijn getreden en men zal eerst enige ervaring t.a.v. de omvang der opkomende vraagstukken moeten hebben opgedaan, alvorens de wenselijkheid van een zodanig orgaan kan worden beoordeeld. In ieder geval ligt het in de bedoeling der Regering te bevorderen, dat de vervoervraagstukken binnen de gemeenschap op hun eigen merites worden getoetst en dat aan vervoerbedrijven een eigen commercieel ondernemingsbeleid wordt mogelijk gemaakt.

Ingestemd kan worden met de verwijzing naar de institutionele opzet, zonder welke de onzekerheden welke het Verdrag ook terzake van het vervoer bevat, niet aanvaardbaar zouden zijn geweest. In het voorgaande is te dien aanzien reeds gewezen op de belangrijke taak, welke met name de Europese Commissie op het gebied der beleidsvorming zal toevallen. Deze dient daarvoor, zoals de hier aan het woord zijnde leden betogen, behoorlijk geëquipeerd te worden.

De door deze leden gesignaleerde kwade kans, dat na de overgangperiode via beslissingen met gekwalificeerde meerderheid in de Raad van Ministers een beleid opgebouwd zal worden, dat weinig of niet in overeenstemming is met het in Nederland betrekkelijk algemeen als juist beschouwde beleid, achten de ondergetekenden in het licht der voorgaande uiteenzettingen te somber. Men zou kunnen stellen, dat enerzijds de algemene doelstellingen van het Verdrag juist een ondersteuning van de Nederlandse principes vormen, doch dat wellicht daartegenover verschillende partnerlanden — door een zo ruim mogelijk beroep te doen op de uitzonderingen, welke enkele der specifieke vervoerartikelen toelaten — bepaalde protectionistische elementen in hun vervoerbeleid zullen trachten te behouden. De aard van de vervoerbepalingen brengt derhalve mee, dat voor alle betrokken partijen goede en minder goede kansen in het Verdrag opgesloten liggen.

Het spreekt vanzelf, dat de Regering bij de uitvoering van het Verdrag er met alle kracht naar zal streven het te voeren Europees beleid van de in Nederland gangbare opvattingen te doordringen, resp. daaruit die elementen te weren, die haar voorkomen in strijd te zijn met een gezonde ontwikkeling van de Europese vervoermarkt. Daarbij is het van belang vast te stellen, dat bij het totstandkomen van het beleid de adviezen van de organen met consultatieve status een belangrijke invloed kunnen uitoefenen. De ondergetekenden menen gegronde hoop te mogen koesteren, dat de geleidelijke doorwerking van de Nederlandse denkbeelden, waarvan de symptomen ook de vele andere leden niet zijn ontgaan, juist in deze organen het eerst tot uiting zal komen. Dit geldt met name voor de Vergadering en voor het Economisch en Sociaal Comité. Het Comité van Deskundigen zal waarschijnlijk eerder de Regeringsstandpunten weerspiegelen. Het komt de ondergetekenden echter prematuur voor zich thans reeds te verdiepen in gissingen omtrent het onthaal, dat de Nederlandse doelstellingen in deze organen zullen genieten. Recente publicaties, in diverse landen verschenen, tonen echter aan, dat voor „een niet serieus nemen” door de andere partners niet behoeft te worden gevreesd.

Wat de definitie van het discriminatiebegrip betreft, menen de ondergetekenden inderdaad te kunnen stellen, dat de positie van het vervoer als zelfstandige bedrijfstak als gevolg van het verbod van discriminatie niet in gevaar wordt gebracht. Derhalve mag van een meer evenwichtige behandeling van de belangen van verladers en vervoerders worden gesproken dan het geval is in het E.G.K.S.-Verdrag, dat nu eenmaal ten behoeve van een gemeenschappelijke markt voor kolen en staal en niet voor het vervoer is opgesteld. Bij de opmerkingen naar aanleiding van artikel 79 zal op het punt der discriminatie nader worden ingegaan of dat de positie van het vervoer als renderende bedrijfstak redelijk is vastgelegd in artikel 78, zoals door de hier aan het woord zijnde leden wordt gevraagd, menen de ondergetekenden te moeten be-

twijfelen. Zij hadden gaarne een duidelijker redactie van dit punt zien vastgelegd. Niettemin kan het thans allerwege merkbare streven om bij het bepalen van het vervoerbeleid in meerdere mate het accent te leggen op de noodzaak, dat vervoersondernemingen rendabel behoren te zijn, aan deze bepaling een stimulans ontleen. De vraag, of op de grondslag van dit Verdrag voldoende mogelijkheden openblijven voor het Nederlandse vervoerswezen om zijn internationale functie te vervullen, menen de ondergetekenden in positieve zin te kunnen beantwoorden. Dit antwoord vloeit voort uit de overweging, dat enerzijds op grond van artikel 76 de bestaande mogelijkheden in het buitenland niet op discriminatoire wijze, dus ten gunste van de eigen onderdanen der partnerlanden, mogen worden beperkt, terwijl anderzijds, uitgaande van de algemene doelstellingen en de uitvoering, welke daaraan volgens artikel 75, lid 1, moet worden gegeven, verdere mogelijkheden zullen worden geschapen, zowel wat het internationale vervoer als de deelname aan het binnenlandse vervoer in de andere Lid-Staten betreft. De opmerking van dezelfde leden, dat zij, mede op grond van de nationale ervaringen, een geordend en gecoördineerd vervoer ook op internationaal niveau onvermijdelijk achten en juist daarom een duidelijk omlind Europees vervoersbeleid node missen, kan de Regering onderschrijven. Het vinden van principiële richtlijnen voor de vervoercoördinatie is evenwel een proces, dat in de meeste Europese landen zelfs op nationaal niveau nog tot veel moeilijkheden aanleiding geeft. Het vinden van gemeenschappelijke uitgangspunten tussen landen, welke op vervoergebied vaak een zo verscheidene ontwikkeling hebben gekend, zal derhalve niet dan na zorgvuldige besprekingen in de verschillende organen tot resultaten kunnen leiden. De hoop mag worden gekesterd, dat als gevolg van de institutionele opzet van de E.E.G. bevredigende afweging van de verschillende factoren bereikt kan worden.

Uit hetgeen hierboven is opgemerkt, blijkt reeds, dat de ondergetekenden van mening zijn, dat de algemene doelstellingen van het Verdrag inderdaad van toepassing zijn op het vervoer. Het tegendeel blijkt op generlei wijze. De plaats, welke het vervoer in het Verdrag inneemt, nl. in deel II, regelend de grondslagen van de Gemeenschap, kan tot geen andere interpretatie aanleiding geven. De organen van de Gemeenschap zullen bij het beoordelen van gevallen, waarin een beroep wordt gedaan op vrijwaringsmaatregelen, deze grondslagen van de Gemeenschap als uitgangspunt moeten nemen.

Dit betekent, dat uitzonderingen binnen de daartoe aangegeven grenzen mogen worden toegestaan, doch nimmer als algemene verplichting aan enig Lid-Staat mogen worden opgelegd. Men denke hier b.v. aan de subsidies, welke krachtens artikel 77 in de vervoersector in bepaalde constellaties zijn toegestaan. Het feit, dat ten aanzien van het investeringsbeleid in de verkeerssector geen bijzondere bepalingen zijn vastgesteld, belet allerminst, dat de organen van de Gemeenschap op dit punt initiatieven nemen. Voor de financiering van bepaalde projecten zal hetzij direct door de Regeringen, hetzij door tussenkomst van de Commissie, een beroep op de Investeringsbank kunnen worden gedaan.

De ondergetekenden zijn van mening, dat de positie van de zeevaart en de luchtvaart op de juiste wijze in het verdrag is bepaald. De regelingen, welke in het Verdrag voor de drie takken van „inland transport” zijn opgenomen, zouden in deze vorm op de zeevaart en de luchtvaart niet kunnen worden toegepast. Bovendien moge erop worden gewezen, dat de zeevaart in het Comité voor de Zeescheepvaart van de O.E.E.S. over een orgaan beschikt, dat aan de problemen van de internationale zeevaart voortdurend aandacht wijdt, terwijl voor de luchtvaart een Europese organisatie bestaat, welke t.a.v. het luchtverkeer éénzelfde taak verricht. Ten aanzien van de bestrijding der vlagdiscriminatie, welke door de hier aan het woord zijnde vele leden ter sprake wordt gebracht, zou in de toekomst wellicht een gezamenlijk standpunt kunnen worden ingenomen b.v. in het kader van de gemeenschappelijke handelspolitiek.

Op zich zelf is daarbij het bepalen van een gemeenschappelijk standpunt mogelijk, zonder dat tot toepassing van artikel 84 behoeft te worden overgegaan. De verhoudingen tussen de zeehavens zullen, als gevolg van de behandeling van de vraagstukken op het gebied van het vervoer per spoor, over de weg en te water ongetwijfeld aan de orde komen.

De ondergetekenden verwachten inderdaad, dat uit dit overleg geleidelijk zekere vormen van samenwerking inzake de zeehavens voortvloeien.

De verhouding van het via dit Verdrag te ontwikkelen vervoerbeleid en de in het kader daarvan vast te stellen regels ten opzichte van andere Europese verdrags- of andere regels wordt beheerst door de artikelen 232 tm 234.

Met betrekking tot het E.G.K.S.-verdrag wordt in artikel 232 bepaald, dat het onderhavige verdrag geen wijziging brengt in het E.G.K.S.-verdrag, met name o.m. wat betreft de rechten en verplichtingen der Lid-Staten. Aangezien de vervoerbepalingen van het E.G.K.S.-verdrag, met name artikel 70, vijfde lid, het vervoerbeleid in het algemeen voorbehouden aan de Regeringen, kunnen deze daarbij ten volle rekening houden met hun verplichtingen op grond van andere verdragen.

De verhouding tot de Akte van Mannheim wordt bepaald door artikel 234. Op dit punt zal nader worden ingegaan bij de beantwoording van de opmerkingen bij de afzonderlijke artikelen.

Het Moezel-verdrag valt onder geen der vorengenoemde artikelen, aangezien Nederland geen partij is bij dit Verdrag.

Het samenstellen van goede Europese vervoerstatistieken heeft de aandacht van de Regering. Nederland maakt reeds sedert jaren actief deel uit van de werkgroep voor de vervoerstatistiek van de Economische Commissie voor Europa te Genève.

Ook ten behoeve van de Centrale Rijnvaart Commissie en de E.G.K.S. worden vervoerstatistieken samengesteld, welke mede het uitgangspunt kunnen vormen voor een homogeen geheel van Europese transportstatistieken. Initiatieven op dit punt van de E.E.G. zullen in beginsel stellig worden ondersteund.

Uit het voorgaande is reeds gebleken, dat de ondergetekenden met de verscheidene andere leden de onzekerheid erkennen, die voortvloeit uit het ontbreken van vervoerprincipes in het Verdrag.

Naar aanleiding van de stelling, dat het ontbreken van deze principes tevens zou kunnen leiden tot een slechts gedeeltelijke functionering van de Gemeenschappelijke Markt, kan worden opgemerkt, dat de Commissie voor deze goede functionering in eerste instantie heeft te waken. Zij zal daarbij op de algemene richtlijnen, welke het Verdrag geeft, moeten terugvallen.

De strekking van de door de hier aan het woord zijnde leden gemaakte opmerking, dat regelingen voor de concurrentietarieven geenszins zijn uitgesloten, is niet geheel duidelijk. De tekst in het Verdrag voorziet geen regeling van concurrentietarieven, maar kent slechts de toetsingsmogelijkheid, of bepaalde tarieven of vrachten wel zijn te beschouwen als te zijn gebaseerd op concurrentieverhoudingen dan wel als discriminator uit hoofde van de nationaliteit van de verlader of de ontvanger zijn te beschouwen.

De hierboven geconstateerde onzekerheid met betrekking tot de ontwikkeling van het gemeenschappelijke vervoerbeleid, welke in het bijzonder na afloop van de eerste twee fasen van de overgangperiode door deze leden klemmend wordt geacht, geeft aanleiding tot een tweetal vragen betreffende de mogelijkheden inzake een doorwerking van het Nederlandse vervoerstandpunt in het Europese beleid en eventuele waarborgen tegen een ontwikkeling van dit beleid in een voor Nederland ongewenste richting. Het antwoord op deze vragen is in de voorgaande beschouwingen in feite reeds gegeven. Veel zal afhangen van het beleid van de instituten, waarbij de rol van de Commissie van groot belang zou kunnen blijken te zijn. Mede dank zij de algemene bepalingen van het Verdrag en de positieve elementen, welke de vervoerparagrafen zelve bevatten, zal het naar de mening van de ondergeteken-

den mogelijk moeten zijn het gemeenschappelijk beleid een zodanige vorm te geven, dat de door Nederland voorgestane principes geleidelijk aan tot hun recht komen, al zullen door het Verdrag toegestane uitzonderingen op de algemene lijn in sommige landen kunnen blijven bestaan. Een dergelijke situatie behoeft echter niet a priori een belemmering van betekenis te vormen voor de ontwikkeling van een Europese vervoersmarkt.

Het gebrek aan overeenstemming over de beginselen van het gemeenschappelijke vervoerbeleid is niet zo absoluut geweest als deze leden aannemen blijkens hun opmerking, dat men het er ten aanzien van het gemeenschappelijk beleid te Brussel slechts over eens bleek te zijn, dat er geen overeenstemming was. Zo is in het laatste stadium van de onderhandelingen, met name van Franse zijde, getracht door amendering van de Nederlandse voorstellen terzake overeenstemming over een aantal in het Verdrag op te nemen principes te bereiken. Indien Nederland deze voorstellen zou hebben aangenomen, zouden naast enkele waardevolle richtlijnen ook enkele naar Nederlandse opvattingen, althans voor een politiek op lange termijn, onjuiste beginselen zijn vastgelegd. Onder deze omstandigheden heeft de Nederlandse delegatie er de voorkeur aan gegeven de algemene beginselen ook voor het vervoer te laten domineren in de overweging, dat deze beginselen aan de Nederlandse opvattingen meer steun bieden dan aan sommige afwijkende uitgangspunten van de andere Lid-Staten. Concluderend kan men dus stellen, dat niet alle door Nederland verdedigde principes door de verdragspartners zijn afgewezen. In sommige gevallen is er sprake van nuances, welke de hoop op overeenstemming op langere termijn redelijk doet voorkomen. De door dezelfde leden geschilderde gevaren, die het Europese vervoerwezen bedreigen als gevolg van de bij enkele verdragspartners gebleken drang tot naar Nederlandse opvatting onjuist ingrijpen in de verhoudingen op de vervoermarkt, waarvan reeds thans o.a. de strijd rond artikel 70 van het E.G.K.S.-verdrag getuigt, zouden echter niet minder worden, indien het Verdrag niet tot stand zou zijn gekomen. Integendeel, het doorvoeren van een Europees beleid zal unilaterale acties, welke nadelig zijn voor de ontwikkeling van het internationale vervoer, kunnen voorkomen.

In het algemeen is echter tevens te bedenken, dat uit de aard van de internationale samenwerking voortvloeit, dat compromissen worden gesloten, die afwijken van datgene, wat elk der landen afzonderlijk — en dus ook Nederland — bij voorkeur zou hebben tot stand gebracht.

In antwoord op de vraag, of de vaagheden, welke het Verdrag bevat, de weg naar het Hof zullen versperren, indien een Lid-Staat afwijkingen van de algemene doelstellingen van het Verdrag bij het vervoerbeleid van de Gemeenschap meent te kunnen constateren, kan worden opgemerkt, dat van „versperren” moeilijk sprake kan zijn, daar het Hof ingevolge artikel 164 mede de uitlegging van het Verdrag tot taak heeft.

Door de ontwikkeling van de jurisprudentie, ook ten aanzien van artikelen, die voor andere sectoren analoge gevallen regelen, zouden de bestaande vaagheden geleidelijk kunnen worden opgeheven.

De ondergetekenden zouden echter nogmaals willen wijzen op de grote waarde, die moet worden toegekend aan de adviezen der consultatieve organen en de voorstellen der Commissie. De Raad van Ministers moge hieraan zoal niet gebonden zijn, toch zullen de besluiten van de Raad er, wat de grote lijnen van het beleid betreft, beslissend door kunnen worden beïnvloed. Dit temeer, omdat de Raad slechts met algemene stemmen een voorstel van de Commissie zal kunnen wijzigen.

Het niet mogen uitbreiden van bestaande beperkingen als derde der door deze leden genoemde „waarborgen” kan vooral bij teruglopende conjunctuur bijzonder waardevol blijken te zijn.

Verschillende weer andere leden stellen de vraag, of er bij de deelnemende landen eensgezindheid bestaat over de definitie van de begrippen „discriminatie” en „concurrentietarief”.

De definitie van het begrip discriminatie zal ongetwijfeld meningsverschillen kunnen doen ontstaan bij de beoordeling van concrete gevallen. De praktijk van de E.G.K.S. heeft echter geleerd, dat het opnemen van een discriminatieverbod niettemin zinvol is. Van belang is vooral, dat dit begrip in het E.G.-Verdrag duidelijk beperkt is tot de afzonderlijke ondernemer.

Het begrip „concurrentie-tarief” is in het Verdrag niet gedefinieerd. Te Luxemburg is het echter in vele gevallen aan de praktijk getoetst, zonder dat dit tot al te grote moeilijkheden aanleiding gaf. Deze leden stellen tegenover elkaar, dat de andere landen zich ervan verzekerd hebben, dat ondersteuning van hun economie door middel van speciale subsidies aan transportondernemingen en door steun- en andere uitzonderings-tarieven mogelijk blijft, dat zijn vervoerpolitieke beginselen onaangetast kunnen blijven.

Het is echter niet zo, dat de hier gememoreerde uitzonderingen, welke op de algemene regels zijn toegepast, de vervoerpolitiek der andere landen voor aantasting vrijwaren.

Integendeel, de uitzonderingen zijn restrictief geformuleerd en worden door de Commissie getoetst. Omgekeerd biedt de toepassing van de algemene beginselen van het Verdrag voor Nederland de redelijke zekerheid, dat althans de grote lijnen van het huidige beleid niet worden aangetast. Op deze punten is ook in het voorgaande reeds uitvoerig ingegaan, evenals op het ontbreken van de vervoerpolitieke principes in de artikelen 74 en 75, en de risico's, die daaruit voortvloeien, wanneer in de derde étape van de overgangsperiode beslissingen in de Raad van Ministers met gekwalificeerde meerderheid kunnen worden genomen. Naar de mening van ondergetekenden moet de inhoud van artikel 74 zo worden verstaan, dat een gemeenschappelijk vervoerbeleid van de algemene doelstellingen van het Verdrag, waartoe ook de vrije uitwisseling van diensten en de opheffing van maatregelen en situaties, welke de mededinging vervalsen, behoren. Verscheidene nog andere leden hebben uit de Memorie van Toelichting ten onrechte afgeleid, dat de Regering van mening is, dat alle bepalingen in het Verdrag nopens de vrijmaking van het dienstenverkeer ook op het transport van toepassing zullen zijn. De Memorie van Toelichting zegt, dat het principe van de vrijmaking van het dienstenverkeer krachtens de tekst van artikel 61 ook op het transport van toepassing is. De regels, welke hierbij zullen worden gevolgd, zijn echter — blijkens artikel 61 — niet die welke zijn neergelegd in hoofdstuk 3 van Titel III, doch die van Titel IV inzake het vervoer. Titel III geeft in artikel 61 de opdracht tot regeling. Over de interpretatie welke de andere verdragspartners op dit punt huldigen, is niet veel bekend. De stukken betreffende de parlementaire behandeling van het Verdrag in die landen geven hieromtrent vrijwel geen uitsluitsel. Derhalve moet worden volstaan met het volgende citaat uit de Memorie van Toelichting aan de Belgische Kamer der Volksvertegenwoordigers. Het hoofdstuk over het vervoer „bevat niet enkel de bepalingen, welke bestemd zijn om een vervalsing der mededeelingsvoorwaarden van het goederenverkeer . . . te vermijden, maar ook bepaalde regels in verband met de geleidelijke totstandbrenging van een vrije prestatie der vervoerdiensten”.

De vraag van sommige leden of de bepalingen inzake het vervoer niet betekenen, dat na de tweede fase van de overgangsperiode maatregelen kunnen worden genomen, die een ernstige bedreiging voor het Nederlandse transportwezen vormen is in het voorgaande reeds beantwoord.

De garantie, dat de commerciële vrijheid van zeevaart en luchtvaart niet wordt aangetast, ligt in de unanimité waarmee de Raad van Ministers in eerste instantie beslissingen met betrekking tot deze vervoerstakken moet nemen.

Artikel 74. Naar aanleiding van de door vele leden gemaakte opmerkingen met betrekking tot de betekenis van dit artikel mogen ondergetekenden allereerst verwijzen naar hetgeen door hen naar voren is gebracht bij de beantwoording van de algemene beschouwingen over de vervoerparagrafen in verband met artikel 61. De Regering is met deze leden van

mening, dat een gemeenschappelijke vervoerpolitiek gericht moet zijn op de totstandkoming van een gemeenschappelijke vervoermarkt. Voorts vroegen deze leden, of alle artikelen van het Verdrag gelden voor het vervoer, behoudens de nadere bepalingen in de artikelen van Titel IV. De ondergetekenden menen deze vraag zo te moeten beantwoorden, dat het Verdrag in zijn algemeenheid op het vervoer van toepassing is. In het bijzonder zijn voor het vervoer van belang de bepalingen, die op het geheel van de Gemeenschappelijke Markt betrekking hebben. Als voorbeelden daarvoor kunnen o.a. worden genoemd: de bepalingen van het eerste deel van het Verdrag, dus met inbegrip van de door deze leden genoemde artikelen, en die omtrent de gemeenschappelijke concurrentieregels, de harmonisatie van de wetgevingen en de vestiging van ondernemingen. Naar de mening van de Regering kunnen deze bepalingen van groot belang zijn voor de opbouw van een Europese vervoerpolitiek en dienen zeker van Nederlandse zijde in de besprekingen te worden gehanteerd. Zij is eveneens van oordeel, dat bij het Hof zo nodig een beroep op de algemene beginselen van het Verdrag kan worden gedaan.

Artikel 75, lid 1. In verband met de vragen, die dezelfde leden stelden over de interpretatie van de procedure voorzien in artikel 75, lid 1, en artikel 149, merken ondergetekenden op, dat inderdaad het initiatief voor een Europees vervoerbeleid primair bij de Commissie ligt, zulks overeenkomstig haar algemene taak, omschreven in artikel 155 van het Verdrag. Daarbij is het niet zo, dat de Raad van Ministers slechts de keus heeft tussen aanvaarding of verwerping. Krachtens artikel 149 heeft de Raad ook het recht het voorstel van de Commissie te amendementen. Een dergelijk gewijzigd voorstel wordt, tenzij de Commissie zich met dit amendement kan verenigen, slechts raadsbesluit bij unanimitéit.

Volstaat de Raad met het voorstel van de Commissie te verwerpen, met andere woorden, behaalt het voorstel van de Commissie niet het vereiste aantal stemmen, dan kan de Commissie uiteraard met een gewijzigd voorstel komen, al is zulks niet uitdrukkelijk in het verdrag bepaald. In dit verband wil de Regering in verband met de door deze leden geuifde denkbeelden als haar mening uitspreken, dat het inderdaad gewenst is, zich reeds tijdens de eerste étappe te beraden over de grondslagen van een Europees vervoerbeleid, zulks temeer met het oog op de bepalingen van artikel 75, lid 1, sub a en b.

Artikel 75, lid 1, sub a. Dezelfde leden stelden voorts enige vragen met betrekking tot artikel 75, lid 1, sub a. Deze bepaling is naar de mening van ondergetekenden geschreven voor het grensoverschrijdende vervoer tussen de Lid-Staten. Ten aanzien van de samenwerking der zes Lid-Staten inzake de toelatingsvoorwaarden voor het vervoer naar en van derde landen bevat het Verdrag geen uitdrukkelijke bepalingen.

Wel kan worden voorzien, dat de naleving van de bepalingen over de handelspolitiek, met name artikel 112, lid 1 en artikel 113, lid 1 consequenties met zich zal brengen met betrekking tot die vervoertarieven, welke van invloed zijn op de concurrentieverhoudingen van de ondernemingen der Gemeenschap bij export van goederen naar of import uit derde landen. Ook andere maatregelen, welke weliswaar betrekking hebben op het vervoer van goederen van of naar derde landen, doch welke een rechtstreekse beïnvloeding van de concurrentieverhoudingen in de transportsector, inclusief de zeehavens, binnen de Gemeenschap beogen, moeten geacht worden te vallen onder de bepalingen omtrent het gemeenschappelijk vervoerbeleid.

Artikel 75, lid 1, sub b. Op de vraag van verscheidene leden, of het bepaalde in artikel 75, lid 1 sub b niet reeds een sterke aanwijzing betekent, dat de bepalingen omtrent de vrijmaking van het dienstenverkeer niet van toepassing zullen zijn, zij allereerst opgemerkt, dat de onderhavige bepaling alleen betrekking heeft op vervoerondernemers, die vervoer verrichten tussen twee punten binnen een land, waar hun onderneming niet is gevestigd. Ingeval van vestiging in een andere Lid-Staat

gelden ook voor het vervoer de bepalingen van Hoofdstuk 2 van Titel III met betrekking tot de vrije vestiging.

Wordt vervoer uitgeoefend tussen twee punten binnen een land, waar de vervoerondernemer niet is gevestigd, dan zullen hierbij toch bepaalde regelen in acht moeten worden genomen. Er moet dus een evenwicht worden gezocht tussen de binnenlandse regelingen en de regelen, op grond waarvan buitenlandse ondernemers worden toegelaten. Juist daarom is het toe te juichen, dat het Verdrag hier een gemeenschappelijke oplossing van dit vraagstuk voorschrijft door de opstelling van gemeenschappelijk vastgestelde toelatingsvoorwaarden. Implicite is in artikel 75, lid 1, sub b erkend, dat de vrijheid en dienstverlening zich in beginsel ook uitstrekt tot het binnenlandse vervoer in landen, waar de transportondernemer niet is gevestigd. Daarbij geeft de regering aan deze leden gaarne de verzekering, dat zij er krachtig naar zal streven de toelating van vreemde vervoerders tot het binnenlandse vervoer van een lid-staat op gelijkwaardige wijze te doen geschieden als voor de nationale vervoerder het geval is, mede geleet op de inhoud van artikel 7. De desbetreffende bepaling impliceert dus geenszins, dat op dit punt het vervoer in een uitzonderingspositie geraakt. Het is immers niet zo, dat in een gemeenschappelijke vervoermarkt op geen enkele wijze kwantitatief of kwalitatief beïnvloeding van het aanbod en van de prijsvorming van vervoerdiensten zou mogen of kunnen plaatsvinden. Het feit, dat het Verdrag een gemeenschappelijke vervoerpolitiek voorschrijft, wijst reeds in andere richting. Een en ander behoeft specialisatie niet in de weg te staan. Uit het zo juist gestelde volgt, dat de regering met vele andere leden van mening is, dat de toelating van buitenlandse vervoerders tot het vervoer van andere Lid-Staten plaats zal vinden onder vigueur van algemeen geldende vervoerregels, die in elk geval moeten voldoen aan artikel 7 van het Verdrag. Naar aanleiding van de opmerking van zeer vele andere leden over het ontbreken van het non-discriminatiebegrip in de vervoerparagrafen, zij de aandacht erop gevestigd, dat enerzijds artikel 7 een dergelijke bepaling overbodig doet zijn en dat anderzijds voot het grensoverschrijdende vervoer en het transitovervoer het non-discriminatiebegrip alleen geen voldoende aanknopingspunten biedt voor de gewenste vrijmaking van de vervoerdiensten.

Artikel 75, lid 1, sub c. Naar aanleiding van de vragen hierover door vele leden gesteld, zij geantwoord, dat de hier bedoelde regels zowel betrekking kunnen hebben op nationaal als op internationaal vervoer. Het is inderdaad niet waarschijnlijk te achten, dat de nationale wetgevingen geheel intact kunnen worden gelaten, evenmin als dit voor andere economische sectoren het geval is. Het Verdrag voorziet in de artikelen 3 en 100 t/m 102 uitdrukkelijk in de mogelijkheid een harmonisatie van wetgevingen.

Artikel 75, lid 2. De interpretatie door vele leden gegeven komt de Regering juist voor.

Artikel 75, lid 3. De vragen en opmerkingen, hierover door dezelfde leden gesteld, mogen ondergetekenden als volgt beantwoorden. Lid 3 houdt niet in, dat bepaalde streken van de beginselen van een gemeenschappelijk vervoerbeleid kunnen worden uitgezonderd. Lid 3 heeft een geheel andere strekking: het vormt nl. een uitzondering op de regel van gekwalificeerde meerderheid. Voorzover de vaststelling van principes aan de orde is, waarvan de toepassing voor bepaalde streken of voor het gebruik van het vervoerapparaat de in dit lid aangeduide consequenties heeft, kunnen deze principes slechts met unanimitéit worden aanvaard. Dit geldt niet alleen voor de overgangperiode, maar ook voor de definitieve periode. De procedure van artikel 63 is, zoals bij de beschouwingen over de algemene opmerkingen reeds bleek, op het vervoer niet van toepassing. Naar de mening van de regering kan artikel 75, lid 3, niet tengevolge hebben, dat de totstandkoming van een Europese vervoermarkt eindeloos wordt uitgesteld. Dit blijkt reeds uit de tekst van lid 3, waarin is bepaald, dat reke-

ning moet worden gehouden met de noodzakelijkheid van een aanpassing aan de economische ontwikkeling, voortvloeiend uit de vestiging van de gemeenschappelijke markt. Handhaving van een status quo zonder meer is dus niet mogelijk. Bovendien is het mogelijk om, indien een Lid-Staat zich beroept op de desbetreffende bepaling, ten einde het treffen van bepaalde voorzieningen tegen te houden, tegen deze Staat een beroep op het Hof te doen. Dit beroep kan op grond van artikel 169 door de Commissie zelf geschieden, of door een Lid-Staat op grond van artikel 170. Het beroep zal dan inhouden, dat het lid van de Raad van Ministers, dat zich tegen de Commissie en de meerderheid in de Raad verzet, ten onrechte stelt, dat het geval van artikel 75, 3de lid, zich voordoet. Een dergelijk beroep, dat de opvatting in de Commissie en de gekwalificeerde meerderheid in de Raad vertegenwoordigt, zal in de regel vrij sterk staan. De geografische gebieden van lid 3 van artikel 75 zijn in eerste instantie de minder ontwikkelde gebieden. Uit de bovenstaande toelichting volgt, dat de inhoud van deze bepaling niet kan worden gebruikt om het gebied van één der deelnemende Staten in zijn geheel van de gemeenschappelijke vervoermarkt uit te zonderen. De mening van deze leden, dat de procedure van artikel 75 lid 3 na de eerste twee etappen alleen nog kan gelden voor de onder 2 (bedoeld zal zijn 1) sub *c* vallende bepalingen, lijkt theoretisch aanvechtbaar, doch men mag verwachten, dat de regelingen sub *a* en *b* niet zullen kunnen leiden tot de in lid 3 omschreven verstoringen.

Artikel 76. De regering acht het met vele andere leden bevredigend, dat een standstill-regeling in het Verdrag is opgenomen.

Het artikel maakt het in beginsel mogelijk de invoering van technische maatregelen, die langs een omweg de dienstverlening van buitenlandse vervoerders belemmeren, tegen te gaan. Noodzakelijk is dan echter, dat die technische maatregelen uitsluitend tegen buitenlandse vervoerders zijn gericht. Met de door Duitsland genomen maatregelen is dit niet het geval, daar deze ook betrekking hebben op Duitse wegvervoerondernemers. Wel zal het echter in de toekomst mogelijk zijn dergelijke maatregelen ter discussie te stellen in de Raad in verband met de harmonisatie van de wetgevingen. Met name moge in dit verband worden verwezen naar artikel 101. De bewoordingen van dit artikel luiden algemeen, zodat allerlei maatregelen eronder kunnen vallen.

Artikel 77. Van verschillende zijden en door vele leden werd kritiek op dit artikel uitgebracht.

Het volgende moge ten dien aanzien worden opgemerkt. De algemene artikelen inzake het concurrentieregimeel bevatten in artikel 92 een algemeen verbod voor subsidieverlening, met overigens talrijke uitzonderingen. Daarbij zij allereerst naar voren gebracht, dat de gereleveerde tegenzin van de regering niet zo zeer betrekking heeft op de financiële compensatie van bepaalde lasten voortvloeiend uit het gebruik van vervoertakken als openbare diensten. In de laatste jaren is deze materie uitvoerig besproken in het kader van de Economische Commissie voor Europa. Het Inland Transport Committee van dit orgaan heeft allereerst een lijst opgesteld van de hier bedoelde lasten. Als zodanig kunnen worden genoemd: de verplichting om verliesgevende lijnen te exploiteren, het verrichten van vervoerdiensten tegen verliesgevende tarieven door de Overheid opgelegd e.d. Het Inland Transport Committee heeft voorts geconcludeerd, dat voorzover deze lasten niet konden worden opgeheven, de verliezen uit deze lasten door de Overheid dienden te worden vergoed. Dergelijke compensaties zijn eigenlijk niet als subsidies te beschouwen en verstoren ook niet de concurrentieverhoudingen. Iets anders is het gesteld met de subsidies voor de coördinatie van het vervoer. De draagwijdte van deze bepaling valt moeilijk te overzien. Op grond van artikel 93 behoudt de Europese Commissie toezicht op de verlening van de subsidies en zij bepaalt of en in hoeverre bepaalde subsidies nodig kunnen zijn ten behoeve van de coördinatie van het vervoer.

Artikel 78. Bij de beantwoording van de algemene opmerkingen hebben de ondergetekenden reeds doen blijken, dat ook zij gaarne in dit artikel een duidelijke vermelding van het beginsel der rentabiliteit hadden zien opgenomen. Het is echter gemakkelijker een dergelijk principe in een resolutie vast te leggen dan in een verdragstekst, welke in zijn woorden voor alle partijen bindend is. De Regering zal er harerzijds zoveel mogelijk naar straven bij het interpreteren van „de economische toestand der vervoerders” de rentabiliteit als doorslaggevend criterium aanvaard te krijgen. Of de andere landen hierin zullen meegaan, kan thans uiteraard niet worden vastgesteld, al is juist op dit punt enig optimisme gerechtvaardigd.

Het is juist, dat de toekomstige Europese vervoerpolitiek niet met dit artikel in strijd mag zijn. Deze bepaling is derhalve niet zonder nut. Mocht de bovenaangegeven interpretatie ingang vinden, dan zal de waarde ervan nog belangrijk groter worden.

Over de verhouding tot artikel 77 kan na hetgeen over dit laatste artikel hierboven reeds is gezegd, nog worden opgemerkt, dat de subsidies, bedoeld in artikel 77 het middel kunnen zijn om lasten, die niet als concrete dienstverlening aan een bepaalde gebruiker zijn te beschouwen, te compenseren. Tegenstrijdigheid met artikel 77 acht de Regering in zoverre aanwezig, dat beide artikelen verschillende uitgangspunten hebben. Dit behoeft echter niet te betekenen, dat ze onverenigbaar zijn. Artikel 78 geeft aan, dat het beleid van de organen der Gemeenschap niet mag leiden tot aantasting van de economische positie van de vervoerondernemingen. Artikel 77 daarentegen staat aan Lid-Staten toe om, in afwijking van het verbod van artikel 92, in bepaalde gevallen voort te gaan met het verlenen van subsidies. Deze tegenstrijdigheid kan eerst worden opgelost, wanneer in het kader van de gemeenschappelijke transportpolitiek het geven van subsidies in de eigenlijke zin van het woord geleidelijk aan verdwijnt.

Artikel 79, lid 1. De mogelijkheid van een botsing van het discriminatiebegrip van dit artikel met dat van artikel 70 van het E.G.K.S.-verdrag achten de ondergetekenden met vele leden aanwezig, doch een dergelijke botsing zou slechts voort kunnen komen uit een onjuiste extensieve interpretatie van het genoemde artikel van het E.G.K.S.-verdrag. In wezen is het begrip van artikel 70 van het E.G.K.S.-verdrag gelijk te achten aan artikel 79, lid 1, van het E.E.G.-verdrag. Nederland heeft juist op de huidige tekst van artikel 79 lid 1 van het E.E.G.-verdrag aangedrongen, teneinde de discussies op dit punt af te snijden.

Deze leden geven tevens als hun oordeel, dat ook na het aflopen van de tweede étappe het in dit artikel omschreven beginsel van non-discriminatie dient te worden gehandhaafd. Deze opmerking is ondergetekenden niet geheel duidelijk.

Noch het discriminatiebeginsel noch de definitie zijn aan de overgangstermijn gebonden. De in lid 1 genoemde termijn heeft uitsluitend betrekking op de afschaffing van op het moment van inwerkingtreding van het Verdrag bestaande concrete discriminaties. Zouden tijdens of na deze termijnen nieuwe discriminaties ontstaan, dan zullen deze eveneens worden afgeschaft.

Met vele andere leden is de Regering van mening, dat uit de toepassing van het non-discriminatiebeginsel geen verplichting tot uniforme tarifiering voor een gehele vervoertak of tot tarief-fixatie door de Overheid kan worden afgeleid.

Artikel 79, lid 2. Uiteraard kunnen de in dit lid bedoelde maatregelen niet in strijd zijn met lid 1.

Lid 2 is ontstaan uit de vrees van sommige partnerlanden dat de definitie van het begrip discriminatie maatregelen op het gebied der vervoertarieven onmogelijk zou maken, die meerdere ondernemers binden. De huidige tekst heeft de bedoeling duidelijk te maken, dat dergelijke maatregelen niet zijn uitgesloten, doch alleen in het kader van de gemeenschappelijke vervoerpolitiek en volgens de procedures voorzien in artikel

75 kunnen worden doorgevoerd. De bepaling van lid 2 kan derhalve de inhoud van lid 1 nimmer op losse schroeven zetten. Voorts bestaat er geen direct verband tussen artikel 79 lid 2 en artikel 85 eerste lid sub *d* of artikel 86 sub *c*, omdat laatstgenoemde artikelen specifieke gevallen van kartels en monopolies regelen. De opmerking van vele leden, dat een volkomen gelijkwaardige positie van afnemers van produkten een ongelijkwaardige en tot onrentabiliteit leidende behandeling van vervoerbedrijven ten gevolge kan hebben, kan alleen juist zijn, indien voor ongelijkwaardige vervoerprestaties gelijke vervoerprijzen zouden worden geëist. Het Verdrag geeft geen aanleiding tot een dergelijke veronderstelling.

Lid 3 heeft betrekking op de naleving van het voorschrift van lid 1. Zoals hierboven reeds werd vermeld, is de definitie van het begrip discriminatie in artikel 79 zo vastgesteld, dat daaruit niet een eventuele eis tot publikatie der vervoerprijzen kan worden afgeleid. Tot invoering van een publikatieplicht kan derhalve evenmin op grond van de bepaling van lid 3 worden overgegaan. De paralleliteit met artikel 7, welk artikel een algemene werking heeft, kan hier bovendien heilzaam werken. Uit artikel 7 kan nl. een verplichting tot publikatie van de prijzen van goederen al evenmin worden afgeleid. Op zichzelf behoeft een publikatieplicht niet in strijd te zijn met de eis van een rendabele bedrijfsvoering. Hij beperkt echter de mogelijkheden van een commerciële prijsstelling der ondernemers.

Tot het invoeren van een algemene publikatieplicht of bedrijfstakgewijze tariefstelling zou slechts kunnen worden besloten in het kader van het gemeenschappelijke vervoerbeleid en volgens de daardoor geldende procedure van het Verdrag. Lid 2 van artikel 79 legt, zoals reeds eerder opgemerkt, dit uitdrukkelijk vast. De interpretatie, welke de Regeringen der partnerlanden hieromtrent geven, is de Regering niet bekend. Wel betreuren sommige Regeringen het verschil in bevoording tussen het discriminatiebegrip van het E.E.G.-verdrag en dat van het E.E.G.K.S.-verdrag.

Artikel 80. Artikel 80 is in feite een nadere uitwerking op vervoergebied van de artikelen 92 en 93 van het Verdrag. Zoals reeds in verband met artikel 77 werd opgemerkt, wordt het subsidiebeleid van de regeringen een zaak voor de Europese Commissie en dus van Europees beleid. De regering kan in dit verband niet instemmen met de mening van vele leden, dat artikel 80 een gevaarlijke bepaling is. Artikel 80 houdt toch in de eerste plaats een categorisch verbod van ondersteuning staan, zijn niet ovegelaten aan de geïnteresseerde regeringen, maar hierover beslist de Europese Commissie. In dit verband zij tevens opgemerkt, zulks naar aanleiding van desbetreffende vragen van andere zijde, dat de in het tweede lid genoemde criteria voldoende bruikbaar zijn voor een concreet beleid ten aanzien van ondersteuningstarieven. Dit neemt uiteraard niet weg, dat de Regering deze uitzonderingen gaarne verder beperkt had willen zien. Voorts zien ondergetekenden in artikel 80 inderdaad een mogelijke verzwakking van artikel 77. Met de in het eerste lid van artikel 80 genoemde ondernemingen zijn bedoeld de gebruikers van vervoerdiensten.

Vele leden was de strekking en draagwijdte van het derde lid 3 is concurrentietarieven, dat wil zeggen vervoerprijzen, die zijn afgestemd op de marktverhoudingen in het vervoer, niet te verbieden. Voor Nederland betekent dit dus, dat bijvoorbeeld de contractvrachten van de N.S., die typische concurrentietarieven zijn, niet behoeven te worden afgeschaft. Deze bepaling is opgenomen om te voorkomen, dat elke reductie op een tarief gegeven, als ondersteuning zou worden beschouwd, waar in vele gevallen van ondersteuning geen sprake is, maar de gebruikelijke commerciële aanpassing van prijzen aan de marktconstellatie heeft plaatsgevonden. Het zal geen betoog behoeven, dat lid 3 van artikel 80 ook voor de binnenscheepvaart en het wegvervoer van groot belang is.

Artikel 82. Van verschillende zijden werden over dit artikel vragen gesteld.

Ondergetekenden zijn van mening, dat het niet is uitgesloten, dat Duitsland op dit artikel een beroep zal doen ter bescherming van de Duitse zeehavens. Ook in dit geval is het de Europese Commissie, die beslist of dit beroep gegrond is. Daarbij dient inderdaad in rekening te worden gebracht, dat de ondersteuningstarieven ook voor de deling van Duitsland bestonden, waardoor het vermoeden gewettigd is, dat deze tarieven om andere redenen dan de deling zijn ingesteld.

Artikel 83. Ondergetekenden zijn met vele landen overtuigd van de wenselijkheid de Commissie met een deskundige op een dynamisch Europees beleid ingestelde vervoerafdeling te equiperen. Voorts achten deze leden deelneming van de werknemersorganisaties aan de werkzaamheden van de vervoerafdeling van het Economisch en Sociaal Comité zeer gewenst. De ondergetekenden staan tegenover deze gedachten niet afwijzend. Hierbij dient wel te worden bedacht, dat slechts een beperkt aantal zetels ter beschikking staat.

Naar aanleiding van hetgeen is opgemerkt omtrent het Comité van Deskundigen wil de Regering stellen, dat zij geen behoefte aan dit Comité heeft gevoeld. Zij huldigde de opvatting, dat de andere organen der Gemeenschap reeds de mogelijkheden bieden opvattingen en belangen te bepleiten. In verband met hetgeen is te berde gebracht omtrent de benoeming van onafhankelijke deskundigen zij opgemerkt, dat deskundigheid niet alleen bestaat uit theoretische wetenschap, maar in grote mate uit kennis van omstandigheden en belangen. In Europese verhoudingen moet er vooralsnog mee rekening gehouden worden, dat deskundigen de taal spreken van het wetenschappelijk en praktisch milieu, waaruit zij voortkomen. Slechts indien het Comité zou worden belast met het ontwerpen van maatregelen en toezicht op de uitvoering daarvan, zouden de deskundigen, indien dit een permanente dagtaak zou inhouden en zij uit een algemene Europese kas zouden worden bezoldigd, onder verbod nog elders werkzaam te zijn, hun deskundigheid kunnen behouden en tevens onafhankelijk zijn. Dit is echter niet de bedoeling met dit Comité. Bij de totstandkoming van dit artikel is van enkele zijden tot uiting gekomen, dat men het Comité wenst ten einde door regeringsvertegenwoordigers een directe invloed uit te oefenen bij het ontstaan van voorstellen en besluiten. Bij haar benoemingen zal de Regering met deze situatie rekening moeten houden.

Artikel 84 lid 1. Naar aanleiding van de vraag, waarom de kustvaart hierin niet is opgenomen, wijzen ondergetekenden erop, dat de kustvaart krachtens haar structuur is begrepen onder de zeescheepvaart.

Lid 2. Te dien aanzien willen ondergetekenden verwijzen naar hetgeen reeds is opgemerkt in het algemeen gedeelte van deze paragraaf inzake het vervoer.

Artikel 234. De algemeen gewenste nadere toelichting op dit artikel, in verband met de Akte van Mannheim, willen de ondergetekenden, gezien het belang van dit vraagstuk, gaarne geven.

In de Akte van Mannheim is de vrijheid van dienstenverkeer sedert lang gewaarborgd. Er bestaat derhalve geen tegenstrijdigheid tussen de doeleinden van het E.E.G.-verdrag en deze Akte.

De incorporatie van het Rijnregime in de Europese gemeenschappelijke vervoermarkt dient ook naar de mening van de ondergetekenden te worden bevorderd, waarbij associatie van Zwitserland wordt toegejuicht.

Naar aanleiding van een door tal van leden gestelde vraag over de zienswijze terzake van de Regeringen der partnerlanden moge het volgende worden opgemerkt.

De ondergetekenden nemen aan, dat de Regeringen der andere Lid-Staten evenmin als zij zelf het Verdrag in strijd achten met de Akte van Mannheim. Bij de uitvoering van het Verdrag zullen uiteraard de doeleinden van beide verdragen in het oog moeten worden gehouden en gestreefd zal moeten worden naar een onderling overeenstemmende toepassing van beide verdragen.

Overigens meenden de ondergetekenden te moeten opmerken, dat de regelingen, welke in het Verdrag zijn voorzien en op de daarin vastgestelde wijze tot stand zijn gekomen, geacht moeten worden een bestanddeel van het Verdrag zelf te vormen.

II. 1. Het concurrentieregime voor de ondernemingen

Het verheugt de ondergetekenden, dat men zich over het algemeen kon verenigen met de gedachte, die aan het gemeenschappelijk beleid ten aanzien van de concurrentie ten grondslag ligt en die in de Memorie van Toelichting wordt omschreven als het zoveel mogelijk verzekeren van een normale en gezonde werking van de concurrentie. De kritische opmerkingen en vragen, die aan deze instemming met de grondgedachte van verschillende zijden worden verbonden, betreffen in het bijzonder twee punten. In de eerste plaats de vraag, of het wel juist is, dat in het Verdrag nog geen keuze wordt gedaan ten gunste van een stelsel van verbodswetgeving tegenover een stelsel van misbruikwetgeving. In de tweede plaats de vraag of de artikelen 85 en 86 van het Verdrag reeds terstond bij het inwerkingtreden van het verdrag rechtstreeks tegenover de burgers zullen gaan werken.

Met betrekking tot de eerste vraag zouden de ondergetekenden allereerst willen aansluiten bij de door vele leden aangehaalde uitspraak van de Commissie Europese Economische Integratie uit de Sociaal-Economische Raad, dat de tegenstelling tussen verbodswetgeving en misbruikwetgeving niet te absoluut moet worden gezien. Men kan, naar de vorm ziende, op het eerste gezicht inderdaad betogen, zoals de in het Voorlopig Verslag het eerst aan het woord zijnde vele leden doen, dat in artikel 85 van het Verdrag het systeem van verbodswetgeving is gevolgd. Toch achten de ondergetekenden een dergelijke karakterisering formeel en materieel niet verantwoord. Zoals in de Memorie van Antwoord op het wetsontwerp economische mededinging aan de Tweede Kamer destijds is opgemerkt, zijn de twee hoofdenmerken van een verbodsstelsel, dat de normen ten aanzien van mededingingsbeperkingen volledig door de wetgever zijn vastgelegd en dat het toezicht op de naleving van deze normen is toevertrouwd aan de strafrechter. Noch het een, noch het ander is hier geschied. Ook is het in de genoemde Memorie van Antwoord genoemde materiële bezwaar, dat een verbodsstelsel met bijzondere omstandigheden in bepaalde gevallen moeilijk rekening kan houden, in casu niet aanwezig. Artikel 87, tweede lid, onder c en artikel 85, derde lid, bieden afdoende mogelijkheden om met de bijzondere omstandigheden van elke bedrijfstak en elk afzonderlijk kartel rekening te houden. Indien deze mogelijkheden consequent worden toegepast, krijgt men — om nogmaals de genoemde Memorie van Antwoord op het wetsontwerp economische mededinging te citeren — een bijzondere vorm van het misbruiksstelsel. Meer concreet gesproken biedt het Verdrag stellig de mogelijkheid op alle nuttige mededingingsregelingen, hetzij door het uitvoerdigen van bijzondere voorschriften voor bepaalde bedrijfstakken, hetzij door algemene vrijstellingen voor de betrokken soorten regelingen, hetzij door individuele onthefingen het verbod van artikel 85 eerste lid, niet van toepassing te verklaren. Het is in die zin, dat de ondergetekenden van oordeel zijn, dat het Verdrag nog geen keuze ten gunste van een stelsel van verbodswetgeving tegenover een stelsel van misbruikwetgeving heeft gedaan. Alles zal hier van de uitvoeringsvoorschriften, uit te vaardigen op grond van artikel 87 en van het uitvoeringsbeleid van de bevoegde organen afhangen. Uiteraard is het thans nog niet wel mogelijk ten aanzien van die concrete toepassing voorspellingen te doen. Eveneens lijkt het prematuur om, zoals vele leden bij de behandeling van artikel 87, tweede lid, sub b, vragen, thans reeds een gedachtengang van de Nederlandse regering over de meest wenselijke inhoud der uitvoeringsvoorschriften te ontwikkelen. Toch willen de ondergetekenden op dat punt, mede naar aanleiding van het door vele andere leden in het Voorlopig Verslag gestelde, wel enkele opmerkingen maken.

Op grond van de twee vereisten van artikel 87, tweede lid,

sub b — te weten doeltreffendheid van het toezicht en eenvoud van de administratieve controle — zal zoveel mogelijk vermeden moeten worden, dat afzonderlijke mededingingsregelingen aan de beginselen van artikel 85 moeten worden getoetst. Met betrekking tot in het algemeen ongevaarlijke groepen van mededingingsregelingen zal daarom naar het voorkomt zoveel mogelijk gewerkt moeten worden met algemene vrijstellingen, of met een toetsingsprocedure, die individuele beoordeling door Europese organen zoveel mogelijk onnodig maakt. Omgekeerd vormen deze twee vereisten echter een argument om voor mededingingsregelingen die in het algemeen grote gevaren inhouden, zoveel mogelijk het verbod van artikel 85, eerste lid, ook inderdaad zonder concrete toetsing van elke afzonderlijke regeling te laten gelden, waarbij dan altijd een individuele ontheffingsmogelijkheid blijft bestaan. De naleving van dit verbod zal voorts door doeltreffende sancties moeten worden verzekerd, waartoe de civielrechtelijke nietigheid, welke volgens artikel 85, tweede lid, dreigt, stellig onvoldoende is. Zeker voor een land als Nederland, dat in zo sterke mate afhankelijk is van invoer uit en afzet naar de partnerlanden, is van essentieel belang, dat concurrentiebeperkingen, die deze invoer en afzet op onredelijke wijze ongunstig zouden beïnvloeden, ook zo doeltreffend mogelijk bestreden zullen worden. Met betrekking tot in beginsel gevaarlijke kartels kan een verbodsuitgangspunt dienaangaande stellig onder omstandigheden meer waarborgen bieden dan een waarbij ook gevaarlijke kartels in beginsel aanvaard zouden worden. De bewijslast van schadelijk gedrag zou dan in de praktijk gemakkelijk op het benadeelde land worden gelegd en de achter een schadelijke mededingingsregeling staande belangengroepen zouden veelal in de hand hebben een beslissing, dat de betrokken gedragingen moeten worden beëindigd, aanzienlijk te vertragen.

Met betrekking tot de tweede in de aanhef genoemde vraag, te weten, of de artikelen 85 en 86 reeds terstond bij het in werkingtreden van het Verdrag rechtstreeks tegenover de burgers zullen gaan werken, mogen de ondergetekenden in de eerste plaats verwijzen naar de Memorie van Toelichting op het wetsontwerp tot uitvoering van artikel 88 van het Verdrag (stuk 4778). Het verheugt de ondergetekenden, dat ook vele leden, in het Voorlopig Verslag het eerst aan het woord, van oordeel zijn, dat de opzet en de geschiedenis van de totstandkoming van de verschillende bepalingen van dit hoofdstuk een rechtvaardiging vormen voor het standpunt, dat de artikelen 85 en 86 aanvankelijk slechts de betekenis hebben van richtlijnen voor de Staten. De ondergetekenden kunnen zich niet verenigen met de opvatting van deze leden, dat de tekst van artikel 88 met deze uitleg moeilijk te verenigen zou zijn. Artikel 88 eist niet, zoals deze leden en ook de verscheidene leden, na deze leden in het Voorlopig Verslag aan het woord, blijkbaar menen, dat de nationale autoriteiten beslissen *onder toepassing* van de bepalingen van artikel 85, derde lid, en artikel 86, maar in *overeenstemming* daarmee. De formele basis van de beslissingen van de nationale autoriteiten zal daarbij de nationale kartelwetgeving vormen, voor zover deze aanwezig is. Daar artikel 88 uitdrukkelijk aanvaardt, dat in overeenstemming met het nationale recht wordt beslist, kan men ook niet stellen, dat dit, voor zover afwijkend van artikel 85, eerste lid (waarnaar artikel 88 trouwens niet eens uitdrukkelijk verwijst), daardoor zou worden opzijgezet. Wel zal uiteraard materieel een beleid moeten worden gevoerd, dat met artikel 85, derde lid en artikel 86 in overeenstemming is. De Europese Commissie houdt daarop krachtens artikel 89 toezicht. Naar de mening van de ondergetekenden wordt dit dubbele vereiste van artikel 88 genegeerd in het artikel van Dr Günther in het tijdschrift „Wirtschaft und Wettbewerb”, waarover vele andere leden de mening van de Regering vroegen. De ondergetekenden hebben overigens geen redenen om aan te nemen, dat genoemd artikel de huidige opvatting van de Duitse regering weergeeft.

De Regering ziet voorshands geen aanleiding om overeenkomstig de resolutie van de werkgeversverbonden in de zes landen van 18 juli 1957 een gemeenschappelijke inter-

pretatieve verklaring van de zes regeringen met betrekking tot artikel 88 te bevorderen. Zoals uit het bovenstaande blijkt acht de Regering duidelijk, hoe artikel 88 van het Verdrag en in verband daarmee de artikelen 85 en 86 moeten worden uitgelegd. Een interpretatieve verklaring van de zes regeringen zou voorts geen rechtskracht bezitten. Daar artikel 88 de beslissing over de toelaatbaarheid van mededingingsregelingen gedurende de aanvangsperiode op ondubbelzinnige wijze toevertrouwt aan de door de nationale wetgeving bevoegd verklaarde autoriteiten, achten de ondergetekenden het ook niet wel denkbaar, dat de rechter zich bevoegd zal achten over de interpretatie van de artikelen 85 en 86 in deze periode een uitspraak te doen, zoals de vele leden in het Voorlopig Verslag het eerst aan het woord, blijkbaar vrezen. Dit zou hoogstens het geval kunnen zijn, wanneer de nationale wetgever er niet toe zou overgaan een tot toepassing van artikel 88 bevoegde autoriteit aan te wijzen. De ondergetekenden erkennen, dat de mogelijkheid tot het voeren van dergelijke procedures uit een oogpunt van rechtszekerheid ernstige bezwaren zou opleveren, indien deze enige kans op uitspraken van de rechter over de toelaatbaarheid of de nietigheid van bepaalde mededingingsregelingen of over de toelaatbaarheid van een bepaald gebruik van economische macht zouden bieden.

Naar aanleiding van de vraag van vele leden, of „affecter” in artikel 85 niet ten onrechte is vertaald met „ongunstig beïnvloeden” merken de ondergetekenden om te beginnen op, dat van een vertaalfout reeds daarom niet kan worden gesproken, omdat de vier talen (anders dan bij het E.G.K.S.-verdrag het geval is) gelijkelijk bindend zijn. De Duitse, de Italiaanse en de Nederlandse tekst spreken daarbij uitdrukkelijk uit, dat de invloed op de tussenstaatse handel een ongunstige moet kunnen zijn. In de Franse tekst wordt dit niet uitdrukkelijk uitgesproken, doch men vergist zich als men stelt, dat „affecter” in het Frans een uitsluitend neutrale betekenis heeft. De ondergetekenden wijzen in dit verband op artikel 224 van het Verdrag, waar het woord „affecter” tot tweemaal toe duidelijk in de zin van „ongunstig beïnvloeden” wordt gebruikt. Voor zover hun bekend, wordt het woord „affecter” in het Frans ook nimmer gebruikt, wanneer van een gunstige beïnvloeding sprake is. Wanneer men in de Nederlandse tekst zonder meer gesproken zou hebben van „beïnvloeden” zou naar de mening van de ondergetekenden dan ook niet aan de Franse en nog minder een aan de Duitse en Italiaanse term equivalente uitdrukking zijn gebedigd, wat het gevolg zou kunnen hebben, dat ook concurrentiebeperkingen, welke voor de ontwikkeling van de gemeenschappelijke markt in geen enkel opzicht relevant zijn, toch geacht zouden worden onder het verbod van artikel 85, eerste lid, te vallen.

Artikel 85, lid 1. Een ondernemersovereenkomst zal de handel tussen de Lid-Staten in de eerste plaats ongunstig kunnen beïnvloeden, wanneer hierbij ondernemers uit verschillende Lid-Staten betrokken zijn. Ook een ondernemersovereenkomst met deelnemers uit één land kan echter een ongunstige invloed hebben op de afzet uit of de invoer in dat land en daarmee op de tussenstaatse handel. Gedacht kan hier bijvoorbeeld worden aan nationale exclusiefverkeerskartels, die het afnemen van of het leveren aan buitenlandse ondernemers beperken, aan exportkartels, waarbij voor de export prijzen zijn vastgesteld die een bedrijfseconomisch verantwoorde prijsconcurrentie tussen de betrokken exporteurs belemmeren, en aan prijsregelingen voor de binnenlandse markt, die excessief hoge of excessief lage prijsstellingen voor de afzet in het buitenland in de hand werken.

Artikel 85, lid 3. Het billijke aandeel voor verbruikers in de uit een mededingingsregeling voortvloeiende voordelen zal stellig ook in kwaliteitsverbeteringen, ruimere serviceverlening e.d. kunnen bestaan.

De vraag, wanneer aan de betrokken ondernemers beperkingen worden opgelegd, welke geacht moeten worden voor het bereiken van de in dit lid genoemde doelstellingen niet

onmisbaar te zijn, kan niet in haar algemeenheid worden beantwoord, doch slechts voor bepaalde soorten van regelingen of individuele gevallen. Daarbij zal ongetwijfeld gewaakt moeten worden tegen het gevaar van willekeur. Daartoe zal inschakeling van het Hof op enigerlei wijze inderdaad dienstig zijn. Deze kan op grond van het gestelde in artikel 87, tweede lid, onder *d.* ook worden verwacht. De ondergetekenden zouden zich thans nog niet willen uitspreken over de vraag, of deze inschakeling slechts in de vorm van een mogelijkheid van beroep op het Hof zou moeten plaatsvinden, dan wel of tevens beslissingen over individuele gevallen aan de hand van duidelijke algemene richtlijnen rechtstreeks aan het Hof zouden kunnen worden toevertrouwd. Dat het Hof tenminste een rechtmatigheidscontrole zal kunnen uitoefenen, volgt reeds uit artikel 173 van het Verdrag.

Artikel 86. De ondergetekenden vestigen er de aandacht op, dat het toepassen ten opzichte van handelspartners van ongelijke voorwaarden bij gelijkwaardige prestaties door dit artikel niet steeds verboden wordt, doch uitsluitend indien de mededingingspositie van deze handelspartners daardoor wordt geschaad.

Artikel 87, lid 2, sub *b.* Op de eerste vraag van vele leden zijn de ondergetekenden hierboven reeds ingegaan. De ondergetekenden delen de mening van deze leden, dat het toezicht doeltreffend zal dienen te zijn en dat een duidelijke voorkeur voor een bovennationale uitoefening van dit toezicht boven een nationaal toezicht moet worden uitgesproken, voor zover de doeleinden van de gemeenschappelijke markt en belangen van andere landen dan waar de betrokken ondernemers zijn gevestigd, in het geding zijn. Of mededingingsregelingen een plaats dienen te vinden in een publiekrechtelijke organisatie van het bedrijfsleven, waardoor ook de arbeidersorganisaties medezeggenschap zouden verkrijgen in dit deel van de bedrijfs-politiek, lijkt in de eerste plaats afhankelijk van de wenselijkheid bedoelde mededingingsregelingen algemene gelding te verschaffen, in de tweede plaats van de rijpheid van de gezamenlijke bedrijfsgenoten in de verschillende partnerlanden om een dergelijke publiekrechtelijk gefundeerde verantwoordelijkheid te kunnen dragen en in de derde plaats van de bereidheid der regeringen om hun zodanige verantwoordelijkheid toe te vertrouwen. Naar de aanvankelijke mening van de ondergetekenden biedt het Verdrag geen aanknopingspunt om een dergelijke organisatie in het leven te roepen.

Artikel 87, lid 2, sub *c.* Dit artikellid biedt in beginsel met betrekking tot alle bedrijfstakken de mogelijkheid aan de bepalingen van artikel 85, met name het eerste lid en artikel 86 een meer op de concrete omstandigheden der verschillende bedrijfstakken toegespitste en dus scherper omschreven inhoud te geven. Voor de landbouw wordt overigens verwezen naar artikel 42. Met betrekking tot het vervoer dient te worden gestreefd naar de toepassing van de concurrentiebepalingen in het kader van het krachtens de artikelen 74 en 75 te voeren beleid.

Artikel 87, lid 2, sub *e.* De concrete betekenis van deze bepaling voor onze nationale mededingingswetgeving zal eerst komen vast te staan door de inhoud van de krachtens artikel 87 uitgevaardigde uitvoeringsvoorschriften. Door deze uitvoeringsvoorschriften zal met name bepaald kunnen worden, in hoeverre naast de artikelen 85 en 86 in de definitieve toestand ook de nationale mededingingswetgeving nog toegepast zal kunnen worden op situaties, welke door het verdrag worden bestreken. In hoeverre daarnaast nog aanleiding zal kunnen bestaan de artikelen 100 t/m 102 toe te passen met betrekking tot de mededingingswetgeving, vermogen de ondergetekenden thans nog niet geheel te overzien.

II. 2. De regels met betrekking tot de steunmaatregelen van de Staten

Vele leden hebben gevraagd of de subsidies voor de woningbouw onder Artikel 92, lid 2, vallen. De Regering is van me-

ning, dat de woningbouwsubsidies in het geheel niet vallen onder de in Artikel 92, lid 1, verboden steunmaatregelen, aangezien zij niet kunnen worden geacht bepaalde producties te vervalsen noch ook het handelsverkeer tussen de Lid-Staten ongunstig te beïnvloeden. De vraag of deze woningbouwsubsidies onder Artikel 92, lid 2, vallen, waarin een uitzondering wordt gegeven op de algemene regel van lid 1, rijst dus niet.

II. 3. Enkele fiscale voorzieningen

Verscheidene leden, daarin bijgevallen door vele andere leden, vestigen de aandacht op de grote verschillen in de belastingwetgeving van de Lid-Staten, welke verschillen ertoe kunnen leiden dat het bedrijfsleven in de bij het Verdrag aangesloten landen onder niet vergelijkbare omstandigheden zou moeten werken. In dit verband wordt in het Voorlopig Verslag gewezen op de wenselijkheid een aanpassing van alle fiscale voorzieningen na te streven. Met de hier aan het woord zijnde leden is de Regering van oordeel, dat aan dit probleem ook ten onzent bijzondere aandacht moet worden geschonken. Zij is er zich van bewust, dat de gewijzigde omstandigheden, welke zich door de geleidelijke verwezenlijking van een Gemeenschappelijke Markt in Europa zullen voordoen, ook op het terrein der belastingen bepaalde aanpassingen noodzakelijk kunnen maken. Dat daarbij in het bijzonder aandacht zal worden geschonken aan de voor Nederland met zijn snel groeiende bevolking geboden krachtige industrialisatie en de daarvoor noodzakelijke mogelijkheden tot investering, spreekt vanzelf.

Intussen moge hierbij worden opgemerkt, dat een volledige aanpassing van de gehele belastingwetgeving en van de fiscale politiek in al haar onderdelen voor het bereiken van de doeleinden van de Gemeenschap niet noodzakelijk en zelfs niet mogelijk voorkomt.

Immers blijven, ook in de definitieve fase van de Gemeenschap, zeer belangrijke terreinen van overheidszorg uitsluitend aan de nationale Regeringen voorbehouden. Reeds de omstandigheid dat de daarvoor benodigde middelen, van land tot land sterk uiteen zullen lopen, maakt het noodzakelijk, dat de deelnemende landen zich een overeenkomstige mate van vrijheid op het terrein van hun fiscale politiek voorbehouden.

Uiteraard zal moeten worden voorkomen, dat tengevolge van de door één of meer der Lid-Staten gevoerde belastingpolitiek de werking van de gemeenschappelijke markt in gevaar wordt gebracht of de concurrentievoorwaarden binnen de gemeenschap worden vervalst. Voor een aantal belastingen zijn te dien einde in de artikelen 95 tot en met 98 van het verdrag specifieke bepalingen neergelegd. Voor het overige zijn de regelen welke de artikelen 100 tot en met 102 van het verdrag geven voor de harmonisatie van de wetgevingen en de distorsies ook van toepassing ten aanzien van de fiscale voorzieningen. In deze artikelen is het instrument gegeven om vervalsing van concurrentievoorwaarden, ook indien een zodanige vervalsing een gevolg zou zijn van fiscale maatregelen, op te heffen.

Met het in artikel 95 van het Verdrag gebezigde woord „belastingen” zijn bedoeld de belastingen, die rechtstreeks op goederen drukken, zoals de omzetbelasting, de accijnzen en belasting van een overeenkomstig karakter. Om te voorkomen dat belastingen, welke in aard overeenkomen met de omzetbelasting of een accijns doch onder een andere naam worden geheven, aan de werking van de in dit hoofdstuk neergelegde bepalingen zouden zijn onttrokken, zijn in de tekst van artikel 98 van het Verdrag naast de omzetbelasting en de accijnzen genoemd „de overige indirecte belastingen”. Bij de woorden „andere belastingen” in laatstgenoemd artikel dient voornamelijk te worden gedacht aan de directe belastingen, zoals inkomstenbelasting, de vennootschapsbelasting en de vermogensbelasting.

II. 4. De harmonisatie der wetgevingen

De Regering is zich bewust van het probleem van de samenhang der wetgeving op verschillende gebieden, waarop door vele leden de aandacht is gevestigd. De Regering is van mening,

dat het door deze leden gesignaleerde gevaar niet te groot moet worden geacht, waar tijdens de onderhandelingen is gebleken, dat ook de andere Regeringen het feit van deze samenhang als een belangrijk en zeker in acht te nemen verschijnsel hebben erkend. Het gevaar, dat aan deze samenhang niet de aandacht zou worden geschonken, die nodig is, zou het meeste kunnen dreigen bij de toepassing van artikel 101. De ondergetekenden wijzen er in dit verband op, dat de formulering van dat artikel zodanig gekozen is, dat het geheel van wettelijke voorschriften en feitelijke voorzieningen in aanmerking zal worden genomen bij de beoordeling van het effect van dispariteiten in de wetgeving op de concurrentie. Overigens verklaart de Regering gaarne, dat zij te dezer zake grote waakzaamheid in acht zal nemen.

Ten aanzien van de uitvoering van de Wet Economische Mededinging in verband met de Gemeenschappelijke Markt, moge worden verwezen naar wat hierover onder het hoofdstuk inzake het concurrentieregime voor de ondernemingen in deze Memorie is gesteld.

Wat de Bedrijfsvergunningswet betreft is de Regering met vele andere leden van mening, dat bij een ver gaande liberalisatie van het handelsverkeer de autonome toepassing van die wet niet meer tot het daarmee beoogde resultaat zal kunnen leiden. De gecoördineerde handhaving van maatregelen is een aangelegenheid, die in het kader van artikel 103 valt. Te dezer zake zullen na het in werking treden van het Verdrag besprekingen met de andere Regeringen en de Europese Commissie moeten worden gevoerd. Hoe het hier inderdaad bestaande probleem daarbij zal worden opgelost, is uiteraard nog moeilijk te voorspellen.

Ten aanzien van de opmerking over artikel 101 in verband met de huur- en prijsbeheersing moge worden verwezen naar wat in antwoord op de overeenkomstige vraag in de Algemene Beschouwingen in de Inleiding dezer Memorie is medegedeeld.

II. 5. De coördinatie van de conjunctuurpolitiek en de samenwerking bij betalingsbalansmoeilijkheden

Naar aanleiding van de beschouwingen van tal van leden, dat het Verdrag geen voldoende grondslag biedt voor een gemeenschappelijke conjunctuurpolitiek, welke beschouwingen door vele leden worden gedeeld, zou de Regering er nogmaals op willen wijzen, zoals zij reeds in de Inleiding van deze Memorie deed, dat voor een werkelijke gemeenschappelijke conjunctuurpolitiek de politieke verhoudingen in Europa nog niet rijp zijn. De gemeenschappelijke conjunctuurpolitiek zou, anders dan bij een coördinatie van de conjunctuurpolitiek — waarbij het voortdurend *overleg* tussen de Regeringen het essentiële element is — een gemeenschappelijke besluitvorming van de Commissie en de Raad van Ministers betekenen. Evenals bijv. op het gebied van het vervoer en de landbouw, waar van een gemeenschappelijk beleid wordt gesproken, zou dit dan ook hebben betekend, dat er beslissingen met bepaalde meerderheden genomen zouden kunnen worden. De consequenties hiervan zouden zijn, dat de Gemeenschap een zekere mate van medezeggenschap zou hebben over onderdelen van de algemene sociaal-economische en monetaire politiek als het begrotingsbeleid, het loonbeleid, het investeringsbeleid etc. Tot het aanvaarden, althans formeel, van een dergelijke medezeggenschap waren de Regeringen van de Lid-Staten niet bereid.

De Regering wil er overigens naar aanleiding van deze beschouwingen voor waarschuwen, het verschil tussen een gecoördineerd beleid en een gemeenschappelijke conjunctuurpolitiek te scherp te stellen. De ervaringen in het vlak van de intergouvernementele samenwerking in de afgelopen jaren hebben wel geleerd, dat ook door onderling overleg veel kan worden bereikt op het gebied van de beïnvloeding der algemene economische politiek. De Regering gelooft dan ook niet, dat het ontbreken van procedures met meerderheidsbeslissingen op het gebied van de conjunctuurpolitieke maatregelen een zeer ernstige leemte zal blijken te zijn bij de vorming en de goede functionering van de Gemeenschappelijke Markt.

Zoals algemeen werd opgemerkt, vereist een effectieve vrijheid van het goederen-, dienst-, personen-, en kapitaalverkeer een vrijgave van de daarmede verband houdende betalingen, hetgeen voor het handhaven van het interne en externe monetaire evenwicht dat een nationale verantwoordelijkheid blijft, bijzondere moeilijkheden met zich kan brengen.

Zoals door tal van leden werd geconstateerd, kan zulks dus remmend op de ontwikkeling van het vrije verkeer werken. Dit onderstreept ook naar de mening van de regering de noodzaak van een intensieve samenwerking op het gebied van de economische politiek in het algemeen en op het gebied van de monetaire politiek, welke blijkens artikel 105 ook wordt voorzien en ter bevordering waarvan tevens een speciaal Monetair Comité zal worden ingesteld.

Artikel 104. Dit artikel dient als een beginselverklaring te worden beschouwd. De regering meent, dat de uitwerking van dit beginsel en met name de vraag in hoeverre het door de ledenstaten gevoerde economische beleid in overeenstemming is met de in dit artikel neergelegde doelstellingen, een onderwerp is, dat regelmatig aan de orde zal zijn in de Europese Commissie en in de Raad der Ministers. Het betreft hier anderzijds een materie, die er zich weinig toe leent, dat bij het Hof een klacht wordt ingediend, indien het economische beleid in een lid-staat, naar de mening van een andere lid-staat niet zou corresponderen met artikel 104. Evenmin lijkt het aanmerkelijk, dat een in staat van beschuldiging gestelde lid-staat gedwongen zou kunnen worden zijn economisch beleid te herzien. De regering ziet de betekenis van dit artikel dan ook vooral in het feit, dat hier een basis voor gezamenlijk overleg wordt geschapen.

De regering deelt de mening van vele leden dat de huidige monetaire verhoudingen binnen de 6 landen een minder goed uitgangspunt vormen voor de tot standbrenging van de gemeenschappelijke markt. Anderzijds meent de regering, dat het in het geheel niet zinvol zou zijn te wachten met de inwerkingstelling van het verdrag op het moment waarop ieder van de Lid-Staten in een optimale monetaire positie zou verkeren. In dit verband kunnen naar de mening van de regering de recente monetaire maatregelen in Frankrijk als een stap in de goede richting worden beschouwd.

Wanneer vele andere leden hier de vraag stellen of een positief overschot op een betalingsbalans op een minder gezonde situatie wijst, dan meent de regering erop te moeten wijzen, dat dit geheel van de concrete situatie afhangt. Voor Nederland spreekt het vanzelf, dat een overschot op lopende rekening nodig is ter financiering van het tekort op de kapitaalrekening en ten behoeve van de noodzakelijke versterking der deviezenreserves. Laatstbedoelde doeleinden vallen overigens onder de omschrijving van artikel 104 waar gesproken wordt van evenwicht in de betalingsbalans en handhaving van het vertrouwen in de valuta in de ruimste zin des woords.

Artikel 105 lid 1. Naar de mening van de regering dient onder economisch beleid het loonbeleid mede gerekend te worden. De woorden economisch beleid zijn hier in de meest ruime betekenis gebruikt.

Artikel 105 lid 2. De regering deelt in beginsel het standpunt van de hier aan het woord zijnde leden, dat het door het Monetair Comité uit te brengen verslag aan de Vergadering kan worden voorgelegd. Wel meent de regering, dat het van de aard van het verslag moet afhangen in hoeverre aan dit beginsel uitvoering zou kunnen worden gegeven. Wat betreft de door vele andere leden gestelde vraag, wat bedoeld wordt met „het algemene betalingsverkeer”, moge worden medegedeeld dat hiermede wordt beoogd te bereiken dat het Monetair Comité zich kan bezig houden met het betalingsverkeer der ledenstaten in zijn ruimste vorm, dus ook met het betalingsverkeer met derde landen, alsmede bij voorbeeld het probleem van de convertibiliteit.

Artikel 106 lid 1. Naar de mening van de regering slaan de woorden „in de mate waarin” in dit artikel en in artikel

67 niet op dezelfde situatie. In het onderhavige artikel wordt bedoeld, dat het betalingsverkeer wordt vrijgemaakt naar mate het in het artikel genoemde goederen- en dienstenverkeer wordt vrijgemaakt. Telkens wanneer dus krachten de verdragsbepalingen een bepaalde categorie van reële transacties vrijgemaakt is, kunnen automatisch ook de betalingen voor die transacties vrij plaatsvinden. In artikel 67 daarentegen worden de woorden „in de mate waarin” gebruikt in de zin van „voor zover nodig voor”. Het gaat hier om de mate waarin de realisatie van de doelstellingen van de gemeenschappelijke markt een vrijmaking van het kapitaalverkeer nodig maakt. In hoofdstuk 1 paragraaf 6 van deze Memorie wordt dit nader uiteengezet.

Artikel 107. Dit artikel is evenals het gehele Verdrag ondergeschikt aan andere internationale verdragsverplichtingen. In casu ware hier te denken aan de verhouding tot het Internationale Monetair Fonds. Het betrokken artikel brengt geen wijziging in de verplichtingen welke Nederland en de andere Lid-Staten onder de statuten van het IMF hebben.

Artikel 108 lid 1. Zoals vele leden constateerden, bevat het Verdrag geen specifieke procedure om moeilijkheden in de betalingsbalans positie te voorkomen. De regering wijst er echter op dat de artikelen 104 en 105 wel degelijk tot strekking hebben betalingsbalans moeilijkheden door gemeenschappelijk overleg te voorkomen. Het is nauwelijks mogelijk daarvoor een concrete procedure vast te stellen daar het hier veeleer gaat om het voeren van een goed en goed gecoördineerd monetair beleid dan om de oplossing van concrete moeilijkheden, welke zich tot een procedurele behandeling lenen. De regering merkt nog op, dat naar haar mening ook de adviezen welke het monetair Comité zal uitbrengen, gericht dienen te zijn op de doelstelling betalingsbalans moeilijkheden te voorkomen.

Lid 2. Er moge op worden gewezen, dat de hier voor Nederland geschetste gevaren zich uiteraard ook voor andere landen, die als kredietverleners zouden moeten optreden, voor kunnen doen en dat het niet waarschijnlijk is, dat juist Nederland zich hier in een uitzonderingspositie zal bevinden. Wat ten aanzien van Nederland is opgemerkt is over het algemeen naar de mening van de regering wel juist doch geldt voor alle landen. Dit zal er toe bijdragen, dat het signaleerde bezwaar aanzienlijk gemitigeerd zal worden. Terwijl de regering het risico van de mogelijke inflatoire gevolgen van kredietverlening onderkent, meent zij dat vrijwillige kredietverlening zoals in het Verdrag voorzien, dit risico binnen redelijke perken houdt. Overigens deelt de regering het inzicht van de hier aan het woord zijnde leden, dat hier grote voorzichtigheid in acht moet worden genomen in verband met de nationale verantwoordelijkheid voor het betalingsbalans-evenwicht en voor het interne monetaire evenwicht.

Lid 3. Indien zich, zoals verscheidene leden aan de orde stellen, een situatie voor zou doen waarbij een aantal of zelfs alle lid-staten in betalingsbalans moeilijkheden zouden komen te verkeren, zou inderdaad met behulp van wederzijdse bijstand geen oplossing te vinden zijn. De regering neemt aan, dat de hier aan het woord zijnde leden een situatie voor ogen hebben, waarbij het betalingsbalans-evenwicht tussen de Gemeenschap en de rest van de wereld ernstig verbroken wordt. Het Verdrag biedt daarvoor uiteraard geen remedie en kan dat ook niet. De mogelijkheid blijft echter open, dat de leden van de Gemeenschap zich in een dergelijk geval tot het Internationale Monetair Fonds wenden om tijdelijke kredietverlening. De werkelijke remedie ligt hier uiteraard voor de Lid-Staten in een aanpassing van het economische beleid.

Artikel 109 lid 1. Het is moeilijk in concreto aan te geven onder welke omstandigheden van een plotselinge crisis in de betalingsbalans gesproken kan worden. De mate, waarin, en het tempo waarmede, de monetaire reserves afnemen, kunnen inderdaad sterke aanwijzingen zijn om een plotselinge crisistoestand aanwezig te achten. De druk op de koers van de nationale valuta, die vervolgens weer van dergelijke abnormale

mutaties in de deviezenvoorraad uitgaat, kan de aanleiding tot een dergelijke kwalificatie slechts versterken. Ook is er reden van een plotselinge crisis te spreken, wanneer om enigerlei reden het vertrouwen in de valuta ernstig ondermijnd wordt en zulks tot speculatieve internationale geldbewegingen aanleiding zou geven. De nationale verantwoordelijkheid voor het betalingsbalans-evenwicht kan dan prompt ingrijpen rechtvaardigen.

II. 6. De Gemeenschappelijke handelspolitiek

Waar de Regering de beschouwingen van vele leden, onder dit hoofdstuk weergegeven, volledig deelt, behoeft op dit punt niet nader te worden ingegaan.

II. 7. De sociale politiek

Hoewel vele leden het een bewijs van verantwoorde behoedzaamheid achtten, dat met betrekking tot de sociale structuur van de afzonderlijke landen de verantwoordelijkheid bij de nationale Regeringen der Lid-Staten zou blijven, kwam niettemin het ontbreken van een algemeen sociaal plan hun voor als een symptoom van een tekort aan positieve instelling. Indien de hier aan het woord zijnde leden denken aan een soort prioriteitenschema, dan is de Regering van mening, dat zulk een „plan” niet in een verdrag thuis behoort. Het betreft hier een stuk beleid van de Lid-Staten, dat binnen het kader van de Gemeenschap gecoördineerd kan worden en dat bij de uitvoering van artikel 118 zeker aan de orde zal komen.

Dezelfde leden onderschreven ten volle de beginselverklaring van artikel 117. Meer dan een beginselverklaring dient in dit artikel echter niet te worden gezien. Het legt geen nauwkeurig vastgestelde verplichtingen aan de leden op. Aan de privaatrechtelijke regelingen is in dezen geen concrete plaats toegedacht.

Vele andere leden achtten de uitwerking van het beginsel, dat in artikel 2 is neergelegd, mager. Ondergetekenden mogen erop wijzen, dat volgens artikel 117 de beoogde ontwikkeling niet alleen zal voortvloeien uit de werking van de Gemeenschappelijke Markt, maar tevens uit de in dit Verdrag vastgestelde procedures en het nader tot elkaar brengen van wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen. Met het oordeel van deze leden, dat een volledige sociale harmonisatie slechts mogelijk is, indien met name op monetair terrein tot een verder strekkende integratie wordt overgegaan, is de Regering het eens. Zij zou echter nog verder willen gaan en zeggen, dat een dergelijke volledige harmonisatie een integratie in het algemene politieke vlak vereist, waarvan de monetaire integratie een onderdeel is. Zij wijst er overigens op, dat in de Memorie van Toelichting reeds is uiteengezet, dat een volledige sociale harmonisatie, zo zij in een zo uitgebreid gebied als de E.E.G. zal omvatten al mogelijk ware, niet is nagestreefd.

Naar aanleiding van de vraag dezer leden, of in de E.E.G. een systeem van sociale wetgeving zou kunnen worden opgebouwd in analogie aan dat in de Verenigde Staten, waarbij bepaalde minima voor alle Lid-Staten worden vastgesteld, zouden ondergetekenden willen opmerken, dat zij in beginsel sympathiek tegenover een dergelijke gedachte staan. Ook dit is echter een punt, waarover te geleger tijd binnen de Gemeenschap overleg zal moeten worden gepleegd.

Betreffende de door deze leden wenselijk geachte bevordering van een nauwe samenwerking op sociaal gebied, mogen ondergetekenden erop wijzen, dat in het kader van de Raad van Europa een Europees Wetboek van sociale zekerheid wordt voorbereid. Dit wetboek zal de minimumnormen bevatten, waaraan de wetgeving inzake sociale verzekering van de landen, die het wetboek bekrachtigen, dient te voldoen.

Indedaad was de Regering op de hoogte van Aanbeveling 104, welke op 26 oktober 1956 door de Raadgevende Vergadering van de Raad van Europa is aangenomen en waarin het Comité van Ministers wordt verzocht het opstellen van een Europese Conventie over Sociale en Economische Rechten ter hand te nemen.

Tevens wordt daarin aanbevolen om zowel met het Ontwerp-

Europees Sociaal Handvest, dat als bijlage was gevoegd bij bovengenoemde Aanbeveling, als met de opmerkingen en voorstellen, welke tijdens het debat in de Raadgevende Vergadering naar voren zijn gekomen, rekening te houden.

Mede naar aanleiding van Aanbeveling 104 heeft het Comité van Ministers in zijn Resolutie nr. 25 van 15 december 1956 het ambtelijke Comité Social van de Raad van Europa onder meer opdracht gegeven om uiterlijk 31 december 1957 met een ontwerp-Europees Sociaal Handvest gereed te zijn, en daarbij rekening te houden met de hierboven vermelde Aanbeveling 104. Het ambtelijk Comité Social hoopt op de aangegeven datum met een ontwerp-Europees Sociaal Handvest gereed te zijn.

Zolang dit ontwerp nog niet aan het Comité van Ministers is aangeboden, kwam het de Regering minder juist voor, hierover reeds mededelingen te doen in de Memorie van Toelichting bij het wetsontwerp inzake de Europese Economische Gemeenschap. Wel moge hier worden opgemerkt, dat in de tekst van een ontwerp Europees Sociaal Handvest enigszins rekening zal moeten worden gehouden met de omstandigheid, dat dit ontwerp te zijner tijd aan de Regeringen van 15 Europese landen met vrij sterk verschillende sociale voorzieningen, ter bekrachtiging zal moeten worden voorgelegd.

Het is dan ook zeer wel mogelijk, dat sommige bepalingen in dit Handvest, minder ver zullen kunnen gaan dan in kleiner Europees verband mogelijk zou zijn.

a. Sociale voorzieningen

Naar aanleiding van het betoog van vele leden met betrekking tot de harmonisatie der arbeidsvoorwaarden, zij het volgende opgemerkt. Of een beroep op de artikelen 100 t/m 102 mogelijk is, indien het niveau der arbeidsvoorwaarden achterblijft bij datgene, wat uit een oogpunt van produktiviteit en ruilvoet mogelijk zou zijn, is niet van tevoren te zeggen; dit zal van het oordeel van de Commissie afhangen (artikel 101). De Commissie kan behalve het initiatief ex artikel 101 wellicht ook het initiatief nemen op grond van artikel 118. Ondergetekenden zijn van mening, dat een door de Commissie uitgebracht advies, gecombineerd met de invloed van de vakbeweging, van niet te onderschatten betekenis kan zijn. Wellicht ten overvloede tekenen de ondergetekenden hierbij nog aan, dat bij de toepassing van de hier te lande gevolgde geleideloonpolitiek wel is gebleken, hoe moeilijk het is om met enige nauwkeurigheid en zekerheid vast te stellen, welk niveau van arbeidsvoorwaarden uit een oogpunt van produktiviteit en ruilvoet mogelijk is.

Met de opmerkingen van verscheidene groepen leden betreffende het vraagstuk van de sociale harmonisatie in het algemeen, kunnen ondergetekenden zich in grote trekken verenigen. Zij mogen ter zake verwijzen naar hetgeen zij ook reeds in de Inleiding van deze Memorie hebben betoogd.

Naar aanleiding van de verschillende opmerkingen, gemaakt met betrekking tot de *gelijke beloning van mannen en vrouwen voor gelijke arbeid*, mogen ondergetekenden het volgende stellen.

Of, bij het ontbreken van specifieke bepalingen in het hoofdstuk over de sociale politiek sprake zou zijn van een specifieke distorsie en Frankrijk uit dien hoofde maatregelen op grond van de artikelen 100 t/m 102 zou hebben kunnen vragen, kunnen ondergetekenden niet zonder nadere gegevens beamen. Zij wijzen erop, dat het oordeel hier overigens zou afhangen van hetgeen de Europese Commissie onder het begrip „distorsie” wil verstaan.

Ondergetekenden zijn van mening, dat de doorvoering van het beginsel in eerste instantie een aangelegenheid van het bedrijfsleven dient te zijn, waarbij de Regering de ontwikkeling nauwlettend zal volgen. Dit zal haar echter niet kunnen ontslaan van de verplichting, tot haar bevoegdheid behorende, maatregelen te treffen, indien deze ontwikkeling naar haar inzicht bevredigend verloopt. De controle of in de gehele Gemeenschap het beginsel toepassing gaat vinden, zal dienen te geschieden door de Europese Commissie. Ondergetekenden stemmen in met de opvatting van vele andere leden, dat het

begrip „gelijke arbeid” in de praktijk slechts zal kunnen gelden voor die beroepen en bedrijven, waar door mannen en vrouwen dezelfde werkzaamheden worden verricht. Ten aanzien van vrouwen uitgeoefende beroepen is de bepaling dus niet van directe invloed. Uit het bovenstaande volgt reeds, dat de term „equal pay”, als bedoeld in het thans voor goedkeuring voorgedragen Verdrag afwijkt van het begrip, vervat in de desbetreffende Conventie van Genève, waar sprake is van gelijke beloning voor gelijkwaardige arbeid. Dit betekent een belangrijke beperking van de concessie aan Frankrijk. De Regering is zich steeds van deze beperking bewust geweest.

Nederland zal zich ten opzichte van de ontwikkeling van de „equal pay”-gedachte inderdaad kunnen houden aan de feitelijke situatie in Frankrijk. Dit impliceert, dat nog dient te worden uitgemaakt, op welke grondslag hier en elders het loon is opgebouwd. Het nagaan van de feitelijke situatie in de zes landen van bedrijfstak tot bedrijfstak is echter door gebrek aan gegevens thans nog niet wel mogelijk.

Verscheidene weer andere leden vroegen naar de concrete inhoud van de in artikel 119 vastgestelde verplichting. Zij wezen in dit verband op de omstandigheid, dat in Frankrijk het functieloon gebaseerd is op de behoeften van de alleenstaande man, terwijl dit in Nederland berust op de behoeften van een gezin met twee kinderen. De ondergetekende deelt, wat dit punt betreft, de mening van vele andere leden, die opmerkten, dat in Nederland de functielonen gebaseerd zijn op algemeen economische factoren en niet op de behoeften van het gezin met twee kinderen. De Regering zal de nodige waakzaamheid betrachten, dat de verplichting niet tot een onbedoelde extra lastenverzwaring zal leiden.

Bij de in de Memorie van Toelichting gegeven raming inzake de gevolgen van de betreffende maatregel voor het loonpeil, is het directe effect in aanmerking genomen. De mogelijke geleidelijke aanpassing van de lonen van andere groepen van vrouwelijke werknemers is derhalve niet in de berekening opgenomen.

Ondergetekenden zijn zich bewust, dat het geraamde percentage voor bepaalde bedrijfstakken te laag ligt. Zij zullen voor rationalisatie en verhoging van de arbeidsproductiviteit moeten trachten, hun concurrentiepositie zoveel mogelijk te behouden. Mocht de hier besproken verdragsverplichting, mede doordat zij reeds gedurende de eerste etappe van het Verdrag moet worden verwezenlijkt, tot ernstige moeilijkheden aanleiding geven, dan zal de Regering niet schromen een beroep te doen op de ontsappingsclausule, voorzien in artikel 226.

Verscheidene leden vroegen de aandacht voor de ter beschikking staande bevoegdheden teneinde de aangegeven verplichting te realiseren. De Regeringen van de overige vijf landen beschikken voor zover bekend niet over overeenkomstige bevoegdheden als de Nederlandse Regering, welke ingevolge het Buitengewoon Besluit Arbeidsverhoudingen 1945 rechtstreeks in de loonvorming kan ingrijpen. Deze omstandigheid kan de Nederlandse Regering evenwel niet ontslaan van de verplichting te zorgen voor de nakoming der onderhavige verdragsbepalingen. De andere Staten-Leden, die in gelijke omstandigheden komen te verkeren, zullen zich echter de bevoegdheden moeten verwerven, die nodig zijn om de aangegeven verdragsverplichtingen te kunnen nakomen.

Ten aanzien van de betaalde vakantie is in artikel 120 uitgegaan van de bestaande gelijkwaardigheid der voorzieningen. Indien de Regering van een der landen een eenzijdige verbetering dezer voorzieningen zou willen aanbrengen, zal zij hierover met de Regeringen der andere Lid-Staten overleg moeten plegen. Doet zij dit niet, en voert zij de verbetering eenzijdig door, dan behoeft deze eenzijdige verbetering van de situatie niet te worden overgenomen door de partnerlanden. Artikel 102 is in dit verband van belang.

Naar aanleiding van de beschouwingen met betrekking tot de speciale regeling voor de vergoeding van overuren willen ondergetekenden het volgende opmerken.

In de eerste plaats zouden zij er nogmaals op willen wijzen, dat, blijkens de woorden van het speciale Protocol voor Frankrijk, hier geenszins sprake is van een absolute verplichting tot de invoering van het vermelde overwerktaarif (zie ook de Memorie van Toelichting, blz. 30). Indien te zijner tijd zou blijken, dat in ons land tegen de onderhavige vorm van loonverhoging, in het licht van de gewenste prioriteiten ten aanzien van andere sociale voorzieningen, bezwaren bestaan, kan zeer wel worden afgewacht of en in hoeverre de Commissie bepaalde Franse bedrijfstakken zal toestaan zekere beschermingsmaatregelen te nemen.

De voor vele leden in dit verband niet geheel duidelijke passage in de Memorie van Toelichting, betreffende het niet overgaan tot beschermingsmaatregelen ten gunste van Frankrijk, betekent dat Frankrijk geen beschermingsmaatregelen zal kunnen vragen, indien het loonpeil in een partnerland, in welke vorm dan ook, een nader vast te stellen percentage meer stijgt dan in Frankrijk zelf. Dit houdt dus inderdaad in, dat in de toekomst voor de vergelijking met Frankrijk elke vorm van loonsverhoging, hoe ook verieend, in deze berekening mag worden opgenomen. Dat deze voorziening van weinig reële betekenis kan zijn, indien het loonpeil in Frankrijk ten gevolge van inflatoire oorzaken bijzonder sterk stijgt, erkennen ondergetekenden.

De ondergetekenden verwachten niet, dat de door deze leden noodzakelijk geachte coördinatie ten aanzien van de arbeidstijd in de industrie en de landbouw ernstig zal worden bemoeilijkt door het feit, dat de regeling der overuren uitsluitend op de industrie betrekking heeft. Zoals in de Memorie van Toelichting op blz. 30 is uiteengezet, behoeft de regeling bepaald niet te leiden tot een wijziging van de arbeidstijd in de industrie. In feite zou de regeling bij een 48-urige werkweek neerkomen op 2 uur extra loon per week. Een loonstijging van deze omvang kan ongetwijfeld aan het eind van de eerste etappe ook in de landbouw zijn tot stand gekomen.

Vele leden achtten het gewenst, op korte termijn ook in Nederland het vraagstuk van de verkorting van de arbeidstijd nader te bezien. De Regering wijst er op, dat bij brief van 22 november 1955 de Staatssecretaris van Sociale Zaken zich tot de Sociaal-Economische Raad heeft gewend met het verzoek over dit vraagstuk advies uit te brengen.

De zelfde leden waren van mening, dat onder de regeling voor vergoeding van overuren ook takken van bedrijvigheid als verkeer, handel, diensten en landbouw moeten vallen. Ondergetekenden wijzen er op, dat in het speciale Protocol voor Frankrijk sub 2 slechts sprake is van de industrie.

De vraag van verscheidene leden of in dit verband „loonpeil” in ruime zin is op te vatten, kan, voorzover de verbeteringen van andere sociale voorzieningen het kostenpeil verhogen, bevestigend worden beantwoord.

Verscheidene leden waren van oordeel, dat de op grond van artikel 118 aanwezige stimulans voor de arbeid van de Europese Commissie er niet toe zal mogen leiden, dat er een doorbreking van ons loonbeleid en onze sociale politiek uit zou kunnen voortvloeien. De Regering stemt geheel met deze zienswijze in.

Vele leden stelden de vraag, of de geraamde verhoging van het loonniveau, welke begin 1962 voltrokken zal moeten zijn, niet zal leiden tot een doorbreking van het door de Regering opgestelde prioriteitenschema. De Regering is van mening, gezien het hierboven uiteengezette karakter der verplichting tot vergoeding van overuren, dat het gevaar van een doorbreking van het prioriteitenschema nauwelijks te verwachten is. Indien wordt verondersteld, dat een redelijke stijging van de arbeidsproductiviteit in de komende jaren blijft optreden, behoeft naar haar mening voor zulk een doorbreking niet te worden gevreesd.

Het vraagstuk van de doorberekening van de loonstijging in de prijzen zal eerst in het licht van de dan heersende omstandigheden kunnen worden bezien. In het bijzonder zal dit afhankelijk zijn van het feit of en in hoeverre compenserende factoren aanwezig zullen zijn.

b. Het Sociale Fonds

Vele leden waren van mening, dat de uitwerking van de in wezen zelfde ideeën in het E.G.K.S.-Verdrag en het ter goedkeuring voorgelegde Verdrag zulke aanzienlijke verschillen vertonen, dat er huns inziens geen overeenstemming is naar de geest. De ondergetekenden kwamen tot deze opmerking omdat, gelijk de aan het woord zijnde leden stellen, in wezen dezelfde ideeën, nl. het streven om de arbeiders te beschermen tegen verlies van hun werkkring, in beide verdragen aan de onderling afwijkende regelingen, ten grondslag liggen.

Ten aanzien van de vergoedingen uit het Sociaal Fonds geldt als algemene regel, dat de betreffende uitgaven door een Lid-Staat of door een publiekrechtelijk lichaam reeds moeten hebben plaatsgehad. Er is derhalve steeds sprake van een reeds verleend voorschot. Indien het verzoek om restitutie geschiedt op grond van het bepaalde in artikel 125, eerste lid, sub b, dient voldaan te zijn aan de in het tweede lid sub a, b en c gestelde voorwaarden. In dat geval zal aan de betrokken Staat 50 % worden vergoed van de gedane uitgaven om de beloning van de werknemers op het zelfde peil te houden tot het moment, dat zij wederom volledig tewerk worden gesteld.

De door vele leden gesignaleerde mogelijkheid ten aanzien van artikel 126 is inderdaad theoretisch niet uitgesloten. Zou wel een meerderheid worden gevonden voor het beëindigen der bijdrage, doch geen unanimiteit worden bereikt omtrent nieuwe taken, dan zal dus de taak van het Sociale Fonds beëindigd zijn. Of dit een wenselijke situatie zal zijn of niet, zal te zijner tijd in het licht van de ervaringen, welke met het Fonds zijn opgedaan en van de dan heersende omstandigheden moeten worden beoordeeld.

Het initiatief tot hulpverlening in de gevallen, voorzien in artikel 125, ligt inderdaad bij de nationale regeringen. In wezen moet het Fonds dan ook gezien worden als een belangrijke stimulans voor de Regeringen om terzake van de herscholing etc. de nodige voorzieningen te treffen. Bij grote terughoudendheid in een bepaalde Lid-Staat, zou de Europese Commissie op grond van artikel 118 adviserend kunnen optreden.

De activiteiten van het Fonds beperken zich volgens de huidige opzet tot degenen, die in juridische zin werknemer zijn. Er zullen derhalve geen bijdragen kunnen worden verstrekt aan hen, die geheel of gedeeltelijk zelfstandig werken. Ondergetekenden zien geen discrepantie tussen de taakomschrijving van het Fonds en het gestelde in artikel 3, sub i.

Daar de verdeling van de lasten van het Europees-Sociaal-Fonds werd vastgesteld mede op grond van de verhouding tussen de nationale inkomens, kwamen voor Nederland en België verschillende bijdragen tot stand. De Regering acht het niet aanmerkelijk, dat dit enige invloed zal hebben op het prestige van Nederland.

II. 8. De Investeringsbank

De Regering vernam met voldoening dat het voorstel tot oprichting van een Europese Investeringsbank vrijwel algemeen met instemming is begroet.

Wat de door vele leden gestelde vraag betreft welke betekenis de bank voor de conjunctuur kan hebben, deelt de Regering het inzicht van de hier aan het woord zijnde leden, dat de bank een zekere betekenis kan krijgen voor de conjuncturele situatie, omdat er eerder in een periode van hoogconjunctuur dan in een periode van laagconjunctuur aanleiding zal blijken te bestaan gebruik te maken van de in het Verdrag voorziene mogelijkheid van de speciale leningen, te verstrekken uit publieke middelen, omdat er dan een toestand van relatieve schaarste op de kapitaalmarkt zal kunnen bestaan. De Regering vertrouwt er op dat de bestuursorganen van de bank met de aan deze situatie verbonden consequenties ten volle rekening zullen houden. De Regering verwacht met name dat in het bijzonder het op aanwijzing van de Europese Commissie te benoemen lid zich uit overwegingen van algemeen economisch beleid met deze situatie zal bezig houden.

Ten aanzien van de gevraagde uiteenzetting over de monetair-financiële betekenis van de bank meent de Regering niet dat de actieve of passieve operaties van de bank grote monetaire consequenties voor de betrokken Lid-Staten behoeven te hebben. Mochten de actieve operaties sterk op één land worden geconcentreerd, dan nog meent de regering niet dat de omvang van deze operaties zodanig zou zijn, dat daaruit voor dat land bijzondere consequenties van monetaire aard, b.v. inflatie zouden behoeven voort te vloeien. Opgemerkt moge worden dat de passieve operaties van de bank wel ernstige monetaire consequenties zouden kunnen hebben, met name indien de bank optreedt op een kapitaalmarkt met een betrekkelijk klein volume, b.v. die van een klein land. Hiervan zou een ernstige verstoring van het evenwicht op een dergelijke kapitaalmarkt het gevolg kunnen zijn. De Regering vertrouwt er evenwel op, dat wat Nederland betreft in artikel 22, lid 2, van het Statuut van de Investeringsbank een voldoende waarborg tegen een dergelijk optreden gevonden zou kunnen worden.

Wat betreft de door verscheidene andere leden gestelde vraag of de limitering der actieve operaties tot 250 pct. van het geplaatste kapitaal van de bank niet aan de bescheiden kant zou zijn, meent de regering dat een bedrag ter grootte van 9 000 000 000 gulden niet bescheiden genoemd kan worden.

Wat de in het voorlopige verslag naar voren gebrachte bezwaren en wensen betreft, moge het volgende worden opgemerkt.

De financiering ten behoeve van de ontwikkeling van minder ontwikkelde gebieden. De Regering deelt het standpunt van vele leden die in het kader van het sociale en economische belang om tot een grotere economische ontwikkeling in die gebieden te komen door een versterking van de infra-structuur in de achtergebleven gebieden wezen op de wenselijkheid van een coördinatie met de activiteiten van het Sociale Fonds. Dit kan zeer zeker geschieden voor zoveel de activiteiten van het Sociale Fonds betrekking hebben op de werkloosheid in de betrokken gebieden. De Regering meent dat een dergelijke coördinatie met name bevorderd zal worden door de omstandigheid dat één van de leden van de Raad van Bewind van de bank wordt aangewezen door de Europese Commissie. Wat voorts de door de hier aan het woord zijnde leden gemaakte opmerking over de kwaliteit van de leden van de Raad van Bewind betreft, acht ook de Regering het wenselijk dat als zodanig conform het 3e lid van artikel 11 van het Statuut van de Investeringsbank gekozen worden personen die alle waarborgen bieden voor de nodige bekwaamheden om de bank in het kader van zijn doelstellingen te besturen.

Wat de door dezelfde leden gestelde vraag betreft omtrent de verhouding tussen het nationaal ontwikkelingsgebied en het hier aan de orde zijnde werkerterrein van de bank, meent de Regering, dat de nationale ontwikkelingsgebieden hieronder dienen te worden gerekend.

In antwoord op de opmerking van vele andere leden, dat zij het betreuren dat er geen gelden à fonds perdu beschikbaar worden gesteld, merkt de Regering op, dat de financiële draagkracht van de verdragspartners zodanig is, dat aan geldverstrekking bij wijze van gift geen behoefte bestaat. Om die reden behoeft het geen verwondering te wekken, dat dit aspect bij de onderhandelingen niet aan de orde is geweest.

De financiering van projecten welke in het kader van de Gemeenschappelijke Markt een omschakeling of modernisatie van ondernemingen beogen. De Regering deelt niet de mening van de hier aan het woord zijnde leden, dat vrees gekoesterd moet worden, dat de onderhavige activiteiten van de bank tot een terugdringen van particuliere instellingen zullen leiden. De Regering zou een dergelijke ontwikkeling ten zeerste betreuren en niet conform de opzet en doelstellingen van de bank achten. Gewezen moge worden op de Nederlandse Herstellbank wier activiteiten zeer wel te vergelijken zijn met de onderhavige activiteiten van de Investeringsbank en die toch ook niet geleid hebben tot uitschakeling van het particuliere bankwezen. Eerder acht de Regering het waarschijn-

lijk, dat er een vruchtbare samenwerking tussen particuliere financieringsinstellingen en de Investeringsbank tot stand zal komen.

De financiering van projecten van gemeenschappelijk belang, welke niet door één land kunnen worden gefinancierd. Ook hier meent de Regering niet, dat de activiteiten van de bank zullen leiden tot een terugdringen van particuliere investeringen noch tot overheidsinmenging op de kapitaalmarkt. Eerder acht de Regering het waarschijnlijk, dat door de overkoepelende functie welke de bank kan vervullen, het particuliere financieringswezen ingeschakeld kan worden in projecten, welke door hun omvang en veelzijdigheid thans minder voor financiering door particuliere instellingen in aanmerking komen. Ook hier acht de Regering een kans op samenwerking waarschijnlijk. De Regering wijst wat het probleem van de verhouding tot particuliere instellingen betreft, trouwens op de ervaring welke werd opgedaan met de Wereldbank. Deze heeft een grote samenwerking met het particuliere bankwezen tot stand kunnen brengen, hetgeen met name tot uiting komt in het steeds meer voorkomende verschijnsel, dat door een of meer particuliere banken in leningen, welke de Wereldbank voor ontwikkelingsprojecten verstrekt, wordt geparticipeerd. Menigmaal is het verstreken van een lening voor een ontwikkelingsproject door de Wereldbank de basis geweest waarop ook van particuliere zijde één lening werd gegeven of de basis waarop de betrokken debiteur met succes op een buitenlandse kapitaalmarkt een emissie kon plaatsen. In dit verband verwacht de Regering trouwens, dat een samenwerking tussen de Wereldbank en de Investeringsbank tot stand zal komen, zoals bedoeld in lid 1 van artikel 16 van het Statuut van de Investeringsbank.

Met betrekking tot de afzonderlijke artikelen van dit Statuut moge in antwoord op de opmerkingen in het Voorlopig Verslag het volgende naar voren worden gebracht.

Artikel 4, lid 1. Daar de participaties in het kapitaal van de bank werden vastgesteld op grond van overwegingen waarin de verhoudingen gebaseerd op nationale inkomens mede vervat waren, kwamen voor Nederland en België verschillende bijdragen tot stand. De Regering acht het niet waarschijnlijk, dat dit verschil tot uiting zal komen in de Nederlandse invloed in de bank. Vooropgesteld zij immers, dat de Raad van Bewind komt te bestaan uit personen die alle waarborgen bieden voor hun onafhankelijkheid en die slechts aan de bank verantwoording verschuldigd zullen zijn. Voorts moge worden opgemerkt, dat zowel België als Nederland één lid voor benoeming in de Raad van Bewind kunnen aanwijzen. In zoverre is er dus pariteit tussen Nederland en België, hetgeen eveneens het geval is in de Raad van Gouverneurs, die bestaat uit door de Lid-Statens aangewezen ministers.

Artikel 9, lid 4. Naar de mening van de Regering vloeit uit dit artikel niet voort, dat de Raad van Gouverneurs bevoegd is een besluit tot likwidatie te nemen. Deze Raad kan slechts besluiten nemen met betrekking tot de uitvoering van enig besluit tot de likwidatie van de bank. Een dergelijke likwidatie kan slechts plaats vinden na wijziging van artikel 129 en 130 van het Verdrag.

Artikel 11, lid 2. De in dit artikel vereiste waarborg voor onafhankelijkheid van de leden van de Raad van Bewind impliceert niet, dat een lid van deze Raad geen andere beroepsbezigheden zou mogen verrichten. Wel dient de Raad van Gouverneurs conform lid 5 van dit artikel vast te stellen, welke functies onvereenigbaar zijn met het ambt van Bewindvoerder.

HOOFDSTUK III

DE INSTELLINGEN VAN DE GEMEENSCHAP

Algemeen

Zoals in de Memorie van Toelichting reeds tot uitdrukking is gebracht beschouwen ook ondergetekenden de in het E.E.G.-verdrag neergelegde institutionele structuur zeker niet als de meest ideale oplossing. In beginsel kunnen zij dan ook

vele van de, in het Voorlopig Verslag tegen de structuur ingebrachte bezwaren onderschrijven.

Anderszijds wensen zij er echter nogmaals de nadruk op op te leggen, dat de op dit stuk bereikte compromissen, gezien de feitelijke situatie tijdens de onderhandelingen, het maximum betekenen dat door Nederland kon worden bereikt. Zij zijn bovendien van oordeel, dat de voorziene institutionele structuur voldoende waarborgen bevat voor de totstandkoming en uitvoering van een werkelijk gemeenschapsbeleid.

Gezien het bovenstaande behoeft het wel geen betoog, dat de Regering ook in de toekomst met kracht zal streven naar een verdere versterking van de institutionele structuur van de Gemeenschap, en met name van de positie der Europese Commissie, in al die gevallen waarin zulks naar het oordeel van de Regering in het belang der Gemeenschap zou zijn.

Artikel 155, dat de mogelijkheid voorziet tot delegatie van uitvoerende bevoegdheden door de Raad aan de Commissie, biedt hier zoals vele leden en vele andere leden terecht opmerken ongetwijfeld perspectieven waaraan de Regering haar volle aandacht zal schenken.

De ondergetekenden delen de opvatting van vele leden, dat ook de Vergadering een belangrijke rol kan spelen door in samenwerking met de aan haar verantwoordelijke Commissie de positie van deze laatste te versterken.

Wat betreft de verhouding van de Vergadering tot de Raad enerzijds en tot de Commissie anderzijds, kunnen ondergetekenden zich zeer wel verenigen met de karakterisering van verschillende leden, dat de Vergadering in haar relatie tot de Raad een raadgevende en in haar verhouding tot de Commissie een controlerende functie heeft. Dit laatste neemt overigens niet weg dat, zoals reeds in de Memorie van Toelichting is gesteld, ook de Commissie de vrijheid heeft desgewenst het advies van de Vergadering in te winnen. Indien de Commissie hiertoe overgaat alvorens een voorstel bij de Raad in te dienen wordt deze laatste hierdoor echter niet ontheven van de verplichting eveneens de Vergadering te raadplegen in die gevallen waarin zulks door het verdrag uitdrukkelijk wordt voorgeschreven.

Deze raadpleging kan, nog afgezien van haar verplicht karakter, overigens zeer wel materiële betekenis hebben ook wanneer de Commissie reeds tot het inwinnen van een prelabel advies der Vergadering is overgegaan omdat het immers volstrekt niet vaststaat dat het uiteindelijke voorstel der Commissie conform zal zijn aan het advies van de Vergadering.

De Regering is overigens zeker bereid te bevorderen dat in het reglement van de Raad de mogelijkheid wordt geopend dat tussen de Raad en de Vergadering, binnen het kader van de consultatieve verhouding tussen beide instellingen, een zo nauw mogelijk contact wordt tot stand gebracht.

Wat tenslotte de vraag betreft door verschillende leden gesteld, welke maatstaven behoren te worden aangelegd bij de aanwijzing van de leden der Commissie, zou de Regering willen aansluiten bij de opmerking van vele leden, dat de leden der Commissie zoveel mogelijk zullen moeten beschikken over een combinatie van politieke ervaring en deskundigheid of wel, zoals de hierbedoelde verschillende leden het uitdrukken, dat zij niet alleen over gespecialiseerde economische kennis moeten beschikken doch vooral ook „de kunst van het regeren” moeten verstaan.

Naar aanleiding van de vraag of het bepaalde in artikel 157, lid 2 tweede alinea, betekent dat een lid van de Commissie niet meer tot commissaris van een onderneming kan worden benoemd en dat hij een zodanige post moet prijsgeven indien hij deze vervult, moge de Regering opmerken dat op zichzelf genomen niet iedere vervulling van enig commissariaat in strijd behoort te zijn met dit artikel, en dat van geval tot geval beoordeeld zal moeten worden of sprake is van „beroepswerkzaamheden”.

Besluitvorming van de Raad

Tegenover de vele leden die de juistheid betwisten van de in de Memorie van Toelichting weergegeven stelling, dat

met betrekking tot de besluitvorming in de Raad de basisregel zou zijn: absolute meerderheid zonder stemmenweging, mogen de ondergetekenden wijzen op de tekst van artikel 148 waarin wordt gezegd dat, voorzover in dit Verdrag niet anders is bepaald, de Raad zijn besluiten neemt met volstrekte meerderheid van stemmen. Van een „basisregel” in normale zin is hier derhalve inderdaad sprake omdat de regel geldt indien niet uitdrukkelijk een afwijking is voorzien.

In de Memorie van Toelichting is overigens op verschillende plaatsen duidelijk aangegeven, dat in de praktijk deze basisregel slechts bij uitzondering van toepassing is. Overeenkomstig het verzoek van vele leden is een opsomming van deze gevallen opgenomen in bijlage 4 van deze Memorie.

Zoals uit de Memorie van Toelichting blijkt deelt de Regering de ernstige bezwaren van vele en verscheidene leden tegen het systeem van stemmenweging in de Raad. Zij heeft haar verzet hiertegen dan ook tot in de allerlaatste fase der onderhandelingen volgehouden en heeft dit pas opgegeven nadat enerzijds duidelijk was gebleken dat het Nederlandse standpunt door geen enkele andere delegatie werd gesteund en nadat anderzijds tenslotte een compromis-oplossing was voorgesteld waardoor de, aan het systeem van stemmenweging verbonden risico's, aanzienlijk werden getemperd. Het voornaamste element hierbij is, dat in de meeste gevallen beslissingen met een gewogen gekwalificeerde meerderheid door de Raad alleen kunnen worden genomen indien dit besluit conform het voorstel der Commissie is, terwijl indien een dergelijk voorstel niet vereist is de gekwalificeerde meerderheid de stemmen van tenminste vier staten moet omvatten zodat de gezamenlijke Benelux-staten niet kunnen worden overstemd.

Verscheidene leden hebben de vraag gesteld of, gezien het feit dat de Nederlandse delegatie zich in haar verzet tegen de stemmenweging niet heeft kunnen verzekeren van de steun der Benelux-partners, moet worden gevreesd dat Benelux-staten in de toekomst het beter zullen achten de steun van grote staten te verwerven dan van elkaar en diensgevolge uit elkaar zullen groeien. Hoewel de Regering uiteraard niet in de toekomst vermag te zien, acht zij het voorbarig uit bovenbedoeld feit een algemene conclusie te trekken en vertrouwt zij, dat de solidariteit der Benelux-staten ook binnen de E.E.G. een belangrijke en vruchtbare rol zal kunnen blijven spelen.

De scepsis welke deze verscheidene leden tot uitdrukking brengen ten aanzien van de betekenis van de inschakeling van de Commissie bij de besluitvorming van de Raad acht de Regering niet gerechtvaardigd. Er moet immers op worden vertrouwd, dat de leden van de Commissie, overeenkomstig de hun in artikel 157, lid 2, opgelegde verplichtingen, hun ambt uitsluitend in het belang van de Gemeenschap zullen uitoefenen, zodat de voorstellen welke zij aan de Raad zullen voorleggen ook uitsluitend door het gemeenschapsbelang geïnspireerd zullen zijn.

De Vergadering

Naar aanleiding van de vraag van vele leden, die het betreuen dat de Vergadering niet haar eigen begroting opstelt en vaststelt, of de Regering ertoe wil medewerken dat in de praktijk de Vergadering op financieel gebied autonoom zal zijn, wijzen ondergetekenden erop, dat de procedure van artikel 203 aan de Vergadering reeds een belangrijke invloed toekent op de totstandkoming van de begroting der Gemeenschap in het algemeen en op het gedeelte dat haar eigen uitgaven betreft in het bijzonder. Elke instelling immers maakt een raming op van haar uitgaven, welke ramingen door de Commissie in een voor-ontwerp van begroting worden gegroepeerd en waarvan de Raad niet mag afwijken zonder de betrokken instellingen te hebben geraadpleegd. Bovendien wordt de ontwerp-begroting in haar geheel door de Raad nog ter advies aan de Vergadering voorgelegd, welke het recht heeft hierin wijzigingen voor te stellen. Daarnaast moge er overigens aan worden herinnerd, dat overeenkomstig artikel 6 van de Overeenkomst met betrekking tot bepaalde instellingen welke de Euro-

pese gemeenschappen gemeen hebben, de huishoudelijke uitgaven van de Vergadering door de betrokken gemeenschappen voor gelijke delen worden gedragen terwijl de wijze van toepassing van deze bepaling in onderlinge overeenstemming door de bevoegde autoriteiten van elke gemeenschap nader zal worden vastgesteld. Zonder op de inhoud van deze toepassingsregeling vooruit te willen lopen staat dus wel vast dat de uitgaven der Assemblée zullen worden gedragen door drie gemeenschappen, waarin de wijze van vaststelling der begroting niet volgens dezelfde procedures verloopt. Uiteraard zal hierbij met de wensen der Assemblée zo volledig mogelijk rekening worden gehouden doch de Regering kan niet toezeggen dat zulks in feite op een volledige financiële autonomie zal neerkomen daar de Raad zich, althans wat de E.E.G.- en de Euratom-begroting betreft, formeel altijd het recht zal moeten voorbehouden om bepaalde besnoeiingen aan te brengen indien financiële overwegingen zulks noodzakelijk zouden maken.

Op de vraag van deze leden of de in het Verdrag gegeven opsomming van gevallen, waarin de Assemblée wordt ingeschakeld, niet als limitatief mag worden beschouwd, moge worden opgemerkt dat het Verdrag alleen de gevallen noemt waarin de Vergadering moet worden ingeschakeld. Deze opsomming is stellig limitatief doch zij sluit niet uit dat de Vergadering ook in andere gevallen kan worden geraadpleegd hetgeen de Regering inderdaad in vele gevallen gewenst acht.

Met deze vele leden deelt de Regering de opvatting dat voor de toekomst van de Assemblée haar uiteindelijke samenstelling van beslissend belang is.

Ten aanzien van het vraagstuk van de invoering van een systeem van plaatsvervangende leden mogen ondergetekenden voor wat betreft de pogingen, welke van Nederlandse zijde bij de onderhandelingen zijn aangewend om hiervoor een bevredigende regeling te krijgen, verwijzen naar de Memorie van Toelichting (blz. 37, linkerkolom). Inmiddels is dit punt van de plaatsvervangende leden opnieuw door de Nederlandse delegatie ter sprake gebracht in de Interim Commissie, welke dit vraagstuk zou bestuderen in het kader van een ruimere studie over de toekomstige samenwerking tussen de verschillende Europese Assemblées. Bij deze besprekingen in de Interim Commissie bleek, dat de overige Regeringen niet bereid waren nog vóór de ratificatie van het Verdrag een zodanige wijziging in de tekst hiervan aan te brengen, dat de benoeming van plaatsvervaarders mogelijk zou worden. Een nieuwe moeilijkheid, welke intussen is gerezen, is dat het bureau en de gezamenlijke fractievoorzitters van de Gemeenschappelijke Vergadering der E.G.K.S. op 7 mei jl. een memorandum hebben ingediend bij de Interim Commissie, waarin met de meeste klem tegen de invoering van een systeem van plaatsvervaarders wordt gepleit.

Tijdens de bovenvermelde algemene studie werd voorts door een aantal Regeringen, daarbij gesteund door verklaringen van de presidenten van de Assemblées van de Raad van Europa, de W.E.U. en de E.G.K.S., aangedrongen op een zo groot mogelijke coördinatie tussen de verschillende Europese Assemblées zo mogelijk in de vorm van een gehele of gedeeltelijke personele unie t.a.v. de lidmaatschappen dezer Vergaderingen. De hierover gevoerde besprekingen resulteerden tenslotte in de door vele leden aangehaalde resolutie van 9 juli 1957 der zes Ministers van Buitenlandse Zaken, waarbij deze zich verplichtten om op het daartoe geschikt geachte ogenblik bij hun respectieve nationale parlementen voorstellen in te dienen teneinde te bewerkstelligen, dat in beginsel de helft van de vertegenwoordigers van ieder parlement in de Vergadering der Europese gemeenschappen tevens lid zullen zijn van de Raadgevende Vergadering van de Raad van Europa en van de Assemblée van de W.E.U. Voor wat betreft de vertegenwoordigers der Belgische, Luxemburgse en Nederlandse parlementen zou deze personele unie zich, gezien hun maar beperkt aantal vertegenwoordigers in de Europese Assemblées, kunnen beperken tot één derde dezer vertegenwoordigers. De tekst van deze resolutie is als bijlage 3 bij deze Memorie gevoegd.

Hoewel de Nederlandse Regering aanvankelijk ernstige bezwaren koesterde tegen deze resolutie, vooral omdat zij van oordeel was dat de voorgestelde personele unie zou leiden tot een nog zwaardere belasting van de toch reeds te klein geachte vertegenwoordigingen der Benelux-parlementen, terwijl zij bovendien van oordeel was dat de Staten-Generaal bij de aanwijzing der Nederlandse vertegenwoordigers geheel vrij zouden moeten zijn, heeft zij de resolutie tenslotte geaccepteerd, nadat in de tekst hiervan was opgenomen, dat de desbetreffende voorstellen eerst aan het parlement zouden behoeven te worden voorgelegd indien het ogenblik hiervoor geschikt werd geacht. Dit betekent in de praktijk, dat de Regering hiertoe niet zal overgaan dan nadat zij zich overtuigd zal hebben dat de Staten-Generaal zich zowel met het tijdstip der indiening als met de inhoud der voorstellen kunnen verenigen.

Gezien hetgeen hierboven is opgemerkt over het vraagstuk der plaatsvervangende leden, achtte de Regering het bovendien niet zonder betekenis, dat in de aanhef der resolutie uitdrukkelijk is verwezen naar de Resolutie van Rome betreffende de samenwerking tussen de Europese Assemblées en naar de noodzaak om de op grond hiervan te verrichten studies voort te zetten in samenwerking met de instellingen der nieuwe gemeenschappen. Hieruit immers kan worden geconcludeerd dat de Regeringen zich verplichten de hiermede samenhangende vraagstukken, met inbegrip van het probleem der plaatsvervaarders, onmiddellijk na de inwerkingtreding der Verdragen tezamen met de instellingen, waaronder de Vergadering, onder ogen te zien. Nu in de praktijk is gebleken, dat vóór de ratificatie tussen de Regeringen geen overeenstemming kan worden bereikt over de benoeming van plaatsvervangende leden, lijkt het inderdaad de beste procedure dat een oplossing van het gehele complex vraagstukken samenhangend met de samenstelling en werkwijze der Vergadering, zal worden bestudeerd in samenwerking met de Vergadering zelve om welke belangen het immers in de eerste plaats hier gaat.

Uit het bovenstaande kan derhalve geconcludeerd worden dat het antwoord van de Regering op de vraag van vele leden of zij voornemens is nog vóór de ratificatie nieuwe stappen op dit gebied te ondernemen, onkennd luidt. De Regering behoudt zich evenwel het recht voor om na de inwerkingtreding der Verdragen in het raam van bovenbedoelde studie zowel het aantal leden der Assemblée als de relatieve verhouding tussen de vertegenwoordigingen der verschillende landen binnen de Assemblées alsook de kwestie der plaatsvervaarders, opnieuw aan de orde te stellen.

De vraag van vele leden of aan Nederlandse zijde inderdaad de geneigdheid heeft bestaan de Vergadering binnen zekere grenzen tot medewetgever te maken, kan bevestigend worden beantwoord. De houding der andere delegaties heeft evenwel verhinderd dit streven in de Verdragsbepalingen tot uitdrukking te brengen.

Tegenover het oordeel van één lid, dat de in het Verdrag geprojecteerde Vergadering met een parlement niets te maken heeft, zou de Regering erop willen wijzen dat de nieuwe Europese gemeenschappen een volstrekt eigen karakter zullen hebben zodat iedere poging om het wezen van hun instellingen te toetsen aan die van hierop gelijkende nationale organen weinig vruchtbaar is. Dit neemt intussen niet weg dat de Vergadering in het samenspel van de instellingen der gemeenschappen een belangrijke rol zal kunnen vervullen, welke met name wat betreft haar controlerende functie ten aanzien van de Europese Commissie in zekere zin met die van de analoge functie der nationale parlementen kan worden vergeleken. Daarnaast zullen echter ook de nationale parlementen zelve de individuele Regeringen ter verantwoording kunnen blijven roepen t.a.v. hun beleid in de Gemeenschap, zodat tot op zekere hoogte gezegd kan worden dat de controlerende functies van de Vergadering en van de nationale parlementen elkaander wederzijds aanvullen.

Met het oog op deze, voornamelijk politieke controlefunctie van de Vergadering, zou het onjuist zijn geweest deze instel-

ling te doen samenstellen uit vertegenwoordigers uit het belanghebbende bedrijfsleven. Deze laatste kunnen overigens hun stem doen horen door middel van het Economisch en Sociaal Comité, dat met betrekking tot de meeste belangrijke vraagstukken door de Raad of door de Commissie om advies moet worden gevraagd.

Het Hof van Justitie

Naar aanleiding van de vraag van vele leden of in artikel 173 met de „wettigheid” van de handelingen van de Raad en de Commissie, welke het Hof heeft te beoordelen, hetzelfde is bedoeld als de „rechtmatigheid”, merkt de Regering op dat beoogd is een vertaling te geven van het Franse begrip „légalité”. De tegenstelling waar het hier om gaat is niet die tussen geschreven en ongeschreven recht, doch die tussen „rechtmatigheid” en „doelmatigheid”. Dit moge ook blijken uit de Duitse tekst waar het woord „Rechtmäszigkeit” is gebruikt. Naar de mening der Regering behoeven misverstanden op dit punt niet te worden gevreesd. Een vergelijking met artikel 33 van het E.G.K.S.-verdrag kan in dit geval overigens niet worden gemaakt daar de terminologie in het E.E.G.-verdrag opzettelijk anders is gekozen mede in verband met het ontbreken in het E.E.G.-verdrag van de bepaling vervat in de tweede zin van artikel 33 van het E.G.K.S.-verdrag.

De vraag of het tweede lid van artikel 176 aldus dient te worden verstaan, dat het Hof naast de nietigverklaring steeds een vordering tot schadevergoeding ten laste van de Gemeenschap kan toewijzen krachtens de artikelen 215 en 178 kan bevestigend worden beantwoord. Een onregelmatig besluit dat door het Hof wordt vernietigd, kan in beginsel tevens een onrechtmatige daad van de betrokken instelling zijn. Ook een rechtmatige overheidsdaad kan overigens in uitzonderlijke gevallen tot schadevergoeding verplichten.

Met artikel 215 heeft men de rechter, i.c. het Hof, willen verwijzen naar de gemeenschappelijke beginselen welke de rechtstelsels der Lid-Staten gemeen hebben. Het Hof zal derhalve een jurisprudentie hierover moeten ontwikkelen, gebaseerd op rechtsvergelijkende studie. Dit zal ongetwijfeld een zware opdracht betekenen voor het Hof, doch deze taak kan niet door de Nederlandse Regering worden overgenomen door thans, zoals door vele leden wordt gevraagd, een gezaghebbende uiteenzetting te geven omtrent de draagwijdte en betekenis van artikel 215 in verband met de artikelen 6, lid 2 en 178.

Naar aanleiding van de opmerking van dezelfde vele leden dat het, om verwarring tussen de nationale rechtspraak en die van het Hof te voorkomen, beter zou zijn geweest de gehele rechtspraak, waarbij het „fundamentum petendi” betreft het Verdrag en de uitvoering daarvan, bij het Hof van Justitie te brengen, merkt de Regering op dat artikel 7 beoogt de eenheid van uitleg te verzekeren voor zover dit mogelijk is zonder het Hof teveel te belasten. Wanneer werkelijk de gehele bovenbedoelde rechtspraak, in eerste en laatste instantie, aan het Hof zou worden opgedragen, zou zulks een enorme uitbreiding van het Hof medebrengen, een sterke inkrimping van de nationale rechterlijke macht en een aanzienlijke stijging van de kosten voor de rechtzoekenden. Deze nadelen lijken voorhands de eventuele voordelen aanzienlijk te overtreffen.

Naar aanleiding van de conclusies welke verscheidene leden trekken uit het ontbreken van een bepaling welke het mogelijk maakt dat de besluiten van de Vergadering door het Hof worden vernietigd, zou de Regering het volgende willen opmerken.

Inderdaad is in het E.E.G.-verdrag een dergelijke bepaling niet opgenomen. De Regering kan zich evenwel niet verenigen met de opvatting, dat het ontbreken van deze bepaling de Assemblée tot eigen rechter maakt terzake van de vraag of haar besluiten met de haar krachtens het Verdrag toekomende bevoegdheden vallen te rijmen. Stellig zal de Assemblée — evenals de andere instellingen der Gemeenschap — in eerste instantie zelf moeten beoordelen of een

voorgenomen besluit met de bepalingen van het Verdrag in overeenstemming is. Haar oordeel dienaangaande is evenwel niet bindend voor anderen, en in het — naar men mag aannemen onwaarschijnlijke — geval dat de Assemblée kennelijk haar bevoegdheden zou overschrijden, kunnen de andere instellingen der Gemeenschap, de deelnemende staten en eventueel anderen, tot wien het besluit van de Assemblée zich ten onrechte zou richten, het besluit naast zich neerleggen. Het is niet uitgesloten, dat het Hof zich indirect over de (on)geldigheid van zodanig besluit uitsprekt. Zo zou bijvoorbeeld, wanneer een besluit van de Assemblée zou pretenderen rechtstreeks een verplichting op een der deelnemende staten te leggen, en een andere staat de nakoming van deze verplichting voor het Hof zou vorderen op basis van artikel 170, het Hof kunnen constateren, dat een dergelijke verplichting niet bij besluit van de Assemblée kan worden opgelegd. Deze mogelijkheid, dat het Hof zich terzake van een besluit der Assemblée uitsprekt, kan tevens het effect van eventuele „extensieve uitlegging” door de Assemblée van haar eigen bevoegdheden beperken.

Het Economisch en Sociaal Comité

Bij de samenstelling van het Economisch en Sociaal Comité zal inderdaad, zoals vele leden hebben opgemerkt, worden gestreefd naar economische veelzijdigheid met name door de aanwijzing van vertegenwoordigers uit de, in artikel 193 genoemde sectoren van het economische en sociale leven. Bij de vaststelling van de kandidatenlijst, bedoeld in artikel 15 lid 1, zal de Regering ongetwijfeld nauw overleg plegen met het georganiseerde bedrijfsleven in de meest ruime zin teneinde een zo representatief mogelijke vertegenwoordiging te verzekeren. Het begrip „vertegenwoordigers van het algemeen belang” vat de Regering op in de zin van de zogenaamde Kroonleden van de S.E.R. Het is inderdaad met dit voorbeeld voor ogen, dat juist de Nederlandse delegatie heeft voorgesteld dit begrip in artikel 193 op te nemen.

De raadpleging van de Europese organisaties bedoeld in artikel 195 lid 2, heeft ten doel om, naast een zo goed mogelijke vertegenwoordiging der nationale belangengroepen, tevens te streven naar een zeker evenwicht op Europees niveau. Hoewel het ongetwijfeld niet eenvoudig zal zijn deze beide criteria gelijktijdig volledig recht te doen wedervaren, zal naar de mening der Regering de Raad, bij de samenstelling van het Comité niet zonder meer kunnen overgaan tot samenvoeging der zes nationale groepen.

Wat betreft het karakter van de adviezen van het Comité kan worden opgemerkt dat het Verdrag openbaarmaking hiervan niet verbiedt. Wel moet in het oog worden gehouden, dat het Comité een adviesorgaan is t.b.v. de Raad en de Commissie. In eerste instantie komt het dan ook deze instellingen toe te beoordelen in welke gevallen zij publicatie van het advies in het gemeenschapsbelang wenselijk achten. De Regering kan overigens instemmen met de opmerking van vele leden, dat bij de bespreking van belangrijke vraagstukken door de Vergadering, de adviezen van het Comité een waardevol element kunnen vormen. In deze gevallen zou in beginsel publicatie dezer adviezen, of althans een ter kennisbrenging aan de Vergadering, uit een oogpunt van gemeenschapsbelang zeker gerechtvaardigd kunnen worden geacht.

Op de vraag waarom de Regering het in strijd met het Verdrag zou achten wanneer het Comité ongevraagd adviezen zou geven, kan worden geantwoord dat artikel 198 het initiatiefrecht van het Comité uitdrukkelijk heeft willen uitsluiten. Dit punt is tijdens de onderhandelingen uitvoerig besproken, waarbij de meerderheid der delegaties tegen een dergelijk initiatiefrecht gekant bleek te zijn. Inmiddels zal de Regering echter gaarne bevorderen dat het Comité zoveel mogelijk wordt ingeschakeld in al die gevallen waarin zulks nuttig en mogelijk zal zijn.

Wat betreft de pariteit tussen werkgevers en werknemers bij de samenstelling van het Comité kan de Regering mededelen dat zij overeenkomstig het advies van de Integratiecommissie uit de S.E.R., tijdens de onderhandelingen ernaar

heeft gestreefd de paritaire samenstelling in het Verdrag te doen vastleggen, welk streven echter niet met succes is bekrond. Het voornaamste bezwaar hiertegen was gelegen in de overweging dat een dergelijke dwingende eis in de praktijk tot grote moeilijkheden bij de samenstelling van het Comité aanleiding zou geven wanneer tegelijkertijd ook voldaan zou moeten worden aan de criteria van economische veelzijdigheid, nationale representatieve vertegenwoordiging en evenwichtige samenstelling op het Europese vlak.

Het bovenstaande zal de Regering er overigens niet van weerhouden de wenselijkheid van een paritaire samenstelling opnieuw onder de aandacht van de Raad te brengen wanneer deze tot de benoeming van de leden van het Comité zal overgaan.

De Regering kan op dit moment nog geen concrete mededelingen doen over de bezetting van de twaalf Nederlandse zetels in het Comité. Zoals hierboven reeds is verklaard zal met de structuur van de Nederlandse maatschappelijke organisaties naar levens- en wereldbeschouwing vanzelfsprekend rekening worden gehouden. Het behoeft geen betoog dat zulks evenzeer geldt voor de protestants-christelijke ondernemers- en werkgeversorganisaties als voor anderen.

Wat tenslotte de vraag betreft van enige leden of er een bepaalde betekenis aan moet worden gehecht dat aan dit Comité een apart hoofdstuk is gewijd, moge erop worden gewezen dat het Comité, hoe belangrijk ook, niet op dezelfde lijn staat als de vier instellingen der Gemeenschap: Vergadering, Commissie, Raad en Hof. Het Comité is, zoals uit artikel 4, lid 2, blijkt, een raadgevend orgaan dat de Raad en de Commissie bijstaat. Het is geen „instelling” in de technisch-bepaalde zin van de verdragsbepalingen, evenmin als het overeenkomstige college in de E.G.K.S. Dit is b.v. van betekenis voor de toepassing van artikel 175, dat in geval de Raad of de Commissie in strijd met het Verdrag nalaten een besluit te nemen, o.m. aan de overige instellingen het recht geeft zich tot het Hof te wenden om deze schending te doen vaststellen. De aparte plaats welke het Verdrag aan het Comité heeft gegeven is derhalve niet een symptoom van geringe geestdrift, doch vloeit voort uit een, juridisch niet onbelangrijk, onderscheid tussen het Comité enerzijds en de instellingen van de Gemeenschap anderzijds.

Zetel van de Gemeenschap

De Regering heeft met veel belangstelling kennis genomen van de belangwekkende beschouwingen welke vele leden en vele andere leden hebben gewijd aan de verschillende aspecten samenhangende met de keuze van de zetel van de Gemeenschap.

Zoals in artikel 216 is bepaald zal deze zetel in onderlinge overeenstemming door de Regeringen der Lid-Staten worden vastgesteld, hetgeen uiteraard eerst zal kunnen geschieden nadat het Verdrag door alle deelnemende staten zal zijn geratificeerd. In afwachting van de besprekingen welke over deze kwestie tussen de zes Regeringen zullen plaatsvinden, geeft de Regering er de voorkeur aan over haar eigen standpunt terzake in dit stadium nog geen mededelingen te doen.

Taalregeling

De Regering kan de verzekering geven dat zij bij de vaststelling van de taalregeling voor de instellingen der Gemeenschap, zoals bedoeld in artikel 217, erop zal staan dat het Nederlands op voet van gelijkheid zal worden geplaatst met de andere officiële talen in de Gemeenschap.

Consequenties voor het Nederlandse bestuursapparaat

De opmerking van zeer vele leden, dat het voor ieder land noodzakelijk zal zijn voorzieningen te treffen in het Overheidsapparaat teneinde de behartiging van de Europese belangen zo efficiënt mogelijk te doen geschieden, wordt door de Regering van harte onderschreven.

Het valt echter ernstig te betwijfelen of de benoeming van een aparte bewindsman, Minister of Staatssecretaris, belast met de behartiging — of coördinatie — van de Europese vraagstukken, de goede gang van zaken bij de behandeling van deze materie zou bevorderen. Het komt ondergetekenden aanvaardbaar voor, dat daarmee slechts een instantie meer in het leven zou worden geroepen, terwijl voorts deze oplossing moeilijk zou passen in de Nederlandse verhoudingen.

Slotopmerking

Over de vraag van vele leden of, bij een latere eventuele assimilatie tussen E.E.G. en E.G.K.S., de normen van het ene dan wel van het andere Verdrag zullen moeten prevaleren, zou de Regering thans nog geen standpunt willen bepalen. Zij kan zich evenwel verenigen met de opvatting van vele leden, dat dit probleem, als de Gemeenschappen een aantal jaren gefunctioneerd zullen hebben, wellicht minder moeilijkheden zal opwerpen dan thans zou kunnen worden aangenomen.

HOOFDSTUK IV

DE BEGINSLEN EN ENKELE ALGEMENE BEPALINGEN

De beschouwingen welke het Voorlopig Verslag bevat naar aanleiding van hoofdstuk IV van de Memorie van Toelichting geven de Regering in het algemeen geen aanleiding tot nadere opmerkingen.

Vele leden hebben de vraag gesteld of de Regering bereid is de afsluiting te bevorderen van een uitgewerkt akkoord met de Raad van Europa op de grondslag van artikel 238 van het Verdrag. In antwoord hierop zou de Regering erop willen wijzen, dat artikel 238 betrekking heeft op het totstandbrengen van een werkelijke associatie van een derde staat, staten-unie of internationale organisatie bij de E.E.G., welke wordt gekenmerkt door wederzijdse rechten en verplichtingen.

Voor het verwezenlijken van een vorm van samenwerking tussen de Raad van Europa en de E.E.G., welke zich in hoofdzaak zou beperken tot het wederzijds verstrekken van inlichtingen, biedt artikel 230 naar de mening der Regering voldoende mogelijkheden. Zij is overigens gaarne bereid de totstandkoming te bevorderen van elke vorm van samenwerking tussen de E.E.G. en de Raad van Europa welke in het belang van beide organisaties zou kunnen worden geacht.

HOOFDSTUK V

DE ASSOCIATIE VAN DE LANDEN EN GEBIEDEN OVERZEE

Het heeft de Regering verheugd, dat de regeling van de verhouding tussen de E.E.G. en de bij de Gemeenschap te associëren landen en gebieden overzee, zoals deze in het Verdrag en in de Toepassingsovereenkomst is neergelegd, door de leden in het algemeen zo positief wordt beoordeeld. Ook zij acht dit aspect van het E.E.G.-verdrag van belang.

De beschouwingen, welke vele leden aan de economische en politieke aspecten van deze associatie hebben gewijd, kan de Regering grotendeels onderschrijven. Ook zij is van oordeel, dat voor een gunstige ontwikkeling van de landen en gebieden overzee met behulp van Europese middelen een samenwerking op lange termijn is vereist, zowel van Europese als van Afrikaanse zijde. In dit verband moge erop worden gewezen, dat het feit dat de Toepassingsovereenkomst slechts voor een tijdvak van vijf jaar is gesloten, niet inhoudt dat deze associatie moet worden gezien als een project van slechts beperkte tijdsduur. Dit blijkt in de eerste plaats uit de tekst van artikel 136, waarin duidelijk tot uitdrukking wordt gebracht dat de Toepassingsovereenkomst de associatie der landen en gebieden overzee regelt voor een eerste periode van vijf jaar; doch het volgt bovendien logischerwijze uit de

algemene doelstellingen van de associatie, zoals geformuleerd in artikel 131, en welke alleen door een langdurig ontwikkelingsproces kunnen worden verwezenlijkt.

De Regering deelt geheel de opvatting van vele leden, dat de medewerking van een aantal onafhankelijke Noordafrikaanse staten van groot belang kan zijn. Over de kansen tot afsluiting van associatie-overeenkomsten overeenkomstig de in de Slot-akte opgenomen intentieverklaringen beschikt de Regering nog niet over concrete gegevens.

Zij vertrouwt evenwel dat, wanneer de Gemeenschap eenmaal in werking zal zijn getreden en haar economische betekenis zich geleidelijk duidelijker zal manifesteren, bij de bedoelde landen een helderder inzicht zal ontstaan in het belang, dat een associatie met de E.E.G. voor hen kan betekenen.

Het is juist dat, zoals vele leden is opgevallen, de politieke aspecten der associatie in het Verdrag geen uitwerking vinden. Het politieke beleid ten aanzien van de betrokken gebieden immers blijft bij uitsluiting voor de verantwoordelijkheid van het moederland; de verantwoordelijkheid van de Europese landen voor de toekomst der landen en gebieden overzee in collectieve zin is veeleer het helpen scheppen — door het op aanvullende wijze bevorderen van de economische en sociale ontwikkeling dezer landen en gebieden — van de voorwaarden waaronder deze zich in de toekomst in zo volledig mogelijke zin zullen ontwikkelen, zowel economisch en sociaal als politiek.

Het in concreto ter beschikking stellen van gemeenschaps-gelden voor bepaalde projecten van ontwikkeling in de landen en gebieden overzee is onderworpen aan een gemeenschaps-procedure, welke is neergelegd in de artikelen 3 e.v. van de Toepassingsovereenkomst; hierbij zijn zowel de Europese Commissie als de Raad betrokken. De Gemeenschap als zodanig is derhalve volledig in staat te verzekeren dat deze investeringen inderdaad op een zodanige wijze zullen worden verricht dat zij aan de in de voorgaande alinea bedoelde ontwikkeling ten goede zullen komen. Ongetwijfeld wordt door deze procedure, alsmede door de verbondenheid der Lid-Staten in de Gemeenschap, bevorderd dat het algehele beleid ten aanzien van de betrokken landen en gebieden zal worden gevoerd overeenkomstig de doelstellingen van het Verdrag, en derhalve ook in overeenstemming met het Handvest der V.N. Zoals reeds in de Memorie van Toelichting gesteld, is het beleid dat door andere moederlanden in hun overzeese gebieden wordt gevoerd, Nederland volstrekt niet onverschillig; naast de hier geschetste invloed van de Gemeenschap daarop, blijft derhalve de behandeling van zodanige problemen in geëigende internationale organisaties, voor zover deze binnen de bevoegdheden van die organisaties vallen, van belang.

Bij het bepalen van haar houding ten aanzien van deze vraagstukken in internationale organisaties laat de Regering zich leiden zowel door de beginselen van het Handvest der V.N. als door haar oprechte wens, zoveel in haar vermogen ligt bij te dragen tot een oplossing van de vraagstukken, waarbij haar E.E.G.-partners zijn betrokken.

De wijze van raadpleging van de geassocieerde gebieden zelve inzake de projecten welke met Europese middelen zullen worden uitgevoerd, waarnaar vele leden informeerden, zal van gebied tot gebied verschillende vormen dienen aan te nemen, al naar gelang de bestuursvorm in de desbetreffende gebieden. Daar waar een representatief stelsel bestaat zullen de verantwoordelijke autoriteiten overeenkomstig artikel 2 van de Toepassingsovereenkomst, de vertegenwoordiging der bevolking dienen te raadplegen. Naar het voorkomt kan het feit dat de onderhavige vraagstukken aan deze vertegenwoordiging worden voorgelegd niet slechts een politiek-emanciperende werking hebben, doch evenzeer bij deze vertegenwoordigende organen en bij de bevolking die zij vertegenwoordigen een besef kunnen scheppen van verbondenheid met het Westen.

Naar de mening der Regering zal met de gebieden die zelfstandigheid verwerven, c.q. niet langer politiek met een der

E.E.G.-landen verbonden blijven, dienen te worden onderhandeld over hun verdere verhouding tot de E.E.G. Dit beginsel is reeds neergelegd in de intentieverklaring met betrekking tot het onder Italiaans bestuur staande trustgebied van Somaliland; na het beëindigen van het Italiaanse bestuur over Somaliland in 1960 zullen met de dan voor dit gebied verantwoordelijke autoriteiten onderhandelingen dienen te worden gevoerd ter regeling van een eventuele verdere associatie met de E.E.G., uiteraard zo zulks hunnerzijds zou worden gewenst.

Zoals reeds uit de Memorie van Toelichting blijkt, en in overeenstemming met de opinie van vele leden, uitgedrukt in het Voorlopig Verslag, is in het standpunt der Regering met betrekking tot de hulp aan zelfstandige onderontwikkelde staten, zoals dit bij herhaling in nationaal en internationaal verband naar voren is gebracht, door het thans voorliggende Verdrag generlei wijziging gebracht.

Zoals uit het reeds hierboven gestelde moge blijken deelt de Regering de opvatting van verscheidene leden, die de ontwikkeling van Afrika en een beter onderling begrip van de volken van Europa en Afrika van groot belang achten. In tegenstelling tot deze leden echter is zij van oordeel, dat de in het Verdrag vervatte investeringsregeling, welke overigens slechts een onderdeel vormt van de totale associatieregeling, wel degelijk zekere politieke perspectieven biedt; de aard van deze perspectieven werd in het voorgaande reeds gekenschetst.

Tegenover het bezwaar van deze verscheidene leden, dat er geen zekerheid zou bestaan dat de gemeenschapsgelden alleen aanvullend zullen worden gebruikt, moge de Regering stellen dat dit aanvullend karakter uitdrukkelijk is vastgelegd in artikel 1 van de Toepassingsovereenkomst. De overeengekomen bijdragen vormen een relatief bescheiden percentage van hetgeen met name Frankrijk zelf voor de ontwikkeling zijner overzeese gebieden investeert.

Hoewel uiteraard niet met zekerheid kan worden voorspeld onder welke omstandigheden na vijf jaren over een nieuwe toepassingsovereenkomst zal worden onderhandeld, ziet de Regering op dit ogenblik geen redenen om aan te nemen dat het aanvullend karakter der gemeenschappelijke bijdragen te zijner tijd zal worden geschrapt.

Een binding van de tegemoetkomingen op handelsgebied aan de mate waarin partner-landen bereid zouden zijn investeringen in de overzeese gebieden te verrichten lijkt de Regering inderdaad niet aanvaardbaar. Zij wijst er echter op dat in het Verdrag zelve in de artikelen 132 e.v. uitdrukkelijk de doelstellingen van het handelsregime tussen de E.E.G. en de overzeese gebieden zijn geregeld. Een toekomstige nieuwe toepassingsovereenkomst vermag daarin geen wijziging te brengen. Waar de nieuwe toepassingsovereenkomst met eenparigheid van stemmen door de Raad wordt vastgesteld zal de Nederlandse Regering haar opvattingen terzake volledig kunnen doen gelden.

Het handelspolitieke regime.

Vele leden lijkt het noodzakelijk, dat de verhoging van de bescherming in de overzeese gebieden — ook al wordt deze non-discriminatoire toegepast tegenover het moederland en de andere Lidstaten — mede aan het oordeel van de andere Lid-Staten wordt onderworpen. De Regering acht het inderdaad wenselijk, dat, indien onder verantwoordelijkheid van het moederland, de beschermende maatregelen in een der overzeese gebieden in belangrijke mate zouden worden versterkt, op een of andere wijze met de partnerlanden terzake overleg wordt gepleegd. Aangezien het moederland echter politiek verantwoordelijk blijft voor de ontwikkeling in de betrokken gebiedsdelen, zal dit overleg niet kunnen inhouden, dat de partnerlanden ook medezeggenschap zouden moeten krijgen ten aanzien van deze maatregelen.

De hier aan het woord zijnde leden hebben tevens gevraagd hoe de handelspolitieke verhouding tussen de E.E.G.-landen enerzijds en de overzeese gebiedsdelen anderzijds in overeenstemming te brengen is met het G.A.T.T., dat geen uitbreiding

van de bestaande preferentiële constructies toestaat. Voor de beantwoording van deze vraag mogen ondergetekenden verwijzen naar hetgeen daarover is medegedeeld in Hoofdstuk I, par. 1 van deze Memorie.

Met het oordeel van de hier aan het woord zijnde leden, dat zo spoedig mogelijk na de inwerkingtreding van het Verdrag onderhandelingen zouden moeten worden geopend over het afsluiten van speciale associatieregelingen met de rijkdelen overzee, kan de Regering zich geheel verenigen.

Wat betreft de consequenties van de getroffen associatieregeling met betrekking tot Indonesische produkten als tabak koffie en thee, mogen ondergetekenden verwijzen naar hetgeen daarover is gesteld in Hoofdstuk I, par. 2 van deze Memorie. Welke de repercussies van deze associatieregeling zullen zijn voor ons handelsverkeer met andere landen, is onmogelijk te voorspellen. Het kan zeer wel zijn, dat de gunstige positie, welke de geassocieerde overzeese gebiedsdelen verkrijgen binnen het gebied van de Gemeenschappelijke Markt, de produktie van bepaalde grondstoffen in die landen zal aanmoedigen. In welke omvang dit zal geschieden en of dit werkelijk ten detrimente zal gaan van de uitvoer van bepaalde derde landen, kan niet worden voorspeld. In het licht van de te verwachten gestadige uitbreiding van het verbruik binnen de Gemeenschappelijke Markt ziet de Regering echter weinig aanleiding om wat dit betreft evident nadelige consequenties te vrezen voor deze derde landen.

In het algemeen moeten de vooruitzichten voor de afzet van Nederlandse produkten en diensten in de geassocieerde gebieden gunstig worden beoordeeld. De Franse overzeese gebieden zijn op dit ogenblik als exportmarkt vooral van belang voor de textielindustrie en de voedingsmiddelenindustrie, welke beide van een verdere openstelling der overzeese gebieden zullen kunnen profiteren.

Wat betreft onze betrekkingen met Belgisch Congo zij opgemerkt, dat dit gebied reeds thans, ingevolge de bestaande verdragen, een non-discriminatoire invoerpolitiek moet voeren, ook tegenover ons land. De getroffen associatieregeling zal daarin weinig verandering brengen. De vestiging van Nederlandse bedrijven in dat gebied is op het ogenblik aan beperkende maatregelen onderworpen. Naarmate deze maatregelen worden afgeschaft en het Nederlandse bedrijfsleven hiervan gebruik zou maken door meerdere vestigingen in dat gebied, zou dit wellicht onze uitvoer naar de Congo kunnen stimuleren.

Naar aanleiding van de vraag van sommige leden of het opnemen van Nederlands Nieuw Guinea in de onderhavige overeenkomst betekent, dat de partnerlanden de Nederlandse souvereiniteit over dit gebied erkennen, mogen ondergetekenden opmerken, dat de partnerlanden de Nederlandse souvereiniteit over dit gebied nimmer hebben ontkend. De opname van Nederlands Nieuw Guinea in het Verdrag binnen het kader van de associatieregeling voor de overzeese gebieden is dan ook door de overige partnerlanden als vanzelfsprekend beschouwd.

Artikel 238. Dit artikel opent ongetwijfeld de mogelijkheid associatie-akkoorden te sluiten met andere dan in de Slotakte genoemde gebieden. Deze mogelijkheid wordt zowel door de Regering als door de Regeringen van de overige Lid-Staten regelmatig, waar zulks dienstig is, onder de aandacht gebracht van andere Regeringen.

HOOFDSTUK VI

FINANCIËLE BEPALINGEN EN FINANCIËLE CONSEQUENTIES VAN HET VERDRAG

De door vele leden onbevredigend geachte regeling van de financiële zelfstandigheid van de Gemeenschap dient te worden gezien tegen de achtergrond van de institutionele opzet van de Gemeenschap en in het bijzonder van de positie welke daarin aan de Commissie is toegekend. Tegenover de door deze leden bepleite vervanging van de in het Verdrag voorziene bijdrage van de Lid-Staten door een stelsel van eigen heffingen

van de Gemeenschap staat de Regering in beginsel niet afwijzend. Voor een alle Lid-Staten bevredigende regeling van door de Gemeenschap te heffen eigen belastingen is echter nodig, dat de harmonisatie van de economische en sociale politiek van de Lid-Staten aanzienlijk is voortgeschreden. Dit geldt ook met betrekking tot de door de hier aan het woord zijnde leden gedane suggestie om voor de middelen van de Gemeenschap zo spoedig mogelijk gebruik te maken van de baten uit het gemeenschappelijke douanetarief. Naar in de tekst van artikel 201 van het Verdrag tot uitdrukking is gebracht zal dit eerst realiseerbaar zijn, wanneer het gemeenschappelijke tarief van invoerrechten volledig in werking zal zijn getreden, derhalve aan het einde van de overgangperiode. Aangezien voordien door de Lid-Staten tegenover derde landen nog ongelijke tarieven zullen worden toegepast, zou het tot een onevenwichtige verdeling van de kosten der Gemeenschap leiden, indien de opbrengst van die tarieven reeds dan ter beschikking van de Gemeenschap zou worden gesteld.

Inderdaad komt, hangende de studie waar artikel 201 van het Verdrag het oog op heeft, de opbrengst van de invoerrechten, welke volgens het gemeenschappelijke douanetarief worden geheven, ten goede aan het land, waar zij worden betaald. Indien goederen, welke zijn bestemd voor Lid-Staat A, in Lid-Staat B in het vrije verkeer zouden worden gebracht en vervolgens naar Lid-Staat A zouden worden doorgezonden, zullen de volgens het gemeenschappelijke tarief verschuldigde invoerrechten worden geheven in Lid-Staat B. Het is evenwel te verwachten — naar de ervaringen in de Benelux hebben uitgewezen — dat een dergelijk geval zich in de praktijk niet in een zodanige mate zal voordoen, dat aanzienlijke bedragen ten goede zullen komen aan een ander land dan dat waarvoor de goederen bestemd zijn. Mocht deze verwachting niet worden bewaarheid, dan zal voor dit vraagstuk een oplossing dienen te worden nagestreefd in het kader van de voor de uitvoering van het Verdrag noodzakelijke samenwerking tussen de douaneadministraties van de deelnemende landen.

Artikel 99. De Regering meent niet, dat de eis dat de ontvangsten en uitgaven van de begroting in evenwicht moeten zijn, in de weg behoeft te staan van het voeren van een begrotingsbeleid op moderne grondslagen.

Artikel 206. Onder het begrip „goed financieel beheer” moet inderdaad ook worden gerekend het toetsen van de efficiency.

De Minister-President, Minister van Algemene Zaken,
W. DREES.

De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,
W. DREES.

De Minister van Justitie,
SAMKALDEN.

De Minister van Binnenlandse Zaken, Bezitsvorming en Publiekrechtelijke Bedrijfsorganisatie,
STRUYCKEN.

De Minister van Onderwijs, Kunsten en Wetenschappen,
J. CALS.

De Minister van Financiën,
HOFSTRA.

De Minister voor Defensie,
C. STAF.

De Minister van Volkshuisvesting en Bouwnijverheid,
H. WITTE.

De Minister van Verkeer en Waterstaat,
J. ALGERA.

De Minister van Economische Zaken,
J. ZIJLSTRA.

De Minister van Landbouw, Visserij en Voedselvoorziening,
MANSHOLT.

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
J. G. SUURHOFF.

De Minister van Maatschappelijk Werk,
M. KLOMPÉ.

De Minister van Zaken Overzee,
HELDERS.

Document No 2

Date	3 October 1957
Protocol Number	5 th meeting
File	States-General of the Netherlands, Parliamentary Debates
From	
To	-
Description	Assent of the Treaty of Establishment of the European Economic Community with supplements and protocols
Language	Dutch
Remarks	Link to webpage: http://tinyurl.com/owqaec6

5^{DE} VERGADERING

VERGADERING VAN DONDERDAG 3 OKTOBER 1957

(Bijeenroepingsuur 1 namiddag)

Ingekomen stukken. — Verslagen uitgebracht over wetsontwerpen. — Mededeling van de benoeming van de ondervoorzitter van een vaste commissie. — Regeling van de werkzaamheden. — Behandeling van de wetsontwerpen Goedkeuring van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, met Bijlagen, Protocollen en Overeenkomst; Goedkeuring van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie met Bijlagen en Protocollen; Goedkeuring van de Overeenkomst met betrekking tot bepaalde instellingen welke de Europese Gemeenschappen gemeen hebben. — Behandeling van de motie van orde van de commissie van voorbereiding met betrekking tot een mogelijke verdubbeling van de ledentallen der Assemblée. — Mededeling van de Voorzitter. — *Avondvergadering.* — Behandeling van de wetsontwerpen. — Goedkeuring van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, met Bijlagen, Protocollen en Overeenkomst; Goedkeuring van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, met Bijlagen en Protocollen; Goedkeuring van de Overeenkomst met betrekking tot bepaalde instellingen welke de Europese Gemeenschappen gemeen hebben. — Behandeling van de motie van orde van de commissie van voorbereiding met betrekking tot een mogelijke verdubbeling van de ledentallen der Assemblée. — Indiening en behandeling van een motie van orde van de heer Lamberts c.s. betreffende het vestigen van opleidingsmogelijkheden voor specialisten op het gebied van de gezondheidsbescherming tegen gevolgen van radio-actieve straling.

Voorzitter: de heer Kortenhorst

Tegenwoordig zijn 124 leden, te weten:

de heren Kortenhorst, Van der Zaal, Biewenga, Engelbertink, Van Dongen, Vondeling, Baeten, Krol, J. M. Peters, Van der Zanden, Van Dijk, Roemers, Van den Born, Westerhout, Roolvink, Van der Weijden, Van Lienden, Baart, Drogen, Van Lier, Franssen, mejuffrouw Nolte, mejuffrouw Lemaire, de heren Tans, A. R. Vermeer, Peschar, Zegering Hadders, Blom, mejuffrouw Ten Broecke Hoekstra, de heren Van Vliet, Bommer, De Ruiters, Van den Heuvel, Van Koeverden, Visch, Groen, Van Meel, Koersen, Van der Ploeg, Willems, Romme, Lucas, Andriessen, De Vreeze, Koopman, W. J. G. Peters, Assmann, Van Buel, Vermooten, Fens, Schuijt, Bachg, Gerbrandy, Mulders, Oud, De Kadet, Verberk, Van Dis, Nederhorst, Venverloo, Reehorst, Hazenbosch, Van Doorn, E. A. Vermeer, Scheps, Wierda, Van der Mei, Korthals, Stufkens, De Wolf, Van den Tempel, Schmal, Van Eijnsden, Duynstee, Albering, Weijters, Van der Goes van Naters, Bruins Slot, Van Leeuwen, Verkerk, Beernink, Calmeyer, Diepenhorst, Van Rijkevorsel, Bakker, Wagenaar, jonkvrouw Wttewaall van Stoetwegen, de heren Biesheuvel, Scholten, Welter, Blaisse, mejuffrouw Schilthuis, de heren Vrolijk, Den Hartog, Patijn,

Deel I Zitting 1957—1958

Voorzitter

mejjuffrouw De Vink, de heren Tilanus, De Graaf, Burger, Versteeg, Egas, Roosjen, Meulink, Smalbroek, Berkhouwer, mevrouw De Roos-Oudegeest, de heren Kodde, Janssen, mevrouw Heroma-Meulink, mevrouw Ploeg-Ploeg, de heren Kikkert, Ritmeester, mevrouw Tellegen-Veldstra, de heren Lamberts, Van der Peijl, Gortzak, Zwanikken, Kleisterlee, Vredeling, Daams, Van Sleen, Kleijwegt, Verhoeven, mejuffrouw Zeelenberg,

en de heer Drees, Minister-President, Minister van Algemene Zaken, de heer Luns, Minister van Buitenlandse Zaken, de heer Samkalden, Minister van Justitie, de heer Algera, Minister van Verkeer en Waterstaat, de heer Zijlstra, Minister van Economische Zaken, de heer Mansholt, Minister van Landbouw, Visserij en Voedselvoorziening, de heer Suurhoff, Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, en de heer Van der Beugel, Staatssecretaris van Buitenlandse Zaken.

De Voorzitter: Ik deel aan de Kamer mede, dat zijn ingekomen:

1°. berichten van leden, die verhinderd zijn de vergadering bij te wonen:

van de heer Van Thiel, wegens ziekte;

van de heer Fokkema, wegens een vergadering elders;

van de heer Boekhoven, wegens ziekte, ook morgen.

Deze berichten worden voor kennisgeving aangenomen;

2°. twee Koninklijke Boodschappen, ten geleide van de volgende wetsontwerpen:

-Naturalisatie van Robert Joseph Johan Bauer en 18 anderen (4920);

Hernieuwde inwerkingstelling van de Prijsofdrijvings- en hamsterwet 1939 (4921).

Deze wetsontwerpen zullen met de daarbij behorende stukken worden gedrukt en rondgedeeld;

3°. een missive van de Minister van Landbouw, Visserij en Voedselvoorziening, houdende mededeling, dat hij geen aanleiding kan vinden om tot publikatie van het rapport der commissie-Minderhoud over te gaan.

Deze missive, welke reeds is gedrukt en rondgedeeld, wordt voor kennisgeving aangenomen;

4°. een missive van de Voorzitter van de Eerste Kamer, houdende mededeling, dat de Eerste Kamer heeft benoemd tot leden van de Gemengde commissie van toezicht op de griffie van de delegaties uit de beide Kamers der Staten-Generaal naar internationale en bovennationale vergaderingen de heren mr. G. Vixseboxe en mr. E. M. J. A. Sassen.

Deze missive wordt voor kennisgeving aangenomen.

De Voorzitter: Voorts deel ik aan de Kamer mede, dat de verslagen gereed zijn van:

de Commissie van Voorbereiding voor het wetsontwerp Uitvoering van artikel 88 van het verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap (4778);

de vaste Commissie voor Volkshuisvesting en Bouwnijverheid omtrent het wetsontwerp Verlenging van de werkingsduur van de voorlopige regeling inzake het Nationale Plan en streekplannen (4804).

Deze verslagen zullen worden gedrukt en rondgedeeld, voor zover zulks niet reeds is geschied.

De Voorzitter: Vervolgens deel ik aan de Kamer mede, dat de vaste Commissie voor Volkshuisvesting en Bouwnijverheid tot haar ondervoorzitter heeft benoemd de heer Bommer.

TWEDE KAMER

Voorzitter

Ik stel voor, aan de orde te stellen en aan de agenda toe te voegen de wetsontwerpen:

Uitvoering van artikel 88 van het verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap (4778);

Machtiging tot het verlenen van de garantie van Nederland voor de door de Nederlandse Antillen te sluiten leningen ten behoeve van de ontwikkeling van Curaçao en Aruba (4766), indien omtrent dit wetsontwerp eindverslag zal zijn uitgebracht;

Oprichting van een Naamloze Vennootschap luchthaven Schiphol (4595),

met dien verstande, dat de beraadslaging over de wetsontwerpen nrs. 4766 en 4595 niet zal aanvangen vóór dinsdag 8 oktober a.s.

Daartoe wordt besloten.

De **Voorzitter**: Voorts stel ik voor, aan de orde te stellen tegen morgen, vrijdag 4 oktober, na afloop der openbare middagvergadering, ter behandeling in comité-generaal, het voorstel tot wijziging van de verblijfsvergoeding van de leden der Staten-Generaal, die als lid van een internationaal parlementair orgaan vergaderingen buitenslands bijwonen (4919).

Daartoe wordt besloten.

De **Voorzitter**: Nog stel ik voor, aan de orde te stellen bij de aanvang der vergadering van dinsdag 8 oktober a.s., des namiddags te één uur, de wetsontwerpen:

Gedeeltelijke compensatie voor de ingevolge de Algemene Ouderdomswet geheven premie over een pensioen, toegekend krachtens de Wet buitengewoon pensioen zeelieden-oorlogsslachtoffers (*Stb.* 1947, H 420) (4757);

Gedeeltelijke compensatie voor de ingevolge de Algemene Ouderdomswet geheven premie over een pensioen, toegekend krachtens de Wet buitengewoon pensioen 1940—1945 (*Stb.* 1947, H 313) (4769);

Verlenging van de werkingsduur van de voorlopige regeling inzake het Nationale Plan en streekplannen (4804);

Goedkeuring voor Suriname, de Nederlandse Antillen en Nederlands Nieuw-Guinea van:

1. het op 23 oktober 1954 te Parijs ondertekende Protocol bij het Noordatlantische Verdrag inzake de toetreding van de Bondsrepubliek Duitsland, en

2. het op 23 oktober 1954 te Parijs ondertekende Protocol tot wijziging en aanvulling van het Verdrag van Brussel van 17 maart 1948 met de bijbehorende briefwisselingen en met de bijbehorende Protocollen, onderscheidenlijk betreffende de strijdkrachten van de Westeuropese Unie, het toezicht op de wapenening en het Agentschap van de Westeuropese Unie voor het toezicht op de wapenening (4232) (R 27);

Naturalisatie van Hubert Jozef Borkowitz en 20 anderen (4734);

Naturalisatie van Pieter Bokhoven en 19 anderen (4735);

Naturalisatie van Karoly Balog en 19 anderen (4736);

Naturalisatie van Hans Karl Peter Aulich en 18 anderen (4759);

Naturalisatie van Paul Wilhelm Benedikt Deckers en 25 anderen (4760);

Naturalisatie van Walter Ernst August Fricke en 36 anderen (4786);

Naturalisatie van Johann Gelück en 29 anderen (4792);

Naturalisatie van Otto Walter Blaschke en 28 anderen (4793).

Daartoe wordt besloten.

Voorzitter e. a.

De **Voorzitter**: Ten slotte stel ik voor, de vergadering van dinsdag 8 oktober a.s., zo nodig, des avonds te acht uur voort te zetten.

Daartoe wordt besloten.

Aan de orde is de voortzetting van de behandeling van de wetsontwerpen:

Goedkeuring van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, met Bijlagen, Protocollen en Overeenkomst; Goedkeuring van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, met Bijlagen en Protocollen; Goedkeuring van de Overeenkomst met betrekking tot bepaalde instellingen welke de Europese Gemeenschappen gemeen hebben (4725).

De algemene beraadslaging over de drie wetsontwerpen wordt hervat.

Bij de algemene beraadslaging is tevens aan de orde de **motie** van orde van de Commissie van Voorbereiding met betrekking tot een mogelijke verdubbeling van de ledentallen der Assemblée (4725, stuk nr. 24).

De heer **Luns**, Minister van Buitenlandse Zaken, zet zijn rede voort en zegt: Mijnheer de Voorzitter! Na ruggespraak met de Staatssecretaris en met het oog op de veelheid van sprekers, die van achter deze tafel het regeringsstandpunt zullen verdedigen, meen ik in dit debat van de zijde van Buitenlandse Zaken slechts één interventie te moeten doen horen. Uiteraard is hetgeen ik ga zeggen in nauw overleg met de heer Van der Beugel, die zulk een groot aandeel in de totstandkoming der verdragen heeft gehad, opgesteld.

Het zou verleidelijk zijn, Mijnheer de Voorzitter, om van mijn kant diepgaand in te gaan op de dikwijls zo pakkende uiteenzettingen, die in deze Kamer gehouden zijn met betrekking tot de politieke betekenis van deze verdragen en de geschiedenis van hun totstandkoming.

Ik geloof, dat het echter noodzakelijk is om aan die verleiding weerstand te bieden. In de schriftelijke stukken en in de mondelinge behandeling is een zo grote mate van overeenstemming gebleken over de vragen, die hiermede samenhangen, dat een uitvoerige beschouwing mijnerzijds noodzakelijkerwijze tot herhaling zou leiden.

Het is zeker niet zo, dat ik alle hier naar voren gebrachte politieke analyses tot de mijne zou willen maken. Het zal de geachte afgevaardigde de heer Bakker niet verwonderen, dat zijn visie op alle punten tegengesteld is aan die van de Regering, en terwijl ik met belangstelling heb geluisterd naar de schets van de Europese geschiedenis, zoals die door de geachte afgevaardigde de heer Gerbrandy is gegeven, is mijn conclusie uit zijn betoog bepaald een andere dan de zijne.

Ik sluit mij in dezen veeleer aan bij hetgeen de geachte afgevaardigde de heer Welter ter zake heeft opgemerkt.

De grote meerderheid, Mijnheer de Voorzitter, van de sprekers in deze Kamer is het met de Regering eens, dat de beslissing over de goedkeuring van deze verdragen voor Nederland en dus voor Europa van ongemeen belang is. Zij is het ook eens met de opvatting, dat deze verdragen een noodzakelijke en toe te juichen schrede zijn op de weg naar de Europese eenheid, die door Regering en Parlement als centraal doel van de Nederlandse buitenlandse politiek wordt beschouwd.

Beperking is echter noodzakelijk en ik zou deze beperking in dit gedeelte van mijn betoog willen aanbrengen en mij om te beginnen concentreren op twee problemen, die van zeer veel verschillende zijden in deze Kamer zijn belicht.

In de eerste plaats denk ik daarbij aan het probleem van het Europa van de Zes, te midden van de grotere Europese eenheid en te midden van de wereld.

In de tweede plaats denk ik aan de vragen, die gerezen zijn over de onderhandelingen zelf, het tempo, waarin ze zijn gevoerd, en de politieke opportuniteit van een zo spoedige beslissing op een zo ingrijpende materie.

Minister Luns

Reeds bij de toetreding tot de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal heeft Nederland een keuze gedaan. Het heeft niet gekozen tegen iets, maar het heeft gekozen vóór iets. Het heeft gekozen voor een speciale band, voor een speciale solidariteit met die landen in Europa, die bereid waren, zij het dan op een deelgebied, hun betrekkingen op een volstrekt onorthodoxe wijze te verinnigen, namelijk door het in het leven roepen van een gemeenschappelijke verantwoordelijkheid, die gehanteerd kan worden door gemeenschappelijke organen. Die keuze is een keuze geweest, waaruit noodzakelijkerwijze verdere consequenties moesten volgen. Via de mislukking van de E.D.G. en via de niet verwezenlijkte droom van de politieke gemeenschap staan wij thans voor het besluit, die eerste stap te consolideren en onze principiële keuze op een veel breder terrein geldend te maken. Het is de diepe overtuiging van de Regering, dat die keuze juist is geweest en dat zij in het belang van Nederland en van Europa is gedaan. Het is voor de Regering steeds volstrekt duidelijk geweest, dat die keuze niet gericht was tegen anderen, integendeel, het is onze vaste overtuiging, dat het grotere Europa en ook de wereld baat zullen hebben bij deze nieuwe en bijna revolutionaire vorm van het in solidariteit leven met elkaar.

De politieke betekenis van dit nauwe samengaan der zes deelnemende Staten is in de eerste plaats gelegen in het feit, dat zij een steeds sterkere belangengemeenschap zullen verwezenlijken, waarbinnen historische politieke verschillen en tegenstellingen geleidelijk aan zullen vervagen en op den duur reële betekenissen zullen verliezen.

Voorts zal hun groeiende economische kracht en de hiermede gepaard gaande hechter wordende politieke verbondenheid, het de in E.E.G. en Euratom verbonden Staten mogelijk maken in het beraad der volkeren, uiteraard in nauwe samenwerking met hun andere bondgenoten, een voortdurend grotere politieke invloed uit te oefenen.

Behalve deze rechtstreekse politieke betekenis zal het samengaan der Zes ongetwijfeld ook op andere wijze zijn politieke invloed op het internationale leven doen gelden. In feite heeft reeds de wellicht toch niet overal verwachte ondertekening der verdragen een schok veroorzaakt, welke door de politieke seismografen in alle hoofdsteden ter wereld is geregistreerd. Deze schok heeft als onmiddellijk gevolg gehad het initiatief der Britse Regering tot het openen van onderhandelingen tussen alle O.E.E.S.-landen over de totstandbrenging van een vrijhandelszone, ten einde te pogen zoveel mogelijk landen deelgenoot te doen worden aan een zo groot mogelijk aantal voordelen van de gemeenschappelijke markt. Op de betekenis en de consequenties van dit initiatief hoop ik straks nader in te gaan.

Daarnaast zijn reacties gekomen uit vele landen, zowel uit de beide Amerika's als uit Azië, uit het Midden-Oosten en uit Afrika. Lieten en laten deze ongetwijfeld in vele gevallen een kritisch geluid horen, in elk geval vormden zij het bewijs, dat men de betekenis van het E.E.G.-verdrag terdege onderkende.

Bovendien blijkt het besluit der Zes tot vorming van een economische gemeenschap reeds soortgelijke, zij het nog vaag geformuleerde, initiatieven tot vorming van douane-unies in Zuid-Amerika, in Azië en het Midden-Oosten beïnvloed te hebben. Deze initiatieven zullen wellicht niet alle tot concrete resultaten leiden, doch zij tonen aan, dat het besluit der Zes mede de stoot heeft gegeven tot nieuwe gedachten en ontwikkelingen in andere delen van de wereld, welke naar wij hopen aan de ontwikkeling dezer landen ten goede zullen komen.

Op deze wijze blijkt ook in dit tijdsgewricht van Europa, dank zij het initiatief der Zes, een geestelijke stimulans op de overige wereld te zijn uitgegaan.

Wanneer wij spreken over de plaats van de Gemeenschap in de wereld, dan moeten wij open oog hebben voor de vrees van velen, dat de totstandkoming van de E.E.G. nadelige gevolgen zal hebben voor hun economische betrekkingen met de zes Europese landen. Het is uiterst moeilijk, zo niet onmogelijk, op enigszins nauwkeurige wijze kwantitatieve voorspellingen over de komende gang van zaken te doen. Voor dit pro-

bleem geldt echter, evenals voor het leven van de Gemeenschap zelf en de consequenties voor de Nederlandse economie, dat men geneigd is, en begrijpelijkerwijze, de toestand van vandaag te projecteren in een toekomst, die niet alleen vol onzekerheden, doch ook vol dynamiek is. Eén ding staat daarbij vast: wanneer wij deze verdragen sluiten, dan doen wij dat in de overtuiging, dat zij oorzaak zullen zijn van grotere politieke en economische kracht van Europa. In deze grotere politieke en economische kracht zijn alle factoren besloten, die zowel politiek als economisch ook de wereld om ons heen ten bate zullen zijn. Daarbij is het van essentiële betekenis, dat ook de nieuwe Gemeenschap dit erkent en dat zij derhalve nimmer een autarkische of protectionistische politiek mag voeren. Het verdrag, dat voor ons ligt, stelt dit ook uitdrukkelijk, maar ik wil niet ontkennen, dat binnen de Gemeenschap daarvoor op concrete punten dikwijls een harde strijd zal moeten worden gevoerd. De Nederlandse Regering heeft het voornemen om zo nodig die strijd te voeren en zij weet zich overtuigd daarbij het gehele land achter zich te hebben.

Over de betrekkingen met de overige Europese landen en met name die van de O.E.E.S. hoop ik in een later gedeelte van mijn betoog te spreken.

Thans ga ik over tot het door mij in de tweede plaats even genoemde probleem, namelijk de onderhandelingen zelf.

De geachte afgevaardigden, de heren Korthals en Van Leeuwen hebben kritiek uitgeoefend op de spoed, welke tijdens de onderhandelingen is betracht en welke, zoals de Regering bij de schriftelijke voorbereiding heeft gesteld, gerechtvaardigd werd door de wens gebruik te maken van de maximaal gunstige politieke situatie.

De heer Korthals heeft daarbij gewezen op een zijns inziens bestaande tegenspraak in de Memorie van Antwoord, omdat de Regering enerzijds heeft gesteld, dat gebruik moest worden gemaakt van het feit, dat ten tijde van de onderhandelingen in Duitsland en Frankrijk Regeringen aan het bewind waren, waarvan vaststond, dat zij het verdrag bij uitstek gunstig gezind waren, terwijl zij anderzijds erop wijst, dat gedurende de laatste tijd in alle partnerlanden de belangrijkste politieke partijen zich in beginsel hebben uitgesproken ten gunste van de onderhavige verdragen, zodat ook een verschuiving in de thans bestaande regeringscoalities geen ernstige belemmering voor de uitvoering dezer verdragen behoeft op te leveren.

Naar mijn oordeel zijn deze uitspraken echter geenszins met elkander in strijd, en wel omdat zij betrekking hebben op geheel verschillende situaties. Tijdens de onderhandelingen immers hadden met name in Frankrijk en Duitsland praktisch alleen de aan de Regering deelnemende partijen zich uitdrukkelijk ten gunste van een Europese gemeenschappelijke markt uitgesproken. Het was op dat moment op zijn minst genomen twijfelachtig welke houding de overige partijen zouden aannemen, zodat de betrachte spoed bij de totstandkoming en ratificatie der verdragen volkomen gerechtvaardigd was. Wanneer immers eenmaal de verdragen zijn geratificeerd, binden hun bepalingen ook toekomstige Regeringen, ook wanneer deze in beginsel voor de doelstelling dezer verdragen minder enthousiasme zouden hebben opgebracht.

Dit laatste zou echter zoal geen juridische dan toch wel een psychologische belemmering hebben kunnen vormen voor een goede uitvoering der verdragen. De Regering was dan ook verheugd, toen tijdens de parlementaire debatten in Bonn en Parijs bleek, dat ook de belangrijkste niet-gouvernementele partijen in Duitsland en Frankrijk bereid bleken hun stem aan de verdragen te geven. Deze ontwikkeling zal een soepele verwezenlijking van de doelstellingen der beide gemeenschappen ook op lange termijn aanzienlijk vereenvoudigen. Zij was echter in de eerste maanden van dit jaar niet te voorspellen en daarom behielden op dat moment de overweelingen, welke tot spoed maanden, hun volle kracht. In de Memorie van Antwoord heeft de Regering overigens reeds gesteld — en dit blijft op grond van de ervaringen tijdens de onderhandelingen mijn

Minister Luns

vaste overtuiging —, dat bij een langere duur van de voorbereidende conferentie misschien wel enkele secundaire onvolkomenheden hadden kunnen worden weggewerkt, maar dat t.a.v. de hoofdzaken zeker niet een voor Nederland betere oplossing had kunnen worden bereikt.

In dit verband, Mijnheer de Voorzitter, zij het mij veroorloofd in herinnering te brengen, dat, tijdens het veelvuldige overleg tussen Regering en Parlement, dat aan het sluiten der verdragen voorafging, er steeds van de zijde dezer Kamer groot begrip voor deze situatie werd opgebracht. Sterker zelfs, veelvuldig werd van de zijde van de Volksvertegenwoordiging de Regering op het hart gedrukt het gunstige politieke moment toch vooral niet te laten voorbijgaan.

Op deze plaats, Mijnheer de Voorzitter, zou ik voorts met grote nadruk willen stellen, dat deze gang van zaken nergens impliceert een ondergeschikt maken van economische aan politieke overwegingen.

Voor dit probleem en voor de gehele materie, die wij thans behandelen, sluit ik mij gaarne aan bij de geachte afgevaardigde de heer Nederhorst, wanneer hij terecht stelt, dat een tegenstelling construeren tussen economische en politieke noodzakelijkheden even onjuist als onwezenlijk is.

Mijnheer de Voorzitter! De wijze, waarop de Gemeenschap zich van haar taak zal kwijten, hangt nauw samen met de werking van haar instellingen. De Regering deelt de teleurstelling, welke verschillende geachte afgevaardigden hebben uitgesproken over zekere zwakheden van de institutionele opzet. Zij kan zich verenigen met de opvatting van de geachte afgevaardigde de heer Nederhorst, dat voortdurend gestreefd zal moeten worden — uiteraard op basis van de mogelijkheden, welke het verdrag hiertoe biedt — naar een verdere versterking van de institutionele structuur. Zij is echter met de afgevaardigde de heer Blaisse van oordeel, dat ook de huidige opzet voldoende waarborgen biedt om het optreden der instellingen zonder ongerustheid tegemoet te zien.

In dit verband zou ik willen ingaan op de opmerking van de geachte afgevaardigde de heer Hazenbosch, die zijn teleurstelling heeft uitgesproken over het systeem van stemmenweging in de Raad van Ministers en die de vraag heeft gesteld, hoe het kwam, dat Nederland zich in zijn verzet tegen dit systeem niet heeft weten te verzekeren van de steun van zijn Beneluxpartners.

In de Memorie van Toelichting, evenals in de Memorie van Antwoord, heeft de Regering reeds duidelijk uiteengezet, dat ook zij dit systeem vooral voor de kleine landen weinig aantrekkelijk achtte, doch dat zij zich ten slotte met de uiteindelijk voorgestelde compromis-oplossing heeft verenigd, omdat deze niet onbelangrijke garanties inhield voor de totstandkoming van objectieve beslissingen.

De Regering heeft het daarbij, evenzeer als de geachte afgevaardigde, betreurd, dat zij op dit stuk, evenals bij enkele andere onderwerpen, geen steun heeft gevonden bij andere delegaties. De omstandigheid, dat ook de Belgische delegatie op dit punt niet aan haar zijde stond, schrijf ik voornamelijk toe aan het feit, dat Minister Spaak zich als voorzitter in de eerste plaats inzette voor het welslagen van de conferentie als geheel en hierop al zijn energie had gericht. Vandaar dat voor de specifieke belangen van Nederland minder steun van België werd verkregen dan het mogen worden verwacht. Deze omstandigheid heeft ook in andere gevallen het innemen van een gemeenschappelijk Beneluxstandpunt tijdens de onderhandelingen zeker niet bevorderd.

Hiermede wil ik overigens geen afbreuk doen aan de grote verdiensten, welke de heer Spaak zich heeft verworven door zijn inspirerende leiding van de onderhandelingsconferentie.

De houding, welke de heer Spaak tijdens deze onderhandelingen innam, brengt tevens met zich mede, dat uit de boven geschetste gang van zaken geen algemene conclusies kunnen worden getrokken t.a.v. de samenwerking tussen de Beneluxstaten in de toekomst. Zoals de Regering reeds in de Memorie van Antwoord heeft gezegd, vertrouwt zij, dat de solidariteit

der Beneluxstaten binnen de nieuwe Europese gemeenschappen een belangrijke en vruchtbare rol zal spelen.

Mijnheer de Voorzitter! Ik moge overgaan tot de inhoud van het verdrag zelf. Ik zou allereerst nogmaals willen herhalen, dat de Regering geenszins van mening is, dat het verdrag moet worden aangenomen uitsluitend op zijn politieke merites, noch ook omdat een verwerping ervan economisch nog schadelijker zou zijn dan aanvaarding, doch dat het verdrag ook economisch gezien aan ons land perspectieven biedt voor een stijging van onze welvaart.

Mijnheer de Voorzitter! Het heeft mij getroffen, dat noch bij de mondelinge uiteenzettingen van de zijde van de Kamer de economische aantrekkelijkheid en het grote belang van de gemeenschappelijke markt als zodanig voor de andere landen van de Gemeenschap in twijfel zijn getrokken. Wel is door de geachte afgevaardigde de heer Nederhorst gewezen op het mogelijke gevaar van een zekere concentratie van de productie en de welvaart in bepaalde gebieden binnen de gemeenschappelijke markt. Hij heeft dit gevaar geïllustreerd met te wijzen op de ontwikkeling, welke zich heeft voltrokken in Italië, waar de economische concentratie vooral in het noorden heeft plaatsgevonden, en op de ontwikkeling in de Verenigde Staten, waar ook het noorden zich sneller heeft ontwikkeld dan het zuiden. De mogelijkheid van een dergelijke ontwikkeling moet inderdaad niet uitgesloten worden geacht, maar ik zou de heer Nederhorst er toch wel op willen wijzen, dat met name b.v. in de Verenigde Staten het zuiden zich de laatste 10 à 15 jaar bijzonder sterk heeft ontwikkeld, zonder dat dit gepaard ging met speciale min of meer protectionistische maatregelen van overheidszijde. Ik zou hem er ook op willen wijzen, dat het in de natuurlijke economische ontwikkeling ligt, dat zich bepaalde industriële concentraties voltrekken in streken, welke in overvloedige mate beschikken over bepaalde grondstoffen of welke door toevallige omstandigheden geografisch en wat hun verbindingswegen betreft zeer gunstig gelegen zijn, alsook in die gebieden, waar de bevolking technisch goed geschoold is en mentaal sterk gericht is op een verbetering van een economische positie. Anderzijds is het zeker zo, dat het mede de taak is van de Overheid, te zorgen voor een zekere spreiding van de welvaart. Hoewel de instelling van de E.E.G. op zich zelf nog niet betekent, dat ook voor Europa een centraal economisch gezag wordt gecreëerd, dat in staat is een dergelijke politiek van welvaarts-spreiding te voeren, ben ik met hem van mening, dat de instelling van de Investeringsbank en het Sociale Fonds in belangrijke mate werkzaam kunnen zijn in deze richting. Van de gedachte, waarover de heer Nederhorst een lans breekt, om te komen tot een gemeenschappelijk budget voor de financiering van de onderontwikkelde gebieden in Europa, heb ik met belangstelling kennis genomen. Of en wanneer het mogelijk zal zijn deze gedachte, welke in wezen neerkomt op een sterkere mate van welvaarts-spreiding tussen enkele Staten, te verwezenlijken, kan ik natuurlijk niet voorspellen. Gezien echter het standpunt, dat de Nederlandse Regering in de afgelopen jaren in het algemeen heeft ingenomen met betrekking tot hulpverlening aan onderontwikkelde gebieden, behoef ik de heer Nederhorst nauwelijks te verzekeren, dat de door hem geopperde gedachte in beginsel niet op weerstand zal stuiten bij de Nederlandse Regering.

Terwijl, Mijnheer de Voorzitter, zoals ik reeds heb opgemerkt, niemand de economische aantrekkelijkheid heeft bestreden van de gemeenschappelijke markt als zodanig, is wel door verschillende leden in meer of mindere mate in twijfel getrokken, of ook ons land deel zou hebben in deze voordelen. Sommige leden hebben verklaard hierover niet zeer optimistisch te zijn. Andere leden, waaronder met name de heer Van Leeuwen, hebben er geen twijfel over laten bestaan, dat zij van mening zijn, dat Nederland niet de voordelen zal plukken, doch slechts nadelen zal ondervinden. Uit hetgeen de Regering reeds bij de schriftelijke behandeling naar voren heeft gebracht, zal het duidelijk zijn, dat zij niet de mening van de geachte afgevaardigde de heer Van Leeuwen deelt, die meent, dat Neder-

Minister Luns

land binnen de E.E.G. nauwelijks additionele afzetmogelijkheden zal krijgen, doch anderzijds wel afzetmarkten zal verliezen in derde landen. Het betoog van de heer Van Leeuwen, dat in wezen een pleidooi vormt voor de handhaving van het economisch nationalisme, de handhaving en de instandhouding van tarieven en restricties en dus ook van onze eigen economische grenzen als een zeker beschermend element, ademt een geheel andere geest dan de Regering heeft beziel, toen zij medewerkte aan het E.E.G.-verdrag en daarmee aan de totstandkoming van een groter, vrijer en zekerder afzetgebied voor ons land en dan de Regering ook thans nog beziel, wanneer zij actief en positief medewerkt aan de totstandkoming van de vrijhandelszone. Op de uitwerking van de afbraak der economische grenzen, de versterking van de concurrentie binnen de gemeenschappelijke markt en het effect hiervan op de voorkeur, welke bij het bedrijfsleven in onze partnerlanden veelal bestaat voor het nationale produkt, zal mijn ambtgenoot van Economische Zaken eventueel nog nader ingaan.

Mijnheer de Voorzitter! Ik ben wel degelijk overtuigd en ik weet, dat ook de gehele Regering van deze opvatting is, dat in de loop der jaren de afbraak van de economische barrières tussen de Lid-Staten voor Nederland belangrijke additionele afzetmogelijkheden zal bieden, afzetmogelijkheden, welke er zonder dit verdrag niet in die mate zouden zijn geweest. Dit betekent niet, dat tegenover dit voordeel het verdrag niet bepaalde bezwaren en risico's in zich houdt, waartegen wij goed moeten waken, wil niet aan de vruchten, dat wij van de gemeenschappelijke markt kunnen plukken, in aanzienlijke mate afbreuk worden gedaan. Deze bezwaren zijn van verschillende aard. De Memorie van Antwoord heeft een aantal van deze bezwaren opgesomd. Prof. Zijlstra zal ook hierop verder ingaan.

Ik zou op sommige van die punten wel kunnen ingaan, maar uiteraard ligt het meer op het terrein van mijn ambtgenoot. Met een enkel woord wil ik wijzen op een bezwaar van het verdrag, dat de Gemeenschap een te sterk protectionistisch en naar autarkie strevend karakter zou kunnen krijgen als gevolg van het feit, dat enkele van de partnerlanden reeds tientallen jaren lang gewend zijn een dergelijke protectionistische politiek te voeren. Dat zeer velen in den lande op dit punt bezorgd zijn, is volledig te begrijpen. Ik zou echter ook op enkele lichtpunten willen wijzen. Het eerste hiervan is, dat de protectionistische politiek, met name in een land als Frankrijk en Italië, juist door dit verdrag in niet onbelangrijke mate doorbroken wordt. Immers, met dit verdrag hebben deze landen zich verplicht, geleidelijk alle beschermende maatregelen aan hun grenzen op te heffen voor de partnerlanden, waaruit zij een aanzienlijk percentage van hun totale invoer betrekken. In de tweede plaats zullen deze landen hun buitentarief tegenover de rest van de wereld voor het overgrote deel der produkten verlagen met de verwezenlijking van het gemeenschappelijk buitentarief.

Deze twee factoren betekenen voor de hier genoemde landen een belangrijke stap in de richting van de vrijhandel. Het zal bijzonder moeilijk voor deze landen zijn, deze stap op andere wijze weer ongedaan te maken. Men dient te bedenken, dat voor alle verhogingen van tarieven tegenover de buitenwereld unanimiteit vereist is en Nederland zich hiertegen dus, waar nodig, kan verzetten en, Mijnheer de Voorzitter, zich ook zal verzetten. In de tweede plaats zullen allerlei binnenlandse protectionistische maatregelen, b.v. in de vorm van subsidies, onder toezicht worden gesteld van de instellingen van de Gemeenschap. Ik heb hiermede, Mijnheer de Voorzitter, niet willen betogen, dat wij nu in de toekomst kunnen verwachten, dat deze landen even vrijhandelsgezind zullen zijn als Nederland, maar ik geloof toch wel te kunnen zeggen, dat met de aanvaarding van dit verdrag ook de meer protectionistische gezinde landen een zeer belangrijke stap in de, naar onze mening, goede richting hebben gedaan.

De geachte afgevaardigde de heer Korthals heeft nog enige nadere toelichting gevraagd op de verwachting van de Regering, welke ook in de Memorie van Toelichting is uitgesproken, dat zij niet alléén zal staan in haar streven de Gemeenschap een zo open mogelijke politiek tegenover derde landen te doen voeren. Ik zou hiervoor in de eerste plaats willen wijzen op onze partners in de Benelux, met wie wij reeds in een douane-unie van niet-protectionistisch karakter zijn verbonden, en voorts op Duitsland, welks handelspolitiek in de afgelopen jaren voortdurend is geëvolueerd naar een steeds grotere vrijheid.

Ten slotte zou ik in dit verband willen wijzen op de onderhandelingen voor de totstandkoming van een vrijhandelszone in Europa. Het feit alleen al, dat deze onderhandelingen worden gevoerd, duidt erop, dat het tot stand komen van de E.E.G. de krachten voor een vrijere wereldhandel, althans in Europa, reeds aan het versterken is. Als ik het goed zie, Mijnheer de Voorzitter, zal het bij deze repercussies niet blijven. Ik heb er reeds op gewezen, hoe in alle delen van de wereld thans een zekere gisting is ontstaan in de internationale economische betrekkingen, een gisting, welke naar mijn indruk het vrije handelsverkeer slechts ten goede kan komen.

Mijnheer de Voorzitter! Ik kom thans aan de onderhandelingen over de vrijhandelszone, waarover door de geachte afgevaardigde de heer Blaisse en verschillende andere sprekers het woord is gevoerd. Ik geloof, Mijnheer de Voorzitter, dat ik niet overdrijf, wanneer ik constateer, dat de toon, waarop in het algemeen over de vrijhandelszone is gesproken, een nogal gereserveerd karakter heeft en dat velen onder de indruk zijn van de moeilijkheden en complicaties van technische aard, welke kunnen rijzen bij de vorming van een vrijhandelszone.

Ik geloof, Mijnheer de Voorzitter, dat in het algemeen overeenstemming bestaat tussen de Kamer en de Regering over deze moeilijkheden en complicaties. De Regering heeft in de Memorie van Antwoord ten duidelijkste gesteld op welk gebied naar haar oordeel die complicaties liggen en ze heeft ook duidelijk gesteld, dat naar haar mening een vrijhandelszone in de klassieke zin van het woord, zoals de geachte afgevaardigde de heer Blaisse daarover heeft gesproken — en dan nog met uitsluiting van de landbouw —, voor haar niet aanvaardbaar is.

Maar, Mijnheer de Voorzitter, ik heb in de betogen van sommige zijden in de Kamer een onderschatting bespeurd van het enorme politieke en ook economische belang, dat voor Nederland aan een vrijhandelszone is verbonden. Het is de eerste proef van het gezicht van de Gemeenschap naar buiten toe. Wij hebben niet kunnen onderhandelen over de gemeenschappelijke markt zonder dat wij een open oog hadden voor de politieke omstandigheden bij onze partnerlanden. Een ieder, die objectief de gebeurtenissen volgt, zal met mij van mening zijn, dat in het Verenigd Koninkrijk gedurende de laatste tijd een ontwikkeling aan de gang is met betrekking tot de verhouding tot Europa, die van ingrijpende betekenis is. De buitenlandse politiek van Engeland heeft als drie voornaamste aspecten de verhouding tot de Verenigde Staten, de verhouding tot de Commonwealth en de verhouding tot Europa. Het belang van de verhouding tot Europa wordt steeds meer en steeds klemmender in alle kringen van het Verenigd Koninkrijk ingezien. Het zou en uit politieke en uit economische overwegingen een misgreep van de eerste orde zijn om die groeiende geneigdheid van het Verenigd Koninkrijk als het ware te bruskeren door een te zelfverzekerde en afgesloten houding van de Zes.

Deze benadering betekent geen onderschatting van de moeilijkheden, welke ons te wachten staan en welke met name ook door de geachte afgevaardigden de heren Blaisse en Nederhorst zijn geschetst, maar het betekent wel, dat wij dit probleem niet moeten benaderen vanuit wat ik zou willen noemen de sfeer van de technische moeilijkheden, maar dat wij het probleem moeten benaderen vanuit een politieke en econo-

Minister Luns

mische visie, die niet anders kan zijn dan het erkennen van het grote belang van deze nieuwe vorm van samenwerking.

Ik zou hierover nog een tweetal opmerkingen willen maken. In de eerste plaats kunnen wij het probleem van de vrijhandelszone slechts benaderen vanuit onze bindingen van het verdrag over de E.E.G. In wezen kan een vrijhandelszone niet anders zijn dan een associatie van andere Europese landen met het E.E.G.-verdrag. Nederland zal in de onderhandelingen de rol moeten vervullen om enerzijds onze partners in de Zes, voor zover dat noodzakelijk is, te overtuigen van het belang der vrijhandelszone, anderzijds tegenover de toekomstige partners van de vrijhandelszone in alle duidelijkheid te stellen aan welke minimumvoorwaarden moet worden voldaan, wil de vrijhandelszone een economisch verantwoorde structuur hebben.

In de tweede plaats staat het vast, dat het waarschijnlijk lossere verband van de vrijhandelszone, vergeleken met de banden tussen de E.E.G.-landen, noodzakelijkerwijze tot discriminatie zal leiden.

U zult, Mijnheer de Voorzitter, het derhalve billijken, indien ik niet inga op de vele andere concrete kwesties, die te zijner tijd zullen moeten worden opgelost en waarover uiteraard het Nederlandse standpunt in nauw overleg met onze partners nog nader moet worden geformuleerd.

Het is niet mijn bedoeling geweest in het voorafgaande iets af te doen aan de moeilijkheden, die de verschillende afgevaardigden ten aanzien van de vrijhandelszone hebben geschetst, ook niet aan de wens van de Regering om vitale belangen veilig te stellen; het is slechts mijn bedoeling geweest nog eens in het kort uiteen te zetten in welke politieke en economische atmosfeer naar mijn mening de besprekingen over de vrijhandelszone moeten worden gevoerd.

Mijnheer de Voorzitter! De heer Korthals heeft gesproken over het speciale regime voor Frankrijk in verband met de onlangs door de Franse Regering getroffen maatregelen met betrekking tot de Franse frank en de vraag gesteld, hoe nu de nieuwe situatie is en wat de verhouding van deze maatregelen en het régime spéciaal is. Hoe deze verhouding zal zijn, is, zoals ook in de Memorie van Antwoord op blz. II is uiteengezet, op dit ogenblik nog niet geheel duidelijk. Hiervoor zijn twee oplossingen mogelijk: in de eerste plaats kan men de nieuwe maatregelen als een devaluatie beschouwen met enkele uitzonderingen erop, waardoor het oude complex maatregelen is vervallen en het speciale regime als zodanig is opgeheven. Bij deze oplossing zijn dan op de gesignaleerde uitzonderingen eenvoudig de verdragsbepalingen van toepassing. Een andere, doch naar de mening van de Regering minder aantrekkelijke, oplossing zou zijn, het nieuwe complex maatregelen te beschouwen als een stelsel, dat in de plaats treedt van de vroegere maatregelen, maar waarop nog steeds de procedure van toepassing blijft, welke is neergeleed in het protocol voor het speciale regime. Bij deze laatste opvatting zou Frankrijk echter in strijd hebben gehandeld met de uitdrukkelijke bepaling in dit protocol, dat het maximumpercentage voor de heffingen moet blijven binnen de limiet van 15 pct.

Mijnheer de Voorzitter! Ik ben van mening, dat het hier door de geachte afgevaardigde de heer Korthals gesignaleerde probleem inderdaad van groot belang is en dat dit een van de eerste problemen zal zijn, waarvoor een oplossing moet worden gevonden zodra de Gemeenschap in werking is getreden.

Mijnheer de Voorzitter! Ik zou thans gaarne enige opmerkingen willen maken over de kwestie van de associatie van de landen en gebieden overzee bij de Europese Economische Gemeenschap, op welke aangelegenheid verscheidenen van de geachte afgevaardigden zijn ingegaan.

De gang van zaken bij de onderhandelingen inzake het onderhavige verdrag en de redenen, welke de Regeringen der zes landen ertoe hebben gebracht een regeling daarin op te nemen ten aanzien van de verhouding tussen de te stichten Europese gemeenschappelijke markt enerzijds en de landen en gebieden, welke met bepaalde E.E.G.-Staten bijzondere banden onder-

houden anderzijds, zijn, naar ik meen, reeds duidelijk uiteengezet in de Memorie van Toelichting en de Memorie van Antwoord.

Ik zou, wat het algemene aspect betreft, Mijnheer de Voorzitter, nog één ding zeer duidelijk willen stellen.

In verschillende reacties op deze regeling is zorg te bespeuren voor de medeverantwoordelijkheid, die Nederland door deze regeling ten aanzien van deze gebieden zou krijgen, en nu is het naar mijn mening een misvatting te denken, dat wij door deze regeling van een positie van gedistancieerde beschouwer terecht komen in een positie van medeverantwoordelijkheid. Deze medeverantwoordelijkheid bestaat thans ook. Met name ten aanzien van de gebieden in Afrika is een proces aan de gang, waarbij van het grootste belang is de vraag, of het westen in staat zal zijn zodanige politieke, economische en sociale voorwaarden in deze gebieden te scheppen, dat een politiek afglijden en een openstelling voor communistische infiltratie kunnen worden tegengegaan of afgedamd.

Naar de mening van de Regering ligt daar ook thans een Europese verantwoordelijkheid, niet alleen ten aanzien van deze gebieden, maar ten aanzien van de vitale belangen van de westelijke wereld. De investeringshulp, die wij ingevolge het verdrag zullen geven, is niet een principiële wijziging in de toestand van vandaag, maar een concretisering van deze gedachte.

Voorts zou het naïef zijn te menen, Mijnheer de Voorzitter, dat de wereld — en ik denk met name aan een groot deel van de Verenigde Naties — door het verlenen van investeringshulp nu plotseling het westen verantwoordelijk zou stellen voor de gang van zaken in deze gebieden. Dat doet men thans ook al. Zodra het om dit soort vraagstukken gaat, beschouwt de Aziatische en Arabische wereld het westen als één geheel, zowel in als buiten de Verenigde Naties. Dat wil in het geheel niet zeggen, dat het Westen over alle aspecten van de politiek ten aanzien van de overzeese gebieden hetzelfde denkt, maar mochten er verschillen zijn, dan verwerven wij ons door deze regeling het positieve goed om in bepaalde opzichten van onze eventuele verschillende inzichten in vriendschappelijk verband te kunnen en mogen getuigen.

Ik kan de zorg van de geachte afgevaardigde de heer Korthals niet delen, wanneer hij zegt, dat het gevaar bestaat, dat Frankrijk als het ware door de gemeenschappelijke hulp zijn eigen investeringen overzee zou verminderen.

De heer Korthals (V.V.D.): Relatief.

De heer Luns, Minister van Buitenlandse Zaken: Dat begrijp ik.

De behoefte aan die investeringen is zo enorm en de verdragsbepalingen spreken op dit punt zo duidelijk van aanvullende hulp en dan nog slechts op een bepaald gebied, namelijk bepaalde projecten, welke een sociaal of economisch karakter dragen, dat deze zorg door de Regering niet wordt gedeeld.

Het is daarbij een gelukkige omstandigheid, dat, mede op Nederlands aandrigen, het Europese karakter van deze fondsen zo duidelijk mogelijk naar voren is gekomen. Een beslissing over de projecten wordt genomen door de Europese organen, t.w. de Europese Commissie en de Raad van Ministers. In deze procedure ligt een waarborg voor het objectieve karakter der aldus te nemen beslissingen.

Ik ben het met de geachte afgevaardigde de heer Van der Goes van Naters eens, dat zoveel mogelijk moet worden gestreefd naar een zo groot mogelijke zeggenschap van de gebieden, die hulp ontvangen, in de wijze, waarop die hulp zal worden verleend. De Nederlandse Regering zal daarop bij voortduring blijven aandringen, maar, wanneer wij erkennen, dat de politieke verantwoordelijkheid in die gebieden bij het moederland ligt, dan erkennen wij tevens, dat het proces van inschakeling van die gebieden in de materie, die wij thans bespreken, in eerste instantie een gevolg is van de regelingen, welke het moederland t.a.v. de toekomst van die gebieden

Minister Luns

treft. Ook hier geldt echter, dat deze nieuwe vorm van solidariteit betere gelegenheid zal bieden om van onze inzichten te doen blijken dan tot nu toe het geval is geweest.

Ik ben het ook eens met de geachte afgevaardigde de heer Van der Goes van Naters, wanneer hij stelt, dat de associatie van Marokko en Tunis van groot belang moet worden geacht. Dit houdt mede verband met de ontwikkeling van de situatie in Afrika en het Midden-Oosten. De intentieverklaring inzake het afsluiten van associatieregelingen met de onafhankelijke Staten, behorend tot de frank-zone, waaronder de genoemde landen vallen, bewijst, dat dit besef bij alle E.E.G.-landen bestaat.

De ontwikkeling van de landen en gebieden overzee en de verheffing hunner bevolking in de meest ruime zin en het welslagen van de associatieregeling gaan de Regering zeer ter harte, evenals de goede betrekkingen tussen deze gebieden en de Europese Economische Gemeenschap. De geachte afgevaardigde de heer Korthals, die de term „Europees-Afrikaanse Gemeenschap” reeds noemde, moge ik eraan herinneren, dat onder de geassocieerde gebieden ook, en voor Nederland waarlijk niet onbelangrijke, niet-Afrikaanse gebieden behoren. Het verwezenlijken van een blijvende vrijwillige gemeenschap met alle geassocieerde gebieden is een doel op lange termijn, doch een doel, hetwelk voorzeker het nastreven waard is en dat, mede door de onderhavige associatieregeling, zal kunnen worden verwezenlijkt.

Mijnheer de Voorzitter! Thans een woord over de samenstelling van de Assemblee. Verschillende geachte afgevaardigden hebben er terecht hun teleurstelling over uitgesproken, dat de Beneluxlanden in deze Assemblee een relatief zo geringe plaats innemen; ik kan u verzekeren, Mijnheer de Voorzitter, dat ik persoonlijk tot vlak voor de ondertekening der verdragen te Rome, n. enige uren daarvóór nog, mij tot het uiterste heb ingespannen om in deze situatie verbetering te krijgen, doch dat zulks mij desondanks niet is mogen gelukken. Zoals de geachte afgevaardigden echter bekend is, zal dit vraagstuk opnieuw aan de orde komen, wanneer, na de inwerkingtreding der verdragen, de gehele positie van de Assemblee, mede in haar verhouding tot de andere Europese parlementaire organen, nader in studie zal worden genomen met medewerking van de Assemblee zelf.

Met het oog hierop onderschrijf ik dan ook gaarne de bewoordingen van de motie van orde ingediend door de geachte afgevaardigde de heer Burger namens de Commissie van Voorbereiding. Ik kan reeds nu verzekeren, dat de Regering gaarne gevolg zal geven aan de in deze motie vervatte uitnodiging iedere mogelijkheid aan te grijpen, dat door een systeem van plaatsvervangende of anderszins verdubbeling van de ledentallen der Assemblee mogelijk wordt. Ik mag hierbij overigens wel de verwachting uitspreken, dat de Nederlandse leden in de Europese parlementaire organen in dezelfde zin actief zullen zijn. De positie der Nederlandse Regering tijdens de onderhandelingen over deze kwestie is namelijk niet weinig verzwakt door de gemeenschappelijke démarche van de President en alle fractievoorzitters van de E.G.K.S.-Assemblee, welke tegen invoering van een systeem van plaatsvervaardigden gericht was. Van enigerlei afwijkende opvatting van de Nederlandse leden dier Assemblee is mij niets gebleken.

Naar aanleiding van de opmerkingen, welke met name de geachte afgevaardigde de heer Van der Goes van Naters heeft gemaakt met betrekking tot de zetel der Gemeenschappen, zou ik voorop willen stellen, dat de Regering haar standpunt ter zake nog niet definitief heeft vastgesteld. Uiteraard is zij het met de geachte afgevaardigde eens, dat het de voorkeur verdient, de instellingen zoveel mogelijk in één plaats te concentreren om een veelheid van in het oog springende redenen. Echter, dit beaamd hebbende, zijn daarmee de moeilijkheden geenszins opgelost. Factoren van psychologische, feitelijke en nationale aard spelen een rol, waarvan het gewicht thans nog niet bepaalbaar is.

De zo juist genoemde wenselijkheid van concentratie geldt overigens naar mijn mening in mindere mate voor het Hof van Justitie. Het zou wenselijk kunnen zijn het Hof elders te vestigen. De Regering bestudeert nog de mogelijkheid hiervoor eventueel de candidatuur van den Haag te stellen.

De geachte afgevaardigde de heer Schuijt heeft de vraag gesteld, of de Regering bereid is te bevorderen, dat het statuut van de ambtenaren der nieuwe Gemeenschappen gelijk zal zijn aan de regeling voor een „fonction publique européenne”, welke thans onder auspiciën van de Raad van Europa wordt uitgewerkt.

Ik kan hierop antwoorden, dat de Interim Commissie der Zes, welke thans regelmatig te Brussel bijeenkomt, zich op het ogenblik onder meer met dit vraagstuk bezighoudt. Hierbij zal zij ongetwijfeld rekening houden met de studies, welke in het kader van de Raad van Europa zijn verricht, doch het is mij niet mogelijk thans reeds te zeggen, dat naar een volledige gelijkstelling van het statuut van alle Europese ambtenaren zal moeten worden gestreefd. Het betreft hier een zeer complex vraagstuk. Alle facetten hiervan zijn nog niet onderzocht. In beginsel ben ik het overigens geheel eens met de heer Schuijt, dat in ieder geval de onafhankelijke positie der internationale ambtenaren gehandhaafd en gewaarborgd moet blijven. Dit behoeft overigens niet uit te sluiten, dat bepaalde regelingen op nationaal niveau kunnen worden voorzien, waardoor de mogelijkheid wordt geschapen, dat bepaalde ambtenaren na verloop van tijd in de nationale administratie terugkeren.

De geachte afgevaardigde de heer Schuijt heeft, mede in verband met de sociale aspecten van het E.E.G.-verdrag nog de aandacht gevestigd op de volgende vraagstukken:

In de eerste plaats heeft hij gevraagd, of bij de benoeming van de leden der Europese Commissie de Regeringen erop zouden kunnen toezien, dat in navolging van de situatie bij de E.G.K.S. in deze instelling ook een persoonlijkheid wordt benoemd, die in het bijzonder t.a.v. sociale vraagstukken deskundig kan worden geacht.

Ik zou hierop willen antwoorden, dat ik dit inderdaad een nuttige suggestie acht en dat het voorbeeld van de E.G.K.S., dat de geachte afgevaardigde noemde, hierbij ongetwijfeld zwaar zal wegen.

Vervolgens heeft de geachte afgevaardigde de heer Schuijt gesuggereerd, dat in de Raad van Bewind van de Europese Investeringsbank een bewindvoerder zou worden benoemd, b.v. afkomstig uit de kringen van werknemers, die in het bijzonder de aandacht zou kunnen vestigen op het sociale aspect van de voorgestelde investeringsprojecten. Een concreet antwoord moet ik de geachte afgevaardigde helaas schuldig blijven.

Ik acht deze mogelijkheid zeker niet uitgesloten, maar het is niet mogelijk, dat de Regering zich thans ter zake definitief vastlegt.

Ten slotte heeft deze geachte afgevaardigde de Regering uitgenodigd in het algemeen te willen bevorderen, dat het Economisch en Sociaal Comité op enigerlei wijze zal worden betrokken bij de activiteiten van de Investeringsbank.

Naar aanleiding van deze suggestie zou ik willen opmerken, dat, zoals in de Memorie van Antwoord reeds is uiteengezet, het Economisch en Sociaal Comité het karakter heeft van een adviesorgaan ten behoeve van de Raad van Ministers en van de Europese Commissie. Als zodanig zal het, door middel van zijn adviezen, een indirecte invloed kunnen uitoefenen op het beleid van de Investeringsbank. De Regering zou het juist achten, dat het Comité, waar zulks nuttig is, om advies zal worden gevraagd.

Thans kom ik tot de beantwoording van de opmerkingen, welke gemaakt zijn met betrekking tot het Euratomverdrag. Het zal niemand ontgaan zijn, Mijnheer de Voorzitter, hoeveel minder controversen de Nederlandse deelname aan dit verdrag heeft opgeroepen, vergeleken bij ons toekomstige lidmaatschap van de Europese Economische Gemeenschap. Bijna in-

Minister Luns

stinctmatig heeft men aangevoeld, dat een klein land bijna hulpeloos staat tegenover dit immense probleem. Terwijl korte tijd geleden de atoomzaak nog een fascinerend object van toekomst-speculaties was, zijn wij thans reeds geconfronteerd met de enorme gevaren en ook met de enorme mogelijkheden, die het atoomtijdperk ons reeds thans biedt. Wanneer men het voorrecht heeft, leiding te mogen geven aan de buitenlandse politiek van Nederland, dan ontwaart men hoezeer het atoomaspect in vrijwel alle facetten van die buitenlandse politiek doordringt, en ik wil niet nalaten te stellen, dat Euratom behalve een nieuwe consolidatie van de samenwerking tussen de Zes, voor de Regering ook een perspectief opent om minder nietig dan we ons tot nu toe moesten gevoelen een schakel te zijn in een groter geheel, dat op constructieve wijze en met voldoende fantasie de problemen, waarvoor wij gesteld zijn, zal kunnen oplossen.

De gemeenschappelijke benadering van het probleem der atoomsplijting door middel van Euratom komt nog juist op tijd, Mijnheer de Voorzitter. Juist op tijd, omdat, zoals de „Drie Wijzen” het zo duidelijk hebben gesteld in hun voortreffelijk rapport, West-Europa te staan komt voor een steeds nijpender tekort aan conventionele brandstof. Reeds thans bezwaart dit tekort de betalingsbalans van vele landen in dit deel van de wereld, waaronder ook het onze. De atoomsplijting, die in vergelijking tot de brandstoffen, waaraan wij gewend zijn, maar een zeer gering volume grondstof vereist, is reeds daarom van uitermate grote betekenis. Hierdoor kan West-Europa op den duur minder afhankelijk worden van de ongestoorde toevoer van die vele miljoenen tonnen steenkolen en petroleum van overzee, langs verbindingswegen, die soms zeer kwetsbaar zijn, waarop het tot nu toe geheel en als is aangewezen.

Juist op tijd ook komt deze voorgenomen nauwe samenwerking, omdat er in de zes deelnemende landen ontegenzeggelijk een duidelijke achterstand is op dit gebied, een technische achterstand, welke echter zijn grote politieke en economische gevolgen heeft. Op de oorzaken van het ontstaan van die achterstand behoeft ik niet in te gaan, want zij zijn deze Kamer genoegzaam bekend. Maar hoe dan ook, West-Europa, dat van de toepassingen der kernsplijting zoveel heil kan verwachten voor de oplossing van de juist aangeduide vraagstukken van de betalingsbalans en de energievoorziening, worstelt om technisch en wetenschappelijk op één niveau te komen met de in dit opzicht veel verder ontwikkelde landen, de Verenigde Staten, Engeland, de Sovjet-Unie. Het streven om in samenwerking die achterstand te helpen opheffen, en daardoor aan onze landen ook weer die vooraanstaande plaats te helpen geven in wetenschap en techniek, die sedert lang op andere terreinen de hunne was, is onze volle steun derhalve waard. En ik acht het van waarde om dit nadrukkelijk te stellen. Euratom kan alleen dan volledig succes hebben, wanneer het zich van een zo groot mogelijke medewerking weet te verzekeren van de op atoomgebied meer ontwikkelde landen, van Engeland en bovenal van Amerika, dat op dit gebied een nauwelijks betwiste leiding heeft. Dat de „Drie Wijzen” bij hun bezoek aan Amerika dan ook veel welwillende belangstelling voor Euratom hebben ontmoet, wordt van grote betekenis geacht door de Regering. Dat West-Europa de achterstand op atoomgebied inhaalt, wordt daar blijkbaar, hoezeer terecht, gezien als een belang voor de gehele wereld.

Mijnheer de Voorzitter! Vele sprekers in dit debat hebben met een nauwelijks verholen nostalgie gesproken over de achteruitgang in de betekenis van ons continent in de wereld, daarbij herinneringen oproepend aan een groots verleden. Het is tijd om die funeste ontwikkeling te keren en Euratom kan een goed middel zijn om daartoe bij te dragen. In ieder geval zie ik het als een goed voorteken, dat de zes landen dit hier nog maar nauwelijks begane terrein voor een zeer nauwe onderlinge samenwerking hebben gekozen.

De Regering verheugt zich over de gunstige beoordeling, welke het Euratomverdrag in de Kamer ten deel is gevallen. Zij onderschrijft in dit verband de uit deze Kamer tot uit-

drukking gebrachte mening, dat de praktijk van dit verdrag eerst inhoud zal geven aan wat nu vooral een kader is. Dat er watervrees bij de Regering zou bestaan voor Euratom, zoals de geachte afgevaardigde, de heer Patijn, in zijn knap betoog suggereerde, is bepaald onjuist; de Regering zal er op alle mogelijke wijzen toe bijdragen, dat de mogelijkheden van Euratom verwezenlijkt worden. Maar dat betekent allerminst, dat Nederland daarnaast, of liever in aansluiting daarop, niet nog behoefte zou hebben aan een eigen programma van opleiding en research en van reactorbouw. Mijn collega van Economische Zaken zal hierop nader ingaan.

Van mijn kant wil ik in het kort toelichten hoe ik het buitenlandse atoombeleid zie, met name dat ten aanzien van de O.E.E.S., omdat hier de heer Patijn blijk geeft van een visie, die ik slechts zeer ten dele tot de mijne kan maken. De O.E.E.S. heeft zich toch vooral in de laatste maanden ontwikkeld tot een uitermate actief lichaam op atoomgebied. Er is reële voortgang gemaakt met de voorbereiding van een proeffabriek voor het opwerken van bestraalde splijtstoffen, zozeer dat, wanneer de tekenen niet bedriegen, dit de eerste „gemeenschappelijke onderneming” in West-Europa kan worden. De Kamer kan ter zake nadere mededelingen tegemoet zien, wanneer de Raad van Ministers van de O.E.E.S. zijn definitieve goedkeuring aan de plannen zal hebben gegeven.

Ettelijke andere plannen worden in O.E.E.S.-verband onderzocht en uitgewerkt. Aan dit overleg neemt ook het Verenigd Koninkrijk deel. Weliswaar heeft dit land met zijn ontwikkelde atoomindustrie geen behoefte gevoeld om deel te nemen in de juist genoemde proeffabriek, maar landen met actieve belangstelling en met interessante werkzaamheden op het gebied van de kernsplijting, zoals Zweden, Zwitserland en Noorwegen, nemen wel deel daarin met, Mijnheer de Voorzitter, alle landen van Euratom zelf, behalve Luxemburg. Dat men onder die omstandigheden bezwaar zou willen maken tegen Nederlandse deelneming aan deze activiteiten, kan ik moeilijk geloven.

Kortom, Nederlands belang zou niet zijn gediend met het tegengaan van de atoomwerkzaamheden in het verband van de O.E.E.S. Deelneming van het Verenigd Koninkrijk en andere O.E.E.S.-landen aan het atoomwerk — het is reeds gezegd in de Memorie van Antwoord — wordt toegejuicht. Of Engeland meer steun wenst te geven aan Euratomwerkzaamheden dan aan O.E.E.S.-activiteiten, zal de tijd moeten leren en uiteraard zal niet de Nederlandse, maar te zijner tijd alleen de Engelse Regering het antwoord op die vraag moeten geven.

Het atoomgebied is zo nieuw en zo veelomvattend, dat zeer veel terzelfder tijd in verschillende internationale milieus wordt aangepakt. Daarin schuilt ongetwijfeld een gevaar voor duplicatie, maar ook het voordeel van stimulans op elkaars activiteiten.

Het staat echter vast, dat evenals op het gebied van de gemeenschappelijke markt Euratom diepere vormen van samenwerking raakt dan in andere organisaties mogelijk zal zijn. Het is deze diepere samenwerking en de speciale solidariteit tussen de 6 landen, die vanzelfsprekend hun resultaten zullen afwerpen. De Regering acht het echter zoals gezegd onjuist om iedere andere gezonde samenwerking te zien als tegenstrijdig aan het Euratombelang.

De geachte afgevaardigde de heer Patijn heeft terecht gewezen op een van de moeilijkste punten, welke o.m. in de directe toekomst om een oplossing vragen.

Het betreft hier de opleiding van deskundigen op kernfysisch en kernenergetisch gebied. Ook de toepassingen vereisen gespecialiseerde kennis. Deze aangelegenheden behoren tot de verantwoordelijkheid van mijn collega van Onderwijs, Kunsten en Wetenschappen, namens wie ik hier het volgende aan de Kamer moge zeggen.

Ieder middel om tot een uitbreiding van het aantal deskundigen op de gebieden van kernfysica en kernenergie te geraken, moet worden aangegrepen. Dat Euratom een belangrijke bijdrage kan leveren, staat vast. Evenwel moet goed in het oog worden gehouden, dat de basisstudie in de kernfysica en de

Minister Luns

kernenergie en de toepassingen een onderdeel zijn van de normale natuurwetenschappelijke opleiding aan de Nederlandse instellingen van hoger onderwijs en een specialisatie bij deze opleiding vormen. Voor de voortgezette opleiding, waarin het Euratomverdrag voorziet, zal ook Nederland docenten en wetenschappelijke ambtenaren beschikbaar moeten stellen, voor zover hierdoor de basisopleiding aan de Nederlandse instellingen niet wordt geschaad. Vooral in de beginperiode van de samenwerking op dit gebied zullen de hierbij betrokken belangen zo goed mogelijk moeten worden gecoördineerd.

Het rapport van de commissie, die het advies uitbrengt over het opleidingsvraagstuk op het terrein van de kernfysica en de kernenergie en haar toepassingen, zal thans binnenkort aan de Staten-Generaal ter kennis worden gebracht. Tot zover mijn ambtgenoot de heer Cals.

De geachte afgevaardigde de heer Bakker ziet in het Euratomverdrag niets anders dan een sinistere samenwerking tussen magnaten uit Wall Street en van de Ruhr om West-Duitsland aan een atoomindustrie voor militaire doeleinden te helpen. Moet ik hem in herinnering brengen, dat het Euratomverdrag zich uitdrukkelijk bezighoudt met de vreedzame toepassing van de kernenergie en met niets anders? Ik vrees, dat hij, in stede van de verdragstekst te bestuderen, opnieuw in de leer is gegaan bij Lenin, die volgens hem immers reeds in 1915 had aangetoond, dat er van internationale samenwerking tussen niet communistische landen geen goed te verwachten viel. Wat de samenwerking tussen de wel communistische landen in feite inhoudt, behoeft ik in deze Kamer niet uiteen te zetten. Dat de geachte afgevaardigde gekant blijkt te zijn tegen de zelfstandige ontwikkeling op atoomgebied van West-Europa, waartoe het Euratomverdrag beoogt bij te dragen, is niet verwonderlijk, maar wel veelbetekenend.

De geachte afgevaardigde de heer Jansen stelt, evenals de geachte afgevaardigde de heer Patijn, de vraag, hoe de samenwerking met Engeland op atoomgebied tot stand zal komen, en ik vermoed, dat ook deze geachte afgevaardigde denkt aan de verhouding tot Euratom of eventueel ook de O.E.E.S. Ik moet erop wijzen, dat de Nederlandse Regering in beiderlei verband iedere mogelijkheid van nauwe samenwerking met Engeland zal aangrijpen, evenals trouwens met Amerika.

Enige sprekers, onder wie speciaal de geachte afgevaardigde de heer Calmeyer, hebben gesproken over militaire aspecten van de atoomsplitsing, doch ik wil eraan herinneren, dat Euratom nadrukkelijk alleen de vreedzame toepassing beoogt, en mij derhalve daartoe beperken.

Het komt mij voor, dat met name ten aanzien van de positie van Frankrijk bij de samenwerking in Euratomverband nogal eens misverstand rijst. Frankrijk bezat een eigen militair atoomprogramma geruime tijd vóór de Euratomonderhandelingen aanvingen en het zet dat programma, geheel buiten Euratom, dat immers slechts het vreedzame gebruik beoogt, voort. Sommige leden hebben dit betreurd, een ander juicht het juist toe. In ieder geval wenst Frankrijk dit programma te handhaven en de Regering kan hierop ook geen invloed uitoefenen, gesteld al, dat zij dit zou willen.

Sprekend over Frankrijk wil ik er ten slotte op wijzen, dat dit land ook op het gebied van de vreedzame toepassing der kernenergie verder is voortgeschreden dan de overige tot het Euratomverdrag toetredende Staten. Ook daarom is het van belang, Frankrijk als partner in dit collectieve verdrag te hebben.

Ik ben thans, Mijnheer de Voorzitter, aan het einde van mijn betoog. Het is bijna een onmogelijkheid, gebeurtenissen, waar men zo dichtbij staat en dagelijks nog zo mee verweven is, in juist historisch perspectief te stellen.

De verleiding van overschatting is dikwijls groter dan die van onderschatting. Toch meen ik, Mijnheer de Voorzitter, dat er nauwelijks ogenblikken geweest zijn in de beslissingen van Regering en Parlement, die van zo grote betekenis zijn als die, waarvoor wij thans zijn gesteld. Met de goedkeuring van deze

Minister Luns e. a.

verdragen betreden wij een weg, waarop een teruggaan niet mogelijk is.

De weg zal dikwijls moeilijk zijn. Zij is ook vol onzekerheden; dit kan niet anders, maar zij leidt — en daarin ligt de historische betekenis van onze beslissing — onweerstaanbaar naar een nieuwe vorming van samenleving tussen de Europese Staten, die de enige waarborg biedt voor een gezond en levenskrachtig Europa, waarin Nederland een eervolle plaats zal innemen.

De heer Zijlstra, Minister van Economische Zaken: Mijnheer de Voorzitter! De geachte afgevaardigde de heer Korthals heeft gezegd, dat het op dit ogenblik niet zozeer aankomt op een uiteenzetting van de algemene filosofie van de gemeenschappelijke markt, omdat daarover lang genoeg is gepraat, maar dat het nu voor alles gaat om de uitwerking, die ons in deze verdragen is voorgelegd. Ik ben het met die opvatting eens, maar ik kan toch niet geheel weerstand bieden aan de verleiding, een enkel punt uit die algemene filosofie van de gemeenschappelijke markt aan te stippen, omdat dit mij ook enkele aanknopingspunten geeft voor de beantwoording van opmerkingen, die zijn gemaakt en die in aanmerking komen voor beantwoording van mijn kant.

De filosofie van de economische integratie, zoals wij het vandaag noemen, is zo oud als de economie zelf. Het betoog van Adam Smith in zijn „Wealth of Nations” — veel bekritiseerd, weinig gelezen — was één pleidooi voor economische integratie op wereldwijde basis. Die integratiegedachte is dan ook niets nieuws onder de zon.

De kern van de aan de integratie ten grondslag liggende gedachten is sedertdien ook niet gewijzigd. Door invoerrechten of andere handelsbelemmeringen wordt de invoer belemmerd; achter deze barrières ontwikkelen zich inefficiënte bedrijfstakken, die niet of niet voldoende meer in aanraking komen met de concurrentie op de wereldmarkt. De efficiënte en vooruitstrevende ondernemer wordt voor zijn activiteit gestraft, terwijl de niet efficiënt werkende onderneming een premie krijgt voor zijn negatieve eigenschappen.

Het nationale inkomen lijdt schade, de consument betaalt het gelag. Omgekeerd, aldus deze filosofie, moet de afschaffing van handelsbelemmeringen als het ware bloedzuiverend werken op de economische kringloop. Naarmate handelsbarrières worden geslecht, moeten weliswaar inefficiënte bedrijfstakken inkrimpen, of misschien verdwijnen, doch de efficiënte bedrijfstakken kunnen hierdoor uitbreiden en de consument en het algemene belang worden er beter van.

Aldus deze, wat men zou kunnen noemen, basisfilosofie van iedere integratiegedachte, ook van de economische integratie, die wij vandaag bespreken. Een vrijer handelsverkeer en grotere efficiëntie zijn twee polen van dezelfde zaak. Nu moge echter de filosofie dezelfde zijn, de wijze, waarop deze wordt gerealiseerd, moet noodzakelijkerwijze variëren met tijd en plaats. Zo leven wij — het is gisteren en eergisteren enkele malen gezegd — niet meer in de 19de eeuw, maar in de 20ste. Dat brengt voor deze filosofie naar mijn mening twee belangrijke complicaties met zich mee.

De opheffing van handelsbarrières garandeert nog niet een vrij goederenverkeer. Onze moderne maatschappij is economisch angstwekkend gecompliceerd. Op talloze manieren worden de concurrentievoorwaarden beïnvloed hetzij door overheidsmaatregelen, hetzij door maatregelen van publiekrechtelijke organen, hetzij door private bedrijfsregelen en door al datgene, wat aan onze maatschappij en aan ons economisch leven dat plastische karakter heeft ontnomen, dat het de vorige eeuw had.

Een zo zuiver mogelijke internationale concurrentie is dan ook slechts denkbaar, indien de negatieve actie in de vorm van een afschaffing van belemmerende bepalingen gepaard gaat met een zodanige harmonisatie van de economische politiek in de integreerende landen — ik zeg niet: samensmelting van het beleid; ik kom daarop nog terug —, dat op faire en eerlijke

Minister Zijlstra

wijze geconcurrereerd kan worden. Het zou niet billijk zijn, indien in de race om de verovering van de markt niet iedereen in beginsel dezelfde afstand zou moeten lopen.

In de tweede plaats echter is economische samenwerking — dat is het tweede bezwaar tegen de eenzijdige toepassing van de basisfilosofie — op wereldwijde schaal onder de zo juist gescheide voorwaarden door de vele tegenstellingen en verschillen, die er in de wereld bestaan, praktisch onmogelijk.

Daarom moet men beginnen bij wat wel mogelijk is, dat is de toepassing op meer regionale basis. Immers, voor een zodanige harmonisatie van beleid en een in elkaar groeien is nodig, dat men in voldoende mate ook in economisch denken en in economische ontwikkeling aan elkaar is aangepast.

Deze regionale toepassing van de filosofie van de vrije handel kan verschillende vormen aannemen. Het kan gaan over een gemeenschappelijke markt als die, waarover wij nu spreken. Het kan gaan over een vrijhandelszone, of over, een nog zwakkere vorm, preferentiële gebieden. In al die gevallen gaat het in wezen om de toepassing van de oude gedachte van Adam Smith, namelijk op de meest efficiënte wijze de hulpbronnen tot ontwikkeling te brengen en met elkaar te laten concurreren.

Van de genoemde mogelijke vormen van regionale economische samenwerking is de gemeenschappelijke markt de meest ver gaande. De economische unie, die een douane-unie impliceert, garandeert een absoluut vrij verkeer van goederen tussen de deelnemende landen, omdat het gemeenschappelijk buitentarief, dat inherent is aan een douane-unie, de mogelijkheid schept ieder goed, zodra het eenmaal in het gebied van de unie is, verder vrij binnen dit gebied te laten circuleren.

Noch het preferentiële gebied, noch de vrijhandelszone als samenwerkingsvormen maken een dergelijke ver gaande vrijheid mogelijk, omdat in deze gevallen ieder land zijn eigen buitenrecht behoudt en dus zorgvuldig gewaakt moet worden, dat geen goederen in het samenwerkende gebied via het land met een lager recht stromen naar een land, dat zelf wordt omringd door hogere invoerrechten.

Daarom zijn de douane-unie en — de meest geperfectioneerde vorm daarvan — de economische unie voor landen, die naar een actieve economische éénwording streven en een zo vrij mogelijk goederenverkeer voorstaan, economisch de meest aantrekkelijke vormen van samenwerking.

Nu is het een feit, dat slechts de Schuman-landen tot nu toe bereid zijn gebleken, een zodanige ver gaande vorm van economische samenwerking te accepteren en de nogal ver gaande consequenties voor het beleid hieruit ook met de daad te trekken. Op grond van deze feitelijkheid zijn zij ook thans voor ons de meest aangewezen partners.

Nu zijn aan praktisch iedere mogelijkheid van economische samenwerking inherent twee processen, die men noemt — men gebruikt meestal de Engelse termen, hoewel dit natuurlijk niet noodzakelijk is — trade-creation en trade-diversion, het scheppen van handel en het verplaatsen van handel.

De trade-diversion, het verplaatsen van handel, vloeit voort uit het feit, dat de tariefsverlagingen of andere reducties van belemmeringen, die enige landen elkaar over en weer toestaan, met zich brengen, dat men elkaars goedkoper geworden produkten gaat kopen in plaats van die te kopen uit derde landen, ook wanneer zulks, zo men wil, op wereldbasis misschien efficiënter zou zijn. Er wordt als het ware handel afgetapt van de buitenwereld en binnengeleid in de kring van de integreerde landen. Dit is, als men het zo wil noemen, een protectionistisch bijproduct van de afbraak van binnentarieven tussen bepaalde landen, gepaard gaande met de creatie van een gemeenschappelijk buitentarief. Hetzelfde doet zich, in mindere mate, voor in de vrijhandelszone en ook in de preferentiële gebieden.

Daartegenover staat de schepping van handel en van productie. Landen, die gaan samenwerken en hun interne barrières afbreken, gaan produkten van elkaar kopen, die men voorheen op misschien minder efficiënte basis zelf fabriceerde.

Men kan verder gaan specialiseren, men kan beter gaan plannen.

Deze schepping van handel is misschien op het ogenblik de meest in het oog springende van deze processen. Men kan als ondernemer zijn productie plannen op een zeer grote markt. Men kan plannen op de markt van de Schuman-landen, van de Gemeenschap van Zes, de Gemeenschap van 160 miljoen mensen. Wie op bepaalde gebieden het effect van de creatie van de kleine Benelux-Unie op de investeringsplannen van de ondernemers heeft kunnen volgen, die zal van deze kant van de zaak geen geringe verwachtingen behoeven te koesteren.

Ik heb al gewezen op de Benelux. Ik mag dat doen, omdat mij dit zeer in concreto brengt op de problemen, waarmee wij ons thans bezighouden. Als men op de Beneluxlanden let, blijkt, dat het aandeel, dat de drie landen, Nederland, België en Luxemburg, in elkaars handel hebben, in vergelijking tot vóór de oorlog is toegenomen. Van onze invoer komt thans 19 pct. uit onze partnerlanden in de Benelux, tegen 11 pct. vóór de oorlog; 14 pct. van onze uitvoer gaat naar de andere Beneluxlanden, tegen 10 pct. vóór de oorlog. Daarnaast is echter ook de handel van de Beneluxlanden met het buitenland, niet procentueel, maar wel absoluut, in plaats van afgenomen juist toegenomen.

De processen van schepping van handel en van afleiding van handel hebben zich in de Benelux vrijwel geruisloos voltrokken. Er is alleen maar geruis geweest in 1952 en 1953, toen een inzakken van de conjunctuur de aanpassingsmoeilijkheden accentueerde. Maar de moeilijkheden zelf, de grote verschuivingen in het handels- en productiepatroon, het is alles als vanzelf gegaan.

Wij zien ditzelfde ten aanzien van de liberalisatiemaatregelen in O.E.E.C.-verband. De statistieken leren, dat ook de handel tussen de O.E.E.C.-landen procentueel is toegenomen en dat overigens ook absoluut genomen de handel met de buitenwereld is toegenomen.

Ik noem deze cijfers en deze statistieken, omdat deze mij brengen op een punt, dat bij de beoordeling van de voorliggende verdragen van het grootste belang is. Ik zal de laatste zijn om te ontkennen, dat wij staan voor een beslissing van historische draagwijdte, dat wij misschien een revolutionaire ontwikkeling gaan beginnen, in economische zin dan natuurlijk. Maar het is toch ook van belang om te wijzen op het evolutionaire karakter van deze ontwikkeling. Wanneer men ziet, hoe Benelux zich heeft ontwikkeld, de handel van de O.E.E.C.-landen zich heeft ontplooid, wanneer men ziet de ontwikkeling van de verhoudingen op het gebied van de kolen en staal in de K.S.G., dan is er alle aanleiding voor de stelling, die, meen ik, de geachte afgevaardigde de heer Nederhorst ook naar voren heeft gebracht, dat de integratie van de Schuman-landen niet anders is dan de accentuering van een zich feitelijk reeds voltrekkend proces. In een dynamische maatschappij, waarin binnen onze grenzen het nationale inkomen steeds toeneemt, zal de vraag naar produkten van buiten de E.E.G.-landen blijven toenemen. De produktiviteit, die ten gevolge van de trade-creation toeneemt, kan een extrastimulus geven. Ook uit dien hoofde is niet aan te nemen, dat het handelsverkeer tussen de zes landen, die zijn geïntegreerd, en de rest van de wereld, zal inschrompelen, zal afnemen. Maar, zo kan men zeggen, die trade-creation, dit zich meer oriënteren op elkaar van de zes landen, leidt dat niet tot stagneren van onze industrialisatie, komt onze industrialisatie niet bloot te staan aan buitenlandse concurrentie en is daarom dat voordeel van de gemeenschappelijke markt, van de integratie van de zes landen voor Nederland niet slechts schijn? Ik geloof het niet, Mijnheer de Voorzitter. Ik zal dit straks verder adstrueren. In dit verband moet met name worden gewezen op het feit, dat afschaffing van de invoerrechten binnen de zes landen in die zin een voordeel voor Nederland kan en zal zijn, omdat de invoerrechten bij onze partners relatief zo hoog zijn, dat door het afschaffen van de invoerrechten verhoudingsgewijs — en even afgezien van de

Minister Zijlstra

factoren, waarop de geachte afgevaardigde de heer Van Leeuwen (op zich zelf terecht), heeft gewezen — de openheid, die voor onze industrie ontstaat, sterker zal zijn dan voor de industrieën in andere landen, die een slechts matig tarief zullen zien verdwijnen.

Er is nog een ander, meer algemeen punt, dat wij wel in de beschouwingen moeten betrekken, wanneer wij ons zorgen gaan maken — en natuurlijk maken wij ons daarover zorgen — over de vraag, of onze Nederlandse economische structuur de aanpassingswrijvingen en — als ik het zo mag zeggen — alle herrie en narigheid, die wij zonder enige twijfel gaan beleven, wel kan doorstaan. Dan zou ik erop willen wijzen, dat men zo licht het aanpassingsvermogen van een economische structuur onderschat. Ik wil dit duidelijk maken door te wijzen op enkele uitermate zware belastingen, waaraan de Nederlandse economische structuur is blootgesteld geweest zonder daaraan te bezwijken.

Vóór de oorlog bestond 15 pct. van onze deviezeninkomsten uit kapitaalopbrengsten, dus renten. Na de oorlog is de omvang — in constante koopkrachteenheden uitgerekend — hiervan aanzienlijk gedaald, zodat thans slechts 2 pct. van onze deviezeninkomsten uit kapitaalopbrengsten bestaat. Wij hebben dit moeten compenseren door het veroveren van nieuwe exportmarkten.

In de tweede plaats wijs ik erop, dat 20 pct. van de vóór-oorlogse export naar Indonesië ging. Na de oorlog verviel een groot deel van deze markt en compensatie moest worden gevonden door het zoeken en vinden van nieuwe afzetmarkten.

In de derde plaats merk ik op, dat onze bevolking zich in die periode met 40 pct. heeft uitgebreid. Ook dit noopte tot een sterke exportvergroting. Nu blijkt, dat onder de ongunstigste omstandigheden — en passant gehandicapt door een oorlog, die zware verwoestingen heeft aangericht — deze negatieve structuurveranderingen op ongedachte wijze zijn gecorrigeerd en opgevangen.

Er is niemand, die — neem het even aan — had voorzien, zeg in 1935, wat ons te wachten stond, die had durven geloven aan een ontplooiing van het economisch leven, zoals wij nu meemaken. Daarbij onderschat ik in het geheel niet de conjuncturele moeilijkheden van het ogenblik. Ik heb het nu over de structurele ontwikkeling en als wij het zo zien — om een groot woord te gebruiken — in historisch perspectief, dan geloof ik, dat de aanpassingsmoeilijkheden, die zullen komen en die groot zullen zijn, geenszins onoverkomelijk behoeven te zijn en geenszins onoverkomelijk zullen zijn. Onze economie heeft zwaardere proeven doorstaan dan de op zich zelf ontegenzeggelijk niet lichte beproeving, waaraan zij nu zal worden onderworpen.

Intussen is de vraag gewettigd of ons hoger buitenrecht voor ons geen extranadeel betekent, ons als zodanig in een protectionistische hoek zal drijven en ons zal afsluiten van de rest van de wereld. In de Memorie van Toelichting is gesteld, dat in een periode van 12 à 15 jaren de invloed van het buitenrecht op ons prijsniveau op 1 of 2 pct. zal uitkomen. Dit is een berekening, waarvan men één ding zeker weet, nl. dat zij niet zal uitkomen, maar het is natuurlijk toch een interessante indicatie; het is verder een macro-indicatie, die voor bepaalde punten in ons bedrijfsleven zwaarder zal kunnen wegen. Wij moeten echter deze moeilijkheden plaatsen tegenover een redelijkerwijze te verwachten stijging van de arbeidsproductiviteit. Welnu, men moet wel bijzonder pessimistisch zijn, wanneer men niet durft aannemen, dat over 12 of 15 jaren deze één of twee procent op zich zelf kunnen worden opgevangen en ingehaald.

Men moet ook niet vergeten — dit is een historische belichting, die ik even mag geven —, dat het niet zo is, dat het buitentarief in Nederland tot op heden een bijzonder laag vrijhandelstarief is geweest en nu ineens van bijna nul springt tot zeg bijna 20 of 30 pct. Daarvan is geen sprake. Ons tarief, dat zeer laag was vóór 1914, heeft een en ander meegemaakt tussen de twee wereldoorlogen. Het heeft een niet onaanzien-

lijke sprong naar boven gemaakt als buitentarief in Benelux, en er komt nu nog een schep bovenop.

Ik heb hier een cijfer, dat tot uitdrukking brengt, dat sinds 1939, het laatste hausejaer van vóór de tweede wereldoorlog, het gemiddelde tarief voor eindprodukten in ons land tot niet minder dan 300 pct. is toegenomen, het drievoudige dus, zonder dat dit tot enige belangrijke ongunstige reactie heeft geleid. Het is ook in dit verband dus van het grootste belang, toe te zien, dat de tariefsverhoging, waarvoor wij nu staan — en die ik niet toejuich en ten aanzien waarvan ik tot het laatste mijn best heb gedaan om haar geheel of ten dele te voorkomen —, op zich zelf met name voldoende zal zijn om een rampspoed in Nederland te verwekken. Ook in dit opzicht moet men, als men de zaak in voldoende historisch perspectief beschouwt, zeggen, dat de E.E.G. een verdere accentuering is van een proces, dat op zich zelf reeds in gang was.

Dit wil dus niet zeggen, dat deze ten dele hoge tarieven niet moeten worden betreurd. Het wil nog veel minder zeggen, dat wij niet met alle kracht — dat acht ik een van onze belangrijkste taken in de komende periode — ernaar zullen moeten streven om in G.A.T.T.-verband en de handelspolitiek van de Gemeenschap ten volle inzetende, te komen tot verlaging van tarieven.

Na deze korte algemene inleiding over wat ik heb genoemd de algemeen filosofie van een gemeenschappelijke markt en ons economisch beleid zou ik meer in het bijzonder de sprekers willen beantwoorden, voor zover dat op mijn weg ligt.

Ik begin ook nu weer met opmerkingen van meer algemene aard en karakter. De heer Blaisse heeft gewezen op de verhouding, wat de structuur betreft, tussen het E.E.G.-verdrag en het verdrag inzake de E.G.K.S. De geachte afgevaardigde heeft deze juist getypeerd toen hij zeide: De E.G.K.S. begint met een gemeenschappelijke markt, met vaste regels daarvoor, zij het via een korte overgangstijd. Het verdrag, dat wij nu voor ons hebben, is eigenlijk niets anders dan een reglementering van de overgangstijd, in de hoop te komen tot een toestand na 12—15 jaar, waarna wij een echte gemeenschappelijke markt zullen kunnen gaan beleven.

Het is ook interessant een vergelijking te maken met het Beneluxverdrag. Dat is nog weer anders gegaan. Die economische unie, de Benelux, is zuiver empirisch opgebouwd en nu het gebouw voldoende is opgetrokken, staan wij voor het afsluiten achteraf van het bereikte in het verdrag. Ik geloof, dat het goed is, dat wij van al deze ontwikkelingen een voorbeeld hebben en dat wij ons noch ten aanzien van de ene, noch ten aanzien van de andere mogelijkheid aprioristisch en dogmatisch instellen.

De geachte afgevaardigde de heer Korthals heeft in zekere zin zijn bedachtheid uitgesproken, dat gedurende de overgangperiode in het proces van verwerkelijking van de gemeenschappelijke markt het nationaal beleid in de verschillende Staten als barrière zou kunnen optreden. Ik meen, dat in deze opmerking veel waarheid schuilt, en ik geloof, dat men in alle openheid, hoe men er verder ook over denkt, als feitelijke noodzakelijkheid moet stellen, dat een gemeenschappelijke markt van zes of meer landen het met minder overheidsingrijpen zal moeten doen dan het beleid in een land op zich zelf. Geheel afgezien van preferenties — die wel zullen uiteenlopen in deze Kamer —, dwingt het bekijken van een grotere economische ruimte tot globalere maatregelen van economisch beleid, tot minder ingrijpen in dat economische leven. Een klein gebied kan men beter overzien en men kan dat, als men wil, ook aan dieper ingrijpende maatregelen van economische politiek onderwerpen dan in een zodanig groot gebied het geval is.

Wij hebben ons in te stellen, dunkt mij — ik kom straks op het beleid nog even terug —, niet op een economisch, sociaal, financieel beleid van de Gemeenschap, dat een soort van kleinste gemene veelvoud is van het beleid, dat wij in de afzonderlijke landen vinden. Het beleid moet datgene zijn, wat minimaal nodig is om de werkelijke vrijheid van het goederenverkeer te doen functioneren, waarbij men overigens steeds

Minister Zijlstra

moet bedenken, dat men niet meer moet doen dan feitelijk mogelijk is in een zo groot en in vele opzichten zo heterogeen gebied. Ik geloof, dat het goed is, dat wij deze feitelijkheid voortdurend in het oog houden.

Ik stem ook gaarne met de geachte afgevaardigde in, als hij als de drie belangrijkste winstpunten van het verdrag noemt: de afbraak van de binnentarieven, de afbraak ten dele van de tarieven van protectionistische landen en, in de laatste, maar niet geringste plaats, de handelspolitieke kracht van de Gemeenschap in de wereld. Dit is een factor, waaraan ik persoonlijk het allergrootste gewicht hecht. Wij zullen in tariefonderhandelingen met de Verenigde Staten van Noord-Amerika alleen dan iets bereiken of voldoende bereiken, wanneer wij een handelspolitieke kracht kunnen inzetten, die wezenlijk uitgaat boven die van Nederland en misschien, of waarschijnlijk, die van de Benelux.

De geachte afgevaardigde de heer Van der Goes van Naters heeft een thema aangeroerd, waarover ook mijn ambtgenoot van Buitenlandse Zaken een ogenblik heeft gesproken, nl. dat het zo onjuist is om bij het bekijken van de problemen, waarvoor wij staan, het uitgangspunt van de redenering te nemen in de produktie van nu, de investeringen van nu, kortom, het vertrekpunt te kiezen aan de hand van gegevens, zoals die op het ogenblik voorhanden zijn. Het wezen van een gemeenschappelijke markt is, dat er nieuwe vertrekpunten voor de redenering komen, en als men niet wezenlijk de dynamiek van de groeiende markt in zijn beschouwingen betreft, kan men alleen maar komen tot de meest sombere conclusies ten aanzien van de uitwerking van een verdrag als het onderhavige. Als men dat niet doet — en dat mag men niet doen — is er, geloof ik, reden om aan te nemen, dat zich voldoende economische groei zal ontwikkelen om een zeer groot aantal op zich zelf moeilijke aanpassingsproblemen geruisloos te doen verdwijnen. Ik heb in mijn inleiding nader uiteengezet, waarom ik meen, dat dit het geval is.

De geachte afgevaardigde de heer Diepenhorst heeft een punt aangeroerd, dat ik ook bij andere sprekers beluisterd heb, nl. het volgende.

Wanneer door dat nieuwe hoge buitentarief de invoer van de Gemeenschap uit derde landen afneemt, zal dan om die reden niet de uitvoer van de Gemeenschap naar die landen ook moeten afnemen, hetzij naar bepaalde landen, hetzij voor bepaalde produkten, hetzij in het algemeen?

In het begin heb ik uiteengezet, dat men naar mijn mening niet moet verwarren een relatieve verschuiving in het handelspatroon en de absolute ontwikkeling. De gemeenschappelijke markt zal, relatief gesproken, leiden tot het afleiden van handel naar binnen de zes landen, maar dit behoeft niet te betekenen — en dat zal niet betekenen —, dat, absoluut gesproken, de handel met de buitenwereld afneemt. In de mate, waarin de gemeenschappelijke markt slaagt in haar perspectieven van economische groei, zal de handel met de buitenwereld niet afnemen, maar toenemen. Ik heb dit met feiten gedemonstreerd aan de hand van de Benelux en O.E.E.S.-landen.

De geachte afgevaardigde de heer Hazenbosch heeft gewezen op het feit — dit is door mijn ambtgenoot van Buitenlandse Zaken in zijn slotwoord ook sterk onderstreept —, dat een weg terug niet mogelijk is. Dit is inderdaad juist en ik behoort tot degenen, die zich hierover verheugen. Want inderdaad blijkt, dat, als het gaat kraken en knijpen bij de ontwikkeling van de gemeenschappelijke markt — en wij hebben dit bij de Benelux gezien —, het ten slotte aankomt op de zich ontwikkelende kracht naar de Gemeenschap, welke kracht al voorhanden is. De Benelux is in 1952 en 1953 niet in de eerste plaats gered door geslaagde conferenties en geslaagde protocollen, hoewel die daartoe zeer hebben bijgedragen, maar de Benelux is in de crisis van 1952 en 1953 gered door het rijpende inzicht, ook in België, dat het beter was ook bij voortdrijving de aanpassingsmoeilijkheden op zich te nemen dan terug te schreeven naar de toestand van vóór de Benelux.

Ik geloof, dat het een wezenstrek is en moet zijn van het verdrag, zoals wij nu bespreken, dat er geen weg terug is, maar wel is er een proces, dat zich zelf versnelt naar de onontkoombaarheid van een gemeenschappelijke markt op het einde van de overgangperiode.

De geachte afgevaardigde de heer Nederhorst heeft uitvoerig gesproken, zowel ten aanzien van de gemeenschappelijke markt als van de vrijhandelszone, over het thema: niet alleen afschaffing van de handelsbarrières, maar ook een bewuste economische politiek; wij leven niet meer in de 19de eeuw, wij leven in de 20ste eeuw. Mijnheer de Voorzitter! Ik ga met die stelling in haar algemeenheid akkoord — ik heb dit ook in het begin uiteengezet —, mits men hierbij niet overdrijft en niet van de Gemeenschap een even sterk economisch, sociaal en financieel beleid verwacht, in de zin van de mate van ingrijpen in het economisch leven, als dat in de afzonderlijke landen het geval is; mits men bereid is in te zien, dat met name die elementen van een gemeenschappelijk beleid voorhanden moeten zijn, die nodig zijn om het vrije goederenverkeer en dan ook het vrije kapitaal- en dienstenverkeer naar behoren te doen functioneren.

Mijnheer de Voorzitter! Toegepast op de vrijhandelszone, leidt mij dit tot de stelling, dat inderdaad ook voor de vrijhandelszone niet kan worden volstaan enkel met het afbreken van tarieven, hoewel ik neiging heb om te zeggen dat tarievenafbraak op zich zelf in het algemeen toch ook meestal een wenselijke zaak is. Wij hebben niet voor niets in de O.E.E.C., overigens vrijwel tevergeefs, gevochten voor tarievenafbraak na de afbraak van de kwantitatieve restricties. Maar goed, daarnaast ben ik bereid om akkoord te gaan met de stelling: ook in de vrijhandelszone is in zekere zin een stuk bewust beleid nodig. Dat zie ik dan met name in een zodanig concurrentieregime, dat langs die weg voorkomen worden concurrentievervalsingen en het schieft trekken van de vrijheid voor het goederenverkeer. Indien en voor zover daar instituties nodig zijn, gaarne akkoord, maar het zou mij wæer te ver gaan, te zeggen: voor de vrijhandelszone heb ik hetzelfde instrumentarium nodig als voor de gemeenschappelijke markt. Men moet ook in de vrijhandelszone zoeken naar dat instrumentarium, dat geheel van instituten, dat nodig is en niet méér dan nodig voor het doel en misschien het beperkte doel, dat men daar wil bereiken. Ik zou ten slotte, wat dat beleid in de gemeenschap betreft, willen zeggen: het verdrag geeft in zijn bepalingen niet duidelijk een gemeenschappelijk beleid, het geeft een aantal aanknopingspunten om tot een zodanig beleid te komen op belangrijke punten. Ik zou zeggen: ga empirisch te werk en laat de gemeenschap in de overgangperiode in dit opzicht in zijn jas groeien.

Mijnheer de Voorzitter! Ik zou ook gaarne kortelijk iets willen zeggen over een thema, dat overigens ook al door Minister Luns is aangeroerd, nl. het vraagstuk, of een gestegen welvaart in de gemeenschap als die van de Zes op zich zelf wel voldoende garantie biedt, dat die welvaart redelijk wordt gespreid over de samenwerkende landen. De geachte afgevaardigde de heer Nederhorst heeft daarvan een aantal interessante voorbeelden genoemd. Italië en de Verenigde Staten van Noord-Amerika. Wij kennen overigens in ons eigen land verschil in economische ontwikkeling. Nu geloof ik, dat men het aldus moet zien. Ik geloof dat het onjuist zou zijn om te stellen — het was mij niet helemaal duidelijk of de geachte afgevaardigde de heer Nederhorst het zo stelde — dat ten gevolge van die integratie arme gebieden armer en rijke gebieden rijker zouden worden. Daar zullen ongetwijfeld gebieden zijn, die aanmerkelijk rijker worden, en voor een deel zullen dat gebieden zijn, die er al goed aan toe waren; maar wat betreft de vraag, of die arme gebieden armer zullen worden, ik geloof niet, dat men dat met zekerheid zou kunnen stellen. Het zou onjuist zijn te menen, dat men van meet af aan in een zich ontwikkelende gemeenschappelijke markt ernaar moet streven, dat die te creëren welstand, welvaart en economische ontwikkeling evenredig worden gespreid over die gebieden. Men moet echter die

Minister Zijlstra

ontwikkeling een zekere tijd gunnen. Anders zou men die ontwikkeling frustreren. Men moet die ontwikkeling voldoende tijd laten om voldoende op kracht te komen om op basis van de welvaart van de gebieden, die ver vooruit zijn, de welvaart van gebieden, die achtergebleven zijn, te helpen. Men moet niet ex ante nivelleren maar ex post, hetgeen achterbleef bijtrekken. Als ik het zo mag samenvatten, kan ik met het genoemde voorbehoud in belangrijke mate meegaan met wat door de geachte afgevaardigde de heer Nederhorst is gezegd.

In dit verband in het voorbijgaan een korte opmerking over een stelling van de geachte afgevaardigde de heer Van Leeuwen, die ook in de commentaren in de achter ons liggende weken nogal eens kon worden gehoord. nl.: het liggingsvoordeel van Nederland gaat verloren in de gemeenschappelijke markt. Mijnheer de Voorzitter! Ik moet u eerlijk zeggen: ik heb zeer veel kritieken op de gemeenschappelijke markt van het verdrag begrepen, maar ik heb deze kritiek nooit begrepen en ik begrijp haar vandaag nog niet. Het moet toch volkomen duidelijk zijn, dat, van een zich integrerende markt van de Zes uit bekeken, ons kleine land de beste invalspoort is voor die Zes.

Het is niet alleen zo, dat het eiland Rozenburg op het ogenblik al de beste vestigingsplaats is voor de zware industrieën in de landen van de K.S.G., maar men kan, misschien iets te generaliserend, maar toch typerend, zeggen, dat Nederland in zekere zin in de Gemeenschap van de zes landen is, wat Rozenburg binnen Nederland is. Het staat voor mij vast, dat, als wij ergens een disproporcionele ontwikkeling zouden krijgen in de zes landen, het dan hoogst onwaarschijnlijk zal zijn, dat dit met name ten koste van Nederland zal gaan.

Mijnheer de Voorzitter! Mij rest nog het bespreken van enkele onderwerpen. In de eerste plaats het vrije goederenverkeer. De geachte afgevaardigde de heer Blaisse heeft mij de vraag gesteld of ik bereid zou zijn om in het kader van het probleem van artikel 37 ertoe bij te dragen, dat gewacht wordt met de invoering van het buitentarief, in dit geval b.v. voor tabak, althans dat deze invoering wordt vertraagd, indien en voor zover de bestaande monopolies niet op voldoende wijze zich hebben aangepast aan de leefregels van de gemeenschappelijke markt. Ik wil dat de geachte afgevaardigde gaarne toezeggen. Ik acht dat redelijk en zelfs noodzakelijk.

De geachte afgevaardigde heeft ook de vraag gesteld hoe het nu zit met ons transitoverkeer, met name toegepast op het probleem: wie krijgt de invoerrechten. Zal het niet zo zijn, dat in de gemeenschappelijke markt de invoerrechten worden geheven door de Staat, waar de goederen de gemeenschapsgrens passeren, b.v. bij doorvoer naar Duitsland, de rechten binnenkomend in Nederland? Zal dat niet een aansporing zijn voor een land als Duitsland of onder omstandigheden een land als Frankrijk om de goederen te trekken naar de eigen havens om langs die weg een groot gedeelte van de invoerrechten binnen te krijgen? Ik geloof niet, dat dat het geval is. In de overgangsperiode blijft het bestaande regime. Dat is al nodig, omdat het buitentarief langzaam wordt opgetrokken. In de overgangsperiode blijft het bestaande doorvoersysteem. Wat in de definitieve periode zal gebeuren, hoort in het kader van artikel 201 en dan is het eigenlijk de vraag wat er gaat gebeuren met de rechten van de totaliteit. Wordt er een gemeenschappelijke kas gemaakt, dan verliest het probleem zijn scherpte. Wanneer men niet tot een gemeenschappelijke kas komt, zal men moeilijk kunnen ontkomen aan een handhaving van het bestaande doorvoerregime. Intussen is deze laatste mogelijkheid een zaak, die gedurende de overgangsperiode zal moeten worden besproken.

Over de transitio zelf nog even sprekend — ik sluit aan bij hetgeen ik zo juist heb gezegd in mijn antwoord aan de heer Van Leeuwen —, ik geloof niet, dat het transitoverkeer zal afnemen. Ik ben er zeker van — voor zover een mens van iets zeker kan zijn —, dat onze transitohandel in toenemende mate zal floreren, ook in de gemeenschappelijke markt, die gebrekkig is, die met vallen en opstaan tot stand komt, die voorlopig op

krukken gaat en strompelt of die, zoals de geachte afgevaardigde de heer Van Leeuwen het zei, te vergelijken is met een boerekar, die op een keiweg rijdt. Het moge zo zijn, maar zelfs dan staat naar mijn mening vast, dat de transitohandel in toenemende mate zal floreren.

De geachte afgevaardigde de heer Nederhorst heeft mij gevraagd, hoe het staat met de kwantitatieve restricties in verband met het startpunt. Er is in het verdrag gefixeerd een bepaald punt, waarbij men als het ware de balans opmaakt 14 januari 1955. Hoe zou het nu zijn, wanneer door het ontstaan van een vrijhandelszone b.v. Frankrijk zou worden ont-heven van de liberalisatieverplichting in de O.E.E.S.? Zou men dan niet ten aanzien van Frankrijk in een veel ongunstiger positie komen, omdat Frankrijk zijn hoog deliberalisatiepercentage dan rustig kan afbouwen in 12 à 15 jaar? Ik geloof, dat het op het ogenblik wat vroeg is om daarover een uitspraak te doen. Het staat op zijn minst in het geheel niet vast, dat bij de totstandkoming van een vrijhandelszone de O.E.E.S.-liberalisatieverplichtingen zouden verdwijnen. Ik zou mij op het standpunt willen stellen, dat, als wij tot een vrijhandelszone zouden komen, dan met name voor dat probleem een oplossing gevonden moet worden, en dat wij niet akkoord zouden kunnen gaan met een automatisch verdwijnen van de liberalisatieverplichtingen onder de bestaande O.E.E.S.-regels.

Een andere vraag, met betrekking tot het vrije goederenverkeer, van de heer Nederhorst was: Hoe staat het met de kwantitatieve restricties ten opzichte van derde landen: zullen die in hun totaliteit afnemen? Hoe zit dat eigenlijk? Dat is een kwestie van gemeenschappelijke handelspolitiek, in het algemeen beheerst door artikel 111, lid 5, waarin staat geschreven:

„De Lid-Staten stellen zich ten doel hun liberalisatielijsten ten opzichte van derde landen of groepen van derde landen op een zo hoog mogelijk peil onderling gelijk te maken. Hiertoe doet de Commissie aan de Lid-Staten alle passende aanbevelingen.”.

En dan volgt een lid, waarin dit nader wordt uitgewerkt. Dat geheel is natuurlijk opgenomen in de verplichtingen, die ook ten aanzien van de kwantitatieve restricties in de G.A.T.T. gelden voor de zes partners.

Mijnheer de Voorzitter! Ik kon thans tot een veelbesproken onderwerp, nl. dat van het buitentarief. De geachte afgevaardigde de heer Blaisse heeft gezegd, dat er te weinig contact is geweest met het bedrijfsleven, en in de woorden van de geachte afgevaardigde de heer Hazenbosch heb ik enigszins een geluid vernomen van: zou de Regering nu maar niet verstandig doen met dit te erkennen? Ik zou dit willen zeggen: als wij het nog eens zouden moeten doen, dan zouden wij het anders doen. Misschien mag ik het zo formuleren. Het is geen alledaagse bezigheid om in zo'n ijtempo te werken aan een zaak, waarvan men zelf de zwaarte voelt, met name ook niet in de laatste plaats de zwaarte naar de kant van de vraag, wat er gaat gebeuren, als het verdrag niet tot stand komt. Wij hebben onder zware druk moeten werken, en ik zou niet gaarne willen zeggen, dat wij foutloos hebben gewerkt. Ik zou het dus zo willen formuleren: Als het nog eens zou moeten gebeuren — dat zal intussen wel niet het geval zijn —, zouden wij het anders doen.

Mijnheer de Voorzitter! Er is aanmerking gemaakt op de zin in de Memorie van Antwoord, waarin wordt gezegd: ja, maar wij weten op het Departement toch ook wel het een en ander. Inderdaad is dit zo. Men moet niet vergeten, dat een groot aantal problemen van een zodanig globale aard was, dat wij toch wel mochten vertrouwen op de kennis, die ten Departemente aanwezig was. Ik moge een voorbeeld geven. Als wij onderhandelen over een buitentarief van enige grondstof en het gaat om een discussie tussen 0 of 3 pct. — heel veel grondstoffen zijn gelukkig niet hoger gekomen dan 3 pct. en een niet gering aantal heeft een invoerrecht van 0 pct. —, dan mag men veronderstellen, dat, als er overigens haast bij de zaak is, de repercussies van een invoerrecht van 0,1 of 2 ten naaste bij kunnen worden getaxeerd, ook zonder specifiek bedrijfstaksgewijs overleg.

Minister Zijlstra

Het is duidelijk, Mijnheer de Voorzitter, dat, wanneer wij gaan naar een vrijhandelszone — ik zal hierover straks nog iets zeggen —, dan de specifieke problemen per bedrijfstak veel duidelijker gaan spelen. Immers, bij de vraag, waar distorsies optreden, waar dus disharmonieën zijn in de buitentarieven van de eventuele partners van zulk een vrijhandelszone, moet men precies weten, waar het valt en hoe het valt. Bij deze zaak zal dus het bedrijfsleven van meet af aan heel sterk worden ingeschakeld.

Mijnheer de Voorzitter! Ik zou nu nog een enkele opmerking willen maken over de procedure.

Nadat deze zaken in het algemeen waren bekeken voor een groot aantal produkten, ook in de S.E.R., binnen de algemene regelen, die al in het rapport-Spaak waren gesteld, resulteerde daaruit ten slotte een lijst, waarmede wij niet konden meegaan en die in de wandeling destijds heette „de pijnlijst”. Over deze „pijnlijst” is lang onderhandeld en ten aanzien daarvan is in toenemende mate wel contact opgenomen met het bedrijfsleven.

Mijnheer de Voorzitter! De geachte afgevaardigde de heer Blaisse heeft gewezen op vijf mogelijkheden tot verzachting van het buitentarief, nl. artikel 110, de tariefscontingenten, de nog samen te stellen lijst G, associatie met derde landen, inclusief eventueel de vrijhandelszone, en de restitutie bij export. Ik geef gaarne de verzekering, Mijnheer de Voorzitter, dat de Regering deze vijf kaarten voortdurend zal spelen in de komende Gemeenschap.

Mijnheer de Voorzitter! Een aantal opmerkingen zijn gemaakt van verschillende zijden over diverse produkten.

Wat de koffie betreft, meen ik, dat de geachte afgevaardigde de heer Blaisse de passage inzake de verdubbeling van de produktie niet goed heeft gelezen; misschien was zij niet heel duidelijk gesteld, maar de bedoeling is althans niet goed begrepen. Er is geen reden om aan te nemen, dat de Indonesische koffie eerder dan die uit andere derde landen zou worden verdrongen. Bovendien is het toch inderdaad zo, dat bij een proportionele verdringing van 200 000 ton invoer uit derde landen de koffieproductie in de Congo en Frans Afrika zou moeten worden verdubbeld.

Mijnheer de Voorzitter! Er is ook nog gesproken over de thee en de palmolie. Het recht op palmolie is nog niet vastgesteld. Voor thee neem ik aan, dat tariefcontingenten een zeker soelaas kunnen brengen.

Voorts is er — last, but not least — het probleem van de tabak. Dit is aangeroerd door de heer Blaisse; de heer Korthals heeft er ook over gesproken en de heer Hazenbosch heeft er eveneens het nodige over gezegd. Nu moet men bij de beoordeling van het percentage wel bedenken, dat er wel is waar twee landen waren en zijn, die een recht nul hebben voor ruwe tabak, maar dit zijn landen met een staatsmonopolie en die kan men dus wel formeel beschouwen als landen met een invoerrecht 0, maar materieel is dit nauwelijks geoorloofd. In de tweede plaats moet men het tot stand komen van dit recht, wat ik met de geachte afgevaardigden, die hierover hebben gesproken, een uiterst ongelukkige zaak vind, zien in het geheel van de produkten, die in dat kader werden behandeld. In ditzelfde kader moest worden gesproken over de invoerrechten op olieprodukten, op minerale olie en op oliehoudende zaden, en in het geheel van die onderhandelingen moet men het tot stand komen van dit recht zien. Op dit recht is met name door de Duitse Regering sterk aangedrongen.

Intussen zijn dit enkele kanttekeningen, die niet voldoende verklaren, hoe men toch van Nederlandse zijde ten slotte met dit recht akkoord kon gaan. Waar liggen de bezwaren van een hoog invoerrecht op ruwe tabak?

Het eerste bezwaar is de moeilijkheden voor de handel. Voor de handel met derde landen kunnen en moeten de moeilijkheden worden opgelost door een soepel en volledig werkend stelsel van restitutie. Voor de tabakshandel binnen de Zes is het geen probleem.

Wat de fabrikage van sigaren, uit Indonesische tabakken bij voorbeeld, betreft, is er in de eerste plaats het risico, dat zij dan duurder worden en derhalve in mindere mate zullen worden gerookt. Dat bezwaar kan worden ondervangen — daarop is in de stukken gewezen — door een compenserende verlaging van de accijns. Dan blijven er twee gevaren, waarvan één er is en een tweede zich kan voordoen. Het eerste is, dat er sigaren kunnen worden gefabriceerd in landen van de Gemeenschap en misschien ook in Nederland — misschien wel door onze eigen sigarenindustrie; dat vermag ik op het ogenblik niet te beoordelen —, die uit inlandse tabakken worden gemaakt en in ieder geval goedkoper zullen zijn dan de goede sigaren, ook wanneer men accijnscompensatie geeft.

Nu geloof ik, dat wanneer de goede sigaar — wat wij dan een goede sigaar noemen — niet duurder wordt, omdat in de accijnzen gecompenseerd wordt voor het invoerrecht, men dan niet één, twee, drie behoeft te vrezen voor een verdringing van deze goede sigaar door sigaren, die gemaakt zijn van inlandse tabakken. Dat was hetgeen met name in de Memorie van Antwoord naar voren is gebracht.

Er is een tweede gevaar, dat zich nog niet heeft voorgedaan, maar dat zich kan voordoen, namelijk als er een vrijhandelszone komt. Dat is het gevaar, dat dan de goede sigaar, bij voorbeeld in Denemarken gefabriceerd uit Indonesische tabakken, die daar zonder rechten zijn binnengekomen, hier rechtenvrij gaat concurreren. Dat is een distorsieprobleem, dat de Nederlandse Regering ziet, dat niet alleen geldt voor de sigaren, (maar bij voorbeeld ook voor papier) en ten aanzien waarvan ik in alle duidelijkheid wil stellen, dat het door ons niet kan worden geaccepteerd. Wij kunnen met deze distorsieproblemen — onopgelost — de vrijhandelszone niet ingaan.

Dat gesteld zijnde en nog gecomplementeerd met de verwachting, dat de gemeenschappelijke markt tot een hogere welstand, een toenemende preferentie voor de goede sigaar en, relatief gesproken, een afnemende preferentie voor de slechte sigaar zal leiden, geloof ik, dat de bezwaren tegen het hoge recht, die ik persoonlijk zeer wel zie en waarvan ik de totstandkoming heb toegelicht, overkomenlijk zijn.

Thans, Mijnheer de Voorzitter, de verdere kwesties, die verbonden zijn aan het buitentarief. De geachte afgevaardigde de heer Nederhorst heeft erop gewezen, dat — en ik heb dat erkend — men niet door elkaar mag halen de macro-economische druk, die wel aanvaardbaar is, en de micro-economische pijn, die misschien weleens hard kan aankomen. Ik geef dit toe. Daarvoor zullen wij in voorkomende gevallen die artikelen van het verdrag moeten aangrijpen, die hier enig soelaas kunnen bieden.

De geachte afgevaardigde de heer Hazenbosch heeft een vraag gesteld over de procedure, te volgen bij tariefsverlagingen in de Gemeenschap. De vraag is — ik meen, dat ook de geachte afgevaardigde de heer Van der Mei erover heeft gesproken —: welke procedure moet daar worden gevolgd, is er unanimitéit voor nodig of niet? Men moet bij tariefsverlagingen een onderscheid maken tussen autonome en niet-autonome verlagingen. Voor autonome verlagingen is wel unanimitéit vereist, voor niet-autonome verlagingen is, na een zekere overgangperiode, die unanimitéit niet meer nodig. Het is dus wel duidelijk, dat wij het voor de mogelijkheden van de verlaging van het buitentarief vóór alles moeten hebben van tariefsonderhandelingen in wijder verband om op basis van reciprociteit met de handelspartners buiten de Zes tot oplossingen te komen.

Ik kom thans tot het concurrentieregime. De geachte afgevaardigde de heer Blaisse heeft opgemerkt, dat zijn ongerustheid over de interpretatie van de artikelen 85 en 86 van het verdrag door de Memorie van Antwoord nog niet geheel was weggenomen. Hij was van mening, dat de formulering van de artikelen 85 en 86 dwingt tot het aannemen van een rechtstreekse binding van de burgers door deze verdragsbepalingen op het ogenblik, dat het verdrag van kracht is geworden. Hij beriep zich daarvoor onder meer op een zo juist verschenen

Minister Zijlstra

artikel in „Sociaal-Economische Wetgeving” van de hand van de heren Brijnen en Wertheimer, alsmede op de conclusie van de advocaat-generaal bij de Hoge Raad inzake het arrest van de Hoge Raad van 1 juni 1956, welk arrest luistert naar de plezierige naam van het „Cognac-arrest”.

Wat de artikelen in het zo juist verschenen nummer van „Sociaal-Economische Wetgeving” betreft, zou ik de geachte afgevaardigde willen verwijzen naar het naschrift, dat hij daarbij vindt van de hand van de heer Verloren van Themaat, en met name naar de passage hieruit, voorkomende op blz. 257, waarin wordt gesproken over het woord „overeenkomstig”. Er wordt gesproken van: overeenkomstig de nationale wetgeving. In dit woord „overeenkomstig” en in de formulering van artikel 89 — ik kom daarop straks nog even terug —, waarin wordt gezegd, dat de commissie ook in de overgangstijd waakt voor de toepassing van de beginselen van deze kartelartikelen, zijn naar mijn mening sterke aanknopingspunten gelegen voor de interpretatie, die de Nederlandse Regering huldigt en die de geachte afgevaardigde ook graag zou huldigen, ware het niet, dat hem bij voortduring de vrees bekruipt, dat deze interpretatie in strijd is met de tekst van de wet.

Wat het „Cognac-arrest” betreft, ik heb bespeurd, dat de geachte afgevaardigde in zijn leetuur is gebleven bij de mening van de advocaat-generaal. Het is zo, dat de mening van de Hoge Raad zelf een bevestiging is van het standpunt van de Nederlandse Regering. Op blz. 128 van het blad „De Industriële Eigendom”, welk blad overigens niet tot mijn dagelijkse leetuur behoort, leest men als het oordeel van de Hoge Raad o.a.:

„omdat het niet de vraag is, of artikel 11 zich voor rechtstreekse toepassing op de burgers leent, maar of dit artikel naar zijn inhoud rechtstreeks op de burgers toepasselijk is, welke vraag ontkennend behoort te worden beantwoord, op grond van de inhoud en de strekking van het artikel, in samenhang met de andere verdragsbepalingen.”.

Mijnheer de Voorzitter! Hiermee is zeker het laatste woord niet gesproken over de artikelen 85 en 86, maar ik dacht, dat het „Cognac-arrest” een niet te versmaden steun zou kunnen zijn voor de interpretatie van deze artikelen.

De heer **Blaisse** (K.V.P.): U spreekt van „overeenkomstig”, terwijl ik hier heb staan „in overeenstemming”. Maar dat is toch hier hetzelfde, nietwaar?

De heer **Zijlstra**, Minister van Economische Zaken: Het is of overeenkomstig of in overeenstemming. Letterlijk staat er: „in overeenstemming met hun nationaal recht”, en niet: krachtens hun nationaal recht. Ik ben de geachte afgevaardigde erkentelijk, Mijnheer de Voorzitter, voor het feit, dat hij naar dit arrest heeft verwezen. Men heeft mij gezegd, dat er nog een sterker argument is voor de interpretatie van de Regering. Daarvoor kunnen wij gaan naar een nog hogere rechter. Ik heb het desbetreffende arrest niet geheel kunnen napluizen, maar ik wil het toch hier vermelden. Het gaat om een arrest van het Permanente Hof van Internationale Justitie, dat zich in 1928 heeft bezighouden met de kwestie van het z.g. „Beamtenabkommen” tussen Polen en Danzig.

Daar is uit te leren, zoals nog eens wordt uiteengezet in een, naar mij gezegd is, voortreffelijk preadvies van jhr. mr. H. F. Panhuys, in 1955 uitgebracht aan de Nederlandse Vereniging voor Internationaal Recht, dat de stelling kan en moet worden verdedigd, dat in soortgelijke gevallen van rechtstreekse binding niet kan worden gesproken.

Als ik het goed heb begrepen, is ook de geachte afgevaardigde de heer Blaisse wel van mening, dat van een dergelijke bedoeling van rechtstreekse binding in casu geen sprake is geweest. Maar het gaat er nu maar om, wat men uit de uitdrukkelijke wetstekst zou kunnen aflezen. Nu is het mijn mening, dat men de artikelen 85 en 88 moet plaatsen in het kader van de overige artikelen, die betrekking hebben op het

concurrentieregime. Dan kan de strekking geen andere zijn dan die, door de Nederlandse Regering aangenomen, en wel omdat men anders in een onoverkomelijke tweespraak komt en men moet komen tot de conclusie van de heren Brijnen en Wertheimer, dat de oplossing maar moet worden toevertrouwd aan de gemeenschappelijke puzzelredactie.

Alleen wanneer men de interpretatie overneemt van de Nederlandse Regering, is men gevrijwaard voor onoverkomelijke moeilijkheden bij de interpretatie van artikel 88 t.o.v. artikel 85. Het is toch ook zo, dat artikel 88 met zoveel woorden gedurende de beginperiode de beslissing over de toelaatbaarheid van mededingingsregelen in handen legt van bevoegde nationale autoriteiten en de verwijzing, die daarbij plaatsvindt naar het nationale recht enerzijds en artikel 85, lid 3, anderzijds, levert dus niet de tegenstrijdigheid op, die de geachte afgevaardigde hierin een ogenblik heeft gelezen. Immers, in de bewoordingen van artikel 88 komt duidelijk tot uiting, dat deze verwijzing uitsluitend een aanwijzing vormt voor de betrokken autoriteiten.

Mijnheer de Voorzitter! Verder vergete men niet, dat in artikel 89 het toezicht op de beginselen wordt opgedragen aan de commissie, dat de commissie over de toepassing van de beginselen heeft te waken.

Het zijn de nationale Staten, die in de overgangperiode het kartelrecht moeten toepassen, overeenkomstig de beginselen van dit verdrag, en dit artikel zou niet zo geformuleerd kunnen zijn, wanneer de bedoeling anders was geweest.

Ik wil toch nog op een ander punt wijzen. Als men artikel 85 beschouwt en men ziet dat als een stuk verbodswetgeving met een uitzondering in artikel 85, lid 3, dan vergeet men, dunkt mij, dat ook in artikel 85, lid 1, een heel duidelijke uitzondering is geformuleerd. Artikel 85, lid 1, zelf zegt, dat het alleen gaat om die concurrentieregelingen, die de werking van de gemeenschappelijke markt — ik citeer thans uit mijn hoofd, het is niet geheel precies — ongunstig kunnen beïnvloeden. Als vanaf het ogenblik van het in werking treden van het verdrag deze concurrentieregelingen nietig zouden zijn, was het ten enenmale onmogelijk te beoordelen, wat valt onder artikel 85, lid 3, en niet alleen dat, maar ook wat valt onder de uitzonderingen, die bedoeld zijn in de aanhef van artikel 85, lid 1. Naar mijn mening blijkt onweerlegbaar ook uit deze kant van de zaak, dat in de overgangperiode de nationale Staten regelingen moeten kunnen treffen om de beginselen van dit kartelrecht toe te kunnen passen, op de wijze, die hun het beste voorkomt. Men kan een Staat hebben, die geen kartelwet heeft, maar waarbij eenvoudig deze zaak is overgelaten aan de burgerlijke rechter. In dat geval is aan hem overgelaten te beoordelen, welke bedrijfsregelen ongunstig de gemeenschappelijke markt beïnvloeden en welke bedrijfsregelen vallen onder artikel 85, lid 3. Als men heeft een Staat, welke, generaal gesproken, een wetgeving heeft van de structuur van een verbodswetgeving, dan moet die Staat in zijn verbodswetgeving de uitzonderingen van artikel 85, leden 1 en 3, inpassen. En wanneer er een Staat is, die beschikt over een kartelwetgeving volgens het misbruikbeginsel — wij doen dat krachtens het kartelbesluit en straks de Wet economische mededinging —, dan zal die Staat met die instrumenten de beginselen van artikel 85 moeten toepassen; dan zal de commissie ervoor moeten waken, dat zulk een Staat het op de juiste wijze doet. Naar mijn mening is alleen op deze wijze te voorkomen, dat artikel 88 een onoverkomelijke tegenstrijdigheid oplevert; alleen dan is te vermijden, dat men straks tot de absurde conclusie zou moeten komen, dat op 1 januari 1958 de bedrijfsregelingen, die zijn opgesomd in lid 1, nietig zouden zijn.

Er is ook gesproken over de vraag, die ik nu maar even buiten beschouwing heb gelaten: verbodswetgeving of misbruikwetgeving. Ik acht dit een niet zo belangrijke zaak als het probleem, waarover wij zo juist spraken. Verbodswetgeving en misbruikwetgeving vormen geen absolute tegenstelling. De Duitse wetgeving is een verbodswetgeving met zoveel gaten, dat

Minister Zijlstra

men haar voor een stuk wel een misbruikwetgeving kan noemen. De Amerikaanse wetgeving is een verbodswetgeving, maar is door toepassing van de z.g. rule of reason in belangrijke mate een misbruikwetgeving geworden. Wij hebben in Nederland een misbruikwetgeving, die via de generieke onverbindend-verklaring belangrijke elementen van een verbodswetgeving kan opnemen. De Nederlandse Wet op de economische mededinging leent zich misschien meer dan andere tot een in de overgangstijd soepel opvangen van een toepassing van de beginselen van het kartelrecht van de gemeenschap. Het is duidelijk, dat wij, in welke jas wij deze zaak ook zullen kleden, de overgangstijd moeten gebruiken om in die overgangstijd iets toe te groeien naar het komende kartelrecht van de Gemeenschap, opdat de overgang niet al te groot zal zijn. Ik stel mij echter in elk geval op het standpunt, dat wij in de overgangstijd niet harder behoeven te lopen dan de partners in de Gemeenschap. Ik geloof ook niet, dat alle partners zo hard zullen lopen als men zou kunnen afleiden uit enkele formuleringen in artikel 85.

Het industrialisatieprobleem is terecht door vele leden in deze Kamer aangeroerd. Men heeft òn in de discussie buiten deze Kamer òn in de discussie in deze Kamer met klem de vraag gesteld, of niet nodig is een afzonderlijk industrieel protocol voor Nederland.

Ik zou gaarne de industrialisatiekant van de gemeenschappelijke markt aan een enigszins gedetailleerde, zij het korte bespreking willen onderwerpen. Welke zijn de instrumenten van ons industrialisatiebeleid tot dit ogenblik geweest? In de eerste plaats het loon- en prijsbeleid, in de tweede plaats het fiscaal beleid, in de derde plaats het handelspolitiek beleid, in de vierde plaats de regionale spreiding en in de vijfde plaats het aantrekken van buitenlandse vestigingen. Welke elementen van dat beleid worden wezenlijk aangetast door de gemeenschappelijke markt?

Het loonbeleid wordt als beleid niet noodzakelijk aangetast, zij het, dat wij een zeer beperkte harmonisatie moeten doorvoeren op het gebied van de sociale lasten, die kwantitatief niet van zodanige orde is, dat daaruit zou moeten volgen een falen van onze industrialisatiepolitiek. Wie zich herinnert welk een enorme sprong ons loonniveau heeft gemaakt tussen 1952 en 1957, ook wanneer hij daarvan een bepaald percentage afrekt — omdat wij het er wel over eens zijn, dat het iets te hard is gegaan, 5 of 6 pct., als de heer Van Leeuwen dat goed vindt —, zal onmogelijk kunnen volhouden, dat de harmonisatie, die voorzien is, op zich zelf een wezenlijk gevaar kan meebrengen, ook voor dat bij voortdurend te voeren industrialisatiebeleid.

Het prijsbeleid. Wordt ons een prijspolitiek ontzegd? Neen, wij kunnen ook in de Euromarkt een doelbewust prijsbeleid voeren, zij het, dat er, materieel gesproken, wel een inperking zal komen. Wij zullen nl., zoals het op het ogenblik in de K.S.G. het geval is, natuurlijk niet meer met prijsvoorschriften of aanwijzingen of stabilisatiebeleid of wat dan ook kunnen komen, die, of hetwelk zou kunnen leiden tot een prijsdiscriminatie tussen de binnenlandse en de buitenlandse afnemers, voor zover liggende binnen de Gemeenschap. Wat dit betreft, wordt de draagwijdte van een prijsbeleid natuurlijk materieel wel enigszins ingeperkt.

Wat het fiscaal beleid betreft, niets verhindert ons, het fiscaal beleid, voor zover conjunctureel mogelijk, te blijven richten op de bevordering van investeringen.

Het handelspolitieke beleid. Daarbij hebben wij natuurlijk te maken met een wezenlijke inperking van ons instrumentarium. Wij hebben tot voor kort gebruikt bij onze industrialisatie de opvoedende bescherming in de vorm van kwantitatieve restrictie en soms de belofte van exclusiviteit gedurende bepaalde perioden. Deze twee wapens vallen ons uit de hand. Echter, deze wapens werden eigenlijk al niet meer gebruikt. De kwantitatieve restrictie ten behoeve van een industrie in de aanloopperiode of het garanderen van exclusiviteit, daaraan heb ik al sinds 1952 zoveel mogelijk een einde gemaakt, omdat dit mid-

delen zijn, die in toenemende mate, wat hun toepassing betreft, op moeilijkheden stuiten.

De regionale spreiding kunnen wij vóór en na blijven bevorderen. En de buitenlandse vestigingen zullen door de gemeenschappelijke markt niet worden bemoeilijkt, maar zoals het zich op het ogenblik laat aanzien, komt er een nieuwe stimulans voor buitenlandse vestigingen in de Euromarkt in het algemeen en in Nederland in het bijzonder.

De geachte afgevaardigde de heer Van Leeuwen knikt instemmend, maar ik ben ervan overtuigd, dat hij dit niet ziet als zonder meer 100 pct. voordeel.

Mijnheer de Voorzitter! Als het dus zo is, dat ons instrumentarium in belangrijke mate voorhanden blijft, dan staat er tegenover, dat er ook positieve mogelijkheden zijn voor het industrialisatiebeleid. In deze Kamer is van verschillende zijden er terecht op gewezen, dat het voor onze industrialisatie fataal zou zijn, wanneer te eniger tijd een tarievenoorlog zou uitbreken. Een van de stabiliserende elementen van dit verdrag is nu juist, dat bij een teruglopende conjunctuur een concurrerende tarievenoorlog niet meer mogelijk is. Er is een grotere exportstabiliteit dan voorheen aanwezig was.

Mijnheer de Voorzitter! In de discussie over de industrialisatie is de zaak ook nog van een andere kant benaderd, nl. vanuit de oorzaken van ons industrialisatiebeleid. Waarom moeten wij dat specifieke beleid voeren? Ik wil het algemener stellen: wat is de specifieke positie van Nederland, die misschien aanleiding had moeten geven tot een bijzonder protocol? Hierbij hebben wij te maken met: bevolkingsuitbreiding, grondstoffenarmoede en onze ligging aan de zee. Over het laatste heb ik reeds gesproken. Mijns inziens zullen wij in de Euromarkt van deze ligging in toenemende mate profiteren. Wij zullen in een gemeenschappelijke markt ook, zij het langzaam, maar toch wezenlijk, streven niet alleen naar goederenvrijheid, maar ook naar kapitaalvrijheid en vrijheid van personenverkeer. Juist in die vrijheid van personenverkeer ligt mede een wezenlijke uitlaat voor onze bevolkingsaanwas. Het is toch ook zo, al moet men het niet overdrijven, dat deze Euromarkt een grotere economische ruimte biedt en ook een grotere sociale ruimte dan op het beperkte territorium van Nederland aanwezig is.

Het tweede punt, nl. de grondstoffenarmoede, is het moeilijkste punt. De kwestie van onze armoede aan grondstoffen, gekoppeld aan sommige niet aantrekkelijke tarieven, die wij vinden in het buitentarief, acht ik inderdaad het moeilijkste punt in de Euromarkt met betrekking tot onze bijzondere structuur.

Wij hebben hieraan bij de onderhandelingen alle aandacht gegeven en wij zullen hieraan ook verder alle aandacht moeten geven, als het gaat om tariefcontingenten, als het gaat om de mogelijkheden van tariefverlaging, als het gaat — dit is een zeer belangrijk punt — om het verkrijgen van grondstoffen en halffabrikaten uit partnerlanden op non-discriminatoire basis. Al deze punten zullen voortdurend onze aandacht moeten hebben.

Mijn verhaal is langer dan mij lief is, Mijnheer de Voorzitter, maar, als u het goedvindt, zou ik toch nog even willen doorgaan.

Mijnheer de Voorzitter! Ik zou een opmerking willen maken over de vrijhandelszone. Er is gewezen op de gevaren van de vrijhandelszone. De geachte afgevaardigde de heer Blaisse heeft gesproken over de noodzaak om geen vrijhandelszone oude stijl te aanvaarden. De geachte afgevaardigde de heer Van Leeuwen sprak van een zeer gevaarlijke zaak. De geachte afgevaardigde de heer Nederhorst waaschuwde ook tegen een enkel negatieve opzet. De Regering — ik heb hierop al gewezen — ziet zeer wel de grote distorsiegevaaren, die zouden kunnen opdoemen, wanneer wij ons zonder meer zouden storten in een vrijhandelszone zonder voorzieningen voor dit distorsieprobleem. De belangrijkste distorsies spruiten voort uit een gemis aan harmonisatie in buitentarieven. De Nederlandse industrieën kunnen de nadelen hiervan ondervinden op de eigen binnenlandse markt, als industriële producten binnenkomen, gefabri-

Minister Zijlstra

ceerd uit rechtenvrije of laag belaste grondstoffen, hetzij omdat het land geen of een laag invoerrecht had, hetzij omdat de grondstoffen uit het eigen land kwamen — ik denk aan de papiergrondstoffen uit Skandinavië.

Het kan ook zijn, dat men de distorsie ervaart op exportmarkten, waar men dezelfde produkten concurrerend ontmoet. In dit distorsieprobleem ontmoeten wij derhalve — economisch gesproken — het centrale vraagstuk van de vrijhandelszone. Wil de vrijhandelszone enige zin hebben, dan moet die een zo groot mogelijk goederenpakket omvatten. Het heeft geen zin een vrijhandelszone op te zetten voor een tiental goederen. Die moet zo breed en diep mogelijk zijn. Men moet voorkomen, dat men via de certificaten van oorsprong in een onafzienbare warwinkel van bureaucratie terecht komt. Waarschijnlijk is dit alles alleen mogelijk, als men bereid is te komen tot een zekere redelijke harmonisatie van buitentarieven.

Wanneer voor deze problemen geen voldoende oplossing wordt bereikt, zie ik de vrijhandelszone als nauwelijks mogelijk, maar wanneer daarvoor wel een redelijke oplossing kan worden bereikt, blijf ik de vrijhandelszone economisch en politiek een groot goed vinden.

Wij hebben bij het begin van de discussies over de Euro-markt in deze Kamer enkele malen tot elkaar gezegd: de vrijhandelszone slaat de bressen in de muur van het buitentarief, en wij waren er allemaal gelukkig mee. Het is enigszins eigenaardig te constateren, dat de liefde voor de aanwezigheid van de bressen toeneemt en voor het slaan van die bressen afneemt.

Nogmaals vooropstellende, dat het distorsieprobleem tot een redelijke oplossing moet worden gebracht, wil ik zeggen, dat ik geloof, dat wij eraan moeten blijven vasthouden — met een open oog voor het feit, dat er dan nieuwe onzekerheid komt voor het bedrijfsleven en voor de Regering —, dat politiek en economisch deze zone toch een zeer gewenste zaak is.

Daarmee loop ik niet vooruit b.v. op het antwoord, dat de Regering stellig zal geven of de brief, die wij kregen van de samenwerkende werkgeversorganisaties. Die brief verdient nauwgezette bestudering. Ik zal die bestudering stellig wijden aan die brief en met de werkgevers in contact treden over de argumenten, die daarin naar voren zijn gebracht. Ik zal mij daar zeer open tegenover stellen. Bij het inzicht, dat ik op het ogenblik heb, en met de reserve, die ik maakte, blijf ik de vrijhandelszone economisch en politiek positief waarderen.

Mijnheer de Voorzitter! Er is gesproken over de conjunctuurpolitiek. Korthedshalve ga ik daarop nu niet diep in. Ik geloof, dat het verdrag voldoende aanknopingspunten biedt om daaraan inderdaad iets en zelfs meer dan iets te kunnen doen. Het is met name artikel 103, dat meer dan een slag in de lucht is, maar ook een zeker recht — de geachte afgevaardigden de heren Van der Mei en Hazenbosch hebben erover gesproken — aan de commissie geeft om met initiatieven te komen. Hier geldt sterk, wat ik over het beleid in het algemeen gezegd heb, nl. dat de gemeenschap in zekere zin in zijn jas zal moeten groeien.

Mijnheer de Voorzitter! Het is verleidelijk om nog te beginnen aan een soort samenvattende slotbeschouwing, maar ik zal dat niet doen. Ik zou alleen willen zeggen — ik heb daar bepaald behoefte aan —, dat ik zeer sterk persoonlijk ook heb gevoeld hetgeen de geachte afgevaardigde de heer Kort-hals heeft gezegd in de aanvang van zijn betoog: dat ieder hier voor zijn geweten moet uitmaken, persoonlijk, of hij deze zaak kan aanvaarden. Dit is in de onderhandelingsperiode niet altijd een gemakkelijke zaak geweest. Ik meen die verantwoordelijkheid ook in de functie, die ik bekleed, op dit ogenblik wel te kunnen dragen en te moeten aanvaarden. Dan zie ik zeer wel de risico's. Ik ontken de factoren, die de geachte afgevaardigde de heer Gerbrandy naar voren heeft gebracht helemaal niet, maar ik heb neiging het volgende te zeggen. Met een open oog voor alle risico's en alle gevaren mag en moet toch worden gezegd, dat het eis van Christelijke politiek is — ik zeg dat met name tegen de geachte afgevaardigde de heer Gerbrandy —, dat wij moeten werken zolang het nog dag is. Ik geloof, dat

Minister Zijlstra e. a.

wij zelfs heel hard zullen moeten werken en misschien veel teleurstellingen zullen hebben in deze 12 à 15 jaar, maar dat wij zullen moeten werken zolang het dag is voor ons en onze kinderen.

Mijnheer de Voorzitter! Mij rest nog iets te zeggen over het Euratom-verdrag, maar misschien zoudt u mij willen toestaan, dit te doen na misschien een korte pauze, die u wel zult willen geven.

De Voorzitter: Ik heb geen bezwaar aan het verzoek van de heer Minister te voldoen.

De vergadering wordt voor vijftien minuten geschorst.

De vergadering wordt hervat.

De heer Zijlstra, Minister van Economische Zaken, zet zijn rede voort en zegt: Mijnheer de Voorzitter! Ik zou gaarne nog een enkel woord willen zeggen over Euratom. Wij worden in Nederland geplaatst voor een tweetal vraagstukken op het terrein der atoomenergie. Het is goed deze twee van meet af aan scherp te onderscheiden. In de eerste plaats het energietekort, het energievraagstuk in algemene zin en in de tweede plaats de stormachtige ontwikkeling op dit nieuwe terrein, waarin wij actief zullen moeten deelnemen, wanneer wij onze plaats willen behouden onder de hoog ontwikkelde industrielanden.

Wat betreft het vraagstuk van de energie-opwekking in engere zin, ik geloof, dat wij met veel inspanning, zorg en moeite in staat zullen zijn dit op te lossen. Als de vooruitzichten ons niet bedriegen, mogen wij verwachten, dat er in de toekomst voldoende invoermogelijkheden zullen bestaan, zowel met betrekking tot atoomreactors als ten aanzien van de daarvoor benodigde splijtstoffen. Het ziet er zelfs naar uit, dat zich op dit terrein een gezonde concurrentiestrijd zal ontwikkelen, die een waarborg voor redelijke prijzen zal blijken te zijn. Als wij daarnaast toevoegen het feit, dat de mogelijkheid bestaat om door een verantwoorde voorraadvorming van splijtstoffen schokken in de voorziening op te vangen, dan komt men vanzelf tot de conclusie, dat dit aspect van de atoomproblematiek wel oplosbaar blijkt.

Veel meer zorg biedt het tweede vraagstuk, dat erop neer komt wegen te vinden, die het Nederlandse bedrijfsleven in staat zullen stellen aan de ontwikkeling, die zich thans op het terrein der atoomenergie voltrekt, zo volledig mogelijk deel te nemen, opdat ons bedrijfsleven straks een redelijk aandeel zal kunnen verwerven in de levering van de betrokken apparatuur en hetgeen erbij hoort. Ten aanzien van dit punt zullen wij het niet op eigen kracht kunnen doen.

De geachte afgevaardigde de heer Patijn heeft gisteren een aantal geldsbedragen genoemd, die in de Verenigde Staten en in het Verenigd Koninkrijk voor het atoomonderzoek worden uitgegeven. Die bedragen spreken voor zich zelf, ook wanneer men daarop de correctie aanbrengt, die de geachte afgevaardigde zelf reeds aanbracht, nl. het zeer grote deel, dat moet worden toegerekend aan de militaire toepassing. Het is daarom, dat Nederland in een vroegtijdig stadium samenwerking heeft gezocht met andere landen, in de eerste plaats met Noorwegen — het is te weinig bekend, dat de samenwerking met Noorwegen steunde op een hoeveelheid uranium, die reeds vóór de oorlog in Nederland op initiatief van Minister Colijn werd aangeschaft, welk uranium de bezetting heeft overleefd — en voorts met het Verenigd Koninkrijk en de Verenigde Staten van Noord-Amerika. Dit is ook de reden, waarom wij zulk een grote belangstelling koesterden voor Euratom, voor de samenwerking in de O.E.E.S. en in nog wijder verband in de Verenigde Naties.

De geachte afgevaardigde de heer Patijn meende te be-spreken een „zucht van verlichting”, toen werd gesteld, dat het

Minister Zijlstra

Euratomverdrag niet inhoudt, dat de nationale kernenergieprogramma's zouden opgaan in een gemeenschappelijk programma. Er werd hier echter slechts een feit geconstateerd en wanneer er werd gezocht, geschiedde dit misschien, omdat er ook over dit punt nog zoveel misverstand bestaat.

De zes landen, die zich aaneen wensen te sluiten, zijn er stuk voor stuk van overtuigd — ook de grote landen —, dat West-Europa zich op atoomgebied slechts een plaats zal kunnen verwerven door een zo nauw mogelijke samenwerking, en zij wensen daarom een groot gedeelte van de noodzakelijke research voor gezamenlijke rekening uit te voeren en daarnaast elkaar in de resultaten van het eigen onderzoekwerk te laten delen. De betrokken landen zien echter tevens in, dat op bepaald gebied accentverschillen zullen blijven bestaan. Zo is het duidelijk, dat in Nederland verhoudingsgewijze een grotere belangstelling voor schepenaandrijving door de nieuwe vorm van atoomenergie zal bestaan dan wellicht in sommige andere partnerlanden. Dit is één van de redenen, waarom men in de verschillende landen een grote waarde blijft hechten aan een eigen nucleair programma, dat, dank zij het uit te voeren gemeenschappelijke researchwerk en dank zij het straks beschikken over gemeenschappelijke installaties, een reële kans tot slagen biedt. Persoonlijk ben ik echter van mening, dat het accent te veel op de nationale programma's is blijven liggen. Dit moet worden verklaard uit de wens van enkele landen, het eigen bedrijfsleven te wapenen in de komende concurrentiestrijd binnen en buiten de gemeenschappelijke markt. Het bleek tijdens de onderhandelingen onmogelijk hierin verandering te brengen. Ik wil hieraan toevoegen, dat mag worden verwacht, dat deze instelling zich in de toekomst geleidelijk zal wijzigen, en wel in die zin, dat in toenemende mate research voor gemeenschappelijke rekening zal worden uitgevoerd. De praktijk zal ook wel leren, dat dit de enig mogelijke weg is om enigermate bij te blijven bij de ontwikkeling, die elders plaatsvindt. Dat daarnaast een eigen nationaal programma noodzakelijk zal blijven, staat echter voor mij evenzeer als een paal boven water. Men mag immers verwachten, dat de deelnemende landen zich in toenemende mate zullen specialiseren. Het is de taak van de Nederlandse Regering er voor haar deel zorg voor te dragen, dat het Nederlandse bedrijfsleven ook in deze ontwikkeling niet achterblijft.

De geachte afgevaardigde de heer Janssen vestigde voorts de aandacht op de mogelijkheid, dat ondernemingen, gebruik makend van goedkoop verkregen splijtstoffen, een marktpositie opbouwen, met name dus door op gunstige condities de verkregen produkten aan te bieden, die onverenigbaar is met de doelstellingen van het Euratomverdrag. Ik zou erop willen wijzen, dat, zolang niet in het Euratomverdrag uitdrukkelijk anders is voorzien, de bepalingen van het verdrag inzake de gemeenschappelijke markt ook op nucleair terrein zullen gelden. Dit geldt derhalve ook voor artikel 86 van dit verdrag. Bovendien zal het door het toelaten van de invoer steeds mogelijk zijn druk op de prijzen uit te oefenen. In wezen ligt hier volgens mij geen ander vraagstuk dan wij in andere sectoren van het bedrijfsleven ook ontmoeten.

Met de geachte afgevaardigde de heer Janssen ben ik het volkomen eens — ook Minister Luns heeft daarop gewezen —, dat het van het grootste belang is, dat door Euratom een zo nauw mogelijke samenwerking wordt gezocht met het Verenigd Koninkrijk en de Verenigde Staten. Van dit belang is echter een ieder zo zeer overtuigd, dat wij met een gerust hart, voor zover althans van ons afhangt, de komende ontwikkeling mogen afwachten, te meer daar men ook in het Verenigd Koninkrijk en de Verenigde Staten deze mening, als ik tenminste goed ben ingelicht, is toegedaan. Terecht is erop gewezen, dat het bezoek van de z.g. drie wijzen ook heeft geholpen een vruchtbare basis te leggen voor deze samenwerking. De Nederlandse Regering staat natuurlijk op het standpunt, dat zij al het mogelijke zal hebben te doen om tot het verkrijgen van deze samenwerking in wijder verband bij te dragen.

De geachte afgevaardigde de heer Janssen heeft verder gewezen op de eigen industriële activiteiten van Euratom. Ook hieromtrent zou ik geen misverstand willen laten bestaan. Het gaat hier inderdaad om installaties, die de draagkracht van het bedrijfsleven of van een afzonderlijk land te boven gaan, dan wel om installaties of fabrieken, die zulke risico's met zich brengen, dat het redelijk is deze, zo mogelijk, door de gemeenschap te laten dragen. Het is niet de bedoeling, dat deze worden opgericht zonder dat zorgvuldig is nagegaan, of hiermede in een behoefte wordt voorzien, die niet door inspanningen, hetzij van het bedrijfsleven, hetzij van één of meer afzonderlijke partnerlanden, op bevredigende wijze wordt gedekt. Ik zou in dit verband er nogmaals op willen wijzen, dat een van de grondbeginselen van het Euratomverdrag het feit is, dat nimmer diensten of produkten aan het bedrijfsleven kunnen worden opgedrongen, die elders goedkoper en met dezelfde zekerheid kunnen worden verkregen. Voorts bestaan er voldoende waarborgen om te voorkomen, dat in de vorm van „geprivilegieerde" gemeenschappelijke ondernemingen een tak van industrie in het leven wordt geroepen, die zich slechts door het bestaan van privileges kan handhaven en daarmede de ontplooiing van eigen initiatief, d.w.z. het initiatief van het bedrijfsleven, beperkt.

Met alle inzicht in het eigen karakter en het volkomen nieuwe van de atoomenergie en de industriële toepassing hiervan moeten wij toch ook in toenemende mate ons eigen maken de gedachte, dat er ook een heel gewone industriële kant aan deze vraagstukken zit, waarop de bestaande industrie zich zal moeten werpen om zo snel mogelijk door eigen initiatief ook deze zaak tot ontplooiing te brengen, zij het omringd met die bijzondere waarborgen, die nu eenmaal deze zeer gevaarlijke stoffen met zich mede kunnen brengen.

Met de geachte afgevaardigde de heer Patijn ben ik van mening, dat de gemeenschappelijke ondernemingen een van de belangrijkste resultaten van Euratom zullen kunnen zijn. De geachte afgevaardigde voegde hieraan echter toe, dat het in het algemeen beter zou zijn deze ondernemingen in Euratomverband op te richten en niet in het kader van de O.E.E.S.

Na hetgeen de Minister van Buitenlandse Zaken hierover heeft gezegd, voel ik geen behoefte, Mijnheer de Voorzitter, nog in nadere bijzonderheden op dit punt te treden. Ik ben het namelijk ook hierin geheel eens met mijn ambtgenoot.

Mijnheer de Voorzitter! De geachte afgevaardigde de heer Patijn heeft een lans gebroken voor een nadere samenwerking met België. Ik geloof niet, dat dit ertoe zou hebben geleid, dat Nederland de reactor, bestemd voor ons toekomstig centrum te Petten, niet nodig zou hebben. Deze aanschaffing is hier zorgvuldig overwogen, waarbij bepaald onze aandacht werd geschonken — het is in deze Kamer meermalen ter sprake geweest — aan een mogelijke samenwerking met België. Het is echter meer de algemene strekking van de woorden van de geachte afgevaardigde, die mij heeft aangesproken. Ik wil hem daarom gaarne de verzekering geven, dat alle mogelijkheden om de samenwerking met onze Beneluxpartners te verdiepen en uit te breiden, nogmaals aan een zorgvuldig onderzoek zullen worden onderworpen. Ik stel mij voor, binnenkort met collega Rey hierover nog eens een gesprek te hebben en persoonlijk de installaties te Mol te bezoeken en naar aanleiding hiervan met hem te bespreken, in welke mate in Beneluxverband tot een zekere vermijding van nodeloze verspilling zou kunnen worden gekomen. Dit is eigenlijk het belangrijke punt, dat hier voortdurend in het oog moet worden gehouden.

De geachte afgevaardigde de heer Patijn betreurde, dat de greep van Euratom op de splijtstoffenproductie en -voorziening in de deelnemende landen niet zo groot is als die van het Atomic Energy Committee in de Verenigde Staten. De Nederlandse Regering treurt in dezen met de geachte afgevaardigde mee. Hetgeen echter na moeizame onderhandelingen is bereikt, is naar mijn mening een bevredigend resultaat en schijnt een voldoende waarborg.

Minister Zijlstra e. a.

De geachte afgevaardigde de heer Janssen heeft erop gewezen, in het geheel van de opbouw van Euratom, dat wij aanvankelijk onze verwachtingen hoger hadden gesteld, dat er daarna reden was om met ernstige teleurstelling rekening te houden en dat het eindresultaat, alles bijeengenomen, toch nog wel is meegevallen. Dit geldt ook voor dit onderdeel. Het is in feite zo, dat alle splijtstoffen en alle te verwerken splijtstoffen in een bepaald stadium het agentschap moeten passeren.

Wat betreft de gepubliceerde berichten over het inschakelen van Nederlandse bedrijven, met name Stork en De Schelde, bij de bouw van een eerste Nederlandse atoomreactor, wil ik opmerken, dat in Engeland een aantal industriële groeperingen bestaat, die zich toeleggen op de bouw van verschillende typen atoomreactoren. Twee van deze groeperingen hebben vertegenwoordigers in Nederland, een met Stork en de ander met De Schelde. Uiteraard kan dit ertoe leiden — en heeft dit ertoe geleid —, dat deze industriële groeperingen in Nederland zich gaan toeleggen op het construeren van reactoren. Ik hoop, dat het Nederlandse bedrijfsleven in toenemende mate in staat zal zijn hetzij uit licenties, hetzij steunend op eigen verworven kracht, op een „know how”, mede te werken aan het construeren van reactoren.

Reactoren zijn ten slotte, zij het erg geperfectioneerde, stoomketels, zij het ook, dat zij anders worden gestookt dan de gewone stoomketels. Dat moeten wij altijd goed bedenken. Het zijn voor het overgrote deel doodgewone industriële bewerkingen, die ons bedrijfsleven ook zal moeten en zonder enige twijfel in de toekomst ook in belangrijke mate zal kunnen doen.

Wat de isotopenscheiding betreft, daarover zou veel te zeggen zijn. Dat zou ons op het ogenblik te ver voeren. Ik geloof, dat men kan zeggen, dat het oorspronkelijke project in Frankrijk definitief of vrijwel definitief van de baan zal zijn. Of het project van prof. Kistemaker of van een Duitse hoogleraar, dat wel perspectief schijnt te bieden, daarvoor in de plaats zal komen, staat mij op het ogenblik niet helder voor de geest. Het is een van de ontwikkelingen, die mede in Euratom-verband zullen moeten worden bekeken, te zamen met andere processen, zoals het vervaardigen van brandstoffen, het reprocessen, het zuiveren en het opnieuw bedrijfsklaar maken van brandstofelementen, hetgeen wij in Europa voldoende zelfstandig moeten kunnen doen om op het gebied van het atoomwezen onze plaats in de wereld te kunnen innemen.

De heer **Mansholt**, Minister van Landbouw, Visserij en Voedselvoorziening: Mijnheer de Voorzitter! Ik zou gaarne mijn erkentelijkheid willen betuigen voor de instemming van het overgrote deel van dit college met het opnemen van de landbouw als een integrerend deel van de gemeenschappelijke markt. Toch heeft, als ondertoon in hetgeen ten aanzien van dit uitgangspunt is opgemerkt, een grote bezorgdheid geklonken met betrekking tot de vraag, wat daarvan de gevolgen zullen zijn. Naar mijn mening zou het te betreuren zijn, indien voor de landbouw een aparte oplossing zou moeten worden gevonden.

Ik meen, dat het op de lange duur van de grootste betekenis voor de landbouw is, indien de vraagstukken, die daar bestaan en opgelost moeten worden, worden bekeken in het raam van de algemene sociaal-economische problematiek, waarvoor de zes landen geplaatst staan.

De zorg, die in de woorden van vele afgevaardigden sprak, had dus met name betrekking op de vraag, wat nu eigenlijk de gevolgen van een en ander zullen zijn. Waar gaan wij naar toe? Men had het gevoel, alsof men zich aan boord van een schip moest begeven, waarvan het doel wel ongeveer bekend is — het doel is in de verdragen in schone woorden vastgelegd —, maar waarvan de koers en het bestek nog niet duidelijk zijn. Er is gesproken over grote hiaten en lacunes. Wij zouden als het ware een stuk zee moeten oversteken, terwijl wij niet eens weten, hoe wij dat zullen doen. Dat is juist.

Men heeft gesproken over de grote risico's, die dit dan met zich mee zal brengen.

Minister Mansholt

Mijnheer de Voorzitter! Ook dat is juist; ook deze zorg wordt door de Regering gedeeld. In feite worden in het verdrag wel een aantal richtlijnen gegeven met betrekking tot de vraag, waarheen wij moeten gaan en op welke wijze wij het doel moeten trachten te bereiken, maar dat beleid, in concreto, moet nog worden vastgesteld.

Daarbij komt bovendien, dat dit hoofdstuk van de landbouw in meer dan één opzicht wel een zeer speciaal hoofdstuk is. Daarin worden dus wel de algemene gedragsregelen gevolgd, maar er is ook weer een groot aantal uitzonderingen gemaakt. In de landbouw zullen dus niet slechts een aantal handelsbelemmeringen, van welke aard dan ook, moeten worden opgeruimd, maar de hoofdzaak is, dat men het nationale beleid, dat in de zes landen wordt gevoerd en op geheel verschillende wijze wordt gevoerd, moet omsmeden tot een gemeenschappelijk beleid. Dat is dus een zeer positieve taak, van het welslagen waarvan dus zeer veel afhangt. De vraag is dus, of de organen en ook de landen in staat zullen zijn, dit op te brengen.

De geachte afgevaardigde de heer Biesheuvel heeft de opmerking gemaakt: „Ik ben vervuld van deze zorg, maar het is ook mij wel duidelijk, dat deze zorg zo niet groter dan toch even groot is onder de huidige constellatie.”. Inderdaad, want de zucht naar protectie ontstaat niet dóór het verdrag, maar het verlangen naar bescherming bestaat óók onder de huidige constellatie. Het risico van het sluiten van de grenzen, het risico, dat naar ons gevoel ook in het verdrag kan liggen, bestaat op het ogenblik ook. Het risico van tariefsverhogingen, van nieuwe contingenten, van contingentsverhogingen of van allerlei andere maatregelen is er.

Waar het naar mijn mening bij de beoordeling van dit verdrag dus eigenlijk om gaat, is om het volgende: geeft het verdrag en dus met name titel II ervan, welke titel op de landbouw betrekking heeft, een grotere kans, dat wij de oplossing weten te vinden voor het doen verdwijnen van de handelsbelemmeringen, liever nog voor het overbodig maken van allerlei handelsbelemmeringen? Met andere woorden: weten wij daarvoor iets in de plaats te stellen? Zijn wij in staat, daarvoor een gemeenschappelijk landbouwbeleid in de plaats te stellen?

Ik wil hierbij in de eerste plaats opmerken, dat ik het verdrag graag anders had gezien. Dat zal u, wel duidelijk zijn, Mijnheer de Voorzitter, als ik dit verdrag leg naast datgene, dat wij enkele jaren geleden op tafel hebben gelegd, dan is dit verdrag, dat wij op het ogenblik moeten behandelen, in meer dan één opzicht een zwakke afspiegeling daarvan. Wij hebben een grotere zekerheid in het verdrag gewenst, dat er een werkelijk Europees agrarisch beleid zou worden gevoerd. Daarvoor achten wij het noodzakelijk, dat er grotere bevoegdheden aan de Europese organen, zowel de commissie als het Parlement, zouden worden gegeven, dat er ook grotere mogelijkheden zouden worden gecreëerd voor het voeren van een wezenlijk structuurbeleid, d.w.z. een positief beleid, gericht op verbetering van de produktieomstandigheden in verschillende gebieden.

Als ik mij dus als het ware verdedigend opstel ten aanzien van hetgeen wij nu behandelen, nl. het Euromarktverdrag, en speciaal de landbouwparagraaf, waarvoor ik zeker de verantwoordelijkheid aanvaard, dan doe ik dat in het besef, dat het beter had gekund. Maar waarom acht ik desondanks de kans, dat wij met het verdrag in handen de landbouw beter kunnen dienen dan met de middelen, die ons tot nu toe ten dienste stonden, groter dan de kans tot verbetering te komen zonder het verdrag? Daarover zou ik thans in de eerste plaats graag iets willen zeggen.

Men zou vanuit het negatieve kunnen redeneren. Men zou kunnen zeggen: wat is het doel van het verdrag? Dat vinden wij in artikel 39 omschreven. Het doel is, dat het gemeenschappelijk landbouwbeleid, dat moet worden gecreëerd, de produktiviteit in de landbouw moet doen toenemen door de technische vooruitgang te bevorderen en door zowel de rationele ontwikkeling van de landbouwproductie als een optimaal gebruik van de produktiefactoren, met name van de arbeidskrachten,

Minister Mansholt

te verzekeren, dat aldus aan de landbouwbevolking een redelijke levensstandaard moet worden verzekerd, met name door de verhoging van het hoofdelijk inkomen van hen, die in de landbouw werkzaam zijn, dat markten worden gestabiliseerd, dat de voorziening veilig wordt gesteld en dat bij levering aan verbruikers redelijke prijzen worden verzekerd.

Ik geloof, dat wij het over de doelstelling eens zijn. Dit kan een agrarisch program zijn van iedere Regering, o.a. van de Nederlandse Regering. Het kan zelfs het program zijn van iedere politieke partij in Nederland. De vraag, die men kan stellen, is: Is dit, indien wij dit allen willen — ik beredeneer het nu dus vanuit het negatieve —, te bereiken met de middelen, die ons vandaag de dag ten dienste staan; is dit te bereiken op nationale grondslag? Ik stel speciaal de vraag met het oog op de vraagstukken, waarvoor wij in Nederland staan. Ik ben van mening, dat wij moeten constateren, dat dit niet mogelijk is. Wij weten, voor welke grote moeilijkheden wij in ons nationale landbouwbeleid staan. Wij weten bovendien, hoe dit in Frankrijk, Duitsland en België, trouwens in ieder land van West-Europa is. Naar mijn mening is het onmogelijk te bereiken, wat in artikel 39 als doel wordt genoemd in een nationaal beleid onder de huidige omstandigheden, en daarmee hebben wij nu eenmaal rekening te houden. Indien er een algemene hoogconjunctuur was in de landbouw, kon men zeggen: Is het mogelijk kleine correcties, met enige ingrijpingen hier en daar, met een nationale stabilisatiepolitiek, met prijzen en zekere garanties een beleid voeren om te voldoen aan datgene, wat hier voor de landbouw wordt geëist. Misschien is dit wel mogelijk onder zeer gunstige omstandigheden. Maar wat dat laatste betreft, is de landbouw wel te onderscheiden van andere bedrijfstakken. Wij verkeren in een ongunstige positie. Wij moeten constateren, dat er zich op het ogenblik een structurele wanverhouding tussen de produktie en de koopkrachtige vraag over de gehele wereld manifesteert. Wij zien, dat deze wanverhouding invloed uitoefent op de inkomensverhoudingen in de landbouw, ook op de mogelijkheden van rationalisatie, ook op de mogelijkheden voor de opvoering van de arbeidsproduktiviteit. Wij zien, dat onder deze wanverhouding het uitermate moeilijk is om een beleid te voeren, dat leidt tot doeleinden, die in dit verdrag zijn geschetst. Dit heeft omgekeerd ook weer een nadelig effect gehad op het verdrag. Ik meen, dat de moeilijkheden, die wij vandaag de dag ondervinden — en niet alleen wij, maar ook Frankrijk, Duitsland, Italië en andere landen —, een stempel hebben gedrukt op de agrarische paragraaf van het verdrag. Omdat wij allen in deze situatie verkeren, is de aandacht zeer sterk gericht op de bescherming, op het geven van garanties in het algemeen op dat deel, dat zich bezighoudt met de marktorganisatie. Dat acht ik verklaarbaar, maar een nadeel. Anderzijds is het toch verheugend, dat wij in het verdrag toch ook mogelijkheden leggen om aan de ontwikkeling van een meer positieve politiek aandacht te schenken.

Ik ben van mening, dat het verdrag, zoals het er op het ogenblik ligt, ook in dit opzicht betere mogelijkheden biedt dan wij kennen in de huidige constellatie. In de eerste plaats wijs ik erop, dat nu voor de eerste maal een orgaan wordt gecreeërd met een zeer wezenlijke taak. Die taak mag dan nog niet zodanig zijn als ik en wellicht vele leden van de Kamer wel gewend zouden hebben, maar er zijn bevoegdheden gegeven, die het mogelijk maken dingen te verwezenlijken, die wij op het ogenblik niet kunnen bereiken. Ik wijs dan op de bevoegdheden van de commissie. Deze mogen dan niet zodanig zijn als de bevoegdheden van de Hoge Autoriteit in de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal, maar de commissie heeft een zeer besliste verantwoordelijkheid voor het toepassen en uitvoeren van deze verdragsbepalingen. Ik denk aan de taak van de commissie wat betreft het gemeenschappelijk landbouwbeleid, dat gedurende de overgangperiode in 12 à 15 jaren moet worden gecreeërd; zij heeft tot taak reeds binnen twee jaren na de inwerkingtreding voorstellen te doen inzake toestandbrenging en uitvoering van het gemeenschappelijk land-

bouwbeleid. Dit moet zij doen nadat de conferentie een advies zal hebben uitgebracht over de middelen en behoeften en nadat de economisch-sociale commissie, de Europese sociaal-economische commissie „Eurecosoc”, daarover een advies heeft gegeven.

Dit betekent dus, dat er een orgaan is, dat een zeer besliste verantwoordelijkheid krijgt om te trachten, dat gemeenschappelijk landbouwbeleid op te bouwen.

Zeer veel waarde hecht ik eraan, dat hierbij de Assemblée is ingeschakeld en dat de voorstellen aan haar worden voorgelegd. Daardoor wordt men ook in ruimere kring geconfronteerd met de problemen van de landbouwpolitiek; niet alleen wordt daarmee het vraagstuk uit zijn nationale beklemming gehaald, het wordt ook gebracht in de ruime kring van allen, die te maken hebben met het sociaal-economisch beleid. Ik wijs er voorts op, dat de mogelijkheden om de agrarische vraagstukken op te lossen in een grotere ruimte groter zijn dan wanneer men dat moet doen, zoals de toestand op het ogenblik nog is, in een versplinterde markt. In het bijzonder wat Nederland betreft. Het is uitermate moeilijk een landbouwbeleid te voeren en een marktorganisatie op te bouwen, indien wij voor een zeer belangrijk deel onze grondstoffen moeten betrekken van buiten Nederland en een groot deel van de veredelde produkten buiten ons land moeten afzetten.

Immers, 40 pct. van onze produktie wordt uitgevoerd en wij weten op het ogenblik in het geheel niet, wat in de toekomst het lot daarvan zal zijn en aan welke belemmeringen dit onderhevig zal zijn. Ik zie dus in het creëren van deze grotere ruimte beslist een grotere mogelijkheid om een landbouwbeleid te voeren dan in die kleine ruimte. In dit opzicht zou ik mij willen aansluiten bij hetgeen zojuist mijn ambtgenoot van Economische Zaken heeft gezegd, nl. dat wij waarschijnlijk in die grotere ruimte niet die dirigistische, niet die zeer gespecialiseerde maatregelen kunnen treffen, zoals wij in een kleine ruimte doen, zij het ook met pijn en moeite. Ik geloof, dat wij in een grote markt meer gebruik kunnen maken van globale maatregelen om de noodzakelijke stabiliteit in de markt te verkrijgen.

In de tweede plaats wijs ik er in dit verband op, dat het nationale landbouwbeleid, dat op het ogenblik in West-Europa wordt gevoerd, zeer beslist de hoogst noodzakelijke specialisatie tegenwerkt. Men wordt gedwongen, om in allerlei gevallen uit nationale overwegingen de produktie kunstmatig om te buigen. Men mag aannemen, dat in een grotere markt die noodzaak niet bestaat. Uitsluitend bij wijze van voorbeeld zou ik de aandacht willen vestigen op hetgeen zich op het ogenblik in Frankrijk afspeelt. Frankrijk, dat grote hoeveelheden tarwe en suikerbieten verbouwt, kampt al jaren met „overschotten” — dit woord tussen aanhalingstekens —, omdat er op dit moment geen koopkrachtige vraag voor is. Anderzijds gebruikt Europa meer tarwe en suiker dan alle landen in West-Europa samen telen. Er is dus een belangrijk invoeroverschot. Frankrijk is echter op het ogenblik gedwongen, door nationale omstandigheden, zijn produktie om te buigen b.v. naar de vleesproduktie, maar men mag veronderstellen, dat andere landen, met een daarvoor geschikte bedrijfsstructuur, dat beter zouden kunnen doen. Landen met kleinere bedrijven, waar dus de zuivel-, de eieren- en de vleesproduktie meer op haar plaats zijn. Het is dus zeer goed mogelijk, dat we eerder moeten streven naar een specialisatie, waarbij bepaalde gebieden van West-Europa met grote bedrijven, die zeer sterk gemechaniseerd kunnen worden, beter tarwe en suikerbieten kunnen blijven produceren en op de kleinere bedrijven, d.w.z. in de landen met een andere bedrijfsstructuur, beter de veredelingsproduktie kan plaatshebben. Wanneer er in West-Europa geen gemeenschappelijke markt komt, zal het noodzakelijk zijn, dat Frankrijk toch zijn landbouwproduktie gaat ombuigen in een richting, waarvan wij op zijn minst kunnen zeggen: Dat vinden wij niet zo plezierig, wij zouden gaarne mede die vleesmarkt in Frankrijk willen verzorgen en b.v. ook de eierenmarkt.

Minister Mansholt

Ik geloof dan ook, dat men door het creëren van deze grotere ruimte gemakkelijker de weg zal vinden tot de specialisatie, die nu eenmaal noodzakelijk is.

Dit zijn een aantal vraagstukken, die op het ogenblik nog niet opgelost zijn. Het zijn echter vraagstukken, waarmede de commissie onmiddellijk wordt geconfronteerd. Daarvoor zijn nodig onderzoek en studie, maar daarvoor is ook nodig — dit in antwoord op hetgeen de geachte afgevaardigde de heer Nederhorst heeft gezegd — een stuk planning. Ik acht het uitermate belangrijk, dat de organen, die hiermede worden belast, ook wel degelijk mede door een soort van planning de producenten richtlijnen geven voor hun produktie, mede om de aanpassing te vinden aan de nieuwe omstandigheden.

Wij zijn ervan overtuigd, dat dit alles een langzaam proces is. Wij verwachten niet op korte termijn grote resultaten. De landbouw is nu eenmaal van nature traag. Ik zeg niet: de landbouwers, want die zijn snel genoeg. De gehele produktiewijze brengt nu eenmaal met zich, dat deze niet snel is te wijzigen. Men moet bovendien wel bedenken, dat wij hier met een groot aantal kleine producenten hebben te maken, en wij moeten ook wel bedenken, dat het hier ten slotte in zeer belangrijke mate om het welzijn van deze mensen gaat en dat het dus noodzakelijk is te zorgen, dat wij hier voorzichtig handelen. Aan de andere kant zou het nalaten van een doelbewust beleid zeker niet ten dienste zijn van het welzijn van deze grote en belangrijke groep.

Het gaat hier niets slechts om vraagstukken van marktorganisatie en om vraagstukken van een stabiele produktie of stabiele prijsontwikkeling, hoewel hieraan in het verdrag zeer ruime aandacht is gewijd. Ik wijs erop, dat aan de organen, genoemd in dit verdrag, een opdracht wordt gegeven, zoals ook tot uitdrukking is gebracht door de geachte afgevaardigde de heer Vredeling, nl. het verbeteren van de structuur van de produktie, van de omstandigheden dus, waaronder moet worden geproduceerd. Ik ben het geheel eens met hetgeen de geachte afgevaardigde de heer Vredeling heeft gezegd: Prijsbeleid kan in hoge mate zijn het cureren aan een symptoom.

Ik stel daarvoor: structuurbeleid is cureren aan de oorzaken. Wij vinden deze taak met name in het artikel, dat ik zoëven noemde, en vervolgens in de artikelen 41 en 42. In artikel 41 wordt zeer duidelijk gezegd:

„Teneinde de in artikel 39 omschreven doeleinden te bereiken, kunnen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid met name voorzieningen worden getroffen met betrekking tot:

- a. een doeltreffende coördinatie van hetgeen ondernomen wordt op het gebied van beroepsopleiding, het landbouwkundig onderzoek” — het is uitermate belangrijk, dat wij tot een goede coördinatie en werkverdeling komen op het gebied van het landbouwkundig onderzoek — „en de landbouwkundige voorlichting, welke coördinatie gemeenschappelijk gefinancierde projecten of instellingen kan medebrengen;
- b. gemeenschappelijke acties voor de ontwikkeling van het verbruik van bepaalde produkten.”.

In artikel 42 lezen wij:

„De Raad kan met name machtiging geven tot het verlenen van steun:

- a. ter bescherming van door structurele of natuurlijke omstandigheden benadeelde bedrijven;
- b. in het kader van economische ontwikkelingsplannen.”.

Hier ligt dus voor de Gemeenschap een zeer grote taak. Het is natuurlijk in de eerste plaats een nationale taak dit na te streven, maar ik ben van mening, dat het belangrijk is, dat men bij het vervullen van deze nationale taak een stimulans kan vinden in en de directe hulp kan ondervinden van de Gemeenschap, waarbij dan gemeenschappelijke fondsen onmisbaar zullen blijken te zijn.

Daarbij zou ik erop willen wijzen, dat het mede tot onze gemeenschappelijke verantwoordelijkheid zal behoren om te trachten die zwakke schakels in dat geheel te versterken. Als wij slechts door marktordening, prijsstelling, prijsgaranties e.d. het doel, van wat dus wordt geschetst door het verdrag, trachten te benaderen, komen wij onmiddellijk in conflict met wat ook in artikel 39e wordt gesteld, nl. redelijke prijzen bij de levering aan gebruikers te verzekeren. Omgekeerd is het naar mijn mening onmogelijk om slechts via het prijsmechanisme aan artikel 39b te voldoen. Dat zal de Gemeenschap dwingen, gebruik te maken ook van de mogelijkheid van een verbetering van de structuur, vooral in de marginale gebieden. Hier ligt naar mijn mening een wezenlijke taak in de voorbereiding, in het doen van voorstellen voor de commissie. Hier ligt een stimulerende taak voor de economische en sociale commissie en vooral ook voor de Assemblee.

Mijnheer de Voorzitter! Ik hoop, dat ik hiermede in korte lijnen heb aangetoond, dat het verdrag, hoewel het veel openlaat of in het onzekere laat, door het hier concreet in artikelen vast te leggen, een goede basis biedt voor een gemeenschappelijke activiteit. Als wij het verdrag zó durven te zien, heeft naar mijn mening deze overgangperiode betekenis, maar dan mag het niet zijn onder het motto van „tracht nu maar te behouden, wat je hebt in die overgangperiode”. Dan mag men zich niet blijven vastklemmen aan datgene, wat men heeft. Men zal bewust moeten aanvaarden en dus ook realiseren, dat het een periode van heroriëntering moet zijn, een fase dus, waarin de structuur van de bedrijven kan worden versterkt en ook de bedrijven zelf kunnen worden verbeterd. Dat is een proces, dat reeds aan de gang is. Gelukkig! Daar kunnen wij dus op aansluiten. In Nederland is het in belangrijke mate op gang. In Duitsland is het kortelings ingezet. Ik wijs op het Grüne Plan. Wij mogen bewondering hebben voor de wijze, waarop dat wordt aangepakt in Duitsland.

Ik wijs op de Agraria Reform in Italië en wat daar gebeurt op het gebied van structuurverbeteringen, en ik ben het met de geachte afgevaardigde de heer Van Meel eens, dat Frankrijk op dat punt niet kan en mag achterblijven. De geachte afgevaardigde de heer Van Meel heeft hierbij de vraag gesteld: Wat moet er nu gebeuren, als wij er door de gemeenschappelijke landbouwpolitiek niet in slagen, de achterstand in te halen? De geachte afgevaardigde zegt: Dan zijn er drie mogelijkheden: de agrariërs zullen een ongelijke strijd moeten voeren; er wordt waarschijnlijk een nieuwe overgangsfase nodig of een derde mogelijkheid: er komt eenvoudig geen agrarische Euromarkt tot stand. Mijn antwoord daarop is het volgende. Ik acht het zeer wel mogelijk, dat in 15 jaar de grondslagen voor een agrarische Euromarkt in Europa worden gevestigd. Daarbij moeten wij bedenken, dat er in diezelfde periode in de gehele maatschappelijke structuur geen stilstand is. Wij moeten de omstandigheden, waaronder de landbouw zich over 15 jaar zal bevinden, projecteren tegen de achtergrond van een verschuivend decor. Ik doel daarbij op veranderingen in de maatschappij. Met name zal daarin de industrialisatie van West-Europa een zeer belangrijk element zijn.

Dat zal een belangrijke invloed hebben op de landbouw en dat zal een verbetering van de structuur van de landbouw in de hand werken. Zo moeten wij hetgeen voor de landbouw noodzakelijk is, projecteren tegen de wijzigingen, die wij in de algemene maatschappelijke structuur zullen zien optreden. Het proces, dat ik maar met enkele woorden kan aanduiden, kan een zeer grote invloed hebben, ook in Nederland. Daarnaast moeten wij voorkomen, dat wij de bescherming leggen op een niveau, dat verhindert, dat deze structuurverbetering kan optreden. Ik ben ervan overtuigd, dat wij over 12 of 15 jaar nog geen eindfase zullen hebben bereikt, maar ik ben wel van mening, dat dan de grondslagen gelegd kunnen zijn voor een wezenlijke Euromarkt.

Het is om deze positieve kant in het verdrag, dat ik het risico aandurf van de bepalingen, die in de overgangperiode zullen gelden.

Minister Mansholt

Wanneer ik spreek over de bepalingen in de overgangsperiode — dat zij de artikelen 44 en 45 —, dan doel ik daarbij enerzijds op de minimumprijzen en anderzijds op het vraagstuk, dat verbonden is aan de contracten op lange termijn. In de eerste plaats de minimumprijzen, die voor een belangrijk gedeelte de overgangsperiode beheersen. Daarover hebben praktisch alle afgevaardigden hun zorgen uitgesproken. Men heeft in de eerste plaats gewezen op de lange duur van de mogelijkheid tot autonome vaststelling van de minimumprijzen.

Ik ben van mening, dat deze termijn inderdaad zeer lang is. Hierover is zeer lang onderhandeld. Het is een van de punten, die pas in laatste instantie een oplossing hebben gevonden. Ook ik ben van mening, dat de autonome vaststelling van minimumprijzen een gevaar is. Enkele geachte afgevaardigden hebben opgemerkt, dat, als er gedurende de periode, dat men minimumprijzen kan vaststellen, eigenlijk niets gebeurt, de rest van de periode, die vier jaar, te kort is. Mijn antwoord daarop is, dat in die acht jaar veel zal moeten gebeuren. Ik geloof, dat wij daarbij ook moeten bedenken, dat de andere landen niet a priori tegen een gemeenschappelijk beleid zullen zijn, maar ieder land zal het zó willen voeren als het hem voordeligst uitkomt. Er zullen compromissen moeten worden gesloten. Wij moeten ons echter goed realiseren, dat niet alleen wij moeilijkheden ontmoeten met ons nationaal beleid, moeilijkheden, waarvoor wij, ronduit gezegd, de oplossing thans nog niet zien.

Hetzelfde speelt zich af in Duitsland, in Frankrijk en feitelijk in geheel West-Europa. Ik zie daarvoor geen oplossing meer, omdat men dat vraagstuk op nationale basis niet meer zal kunnen oplossen. Ik wijs nogmaals op hetgeen er in Frankrijk is gebeurd gedurende de laatste maanden. Daarin zie ik een sterke stimulans voor dat land om in deze periode van 8 jaren ook te streven naar het opbouwen van een gemeenschappelijk beleid. Ook Frankrijk zal zich gaan realiseren, mede in aanmerking genomen hetgeen de heer Marjolin in Straatsburg heeft gezegd, dat men in de toekomst niet slechts zal kunnen zeilen op de koers van het maar vaststellen van minimumprijzen, omdat dat in wezen geen oplossing geeft voor het probleem van de Franse landbouw. Wanneer de geachte afgevaardigde de heer Biesheuvel vraagt: Hoe zal de afzet zijn na 8 jaren, moet ik daarop antwoorden: Ik weet het niet.

De heer **Biesheuvel** (A.R.P.): Ik heb het ook niet gevraagd.

De heer **Mansholt**, Minister van Landbouw, Visserij en Voedselvoorziening: Heel verstandig. Ik heb er ook al enigszins verbaasd van gestaan. Als ik dit dan echter als een retorische vraag mag beschouwen, zonder dus de heer Biesheuvel daarmee te belasten, namelijk: hoe zal de afzet na 8 jaren zijn, meen ik, dat ik er mijnerzijds verstandig aan doe te zeggen: Ik weet het niet. Wel weet ik, dat, gelet op de huidige verhoudingen en omstandigheden en gelet op de middelen, die ons ter beschikking staan, alsmede gelet op datgene, wat wij nog mogen verwachten, de situatie dan niet beter zal zijn dan vandaag. Ik zie geen enkele aanwijzing, dat het met de afzet van b.v. Nederlandse producten over 8 jaren beter zal zijn gesteld dan op het ogenblik het geval is, om de doodeenvoudige reden, dat ik ervan uitga, dat de produktiemogelijkheden en de stijgingen van de produktie groter kunnen zijn in de ons omringende landen dan b.v. de toeneming van de koopkrachtige vraag.

De geachte afgevaardigde de heer Biesheuvel — en met hem de geachte afgevaardigden de heren Van Dijk, Van Meel en Vredeling — hebben uitvoerig aandacht geschonken aan de overgangsperiode en aan het vraagstuk van de autonome beslissing inzake de minimumprijzen. Ik heb reeds gezegd: ik deel deze bezorgdheid. Ik ben met name ook niet gerustgesteld door allerlei reacties, o.a. ook in Frankrijk.

De geachte afgevaardigde de heer Van Meel zegt, dat hij vreest, dat op een gegeven ogenblik de stimulans gaat onderbreken voor het voeren van een structuurbeleid, en hij denkt

daarbij aan Frankrijk. Hij kent, als geen ander hier, de Franse boer en de Franse landbouw; daarvan zijn wij overtuigd en daarvan zal hij ook morgen wel getuigenis afleggen. Maar aan de andere kant geloof ik toch — dat zal ook de geachte afgevaardigde de heer Van Meel hebben bedoeld —, dat men, wat dat zich vastklampen betreft aan de mogelijkheden, die liggen in de overgangsperiode in het vaststellen van minimumprijzen, ook in Frankrijk hoe langer hoe meer zal gaan ontdekken, dat dit in wezen toch niet de oplossing biedt. Het zal mede een taak van de organen van de gemeenschappelijke markt zijn, dit in de verschillende landen duidelijk te maken.

Ten aanzien van het vraagstuk van de minimumprijzen maakte de geachte afgevaardigde de heer Van Meel de opmerking, dat het heel belangrijk is, welke criteria bij het vaststellen van deze prijzen worden aangelegd. Dit geldt hier alleen voor het niveau, waarop de minimumprijzen moeten worden vastgesteld, maar ook voor andere voorwaarden, waaraan zij zullen moeten voldoen. Ik ben het met de geachte afgevaardigde eens, dat b.v. die minimumprijs zeer zeker niet op het niveau van de berekende kostprijs behoeft te liggen. Ik zou de zaak zelfs willen omkeren en zeggen: één van de criteria zal moeten zijn, dat hij a priori niet op basis van de kostprijs moet liggen.

De geachte afgevaardigde heeft in dit verband gewezen op de groente met de seizoenschommelingen in afzet en prijzen. Mijnheer de Voorzitter! Als wij de curve zien van de produktie-afzetmogelijkheden van groenten, dan constateren wij, dat wij perioden hebben van hoge en van lage prijzen. Het grote gevaar van het toepassen van het criterium, dat de minimumprijzen op basis van de berekende kostprijs moeten liggen, is eenvoudig dit, dat in tijden van een grote produktie, waar een grote afzet tegenover moet staan, er lagere prijzen zullen moeten zijn. Prijzen, die goedge maakt moeten worden — en zullen worden — door perioden met een kleinere produktie en met hogere prijzen. Ik zal hierop op dit ogenblik niet dieper ingaan.

Ook de geachte afgevaardigden de heren Biesheuvel en Van Dijk zijn sceptisch ten aanzien van deze periode en zeggen: minimumprijzen werken scherper dan invoerrechten, vooral indien zij nog autonoom kunnen worden vastgesteld, en zij verwijzen dan naar de Benelux.

Hoewel ik op dit punt geen geruststelling kan geven, wil ik toch wijzen op het doel van het verdrag, nl. te streven naar een gemeenschappelijke markt, en in de tweede plaats op artikel 44, lid 2, dat zegt, dat het toepassen van de minimumprijzen niet mag leiden tot een vermindering van de handel.

Nu kan men de vraag stellen: Wat kan er gebeuren? Hoe moeten wij dit toepassen? Waar vinden wij als het ware het middel om te zorgen, dat de minimumprijzen niet op een onjuiste wijze worden toegepast? Hier zal in de allereerste plaats de commissie actief moeten zijn. Het gelaedeerde land zal zich tot de commissie kunnen wenden en ten slotte kan men de zaak voorleggen aan het Hof. Wij moeten dus niet zonder meer zeggen: wij varen onder dezelfde omstandigheden als in de Benelux! Dit zou wel heel droevig zijn, want dan zou er praktisch geen enkel beroep meer mogelijk zijn bij het hanteren van de minimumprijzen; deze worden namelijk in de Benelux autonoom vastgesteld zonder bijzondere voorwaarden. Een van de voorwaarden, die daar wordt gesteld, is eigenlijk een voorwaarde, die onjuist is, namelijk, dat zij minstens moeten worden vastgesteld op basis van de berekende kostprijs. Dit kan en mag mijns inziens niet de enige voorwaarde zijn.

Hierbij is zeker ook van betekenis, wat de geachte afgevaardigde de heer Van Dijk heeft gezegd. Ook criteria kunnen gevaarlijk zijn; men zie b.v. de mogelijkheid zonder criteria minimumprijzen vast te stellen, zoals het gebeurt tussen Nederland en Duitsland bij de prijsregeling voor groente. Inderdaad kennen wij hier geen vast niveau en ik ben dan ook van mening, dat de commissie zeker lering moet trekken uit hetgeen wij toepassen in gemeen overleg met Duitsland ten aanzien van de hantering van minimumprijzen voor export van groente.

Minister Mansholt

Mijnheer de Voorzitter! In dit verband hebben de geachte afgevaardigden de heren Van Dijk en Van Meel gewezen op hetgeen Marjolin in een vergadering te Straatsburg heeft gezegd. Deze zou daar n.l. o.a. hebben gezegd, dat Frankrijk tien jaar lang zelf zijn minimumprijzen kan vaststellen, daarna is er een gekwalificeerde meerderheid nodig; och, wat willen jullie eigenlijk nog meer? Ik geloof, de heer Marjolin kennende, dat hij niet bedoeld zal hebben: kijk, dáárvoor hebben wij nu gezorgd en wees nu maar gerust. Neen, de bedoeling zal veeleer geweest zijn om duidelijk te zeggen: wat mopperen jullie toch; jullie hebben alles gekregen, wat jullie wilden en toch blijven jullie nog zorgen houden. Hij zal vooral bedoeld hebben — en daaraan wil ik vastknopen — een aansporing om deze overgangperiode niet te gebruiken voor het alléén maar hanteren van beschermingsmaatregelen, die in het verdrag worden gegeven.

Ik ken de heer Marjolin als iemand, die zeker overtuigd is van de noodzaak om te streven naar een werkelijk gemeenschappelijke agrarische politiek, die moet leiden tot een vrijer verkeer van produkten.

Een positieve houding is ook naar mijn mening zeer noodzakelijk. Ik geloof echter ook, dat wij in de naaste toekomst meer en meer op een positieve houding zullen kunnen rekenen om de doodeenvoudige reden, dat, indien men niet een dergelijke houding aanneemt ten aanzien van het scheppen van de gemeenschappelijke markt, het onmogelijk zal blijken, datgene te doen voor de nationale landbouw, wat men voor ogen heeft, namelijk het scheppen van zodanige omstandigheden, dat een redelijk bestaan kan worden gevonden.

Mijnheer de Voorzitter! In de tweede plaats zou ik iets willen zeggen over de contracten op lange termijn. Eerst iets in het algemeen. Er wordt hier in Nederland en in enkele andere landen nogal bezwaar gemaakt tegen de mogelijkheid om contracten op lange termijn te sluiten. Ik begrijp dat niet helemaal. Ik meen, dat zij eigenlijk in het agrarisch beleid wel passen. Wij hebben zelf een contract op lange termijn gesloten ten aanzien van de tarwe in het tarwe-akkoord. Dat heeft praktisch algemene instemming, ook in het Parlement, gevonden. Ik meen, dat contracten op lange termijn op zich zelf — het hangt natuurlijk van de inhoud van de contracten af — logisch passen in het agrarisch beleid.

De heer **Van Meel** (K.V.P.): Mits niet eenzijdig.

De heer **Mansholt**, Minister van Landbouw, Visserij en Voedselvoorziening: Mits niet eenzijdig: akkoord, hoewel het wheat-akkoord in zekere zin wel eenzijdig is. Ik ben het met deze opmerking eens, als het gaat om het Westeuropese gebied. De contracten op lange termijn passen dus logisch in het geheel. Ik vind op zich zelf het uitdrukkelijk verlangen van Frankrijk om meer zekerheid te verkrijgen voor de afzet van zijn produkten, mede door het sluiten van contracten op lange termijn, zeer begrijpelijk. Ik zou zelfs zo ver durven gaan, te zeggen, dat ik mij kan voorstellen, dat zij een van de middelen worden in het gemeenschappelijke agrarische beleid, en dat het dus niet alleen een zaak is van contracten ad hoc tussen uitvoerende en invoerende landen, maar dat er in de toekomst naar mogelijkheden moet worden gezocht van een meer stabiele, regelmatige en, zo u wilt, Mijnheer de Voorzitter, geplande afzet, mede door de contracten op lange termijn.

Ik ben het echter geheel met de geachte afgevaardigde de heer Van Meel eens, dat de liefde niet van één kant kan komen. Spreekt men over een grotere en stabielere afzet van de Franse exportprodukten als van een — zo wordt het dan gezegd — als van een recht van de Franse landbouw, dan kan ik mij daarmee volledig verenigen. Maar dan zeg ik tevens: ik begrijp dat zeer wel, maar dan zal men tegelijkertijd ook begrip moeten opbrengen voor een analoge problematiek, die wij hier kennen. Wij kennen het probleem van de afzet van onze veehouderijprodukten, zoals vlees, melk, andere zuivelprodukten en eieren. Dan is er geen enkele reden om niet te zeggen: ook ten aanzien dáárvan willen wij graag een grotere stabiliteit in onze afzet

zien. Frankrijk, of welk ander land dan ook, moet dan ook daartoe de mogelijkheid openen. Als men het zo opvat, meen ik, dat deze contracten wezenlijk een positieve betekenis krijgen.

Het is duidelijk, ook daarover zij wij het eens, dat zij geen aanleiding tot moeilijkheden in onze export naar derde landen mogen vormen. Dit is voorzien in het verdrag. Ik wil er hierbij op wijzen, dat het vraagstuk van Europese tarwe-akkoorden of van een akkoord voor voedergranen — dat is misschien een nog duidelijker voorbeeld — moeilijkheden kan opleveren voor onze export. Ik wil echter tevens opmerken, dat het niet alleen een Nederlands belang is, dat dit wordt voorkomen, maar dat dit evenzeer een groot belang is van de zes landen te zamen. Nederland is wel bij uitstek het land, dat deze grondstoffen in belangrijke mate naar landen buiten de Gemeenschap uitvoert. Deze uitvoer naar landen buiten de Gemeenschap moet echter ook gezien worden als een belang van de zes. Hier vindt men als het ware de mogelijkheden voor onze agrarische export-handel, door onze industrie, om deze produkten naar derde landen te verkopen. Hier vindt men op agrarisch terrein als het ware de poort naar landen, niet tot de Gemeenschap behorend. Het is van de grootste betekenis voor de agrarische ontwikkeling binnen de Gemeenschap, dat deze poort geopend blijft. Het is mede voor de verantwoordelijkheid van de Gemeenschap, dat ieder land, maar met name Nederland, in staat blijft, zijn export op derde landen gericht te houden. Men mag stellen, dat de afzet van granen wordt vergroot door de mogelijkheid van export van veehouderijprodukten naar landen buiten de Gemeenschap. Het is om die reden, dat hier naar mijn mening sprake is van een verantwoordelijkheid voor de gehele Gemeenschap om dit specifieke probleem van Nederland te ontzien.

De geachte afgevaardigden de heren Biesheuvel, Van Meel, Van Dijk, Vredeling en Kikkert hebben allen gewezen — en het is een belangrijk probleem — op het volgende. Als deze long-term contracten worden gesloten, terwijl artikel 13, lid 2, zegt, dat heffingen in hie algemeen zullen moeten verdwijnen, en men onder heffingen ook monopolieheffingen laat vallen, hoe voorkomt men dan enerzijds een meer-prijzenstelsel, anderszijds, moeten wij dan soms overgaan tot staatshandel? Een meer-prijzenstelsel acht ik onmogelijk; dat werkt niet. Maar het verdrag laat wel monopolieheffingen toe. Zij zijn met name niet begrepen onder artikel 13, want het karakter van monopolieheffingen is geheel anders.

Zij zijn een wezenlijk element in de nationale landbouw-politiek en zij zijn en kunnen worden beschouwd als een element in de toekomstige gemeenschappelijke landbouwpolitiek. De gemeenschappelijke landbouwpolitiek, die wij zullen moeten gaan vormen, verzet zich niet tegen monopolieheffingen als middel. Ik meen, dat, indien wij het instituut van monopolieheffingen hanteren, daarmee voorkomen kan worden, dat wij als gevolg van long-term-contracten tot staatshandel moeten overgaan. Ik wijs hierbij op artikel 46, dat van heffingen spreekt. Daar staat:

„Wanneer in een Lid-Staat een produkt onder een nationale marktorganisatie valt of onder een binnenlandse regeling van gelijke werking, welke een gelijksoortige produktie in een andere Lid-Staat bij de mededinging nadelig beïnvloedt, leggen de Lid-Staten een compenserende heffing op de invoer van dat produkt uit de Lid-Staat waar de organisatie of de regeling bestaat, tenzij deze Staat een compenserende heffing op de uitvoer toepast.”

Ook dit past geheel in het agrarisch beleid en hier wordt dus ook de heffing aanvaard in het landbouwbeleid. Er is in principe geen enkel bezwaar ook de monopolieheffingen zo nodig in een gemeenschappelijk beleid te laten bestaan.

Ik zou thans nog willen ingaan op enkele speciale punten. De geachte afgevaardigde de heer Van Meel heeft gevraagd naar de interpretatie van artikel 44, d.w.z. of minimumprijzen slechts ter vervanging van contingenten mogen worden gebruikt. Mijn antwoord in de Memorie van Antwoord op dit

Minister Mansholt

punt is naar mijn mening duidelijk geweest. In artikel 44, lid 1, staat:

„Tijdens de overgangperiode is het, voor zover de geleidelijke opheffing van de douanerechten en van de kwantitatieve beperkingen tussen de Lid-Staten kan leiden tot zodanige prijzen dat de in artikel 39 vastgestelde doeleinden in gevaar worden gebracht, aan elk Lid-Staat geoorloofd voor bepaalde produkten op niet-discriminerende wijze en ter vervanging van de contingenten, in diër voege, dat de in artikel 45, lid 2, bedoelde uitbreiding van de omvang van het handelsverkeer niet wordt belemmerd, een stelsel van minimumprijzen toe te passen enz.”.

Uitdrukkelijk is ons standpunt, dat minimumprijzen slechts contingenten kunnen vervangen. Ik ben van mening — ik weet, dat dit elders anders wordt uitgelegd —, dat er op een gegeven ogenblik een uitspraak over dit artikel zal moeten komen en het Hof zal, als op dit punt een verschil van mening blijkt te bestaan, hierover een uitspraak moeten doen.

De heer Van Meel vraagt voorts: nu Frankrijk heeft gedeliberiseerd, kan het nu voor al deze produkten minimumprijzen stellen? Naar mijn mening is dit inderdaad mogelijk. De O.E.E.C. heeft deze deliberalisatie toegestaan; Frankrijk was dus nu gerechtigd te deliberaliseren en ter vervanging van de contingenten kan het straks minimumprijzen vaststellen.

De heer Van Meel heeft gevraagd: Wie heeft uit te maken, wanneer de minimumprijzen het handelsverkeer straks zullen verminderen? Het is aan de geladeerde Staat te trachten dit aan te tonen. Deze zal met bewijzen, althans met cijfers moeten komen, welke aantonen, dat het minimumprijzenregime het handelsverkeer doet verminderen. Hoewel de commissie hier niet uitdrukkelijk een taak heeft, kan zij naar mijn mening toch ingeschakeld worden. De commissie heeft tot taak — dat is in het verdrag geregeld — de prijzen naar elkaar toe te brengen. Zij zal dus alles daartoe moeten doen. Zodra blijkt, dat door een bepaalde maatregel, door een land autonoom getroffen, de handel wordt teruggebracht, kan men zich tot de commissie wenden om te trachten, dat dit ongedaan wordt gemaakt. Maar ook kan de geladeerde Staat dat voor het Hof brengen en waar artikel 44, lid 2, zegt:

„De minimumprijzen mogen geen vermindering van het tussen de Lid-Staten bij de inwerkingtreding van dit Verdrag bestaande handelsverkeer tot gevolg hebben.”,

dan ligt hier een objectief gegeven, namelijk de handel vóór en ná het in werking treden van het verdrag. Wanneer men kan aantonen, dat het handelsverkeer na het in werking treden van het verdrag is verminderd, dan zal op grond van deze objectieve gegevens het Hof in staat zijn een uitspraak te doen. Ik weet wel — daarop zal de geachte afgevaardigde ook doelen —, als het om tomaten gaat, dan zullen deze verrat zijn vóórdat het Hof een uitspraak doet; zo lang duurt het wel. Maar, men kan dat één keer doen, de tweede keer is dat niet zo eenvoudig. Als er een uitspraak van het Hof is en er is dus een zekere jurisprudentie op dit punt, dan is het zeer moeilijk voor dat land om een autonome minimumprijs te gebruiken, die tegen het wezen van dit verdrag ingaat.

Dan vraagt de geachte afgevaardigde: mogen nog andere maatregelen genomen worden: fyto-sanitaire maatregelen, maatregelen inzake een invoerkalender, administratieve maatregelen, die de import kunnen beperken?

Ik wijs erop, dat artikel 30 van het verdrag zeer duidelijk zegt:

„Kwantitatieve invoerbeperkingen en alle maatregelen van gelijke werking zijn, onverminderd de volgende bepalingen, tussen de Lid-Staten verboden.”.

Daarnaast moeten wij leggen artikel 36 van het verdrag:

„De bepalingen van de artikelen 30 tot en met 34 vormen geen beletsel voor verboden of beperkingen van invoer, uitvoer of doorvoer, welke gerechtvaardigd zijn uit hoofde van bescherming van de openbare zedelijkheid,

de openbare orde, de openbare veiligheid, de gezondheid en het leven van personen, dieren of planten . . .”.

Dit laatste betreft de fyto-sanitaire maatregelen. Dit betekent, dat alle andere dus verboden zijn. Het verdrag zegt dus: de andere zijn verboden, omdat de uitzonderingen met name zijn genoemd.

Als de geachte afgevaardigde vraagt: „maar wat, indien het land het toch doet?”, dan verwijs ik weer naar de organen, naar de commissie en ook naar de vergadering. Als er dergelijke dingen gebeuren, zullen er ook wel de nodige moeilijkheden over komen in de Assemblee; wij hebben daar tenminste een plaats, waar deze dingen aan de orde kunnen worden gesteld. En voorts verwijs ik naar het Hof. Uiteindelijk meen ik, dat het mede tot de taak der commissie behoort voorstellen te doen en dat de Raad beslissingen hieromtrent zal moeten nemen om in het kader van de gemeenschappelijke landbouwpolitiek te streven naar een uniforme toepassing van de verboden en van de belemmeringen ten gevolge van fyto-sanitaire maatregelen e.d. Dit behoort dus ook tot de taak van de commissie als een deel van het gemeenschappelijk landbouwbeleid. Ik geloof, dat het voor Nederland van buitengewoon grote betekenis zou zijn, indien deze vraagstukken in een niet te laat, dus in een vroeg stadium aan de orde zouden worden gesteld.

De geachte afgevaardigde stelde nog deze concrete vraag: Is Nederland verplicht ongelimiteerd zachte tarwe te nemen? Mijn antwoord luidt: neen. Artikel 45, lid 2, zegt zeer duidelijk:

„Wat de hoeveelheden betreft gaan deze overeenkomsten of contracten uit van de gemiddelde omvang van de handel in de betrokken produkten tussen de Lid-Staten gedurende de drie jaar voorafgaande aan de inwerkingtreding van dit verdrag.”.

Daarin is dus al een beperking gelegen. Maar in de tweede plaats hebben wij naast de behoefte aan zachte tarwe de behoefte aan harde tarwe. Dit wil omgekeerd zeggen: De behoefte aan harde tarwe, die wij hebben voor de kwaliteit van ons brood, brengt met zich mede een beperking van de importbehoefte aan zachte tarwe. Wij moeten dus duidelijk onderscheid maken tussen harde en zachte tarwe, twee produkten, die niet zonder meer verwisselbaar zijn bij een zekere kwaliteit, die wij aan ons brood wensen te geven.

De geachte afgevaardigde de heer Biesheuvel heeft gevraagd: zal er op de conferentie, voorzien in artikel 43, ook over het landbouwbeleid worden gesproken? Ik doe hier nooit graag voorspellingen over datgene, waarover men spreekt op conferenties, maar iets anders is, of het verdrag ook de bedoeling heeft, dat er over wordt gesproken. Het verdrag zegt te dezen:

„Ten einde de hoofdlijnen van een gemeenschappelijk landbouwbeleid uit te stippelen roept de commissie, zodra het verdrag in werking is getreden, een conferentie van de Lid-Staten bijeen om hun landbouw onderling te vergelijken, met name door een overzicht op te stellen van hun middelen en behoeften.”.

Het landbouwbeleid moet dus worden vergeleken. Ten einde het landbouwbeleid te kunnen vergelijken, moet men ook een overzicht van de middelen en behoeften hebben. Ik ben van mening, dat deze conferentie zich inderdaad zeer beslist zal moeten bezighouden met het opstellen van de middelen en behoeften van en in de zes landen. Zij verschafft dan hiermede aan de commissie een zeker basismateriaal, aan de hand waarvan de hoofdlijnen van het te voeren landbouwbeleid door de commissie kunnen worden uitgestippeld. Wij moeten dus de taken goed onderscheiden. Als de conferentie het beleid in de verschillende landen moet vergelijken, zal zij daar natuurlijk over spreken. Maar de commissie heeft echter een directe eigen verantwoordelijkheid en zij zal, na het Economisch Sociale Comité te hebben gehoord, voorstellen aan de raad moeten doen. Het zwaartepunt ligt dus bij de commissie.

De geachte afgevaardigde de heer Kikkert verbindt hieraan de vraag, of de conferentie niet een belemmering zal zijn. Dit

Minister Mansholt

behoeft mijns inziens niet het geval te zijn; als de conferentie zich maar aan haar taak houdt, zal zij geen belemmering zijn. Gaat zij buiten haar taak, dan kan zij wel een belemmering zijn. Ik geloof, dat het goed is, dat deze conferentie wordt gehouden, mits zij zich van haar beperkte taak bewust is. Het kan zeer waardevol voor de commissie zijn om te weten, wat de conferentie als de essentiële behoeften en middelen ziet, waarvoor een oplossing moet worden gevonden. Bovendien bevordert zij de mogelijkheid van grotere samenwerking, die nu eenmaal op het gebied van de landbouw noodzakelijk is.

De geachte afgevaardigde de heer Kikkert heeft gevraagd, of het buitentarief voor grondstoffen van belang is voor de export van veehouderijproducten. Dit is inderdaad het geval en daarom is het van betekenis, dat, zolang er nog geen gemeenschappelijk landbouwbeleid is, er een mogelijkheid is het buitentarief op granen te schorsen. Hierop kom ik straks nog even terug.

Over de invloed van de long-term-contracten heb ik reeds gesproken.

De geachte afgevaardigde de heer Vredeling heeft gevraagd, of de invoerkalenders zijn te handhaven. Mijn antwoord is hierop: neen, tenzij als een onderdeel van de gemeenschappelijke marktordening, als onderdeel van het gemeenschappelijke beleid.

De geachte afgevaardigde de heer Vredeling heeft nog gewezen op de voetnoot op blz. 115 bij lijst F, ten aanzien van de schorsing van de tarieven op granen.

Hij heeft gevraagd of er, waar wij hier volgens deze voetnoot de autonome bevoegdheid behouden om het invoerrecht op granen op te schorten, niet een tegenstelling bestaat met de passage op blz. 16 van de Memorie van Antwoord, waarin wordt gezegd:

„Het streven van de Regering is dan ook van de aanvang af gericht geweest op het scheppen van onafhankelijke gemeenschappelijke organen met eigen verantwoordelijkheid en uitgerust met voldoende bevoegdheden, aan wie mede de totstandbrenging van het gemeenschappelijke landbouwbeleid zou kunnen worden toevertrouwd.”

Ik zie die tegenstelling niet, want die autonome bevoegdheid is beperkt tot het moment, waarop het gemeenschappelijke landbouwbeleid tot stand komt. Het is eerder omgekeerd. Omdat wij vertrouwen hebben in het gemeenschappelijke landbouwbeleid, omdat wij vertrouwen hebben in die gemeenschappelijke landbouwpolitiek, hebben wij de autonome bevoegdheid om dit tarief te schorsen beperkt tot het moment, waarop het gemeenschappelijke landbouwbeleid er zal zijn. Dan hebben wij geen autonome bevoegdheid meer, maar dan zal het tarief kunnen worden vastgesteld in het gemeenschappelijke landbouwbeleid.

Er is voorts gevraagd, waarom wij niet artikel 25, lid 3, hebben toegepast. Artikel 25, lid 3, zegt op dit punt:

„Wat de in bijlage II van dit verdrag vermelde producten betreft, kan de commissie iedere Lid-Staat machtigen de heffing van de toepasselijke rechten geheel of gedeeltelijk te schorsen of hem tariefcontingenten tegen een verlaagd recht of met vrijdom van recht toegekennen, mits daardoor op de betrokken goederenmarkt geen ernstige storingen kunnen ontstaan.”

Dat niet verwezen is naar artikel 25, lid 3, is een gevolg van het feit, dat men over het buitentarief voor granen zeer moeilijk tot overeenstemming is kunnen komen. Dit is een van de punten, waarover lang is onderhandeld.

Er is ten slotte een compromis uit de bus gekomen. Dit luidt als volgt: wij gaan akkoord met het tarief van het gemiddelde van de ingeschreven rechten, maar anderzijds heeft de tegenpartij gezegd: gij moogt schorsen tot het gemeenschappelijke landbouwbeleid er is. Dit wil zeggen de beslissing is uitgesteld totdat wij in het gemeenschappelijke landbouwbeleid voor het tarief een oplossing vinden. Het huidige tarief is dus

Minister Mansholt e. a.

gehandhaafd. Het nieuwe ingeschreven recht is mogelijk gemaakt voor de landen die dat wensen. Beide zijn dus mogelijk. Het ingeschreven recht kan geschorst en kan dus toegepast worden. Dat staat ter keuze van de landen. Die autonome keuze verdwijnt op het moment, dat wij een gemeenschappelijk landbouwbeleid voeren.

Mijnheer de Voorzitter! Ik meende, dat ik nog iets zou moeten zeggen over de contracten op lange termijn met de mogelijkheden die worden gegeven in artikel 13, lid 2. Daarover heb ik echter reeds gesproken. Daar heb ik dus reeds gezegd, dat in artikel 13, lid 2, heffingen niet worden toegestaan, maar dat naar mijn mening dus monopolieheffingen van een geheel ander karakter zijn dan de heffingen, in artikel 13, lid 2, bedoeld. Zij zijn een deel van het nationale landbouwbeleid. Zij kunnen deel van het gemeenschappelijke landbouwbeleid zijn. Mijnheer de Voorzitter! Als conclusie zou ik het volgende willen zeggen.

Ik ben het met de geachte afgevaardigden eens, die betogen dat wij een onzekere toekomst tegemoet gaan. Maar dan ben ik ook van mening, dat wij onder alle omstandigheden een onzekere toekomst tegemoet gaan. Wij weten niet, wat wij in de huidige constellatie zullen kunnen bereiken voor de landbouw. Wij weten ook niet zeker, in hoeverre en in welke mate de mogelijkheden van dit verdrag een bijdrage zullen kunnen vormen tot de verbetering van de produktie, de produktieomstandigheden, in het algemeen van het welzijn in de landbouw. Wat wij wel zeer goed weten, is, dat de landbouw zich in de gehele wereld op het ogenblik in een zeer ernstige situatie bevindt van een structureel karakter. Dat wereldprobleem kunnen wij op het ogenblik, juist omdat het een wereldprobleem is, niet tot oplossing brengen. Omgekeerd zijn wij ervan overtuigd, dat wij nationaal dat vraagstuk niet kunnen oplossen. Ik ben met name voor de landbouw dan ook uitermate dankbaar, dat wij op het ogenblik in staat zijn deel te nemen aan een regionale economische gemeenschap, die betere mogelijkheden biedt dan ooit te voren om in een gemeenschappelijke inspanning deze vraagstukken tot oplossing te brengen.

De heer **Algera**, Minister van Verkeer en Waterstaat: Mijnheer de Voorzitter! Het heeft mij verheugd, dat verschillende leden van de Kamer, nl. de heren Blaisse, Korthals, Diepenhorst, Verkerk en Nederhorst, ook of uitsluitend aandacht hebben gegeven aan de plaats van het vervoer in de Europese Economische Gemeenschap. Deze aandacht is als feitelijkheid reeds van groot belang, omdat zij er m.i. op wijst, dat de vervoervraagstukken in internationaal verband van steeds groter waarde worden geacht. Dit blijkt duidelijk, wanneer ik een vergelijking maak tussen de behandeling van het vervoer bij de totstandkoming van het K.S.G.-verdrag, waar naar ik meen de geachte afgevaardigde de heer Nederhorst de enige was, die daarover een eenzame opmerking heeft gemaakt, en de behandeling van het vervoer bij deze gelegenheid. Achteraf valt het te betreuren, dat de Kamer destijds het vervoer in de K.S.G. zo stiefmoederlijk heeft behandeld. Ik mag dat gerust zeggen, omdat ik zelf als toenmalig Kamerlid ook in gebreke ben gebleven. Een doorwrochte behandeling zou van belang zijn geweest voor de latere toepassing van het verdrag, waarbij Nederland nu en dan een hardnekkige strijd moet voeren voor de verwelkoming van de juiste verhoudingen in K.S.G.-verband.

Daarom ben ik zeer dankbaar, dat bij het E.E.G.-verdrag zoveel belangstelling is getoond. Het Voorlopig Verslag bevat zoveel beschouwingen en vragen, dat de Memorie van Antwoord voor dit deel van het verdrag de materie bijna uitputtend heeft behandeld.

Die Memorie van Antwoord biedt een rijke bron van gegevens, waarop wij later kunnen teruggrijpen. En nu, bij de mondelinge behandeling, zijn er opnieuw concrete vragen gesteld, waarop ik straks hoop te antwoorden.

Mijnheer de Voorzitter! Wanneer ik de beschouwingen van de geachte afgevaardigden als geheel overzie, moet ik constateren, dat daarbij vele gevoelens zijn geuit, welke ook bij de Re-

Minister Algera

gering aanwezig zijn. Toch zijn er nuanceringen bij de geachte afgevaardigden, die, wanneer ik het goed zie, hierdoor worden veroorzaakt, dat sommigen vooral de nadelen hebben opgespoord en beklemtoond en anderen de positieve punten op de voorgrond hebben gesteld. De geachte afgevaardigde de heer Korthals was een representant van de eerste groep; de geachte afgevaardigde de heer Nederhorst heeft vooral de lichtzijde naar voren gebracht. In dit beeld is het slechts de vraag, of sommige sprekers niet iets te pessimistisch zijn geweest.

Mijnheer de Voorzitter! Ik beschouw het fundament van de redevoeringen van alle geachte afgevaardigden als een welkome steun voor de Regering.

Ook ik ben niet tevreden, ook ik zie heel goed de bezwaren, die er aan deze regeling kleven, ook bij mij ontbreekt, evenmin als bij verschillende Kamerleden, de bezorgdheid niet. Wij zullen dan ook in de toekomst zeer waakzaam moeten zijn. Vooral ook daar het niet uitgesloten is, dat zich in het buitenland krachten zullen openbaren, die zich verzetten tegen een bepaalde uitvoering van het verdrag.

Des te meer acht ik het van grote betekenis, dat ik mij in de positieve richting van het verdrag weet gesteund door de Kamer. Want over de richting van het beleid — ik hecht eraan dit nadrukkelijk te constateren — zijn wij het eens. Die richting is o.a. neergelegd in het meermalen door de geachte afgevaardigden genoemde S.E.R.-advies, en daar staan Volksvertegenwoordiging en Regering achter. Nu is het de opgave om van de werkelijkheid van de vervoerartikelen van het E.E.G.-verdrag uit te strijden voor de verwezenlijking van ons aller uitgangspunt.

Ik kan mij indenken, dat bij verschillende geachte afgevaardigden teleurstelling bestaat over de inhoud van het verdrag op het gebied van het vervoer.

De geachte afgevaardigde de heer Verkerk heeft daaraan speciaal uitdrukking gegeven door te stellen: Wie nu de tekst van het verdrag naast die zes punten plaatst, keert teleurgesteld van zijn tocht terug. Ik ben dit met hem eens.

Inderdaad, indien men als uitgangspunt neemt de punten van het S.E.R.-advies, dan moet men teleurgesteld zijn over hetgeen in het verdrag staat. Er is echter ook een ander uitgangspunt mogelijk en dit vindt men, wanneer men nagaat, wat er leeft bij onze vijf verdragspartners. Wanneer ik dat als uitgangspunt neem, dan is er naar mijn mening alle reden tot optimistischer oordeelsvellingen, want dan mag ik toch wel stellen, dat er bepaalde resultaten zijn bereikt aan de ene kant en dat anderzijds onherstelbare gevaren zijn voorkomen.

De geachte afgevaardigde de heer Nederhorst heeft, wat de resultaten betreft, een vijftal positieve punten opgesomd, waarvan hij zeide: dit zijn openingen voor de toekomst. Ik ben het hiermee eens.

Ik wil daaraan nog toevoegen, dat het verdrag ongetwijfeld betere perspectieven biedt dan de situatie, zoals deze tot dusver zonder enig verdrag zich aftekende. De situatie is immers niet zo, dat het vervoer in de zes landen op het ogenblik geheel vrij kan geschieden zonder enige overheidsinmenging ten aanzien van de toelating van de bedrijven of van de vrachtvorming. Integendeel, ieder land kent zijn eigen wetgeving, die van toepassing is op het nationale en in bepaalde mate ook op het internationale vervoer. Buiten de grenzen is in beginsel het vervoer van Nederlandse ondernemingen onderworpen aan de wetgeving van het land, waar het vervoer wordt verricht. Slechts enkele internationale overeenkomsten of afspraken scheppen in sommige opzichten of op sommige verkeersroutes een zekere waarborg tegen willekeurige administratieve bemoeienis, doch het geheel is verre van bevredigend en dikwijls zwak gefundeerd. Daarom meen ik, dat het ietwat ver gaat om te zeggen, dat het verdrag een stap in het duister is. Integendeel, wij verkeren nu in menig opzicht in het duister en het verdrag betekent dan meer een overgang naar de schemering, die het licht kan inleiden.

Met het verdrag gaan wij een tijdperk in, waarin meer objectief zal kunnen worden geoordeeld en waarin beschouwingen,

zoals die zijn weergegeven in de zes punten van de S.E.R., die ook in het Voorlopig Verslag zijn weergegeven, hun kans hebben. Ik heb er reeds in de Memorie van Antwoord op gewezen, dat het algemene klimaat van het verdrag geacht moet worden gunstig te zijn voor deze beginselen. Ik meen trouwens beluisterd te hebben, dat de Kamer het optreden van de organen van de Gemeenschap als een vooruitgang beschouwt, vergeleken met de situatie van thans.

De geachte afgevaardigde de heer Korthals heeft zorgvol gewezen op het verband tussen de artikelen 74 en 61 van het verdrag. Ik wil daarop antwoorden, dat het gemeenschappelijk vervoersbeleid, zoals dat staat in artikel 74, niet een willekeurig vervoersbeleid mag zijn — de geachte afgevaardigde zal het daarmee ongetwijfeld eens zijn —, maar dat het erop moet zijn gericht, naar de woorden van artikel 61, het vrije verkeer van diensten op het gebied van het vervoer te regelen. De geachte afgevaardigde schudt zijn hoofd, maar ik meen toch nadrukkelijk tegenover de opmerking van de geachte afgevaardigde te moeten stellen, dat schending van artikel 61 een schending van een verdragsverplichting zou betekenen, waartegen men zich met vrucht zal kunnen verzetten.

De heer Korthals (V.V.D.): Denken onze partners er ook zo over, Excellentie?

De heer Algera, Minister van Verkeer en Waterstaat: Daarop kom ik nog. Ik wijs erop, dat artikel 61 een onderdeel vormt van hoofdstuk III, getiteld „De diensten”, en dat dit hoofdstuk wederom een onderdeel vormt van titel III: Het vrije verkeer — ik onderstreep het woord vrij — van personen, diensten en kapitaal. Er kan dus mijns inziens geen twijfel aan bestaan, welke de systematiek van het verdrag is en dat deze gericht is op het vrije verkeer van vervoersdiensten. Zoals gezegd, komt dus de vraag hierop neer, of de Raad van Ministers aan deze systematiek uitvoering zal willen geven dan wel daaraan voorbij wil gaan. Ik herhaal echter, dat men bij de partners goede trouw mag veronderstellen. Afgezien echter daarvan, moet niet uit het oog worden verloren, dat de voorstellen omtrent het gemeenschappelijke vervoerbeleid zullen worden uitgewerkt door de Europese commissie, welke in ruim overleg zal hebben te treden met de verschillende organen, zoals het Sociaal en Economisch Comité, de Vergadering en eventueel het Comité van Deskundigen. Behalve dat het vrije dienstenverkeer als postulaat in het verdrag is neergelegd, wijs ik erop, dat ook andere bepalingen gaan in de richting van het beleid, als door Nederland voorgestaan. Men heeft wel bezwaren aangevoerd tegen artikel 77, dat bepaalde steunmaatregelen mogelijk maakt. Ik vestig er evenwel de aandacht op, dat artikel 77 dus allereerst betekent, dat steunmaatregelen niet toegelaten zijn en dat een uitzondering, zoals die van artikel 77, aan het toezicht en oordeel van de organen van de gemeenschap onderworpen is.

Artikel 80 bevestigt ditzelfde principe nog eens, nl.: geen steunmaatregelen, tenzij uitdrukkelijk toegelaten. Ook artikel 78, hoewel ik moet erkennen, dat het niet onberispelijk is geformuleerd, betekent toch een stap in de richting van de in Nederland gekoesterde opvattingen. Het is merkwaardig, dat de rapporteur over dit gedeelte van het verdrag in de West-duitse Bundestag met zoveel woorden heeft gesteld, dat dit artikel zich stelt op het beginsel van de „Eigenwirtschaftlichkeit”, wellicht het beste weer te geven door „exploitatie op rendabele bedrijfsbasis. Men kan, als men het geheel overziet, het eerder zo zien, dat, voor zover het verdrag algemene regelen bevat, deze regelen ook liggen in de Nederlandse gedachtersfeer en dat er de uitzonderingen zijn, welke in het algemeen aan opvattingen of situaties in het buitenland ontspruiten.

Er is geen regel zonder uitzonderingen en wanneer men een conventietekst opstelt, dan is het eigenlijk vanzelfsprekend, dat de mogelijkheid van uitzondering daarin is opgenomen; anders zijn deze uitzonderingen verboden en de waarheid gebiedt te erkennen, dat zich situaties kunnen voordoen, die

Minister Algera

uitzonderingen rechtvaardigen. Uitzonderingen kunnen — men vergeet dit niet — ook ten gunste van Nederland werken. Zulke kan men in het verdrag vinden. Daarbij is niet te vergeten, dat onpartijdige instellingen, zoals het Hof, maatregelen aan de voorschriften van het verdrag kunnen toetsen, zodat, indien een regel strak is geformuleerd of geen uitzonderingen zijn opgenomen, de mogelijkheid zou ontbreken de nodige voorzieningen te treffen. Men moet dit alles in het oog houden bij het beoordelen van de verdragstekst.

Ik zou in dit verband nog een opmerking willen maken. Er is op gewezen, dat er niet zo maar sprake is van een vrij verkeer van diensten, maar dat dit afhankelijk wordt gemaakt van de uitwerking van een gemeenschappelijk vervoerbeleid. Toch is ook dit niet zo'n verwonderlijke zaak. Ieder land kent zijn vervoerwetgeving en het is er ver vandaan, dat men vervoerondernemingen in volkomen vrijheid laat optreden. Ook deze Kamer heeft ondubbelzinnig doen blijken, dat zij dit niet wenst. Het feit, dat men met anderen een gemeenschap aangaat, brengt derhalve mede, dat men met anderen samen een vervoerbeleid opzet.

Ik zeide zoëven reeds, dat voor de opzet van deze vervoerwetgeving het verdrag een aantal goede indicaties bevat en dat wij daarmee een stap vooruit doen, vergeleken met de tegenwoordige toestand van de internationale wetteloosheid in aanzienlijke mate. Ik acht het bepaald mogelijk, dat bij de formulering van het gemeenschappelijk vervoerbeleid pogingen zullen worden gedaan om in feite nationaal beschermde politiek te handhaven. Ik vertrouw echter op de algemene beginselen van het verdrag, dat voor ons een goed klimaat schept, en op de kracht van onze argumentatie en de onpartijdigheid van bepaalde instellingen der Gemeenschap.

De heer Blaisse heeft gezegd: er moet met een zeker optimisme worden gewerkt; wij moeten het zien klaar te spelen om in acht jaar de grondslagen voor een gemeenschappelijk beleid uit te werken.

Ik sluit mij daarbij van harte aan.

Mijnheer de Voorzitter! Ik heb hiermee getracht een samenvattend overzicht te geven, waarin reeds een antwoord op tal van gemaakte opmerkingen is vervat. Ik moge niettemin nog met enkele woorden ingaan op de opmerkingen van enkele geachte afgevaardigden, die in het bijzonder over enkele artikelen en derzelver interpretatie hebben gesproken, een interpretatie, die natuurlijk nooit volledig kan zijn, zonder rekening te houden met de geschiedenis van de totstandkoming van de artikelen en met de discussies, die daarover tussen de delegaties zijn gevoerd.

De geachte afgevaardigde de heer Blaisse heeft op zijn minst de vrees geuit, dat de ongunstige uitzonderingen de goede regels overvleugelen. Zo wees hij erop, dat artikel 79 in zijn eerste lid een goede antidiscriminatie-regel bevat, maar hij verwees vervolgens naar lid 2, dat „andere maatregelen als mogelijk voorziet”. Dit tweede lid slaat op de mogelijkheid tarieven aan vervoerbedrijven van overheidswege op te leggen. Er bestaan nl. opvattingen, waarnaar verschillende geachte afgevaardigden verwezen hebben, dat slechts openbare tarieven discriminaties voorkómen. Daartegenover is de Nederlandse delegatie erin geslaagd de redactie van lid 1 aangenomen te krijgen, wat naar mijn mening een belangrijk resultaat is geweest. Sommige delegaties vreesden, dat dit lid 1 in het algemeen het uitvaardigen van tarieven zou uitsluiten. Het lijkt mij, dat lid 1 hiermede niet te maken heeft, maar in ieder geval doet lid 2 niet anders dan verwijzen naar artikel 75, krachtens hetwelk verschillende maatregelen binnen het kader van het verdrag kunnen worden ingevoerd. Ook als artikel 79, tweede lid, niet bestond, zou dit zo zijn. Het tweede lid neemt dus niets terug van hetgeen in het eerste lid staat vermeld. Wat betreft artikel 77 dient te worden bedacht, dat de behoeften van de coördinatie, die steunmaatregelen zouden rechtvaardigen, onder het oordeel van de organen van de Gemeenschap vallen, dus b.v. van de Europese Commissie en van het Hof.

Dit is van belang, omdat een optreden naar eigen inzicht van Frankrijk of de Westduitse Bondsrepubliek daarmee niet mo-

gelijk is en evenmin een onbeperkte subsidiepolitiek. Deze zou in strijd komen met artikel 92 e.v. Ik meen hiermede de geachte afgevaardigde de heer Korthals in grote trekken te hebben beantwoord. Deze geachte afgevaardigde heeft echter bij interruptie gevraagd, hoe de verdragspartners tegenover onze interpretatie van artikel 61 en artikel 74 staan.

Ik zou daarop willen antwoorden, dat de algemene onderhandelaars artikel 61 min of meer vanzelfsprekend deze inhoud hebben gegeven, ervan uitgaande, dat het ook bij het vervoer gaat om een vrij dienstenverkeer.

Voor zover de parlementaire behandeling betreft, deze is in de andere landen niet zo diepgaand geweest als hier en zeker niet zo diepgaand, dat hieruit een regeringsstandpunt blijkt. Er is echter een uitzondering, nl. de Belgische Memorie van Toelichting, die op dit punt wel een verklaring bevat en waarin duidelijk wordt gesteld, dat ook de geleidelijke totstandbrenging van een vrije prestatie van vervoerdiensten in het verdrag is opgenomen. In verband met de plaats van het vervoer in het verdrag zou ik, naar aanleiding van de opmerkingen van de geachte afgevaardigde de heer Korthals nog erop willen wijzen, dat het afzonderlijk noemen in artikel 3 van het vervoer en in artikel 3e niet wegneemt, dat het tevens krachtens artikel 61 valt onder 3c, dus de verwijdering van hinderpalen voor het vrije verkeer van diensten.

Het vervoer is niet uitsluitend onderworpen aan de krachtens de in artikel 75 te stellen regelen. De figuur is een andere; artikel 61 zegt, dat „het vrije verkeer van de diensten op het gebied van het vervoer wordt geregeld door de bepalingen van de titel betreffende het vervoer”. De heer Korthals heeft het ook ongeveer in deze geest uitgedrukt, maar ik zou daaraan deze interpretatie willen geven: men kan krachtens de artikelen 74 en 75 niet in vrijheid de maatregelen nemen, die men wenst, doch men staat onder het mandaat van artikel 61, nl. de uitwerking van een vrij verkeer voor de vervoerdiensten. Onder „vrij verkeer” is niet te verstaan een afwezigheid van regels en daarom moest artikel 75 wel worden opgenomen. Hierin ligt tevens het antwoord besloten op de vraag, waarom voorwaarden moeten worden vastgesteld voor vervoerondernemers, die wensen te worden toegelaten tot het nationale vervoer in een Lid-Staat, waarin zij niet woonachtig zijn. Immers, een onbeperkte toelating zou de nationale vervoerwetgevingen dermate doorkruisen, dat zij hun betekenis zouden kunnen verliezen. Men denke b.v. aan het optreden van de commissies voor vergunningverlening, resp. voor het personenvervoer en het goederenvervoer hier te lande. Daarom kan een stelsel van toelating slechts werken op basis van gemeenschappelijke regeling, natuurlijk op de basis van gelijk recht voor ieder.

Over de publikatieplicht van vrachten en vervoertarieven is het een en ander te doen geweest bij het tot stand komen van het verdrag. De geachte afgevaardigden de heren Korthals en Verkerk brachten dit punt ter sprake.

Het is zo, dat op grond van het eerste lid van artikel 79 geen publikatie kan worden gevergd. Er is geen bepaling van dit artikel, welke in publikatie voorziet. Bij de totstandkoming van het eerste lid is — dit blijkt uit de onderhandelingen — de publikatieplicht bepaald afgewezen en de toepassing van de andere leden zal zich daarnaar dus moeten richten.

De geachte afgevaardigde de heer Korthals heeft ook nog ter sprake gebracht artikel 82. Ik zou de geachte afgevaardigde willen antwoorden, dat hieromtrent hetzelfde geldt als wat ik heb gezegd ten aanzien van artikel 79, nl. dat de toepassing van dit artikel niet ter uitsluitende beoordeling staat van de Westduitse Bondsrepubliek, maar dat het laatste woord ook hierbij spreken de organen van de Gemeenschap. Deze zullen zich dus moeten uitspreken omtrent de noodzaak van compensaties.

De geachte afgevaardigde de heer Diepenhorst heeft, evenals de geachte afgevaardigde de heer Blaisse, in dit verband gevraagd naar de Acte van Mannheim. Ik heb er nooit enige twijfel aan laten bestaan, dat Nederland aan de beginselen van de Acte van Mannheim de grootste waarde hecht, maar het is minder goed doenlijk aan te geven, wat de opvatting is van de

Minister Algera

leden van de E.E.G. met betrekking tot de Rijnvaartakte. Ik wil wel mijnerzijds stellen, dat juist het bestaan van de Rijnvaartakte de mogelijkheid biedt om het regime, dat geldt voor de Rijnvaart, als uitgangspunt te nemen voor de ontwikkeling van een wijder regime in de Europese Gemeenschap.

Voor een deel wil ik het beeld, door de geachte afgevaardigde de heer Diepenhorst gebruikt, overnemen, nl. waar hij spreekt van de stand still als een rem op de hellende weg. De stand still belet inderdaad terugglijden, zodat van iedere stap vooruit blijvend profijt zal kunnen worden getrokken. Overigens heb ik reeds laten blijken, dat ik een opvatting huldig, welke — naar ik meen — de zijne zeer nabij komt, en deze is, dat de in Nederland gehuldigde denkbeelden zich beter dan sommige, welke over onze grenzen worden vernomen, lenen voor een Europees vervoerbeleid.

De geachte afgevaardigde de heer Zandt heeft nog de opmerking gemaakt, dat naast handel en zeevaart ook de Nederlandse zeehavens een belangrijke bijdrage tot de nationale welvaart leveren. De geachte afgevaardigde de heer Diepenhorst heeft dit onderwerp ook ter sprake gebracht. Ik heb hierover in de Memorie van Antwoord reeds het een en ander gezegd, maar ik zou daarnaast nog willen stellen, dat de te verwachten economische expansie van de Gemeenschap een stijgende invoer van velerlei produkten, voornamelijk grondstoffen en halffabrikaten, noodzakelijk zal maken en dat daartegenover zal moeten staan een toenemende export van goederen en diensten. Wanneer ik mij dit beeld voor ogen stel, dan geloof ik, dat ik de toekomst van onze zeehavens als totaliteit niet somber kan inzien.

Ik wil gaarne met enkele woorden ingaan op de gedetailleerde analyse, welke de heer Verkerk van de verdragsartikelen gaf. Hij maakte een vergelijking met het Delta-plan. Ik neem gaarne het beeld over van een dam tegen opkomend vloedgevaar. Ik wees er reeds op, hoe onbeschermd de Nederlandse positie is en dat het verdrag de mogelijkheid biedt in deze situatie verbetering te brengen, al zou ik dan verder het woord „bescherming” willen laten vallen en daarvoor het woord „ontplooiing” in de plaats willen stellen. Inderdaad heeft de geachte afgevaardigde gelijk, dat de stand still geen verslechtering brengt, maar dat nog veel is te verbeteren, zodat de stand still op zich zelf niet bevredigt. Dit is zo, en daarom wil ik herhalen, dat het verdrag in zijn gehele samenhang de weg naar verbetering wijst.

Men zou in het beeld van de geachte afgevaardigde de heer Verkerk vervolgens kunnen zeggen, dat dit juist de aansluiting is aan het vervoer met de omringende wereld en het is derhalve niet zo'n schrale troost, dat verkeerde opvattingen niet zijn vastgelegd. Dit wijst erop, dat verslechtering kan worden tegengegaan, maar er is meer: verschillende elementen van het beleid, dat wij voorstaan, werden in de loop der discussies bij de totstandkoming van het verdrag wel als juist erkend. In de concrete formulering, waarbij men met zoveel uiteenlopende omstandigheden heeft rekening te houden, liep men echter vooralsnog vast. In een periode, waarin het beleid rustiger en meer in fasen kan worden ontwikkeld en vastgelegd dan mogelijk bleek in de stormachtige tijd van voorbereiding van het verdrag, die maar vrij kort is geweest, is echter de verwachting gerechtvaardigd, dat een bevredigende voortgang zal kunnen worden geboekt.

Ik heb bij hetgeen ik zoëven in algemeen verband heb gezegd ook reeds enkele andere punten, die door de geachte afgevaardigde de heer Verkerk zijn gesteld, naar voren gebracht en ik hoop, dat ik hem daarmee heb beantwoord.

De geachte afgevaardigde de heer Nederhorst heeft een betoog geleverd, waarbij vooral de voordelen van het verdrag tot uiting zijn gekomen. Ik sluit mij daarin gaarne bij hem aan.

De heer Nederhorst heeft ook gezegd, dat de tegenstelling tussen de vervoerpolitieke denkbeelden in Nederland en de andere landen ook te scherp zou kunnen worden gesteld. Ik ben het tot op zekere hoogte met hem eens. Er zijn in het Nederlandse vervoerwezen enkele kenmerken, die bij onze

Minister Algera e. a.

oosterburen „gemeinwirtschaftlich” worden genoemd. Er is echter een groot en beslissend onderscheid. In Nederland is de „Gemeinwirtschaftlichkeit” tot een zodanige dosis teruggebracht, dat een commercieel beleid van de ondernemingen niet wordt aangetast. Dat is het grote verschil. In sommige van onze partnerlanden echter is de uit de tijd van het spoorwagemonopolie stammende „Gemeinwirtschaftlichkeit” in een dusdanige omvang gehandhaafd, dat de spoorwegen de hieruit voortvloeiende lasten hetzij op de Overheid, hetzij op de concurrerende bedrijven wensen af te wentelen.

Daar ligt het grote verschil tussen de enkele „gemeinwirtschaftliche” elementen, die er bij ons zijn en die in grote omvang in het buitenland nog worden aangetroffen.

De geachte afgevaardigde de heer Nederhorst heeft gesproken over de mogelijke gevolgen van artikel 80 ten opzichte van de richtlijnen 2a 2 en 2a 6 van het U.A.G.

Ik zou de geachte afgevaardigde als antwoord hierbij kunnen verwijzen naar hetgeen op blz. 30 van de Memorie van Antwoord is meegedeeld, nl. dat met de in het eerste lid van artikel 80 genoemde ondernemingen de gebruikers van de vervoerdiensten zijn bedoeld. Het gaat in artikel 80 om de prijzen en voorwaarden, die de vervoerders aan hun klanten in rekening brengen. De verhouding tussen overheidsbedrijven en particuliere bedrijven is in dit artikel bepaald niet aan de orde.

De geachte afgevaardigde heeft ook gesproken over de luchtvaart en de zeevaart. Ik moet er in dit verband op wijzen, dat deze beide takken van vervoer zich vooral in wereldverband bewegen, en uit dien hoofde bestaat er voor een regeling van deze beide sectoren in het verdrag nog geen aanleiding.

Een zeer delicate aangelegenheid, waarover de geachte afgevaardigde heeft gesproken, is de verhouding tot derde landen. Het is daarom gewenst, dat eventuele regelingen ter zake voorshands met unanimiteit worden genomen. De betekenis van de kustvaart, voor zover deze aan de nationale regelingen is onderworpen, is voor de Gemeenschap van geringe betekenis, want de internationale kustvaart is vrij. Niettemin laat het verdrag de mogelijkheid open, indien de omstandigheden daartoe aanleiding zouden geven, regelingen op te stellen, die gelden ten aanzien van de zeevaart en de luchtvaart, regelingen, die dan met unanimiteit zullen moeten worden getroffen.

Mijnheer de Voorzitter! Ik wil nu eindigen. Ik wil dat echter doen in de erkenning, dat er stellen ongewisheden overblijven, maar ik wil daartegenover stellen — ik heb daarop zoëven reeds met enkele woorden gedoeld —, dat ik meen, dat wij de kracht bezitten om te midden van die onzekerheden in de Gemeenschap een goede koers te houden, gesteund door de gezonde vervoerbeginselen, die wij in Nederland hebben, en ook gesteund door de instemming van de Kamer met die goede vervoerbeginselen. Al met al meen ik, Mijnheer de Voorzitter, dat de Europese Economische Gemeenschap een goede ruimte kan scheppen voor de ontplooiing van de transportdiensten.

De algemene beraadslaging over de drie wetsontwerpen wordt geschorst.

De **Voorzitter**: Hedenavond zullen de heer Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en de heer Minister-President het woord voeren. Het is de bedoeling, dat daarna, na een kleine pauze, een aanvang zal worden gemaakt met de replieken. Ik laat het aan het beleid van de heer Roosjen, die vanavond als Voorzitter zal optreden, over het uur te bepalen, waarop de vergadering zal worden geëindigd. De leden, die wensen te repliceren en hedenavond niet aan het woord zijn gekomen, zullen morgen in de gelegenheid worden gesteld het woord te voeren. Het laatste woord is uiteraard aan de Regering. Ik acht het waarschijnlijk, dat de vergadering morgenavond niet behoeft te worden voortgezet, maar dat de stemmingen tussen 6 en 7 uur kunnen plaatshebben. Ik verzoek de leden hiermede rekening te houden.

De vergadering wordt te 6.01 uur namiddag geschorst tot des avonds 8 uur.

AVOND VERGADERING

(Bijeenroepingsuur 8 namiddag)

Voorzitter: de heer Roosjen

Aan de orde is de voortzetting van de behandeling van de wetsontwerpen:

Goedkeuring van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, met Bijlagen, Protocollen en Overeenkomst; Goedkeuring van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, met Bijlagen en Protocollen; Goedkeuring van de Overeenkomst met betrekking tot bepaalde instellingen welke de Europese Gemeenschappen gemeen hebben (4725).

De algemene beraadslaging over de drie wetsontwerpen wordt hervat.

Bij deze algemene beraadslaging is tevens aan de orde de **motie** van orde van de commissie van voorbereiding met betrekking tot een mogelijke verdubbeling van de ledentallen der Assemblée (4725, stuk nr. 24).

De heer **Suurhoff**, Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid: Mijnheer de Voorzitter! Met uw welnemen zou ik gaarne beginnen met het beantwoorden van een aantal concrete vragen en opmerkingen betreffende de E.E.G. om dan vervolgens even stil te staan bij enkele opmerkingen van meer algemene aard over de sociale harmonisatie.

Ik begin dan met het vrije personenverkeer, met name wat betreft de werknemers. De geachte afgevaardigde de heer Korthals heeft gezegd: het is wel goed, dat wij weten, dat de Nederlandse Regering van mening is, dat aan de vrije migratie ook moet zijn verbonden het recht om het gezin mee te nemen naar het andere land, maar ik zou graag weten, hoe over dit probleem door de Regeringen van de partnerlanden wordt gedacht. Ik mag opmerken, dat het hier dus niet gaat om een tijdelijke tewerkstelling in de andere landen, doch om migratie, dat betekent dus om het op permanente basis verhuizen naar een ander land. Ik ben er zeker van, dat daarbij mag worden uitgegaan van de opvatting, die tijdens de onderhandelingen zo vanzelfsprekend werd gevonden, dat men het niet nodig achtte het expressis verbis in het verdrag te stipuleren, dat men het gezin ook kan meenemen. Daaruit moet intussen niet worden afgeleid, dat de Nederlandse Regering op het ogenblik zou staan te trappelen om die vrije migratie met meeneming van het gezin, wat ons land betreft, in volle omvang mogelijk te maken. De grote woningnood noopt ons beslist tot het toepassen van een zekere temporisering bij het tot stand brengen van de vrije migratie.

De geachte afgevaardigde de heer Schuijt heeft gezegd: in andere landen van de E.E.G. is toch ook een woningtekort. Dit is ongetwijfeld juist en ook die andere landen zullen dus op een zekere mogelijkheid van temporisering bij het tot stand brengen van de vrije migratie moeten rekenen.

De geachte afgevaardigde de heer Nederhorst heeft opgemerkt, dat, in tegenstelling tot het E.G.K.S.-verdrag, in het verdrag betreffende de E.E.G. vrije migratie niet beperkt is gebleven tot enkele groepen van geschoolden. Die opmerking is ongetwijfeld juist. Ik wil hieraan echter toevoegen, dat het bij de K.S.G. moeilijk anders kon. Immers, daar hebben wij te maken met een verdrag, dat slechts betrekking heeft op twee bedrijfstakken. Voor zover daar vrije migratie wordt toegestaan, kan zij alleen worden toegestaan, uit de aard van de zaak, voor die werknemers, die tot deze bedrijfstakken behoren. Welk ander criterium had men daarvoor kunnen vinden dan een zekere mate van geschooldheid, hetzij in een of ander onderdeel van de metaalindustrie, hetzij in een of ander onderdeel in het mijnbedrijf?

Deel I Zitting 1957—1958

Minister Suurhoff

Dezelfde geachte afgevaardigde, Mijnheer de President, heeft gezegd, dat hij spreiding van de werkgelegenheid preferereert boven migratie. Ik kan volmondig zeggen, Mijnheer de President: ik ook! Men moet er zich echter van bewust zijn, dunkt mij, dat men dit niet altijd zal kunnen dwingen. De grondgedachte bij het tot stand brengen van de Euromarkt, en in het algemeen van economische integratie, is, dat het daardoor mogelijk wordt de produktie daár te laten plaatsvinden, waar optimale vestigings- en produktiemogelijkheden aanwezig zijn. Daarom houdt de E.E.G. per definitie in, dat er verschuivingen in het patroon van de werkgelegenheid zullen tot stand komen. Deze kunnen niet worden voorkomen en zij moeten ook, geloof ik, niet worden voorkomen. Het zal lang niet altijd mogelijk zijn, wanneer door verschuivingen ergens werkgelegenheid wegvalt, op dezelfde plaats vervangende werkgelegenheid te creëren. Men kan het natuurlijk proberen en men zal het ongetwijfeld proberen, maar als het niet kan, dan zal men, na omscholing, meestal op migratie zijn aangewezen.

De geachte afgevaardigde de heer Nederhorst heeft ook de gedachte geopperd, dat het wellicht mogelijk zou zijn, het Sociale Fonds en de twee bij bepaalde migratiebewegingen betrokken Regeringen te laten bijdragen in de bouw van woningen voor de migranten.

Wat dit betreft, Mijnheer de President, zou ik willen opmerken, dat, voor zover b.v. betreft ons land, tot voor kort — het is helaas op het ogenblik niet meer zo — de moeilijkheden voor onze woningbouw niet zaten in de financiële sector, maar in het niet voorhanden zijn van meer geschoolde arbeidskrachten in de bouwnijverheid. Intussen, onder de taken, die in het verdrag zijn vastgelegd voor het Sociaal Fonds, vindt men niet die van financiering van woningbouw. Misschien zou men erover kunnen denken, na afloop van de overgangsperiode artikel 126, sub b, zodanig te hanteren, dat men via dat artikel de financiering van de woningbouw voor migranten tot een nieuwe taak van het fonds zou kunnen maken. Maar waarschijnlijk is dit voor de geachte afgevaardigde een schrale troost, want het is zeer de vraag, of over 15 jaar, de maximale duur van de overgangsperiode, het nog nodig zal zijn, speciale woningbouw voor migrerende werknemers te bedrijven. Laat ons hopen, dat het dan niet meer nodig zal zijn.

Dezelfde geachte afgevaardigde heeft de vraag gesteld, of artikel 128 van het E.E.G.-verdrag zou toelaten, de vakopleiding, waarvan in dit artikel sprake is, geheel of ten dele voor rekening van het Sociaal Fonds te doen plaatsvinden. Ik vrees, dat ik deze vraag in ontkennende zin moet beantwoorden.

De geachte afgevaardigde heeft bepaalde moeilijkheden geschetst, die zouden kunnen optreden, wanneer de bekostiging van de vakopleiding geheel door de afzonderlijke nationale Regeringen of door het bedrijfsleven van een bepaald land zou moeten plaatsvinden. Hij zegt nl.: men zou dan grote kosten maken voor de opleiding van bepaalde jongelui en men zou wellicht, nadat zij opgeleid zijn, een deel daarvan zien verdwijnen naar de partnerlanden via de vrije migratie.

Wat dit betreft zou ik willen opmerken, dat, als er inderdaad door uitvoering van artikel 128 een gembenschappelijk beleid op het terrein van de vakopleiding tot stand komt, men dan ook afspraken kan maken b.v. over de soorten van opleidingen, die in een bepaald land zullen plaatsvinden, waarbij men er dan op kan rekenen, dat een deel van de opgeleiden naar een ander land kan afvloeien. Men zou dan, hiermede over en weer rekening houdend, kunnen komen tot een redelijke verdeling van de lasten der vakopleiding.

Met dit al, Mijnheer de President, ben ik niet van mening, dat artikel 128 zou toelaten, dat het Sociaal Fonds de vakopleiding zou gaan betalen of daarin meebetalen.

Ik kom tot een ander punt, dat ik kortheidshalve aanduid als het probleem van de equal pay. De geachte afgevaardigde de heer Burger heeft gezegd, dat de Nederlandse Regering van die equal pay geen ruilobject moet maken en de geachte

TWEDE KAMER

Minister Suurhoff

afgevaardigde de heer Hazenbosch heeft, dunkt mij, in dezelfde lijn redenerend, de opmerking gemaakt, dat los van het Euratomverdrag de ontwikkeling naar gelijke betaling van mannen en vrouwen toch haar gang zal gaan.

De geachte afgevaardigde de heer Nederhorst heeft in dit verband gewezen op de door de Kamer aanvaarde motie-Tendeloo. Ik wil opmerken, dat op het ogenblik slechts aan de orde is de vraag: waartoe verplicht ons dit verdrag met bijlagen? Wat Nederland eventueel op eigen overwegingen in de toekomst wil en kan doen, dat verder gaat dan waartoe het verdrag ons verplicht, kan op het ogenblik buiten de discussie blijven. Het heeft mij verheugd, dat in de Kamer en tussen Kamer en Regering in ieder geval overeenstemming bleek te bestaan hierover, dat hetgeen waartoe de Nederlandse Regering zich thans bij dit verdrag verplicht, minder ver gaat dan hetgeen waartoe wij ons zouden verplichten, wanneer wij de desbetreffende I.L.O.-conventie zouden ratificeren. Bij de behandeling van de motie-Tendeloo in deze Kamer was er meningsverschil over de vraag: Laat de I.L.O.-conventie, wanneer wij die ratificeren, een geleidelijke toepassing toe van de beginselen van „equal pay”, ja dan nee? Bovendien was er meningsverschil over een andere kwestie, nl. of de bewoordingen van de I.L.O.-conventie ons niet zouden dwingen om verder te gaan dan andere landen met andere vormen van loonpolitiek zouden behoeven te doen.

Ik zeg dit, omdat er geen verschil van mening was tussen de Kamer en de Regering over de vraag, of niet in de toekomst de gedachte van de equal pay zou moeten worden verwezenlijkt. Daarover was tussen Regering en Kamer, geloof ik, overeenstemming. Nu heeft het mij zeer verbaasd, dat de geachte afgevaardigde de heer Van Leeuwen op dit ogenblik zulke grote bezwaren ziet. Hij sprak van een verstoring van een harmonieuze sociale ontwikkeling door de verplichtingen, die de Regering op zich heeft genomen ter zake van de „equal pay”, verplichtingen, die veel minder ver gaan dan de verplichtingen, die wij op ons zouden hebben genomen, wanneer wij de I.L.O.-conventie hadden geratificeerd. Als ik mij goed herinner, was destijds de heer Van Leeuwen voorstander van de motie-Tendeloo. Naar de mening van de Regering — dit in antwoord op een andere opmerking van de heer Van Leeuwen — zal met het verschil in loonopbouw tussen Frankrijk en b.v. ons land, maar ook andere partnerlanden van de Gemeenschap, bij het uitwerken van het probleem van de equal pay terdege rekening moeten worden gehouden. Ik verwacht ook, dat onze partners in het verdrag het rekening houden met deze verschillende loonopbouw redelijk zullen achten.

Een volgend punt betreft het Europese Sociale Fonds. Als ik hem goed heb begrepen, heeft de heer Nederhorst bepleit, dat eigenlijk alle arbeiders, die werkloos zijn, geheel door het Sociale Fonds behoorden te worden geholpen. Ik begrijp, dat de heer Nederhorst die volledige hulp in plaats van de 50 pct., waarin het verdrag voorziet, alleen ten goede wil laten komen aan die werklozen, die werkloos zijn geworden ten gevolge van economische verschuivingen, die het Euromarktverdrag op den duur zal uitlokken. Op zich lijkt mij deze gedachtengang van de geachte afgevaardigde volkomen logisch en zij heeft dan ook in de onderhandelingen aanvankelijk voorgezet. Maar het bleek al spoedig, dat in de praktijk niet zou zijn uit te maken, welke werklozen nu ten gevolge van de in de werkgelegenheid optredende verschuivingen, uitgelokt door de Euromarkt, werkloos geworden en welke werknemers door andere oorzaken slachtoffer van werkloosheid zijn geworden.

Daarom heeft men na veel wikken en wegen een andere weg gevolgd, die hierin bestaat, dat het Sociale Fonds 50 pct. van de kosten voor verplaatsing en omscholing van alle werklozen voor zijn rekening neemt, alsook 50 pct. van de steun, die aan arbeiders wordt betaald in ondernemingen, die zich moeten omschakelen. Maar het fonds betaalt die 50 pct. slechts, wanneer aan bepaalde voorwaarden is voldaan. Die voorwaarden houden voornamelijk in, dat de verplaatsing, omscholing of ondersteuning tot zekere resultaten, dat wil zeggen tot een

nieuwe tewerkstelling gedurende een bepaalde periode heeft geleid. Ik geloof, dat op deze wijze is voorkomen, dat enige Regering in de verleiding zou kunnen worden gebracht om grote aantallen werklozen, wier werkloosheid helemaal niets met de Euromarkt te maken heeft, toch maar voor rekening van het fonds te brengen.

De geachte afgevaardigde de heer Schuijt heeft de voorwaarden, die gesteld zijn voor de medebetaling door het fonds aan verplaatsing, herscholing en ondersteuning, zó opgevat, dat de betaling eerst zou plaatsvinden na zes maanden. Hij heeft gezegd: dan zullen dus de nationale instanties voorschotten moeten geven; zij moeten dat tijdig doen. Ik heb mij de praktijk iets anders voorgesteld. Ik dacht, dat, zodra begonnen wordt met een bepaald program van herscholing of verplaatsing van werkloos geworden arbeiders, van de aanvang af, hetzij de Regering van het land, dat het aangaat, hetzij het bestuur van de gemeente, waar de arbeiders wonen, dadelijk begint met de kosten te betalen en dat later terugbetaling van de kosten tot 50 pct. door het fonds plaatsvindt. De betrokkenen zullen er niets van merken, dat de terugbetaling voor de helft pas later plaatsvindt. Voor de betrokkenen zullen de kosten, dacht ik, van de aanvang af hetzij door de Regering, hetzij door de gemeenten worden betaald.

Ik kom nu tot enkele meer algemene gezichtspunten, die de problematiek van de sociale harmonisatie in E.E.G.-verband raken.

De geachte afgevaardigden de heren Korthals, Diepenhorst, Van der Mei en Van Leeuwen hebben, zij het in verschillende toonaard, de vrees geuit voor een te sterk opvoeren van ons kostenpeil en met name van ons arbeidskostenpeil via de sociale harmonisatie.

De geachte afgevaardigde de heren Hazenbosch en Kikkert, erkennende, dat er een zekere opwaartse druk tegen het arbeidskostenpeil zal ontstaan als gevolg van de Euromarkt, hebben gezegd, dat zij voldoende vertrouwen hebben in het gezonde economische inzicht van de vakbeweging om er zeker van te zijn, dat niet een zodanige stijging van het arbeidskostenpeil zal optreden, dat dit tot moeilijkheden zal gaan leiden. De geachte afgevaardigde de heer Nederhorst heeft in waarschuwend zinn gezegd, dat verschil in loonpeil in ieder geval toch ook binnen de zes landen van de Euromarkt mogelijk moet blijven. Voordat ik op dit alles nader inga, zou ik toch één opmerking vooraf willen maken, die mij ook menigmaal in de gedachten is gekomen, toen de andere aspecten van dit verdrag werden behandeld en toen zo uitvoerig op alle mogelijke bezwaren werd gewezen.

Ik ben namelijk van mening, dat wij, als wij werkelijk integratie willen, ons moeten realiseren, dat Nederland dan zal moeten samengaan met vijf andere Europese landen, zoals zij nu eenmaal zijn en niet zoals wij ze graag zouden wensen met het oog op ons nationale belang. Als men die realiteit aanvaardt, weet men bij voorbaat, dat men zekere bezwaren zal moeten accepteren en moet zien te overwinnen en dat men genoopt zal zijn tot het sluiten van een aantal compromissen. Zo is het ook op het sociale terrein geweest. Met het oog op Nederlands economische positie buiten de Euromarkt blijft het naar mijn mening noodzakelijk, een relatief laag kostenpeil en dus ook een laag peil van arbeidskosten zoveel mogelijk na te streven. Daarop is in de afgelopen 12 jaar onze sociaal-economische politiek ook altijd gericht geweest, en niet zonder resultaat, al moet ik er onmiddellijk aan toevoegen, dat, toen het herstel van de oorlogsschade eenmaal was volbracht en onze welvaart en economische activiteit zich voortdurend in stijgende lijn bleven bewegen, het gaandeweg veel moeilijker werd om de politiek van een lage-kostenpeil te blijven volhouden. En toch zal dat moeten, want onze toekomstige werkgelegenheid is daarvan mede afhankelijk.

De Euromarkt intussen, die hier een politieke en economische noodzaak is genoemd en die, in toekomstperspectief bezien, een groot belang is voor ons land, brengt nu eenmaal mee, dat wij bij dat streven naar het laaghouden van ons

Minister Suurhoff

arbeidskostenpeil enige veren zullen moeten laten. De stijging van het peil van onze arbeidskosten, zoals die uit dit E.E.G.-verdrag zal voortvloeien, werkt, voor zover ik het kan zien, langs twee kanten. Om te beginnen zullen wij door de aanvaarding van dit verdrag enkele, wel-omschreven verplichtingen op ons nemen, die een stijging van ons arbeidskostenpeil zullen of kunnen meebrengen. De punten zijn bekend. Het is het punt van de equal pay, de kwestie van de betaling van over-uren in bepaalde omstandigheden en de kwestie van de vakanties, waaruit, voor zover ik het kan zien, geen stijging van onze arbeidskosten zal voortvloeien. Meer verplichtingen in de strikte zin van het woord zijn er niet. Deze verplichtingen — dat moet men niet uit het oog verliezen — hebben ook de andere partners, die bij het verdrag zijn betrokken, op zich genomen. Dit is vooral t.a.v. West-Duitsland, dat in velerlei opzicht als concurrent van de Nederlandse industrie optreedt, bijzonder belangrijk.

Intussen, artikel 117, dat men in zekere zin meer een declaratie dan een verdragsbepaling kan noemen, stippelt een bepaalde wenselijk geachte ontwikkelingsgang uit op sociaal terrein. Als die ontwikkelingsgang gevolgd wordt, zal daaruit op de duur ook een zekere stijging van de loon- en sociale lasten kunnen voortvloeien. Naar mijn mening moet men artikel 117 niet zo lezen als de geachte afgevaardigde de heer Nederhorst dat heeft gedaan. Hij stelde: hier wordt gezegd, dat de sociale vooruitgang altijd automatisch uit de economische vooruitgang volgt. Zonder zover te gaan als de geachte afgevaardigde de heer Schuijt zou willen (nl. de vastlegging van in een bepaalde periode te bereiken sociale doeleinden), wordt de partners in het verdrag toch wel als het ware een zekere algemene, niet verder geconcretiseerde verplichting opgelegd, door de aanvaarding van artikel 117, om te streven naar verbetering van de levensstandaard en van de arbeidsvoorwaarden.

Dit artikel houdt nog een andere verplichting van dezelfde, niet verder geconcretiseerde aard, in. Voor zover er nl. verbeteringen tot stand worden gebracht, moet men dat niet zó doen, dat de sociale stelsels der zes landen, zoals dat in dit artikel wordt genoemd — ik persoonlijk zou liever spreken van sociale structuur —, verder uiteen gaan lopen, maar juist zo, dat die stelsels elkaar meer gaan benaderen. Ziedaar dan de fameuze harmonisatie! Dat harmoniseren kan niet betekenen het tot stand brengen, ook niet op de langere duur, van volstrekte uniformiteit, noch in arbeidsvoorwaarden, noch in sociale verzekeringen en sociale voorzieningsregelingen. Er zit wel in, Mijnheer de President, dat, voor zover die harmonisatie dus tot stand komt, dit een harmonisatie naar boven zal zijn. In het verdrag wordt dat, geloof ik, geformuleerd door te zeggen, dat het harmonisatie zal zijn „op de weg der vooruitgang”, of welke eigenaardige term men daarvoor dan ook gebruikt.

Intussen, Mijnheer de President, al stond dit laatste niet in het verdrag, het ligt geloof ik wel voor de hand, dat het tot stand brengen van een toenadering tussen de sociale verzekeringsregelingen, sociale voorzieningsregelingen en loon- en arbeidsvoorwaarden in nederwaartse richting uitgesloten kan worden geacht.

Al gaat naar mijn mening de stelling dus niet op, dat artikel 117 ervan uitgaat, dat de werking van de Euromarkt en de daaruit voortvloeiende economische vooruitgang altijd en automatisch tot sociale vooruitgang zal leiden, er staat wel — dat geef ik de geachte afgevaardigde de heer Nederhorst gaarne toe —, dat er in de Euromarkt, in het daarbinnen tot stand komen van een harmonisatie van lonen en arbeidsvoorwaarden en van sociale voorzieningen een stuk automatisme zit, duidelijker gezegd misschien, dat voor een deel de werking van de Euromarkt zelf die harmonisatie min of meer automatisch tot stand zal brengen en het levenspeil verbeteren. De grote markt, die wij door middel van dit verdrag hopen tot stand te zien komen, zal gunstige produktiemogelijkheden scheppen. Dit betekent dus, dat op de duur een betere voorziening in allerlei levensbehoeften tegen dezelfde of lagere prijzen mogelijk gaat worden. Er zit ook een ander soort automatisme in dit geheel.

Wij kennen nu reeds tussen de landen, die bij dit verdrag zijn betrokken, een vrij groot aantal wederkerigheidsverdragen op het gebied van de sociale verzekering. Zulk een verdrag maakt één of meer sociale verzekeringsregelingen in een bepaald land ook toepasselijk op burgers van een ander land, die al of niet tijdelijk in dat land verblijven. Bovendien wordt meestal een regeling opgenomen, dat men de verzekeringsbijdragen, in de verschillende landen doorgebracht, voor het vaststellen van de aanspraken mag samenstellen.

Nu zal de vrije migratie, die in het kader van dit verdrag geleidelijk tot stand gebracht gaat worden, het nog wenselijker dan vroeger maken om deze wederkerige verdragen tot stand te brengen. Als er niets anders zou gebeuren, zouden wij in de komende jaren zeker zien, dat nog een aantal van die wederkerigheidsverdragen afgesloten werd. Op die ontwikkeling min of meer vooruitlopend, is intussen in K.S.G.-verband al een multilateraal verdrag in een zeer ver gevorderde staat van voorbereiding, dat voor de Zes landen te zamen en tegelijkertijd deze wederkerigheid op het gebied van vrijwel de gehele sociale verzekering tot stand brengt. In dit multilaterale verdrag is ook een uitbreiding van het reeds bestaande samenstel van multilaterale wederkerigheidsovereenkomsten begrepen.

De gedragslijn van wederkerigheid zal, als dit verdrag, dat in K.S.G.-verband is voorbereid, tot stand komt, derhalve nog een verdere uitbreiding krijgen. Ook langs deze weg komt er dus als het ware door het contact, dat nu eenmaal ontstaat in een lichaam als de K.S.G. — en in een lichaam als de E.E.G. nu gaat worden — en meer in het bijzonder ook door het tot stand komen in de toekomst van vrije migratie met een soort automatisme een harmonisatie en uitbreiding van sociale verzekeringsaanspraken tot stand. Aangezien dat ook hier dus een harmonisatie naar boven is, zit hier een stuk verbetering van het levenspeil voor de werknemers in.

Intussen, al zie ik dus in de toekomst een harmonisatie op het gebied b.v. van de sociale verzekeringen tot stand komen, hier zo min als op het gebied van lonen en arbeidsvoorwaarden is een min of meer volledige uniformiteit mogelijk, of naar mijn mening ook maar gewenst. Ik zeg dit de heer Kikkert gaarne na.

Er blijven nog twee vragen over. In de eerste plaats deze: Zal deze sociale harmonisatie voor Nederland niet tot een te sterke opvoering van ons arbeidskostenpeil en dus tot een kosteninflatie — waartegen de heer Hazenbosch terecht heeft gewaarschuwd — leiden? Dit hangt er geheel van af, of wij en onze partners het tempo van de harmonisatie en van de daaruit ongetwijfeld voortvloeiende stijging van arbeidskosten in de hand kunnen houden. Met andere woorden: of wij kunnen zorgen, dat dit tempo niet vooruitloopt op het tempo van de economische expansie en van de ontwikkeling van de arbeidsproductiviteit. Omdat dit zo is en omdat het in bepaalde omstandigheden weleens moeite kan kosten die zaken inderdaad in de hand te houden, is het naar mijn mening wel verstandig geweest, dat wij aan strikte verplichtingen maar zo weinig mogelijk op ons hebben genomen. De situatie ware geheel anders geweest, wanneer de heer Korthals zijn zin had gekregen, die, als ik hem goed begrepen heb, stelde, dat er van een echte gemeenschappelijke markt eigenlijk geen sprake is in dit verdrag, omdat de verschillende Staten zo weinig sociale bevoegdheden uit handen hebben gegeven.

Hadden wij dat gedaan, hadden wij het grootste gedeelte van de sociale bevoegdheden uit handen gegeven, dan zou het natuurlijk de vraag zijn, of hieruit voor een land als Nederland, dat zo grote belangen heeft bij het relatief laag blijven van de arbeidskosten, niet groot nadeel zou zijn voortgevloeid.

De heer **Korthals** (V.V.D.): Om misverstand te vermijden, Excellentie, ik heb dat ook niet bepleit.

De heer **Suurhoff**, Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid: Mijnheer de Voorzitter! Dan heb ik de heer Korthals verkeerd begrepen.

Minister Suurhoff

Een tweede vraag, die natuurlijk uitermate belangrijk is, is of de stijging van lonen en andere arbeidsvoorwaarden en de verbetering van sociale voorzieningen ook inderdaad een reële verbetering van het levenspeil voor de werknemers zal betekenen. Dit hangt vanzelfsprekend af van de ontwikkeling van prijzen en kosten van het levensonderhoud. Ik heb weleens het gevoel, dat, als er ergens in deze Europese economische gemeenschap een taak voor Nederland ligt, het juist op dit bepaalde terrein is, waarop wij naar mijn indruk heel wat meer hebben gedaan en nog doen aan beheersing van het prijspeil dan men in de partnerlanden wel gewoon is.

De heer Bakker heeft gesteld, dat een grotere markt in het geheel geen grotere welvaarmogelijkheden voor de werknemers zou creëren. Ik acht het, na de uitvoerige betogen van mijn ambtgenoten hier, niet nodig met argumenten, aan de economische theorie ontleend, deze stelling van de geachte afgevaardigde te bestrijden. Ik volsta met de opmerking, dat blijkbaar het lokaas, dat zo vaak door het Sovjet-blok aan de werknemers in de westelijke wereld wordt voorgehouden, namelijk uitbreiding van de handelsbetrekkingen met de Sovjet-Unie en de andere landen aan de verkeerde zijde van het IJzeren Gordijn, dan niet ernstig gemeend is. Het tot stand komen van dergelijke handelsbetrekkingen op grote schaal — er is trouwens nooit iets van terechtgekomen — zou ook een grotere markt voor onze industrie creëren. Er wordt van communistische zijde altijd bij gezegd, dat dit een groot voordeel, voor de werknemers zou betekenen.

De heer Nederhorst heeft de vraag opgeworpen of het niet gewenst ware geweest enkele elementaire sociale voorzieningen op een minimumpeil in het verdrag verplicht te stellen. Een dergelijke gedragslijn zou, geloof ik, voor een lichaam als de I.L.O., waarvan nog zoveel landen deel uitmaken, waar de sociale ontwikkeling nog in de kinderschoenen staat, veel zin hebben. Ik geloof niet, dat een dergelijke bepaling, die dus enkele elementaire sociale voorzieningen op een minimaal peil verplicht stelt voor de partnerlanden, voor de zes landen van West-Europa, die bij dit verdrag zijn betrokken, veel betekenis zou hebben, tenzij men dit minimale peil zo hoog zou opschroeven, dat het zou moeten betekenen, dat in enkele van de partnerlanden belangrijke verhogingen van het kostenpeil het gevolg zouden moeten zijn, en dit, terwijl de economische voordelen van de Euromarkt nog zouden moeten worden verkregen. Ik geloof niet, dat dit een verstandige gedragslijn zou zijn.

De geachte afgevaardigde de heer Kikkert heeft gevraagd, of het Franse protocol, inhoudende de concrete verplichtingen, die wij op ons hebben genomen ter zake equal-pay, de overurenvergoeding en de vakanties alleen geldt voor industriearbeiders. Dit is inderdaad het geval. Van Franse kant had het ook alleen voor industriearbeiders betekenis, omdat daarvoor — althans op papier — b.v. de 40-urige werkweek geldt. Wij konden natuurlijk niet, toen van Franse zijde dit desideratum werd geponereerd, stellen, dat het dan ook voor de landarbeiders moest, omdat in ons land de landarbeiders 48 uur, nee, zelfs nog iets langer per week, werken. Intussen zie ik hierin geen discriminatie ten opzichte van de landarbeiders. Het gaat in deze discussie alleen om hetgeen, waartoe wij ons in dit verdrag verbinden. Wat wij straks in ons eigen land ten opzichte van arbeidstijd en beloning van landarbeiders en andere arbeiders zullen kunnen en wensen te doen, is een zaak, die daarnaast staat.

De geachte afgevaardigde de heer Schuijt was de enige, die door de sociale hoofdstukken van dit verdrag min of meer teleurgesteld was, in die zin, dat hij verder had willen gaan. Hij zegt: Ik verlang geen prioriteitschema ten opzichte van de sociale ontwikkeling in dit verdrag, maar enkele concrete sociale rechten had men toch wel als spoedig te verwezenlijken doeleinden in dit verdrag kunnen opnemen. Dit zou, zegt de geachte afgevaardigde, inspirerend hebben gewerkt.

De geachte afgevaardigde heeft ook twee voorbeelden genoemd van zulke concrete sociale rechten. Hij noemde het recht op arbeid en — hij drukte het iets anders uit, maar daar

kwam het, dacht ik, toch op neer — winstdeling en co-partnership. Die beide voorbeelden tonen wel aan, dat hier grote moeilijkheden zouden hebben gelegen, als wij dit hadden willen doen. Het poneren van het recht op arbeid is natuurlijk, als men het niet zeer uitvoerig in concrete regelingen uitwerkt, niet veel meer dan een plechtige declaratie, waarvan ik heb gemerkt, dat de geachte afgevaardigde — en hier komt hij geheel in mijn „schuitje” — daar niet zo verschrikkelijk veel voor geeft.

Er zijn natuurlijk wel concrete sociale rechten, waarvan een ieder precies en duidelijk weet wat zij betekenen. Ik noem maar iets: de 48-urige werkweek, of 80 pct. ziekingeld of twee weken vakantie. Dat zijn allemaal dingen, die in West-Europa al verwezenlijkt zijn. Als men declaraties als het recht op arbeid en zelfs een wat concretere zaak als de winstdeling niet zeer ver gaand uitwerkt, blijven het algemene declaraties. Daarvoor voel ik even weinig als de geachte afgevaardigde. Daarbij komt, dat men over gedachten als de winstdeling in de uitwerking heel verschillend kan denken en daarover bij de opstelling van zo'n verdrag de nodige meningsverschillen kan krijgen. Dit zou dan bepaald niet de inspiratie hebben opgeleverd, die de geachte afgevaardigde zo gewenst acht.

De geachte afgevaardigde heeft gezegd, dat hij van de doorwerking van deze gedachte verwacht een „gezond volkscapitalisme”, zoals hij het uitdrukt. Hij verstaat daaronder een maatschappelijk bestel, waarin de werknemers, via een stijgend levenspeil, tot een zekere kapitaalvorming kunnen komen en mede daardoor hun eis tot economische en sociale medezeggenschap kracht kunnen bijzetten. Er zal tussen de geachte afgevaardigde en mij over de wenselijkheid van economische en sociale medezeggenschap weinig meningsverschil bestaan. Of het beleggen van spaargelden in ondernemingen door de arbeiders tot het verkrijgen van die medezeggenschap het enige of zelfs het meest geëigende middel is, laat ik op het ogenblik in het midden. Een maatschappelijk bestel, zoals naar wij hopen de E.E.G. dat een stap nader brengt en dat in menig opzicht het tegendeel is van het bekende *laissez faire* van vroeger, een maatschappelijk bestel, dat een stijgende levensstandaard, mijnentwege inclusief de mogelijkheid van een zekere bezitsvorming door de werknemers en een groeiende mate van economische en sociale medezeggenschap geeft, echter „volkscapitalisme” te noemen, vind ik bijzonder ongelukkig. En waarom, Mijnheer de Voorzitter? Ik meen, dat hier niet kan gelden het bekende *What's in a name?* Ik vind het een belangrijke zaak.

Men zou kunnen zeggen: waarom zouden wij de communisten niet eens nadoen; die hebben door voor het woord „democratie” het woordje „volks” te plaatsen van een goede zaak een kwade zaak gemaakt. Laten wij het omkeren. Laten wij door voor het woord „kapitalisme” het woordje „volks” te plaatsen van een kwade zaak een goede zaak maken.

Laat de geachte afgevaardigde zich echter niet vergissen. De communisten misbruiken de goede klank, die het woord democratie heeft, voor een zeer slechte zaak, voor het tegendeel van democratie, nl. dictatuur. Als wij doen wat de geachte afgevaardigde de heer Schuijt voor ogen stond, zouden wij een slecht etiket op een goede zaak plakken. Het woord „kapitalisme” is niet alleen een objectieve benaming voor een bepaald economisch stelsel. Daarmede duiden wij in het gewone spraakgebruik heel wat meer aan, b.v. een mentaliteit, die in de kringen van de geachte afgevaardigde ook niet zo erg in trek was. Dat kapitalistische systeem in zijn opkomst is onverbreekelijk verbonden met maatschappelijke ellende, met ontrecting van de arbeidersmassa, met klassenstrijd. Dat kapitalisme betekende het primaat van de winst boven de menselijkheid en het was ook zeer nauw verbonden met het kolonialisme in zijn meest afstotende vorm. Om, nu vandaag dat kapitalisme de giftanden zijn uitgetrokken en in menig land in West-Europa het economische leven een soort van mengvorm is geworden van kapitalisme en wat anders — dat mag u noemen, zoals u het wilt —, nu onze gemeenschap intussen

Minister Suurhoff

nog altijd scherpe scheidingen vertoont, die in de periode van dat opkomende kapitalisme zijn ontstaan, op een maatschappij, zoals de geachte afgevaardigde die voor ogen staat, het etiket „volkskapitalisme” te plakken, is koren op de molen van de communisten dragen. Want deze communisten leven nog altijd uit de ressentimenten van 30, 40 jaar geleden en deze ressentimenten worden hiermee weer opgepoetst. Het is bovendien koren op de molen van hen, die proberen de jonge volken, waarover de geachte afgevaardigde zulke juiste opmerkingen heeft gemaakt, af te schrikken van het Westen. Dat etiket „volkskapitalisme” zal geen tegenstellingen overbruggen, maar deze juist nieuw leven inblazen en daarom, Mijnheer de Voorzitter, zou het mij een lief ding waard zijn, als de geachte afgevaardigde deze gedachte van hem maar weer zou willen opbergen.

Dezelfde geachte afgevaardigde heeft nog gevraagd naar het Sociaal Charter, waaraan men in de Raad van Europa bezig is. Of dat op 31 december van dit jaar, voor zover het de ambtelijke voorbereiding betreft, kant en klaar zal zijn, Mijnheer de President, weet ik niet zeker, maar ik weet wel, dat de deskundigen eind november weer bijeenkomen met het voornemen om de zaak dan af te maken. Helaas kan ik de geachte afgevaardigde niet de toezegging doen, dat in dat Sociaal Charter veel concrete verbintenissen zullen voorkomen. Het zal, vrees ik, op een aantal belangrijke punten wel tot welluidende declaraties beperkt blijven. Declaraties intussen, Mijnheer de President, die toch voor de Staten zekere morele verplichtingen creëren.

De geachte afgevaardigde heeft zich wat verbaasd over het antwoord, dat in de Memorie van Antwoord is gegeven op vragen zijnerzijds betreffende de uitwisseling van jeugdige werknemers. Dit antwoord nog eens nalezende, moet ik eerlijk toegeven, dat ik mij zijn verbazing wel kan begrijpen, want inderdaad, als het om uitwisseling van groepen gaat, heeft men daar toch wel met iets anders te maken dan wanneer het gaat om de vrije migratie van een volwassen arbeider met zijn gezin. Ik zou mij kunnen voorstellen in het kader van dit verdrag, dat er afspraken tot stand komen tussen bepaalde partnerlanden, om groepen van jongelui ter wille van hun opleiding bij voorbeeld eens een jaar buitenslands werkzaam te stellen. Dat zal dan georganiseerd moeten worden en als daarvoor aanleiding is, geloof ik, dat het ligt op de weg van b.v. vakorganisaties of kerkelijke organisaties, om dan ook een wakend oog over deze jongelieden te laten gaan.

Ten slotte heeft de geachte afgevaardigde nog de aandacht gevestigd, Mijnheer de President, op een zekere tegenstrijdigheid in de beantwoording van een en dezelfde vraag, nl. op de blz. 7 en 36 van de Memorie van Antwoord. Ook dat is helaas juist en te verklaren uit de grote haast, waarmee is gewerkt. Het zal de geachte afgevaardigde zijn opgevallen, dat het antwoord op blz. 7 eigenlijk geen antwoord is: daar was Buitenlandse Zaken aan het woord. Wijselijk wordt dan ook na die eerste zin verwezen naar een volgende bladzijde in de Memorie van Antwoord en dat is dan de plaats, waar u het antwoord werkelijk vindt.

Mijnheer de President! Ten slotte nog een enkele opmerking over het Euratomverdrag. Met dat verdrag heeft mijn Departement alleen te maken, voor zover de volksgezondheid daarbij in positieve of in negatieve zin is betrokken. Ik hecht er wel aan te zeggen, dat, al is dat dan maar één aspect van Euratom, dit toch wel een bijzonder belangrijk aspect van het geheel is.

De geachte afgevaardigde de heer Hazenbosch heeft uiting gegeven aan een zekere ongerustheid ten aanzien van de bescherming van de volksgezondheid, zoals deze in het verdrag is geregeld en hij zeide: Er is nog grote onzekerheid op het gehele gebied.

Men weet nog niet zeker, welke doses radio-activiteit gevaarlijk zijn en welke nog net zouden kunnen worden toegelaten. Het is dus zaak met grote marges te werken. Ik erken, dat deze moeilijkheden bestaan en er wordt mijnerzijds dan ook altijd naar gestreefd om veiligheidsmarges in acht geno-

Minister Suurhoff e. a.

men te krijgen. Dat Nederland in een bijzonder kwetsbare positie verkeert, is ook juist. Het zou kunnen zijn, dat de landen, die langs de rivieren gelegen zijn, die tenslotte in ons land naar zee vloeien, op zich zelf toelaatbare doses radio-activiteit met hun afval in die rivieren deponeren, maar dat het alles bij elkaar tot een opeenhoping van radio-activiteit in onze riviermonden gaat leiden, die beslist niet meer aanvaardbaar zou zijn. Het verdrag biedt tegen het ontstaan van dergelijke toestanden — ik moet het erkennen — geen absolute waarborgen. Het biedt wel een aantal aangrijppingspunten en mogelijkheden om tot een afdoende regeling te komen. Ik kan de geachte afgevaardigden verzekeren, dat mijn Departement en ik op dit gebied uitermate actief en diligent zullen zijn, om te bereiken, dat de belangen van onze bevolking hier voldoende worden beschermd.

De geachte afgevaardigde de heer Calmeijer heeft een aspect van de ontwikkeling van de atoomsplijting naar voren gebracht, dat zeker de moeite van het overdenken waard is. Hij heeft, refererende aan een artikel in de „Nieuwe Rotterdamse Courant”, dat ik ook met grote belangstelling gelezen heb, een artikel van dr. Veenenbos, gewezen op wat men zou kunnen noemen het gevaar voor ontmenselijking van de techniek. Intussen, met het aanwijzen van de gevaren is de remedie natuurlijk nog niet aangegeven. De geachte afgevaardigde zegt: Er zal bezinning moeten zijn op de onvervangbare waarde van de mens. Ik ben dat graag met de geachte afgevaardigde eens, maar ook dat is natuurlijk niet voldoende om de gevaren, die hier dreigen, te keren. De geachte afgevaardigde heeft enkele wensen geuit ten aanzien van het onderwijs en met name het hoger onderwijs. Ik zal die graag aan mijn ambtgenoot van Onderwijs, Kunsten en Wetenschappen voorleggen, maar ook als deze desiderata bij het hoger onderwijs zouden kunnen worden verwezenlijkt, geloof ik, dat hier nog voornamelijk een taak zal liggen voor die instellingen en organen, die zich bezighouden met de geestelijke zorg voor en geestelijke vorming van onze bevolking, voor die organen ook, die zich bemoeien met de volksopvoeding, voorlichting en geestelijke volksgezondheid. Ik geloof, dat de Regering in dit opzicht alleen maar een zeer indirecte invloed zou kunnen uitoefenen.

De geachte afgevaardigde de heer Patijn ten slotte heeft nog enkele vragen gesteld over de opleiding van deskundigen op het gebied van de atoomsplijting en meer in het bijzonder op het gebied van de gezondheidsbescherming, vragen, die mij uit een oogpunt van gezondheidszorg in hoge mate interesseren, maar die toch in het bijzonder liggen op het terrein van mijn ambtgenoot van Onderwijs, Kunsten en Wetenschappen. De geachte afgevaardigde zal gehoord hebben, dat intussen de Minister van Buitenlandse Zaken namens Minister Cals die vragen al heeft beantwoord. Ik kan er alleen nog aan toevoegen, dat, voor zover ik met deze problemen te maken krijg, ik gaarne alles zal doen om de achterstand in de opleiding, die ongetwijfeld in Nederland aanwezig is, te doen inhalen.

De heer Drees, Minister-President, Minister van Algemene Zaken, Minister van Financiën a.i.: Mijnheer de Voorzitter! Het is niet mijn bedoeling mij te begeven in algemene beschouwingen over de verdragen, die vóór ons liggen. Zou ik dat doen, dan zou dat in menig opzicht een overlapping worden van hetgeen door ambtgenoten reeds op uitnemende wijze is uiteengezet. Ik zal mij beperken tot enkele punten, waarvan de behandeling meer in het bijzonder op mijn weg ligt, hetzij als Minister-President, hetzij als Minister van Financiën ad interim, en tenslotte de amendementen bespreken, voor zover dat bij de algemene beschouwingen mogelijk is, nu verschillende sprekers toch die amendementen reeds hebben toegelicht en verdedigd.

Mijnheer de Voorzitter! In de eerste plaats een woord over de coördinatie van het beleid. Door verschillende geachte afgevaardigden is gevraagd: hoe denkt het Kabinet het beleid te coördineren? De heer Hazenbosch heeft dit gedaan toen hij

Minister Drees

in het bijzonder een vraag stelde met betrekking tot het verdrag inzake de E.E.G.; de heer Patijn heeft het uitvoerig gedaan met betrekking tot de kernenergie en dan niet uitsluitend ten aanzien van Euratom, maar ten opzichte van het vraagstuk in zijn gehele omvang. Het is ongetwijfeld geen eenvoudige zaak. U hebt zo juist nog gehoord, Mijnheer de Voorzitter, uit hetgeen mijn collega van Sociale Zaken en Volksgezondheid heeft gezegd, dat zelfs het coördineren van een Memorie van Antwoord nog niet altijd geheel slaagt, terwijl deze zeer snel samengestelde Memorie van Antwoord als geheel beschouwd, dunkt mij, toch wel een bevredigende prestatie mag worden geacht. Uit de rij van sprekers uit het Kabinet, die het woord hebben gevoerd, is wel gebleken, dat verschillende ambtgenoten zeer nauw bij het beleid, waarom het hier gaat, zijn betrokken. Als men de Europese Gemeenschappelijke Markt neemt, dan ligt het voor de hand, dat daar buitenlandse aspecten liggen, dan ligt het voor de hand, dat de Minister van Economische Zaken daarbij zeer nauw betrokken is, maar dan hebben daarnaast de Minister van Landbouw, Visserij en Voedselvoorziening, de Minister van Verkeer en Waterstaat, de Minister van Financiën, de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, ook een taak. Er rijzen dan ongetwijfeld vragen over de coördinatie. Ik geloof intussen, dat men zich geen zorgen behoeft te maken, dat het bedrijfsleven moeilijk een adres zal kunnen vinden. De heer Korthals maakt zich daarover enigszins bezorgd. Hij zegt: laat men niet naar verschillende bureaus behoeven te lopen. Het bedrijfsleven zelf zal echter toch wel naar verschillende bureaus willen gaan, maar dan weten waar het wil en moet zijn. De landbouworganisaties vinden stellig in de eerste plaats de weg naar het Ministerie van Landbouw, waar zij tamelijk wel vertrouwd zijn.

De industrie en de handel zullen de Minister van Economische Zaken toch wel in de eerste plaats willen benaderen, terwijl degenen, die met het vervoerswezen zich bezighouden allereerst aan Verkeer en Waterstaat zullen denken. Daarnaast zal intussen de Minister van Buitenlandse Zaken, wanneer het gaat om handelingen in het buitenland, toch ook op de hoogte moeten worden gehouden.

Mijnheer de Voorzitter! Het spreekt dus werkelijk vanzelf, dat er uiteenlopende adressen zijn. Er moet echter natuurlijk geen verwarring zijn. Nu zou ik, wat betreft de coördinatie, dit willen zeggen. Ik heb in de loop der jaren ook nogal eens aanraking gehad met Ministers van andere landen en dan heeft het mij getroffen, dat in één opzicht de coördinatie hier vergelijkenderwijze toch nog wel goed sluit, namelijk wat betreft het onderlinge overleg. Het heeft mij weleens gefraspeerd, — ik behoef geen namen van landen te noemen —, dat bleek, dat men elders van elkaar niet zo heel precies wist hoe de denkbeelden waren en wat men zou doen.

Coördinatie door overleg, is, geloof ik, in ons land goed geregeld. De zaken worden meestal zorgvuldig gemeenschappelijk doorgesproken.

Nu heeft, wat de kernenergie betreft, de heer Patijn gezegd: waar ligt daar nu eigenlijk de behandeling van de vraagstukken gecoördineerd? Zou men niet het best kunnen denken aan een regeringscommissaris, die de kernenergie zou behandelen onder een commissie uit de Ministerraad of onder de Ministerraad?

Mijnheer de Voorzitter! Als men de behandeling van de problemen van de kernenergie werkelijk zou willen centraliseren, dan zou men niet een regeringscommissaris onder de Ministers moeten hebben, maar een boven de Ministers. Als men zich even indenkt, hoe het staat met de kernenergie, dan ziet men, dat er voor Euratom, voor de O.E.E.S., voor de Verenigde Naties, politieke contacten zijn, die lopen over Buitenlandse Zaken. Het ligt voor de hand, dat de verreweg voornaamste gevolgen van het gebruik van kernenergie voorlopig zullen liggen op industrieel terrein, nl. het terrein van het opwekken van elektriciteit en, naar wij hopen, zoals de Minister van Economische Zaken vanmiddag heeft uiteenge-

zet, op dat van de produktie, die het Nederlandse bedrijfsleven zal ter hand nemen. Daarnaast hoopt de Minister van Landbouw, dat in Wageningen de ontwikkeling zo zal zijn, dat daar iets tot stand komt van internationale betekenis op het gebied van onderzoekingen ten behoeve van de landbouw. Ik laat daar, wat er op scheepvaartgebied kan gebeuren, maar ik denk zeker wel aan onderwijs. Men zou kunnen zeggen, dat de Minister van Onderwijs, Kunsten en Wetenschappen hier ook eigenlijk ook bij had moeten zijn, want hij staat voor de verantwoordelijkheid omtrent hetgeen er zal geschieden t.a.v. de opleiding aan onze universiteiten, aan de technische hogescholen, enz. Daarnaast heeft de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid een bijzondere verantwoordelijkheid ten aanzien van de gevaren voor de volksgezondheid.

Dit alles laat zich naar mijn mening niet coördineren onder de Ministers door een Regeringscommissaris, maar men moet zich afvragen, hoe de Ministers daarbij tot eenheid in hun beleid komen. Op bepaalde punten kan hierbij ook de vraag rijzen: wie neemt een meer centraal te stellen initiatief? Wie heeft in de eerste plaats de contacten daarvoor met het buitenland?

Mijnheer de Voorzitter! Er is een vorm van coördinatie, die de geachte afgevaardigde ook heeft genoemd, nl. in de commissie, die onder voorzitterschap staat van de secretaris-generaal van mijn Departement, Mr. Fock. In deze commissie zijn alle departementen vertegenwoordigd, die te maken hebben met de kernenergie, en daarin moeten ook al deze vraagstukken worden besproken.

Mijnheer de Voorzitter! Hiermede is de kwestie nog niet volledig opgelost. Deze zaak is in het Kabinet in beraad en het behoeft geen verwondering te wekken, dat wij het ook niet dadelijk volledig eens zijn over de vraag, hoe de gang van zaken op elk punt precies moet zijn. Ik wil wel toezeggen, dat in de eerste plaats een verdere coördinatie van de inzichten van het Kabinet op dit punt zal plaatshebben.

Mijnheer de Voorzitter! Ik zou nu nog enkele opmerkingen willen maken als Minister van Financiën ad interim. Hierbij komen wij ook weer op een coördinatievraagstuk. Er is gesproken over de coördinatie van het monetaire beleid tussen de zes landen, met name door de geachte afgevaardigde de heren Nederhorst, Van der Mei en Hazenbosch. Men heeft betwijfeld, of artikel 104 en wat daarop volgt in het verdrag van de E.E.G. voldoende waarborgen geeft voor eenheid van monetair beleid.

Mijnheer de Voorzitter! Ik geloof, dat wat in het verdrag staat, volstrekt niet zonder belang is. Er wordt van uitgegaan, dat elk van de zes landen zelf zijn monetair beleid blijft voeren, maar er wordt aangegeven, naar welke beginselen dat moet geschieden. Er wordt dan overleg voorgeschreven tussen vertegenwoordigers van de Regeringen en tussen de centrale banken.

Dan wordt ingesteld een monetair comité, dat hierover adviezen zal geven en dat de regeringen zal aanduiden, hoe naar de mening van dat comité het monetaire beleid, gegeven de aangeduide beginselen, zou dienen te zijn.

Daarmede is natuurlijk geen waarborg verkregen voor eenheid in beleid. De geachte afgevaardigde de heer Nederhorst heeft gezegd: Dat blijft beneden de maat. Ja, Mijnheer de Voorzitter, de vraag is: Beneden welke maat? Beneden de maat van wat misschien wenselijk is, maar voorlopig zeker niet te bereiken. Het is duidelijk, dat de situatie in Europa niet zo is, dat deze zes landen werkelijk hun monetair beleid zouden willen overdragen aan een centraal gezag. Er kunnen ook geen voorschriften worden gegeven, dat zij precies hetzelfde moeten doen.

Laten wij nemen de situatie van Duitsland en Frankrijk. Men kan wel zeggen: Gij behoort hetzelfde monetaire beleid te voeren, en men kan zeggen: dat moet centraal worden uitgemaakt. Als men echter denkt, dat een van deze landen dat op dit ogenblik zou aanvaarden, heeft men illusies, die ver van de werkelijkheid afstaan. Op zichzelf zou het natuurlijk

Minister Drees

voor de economie van de landen wenselijk zijn, dat het beleid gemeenschappelijk werd, maar dat is een versmelting van de gehele economie en het gehele monetaire beleid en daarachter van het financiële beleid, die binnen afzienbare tijd niet kan worden verwacht. Men kan de Regering niet verwijten, dat zij niet iets dergelijks in een verdrag kan opgenomen krijgen. Ik geloof, dat wat in het verdrag staat, met juiste beginselen, met een contact, geregeld tussen de landen, en met een raadgevend comité, het enige is dat te bereiken was en dat dit nuttig zal blijken. Reeds is het overleg in de Europese Betalingsunie, waarbij ook de situatie van ieder afzonderlijk land dikwijls grondig wordt besproken en adviezen worden gegeven over hetgeen moet gebeuren, nuttig gebleken. In deze hechtere verbinding tussen de zes landen zal dat nog sterker het geval zijn, maar het vraagstuk zal hierdoor niet op korte termijn worden opgelost.

De geachte afgevaardigde de heer Van Leeuwen heeft gesproken over de harmonisatie van de belastingwetgevingen. Ik zou weer hetzelfde kunnen zeggen. Men zou tot één staat moeten komen, zij het een federatie, één staat met volledige verantwoordelijkheid voor het totale budget, wil men de belastingregelingen kunnen harmoniseren. Er zijn in het verdrag wel enkele voorschriften op het punt van de belastingen, doch enkel met de strekking om onredelijke methoden van belastingheffing, waardoor een bevoorrechtiging van het eigen bedrijfsleven boven dat van andere landen zou intreden, uit te sluiten. Een werkelijk gemeenschappelijk belastingbeleid is niet denkbaar, zonder een gemeenschappelijk budgetbeleid. Neem nu b.v. onze verhouding tot België, waarmee dit toch eenvoudiger zou zijn dan met de zes landen. Wij hebben regelingen afgesproken over de omzetbelasting en de accijnzen. Zij zijn niet volledig in werking getreden, o.a. omdat op een gegeven ogenblik België zeide: Dat bedrag aan accijnzen kan ik niet missen. Wanneer men meent, dat wij bij dit verdrag hadden moeten komen, b.v. tot het voorschrijven van harmonisatie tussen de belastingssystemen van Italië en Nederland, dan zal toch ook de heer Van Leeuwen wel toegeven, dat dit weer niet een zaak is, die zich spoedig laat oplossen. Men moet ervan uitgaan, dat deze dingen op het ogenblik eenvoudig niet mogelijk zijn. Men moet hopen, dat dit verdrag, dat nog niet eens direct een douane-unie geeft, maar ten slotte ook weer niet bij een douane-unie zal blijven stilstaan, doch ook in andere opzichten een grotere economische eenheid geeft, op de duur zal leiden tot een naar elkaar toegroei van de zes landen.

In dit eerste contact tussen Regering en Staten-Generaal na de Troonrede en de Miljoenennota, waarbij financiële kwesties ter sprake zijn gebracht, heeft het mij getroffen het verwijt van verschillende zijden te horen, dat de Regering niet voldoende uitgeeft en dat de Regering is opgekomen voor enige beperking van wat Nederland ten koste zal leggen aan deze gemeenschappen. Men meent, dat wij aan onze positie te kort doen, doordat wij op sommige punten minder bijdragen dan België. Verschillende afgevaardigden hebben hierover gesproken. Er is gevraagd: waarop berust het verschil? Er is gesproken over nationaal inkomen en nationaal inkomen per hoofd.

De algemene grondslag is — maar dat beginsel heeft niet in alle consequenties doorgewerkt — rekening houden met het nationale inkomen van een land als geheel. Dat is de basis geweest. In 1954 was b.v. het nationale inkomen van Nederland volgens gegevens van het Internationale Monetaire Fonds 5,6 miljard dollar en van België 7 miljard voor een bevolking, die twee miljoen personen minder telt. Als men het nationale inkomen als basis neemt, neemt men nog iets, waarbij Nederland eigenlijk naar verhouding van zijn draagkracht onevenredig belast wordt, omdat wij in verband met de snelle toeneming van onze bevolking een veel hoger percentage in investeringen, huizen, scholen, fabrieken en dergelijke moeten steken.

Toevallig kreeg ik vanochtend een tijdschrift in handen, waarin erop gewezen werd, dat b.v. in het jaar 1954 België

netto 6 pct. van zijn netto nationale produkt investeerde en Nederland 13 pct.; dat is meer dan het dubbele. Nederland investeert ook aanzienlijk meer van zijn nationale inkomen dan gemiddeld de Westeuropese Staten doen. Nederland heeft er in tien jaar 1 miljoen mensen meer bijgekregen dan België, wat ontzaglijke eisen stelt. Het nationale inkomen is, wat de draagkracht betreft, voor ons nog een ongunstige maatstaf.

Wij betalen hetzelfde als België in de gewone budgetonkosten van Euratom en van de E.E.G., maar wij betalen minder voor het budget van het onderzoek en de investeringen van Euratom, voor de Investeringsbank en het Sociale Fonds. Dat is welbewust gedaan. Dat is naar mijn mening zeer redelijk. Dat is, wat tot nu toe in verschillende internationale organen gebeurt. Wij betalen om dezelfde redenen minder dan België bij de Verenigde Naties; wij betalen ook om dezelfde redenen minder dan België in de O.E.E.S. Er is nooit gebleken, dat Nederland op die gronden minder prestige zou genieten of minder invloed zou hebben of minder zou kunnen meespreken dan België, daargelaten de vraag, of de invloed van België en Nederland te zamen altijd groot is.

Ook in de stemmenverhouding speelt het slechts op een paar punten een rol, waar het effect niet eens van betekenis kan zijn, omdat het gaat om gekwalificeerde meerderheden. De financiële en monetaire toestand van Nederland is bepaaldelijk zo, dat de Regering het niet verantwoord acht onder deze omstandigheden, waar het zou zijn zonder sterke noodzaak, af te wijken van wat op goede gronden hier is tot stand gekomen.

In het financiële verband zou ik nog iets willen zeggen over de suggestie van de geachte afgevaardigde de heer Nederhorst om een gezamenlijk budget van de Leden-Staten te bestemmen voor achtergebleven gebieden in de gemeenschap. De Minister van Buitenlandse Zaken heeft gezegd: in beginsel kunnen wij daartegen geen bezwaar maken. Neen, Mijnheer de Voorzitter, maar men moet goed begrijpen, dat er gemeenschappelijk volgens het verdrag heel veel wordt gedaan. Er zal de Investeringsbank zijn, waarvan het kapitaal 1 miljard dollar (rekeneenheden) zal bedragen, waarvan op korte termijn 250 miljoen zal worden volgestort, terwijl is voorzien, dat, indien niet voldoende middelen op de kapitaalmarkt kunnen worden aangetrokken, de Leden-Staten bijzondere leningen tot een bedrag van 400 miljoen dollar aan de Investeringsbank zullen verstrekken.

Daarnaast zal het Europese Sociale Fonds, dat ten doel heeft op te treden in gevallen van werkloosheid en dat natuurlijk ook dikwijls zal werken in de achtergebleven gebieden, belangrijke bijdragen vragen en ten slotte zullen de partnerlanden aan de overzeese gebiedsdelen in totaal 581 miljoen dollar bijdragen, in de loop van enige jaren dan. Als men het in een andere vorm wil gieten, kan dat natuurlijk, maar als men meent, dat wij ons op dit ogenblik kunnen verbinden, nog eens weer aanzienlijk daar bovenuit te gaan, dan moet ik nogmaals zeggen: dan ziet men de financiële toestand anders dan de Regering.

Ik kom nu tot de bespreking van de amendementen. Ik neem aan, dat dit op dit ogenblik door de Kamer zal worden aanvaard, waar de amendementen al in discussie zijn geweest, al zal het ten slotte denkbaar zijn, dat nadere beraadslaging eventueel bij de behandeling van de artikelen zal plaatshebben.

In de eerste plaats het amendement van de heer Blaisse, door velen ondertekend, over de goedkeuring door de Staten-Generaal, dus door de wetgever, van uitvoeringsovereenkomsten van het verdrag, zowel inzake de E.E.G. als inzake Euratom. Mijnheer de Voorzitter! De Kamer is uiteraard gerechtigd, dit voorbehoud te maken. Dat stelt de Grondwet uitdrukkelijk vast, al gaat die Grondwet ook uit van de mogelijkheid, dat men het aan de Rgering overlaat. Ik moet zeggen, helemaal zonder teleurstelling ben ik niet, dat men eerst bij het Europese Defensieverdrag en nu bij deze beide verdragen dit voorbehoud wil maken. Ik zeg nogmaals: het is

Minister Drees

iets, waartoe de Kamer het volste recht heeft, het is begrijpelijk en de zaak is ook belangrijk. Desondanks is het zo, dat bij de uitvoering van een toch al moeilijk verdrag zekere vertragingen onvermijdelijk zijn, als men dit amendement aanvaardt. De heer Blaisse wil geen vertraging veroorzaken — ik begrijp het volkomen —, maar het is het onvermijdelijk gevolg. Het spreekt vanzelf. In Nederland behandelen de Staten-Generaal de zaken in twee instanties, schriftelijk en mondeling, op gedegen wijze. Met de beste wil is enige vertraging niet te voorkomen. De geachte afgevaardigde heeft nog gewezen op de mogelijkheid van stilzwijgende goedkeuring. Tot nu toe heeft de Regering niet heel veel genoeg beleefd van pogingen om voorstellen stilzwijgend goedgekeurd te krijgen. Ik maak hiervan ook weer geen verwijt aan de Kamer. Als de Kamer iets over een voorstel wil zeggen, is dat natuurlijk haar recht, maar laten wij goed begrijpen, welke moeilijkheid hierin zit. Als men probeert, een voorstel stilzwijgend goedgekeurd te krijgen en dit stuit bij de Kamer op bezwaren, dan is dit natuurlijk het volste recht van de Kamer, maar dan geeft de gedane poging extravertaging, want dan moet men, nadat van de bezwaren is gebleken, nadat er dus al enige tijd is verlopen, beginnen met het indienen van een wetsontwerp op de gewone wijze. Dit is een ervaring van de Regering, waardoor zij in een aantal gevallen iets huiveriger is geworden om stilzwijgende goedkeuring te vragen. Ik vind deze kwestie echter overigens voor dit geval volkomen bijkomstig.

Principieel bezwaar maakt de Regering in dezen niet, maar wij moeten wel precies weten, wat wij bedoelen en wat wij doen. De heer Blaisse zelf sprak over de vraag, of criteria konden worden gegeven ter bepaling van wat uitvoeringsovereenkomsten zijn, die in redelijkheid aan de Kamer zouden moeten worden voorgelegd. Ik neem aan, dat wij het erover eens zullen zijn, dat er veel belangrijke uitvoeringsmaatregelen zijn, die er niet onder vallen, omdat het geen overeenkomsten zijn, maar besluiten van organen van de Gemeenschap. Ook als het gaat om besluiten van de Raad van Ministers, waarvoor eenstemmigheid nodig is, neem ik aan, dat aanvaard wordt, dat er toch is een besluit van een orgaan van de Gemeenschap, waarvoor de Minister natuurlijk verantwoordelijk is aan het Parlement, achteraf, maar waarvoor geen toestemming van de wetgever vereist is. Het kan ook niet gaan om overeenkomsten van de Gemeenschap zelf, die gesloten worden uit hoofde van het verdrag; naar de mening van de Regering ook niet om beleidsafspraken, zoals die voort zullen vloeien uit velerlei overleg, o.a. b.v. op monetair terrein. Het is ook denkbaar, dat een dergelijk overleg leidt tot de noodzaak van wettelijke maatregelen. Dan zou het eronder vallen. Maar dat overleg, b.v. op monetair terrein, kan ook betrekking hebben op punten, die ook nu in Nederland zelf tot de bevoegdheden van de Regering behoren.

Onder de werking van het amendement zouden wel vallen — en naar het oordeel van de Regering ook zonder overwegen de bezwaren kunnen vallen — de overeenkomsten, voorzien in de artikelen 20, 135 en 220.

Artikel 20 — ik heb het nu natuurlijk over de E.E.G. — raakt kwesties van het douanetarief. Het gaat daar aanvankelijk over overeenkomsten, uitermate belangrijke overeenkomsten, en die zouden aan de goedkeuring van de wetgever kunnen worden onderworpen. Men moet daarbij wel in het oog houden, dat dit alleen tijdelijk geldt, omdat volgens het verdrag ten slotte de raad, wanneer tegen het einde der eerste etappe nog geen overeenstemming is bereikt, kan vaststellen wat er zal gebeuren. Maar het is belangrijk, hoe in het begin deze zaak geregeld wordt.

Artikel 135 raakt overeenkomsten betreffende het vrije verkeer van werknemers. Ook een dergelijke uitvoeringsovereenkomst zou zeer goed aan het oordeel van de wetgever kunnen worden onderworpen.

Artikel 220 schrijft overleg voor tussen Lid-Staten o.a. over de bescherming van personen en rechten, afschaffing van dub-

bele belasting en dergelijke. Ook dit zou aan het oordeel van de wetgever kunnen worden onderworpen. De Regering zou daartegen geen bedenking hebben. Hetzelfde geldt bij de Euratom voor het artikel betreffende de vaststelling van het gemeenschappelijke buitentarief voor nucleaire goederen en produkten.

Artikel 94b ligt in dezelfde lijn als het artikel betreffende de tariefkwesties in de E.E.G.

Naar het oordeel van de Regering zou het echter wel zeer bezwaarlijk zijn, als artikel 45, het artikel betreffende de landbouwcontracten op langere termijn, onder het amendement zou vallen. Dit is, geloof ik, een punt, waarvan het wenselijk is, dat het speciaal onder het oog wordt gezien. Misschien is het mogelijk, dat in de loop van de discussies mijn collega van Landbouw over dit punt iets zegt. Er is gedacht — hij sprak vanniddag reeds over die contracten — aan de aankoop van produkten, aan contracten op langere termijn, waarin wordt overeengekomen, dat men desnoods bereid is een hogere prijs te betalen dan men anders zou betalen. Dit geldt wederkerig, zodat men poogt het voordeel voor de landen in evenwicht te houden. Het gaat over prijzen en hoeveelheden met allerlei voorschriften daaromtrent. Het gaat ook over de mogelijkheid, dat men grondstoffen vanuit het buitenland kan betrekken, als daaraan behoefte bestaat, tenzij de raad besluit, met eenparigheid van stemmen de nodige uitkeringen toe te kennen om het verschil goed te maken tussen de twee prijzen.

Het is een vrij gecompliceerde zaak, in beginsel een verplichting tot het afsluiten van contracten op langere termijn naar bepaalde normen, maar waarbij men moet onderhandelen over prijzen en hoeveelheden.

Men streeft hierbij dus naar wederkerigheid. Ten slotte kan de raad onder bepaalde omstandigheden bevorderen, dat uitkeringen worden gedaan. De aanvankelijke indruk der Regering is, dat het zeer veel bezwaren zou oproepen, indien dergelijke contracten de wetgever moesten passeren. Men moet daarbij bedenken, dat wat wij vragen uiteraard ook de wederpartij zal begeren, vooral het Parlement van de wederpartij. Stel, dat Frankrijk prijs stelt op contracten op langere termijn; stel, dat hier het Parlement zou zeggen, omdat het wil weten — ik erken het belang van de zaak; ik zeg niet, dat dit een kleinigheid is —, omdat het wil weten wat de prijzen zijn, de wederzijdse voordelen enz.: „Wij willen deze overeenkomsten behandelen”, dan zal het Franse Parlement, dat niet geheel onverschillig zal staan tegenover de belangen van de landbouw, zeggen: zo moeten wij ook handelen. Of wij dat soort contracten dan inderdaad goed tot stand kunnen brengen, daarachter zet de Regering, toch nog wel een vraagteken. Nu heb ik in gesprekken buiten deze openbare beraadslaging ook ten aanzien van andere punten horen spreken over de vraag of zij onder het amendement zouden vallen of niet, b.v. artikel 40 in samenhang met artikel 43, wat betreft regeling van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de gemeenschappelijke ordening van de landbouwmarkt. Dat kan er naar mijn overtuiging niet onder vallen, want in artikel 43 staat duidelijk, dat ten slotte de raad beslist. Daarom gaat het. Het is ten slotte dan niet een overeenkomst, hoe gewichtig het ook is.

Ik heb reeds iets gezegd over de coördinatie van het monetair beleid.

Voor zover zij tot wetswijziging aanleiding geeft, is zij onderworpen aan de goedkeuring van de Staten-Generaal.

Gaat het echter om het beleid, dat ook nu binnen de bevoegdheid van de Regering valt, dan zou die goedkeuring niet vereist zijn.

Dit zijn de punten, waarom het naar mijn mening in hoofdzaak gaat, maar daarbij zijn deze laatste niet het lastigst. De voornaamste moeilijkheid ligt in de vraag: wil men onder het amendement ook laten vallen de overeenkomsten op lange termijn, die wij beschouwen als een soort contracten, die de Regering ook nu bevoegd is aan te gaan?

Er is ook nog een artikel 118 over nauwe samenwerking op sociaal gebied. Ook daarbij ligt het wederom zo: er zijn punten, waarbij de Regeringen bevoegd zijn te handelen; er

Minister Drees

zijn andere, die de wetgeving raken. In het laatste geval ligt het voor de hand, dat zij de Staten-Generaal passeren.

Ik heb hiermede willen doen uitkomen, hoe wij tegenover het amendement staan, niet afwijzend in beginsel, maar met een grote vraag op een zeer belangrijk punt.

Dan het amendement van de heer Oud, dat zowel door de heer Oud zelf als door de heer Korthals is toegelicht en verdedigd en waarin gevraagd wordt in te voegen een artikel, bepalende, dat zorg gedragen wordt, dat in de akte van bekrachtiging wordt opgenomen, dat wij er bij bekrachtiging van zijn uitgegaan, dat bij de uitwerking en toepassing van het verdrag zal worden rekening gehouden met Nederlands bijzondere demografische gesteldheid, welke noodzaakt tot een verdergaande expansie van de werkgelegenheid, en wel in een aan die gesteldheid aansluitend tempo.

Ik moge vooropstellen, dat er bij de Regering, wanneer zij op dit punt bezwaren oppert, niet de allergeingste gedachte is dat te doen, omdat het amendement van de zijde van de oppositie komt en het als een destructief amendement zou moeten worden beschouwd. Het is overigens niet altijd eenvoudig te weten, wie tot de oppositie behoort en wie de Regering steunt; dat hangt weleens af van de omstandigheden. De heer Oud zal er zich echter rekenschap van gegeven hebben, dat deze zaak besproken is in de Commissie van Voorbereiding, toen van andere, van zeer verschillende zijden, deze gedachte geopperd werd en het oordeel van de Regering gevraagd werd, en dat toen de Regering heeft gezegd welke haar bedenkingen waren.

Wij zijn het natuurlijk volstrekt eens over het feit, dat de bijzondere demografische gesteldheid van Nederland zeer bijzondere eisen stelt. Ik heb reeds een vergelijking gemaakt met België. Wanneer men in tien jaren een miljoen mensen méér erbij krijgt in Nederland dan in België, dan wil dat wat zeggen. Ik beschouw zelfs de dichtheid van onze bevolking en de snelle groei van onze bevolking als het centrale probleem van Nederland, dat ten grondslag ligt aan tal van moeilijkheden en spanningen, waarvoor wij staan. De Regering is zeker van oordeel, dat het van grote betekenis is, dat hiermede ook in de Euromarkt rekening zal worden gehouden. Desondanks heeft zij niet het gevoel, dat men door dit amendement enig wenselijk resultaat zou kunnen verkrijgen. Natuurlijk hopen wij, ook al is de aanneming van het verdrag verzekerd, dat een zo groot mogelijk aantal leden van deze vergadering zich erachter zal stellen, omdat dit van grote morele waarde is. Wij zien ook gaarne, dat bij ons volk een zo groot mogelijk vertrouwen bestaat, maar ik kan niet inzien, dat dit zou kunnen worden verkregen door dit amendement.

Wat de externe werking ervan betreft — onze bedenkingen zijn uiteengezet in het verslag, dat over de besprekingen in de Commissie van Voorbereiding is verschenen —, zou ik nog het volgende willen zeggen.

De geachte afgevaardigde de heer Oud heeft gezegd: wij bedoelen geen reserve, wij bedoelen geen voorwaarden, geen voorbehoud, maar als men in een akte van bekrachtiging iets dergelijks opneemt, dan beginnen de partners zeker te veronderstellen, dat men toch iets dergelijks er wél mee bedoelt: wij nemen het verdrag aan, maar in het vertrouwen, dat dit of dat zal gebeuren. Als men ons dan vraagt: wat bedoelt gij precies? en als wij dan nog eens de betekenis van de zaak, die voor mijn gevoel duidelijk en belangrijk is, onderstrepen en zeggen: wij bedoelen geen voorwaarde te stellen en geen voorbehoud te maken, maar iets te bereiken, dat wij via het verdrag toch zouden kunnen bepleiten, dat zullen wij naar mijn gevoelen eerder zwak staan dan sterk. Voor mij is niet het artikel 104, waarin wordt gezegd, dat moet worden gezorgd voor een zo goed mogelijke werkgelegenheid, de hoofdzaak. Men zou kunnen zeggen: daarnaast zou u het toch nog kunnen doen. Wanneer wij echter deze zeer ongebruikelijke voorwaarde in de akte van bekrachtiging opnemen en wij daarop een nadere toelichting moeten geven, zal die, hoe warm wij

Minister Drees e. a.

de zaak ook trachten te verdedigen, op onze partners toch eerder een indruk van zwakte maken.

Er zijn ook wensen uitgesproken in de Duitse Bondsdag en in de Franse Assemblee, ver gaande wensen ten dele, maar die zijn gericht tot de betrokken Regeringen. De Duitse Bondsdag en de Franse Assemblee hebben tot hun Regeringen gezegd: wij vertrouwen erop, dat gij bij de uitvoering van het verdrag erop zult aandringen, dat dit en dat geschiedt. Men kan het daarmee eens zijn of niet, maar het is een normale vorm dit is een aandringen bij de eigen Regering: doe dit of dat. Maar dit op te nemen in de akte van bekrachtiging zonder dat het gezag heeft, is een vorm — al zullen er geen ongelukken van komen —, die mij niet aanspreekt en waardoor naar de mening van de Regering niet een versterking van onze positie zal worden verkregen, maar eerder een verzwakking.

Daar komt nog bij, dat dit amendement alleen zegt, dat rekening zal worden gehouden met Nederlands bijzondere demografische gesteldheid, welke noodzaakt tot een voortgaande expansie van de werkgelegenheid in een aan deze gesteldheid aansluitend tempo. Mijnheer de Voorzitter! Dit zegt nog niets over de maatregelen, die daaruit zullen moeten voortvloeien. Men kan verdedigen, dat ter wille van de werkgelegenheid een zo ruim mogelijk verkeer en zoveel mogelijk vrijhandel nodig zijn. Het laat zich ook denken, dat men zegt: wij hebben daartoe een bijzondere protectie nodig, b.v. die opvoedende protectie, waaraan Nederland ook wel eens gewerkt heeft.

De geachte afgevaardigde de heer Oud en ik zullen het eens zijn over de gedachte, dat een ruimer verkeer en een grotere vrijheid de voorkeur verdienen, maar in zich zelf zegt het feit: men moet opletten, niet wat men in werkelijkheid zou willen. Men zou b.v. ook kunnen zeggen: dan moeten wij een groter deel van het investeringsfonds hebben dan een ander land, omdat wij meer behoefte aan investering hebben, en later allerlei denkbeelden hierachter kunnen voorstellen. In die zin spreekt het toch eigenlijk nog maar weinig uit.

Ik vind het jammer, dat ik deze bezwaren moet opperen. Wij stellen er prijs op, dat er een zo groot mogelijke medewerking en vertrouwen is. Wij achten deze zaak gewichtig. Ik geloof echter, dat het misverstand zou wekken om dit in de akte van bekrachtiging op te nemen en dat men niet het resultaat zal bereiken, dat de voorstellers daarmee beogen.

Rest mij alleen de voorstellen van de geachte afgevaardigde de heer Blaisse om met vermelding van het belang van deze beide aangelegenheden, de werkgelegenheid en de bevolkingsdichtheid, aan te dringen op een jaarlijks verslag over de werking der verdragen aan de Kamer, waarbij mede met deze problemen in het bijzonder rekening wordt gehouden. Bij de Regering bestaat daartegen uiteraard geen bezwaar; wanneer er van uit de Kamer niet enigerlei bedenking zou rijzen, zal, als de betreffende artikelen aan de orde zijn, de Regering gaarne bereid zijn deze amendementen over te nemen. Ik zeg alleen naar parlementair gebruik: indien niet van uit de vergadering enig bezwaar mocht rijzen, wat ik niet waarschijnlijk acht.

Hiermede heb ik aanvankelijk, in deze eerste termijn, de indrukken van de Regering met betrekking van het voor en tegen van de gedane voorstellen gegeven en daarmee mijn taak bij deze beantwoording volbracht.

Ik wil ten slotte alleen, gegeven het zeer grote belang van de voorstellen, die voor ons liggen, de hoop uitspreken, dat een zo groot mogelijke meerderheid zich ermee zal verenigen, wat ertoe zal bijdragen vertrouwen in ons volk te wekken, en dat ons volk dan straks, waar hier geen zekerheden worden gegeven in het verdrag, inzonderheid de E.E.G. — Euratom is zeer algemeen aanvaardbaar geacht —, maar grote kansen worden geboden, ook het elan zal weten op te brengen om die kansen te benutten.

De Voorzitter: Er zijn bewindslieden aanwezig, die nog niet het woord hebben gevoerd.

Voorzitter e. a.

Ik meen echter te mogen aannemen, dat het lijstje van sprekers van de zijde van de Regering nu is uitgeput.

De vergadering wordt voor vijf minuten geschorst.

De vergadering wordt hervat.

De Voorzitter: Ik geef het woord aan de heer Lamberts, die mij heeft medegedeeld, dat hij een motie van orde aan de vergadering wenst te presenteren.

De heer Lamberts (P.v.d.A.): Mijnheer de Voorzitter! De medisch-hygiënische vraagstukken bij de komende ontwikkeling van de kernenergie in Nederland en West-Europa zijn voor ons land van zo grote importantie, dat dit de meest stringente maatregelen van de Regering vergt, ten einde niet te herstellen schade aan de gezondheid van ons volk te voorkomen.

Dit probleem is te dringender, omdat wij voor een groot deel van deze gevaren afhankelijk zullen zijn van de gezondheidstechnische eisen en voorschriften van onze Euratompartners in hun eigen landen.

Juist omdat de praktische mogelijkheid bestaat, dat de Nederlandse wateren de vergaarbak zullen worden van in andere Westeuropese landen geloosde radioactieve afvalstoffen, is het de plicht van de Nederlandse Regering in Euratomverband de scherpste radiobiologische normen te eisen, deze normen zelf mede te vervolmaken en de gezondheidstechniek van de dosimetrie mede verder te ontwikkelen.

Hiervoor zal het nodig zijn, dat ons land niet alleen over uitvoerende, doch ook over creatieve deskundigen beschikt, die door eigen gezondheidstechnische en radiobiologische research respect weten af te dwingen van de deskundigen van onze Euratompartners. Wat de radiobiologie betreft, zijn wij daar gerust op, maar voor de gezondheidstechniek niet.

De Memorie van Antwoord was op het punt van de opleiding van deze deskundigen onbevredigend en het antwoord van de Regering, dat wij nu hebben gekregen, was onvoldoende om onze verontrusting op dit punt weg te nemen.

Mijnheer de Voorzitter! Daarom wilde ik gaarne, mede namens de mede-ondertekenaars, een motie van orde indienen, die ik bij deze op uw bureau deponeer.

De Voorzitter: Door de heren Lamberts, Patijn, Calmeyer, Schmal, Hazenbosch, Korthals, Janssen, De Vreeze, Blaisse en Van der Goes van Naters wordt de volgende motie van orde voorgesteld:

De Kamer.

Gehoord de discussie over het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie;

Van oordeel, dat het nodig is aan de bescherming der gezondheid bij de opwekking van kernenergie en het gebruik van radio-actieve materialen de grootst mogelijke aandacht te besteden;

Er van kennis nemende, dat in ons land nog geen volledige opleidingsmogelijkheid voor deskundigen op het terrein der gezondheidsbescherming tegen radio-activiteit is tot stand gekomen;

Nodigt de Regering uit, zo spoedig mogelijk, bij voorkeur in het kader van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie en, indien dit vruchtbaar zou worden geacht, in samenwerking met België over te gaan tot het vestigen van opleidingsmogelijkheden voor specialisten op het gebied van de gezondheidsbescherming tegen gevolgen van radio-actieve straling.

Voorgesteld door tien leden, kan deze motie van orde een onderwerp van beraadslaging uitmaken.

De Voorzitter: Ik stel voor, deze motie van orde te behandelen bij deze algemene beraadslaging.

Daatoe wordt besloten.

De heer Blaisse (K.V.P.): Mijnheer de Voorzitter! Met grote belangstelling en spanning heb ik geluisterd naar de antwoorden van de verschillende Ministers hedenmiddag en in het bijzonder naar dat van de Minister-President hedenavond. Het is niet mijn bedoeling in tweede instantie diep in te gaan op allerlei facetten van de verdragen of op de opmerkingen, die ik gemaakt, en de vragen, die ik heb gesteld. Ik behoef dit te minder te doen, omdat verschillende zaken door de bewindslieden tot tevredenheid van mijn politieke vrienden en mij zijn beantwoord.

Het ligt in mijn bedoeling slechts een enkele opmerking te maken. De Minister van Buitenlandse Zaken heeft in verband met de vrijhandelszone gezegd, dat men moet hebben een politieke en economische visie bij dergelijke grootse ideeën en dat men die stellig niet alleen uit de technische hoek moet benaderen. Wij moeten daarmee voorzichtig zijn, want hoe groot onze visie ook is, als wij daarnaar niet een bepaalde technische vorm kunnen geven, komen wij heel ergens anders terecht dan wij aanvankelijk gedacht hadden. Dat is zeer typisch het geval bij de vrijhandelszone. Ik vind de stelling van de Minister van Buitenlandse Zaken en de Minister van Economische Zaken zeer bevredigend. Men erkent, dat er regelingen moeten worden getroffen voor de distorsies, distorsies, in de eerste plaats voortvloeiend uit het aanmerkelijke verschil ten aanzien van het niveau van invoerrechten ten opzichte van derde landen en distorsies, voortvloeiende uit andere gedragingen, zoals het concurrentieregime en het algemeen economisch beleid. Ik vind dat een juiste stelling. Ik herinner aan wat de Minister van Economische Zaken zei met betrekking tot b.v. tabak, nl. dat het voor hem onaanvaardbaar zou zijn, indien dergelijke distorsies zouden blijven bestaan. Ik ben het daarmee eens. Ik ben hem zeer erkentelijk voor zijn zakelijke opvattingen te dezen.

Ik zou de Minister van Buitenlandse Zaken nog eens uitdrukkelijk willen herinneren aan hetgeen wij gevraagd hebben omtrent de zetel van de organisaties. Het is de uitdrukkelijke wens van al mijn politieke vrienden en mij om te proberen zoveel mogelijk concentratie te bereiken, in ieder geval in een hoofdstad in West-Europa, waarbij wij voor ogen hebben Parijs of Brussel. Met name is bij ons gevallen de uitspraak, dat Straatsburg wel hoogst ongelukkig zou zijn als zetel voor de K.S.G., de E.E.G. en Euratom. Wij hebben ons niet uitgesproken over de Raad van Europa.

Mijnheer de Voorzitter! Ik zou graag nog een enkele opmerking willen maken met betrekking tot het betoog van Minister Zijlstra. Ik zei reeds, dat ik hem erkentelijk ben voor zijn uiteenzetting met betrekking tot de vrijhandelszone. Ook voel ik mij voldaan, ik mag zeggen zeer voldaan, over de beschouwingen van de bewindsman inzake artikel 37 betreffende de monopolies. Ik verwacht, dat hetgeen de Minister hierover heeft gezegd, stellig bevrediging zal geven aan degenen, die met deze onzekerheid in de komende jaren zullen worden geconfronteerd, te weten de formele vrijmaking van de monopolies, b.v. in Italië en Frankrijk, maar ook in Duitsland. Het zou inderdaad onevenwichtig zijn, indien het regime ten aanzien van het buitentarief onmiddellijk zou worden ingesteld, zonder dat het voordeel van de gemeenschappelijke markt gelding zou krijgen voor de betreffende takken van handel en industrie.

In de derde plaats ben ik de Minister van Economische Zaken ook zeer erkentelijk voor wat hij zei ten aanzien van de samenwerking met het bedrijfsleven. Ik weet, hoezeer men daar op het ogenblik van harte meewerkt in het overleg met betrekking tot de vrijhandelszone.

Met betrekking tot de vrijhandelszone wil ik nog een laatste opmerking maken. Ik heb met een zekere instemming, maar zonder dat ik nog een goed oordeel kan geven, kennis genomen van de brief der werkgevers, die eigenlijk het standpunt vertolkt, dat eerst nu eens die gemeenschappelijke markt moet

Blaisse

worden ingespeeld alvorens weer nieuwe bindingen te maken. Eerst zal de gemeenschappelijke markt zich moeten oriënteren omtrent haar gemeenschappelijke politiek en omtrent de wijze, waarop zij moet werken. Daar gaan ongetwijfeld één, twee, drie jaren mee heen; zeker het hele jaar 1958. Wij hebben dus met de vrijhandelszone geen haast, in zoverre uit die haast zou voortvloeien een verkeerde conceptie, die nadelige gevolgen voor de toekomst zou hebben. Op zich zelf, ik herhaal het, zijn mijn politieke vrienden en ik, erkennende de grote politieke betekenis van de vrijhandelszone, voorstanders van een dergelijk streven en van het bereiken van een overeenkomst op dit terrein.

Mijnheer de Voorzitter! Ik kom nog eens even bij de Minister terug op de artikelen 85 e.v. Ik heb nog eens zeer nauwkeurig overgelezen het arrest van de Hoge Raad: het cognac-arrest over „self executing”.

Ik moet de Minister gelijk geven, dat dit arrest niet zo goed is, als ik het aanvankelijk heb geciteerd. U zou bijna zeggen, Mijnheer de Voorzitter: het is misschien het omgekeerde van wat ik aanvankelijk heb gesuggereerd. Ik maak daarbij een kanttekening, een kanttekening, die hieruit bestaat, dat ten eerste de lagere instanties, rechtbank en hof, zich wel hebben uitgesproken over de „self executing”. Ik geef uiteraard toe, dat de uitspraak van de Hoge Raad beslissend is voor de vorming van de rechtsverhoudingen en de rechtsopvatting in ons land, maar het is toch nog iets anders, wanneer een dergelijke uitspraak in drie instanties in dezelfde richting zou zijn geweest. Er is nog wel twijfel, temeer, waar ik ook nog lees in de overwegingen van de uitspraak van de Hoge Raad, dat ook het feit tot de beslissing mede ertoe heeft bijgedragen, „dat ingevolge de notawisseling enz. . . . voor een ieder op Nederlands grondgebied de voormelde verplichting in het leven zou hebben geroepen, dit destijds niet ter algemene kennis bracht, erop wijst, dat de Regering het evengenoemde standpunt van het Instituut niet innam;”.

Hier blijkt dus wel degelijk — men vindt het in de voorlaatste alinea van het arrest —, dat ook de kwestie van de publikatie als zodanig daarbij een rol heeft gespeeld. In ieder geval is bij de E.E.G. een volledig duidelijke publikatie voor een ieder gegeven.

Waar het op neerkomt, is — de Minister weet het uit mijn betoog in eerste instantie —, dat het gaat om twee mogelijkheden.

De eerste is de meest eenvoudige. Als eens waar zou zijn, dat de interpretatie van de Minister de juiste zou zijn, dan hebben wij hier te doen met een stuk beginselwetgeving, principewetgeving, ook wel genoemd instructie-normen, hetgeen overeen komt met enkele andere artikelen in het verdrag, zoals artikel 88 en artikel 87 inzake de nadere uitwerking van de beginselen van artikel 85 en 86.

Ik lees het altijd nog iets anders. Ik zie het als een stuk verbodswetgeving. Laten wij er echter nu niet langer meer over twisten, al blijft het voor mij toch wel een juridische puzzel. Het verdrag bevat allerlei tegenstrijdigheden en onduidelijkheden, die de rechtszekerheid bepaald niet ten goede komen. Wanneer nu echter eens — en dat vind ik het verhelderende element in de uiteenzetting van de Minister — onverhoopt toch het beginsel van de verbodswetgeving zou worden aanvaard en erkend en ook door de partners zou worden bevestigd, dan hebben wij nog altijd twee ways out, twee gerechtvaardigde ontsnapingen. Zelfs binnen de gedachte van onze eigen mededingingswet hebben wij de vrijstellingsmogelijkheid en dit is ook uitgesproken in artikel 85, lid 1, met de woorden „ongunstig beïnvloeden”. Het is goed, dat de Minister daarop nog eens de aandacht heeft gevestigd, in aansluiting aan hetgeen ik zelf heb gezegd, omdat de Nederlandse taal naast de Franse tekst bindend is. Hier staat dus duidelijk „ongunstig” kunnen beïnvloeden. Bovendien geeft ons de uitzondering van het derde lid de mogelijkheid bepaalde afspraken onverminderd van kracht te doen zijn.

Mijnheer de Voorzitter! Ik had nog een enkele opmerking te richten tot de Minister van Verkeer en Waterstaat. Laat ik het zo formuleren, dat het gezond verstand — de Minister heeft gezegd, dat hij zich op dit punt zeer wel in mijn gedachting kon vinden — in deze acht jaar zal overheersen. Het gezond verstand zal moeten zegeviereren bij de uitwerking van een gemeenschappelijk vervoersbeleid in deze periode, want het is en blijft een duistere zaak.

Mijnheer de Voorzitter! Er is een technische kwestie, die ik nog steeds niet begrijp — ik zal niet verder bij de verschillende artikelen stilstaan —, nl. de non-discriminatiebepaling van artikel 79, lid 1. Hierin ligt een gelukkig beginsel, maar de regeling wordt naar mijn mening weer ontzield door de bepaling van het tweede lid. Nu heeft de Minister vanmiddag getracht mij ervan te overtuigen, dat het anders moet worden gezien, nl. in verband met artikel 75. Nu weet ik, dat in artikel 75, eerste lid, sub b, over voorwaarden wordt gesproken, aan welke moet worden voldaan om bepaalde vervoerders toe te laten in een ander land. Hieruit blijkt duidelijk, dat die voorwaarden discriminerend kunnen zijn, zodat een Nederlandse maatschappij in Duitsland of in Frankrijk met andere activiteiten moet optreden en met andere mogelijkheden te maken heeft dan een inheemse maatschappij. Daarom is ook nodig, dat op het beginsel van de non-discriminatie een uitzondering wordt gemaakt, want anders kan men later zeggen: „ik word discriminatoir behandeld en dit is in strijd met het verdrag!” Vandaar de uitzondering van artikel 79, lid 2. Ik hoop eigenlijk, Mijnheer de Voorzitter, dat ik mij vergis, maar vooralnog wacht ik met spanning het antwoord van de Minister daaromtrent af.

Ik kom thans tot het betoog van de Minister-President. Maar eerst wil ik nog iets zeggen over hetgeen hij heeft gezegd in zijn kwaliteit van Minister van Financiën ad interim. Ik heb zijn uiteenzetting inzake de monetaire samenwerking begrepen. Ik heb zelf ook duidelijk gesteld, dat een gemeenschappelijke monetaire politiek helaas niet mogelijk is en dat dit ook niet van het verdrag kan worden verwacht. Men mag in het verdrag niet meer lezen dan erin staat, maar ook niet minder. En hier is er misschien iets minder. Hier ligt echter een taak, deze kwestie in de toekomst te ontwikkelen. Ik kan mij met de uiteenzetting van de Minister-President op dit punt geheel verenigen.

Ik wil nu nog gaarne iets zeggen over de amendementen, en wel in de eerste plaats over het door mij voorgestelde amendement betreffende uitvoeringsovereenkomsten, die mogelijkerwijze uit het verdrag voortvloeien en welke dan ter goedkeuring aan de Staten-Generaal moeten worden onderworpen. De Minister-President heeft in de eerste plaats gezegd, dat hij geen principiële bezwaren had; hij heeft zijn stelling echter verder ook aan de hand van voorbeelden ontwikkeld. Ik moet hem herinneren aan artikel 62 van de Grondwet, dat onder zijn leiding tot stand is gekomen en waarbij doelbewust de stilzwijgende goedkeuring is geïntroduceerd. Die stilzwijgende goedkeuring is een gelukkige zaak, omdat er uitvoeringsovereenkomsten zijn, die ter goedkeuring aan de Kamer moeten worden voorgelegd en die geruisloos van kracht kunnen worden en in werking treden. Wij zien vaak, dat bepaalde zaken aan het Parlement formeel worden voorgelegd en dat er zich geen enkele moeilijkheid voordoet. Ik denk hier bij voorbeeld aan naturalisatieontwerpen. Geen sterveling, die er ooit aan denkt bezwaren te maken, althans, naar ik meen, hier niet. Ik vind hier nu een bepaalde analogie. Waar het om gaat is, dat wij eigenlijk in concreto moeten beoordelen, wat ons te doen staat ten aanzien van een uitvoeringsovereenkomst. Het beginsel, dat de uitvoeringsovereenkomst aan ons wordt voorgelegd, vind ik zeer normaal, zeker op een gebied, waarmede wij 15 jaar lang te maken zullen hebben. Ik zeg uitdrukkelijk, dat het geenszins te maken heeft met een traineren van de uitvoering of toepassing van het verdrag. Er is echter een aantal ontwikkelingen, die wij zeker niet kunnen voorzien. Een bewijs hiervoor is, dat wij eigenlijk nu zo dokterend aan de artikelen, waarop dit amendement niet en dat wel van toepas-

Blaisse

sing zou kunnen zijn, niet direct kunnen zeggen van een aantal dingen: daarop slaat het wel en daarop slaat het niet. Wij overzien de zaken dus niet. Eén ding is zeker, nl. dat in hoofdzaak de uitvoering, waarvoor wij komen te staan, in wezen loopt binnen de procedure, in het verdrag voorgeschreven, nl. over de organen van het verdrag. Dat is de normale uitvoering, waaraan wij met ons amendement niet tornen. Dit is — zo goed ken ik het verdrag bepaald — het belangrijkste deel van de E.E.G., 80 tot 90 pct. voor mijn part. Wat overblijft, is in het verdrag niet geheel te overzien, maar er zijn méér belangrijke uitvoeringsovereenkomsten denkbaar. Ik denk b.v. aan artikel 40, dat de Lid-Staten een gemeenschappelijk landbouwbeleid zullen ontwikkelen. Er komen dan allerlei moeilijk leesbare bepalingen met een grote taak voor de Raad van Ministers en de commissie. Dat is begrijpelijk, want die moeten het doen. Wij verwachten echter wel, dat er in de loop der jaren bepaalde overeenkomsten tot stand komen, die wellicht van grote betekenis kunnen zijn. Het is dan naar mijn mening het recht van de Kamer, daarover een oordeel uit te spreken. Zo wordt genoemd artikel 20 betreffende lijst G en artikel 135 inzake het vrije verkeer van werknemers, de dubbele belasting van artikel 220. Ik zou hieraan nog andere voorbeelden kunnen toevoegen en kunnen wijzen op artikel 105, betreffende de coördinatie van de economische en monetaire politiek. Is dat een ondersje van de Ministerraad? Misschien kan een en ander in de Ministerraad veelal goede resultaten opleveren, maar het is geenszins uitgesloten, dat bij werkelijke coördinatieafspraken op het gebied van het monetaire beleid b.v. een stuk gemeenschappelijke kredietwetgeving ontstaat, een stuk gemeenschappelijke monetaire politiek in onderdelen, die vanzelfsprekend dan van groot belang zijn voor het Parlement, maar ten aanzien waarvan de Regering zou kunnen beweren, als wij ons dat recht althans niet uitdrukkelijk zouden hebben voorbehouden, dat zij binnen het kader van de uitvoeringsovereenkomsten niet aan de goedkeuring van de Staten-Generaal zouden behoeven te worden onderworpen. Dat zou ik een zeer ongelukkige gang van zaken vinden.

In 15 jaar kunnen vele onvoorzene omstandigheden leiden tot nadere, belangrijke uitvoeringsovereenkomsten. Misschien zal dit geval zich niet in zo sterke mate voordoen. Ik kan dat niet overzien. Het enige punt, waarmede de Minister eigenlijk zijn stelling adstrueert, is artikel 45, dat handelt over de long-term-contracten. Ik ben van plan vast te houden aan de algemene omschrijving, die het amendement heeft gekozen, ook met betrekking tot de long-term-contracten, omdat het hier over hoeveelheden kan gaan voor een periode van misschien wel 2, 3 of 4 jaar.

Ik heb ook weleens gedacht aan een vergelijking met het Wheat-agreement. Dit agreement is ook hier aan de orde geweest. Toen een stilzwijgende goedkeuring werd overwogen, is door een bepaalde groep voorgesteld, het wel in discussie te brengen. Daar kunnen allerlei prijsregelingen en normen uitgewerkt worden, waarvan het nuttig is, dat zij in openbare discussie komen. Soms behoeft dat niet het geval te zijn. Dat hangt van het concrete geval af. Nu vind ik, dat er juist in artikel 62 van de Grondwet een prachtig correctief is gelegen, op grond waarvan de Kamer haar standpunt kan bepalen en kan zeggen: dit komt redelijkerwijze niet voor openbare behandeling in aanmerking; hier wordt de procedure van de 30 dagen gevolgd en dan geldt het automatisch. Dit ligt nu juist typisch binnen de controlerende taak van het Parlement.

Dit is hetgeen ik gaarne over mijn eigen amendement naar voren wilde brengen. U begrijpt, Mijnheer de Voorzitter, dat ik in redelijkheid moet concluderen, dat ik en degenen, die met mij dit amendement hebben voorgesteld, het moeten handhaven. Wij hebben even overwogen, of er een goed criterium zou kunnen worden gevonden. Ik vind bepaaldelijk niet, dat een poging tot het vinden van zulk een criterium geslaagd kan worden genoemd, wanneer men met name alle artikelen gaat noemen. Dat is een onmogelijke zaak. Daarmede maken wij fouten. Dat zou niet in overeenstemming zijn met de verant-

Blaisse e. a.

woordelijkheid, die wij bij deze uiterst belangrijke materie menen te moeten dragen.

Ik wil nog een enkel woord zeggen met betrekking tot het amendement van de geachte afgevaardigde de heer Oud. De Regering, en in het bijzonder de Minister-President, weet van het overleg, dat in de Commissie van Voorbereiding heeft plaatsgevonden. Nu de Regering het in de grond van de zaak niet anders heeft geformuleerd — en dat kan ik begrijpen — dan dat zij van mening is, dat geen versterking van het standpunt zal worden bereikt door een bepaalde passage in de oorkonde van ratificatie op te nemen, en ik geenszins heb gehoord, dat dit amendement moet worden ontraden of als een gevaar moet worden beschouwd, wil ik verklaren, dat mijn fractie een en ander in beraad zal houden tot na de duplieken, maar dat ik persoonlijk vóór het amendement zal stemmen.

De heer **Korthals** (V.V.D.): Mijnheer de Voorzitter! Ik wil ook beginnen met de Regering dank te zeggen voor het antwoord, dat de Ministers vandaag hebben gegeven. Ik wil vaststellen, dat er niettemin toch een aantal punten van verschil van inzicht blijft, evenals een aantal punten van verschil in waardering van bepaalde feiten. Ik denk er op het ogenblik niet meer aan om al die geschilpunten naar voren te halen. Ik zal b.v. niet meer spreken over hetgeen de Minister van Buitenlandse Zaken en mij verdeeld heeft gehouden en nog verdeeld houdt, nl. het feit, dat de Regering mede in ijlt tempo aan de voorbereiding van dit verdrag heeft medegewerkt. Ik wil liever kijken naar enige andere punten.

Dan wil ik wel zeggen, dat verscheidene uitspraken, die ik van de heren Ministers heb gehoord, door mij met instemming zijn vernomen. Wanneer b.v. de Minister van Buitenlandse Zaken vanmiddag zei, dat de Gemeenschap nimmer autarkisch mag zijn, dan zeg ik, dat wij in dat opzicht de Regering volledig steunen in haar mening en dat wij graag de Regering in de toekomst steunen om dat autarkische te vermijden.

Nu weet ik ook — dat is ook al uit de stukken gebleken —, dat er unanimiteit in de Raad van Ministers vereist is om de rechten omhoog te brengen. Maar ik heb op een goed ogenblik ook gevraagd: hoe denkt gij, dat het mogelijk is om de rechten omlaag te brengen en verwacht gij daarbij steun? Ja, is er gezegd, er kan steun zijn, mogelijk uit de Beneluxlanden, mogelijk ook van de zijde van Duitsland. Laat ik zeggen, dat ik hoop, dat die steun in de praktijk effectief zal zijn. Meer kan ik er op het ogenblik niet van zeggen.

Mijnheer de Voorzitter! Een enkel woord van mijn kant nog over de vrijhandelszone, waarvan ik wil zeggen, dat de Minister van Economische Zaken daarover heeft gesproken in een geest, die ik deel. Ik moet zeggen, dat ik gelukkig was, dat de heer Zijlstra volgde op de Minister van Buitenlandse Zaken, want ook ik was even getroffen door hetgeen, waardoor ook de heer Blaisse was getroffen, nl. door de uitspraak van de Minister van Buitenlandse Zaken, toen hij zeide: wij willen dit vraagstuk benaderen van een politieke en economische visie uit. Daarmee ben ik het eens, maar ik zou toch willen zeggen — en ik heb begrepen, dat de Minister van Economische Zaken zulks ook namens de Regering heeft verklaard —, dat wij goed uit moeten kijken. Toen de Minister van Buitenlandse Zaken zei, dat de Regering dit vraagstuk zou benaderen van een politieke en economische visie uit, schoten mij de woorden in gedachten, die ons geacht medelid de heer Nederhorst gistermiddag heeft gesproken. Hij sprak toen over de onderhandelingen in Brussel en hij zei — als ik het zo even vrij mag nazeggen —: op de onderhandelaars daar rustte een zware hypotheek, omdat men er bij de partners van uit ging, dat men in Nederland die Europese eenheid zo graag wilde. Laten wij dus ook goed bedenken, dat wij aan onze politieke en economische visie, die volledig nodig is, toch volkomen de zakelijkheid paren, die ik van de zijde van de Minister van Economische Zaken heb mogen vernemen.

Ik moet zeggen, dat ik niet tevreden ben over hetgeen de Minister van Buitenlandse Zaken heeft gezegd naar aanleiding

Korthals

van hetgeen in Frankrijk heeft plaatsgevonden. Ik heb gevraagd: hoe moet ik de maatregelen, die door de Franse Regering op 11 augustus jl. zijn genomen, zien in verhouding tot het protocol, dat aan het verdrag is toegevoegd? De Minister heeft mij gewezen op wat ik al in de Memorie van Antwoord had gelezen, nl. die verschillende mogelijkheden, die daar worden uiteengezet. Nu heeft de Minister gezegd: de heer Korthals heeft gelijk, het is een belangrijke aangelegenheid; wij zullen het vraagstuk daarom bespreken zodra de Gemeenschap er is en wij zullen het in de eerste vergadering van de Raad van Ministers aan de orde stellen.

Ja, Mijnheer de President, ik zou willen zeggen, dat ik dat gaarne iets eerder zou zien. Ik vraag mij af, waarom het niet mogelijk is, deze aangelegenheid nu al aan de orde te stellen in de zogenaamde Interim-commissie van de zes landen. Kan men daar niet eens aan de Franse Regering vragen: Wat betekenen die maatregelen? Kan men daar niet vaststellen, welk standpunt de Franse Regering zal innemen, wanneer het verdrag in werking treedt?

Ik kom nu nog even terug op datgene, wat de Minister van Economische Zaken heeft gezegd. Heb ik het goed begrepen, dan zijn de opvattingen van de Minister van Economische Zaken en van mij ten aanzien van de E.E.G. niet zo ver van elkaar verwijderd, al heeft dan misschien de Minister meer op de zonzijde gewezen en heb ik bepaald niet nagelaten ook de schaduwkant hier uiten te zetten. De Minister is bepaald ook niet blind voor het feit, dat de theoretische voordelen, die wij zien in zo'n gemeenschappelijke markt, zeer sterk dubieus gesteld kunnen worden door het feit, dat de economische en de sociale politiek blijft behoren tot het soevereine gezag der Staten.

Ik heb ook met instemming gehoord, dat de Minister een ogenblik sprak over de tabakskwestie. Hoorde ik het goed, dan zei de Minister — ik heb het met bevestiging gehoord, hoewel de zaak daarmee niet opgelost is —, dat het een uiterst ongelukkige zaak is. Ik ga er mee akkoord, dat de Minister wil pogen nog iets te doen. Maar ik vrees toch, dat de Minister de concurrentiemogelijkheid van de Duitse tabak onderschat. De Duitsers zullen met de van hen bekende energie hovendien pogen de tabak, die in Duitsland verbouwd wordt, te gaan verbeteren. Er is gezegd: Wanneer moeilijkheden rijzen kunnen wij het zoeken in de mogelijkheid van verlaging van de accijnzen. Daarvan wil ik zeggen: Wanneer het niet anders kan, dan moet het. Maar laten wij dan hopen, dat wij over twee jaar niet vergeten zijn, dat wij die accijnzen deswege hebben verlaagd en dat wij dan niet, wanneer wij geld nodig hebben, die accijnzen weer gaan verhogen alsof er niets gebeurd is.

Wat betreft de vrijhandelszone — ik heb dit nog niet gehoord — hoop ik, dat bij de inschakeling van het bedrijfsleven ook gedacht wordt aan het bedrijfsleven, dat speciale belangen in Indonesië heeft.

Ten slotte wil ik met betrekking tot de vrijhandelszone een vraag stellen aan de Minister, welke vraag ook in eerste termijn aan de orde is geweest. Ik zou gaarne aan de Minister vragen, of hij een overzicht zou kunnen geven van de invoer van grondstoffen en halffabrikaten uit de E.E.G.-landen, evenals van de invoer uit landen, die eventueel in de vrijhandelszone zouden komen. Daardoor zou beter de betekenis van de vrijhandelszone kunnen worden beoordeeld.

Mijnheer de President! De Minister van Economische Zaken heeft zich ten aanzien van de industrialisatie ook niet zo bezorgd getoond. Hij heeft gezegd: Kijk eens, zie nu toch eens even goed; wij hebben een instrumentarium van in hoofdzaak vijf instrumenten. Dit instrumentarium blijft in hoofdzaak, zo zei hij, in onze handen. De Minister heeft echter zelf ook gewezen op het probleem van onze armoede aan grondstoffen, dat een moeilijk probleem is in deze zaak. De Minister heeft ook gezegd: Ik zie ook wel risico's. Inderdaad, Mijnheer de Voorzitter, er zijn ook factoren, die wij bepaald niet geheel in handen hebben. Wij kunnen niet zien — zoals ik in eerste termijn zeide — mede door het feit, dat de economische en

Korthals e. a.

sociale politiek in handen blijft van de nationale regeringen, in hoeverre de voordelen van de gemeenschappelijke markt zich zullen realiseren. Wij kunnen ook niet zeggen welke invloed het buitentarief zal hebben en ook niet, hoe onze jonge industrieën zich zullen houden en ook niet, wat de gevolgen zullen zijn van de te volgen landbouwpolitiek en van de invloed daarvan op de prijs van ons voedselpakket.

En heb ik de Minister van Sociale Zaken goed beluisterd, dan heeft hij gezegd: Wij kunnen ook niet precies bekijken, waarheen de sociale harmonisatie ons voeren zal. Het is daarom nodig, dat wij met elkaar erkennen, dat er risico's zijn. Ik wil wel zeggen, dat uit de zorg daarvoor, ons amendement geboren is, waarover overigens de heer Oud nog het een en ander hoopt te zeggen.

Ten slotte nog een enkel woord over het verkeer. Naar mijn mening zal het niet mogelijk zijn, dat de Minister van Verkeer en Waterstaat en ik elkaar op dit punt nu in deze enkele minuten zullen vinden. Ik blijf van oordeel, ook na de uiteenzetting van de Minister, dat die vervoersparagraaf zwak is. Ik heb trouwens ook gehoord, dat de Minister zelf zeide: Vele gevoelens, door geachte afgevaardigden geuit, leven ook bij de Regering. Ik heb ook gehoord, dat de Minister zeide: ook ik zie bezwaren, bij mij ontbreekt bezorgdheid niet. Dit is al bijzonder belangrijk, want laten wij het er dan over eens zijn met elkaar, Regering en Parlement, dat wij in de toekomst keihard voor ons belang zullen moeten optreden. Daarvoor is het nodig, dat men de zaken stelt zoals zij zijn en daarom heb ik het in dit parlementaire debat nodig geacht de buitengewoon belangrijke schaduwzijden voor Nederland aan dit verdrag verbonden, hier — om mij zo eens uit te drukken — in het zonlicht te plaatsen. Ik hoop, dat het buitenland ook kennis zal krijgen van datgene, wat hier in het Parlement gezegd is en dat men in het buitenland zal begrijpen, welke zorg er 'en bij de Regering 'en bij het Parlement is. Men weet, dat Nederland steeds heeft gestreefd naar integratie. Men moet ook de zorg kennen, die ons beroert, en ik hoop dan ook dat het verloop van zaken zo zal zijn, dat het buitenland hiervan inderdaad kennis zal krijgen.

Mijnheer de President! Wat op het Europees niveau zal gaan geschieden, zal uiterst belangrijk zijn voor het Europa van zes, ook voor ons land. Er wordt iets gecreëerd, wat van grote betekenis zal zijn, er is gezegd dezer dagen: van historische betekenis zal zijn. Wij hebben daarbij als Nederlanders gemeenschappelijk ook een taak. Ik hoop daarom, dat er nauwe samenwerking zal zijn tussen Regering en bedrijfsleven. Er zal ook een belangrijke taak nog zijn in die economische gemeenschap voor de parlementariërs. In het parlement van die nieuwe gemeenschap, waar in het openbaar van gedachten gewisseld kan worden, bestaat nog een mogelijkheid om op te komen voor goede beginselen en om bezwaar te maken indien anderen de zaak in de verkeerde richting willen sturen. Dat zie ik als een van de belangrijke taken van het Parlement en ik heb daarom met instemming gehoord, dat de Minister van Buitenlandse Zaken zich gesteld heeft achter de motie, gisteren door de heer Burger ingeleid.

Ik zou ten slotte willen zeggen, herhalend hetgeen ik reeds zeide: er gaat iets belangrijks gebeuren. Het worden belangrijke instituten, die gecreëerd zullen worden en het zal nodig zijn, dat Nederland voor deze instellingen belangrijke mensen zal afstaan. Wij hebben belangrijke en bekwame mensen; wij zouden hen gaarne hier houden, maar het is noodzakelijk, in verband met het belang van de zaak, hun gelegenheid te geven op het Europees vlak te werken.

De heer **Burger** (P.v.d.A.): Mijnheer de Voorzitter! In de eerste plaats een korte opmerking naar aanleiding van het door mij namens de commissie ingediende amendement betreffende de mogelijkheid van vergroting van de vertegenwoordiging van de Nederlanders in de Assemblée. Geheel overeenkomstig mijn verwachting — ik heb daarover vroeger ook al eens vragen gesteld en toen heeft de Minister op die vragen in tegemoetkomende en welwillende zin geantwoord — heeft nu ook de

Burger

Minister van Buitenlandse Zaken te kennen gegeven, in te zien, dat een werkelijk behoorlijke behartiging van de belangen, die daar op het spel staan en die zich ook in de parlementaire sfeer uiten, voor Nederland bijna niet mogelijk is bij het aantal afgevaardigden, die wij nu daarheen kunnen sturen, en in verband met een billijke verdeling over de partijen. Ik kan dus niet anders zeggen, dan dat ik de Minister dankbaar ben voor zijn tegemoetkomende houding. Ik hoop, dat deze motie, die, naar ik mag aannemen, met overgrote meerderheid zal worden aangenomen, als uiting niet alleen van het standpunt van de Regering, maar ook van wat in het Parlement leeft, dientengevolge mogelijkwijze toch enige rol zal kunnen spelen in de discussies betreffende deze vraagstukken bij de andere Regeringen. Nu heeft de Minister hieraan zeer terecht toegevoegd, dat hij hoopte, dat het niet alleen van zijn kant moest komen, maar ook van de zijde van de parlementariërs zelf. Dit is zeer juist. Hierop kan de Minister wel aanspraak doen gelden. Ik heb niet de minste reden eraan te twijfelen, dat dit ook in de Assemblée zal gebeuren en ook zal moeten gebeuren, omdat in de praktijk de noodzaak daarvan veel ernstiger dan ik het met woorden kan schilderen, de noodzaak daarvan althans voor de kleinere landen, zal blijken. Ik geloof dus, dat de Minister daarop bepaald kan rekenen.

Nu heeft de Minister in dit verband gezegd teleurgesteld te zijn geweest door een advies van de fractievoorzitters van de K.S.G. Dat was ik ook, maar ik betwijfel, of het een juiste weergave van de situatie is, wanneer de Minister daaromtrent zegt, dat van andere gevoelens niet was gebleken. Het is mij namelijk niet bekend, dat anderen dan de fractievoorzitters individueel zijn gepolst. Ik geloof niet, dat de anderen ook maar de gelegenheid hebben gehad hun mening naar voren te brengen. Ik zou daarom, hoewel ik geen lid ben van de K.S.G.-assemblée, alle voorbehoud in overweging willen geven. Ik zelf heb mij, zodra het advies bekend werd, met de voorzitter van de socialistische K.S.G.-fractie, de tegenwoordige Minister van Buitenlandse Handel van België, in verbinding gesteld en hem gewezen op het bedenkelijke van het advies, dat was uitgebracht. Toen is mij gebleken — het is voor de informatie van de Minister van belang, dat hij dit weet —, hoe weinig duidelijk men zich een voorstelling had gevormd van de werkwijze met plaatsvervangers, zoals men die in de Raad van Europa heeft en die volkomen bevrediging schenkt. Men had het op zich zelf volkomen juiste argument: Hoe kan men serieus werken?; vandaag komt A en morgen kan A niet in een commissie zijn en dan komt zijn plaatsvervanger maar eens, en een volgende keer komt A weer terug; op die manier is eigenlijk niemand behoorlijk op de hoogte. Dit is op zich zelf een zeer juist standpunt, maar er blijkt uit, dat men niet weet, dat de plaatsvervangers in de Raad van Europa permanent zitting hebben in de commissies. Zo is b.v. het plaatsvervangende lid de heer Vos, lid van de Eerste Kamer, vice-voorzitter van de Commissie van Economische Zaken en kan hij als rapporteur optreden en alles doen wat daarmee samenhangt. Men had eenvoudig geen begrip van wat dat plaatsvervangerschap betekent. Ik geloof, dat daardoor het misverstand is ontstaan. Ik geloof, dat ik deze zaak hiermede voldoende heb toegelicht.

In de tweede plaats wil ik erop wijzen, dat ik het accent heb gelegd op een bepaald punt in de Memorie van Antwoord betreffende de hulp aan de zelfstandige onderontwikkelde gebieden. Ik heb daarbij gezegd, dat ik meende te mogen aannemen, tenzij de Regering anders zou verklaren, dat niet alleen dit verdrag wijziging in het ook internationaal beleden standpunt van de Regering had gebracht, maar dat ook geen andere omstandigheden dit hadden gedaan. Ik heb in de beantwoording van de Minister, waar er niet over gesproken is, dientengevolge niet anders dan een bevestiging van dit standpunt kunnen vinden, nl. dat dit standpunt onverkort door Nederland wordt gehandhaafd, zoals het steeds gehandhaafd is. Ik hecht eraan, dat te onderstrepen.

Het punt van de coördinatie is door de Minister-President aangesneden. Dit is een bijzonder interessant onderwerp, doch

ik zal het de Kamer besparen, te meer waar de Minister-President, naar ik dacht, zo veelzeggend zeide, dat het eerst nodig was de coördinatie van de inzichten van de Ministers. Daar zullen wij voorshands enig geduld bij betrachten. Ik wil ook op het punt van de uitvoeringsovereenkomst in het algemeen op de amendementen niet ingaan. Dit behoort niet tot mijn taak en zal door andere leden van mijn fractie gebeuren, hoewel ik de indruk had, dat met betrekking tot de amendementen de Regering niet al te gelukkig heeft gemanoeuvreed. Ik wil toch wel zeggen, dat de praktijk van het instituut van de stilzwijgende goedkeuring van overeenkomsten de Minister-President toch bepaald onvoldoende duidelijk voor ogen staat. Het is wel eens één, misschien twee keer gebeurd, dat er overeenkomsten waren, ten aanzien waarvan het Parlement er prijs op stelde om ze mondeling te behandelen, overeenkomsten, die maandenlang op het Departement hadden gelegen en op het laatste nippertje door het Parlement stilzwijgend moesten worden goedgekeurd, omdat er haast bij was. Toen heeft de Kamer gezegd: In beginsel hebben wij het recht hierover te spreken, dan had u ze eerder moeten indienen! Maar voor wat het overgrote deel van de overeenkomsten betreft, gaat het op de wijze van de stilzwijgende goedkeuring bevredigend.

Vervolgens een opmerking aan het adres van Minister Zijlstra, eigenlijk meer een opmerking, die alleen maar van appreciatie blijk geeft in die zin, dat de uiteenzetting van de Minister eigenlijk meer aanleiding geeft tot discussie in de zin van gedachtenwisseling dan tot een debat. Ik bedoel: hij benadert de vraagstukken telkens op zodanige wijze, dat men denkt: ik zou er nader op willen ingaan, maar het is niet in de eerste plaats mijn taak. Ik geloof ook, dat het niet verstandig zou zijn, wanneer ik dat deed. Ik geloof, dat men vanuit mijn fractie economisch sterker geschat naar voren zal brengen.

Ik heb bijzonder op prijs gesteld de omstandigheid, dat de Minister zich in zijn uiteenzetting ook beroepen heeft op de ontwikkelingsgang met de toch betrekkelijk losse bindingen, die daaromtrent in de Benelux bestonden. Ik moet zeggen: daar zijn bijzonder sterke argumenten in optimistische zin aan te ontlenen, hoewel niemand weet of die twee dingen in een Verenigd Europa parallel zullen lopen. Er zijn bijzonder merkwaardige verschijnselen in die ontwikkelingsgang van de Benelux, die verrassend waren en die bijzonder hoopgevend zijn voor de ontwikkeling van Europa. Ik heb mij daar wel mee beziggehouden en het deed mij genoegen, dat de Minister daar ongevraagd het accent op heeft gelegd. Toen hij dat toch deed, zou ik het bijzonder aangenaam hebben gevonden, als hij daar nu verder ook aan had toegevoegd hoe de positie van een zich gunstig ontwikkelende Benelux kan zijn in een zich gunstig ontwikkelend Verenigd Europa. Het lijkt mij niet zonder betekenis om daarover een beeld te hebben. Niemand heeft het gevraagd en ik kan het de Minister dan ook niet kwalijk nemen, dat hij het niet heeft gedaan. Mocht hij er in tweede instantie een opmerking over maken — ik vraag het niet uitdrukkelijk —, maar mocht hij het ongevraagd willen doen, dan kan ik daar alleen maar dankbaar voor zijn.

Ten slotte zou ik willen zeggen, dat ik de wijze, waarop Minister Suurhoff heeft gereageerd op de uitlating van de geachte afgevaardigde de heer Schuijt, die mij werkelijk had geschokt, gelukkig heb gevonden. Toen ik het het eerst hoorde en met name, zoals ik het in „de Volkskrant” las, dat het volkskapitalisme de arbeider opnieuw vertrouwen zou geven in de juistheid en de rechtvaardigheid van de grondslagen van onze samenleving, dacht ik: iemand, die in zijn eerste speech een dergelijk conformisme aan de dag legt, zal het stellig ver brengen in de wereld. Maar het verdient wellicht aanbeveling niet te reageren in onaangename zin. Integendeel, het lijkt juist om hierop te reageren in de zin, zoals Minister Suurhoff heeft gedaan door te zeggen, dat op een waarschijnlijk goed bedoelde zaak een verkeerd etiket is geplakt. Na alles, wat wij weten van Gesundenes Volksempfinden, volksdemocratie en alle volksdemagogie, die met het voorvoegsel „volks” bedreven wordt, geloof ik, dat wij het woord „volkskapitalisme”

Burger e. a.

bepaald uit het politieke jargon wel kunnen missen. Laten wij het aan de communisten overlaten.

De heer **Van der Goes van Naters** (P.v.d.A.): Mijnheer de Voorzitter! Vanmiddag heeft Minister Luns gezegd: Bij toetreding tot de K.S.G. heeft ons land al een keuze gedaan, die nu wordt geconsolideerd en verbreed. En Minister Zijlstra heeft gezegd: Wat wij nu doen, is de accentuering van een feitelijk zich reeds voltrekend proces. Dat is hetzelfde. Uiteraard, zou ik haast zeggen, zijn de twee Ministers het met elkaar eens, maar daarom is het de klacht van de geachte afgevaardigde de heer Gerbrandy, die ik met zoveel genoegen in Engeland heb vergezeld en van wie ik heb geconstateerd, welk een prestige hij geniet in Engelse parlementaire kringen — ik moet het zeggen: —, daarom is zijn klacht wat tardief. Hij had die klacht moeten doen minstens vijf jaar geleden, toen de K.S.G. kwam en wij wisten, dat dit een principiële kwestie was. Immers, dat, wat er nu gebeurt, stond al aangekondigd in het K.S.G.-verdrag. Toen heeft de geachte afgevaardigde de heer Gerbrandy helemaal niet gezegd, dat wij onze onafhankelijkheid kwijtraakten en dat het Parlement ten onder ging en dergelijke dingen meer. Nu is het daarvoor te laat. Wij hebben die keuze zeer welbewust gedaan en er is geen enkel drama aan de hand. Zeker, op den duur zal ons nationale Parlement een zekere transformatie van taak krijgen, maar die taak zal werkelijk niet minder omvattend zijn, en dan vangen wij wat wij nu zullen afstoten — er zullen taken zijn, die wij afstoten — op in een supranationaal Parlement, waar wij zelf in zitten en waarvan wij weten, dat de invloed van de kleine landen beslist naar verhouding groter is dan die van de grote landen.

Het is in het algemeen onze ervaring, dat met name de Benelux-landen daar nogal goed en prettig liggen, in dat milieu. De geachte afgevaardigde behoeft dus helemaal niet bang te zijn, dat wij worden fijngemorzeld. Dat vind ik nu werkelijk een gebrek aan vertrouwen in onze volkskracht. Mijnheer de Voorzitter! Ik geloof, dat die kracht van het supranationale Parlement, dat voorlopig dan nog maar pre-supranationaal is, niet moet worden onderschat voor de werking van het verdrag. Ik wil als voorbeeld nemen een gedachte, die de heer Van Meel gisteren heeft uitgesproken, een gedachte, die mij heeft getroffen en die op zich zelf juist is: het grote gevaar van allerlei exclusieve beschermende bepalingen, nl. dat de stimulans zal ontbreken voor een constructief structuurbeleid. Daardoor zal de toestand na de overgangperiode nog van die aard kunnen zijn — zei hij —, dat er voor Frankrijk dan weer en nog meer onoverkomenlijke bezwaren zullen zijn om een werkelijk agrarische Euromarkt te accepteren. Dat klinkt natuurlijk allemaal heel somber, maar wat staat er nu in artikel 40 van het verdrag over al deze thans toegestane staatsmaatregelen? Daarin staat:

„De Lid-Staten ontwikkelen tijdens de overgangperiode geleidelijk het gemeenschappelijk landbouwbeleid en brengen het uiterlijk aan het einde van die periode tot stand.”

Dan is het dus uit met al die exclusieve maatregelen. Ik vind dat niet maar een declaratie. Dit is een imperatief iets, waarbij ik direct toegeef, dat de meest onmiddellijke sanctie er niet direct is, al blijkt uit artikel 43, dat de commissie alle mogelijke dingen kan voorstellen. Maar naast de commissie heeft de Assemblee een taak: te waken voor de nakoming van het verdrag. Dit is iets imperatief.

In die Assemblee — ik kom er dadelijk nog op — komt een behoorlijke werkverdeling. Ik zeg niet per se, dat er een landbouwcommissie komt — dat weet ik niet —, maar er komt een commissie, waarbij bepaald ook dan een subcommissie is, die met landbouwzaken te maken heeft. Na korte tijd zal men daar gaan aandringen en zeggen: het verdrag is er; nu het verdrag uitvoeren, ook artikel 40; men zal zeggen: je kunt het niet overlaten tot over 12, 13 of 15 jaar.

Deel I Zitting 1957—1958

Van der Goes van Naters

Het Parlement — dat merken wij toch ook in de K.S.G. — heeft voortdurend een stok achter de deur voor de gang naar de gemeenschappelijkheid en naar het supranationale. Dit is het, wat zulk een Parlement als lid doet, zal doen en moet doen volgens dit verdrag.

Dat kan alleen bij een goede organisatie en een specialisatie van de Assemblee. Daarvoor zijn nodig meer leden en daarom is de zo juist door de heer Burger verdedigde motie zo belangrijk. Nu heeft Minister Luns ons zachtzins verweten, dat wij, Parlementariërs, het niet alleen aan hem moesten overlaten en er ook voor moesten vechten. De heer Burger heeft terecht gezegd: Dat hebben ze al gedaan en dat zullen ze nog doen. Dat is waar!

Op 9 januari heeft de Raad van Europa een Recommendation nr. 117 aangenomen, waarin staat:

„élargir la composition de cette Assemblée (des Six) en d'y prévoir des suppléants”.

Vóór 70 leden, tegen nul, onthoudingen 11 (onder deze was de heer Biesheuvel; ik heb hem nooit gevraagd waarom), maar alle andere Nederlanders hebben ervóór gestemd: de heren Fens, De Gou, Goedhart en Korthals.

Op 3 mei is er Resolutie nr. 123 geweest over de „Rationalisation des activités parlementaires européennes”, waarin wordt gesproken over een „identité partielle des délégations des différentes Assemblées européennes” en dan staat er:

„cette identité devant être facilitée par l'institution de Suppléants à l'Assemblée des Six.”

Deze resolutie is aangenomen met 75 stemmen vóór, 1 tegen en 2 onthoudingen. Alle Nederlanders, de heren Fens, Van der Goes van Naters, De Gou, Vos, Schmal en mevrouw Stoffels-Van Haften, waren ervóór. Wij doen werkelijk wel wat. Wij laten de Minister hierin heus niet alleen en dat zullen wij in de toekomst ook niet doen.

Ik wil ten slotte terugkomen op, wat ik wil noemen, de procedurele maatregelen, die zijn voorgesteld. Ik kom allereerst op het amendement van de heer Oud. Wat wil de heer Oud? Hij wil, dat er bij het instrument tot bekrachtiging van deze verdragen een heel verhaal wordt geschreven, dus eenzijdig een Nederlandse verdragsinterpretatie. Ik meen, dat dit niet effectief is voor ons. Die bekrachtiging is er op het laatste moment, in de feeststemming. Dat is bijzonder gevaarlijk, ook tegenover wat de anderen zouden kunnen doen. Ik vind het een funeste constructie om op deze wijze de demografische bezwaren te laten horen, die wij ook hebben en waarvoor wij een goede weg hebben gevonden. Ik vind deze weg nl. niet helemaal behoorlijk. Daarmede beschuldig ik de heer Oud niet van iets onbehoorlijks, want hij heeft dit misschien niet zo allemaal nagekeken. Er is, in Rome, een slotakte geweest, waarin de partijen uit en ter na hebben verteld, wat zij bedoelen en wat het betekent. Toen is er één Regering zo correct geweest om te zeggen: Ik zou bij de nederlegging van de akte van bekrachtiging nog iets willen verklaren. Dat is de Duitse Regering geweest, die zich toen heeft voorbehouden te verklaren, dat het verdrag ook geldt voor het land Berlijn. Die Regering heeft dat dus keurig vooruit gezegd. Dat is dus geen verrassing. Er komt dan bij de handtekening van wie dan ook, misschien de heer Hollstein de mededeling, dat het verdrag ook geldt voor het land Berlijn. Maar de anderen hebben hun mond gehouden, wij ook. Maar dan mag er ook geen sprake zijn van een verrassing door Nederland in dien zin, dat de heer Van Boetzelaer, de heer Boon of een van de Ministers in ik weet niet welk land — ik hoor in Rome, dus in Italië — met de mededeling komt, dat er een geweldig stuk moet worden bijgeschreven. Dat vind ik volkomen ongeoorloofd. Dat zou een grote verrassing zijn en verwarring en ergenis wekken.

Het schijnt, dat de Regering er zelf niet zo zwaar aan tilt. Ik begrijp werkelijk niet, dat de Minister-President niet heeft gezegd: Wat nu gaat gebeuren is veel erger dan wat nu in de publieke stukken staat over het mondeling contact met de

TWEDE KAMER

Van der Goes van Naters e. a.

Regering, nl. dat de Regering bezwaar had tegen het boodschap-amendement (zo mag ik het wel noemen), dat er dus een boodschap wordt gericht naar de andere Regeringen; zo en zo. Ik bedoel: dit is ontzettend veel ernstiger en de Minister-President is daar maar zeer slapjes op ingegaan. Daarvan ben ik niet zo erg onder de indruk gekomen. Wij hebben onze eigen verantwoordelijkheid; wij moeten zelf voor het belang van het land opkomen en ik vind het volkomen in strijd met het prestige en met het belang van het land, om nu bij verrassing met dit lange verhaal bij het instrument van bekrachtiging te komen.

Dan is er nog een amendement van de Commissie van Voorbereiding over deze zaak, dat ik reëel en doelmatig vind en dat de intense belangstelling van de Kamer voor deze zaak voldoende tot uiting brengt.

Dan is er ten slotte het amendement van de heer Blaisse, over het voorbehoud ter zake van de goedkeuring. Ik zal het kort maken, maar ik moet hierover toch nog wel even spreken. Naar ik weet, Mijnheer de Voorzitter, is het overeenkomstig uw wens, dat thans reeds over de ingediende amendementen wordt gesproken en dat dit dan niet zal gebeuren bij de behandeling van de artikelen, maar ik moet er dan thans toch wel iets over zeggen.

De Voorzitter: U denkt toch ook wel om de tijd van uw fractiegenoten?

De heer Van der Goes van Naters (P.v.d.A.): Ik weet niet, wat u voor tijdverdeling hebt gemaakt. In ieder geval zou ik ervan willen zeggen, dat de terminologie in de Grondwet, waar de mogelijkheid van niet-goedkeuring van uitvoeringsovereenkomsten wordt beperkt tot die overeenkomsten, die „uitsluitend“ uitvoeringsovereenkomsten zijn, voor mij wel voldoende is. Als zij iets meer zijn dan uitsluitend uitvoeringsovereenkomsten, moeten zij toch worden goedgekeurd, maar dan vind ik het ook een perfectionisme om hier die goedkeuring in ieder geval te eisen en dit naast de jaarlijkse controle, die wij krachtens een ander amendement, waarmede een ieder het eens is, zullen krijgen. Ieder jaar weer krijgen wij te horen, wat er in dat jaar is gebeurd. Dat vind ik een voldoende controle. Het vertragingselement speelt voor mij niet zo'n grote rol, maar wat voor mij en voor mijn vrienden wel een heel grote rol speelt is, dat dit terugdraaien van deze gemeenschappelijke afspraken naar de nationale Parlementen frustreren een ontwikkeling, waarvan b.v. de heer Schuijt heeft gezegd, dat hij die van harte toejuicht: de ontwikkeling van de Europese interne wetgeving. Die gaat nu juist net andersom. Nu weet ik wel, dat die interne wetgeving nog zeer fragmentarisch is; dat zal mij worden tegengeworpen. Als men haar echter terugdraait, krijgt men haar nooit als men haar laat bij de Europese executieve, dan zou dit een zuigkracht zijn om ook op dat vlak de controle te krijgen. Het terugdraaien is een defaitisme, dat ik onbegrijpelijk en gevaarlijk vind voor de verdere ontwikkeling naar een internationale en supranationale parlementaire controle.

De heer Hazenbosch (A.R.): Mijnheer de Voorzitter! Ik wil er graag aan medewerken, dat uw voornemen ten uitvoer kan worden gelegd, dat de Kamer morgen op een gepast uur tot de eindstemming over de verdragen kan komen, en ik zal mij dus in deze repliek beperken tot enkele punten. Dit valt mij, eerlijk gezegd, ook bijzonder gemakkelijk, omdat ik mij eergisteren, sprekende in eerste termijn, immers reeds heb doen kennen als voorstander van beide verdragen. Het antwoord, dat de Regering vanmiddag heeft gegeven op de verschillende punten, die ik ter sprake heb gebracht, heeft mij bevredigd. Er is één puntje, waaromtrent ik nog een nadere informatie zou willen vragen. Dat is het punt, dat betrekking heeft op de ruwe tabak. Ik heb met genoegen van de Minister van Economische Zaken gehoord, dat, wanneer, wat ik van harte hoop met de Minister van Economische Zaken, onze E.E.G. zal worden aangevuld met een vrijhandelszone, hij dan op het

Hazenbosch

standpunt staat, dat niet alleen ten aanzien van de tabak, maar dat toch óók ten aanzien van de tabak, distorsies van enige omvang onaanvaardbaar zullen zijn. De Minister heeft daaraan toegevoegd, wat het sigarenprobleem betreft, dat het hoge buitenrecht voor de ruwe tabak zal kunnen worden gecompenseerd door accijnsverlaging. Wat ik nu zou willen vragen aan de Regering — ik weet niet of ik het moet vragen aan de Minister van Economische Zaken dan wel aan de Minister van Financiën a.i. — is, of ik deze verklaring van de Minister van Economische Zaken moet verstaan als het schetsen van een mogelijkheid dan wel mag opvatten als een door de Regering gedane toezegging aan de Kamer.

Mijnheer de Voorzitter! Ik zou mij in deze repliek verder willen beperken tot het amendement, waaraan de heer Oud gisteren zijn rede uitsluitend heeft gewijd.

De heer Minister-President heeft over dit amendement het oordeel van de Regering uiteengezet en ik ben er mij volkomen van bewust, dat de verdediging van het amendement aan de heer Oud toekomt. Ik geloof intussen niet, dat dit mij ervan behoeft te weerhouden, over de inhoud van het amendement een enkele opmerking te maken.

Het heeft mij getroffen, dat de heer Minister-President bij zijn beschouwingen over het amendement van de heer Oud heeft vooropgesteld de erkenning van ons demografisch probleem als een centraal probleem. Hierop heeft de heer Minister-President echter doen volgen een eerste punt van kritiek op het amendement, nl. dat, wanneer het amendement in de goedkeuringswet zou worden opgenomen, de partners dan aan onze Regering zouden vragen, wat dit amendement nu betekent.

Mijnheer de Voorzitter! Ik geloof, dat dit voor de Minister-President, die ons demografisch probleem als een centraal probleem ziet, toch niet een moeilijke vraag van de partners zou zijn. Immers, het antwoord zou naar mijn gevoel moeten luiden: dit amendement betekent, dat de Regering en de Staten-Generaal ter gelegenheid van de ratificatie van het verdrag dit centrale probleem van de economische politiek op de meest nadrukkelijke wijze onder de aandacht van u, onze partners, willen brengen.

Nu stem ik de Minister-President wel toe, dat dit misschien een ietwat ongebruikelijke vorm is, maar ik zou erop willen wijzen, dat dit dan voor Nederland het geval is en dat men in het algemeen niet kan zeggen, dat wij hier met een ongebruikelijke vorm te doen hebben. Ben ik goed ingelicht, dan is het bij voorbeeld in de V.S. van Amerika een vrij normaal figuur, dat men bij het ratificeren van verdragen verklaringen van een soortgelijk karakter als wij nu beogen, aflegt.

Het is juist, Mijnheer de Voorzitter, dat met het amendement van de geachte afgevaardigde de heer Oud iets anders gebeurt dan er is gebeurd in de Duitse Bondsrepubliek en in de Franse Nationale Vergadering. Daar zijn resoluties aangenomen, die waren gericht tot de eigen Regering. Het feit echter, dat dit amendement iets anders beoogt dan hetgeen men in de Duitse Bondsrepubliek en in de Franse Nationale Vergadering heeft gehad, behoeft op zich zelf nog niet te gelden als een argument tegen de gedachte van het amendement. Ik heb de indruk, dat met het amendement bewust iets anders bedoeld wordt dan alleen te spreken tot onze eigen Regering. Ik heb het amendement steeds zo verstaan, dat daarmede wordt bedoeld, dat de Regering en de Volksvertegenwoordiging samen iets zullen zeggen tegen de partners.

Het is juist, wat de heer Minister-President opmerkt, dat de inhoud van het amendement niets zegt over de te nemen maatregelen. Ik geloof echter, dat dit een verdienste van het amendement is, omdat het immers niet wel mogelijk en aanbevelenswaardig is om voor alle tijden en omstandigheden in concreto bij goedkeuringswet aan te geven, welke maatregelen passend zijn om aan dat centrale probleem, ons demografisch vraagstuk, het hoofd te bieden.

De geachte afgevaardigde de heer Van der Goes van Naters heeft in dit verband gezegd, dat dit amendement eigenlijk een ietwat onbehoorlijk karakter zou hebben. Uit de mond van de

Hazenbosch

geachte afgevaardigde heeft mij dat getroffen. Hij heeft gelijk, als hij zegt, dat aan het verdrag een slotakte is toegevoegd en dat ter gelegenheid van de ondertekening van de slotakte de Nederlandse Regering, in afwijking van de Duitse Regering, niets heeft gezegd. Als ik nu het optreden van de geachte afgevaardigde bij de Europese zaak goed begrijp, wordt dat o.m. hierdoor gekenmerkt, dat hij het is, die bij de vorming van de Europese eenheid steeds krachtig optreedt voor de rechten van het Parlement. Ik heb de geachte afgevaardigde b.v. weleens ervoor horen pleiten, dat de verdragen, waarover wij nu spreken, niet alleen tot stand zouden moeten komen in onderhandelingen tussen de Regeringen, maar dat de Parlementen daarbij zouden moeten worden ingeschakeld. Ik treedt niet in de vraag, of ik dat standpunt van de geachte afgevaardigde deel; ik stel vast, dat dit zeker niet als ideaal

De heer **Burger** (P.v.d.A.): Zeker niet, als u het zo weer geeft.

De heer **Hazenbosch** (A.R.): Ik stel vast, dat hetgeen ik als het ideaal van de geachte afgevaardigde zie, nog niet is bereikt. Wij verkeren nog steeds in de situatie, dat de Regeringen dit doen en dat daarna de Parlementen gelegenheid hebben ja of nee te zeggen. Ik begrijp zeker niet, dat men van iets onbehoorlijks zou kunnen spreken, wanneer het Nederlandse Parlement bij gelegenheid van een goedkeuringsdebat van zijn rechten gebruik maakt om de Regering te vragen om er alsnog aan mede te werken tot een bepaalde „boodschap”, zoals de geachte afgevaardigde dat heeft uitgedrukt, te komen.

De heer **Van der Goes van Naters** (P.v.d.A.): Het onbehoorlijke ligt niet hier, maar op het moment, dat het geëffectueerd wordt, wordt het als onbehoorlijk gevoeld; dus bij de ondertekening van de akte van bekrachtiging. Dat is de zaak.

De heer **Hazenbosch** (A.R.): Over gevoelens valt uiteraard moeilijk te debatteren. Ik kan alleen zeggen, dat mijn gevoel op dit stuk van zaken kennelijk afwijkt van het gevoel van de geachte afgevaardigde.

Ik ben op een zijspoor geraakt. Waar het mij om te doen is, is, iets te zeggen naar aanleiding van de rede van de geachte afgevaardigde de heer Oud. Deze geachte afgevaardigde heeft mij gisteren de eer aangedaan in zijn uiteenzetting aandacht te schenken aan het slot van mijn betoog in eerste termijn. Dit slot bestond eruit, dat ik betoogde, dat ik met de geachte afgevaardigde de heer Oud gaarne zou hebben gezien, dat in de goedkeuringswet een amendement kwam van de strekking, die zijn amendement heeft. De geachte afgevaardigde behoeft — ik wil dat graag in alle duidelijkheid zeggen —, indien het tot een stemming over zijn amendement komt, zich over mijn stem ten aanzien van zijn amendement bepaaldelijk geen zorgen te maken. Komt het tot een stemming over zijn amendement, dan zal ik mijn stem daaraan geven. Wat mij heeft getroffen, is, dat de geachte afgevaardigde de heer Oud mij heeft gezegd, dat ik een punt over het hoofd zou hebben gezien, namelijk dat het hier niet een nieuwe zaak betrof. Met alle bescheidenheid, die mij uiteraard jegens deze geachte afgevaardigde past, moet ik toch zeggen, dat ik daarvan opgekeken heb. De positie, die ik in eerste termijn heb ingenomen, was te danken aan het feit, dat ik mij heb laten leiden door de overweging, dat wij niet met een nieuwe zaak hebben te doen.

Wat is namelijk de zaak? In de Commissie van Voorbereiding heeft men gedurende lange tijd gesproken over de vraag, of het wenselijk was, het opnemen van een zodanig amendement te bevorderen. Een ruime meerderheid van de Commissie van Voorbereiding heeft zich steeds ten gunste daarvan uitgesproken. Tussen de voorstanders daarvan bestond er ook overeenstemming over, dat het amendement zijn reële betekenis zou moeten ontleen aan het feit, dat ten gunste van het amendement een ruime Kamermeerderheid zou worden gevonden. Wat is er nu gebeurd?

Deel I Zitting 1957—1958

Hazenbosch e. a.

Nadat tot het einde van de vorige week in de Commissie van Voorbereiding een ruime meerderheid ten gunste van het amendement bestond en er goede grond was voor de veronderstelling, dat ook in de Kamer een ruime meerderheid vóór het amendement zou zijn, is de situatie gedurende het weekend als het ware omgeslagen. Ik moet zeggen, dat ik de indruk heb, dat na het weekend de ruime meerderheid, die er vóór het amendement was, niet meer bestaat. Als die vrees juist zou zijn, wat ik niet hoop, zou ik er de voorkeur aan geven, dat het amendement van de heer Oud niet in stemming kwam.

Immers, waarom gaat het ons? Waarom gaat het ook de heer Oud? Ik kan mij voorstellen, dat de heer Oud zegt: ook als mijn amendement geen kans heeft om te worden aangenomen, hecht ik er niettemin aan, dat het in stemming komt. Ik wens de verantwoordelijkheid voor de verwerping te registreren. Ik ontken niet, dat dit op zich zelf een belangrijke en nuttige zaak is. Ik geloof, dat echter in deze samenhang veel belangrijker is de zaak, waarom het ons gaat. Indien wij met het amendement beogen — en ik beoog dat ermede — de positie van Nederland in de E.E.G. te versterken, dan acht ik het schadelijk, dat een amendement, dat daarop is gericht, door de Kamer zou worden verworpen. Ik kan niet met volkomen zekerheid zeggen, dat dit gebeurt, zeker niet, nadat ik de geachte afgevaardigde de heer Blaisse heb horen repliceren. Ik weet niet, hoe het op het ogenblik in de Kamer is gesteld, maar ik zou toch een dringend beroep op de geachte afgevaardigde de heer Oud willen doen, zijn amendement alleen dan in stemming te laten komen, wanneer hij een redelijke zekerheid heeft, dat het inderdaad zal worden aangenomen, want ik geloof, dat het een Nederlands belang is om te voorkomen, dat een amendement, waarin een gedachte is belichaamd, waarover in deze Kamer hoegenaamd geen verschil van mening bestaat, door onze Volksvertegenwoordiging van de hand zou worden gewezen.

De heer **Bakker** (C.P.N.): Mijnheer de Voorzitter! Ik heb eens voor mij zelf nagegaan, wat wij nu eigenlijk precies weten over de uitwerking van het verdrag. Ik kom dan tot een aantal punten, die uit dit debat zijn gebleken.

In de eerste plaats, doch zonder voorkeur bij de nummering, heeft de heer Blaisse de heer Luns aangehaald met de uitspraak, dat de Benelux bijzonder zware offers had moeten brengen, iets, dat door de heer Luns hier niet is ontkend.

In de tweede plaats de uitspraak van Minister Zijlstra, dat van die geraamde kostenstijging van 1 à 2 pct. één ding zeker was, nl. dat die niet uit zou komen. Ik geloof, dat wij mogen aannemen, dat dit impliceert, dat die kostenstijging hoger zal zijn. De heer Suurhoff heeft trouwens nog eens bevestigd, dat wij, zoals hij zei, veren zullen moeten laten.

In de derde plaats de uitspraak van Minister Luns, dat de medeverantwoordelijkheid van Nederland ten aanzien van Algiers op het ogenblik reeds bestaat en dat het Westen, inclusief Nederland, althans de voorwaarden moet scheppen om communistische infiltratie, zoals de Minister dat noemde, aldaar tegen te gaan. Dit is dus geheel in de lijn van de heer Van der Goes van Naters, die zei, dat de landen van Noord-Afrika aan deze kant van het IJzeren Gordijn lagen; het IJzeren Gordijn, dat in dit geval een loden gordijn is, door aanraking waarmee reeds meer dan 400 000 mensen de dood hebben gevonden. Deze medeverantwoordelijkheid is door Minister Luns vastgesteld. Hij heeft gezegd, dat het pact dit slechts concretiseert.

In de vierde plaats: Ik heb in eerste instantie in dit debat gewaarschuwd tegen het gevaar van Duitse overheersing in en door dit pact. Men kan hierop natuurlijk, zoals de Minister van Buitenlandse Zaken deed, antwoorden met een grap of een grof, maar wij moeten toch constateren, dat communistische zijde niet de enige zijde is, vanwaar deze opmerking is gemaakt. De heer Van Leeuwen heeft gezegd, dat hij bij zijn connecties één voorstander van het pact heeft ontmoet en dat was een importeur van Duitse artikelen. De heer Gerbrandy

TWEDE KAMER

Bakker

heeft alles gezegd door een minuut te zwijgen, nadat hij de naam Duitsland had genoemd; maar, Mijnheer de Voorzitter, men hoorde hem denken.

In de vijfde plaats heeft de geachte afgevaardigde de heer Nederhorst in zijn antwoord aan de geachte afgevaardigde de heer Van Leeuwen gezegd: U overdrijft met uw beperking, want Philips is er voor; het is gebleken uit de redevoering van ir. Tromp tijdens het parlementaire industriebezoek. Hieruit blijkt niet alleen, dat Philips voor deze vertegenwoordiger van de P.v.d.A. belangrijker is dan de metaal-, de voedings-, de schoenen- en andere industrieën, maar ook blijkt het feit, dat Philips behoort tot de drijvende krachten, m.a.w. dat het de trusts zijn, die behoren tot de drijvende krachten van het pact.

Ik geloof, dat dit bij elkaar een aantal zwaarwegende factoren is. Hier weegt niet tegenop het argument van de heer Suurhoff, dat onze redenering over deze grotere markt niet deugt en dat zij alleen bewijst, dat ook die handel met het Oosten niet veel zin kan hebben. Het zit niet in de grotere markt zonder meer. Het gaat bij uitbreiding van de handel om het karakter van de markt. Het karakter van de markt wordt in het Oosten bepaald door de stabiliteit en de ontwikkeling daarvan. Minister Suurhoff heeft eergisteravond gezegd, toen ik over Lenin sprak: Ik houd het bij Stalin. Ik zou wensen, dat hij het deed en dat hij de leerstellingen van zijn leermeester eens nakeek.

Wat staat tegenover de uit het debat gebleken nadelen? Ik wil wel zeggen. Mijnheer de Voorzitter: veel woorden, maar zakelijk niets of bijna niets. Wij hebben alleen de conclusie van Minister Zijlstra, die, als ik het goed heb opgeschreven, letterlijk dit heeft gezegd: Indien er wel een disproportionele ontwikkeling zou zijn, dan is het hoogst onwaarschijnlijk, dat die ten koste van Nederland plaatsvindt. Ik heb met veel belangstelling geluisterd naar het betoog van de Minister van Economische Zaken. Maar ik ontmoet meteen een moeilijkheid, een voor de hand liggende moeilijkheid. De Minister heeft nl. destijds met evenveel klem en met evenveel welsprekendheid getracht ons te overtuigen van de kracht van zijn prijsstabilisatiepolitiek. Daarvan is ook niet veel terecht gekomen en daardoor heeft zijn inzicht in de ontwikkeling voor ons ook niet aan waarde gewonnen. Waardoor komt dat? Niet door de slechte wil van de Minister, ongetwijfeld niet, maar doordat de kapitalistische natuur sterker is dan de leer ook van deze Minister.

Wat is de praktijk? Wij hebben van de zijde van de P.v.d.A. tal van pleidooien voor een gemeenschappelijk optreden gehoord, zowel in Euratom- als in E.E.G.-verband. Maar op deze betogen is een nogal duidelijk antwoord gekomen, ook van Minister Zijlstra, nl. dit, dat de gemeenschappelijke markt het moet doen met minder overheidsbemoeiing dan op nationale schaal mogelijk is. Wat wil dit in de praktijk zeggen? Dat wil zeggen: Een grotere mate van „vrij spel der maatschappelijke krachten”.

Dit wil zeggen, dat wij in de praktijk overgeleverd zijn aan de kapitalistische anarchie en dat dit plan dus geen enkele garantie voor de welvaart kan inhouden.

In dit verband zou ik de heer Schuijt een vermanend woord willen toevoegen, namelijk dat hij het de heren Suurhoff en Burgèr toch niet zo moeilijk moet maken met zijn woordkeuze: laten wij het niet „kapitalisme” noemen, laten wij het een „mengvorm” noemen, zoals de heer Suurhoff zei, b.v. de Europese menggemeenschap, of mengsocialisme, en dan weet zowel de heer Schuijt als ik, wat wij ermee bedoelen.

De redenering van de Minister, dat als er een disproportionele ontwikkeling zal zijn, die zich niet bij ons zal ontladen, heeft voor ons ook nog een ander bezwaar. Wanneer het hier niet is dan is het ergens anders, b.v. in Frankrijk of in Italië, als de meest voor de hand liggende landen. Dit perspectief is voor ons niet aantrekkelijk. Wij zijn te goede Europeanen om dit risico voor onze nabuurlanden en nabuurvolken te aanvaarden.

De Minister van Buitenlandse Zaken heeft gezegd, dat ik blijkbaar niet de tekst van het verdrag, maar alleen Lenin heb bestudeerd. Ik moet zeggen: het is dan altijd nog 1—0 voor mij, want naast het feit, dat de Minister van Buitenlandse Zaken ongetwijfeld Lenin niet heeft bestudeerd, hebben wij, toen hij vanuit Rome op Schiphol terugkeerde, kunnen lezen, dat hij ook de tekst van het verdrag niet had gelezen. Die keuze van ons is overigens niet zo gek. Ik ben ervan overtuigd, dat de geschriften van Lenin een langer leven beschoren zal zijn dan deze verdragen.

De vraag, die ik de Minister heb voorgelegd, was echter deze. Ik heb gezegd: dit verdrag legt de basis voor een militair atoomprogramma van West-Duitsland. Het verdrag zegt: de controle van Euratom houdt op bij de militaire toepassing; Euratom levert wel het materiaal, maar trekt zijn handen terug als het materiaal voor militaire toepassing bestemd wordt.

Euratom voorziet ook in de uitwisseling van militaire kennis; dat heeft de Minister van Buitenlandse Zaken verleden jaar persoonlijk geantwoord op een vraag, gesteld door de heer Ruygers. De praktische situatie is dus als volgt: Mede dank zij de Euratom, komen de Westduitsers in het bezit van alles wat nodig is om de atombom te maken. Er is maar één belemmering, namelijk het woord van Adenauer bij de Parijse Akkoorden, dat Duitsland zich zal onthouden van het maken van atoomwapenen.

Ik heb daarbij enkele punten genoemd, die de aandacht van iedere Nederlander moeten hebben.

Dit is in de eerste plaats, dat de voorzitter van de Freie Deutsche Partei op 12 april in het openbaar heeft verklaard, dat hem feiten ter kennis waren gekomen, waaruit bleek, dat de Regering bezig was met de ontwikkeling van een militair atoomprogramma. Ik heb nog eens de nadruk erop gelegd, dat deze Freie Deutsche Partei, die jarenlang tot de coalitie van Adenauer heeft behoord, niet de eerste de beste is.

In de tweede plaats hebben de 18 atoomgeleerden in hun fameuze verklaring gezegd, dat zij niet wilden medewerken aan een militair atoomprogramma. Hieruit heb niet ik alleen, maar hebben ook anderen de conclusie getrokken, dat er geen rook is zonder vuur.

In de derde plaats is daar geweest het bewuste torpederen van de grondwetwijziging, waarin de letterlijke uitdrukking „Vreedzame toepassing van de atoomenergie” was opgenomen, door de C.D.U., op aanwijzing van Adenauer. Dit torpederen is overal uitgelegd als een begin van een terugkomen op de verklaring, afgelegd bij het ratificeren van de Parijse Akkoorden.

Nu gun ik de Minister zijn krantje — hij kan niet al maar naar iedereen zitten luisteren en vooral naar ons luistert hij niet met plezier — en ik gun hem ook zijn moppen, wanneer hij ons beantwoordt, maar ik heb hem gevraagd: wat is de mening van de Regering hierover, en ik heb daarop geen antwoord gekregen. Om met de heer Gerbrandy te spreken, zou ik willen zeggen: wij kennen nu eenmaal onze nieuwe partner in dit blok. Misschien maak ik de zaak duidelijker en gemakkelijker voor de Regering door de vraag als volgt te stellen: is de Regering bereid te verklaren, dat zij niet zal dulden, dat Duitsland van het lidmaatschap van Euratom gebruik zal maken om in feite zijn verplichtingen inzake de Parijse Akkoorden ongedaan te maken? Dit is, meen ik, een duidelijke, precieze vraag, waarop ook een duidelijk en precies antwoord zou kunnen worden gegeven.

Een enkel woord, Mijnheer de Voorzitter, over de amendementen, die zijn ingediend.

Wij zijn vóór ieder amendement, dat ten voordele van Nederland kan worden uitgelegd en dat kan helpen dit pact, waar wij op zich zelf tegen zijn, in een misschien wat betere richting te buigen. Wij zijn dus vóór het amendement van de heer Oud. Wij zijn vóór het omstreden amendement van de heer Blaisse, omdat wij er voorstanders van zijn, dat het Parlement een zo groot mogelijke controle heeft over wat hier gebeurt. Wij zijn tegen het amendement van de heer Burger om

Bakker e. a.

het aantal afgevaardigden uit te breiden. Wij vinden, dat het hele grapje ons al veel te veel geld kost, en wij zouden willen adviseren om, vooral als toch die uitbreiding mocht plaatsvinden, de zetel van het Parlement in Den Haag te vestigen.

De heer **Van Leeuwen** (V.V.D.): Mijnheer de Voorzitter! Minister Zijlstra begon zijn rede met een ode aan de vrije handel, de vrije handel, die wij niet krijgen, want geen water van de zee wast af, dat wij worden ingelijfd bij een protectionistisch continentaal blok, waarin wij krachtens onze traditie, mentaliteit en ligging niet thuis behoren. Ik heb het over ligging. De Minister heeft gezegd, dat hij niet begreep wat ik bedoelde, als ik zeide, dat wij afstand hadden gedaan van ons liggingsvoordeel. Het lijkt mij voor de hand te liggen. Laat ik een voorbeeld nemen, dat gelukkig niet actueel is, omdat de produkten niet onbelast zijn. Laat ik het voorbeeld nemen van een staalbedrijf. In Duitsland heeft men staalbedrijven, gevestigd op plaatsen, waar kolen worden gevonden, en niet te ver van de plaats, waar het ijzererts wordt gevonden. Het grondstoffenbedrijf en het verwerkingsbedrijf liggen daar dus bij elkaar.

Wij hebben een hoogovenbedrijf, gevestigd op een plaats, waar van overal uit de wereld gemakkelijk de grondstoffen kunnen worden aangevoerd, steeds gebruik makende van de goedkoopste markten en van allerlei incidentele verhoudingen. Stel u eens voor, dat die grondstoffen belast zouden worden. Dan is het volkomen duidelijk, dat het met het natuurlijke voordeel van de ligging van de hoogovens aan de mond van de zee en onder goed bereik van waterwegen afgelopen zou zijn. Dan zouden die teruggebracht worden tot een zeer on-efficiënt bedrijf, dat zijn erts niet meer zou kunnen kopen op goedkope plaatsen, maar zijn erts gedeeltelijk uit het continent zou moeten halen, gedeeltelijk uit geprotegeerde gebieden, die daarvoor meer kunnen vragen.

U kunt dit voorbeeld op allerlei manieren uitbreiden. U kunt denken aan de industrieën van de Zaan, aan een rijstpellerij, die de rijst uit alle streken van de wereld krijgt, aan een rijstpellerij, die gelegen is in Italië, naast het terrein, waarop de rijst verbouwd wordt. Dan zult u hetzelfde verschil zien. Ik praat nu toch over rijst, Mijnheer de Voorzitter. Ik ben er nog steeds niet achter hoe het moet gaan met de Surinaamse rijst, die wij verbouwen en waar een recht van 12 pct. op dreigt te komen.

De voordelen van de ligging uit de handel. Mijnheer de Voorzitter. De transitohandel in de zin van de feitelijke doorvoerdienst zal wel blijven, maar de eigen handel, waar Amsterdam groot doof geworden is, zal door gebrek aan eigen markten voor koffie, thee en andere produkten, die wij niet meer zouden kunnen verkopen — de Oostindische koffie en thee en de Braziliaanse koffie niet te vergeten, die wij niet meer op onze eigen markt kunnen verkopen, omdat wij die andere koffie moeten drinken —, om hals worden gebracht.

De heer **Zijlstra**, Minister van Economische Zaken: Die andere koffie moet ook verhandeld worden.

De heer **Van Leeuwen** (V.V.D.): Die zal verhandeld worden ter plaatse, waar die handel historisch is gegroeid. Het zal niet Amsterdam zijn, maar Le Havre en de gebieden, waar die handel plaatsheeft. Het is niet dubieus, dat de handel in de zogenaamde koloniale produkten zal verkwijnen.

De heer **Zijlstra**, Minister van Economische Zaken: Het is niet de historie, maar het talent, dat de handel bepaalt, juist in Nederland, juist in Amsterdam.

De heer **Van Leeuwen** (V.V.D.): Men heeft voor handel achtergronden nodig. Men had de overzeese gebieden, waar wij zelf a finger in the pie hadden. Enerzijds had men de leverancier, anderzijds de afnemers, die steun gaven aan die handel. Handel in de lucht is een moeilijke zaak. Ik ben in

Van Leeuwen

valutaarbitrageant geweest, Mijnheer de Voorzitter. Als je nu cliënten hebt aan twee kanten, kun je goede zaken doen, maar als je nergens cliënten hebt en je moet de zaken zelf maken, verkeer je in een uiterst moeilijke positie. Zo is het met elke tak van handel. Het optimisme van de Minister deel ik dus niet. Ik heb met heel veel genoegen gehoord, dat de Minister ook klaar begrip heeft voor de moeilijkheden, die de vrijhandelszone zou kunnen opleveren. Ik geloof, dat het zeer verstandig zou zijn, hier niet te overhaasten. Ik meen ook wel, dat er tekenen in de lucht zitten, dat dat niet zal gebeuren, maar ik heb de Minister met zoveel nadruk horen zeggen, dat bepaalde distorsies onaanvaardbaar zouden zijn. Ja, Mijnheer de President, als wij eenmaal de hals in de strop hebben gestoken, moeten wij de consequenties wel aanvaarden. Dan kunnen wij misschien ons boos maken, maar als men zich gebonden heeft, moet men de gevolgen dragen.

Ik wil nog even ingaan op enige opmerkingen in verband met het gesprokene door de heer Nederhorst, die heeft gezegd, dat in vroeger tijden situaties optraden, waarbij de rijken rijker en de armen armer werden, relatief gesproken dan. Dat sprak mij erg aan juist in verband met wat op het ogenblik aan het geschieden is, want de consequentie van die Euromarkt is, dat de groten groter en de kleinen kleiner worden, en aangezien Nederland overwegend tot de kleineren behoort...

De heer **Burger** (P.v.d.A.): Met een scheiding aan de Loire.

De heer **Van Leeuwen** (V.V.D.): Ja, goed.

De kleinen worden kleiner en de kleinere bedrijven zijn in Nederland, behalve in Eindhoven; ik heb die speech in Eindhoven niet gehoord, maar begrijp heel goed, ik heb fantasie genoeg om te begrijpen, wat daar gezegd werd, want in Eindhoven is het heel duidelijk, dat daar juist een grote leeft. De groten worden groter en de kleinen worden kleiner. Nu zou er nog een hulpmiddel zijn. Dat is zich goed met elkaar te verstaan, zodat de vele kleinen weer één grote werden. Dat mag nu juist weer niet volgens die beroemde paragraaf over de economische mededinging. Alles, wat ons geholpen heeft om de Benelux te overbruggen, is in dit Euro-marktverdrag tot een verboden zaak geworden.

De heer **Zijlstra**, Minister van Economische Zaken: Waar staat dat?

De heer **Van Leeuwen** (V.V.D.): Ik heb het boek niet voor mij; ik heb het op mijn plaats liggen. Artikel 85 moet het zijn. Ik kan het niet zo gauw vinden in dit boekje, dat u mij geeft; ik ben dat grote ding gewend. Hier heb ik het artikel. Ik lees daar:

„Onverenigbaar met de gemeenschappelijke markt en verboden zijn alle overeenkomsten tussen ondernemingen, alle besluiten van ondernemersverenigingen en alle onderling afgestemde feitelijke gedragingen welke de handel tussen Lid-Staten ongunstig kunnen beïnvloeden en ertoe strekken of ten gevolge hebben dat de mededinging binnen de gemeenschappelijke markt wordt verhinderd, beperkt of vervalst en met name die welke bestaan in:” enz.

De rest wilt u wel geloven, Nou, ik vind het nogal duidelijk.

De heer **Zijlstra**, Minister van Economische Zaken: Zoudt u misschien lid 3 willen lezen?

De heer **Van Leeuwen** (V.V.D.):

„De bepalingen van lid 1 van dit artikel kunnen echter buiten toepassing worden verklaard voor elke overeenkomst of groep van overeenkomsten tussen ondernemingen,

Van Leeuwen e. a.

voor elk besluit of groep van besluiten van ondernemersverenigingen

en voor elke onderling afgestemde feitelijke gedraging of groep van gedragingen, die bijdragen tot verbetering van de produktie of van de verdeling der produkten of tot verbetering van de technische of economische vooruitgang, mits een billijk aandeel in de daaruit voortvloeiende voordelen de gebruikers ten goede komt, en zonder nochtans aan de betrokken ondernemingen

a. beperkingen op te leggen, welke voor het bereiken van deze doelstellingen niet onmisbaar zijn,

b. de mogelijkheid te geven, voor een wezenlijk deel van de betrokken produkten de mededinging uit te schakelen."

Het begint met het verbod en dan moet men ergens naar toe reizen en vragen, of het dan toch niet mag. Maar het genre van ondernemersovereenkomsten, dat de Benelux heeft gered, is in dit verdrag toch eigenlijk taboe. Als ik het verkeerd opvat, vind ik dat prettig, want dan zouden wij tenminste nog een steun hebben. Die steun zullen wij werkelijk nodig hebben.

Thans nog iets over de equal pay. Ik heb juist vermeden te treden in een principiële behandeling van het vraagstuk, maar ik heb er alleen op gewezen, dat de praktische uitwerking van de leuze in de verschillende landen tot heel verschillende resultaten leidt.

Overigens kan ik aan de Minister en ook aan de heer Nederhorst mededelen, dat ik niet tot de vóórstemmers van de motie-Tendeloo heb behoord.

De heer **Patijn** (P.v.d.A.): Mijnheer de Voorzitter: Ik kan gelukkig kort zijn, maar ik zou het toch op prijs stellen een paar kleine misverstanden, die rondom het debat over Euratom tussen de Regering en mij zijn gerezen, uit de weg te ruimen.

In de eerste plaats iets over het antwoord van Minister Luns op mijn opmerkingen over de verhouding tussen Euratom en de O.E.E.S. Ik heb even de neiging bij mij voelen opkomen om eenvoudig te verwijzen naar wat vroeger in de avond door de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid is gezegd, nl.: Het was eigenlijk geen antwoord, daar was Buitenlandse Zaken aan het woord. Maar ik heb die neiging gauw bij mij zelf onderdrukt, want het is nog te kort geleden, dat ik zelf in een andere staat des levens antwoorden voor de Minister van Buitenlandse Zaken moest opmaken. Ik kon dat dus niet over mijn lippen krijgen. Ik wil alleen zeggen, dat als Minister Luns stelt, dat het Nederlands belang niet gediend is met niet-deelneming aan de werkzaamheden in het kader van de O.E.E.S., ik het daarmee volkomen eens ben. Er kunnen in de O.E.E.S. nuttige initiatieven worden ontwikkeld en dan moeten wij meedoen. De vraag is alleen: Wanneer er parallelle projecten ontstaan in de O.E.E.S. en in Euratom, projecten, die op elkaar lijken, dan komt u met Euratom het verste, omdat dat een sterkere integratie geeft, een betere supranationale structuur heeft en dus meer kans op succes oplevert. Laat onder die omstandigheden de projecten van de O.E.E.S. het initiatief in Europees verband van Euratom niet verlammen. Dat had ik willen zeggen. Laat het niet verlamdend werken, want ik heb de indruk, dat het dat zou kunnen doen.

Ik kan kort zijn met mijn antwoord op hetgeen de Minister van Economische Zaken heeft gezegd.

Ik ben dankbaar voor wat hij heeft gezegd en voor de erkenning, dat bij de research het accent bij ons tot dusverre weleens wat te veel bij de nationale programma's is blijven liggen. In toenemende mate zal research voor gemeenschappelijke rekening nodig zijn heeft Minister Zijlstra gezegd, waaraan hij heeft toegevoegd: maar daarnaast hebben wij natuur-

Patijn e. a.

lijk ook nog onze eigen programma's. Ik geloof, dat daarmee de accenten op de juiste wijze zijn gelegd.

Mijnheer de Voorzitter! Ik heb ten slotte nog iets te zeggen in antwoord op hetgeen de Minister-President heeft gezegd over de coördinatie van het atoombeleid. Minister Drees heeft gezegd, dat het nu eenmaal zo is, dat iedere Minister daar een eigen brok heeft. Dat laat zich nu eenmaal niet zo gemakkelijk coördineren. Eigenlijk zou men een Regeringscommissaris moeten hebben, die boven de Ministers staat. Aldus de Minister-President. Als het gaat om de coördinatie van de Ministers onder elkaar, is het niet aan mij om daarover te spreken. Ik heb de indruk, dat het nauwelijks nodig is, dat het van de Kamer uit gebeurt. Als ik sommige ochtendbladen mag geloven, dan zal dit in de komende weken de Regering toch wel bezighouden. Wanneer ik denk aan de coördinatie van de ministeriële apparaten, dus aan de apparaten van de Ministers, dan geloof ik, dat Minister Drees gelijk heeft, dat in dit opzicht afdoend duidelijk en goed werk in de afgelopen jaren is verricht door de commissie-Fock. Ik dacht echter aan een ruimere vorm van coördinatie in het land; ik dacht aan een coördinatie in de vorm van een nationaal atoombeleid, waarbij niet alleen de ambtelijke en de ministeriële verantwoordelijkheid waren ondergebracht, maar ook de research van het R.C.N. en ook de opleiding aan de universiteiten, de investeringen in de industrie, zodat alles kan worden ingebracht in één kader binnen het Europese Atoomprogram, waarvan wij deel gaan uitmaken. Voor die nationale coördinatie, voor die nationale „effort" heeft men in Amerika en Engeland, landen, die men toch werkelijk niet van dirigisme kan verdenken, publiekrechtelijke instanties, die het alleen voor het zeggen hebben, namelijk de Atomic Energy Commission en de Atomic Energy Authority.

Die instanties staan heus niet boven de Engelse en Amerikaanse Regering, maar eronder. Dergelijke lichamen hebben wij niet. Dat zijn lichamen met grote bevoegdheden in die landen en in staat de nationale inspanning te richten en te coördineren. Men heeft dit nodig geoordeeld om het nationale prestatievermogen op dit gebied te kunnen inbrengen in het atoomtijdperk op het niveau, waarop dit moet gebeuren. Wij hebben in Nederland vele adressen, die niet ten opzichte van elkaar zijn geïntegreerd en gecoördineerd; wij hebben in dit opzicht een niet verantwoorde decentralisatie, dus een decentralisatie, die ongeschikt is om zich te kunnen invoegen in een werkelijk behoorlijk Europees plan voor atoomproduktie en atoomresearch op langere termijn. Nu kan men zeggen: het heeft vele voordelen om bij de research „getrennt te marchieren en vereint te schlagen." Maar ook daarvoor heeft men nodig een gezamenlijk commando, want anders komt er van een „vereint schlagen" niets terecht. En dat commando ontbreekt in Nederland.

De algemene beraadslaging over de drie wetsontwerpen wordt verdaagd.

De **Voorzitter**: Ik stel aan de Kamer voor, het voor de leden ter inzage gelegde gedeelte van het officiële verslag der *Handelingen* van de vorige vergadering goed te keuren.

Daartoe wordt besloten.

De vergadering wordt te 11.23 uur namiddag gesloten.

Verbetering

In de redevoering van de heer **Diepenhorst**: blz. 47, kolom 2, reg. 15 v.b., staat: „besprekingsbespreking"; lees: besprekingsbeperking.

Document No 3

Date	28 March 1957
Protocol Number	45971
File	National Archives, The Hague, NA, 2.03.01 (Arch. AZ/KMP) inv.nr. 2850
From	Minister of Foreign Affairs Joseph Luns
To	Prime Minister Willem Drees
Description	<p>Letter and report of the ministerial conference on March 24 and 25th 1957.</p> <p>Preceding to the closing conference heads of delegations met to discuss outstanding issues. A protocol concerning German international trade was discussed (some delegations did not consider German trade with the Eastern Zone a pure internal German affair), a Dutch request to change the common agricultural policy, a Dutch restriction to free transport of labour due to housing shortage, the French Régime Special, the investment bank. The Netherlands requested to include in the treaty the possibility to appoint deputies to the Assembly. Spaak took the complete opposite to this. Further it was decided to install an interim-commission for the period until the treaties would come into force.</p>
Language	Dutch
Remarks	<p>Link to webpage: http://resources.huygens.knaw.nl/europeseintegratie/samenvatting/S00819. (published at: Dutch historical institute Huygens-ING, The Netherlands and European Integration, 1950-1986, http://www.huygens.knaw.nl/nederland-en-de-europese-integratie-1950-1986/?lang=en)</p>

351.00(4/070:30)

conf. Min. enz.

A

MINISTERIE
VAN BUITENLANDSE ZAKEN
'S-GRAVENHAGE

112896 A
30-307
m.
a.
R.
D

VERZOEKE BIJ BEANTWOORDING, KENMERK, ONDERWERP, DATUM EN NUMMER TE VERMELDEN

Kenmerk: DWS/IE

Datum: 28 maart 1957

Onderwerp: Verslag Ministersconferentie
te Rome op 24 en 25 maart 1957

Nummer: 45971

Fotonummer: 150948

Ter kennisgeving

TER BEHANDELING IN DE MINISTERRAAD

./.

Hiernevens moge ik U doen toekomen een verslag van de vergaderingen der Hoofden van delegaties en der Ministers van Buitenlandse Zaken, welke op 24 en 25 maart jl. te Rome hebben plaats gevonden ter bespreking van enkele nog overgebleven kwesties, verband houdende met de verdragen betreffende de Europese Economische Gemeenschap en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie.

Spoedshalve doe ik afschrift van dit verslag rechtstreeks toekomen aan onze ambtgenoten, leden van de Ministerraad.

DE MINISTER VAN BUITENLANDSE ZAKEN,

Zijner Excellentie
de Minister-President,
Voorzitter van de
Raad van Ministers.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN

FOTO-BtZ. 150948 a

Verslag van de vergaderingen der Hoofden van Delegatie
en der Ministers te Rome op 24 en 25 maart 1957

I HOOFDEN VAN DELEGATIE

Voorafgaande aan de slotconferentie der Ministers van Buitenlandse Zaken, kwamen de Hoofden van Delegatie op zondag 24 maart en maandag 25 maart nog eenmaal bijeen ter bespreking van een aantal nog openstaande punten.

De belangrijkste punten van deze bespreking kunnen als volgt worden samengevat :

- a.- het protocol betreffende de, aan Duitsland toe te kennen tariefcontingenten voor bananen, waarover tussen de Fransen en Duitsers overeenstemming was bereikt, werd goedgekeurd;
- b.- het Nederlandse voorstel om in het verdrag de mogelijkheid te openen naast de officiële leden der Assemblée ook een aantal plaatsvervangers te benoemen, werd verwezen naar de Ministers daar vooral de Belgen van oordeel waren, dat het hier een politieke beslissing betrof waarover de Hoofden van Delegatie geen beslissing konden nemen;
- c.- eveneens werd naar de Ministers verwezen een nieuwe Duitse tekst betreffende het protocol inzake de Duitse interzonale handel. Een aantal delegaties namelijk kon niet zonder meer accepteren, dat in deze tekst de zes Regeringen zouden constateren, dat de handel van de Duitse Bondsrepubliek met de Oostzone een zuiver interne Duitse aangelegenheid zou zijn;
- d.- op Nederlands verzoek werd een wijziging aanvaard van artikel 43 par. 2, derde alinea van het verdrag, waarin aanvankelijk stond vermeld, dat de Raad met het oog op de totstandkoming van een gemeenschappelijke landbouwpolitiek niet alleen bindende reglementen, richtlijnen en besluiten kan vaststellen, doch ook onverbindende aanbevelingen kan doen. Deze tekst werd op Nederlands verzoek versterkt, waardoor een sterkere nadruk op de bindende reglementen etc. komt te vallen;
- e.- de Nederlandse delegatie verzocht verder om een verduidelijking van dezelfde alinea, waardoor vast zou komen te staan, dat de Commissie op dit terrein de Assemblée zal dienen te raadplegen, zoals trouwens reeds in een vroegere vergadering der Delegatiechefs was overeengekomen.
De Duitse delegatie had er bezwaar tegen de tekst van het verdrag zelf op dit punt te wijzigen, doch men kwam overeen in de Notulen een verklaring op te nemen, dat naar het oordeel der Nederlandse delegatie in het kader van artikel 43 het de Commissie, en niet de Raad is, welke de Assemblée raadpleegt;

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN

- 2 -

- f.- op Nederlands verzoek werd eveneens in de Notulen vastgelegd, dat de Nederlandse Regering zich het recht voorbehoudt vast te stellen, dat ernstige woningschaarste voor Nederland een beletsel zou kunnen vormen tot realisatie van het vrije verkeer van arbeidskrachten;
- g.- Voorst werd van Nederlandse zijde erop gewezen, dat de toepassing van artikel 85, het kartelverbod betreffende, in Nederland tot moeilijkheden aanleiding zou kunnen geven wanneer bepaalde rechterlijke organen de verbodsbepalingen van dit artikel zouden laten prevaleren boven de nationale wetgeving.
Na een langdurige discussie werd besloten in de Notulen een "Note interprétative" op te nemen behelzende, dat artikel 85 lid 2 geïnterpreteerd moet worden in het licht van de artikelen 87 en 88, hetgeen betekent dat de verbodsbepaling van artikel 85 moet worden toegepast op basis van de uitvoeringsbesluiten vastgesteld door de Raad respectievelijk door de nationale Regeringen overeenkomstig de voorschriften van de genoemde artt. 87 en 88;
- h.- de Franse delegatie vroeg om een redactionele wijziging in de tekst van het protocol betreffende het hun toegestane "Régime spécial", waardoor in plaats van "taux maxima" gesproken zou worden van "taux maximum" in het enkelvoud. Op een Nederlandse vraag verduidelijkte de Franse delegatie dat hierdoor geen materiële wijziging werd aangebracht daar er immers in de praktijk slechts één algemeen maximum van toepassing is. De andere delegaties gingen hierop met het Franse voorstel akkoord.
- i.- een lange discussie volgde op een Frans verzoek om in artikel 97 alsnog te bepalen, dat de Staten, welke ten aanzien van de omzetbelasting het cascade-systeem toepassen, bij export nooit meer zouden mogen terugbetalen dan in feite aan belasting geheven was. De Duitsers verzetten zich hiertegen daar dit, gezien de aard van het systeem onuitvoerbaar was. Tenslotte kwam men overeen in de Notulen een verklaring op te nemen, dat artikel 97 in de eerste plaats ten doel heeft een administratieve vereenvoudiging door te voeren en niet aanleiding mag geven tot een hulp voor de export;
- j.- de Franse delegatie verzocht in de Notulen op te nemen, dat de Franse Regering ten behoeve van Algiers en de andere DOM geen steun zal vragen uit het Investeringsfonds voor de O.G.;
- k.- op verzoek van de Duitsers werden in artikel 193, betreffende de samenstelling van het Comité Economique et Social alsnog ook de transporteurs vermeld als categorie welke in ieder geval in dit Comité vertegenwoordigd zou moeten zijn;

- 1. -

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN

- 3 -

l.- de andere delegaties gingen akkoord met een Nederlands verzoek om in de Notulen een verklaring op te nemen, dat de leden-staten van Euratom zover mogelijk zullen gaan bij het vaststellen van een gemeenschappelijke politiek inzake de gezondheidsbescherming;

m.- Dividend uitkering Investeringsbank

In verband met de wens zo mogelijk in het statuut van de Bank alsnog een bepaling op te nemen, welke specifiek zou voorzien in de mogelijkheid, dat de Bank t.z.t. tot uitkering van dividend zou kunnen overgaan, resp. een dergelijke mogelijkheid in de Notulen vast te leggen, werd tevoren overleg gepleegd met enkele andere delegaties.

De Duitse delegatie ontried enigerlei activiteit ten sterkste en verklaarde een heropening van het debat over de statuten zeer te zullen betreuren. Men wees er op, dat de statuten thans een dividenduitkering niet verbieden en dus mogelijk maken. Dit is ook steeds de bedoeling van Duitsland geweest. Mede daarom vreesde men dat een interventie hierover wel eens tot het tegendeel zou kunnen leiden. Bovendien was de Duitse delegatie bevreesd, dat dit de Italianen er toe zou leiden terug te komen op het artikel inzake de aan de staten te vergoeden rente op de speciale leningen. De Italianen hadden nog steeds een reserve tegen de (gemakkelijke) procedure waarmede een statutair vastgestelde rentevoet van 4% verhoogd kan worden. De Duitsers hadden door een concessie bij het Sociale Fonds te doen de Italianen bewogen deze reserve in te trekken en zagen daarom ongaarne dat deze transactie - en dus h.i. onnodig - in gevaar werd gebracht.

Ook de Belgische delegatie achtte een heropening van de discussie niet nodig en tactisch onnuttig.

Op grond van het voorgaande werd door de Nederlandse delegatie besloten dit punt te laten rusten, mede in de overweging dat het Ministerie van Financiën het wenselijk achtte in dit opzicht ernstig rekening te houden met het Duitse standpunt gezien de hiervoor genoemde omstandigheden van materiële en tactische aard.

n.- vervolgens keurden de Hoofden van Delegatie goed de samenvatting van de interpretatieve uittreksels uit de Notulen zowel ten aanzien van de EEG als voor Euratom. Besloten werd deze lijst niet te publiceren, doch wel zullen de Regeringen van de inhoud hiervan kunnen gebruik maken tijdens de parlementaire debatten;

o.- met betrekking tot de toelating van arbeiders uit Algiers deelde de Franse delegatie mede, dat de Franse Regering hierover langs diplomatieke weg een nota zal indienen, over de inhoud waarvan nog prealabel overleg zal worden gepleegd;

- p. -

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN

- 4 -

- p.- met betrekking tot de bespreking van de verdragen in het GATT werd afgesproken, dat de Zes zullen streven naar een behandeling in het najaar. In de komende vergadering van het Interseasonal Committee zal wel een toelichting op de teksten kunnen worden gegeven, doch niet over de inhoud hiervan worden gediscussieerd.
- q.- de in te stellen Interim Commissie zal nader moeten regelen of in het GATT de Zes gecoördineerd zullen optreden dan wel door één woordvoerder zullen worden vertegenwoordigd.

II CONFERENTIE DER MINISTERS VAN BUITENLANDSE ZAKEN

De zes Ministers van Buitenlandse Zaken kwamen in de ochtend van 25 maart nog eenmaal bij elkaar ter bespreking van die problemen waarover de Delegatiechefs uit hoofde van het politieke karakter hiervan geen beslissing hadden kunnen nemen.

1. De discussies concentreerden zich vooral op het Nederlandse verzoek om in het verdrag de mogelijkheid op te nemen tot het benoemen van plaatsvervangers voor de officiële leden der Assemblée tot een maximum aantal gelijk aan de helft van het aantal officiële leden. Terwijl de meeste delegaties zich in beginsel bereid verklaarden mede te werken aan een oplossing voor de Nederlandse moeilijkheid, verzette Minister Spaak zich hardnekkig hier tegen. Zijn voornaamste argument was dat hierdoor een materiële verandering werd aangebracht in een vroegere beslissing der Ministers. Indien de Nederlandse delegatie hieraan vasthield zou hij verplicht zijn telefonisch aan Brussel nieuwe instructies te vragen, waarbij hij bij voorbaat kon mededelen, dat de Belgische Regering dan ook heropening zou eisen van de discussie over andere vraagstukken en met name over de verdeling van de bijdragen voor de O.G. Minister Luns herinnerde eraan, dat de Nederlandse vraag niet onverwacht een nieuw probleem schiep, daar immers de Nederlandse Regering reeds sinds enige weken via diplomatieke weg contact met de andere Regeringen had opgenomen over deze kwestie. Hierbij was van enig principiële bezwaar niet gebleken, ook niet van de zijde der Belgische Regering. De Nederlandse woordvoerder verwierp ten stelligste ieder verband tussen dit vraagstuk en de kwestie van de bijdragen voor de O.G. Nu Minister Spaak deze kwestie echter had aangeroerd wilde Minister Luns er echter wel op wijzen, dat de overeengekomen bijdragen voor respectievelijk Congo en Nieuw-Guinea, in het licht van de financiële positie dezer beide gebieden, bepaald ongunstig voor Nieuw-Guinea was uitgevallen.

Ondanks verschillende pogingen om tot een compromis te geraken weigerde Minister Spaak stelselmatig een oplossing te accepteren, welke een wijziging van het verdrag zou inhouden. Onder deze omstandigheden verklaarde Minister Luns zich tenslotte bereid een door Staatssecretaris Faure voorgesteld compromis te aanvaarden, waarbij de tekst van het verdrag ongewijzigd zal blijven, doch daarnaast de zes Ministers een Resolutie aanvaardden, waarin aan de Interim-Commissie

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN

- 5 -

de opdracht wordt gegeven te bestuderen op welke wijze samenwerking tussen de verschillende Europese Assemblées zal moeten worden georganiseerd, en waarbij zij zich bereid verklaren de hiertoe noodzakelijke onderhandelingen te openen.

Hoewel zulks niet in de tekst vermeld is, is door alle delegaties uitdrukkelijk verklaard, dat bij deze studie ook het vraagstuk van de plaatsvervangende leden aan de orde zal moeten komen.

2. Met betrekking tot het Duitse verzoek inzake de formulering van het Protocol betreffende de Duitse interzonale handel, werd overeenstemming bereikt over een tekst, waarin tegemoet wordt gekomen aan de Duitse wens om duidelijk te laten uitkomen, dat het hier een intern Duits probleem betreft;
3. Voorts besloten de Ministers tot instelling van een Interim-Commissie, welke tijdens de periode tussen de ondertekening der verdragen en de inwerkingtreding, de activiteit der zes Regeringen met name in de OEEC en het GATT zal moeten coördineren en tevens een aantal problemen zal moeten bestuderen, welke voor deze inwerkingtreding van belang zijn. De Interim-Commissie zal bovendien de protocollen over het Statuut van het Hof en over de privileges en immuniteiten moeten opstellen, welke bij de ondertekening van het verdrag nog niet gereed waren gekomen.
Overeengekomen werd, dat het voorzitterschap der Interim-Commissie zal worden vervuld door Baron Snoy.
4. Naar aanleiding van een brief van de Hoge Autoriteit, waarin deze haar reacties had weergegeven op de haar toegezonden verdragsteksten, en waarin zij haar teleurstelling uitsprak over het feit, dat ten aanzien van de totstandkoming van een gemeenschappelijke energiepolitiek geen beslissingen waren genomen, werd besloten de H.A. uit te nodigen terzake voorstellen te doen aan de Raad van Ministers van de EGKS.

Document No 4

Date	6 April 1957
Protocol Number	739/Bent.
File	National Archives, The Hague, NA, 2.03.01 (Arch. AZ/KMP) inv.nr. 2716
From	Director-General of Foreign Economic Relations S.Th.J. Teppema, Dutch Ministry of Foreign Affairs
To	President and members of the Coordination Committee
Description	<p>Letter of the Director-General of Foreign Economic Relations on April 6th 1957 concerning the procedure of negotiations about the Free Trade zone.</p> <p>The negotiations concern the association of OECD-countries with the Common Market. The common position of the six restrict the Dutch scope to negotiate. The Netherlands stick to the realization of a free trade zone as strictly orthodox as possible. It is the question if the other member states agree. The line of conduct of the Dutch delegation will be to withhold from an official point of view before it has been tried to reach consensus. As far consensus at Brussels hasn't been reached, the Netherlands will be free to state their own point of view at Paris. Each case will be judged on its own merits.</p>
Language	Dutch
Remarks	<p>Link to webpage: http://resources.huygens.knaw.nl/europeseintegratie/samenvatting/S00664 (published at: Dutch historical institute Huygens-ING, The Netherlands and European Integration, 1950-1986, http://www.huygens.knaw.nl/nederland-en-de-europese-integratie-1950-1986/?lang=en)</p>

A

No. 739/Bent.

351.00(4): 326

Vrijh. zône

Aan de Voorzitter en Leden van de Coördinatie Commissie.

Betreft: Procedure t.a.v. de onderhandelingen te Parijs over een Vrijhandelszône.

De onderhandelingen te Parijs hebben betrekking op de associatie van de OEEC-landen met de Gemeenschappelijke Markt. Als uitgangspunt voor de bespreking dient het verdrag betreffende de gemeenschappelijke markt en de daarin voor tariefafbraak etc. overeengekomen regels. Deze basis is uiteraard niet onaantastbaar maar voorzover verdragswijzigingen nodig zijn is unanimititeit tussen de Zes vereist. Het is duidelijk dat deze geïntegreerde positie van de Zes de vrijheid van onderhandelen te Parijs voor Nederland in belangrijke mate beperkt.

Het lijkt gewenst deze situatie nader onder het oog te zien vooral omdat wel vaststaat dat Nederland t.a.v. de Parijse problemen opvattingen heeft, welke zeker niet zonder meer aan alle Zes gemeenschappelijk zijn. Nederland hecht aan de totstandkoming van een zo orthodox mogelijke vrijhandelszône grote waarde. Het is de vraag of zelfs deze primaire doelstelling door de andere leden van de Zes, behalve wellicht door Duitsland, oprecht wordt onderschreven. T.a.v. de verschillende deelproblemen zijn in elk geval talrijke, min of meer belangrijke divergenties te verwachten.

Terecht is afgesproken dat de standpunten welke door de leden van de Zes te Parijs zullen worden ingenomen, zullen worden gecoördineerd door de Brusselse interim-commissie. Gelet op het voorafgaande valt echter aan te nemen dat op belangrijke punten te Brussel niet, resp. niet terstond, unanimititeit zal kunnen worden verkregen. De vraag is: welke consequenties heeft dit voor de positie te Parijs voor een land als Nederland dat te Brussel wellicht nogal eens in een minderheidspositie zal blijken te verkeren.

Het verdrag van Rome verhindert opzichzelf Nederland niet om te ijveren voor een vrijhandelszône, ook als Frankrijk e.a. die niet daadwerkelijk zouden steunen.

Het is echter duidelijk dat dit ijveren weinig zin heeft indien er geen reële kans op zou bestaan Frankrijk of anderen op den duur mee te krijgen. Een vrijhandelszône waaraan Nederland wel, de anderen niet deelnemen is niet aan de orde.

Het coördinatie-vraagstuk doet zich in hoofdzaak voor bij alle deelproblemen van het Parijse overleg. Ook voor problemen welke eigen zijn aan de vrijhandelszône, zoals die betreffende het origine-begrip, is uiteindelijk overeenstemming tussen de Zes nodig en is daarom intensief vóóroverleg tussen de Zes gewenst.

Concluderende wordt de volgende gedragslijn voorgesteld:

1. De Nederlandse delegatie te Parijs onthoudt zich voorlopig, althans op belangrijke punten van een officieel standpunt alvorens is getracht tussen de Zes daaromtrent overeenstemming te verkrijgen.
2. Voorzover te Brussel geen overeenstemming kan worden bereikt dient Nederland zich van meet af aan tegenover de Zes de vrijheid voor te behouden te Parijs een zeker eigen Nederlands standpunt naar voren te brengen.
3. Het overleg te Brussel wordt zoveel mogelijk bespoedigd teneinde de delegaties te Parijs in staat te stellen actief aan de onderhandelingen deel te nemen.
4. Of en in welke mate Nederland zal gebruik maken van de mogelijkheid te Parijs een eigen standpunt in te nemen zal van geval tot geval moeten worden beoordeeld. Nederland kan zich uiteraard niet distanciëren van wezenlijke punten van het verdrag van Rome. Bovendien lijkt het een verstandig beleid openlijke tegenstellingen met name t.a.v. de delicate Franse positie zoveel mogelijk te vermijden. Eventueel kan aan de andere leden van de Zes worden toegezegd dat wij nooit een belangrijke eigen actie zullen ondernemen zonder hun voorkennis.

DE DIRECTEUR-GENERAAL VAN DE
BUITENLANDSE ECONOMISCHE BETREKKINGEN,

6 april 1957.

S-11-364-25-4-'57

Document No 5

Date	13 April 1957
Protocol Number	F.T.A.-3
File	National Archives, The Hague, NA, 2.03.01 (Arch. AZ/KMP) inv.nr. 2716
From	Head of the Dutch Delegation to the Study Group for the Free Trade zone S.Th.J. Teppema
To	-
Description	<p>Report on the third session of the study group for the Free Trade zone April 11th and 12th</p> <p>During the previous consultation of the six and also at the meetings of the study group especially the French reservations against the Free Trade Zone were put forward. The French used every opportunity to demand minimization of Free Trade regulations within the Treaty of Rome. The French are obstructive to the European Coal and Steel Community as well. They lock the tariff harmonization.</p> <p>Note of prime minister Drees in handwriting: 'The French attitude is indeed very annoying'.</p>
Language	Dutch
Remarks	<p>Link to webpage: http://resources.huygens.knaw.nl/europeseintegratie/samenvatting/S00665 (published at: Dutch historical institute Huygens-ING, The Netherlands and European Integration, 1950-1986, http://www.huygens.knaw.nl/nederland-en-de-europese-integratie-1950-1986/?lang=en)</p>

A

113291
15.4.57

351.00(4):336
Vrijh. zone

VERSLAG VAN DE DERDE ZITTING VAN WERKGROEP 21
(VRIJHANDELSZONE), d.d. 11 en 12 APRIL 1957.

A. Overleg tussen de zes landen van het Verdrag van Rome.

Voorafgaande aan de vergaderingen werd ook ditmaal door de vertegenwoordigers van de Zes overleg gepleegd inzake de eventueel door hen in te nemen standpunten.

1. Van Italiaanse zijde werd de vraag aan de orde gesteld of het niet tijd was het probleem van het voorzitterschap van Werkgroep 22 definitief tot een oplossing te brengen, daar volgens hen de positie van de interim-voorzitter de heer SERGENT, op den duur bezwaren met zich mede zou brengen. De Fransen toonden weinig enthousiasme voor een eventuele Franse candidaat, terwijl de Duitsers evenmin geporteerd waren voor een Duitse candidatuur. Op een vraag of wellicht een Nederlander beschikbaar zou zijn werd van Nederlandse zijde geantwoord, dat wij met de heer SERGENT zeer tevreden zijn!
2. Uitvoerig werd van gedachten gewisseld over het vraagstuk der algemene economische problemen. Onder deze algemene term wordt begrepen het gehele complex van de economische, sociale, handelspolitieke, monetaire enz. coördinatie resp. harmonisatie. Men was het er over eens, dat in dit stadium van de werkzaamheden in Werkgroep 21 vooreerst slechts sprake zou kunnen zijn van een algemene discussie. Van Italiaanse en vooral van Franse zijde, bleek men aan de verschillende met dit onderwerp verbonden vraagstukken bijzonder belang te hechten. Hierbij trad nog eens duidelijk aan het licht, dat men in Franse kringen nog enige tijd denkt nodig te hebben om de gevolgen van een eventuele associatie van een vrijhandelszone met de Zes te kunnen overzien. Overigens werd wel duidelijk gesteld, dat de Franse Regering door toezeggingen aan de Assemblée Nationale politiek op tal van punten met de rug tegen de muur staat en daardoor zal zijn gedwongen te eisen, dat bepaalde clausules uit het Verdrag van Rome (b.v. gelijke beloning voor mannen en vrouwen) in het Vrijhandelszoneverdrag onveranderd zullen worden opgenomen.
3. Met betrekking tot de regels inzake staatsinterventies werd gesproken over de mogelijkheden het systeem van de Zes toe te passen op de vrijhandelszone, of wel de huidige OEES-praktijk te volgen, ofwel beide systemen naast elkaar te laten bestaan. Welke van deze mogelijkheden uiteindelijk het meest acceptabel zal zijn, zal mede afhangen van de oplossing van de in dit verband een rol spelende institutionele kwesties.
4. Op het punt van de opheffing der kwantitatieve restricties bij de export werd door de Fransman de volgende toelichting gegeven bij de Franse opmerking in het rapport van de plaatsvervangers, volgens welke onverkorte toepassing van art. 34 van het Verdrag van Rome in de vrijhandelszone bezwaarlijk zou kunnen zijn.

- a. Anders dan in de marché commun, zouden in de vrijhandelszone NATO-leden en niet-NATO-leden met elkaar zijn verbonden, hetgeen een probleem zou kunnen vormen wat betreft de beperking van de uitvoer van strategische goederen naar communistische landen.
- b. In de vrijhandelszone zullen de landen een afzonderlijke handelspolitiek kunnen blijven voeren t.o.v. derde landen, hetgeen aanleiding kan geven tot "détournement de trafic".
- e. De GATT-clausule inzake instandhouding van schaarse natuurlijke hulpbronnen, die in het Verdrag van Rome niet werd overgenomen, zal in de Vrijhandelszone wel van toepassing moeten worden verklaard.

De opmerkingen van Franse zijde onder de punten 3 en 4 werden tijdens de vergadering van Werkgroep 21 herhaald.

B. VERGADERING VAN WERKGROEP 21.

I. Algemene economische problemen.

Een belangrijk deel van de derde zitting werd gewijd aan een bespreking van de algemene economische problemen. Deze bespreking vond plaats op basis van een nota van het secretariaat, waarin een confrontatie was neergelegd van de verschillende regels, die gelden voor de Zes en die, welke thans bestaan in de OEES.

Enige delegaties deelden mede, dat zij t.a.v. deze materie nog geen definitieve positie konden innemen.

a) Algemene verklaringen.

De Heer Bretherton (V.K.) benaderde de onderhavige materie vanuit de redenering dat het Verdrag van Rome een eigen constructie is gericht op de doelstellingen ener economische en douaneunie, terwijl daarentegen de vrijhandelszone zou worden gecreëerd binnen het raam van de OEES, hetgeen zou moeten inhouden dat de bestaande voorzieningen van de OEES zouden dienen te worden gehandhaafd en waar nodig aangevuld en/of versterkt. De opneming van algemene beginselen in de preambule zou voor bepaalde gevallen zeer nuttig kunnen zijn.

Van Deense zijde werd gesteld dat de later dóór hen in te nemen houding mede zou afhangen van de bevoegdheden, welke aan de verschillende instituties van de vrijhandelszone zullen worden toegekend.

De Zwitserse gedelegeerde gaf eveneens de voorkeur aan verbetering en uitbreiding van de huidige OEES-procedure.

De Heer Donnedieu de Vabres (Fr.) hield een uitvoerig betoog over het grote belang dat zijn land aan deze materie hechte. De Franse vertegenwoordiger constateerde, dat de territoriale evenals de materiele omvang van de vrijhandelszone veel wijder en lossler is dan van de gemeenschappelijke markt. Voor Frankrijk zelf moeten evenwel de garanties in beide operaties ten minste dezelfde zijn.

De Heer Ockrent deelde mede, dat het standpunt van zijn regering voortvloeit uit hetgeen door Minister Spaak namens de Zes op de laatste Ministersconferentie werd verklaard. Voorts wijdde hij een beschouwing aan de methoden en de doeleinden voor de marché commun en voor de vrijhandelszone. Uit deze beschouwing kunnen de volgende punten worden aangehaald:

- i. Daar in de vrijhandelszone de verschillende staten t.o.v. derde landen een autonome politiek blijven voeren, zal binnen deze zone de discipline groter moeten zijn dan binnen de marché commun.
- ii. Met de ervaring binnen de OEES voor ogen en gezien de eigen doelstelling van de Gemeenschappelijke Markt hebben de Zes vele vraagstukken uit de sfeer der unanimiteitsbeslissingen getrokken.

Hierna werd door de Belgische vertegenwoordiger op grond van theoretische en praktische overwegingen geconcludeerd dat z.i. indien de doelstellingen gelijk zijn de middelen ter bereiking daarvan ook identiek zouden moeten zijn.

b) Algemene beginselen van economische coördinatie.

De De Zweden gaven duidelijk te kennen niet te voelen voor de desbetreffende clausule in het verdrag der Zes, terwijl zij de artikelen in de conventie van de OEES voldoende achtten.

De Noorse gedelegeerde sprak de wens uit, dat in het vrijhandelszoneverdrag clausules zouden dienen te worden opgenomen, waarin de noodzakelijkheid van het voeren van een expansionistische economische politiek en een politiek van volledige werkgelegenheid zouden moeten worden onderstreept.

De Heer Ockrent was van oordeel, dat deze materie in de preambule diende te worden opgenomen, waaraan, naast de in de OEES aanvaarde doelstellingen de in een vrijhandelszone verdergaande objectieven zouden moeten toegevoegd.

Van Franse zijde meende men dat duidelijk de doeleinden dienden te worden uiteengezet, waarbij vooral een drietal punten moesten worden vermeld:

- i. Het essentiële belang van volledige werkgelegenheid.
- ii. De continuïteit van de expansie der nationale economieën;
- iii. Een harmonieuze verdeling van de economische activiteiten en van de productiecapaciteit.

c) Harmonisatie van de conjunctuurpolitiek.

Hierover werd slechts door de Heer Bretherton het woord gevoerd. Hij bracht naar voren, dat er weinig noodzaak bestond speciale regels in het vrijhandelszoneverdrag op te nemen gezien de effectiviteit van de werkzaamheden op dit punt van de verschillende organen en commissies binnen de OEES. Een doorbreking van de unanimiteitsregel achtte hij hier niet gewenst.

d) Betalingsbalans en wisselkoersen.

Over deze onderwerpen werd ondanks vrij uitvoerige beschouwingen van deze en gene delegatie bijv. over preconsultatie bij wisselkoerswijzigingen en onderlinge assistentie, grosso modo geconstateerd, dat de voorzieningen in I.M.F., E.P.U. - wellicht straks E.M.A. voldoende moeten worden geacht.

De Fransman behield zich zijn standpunt inzake de kwestie van betalingsbalansmoeilijkheden voor tot het onderwerp ontsnappingsclausules aan de orde zou zijn.

e) Harmonisatie van sociale en fiscale politiek.

De Franse gedelegeerde had hier het grootste aandeel in de discussie. Hij wees daarbij op de grote invloed welke kan uitgaan van een verschillende fiscale en sociale politiek op de concurrentie-voorwaarden. Hij hield daarbij vast aan de these dat de gevolgen van de sociale en fiscale wetgeving op de kostprijs afzonderlijk diende te worden bezien, terwijl hij zich uitdrukkelijk distancieerde van de stelling dat deze gevolgen van dezelfde orde moesten worden geacht te zijn als natuurlijke factoren (klimaat, bodemgesteldheid, etc.). Hij bracht in dit verband wederom in herinnering het onderzoek dat door de Economische Commissie wordt ingesteld betreffende prijsdispariteiten.

Tenslotte wees hij op de desbetreffende artikelen in het Verdrag van Rome, die naar zijn mening onverkort in het vrijhandelszoneverdrag zouden dienen te worden overgenomen. Zo niet, dan zou hier een mogelijkheid voor het invoeren van een ontsnappingsclausule mogelijk moeten zijn.

De Heer Bretherton bracht hier naar voren dat, ofschoon hij de Franse houding kon begrijpen, hij de procedure zoals voorzien in OEES en in de Raad van Europa voor de vrijhandelszone voldoende vond. Zonder zich er vóór te willen uitspreken, wilde hij echter niet de mogelijkheid uitsluiten dat voor bepaalde onderwerpen specifieke voorzieningen zouden kunnen worden getroffen.

Besloten werd de kwestie van de harmonisatie belastingwetgeving betreffende in- en uitvoer naar de Plaatsvervangers te verwijzen.

f) Europees sociaal fonds.

Van Italiaanse en Griekse zijde werd het belang onderstreept ook in de vrijhandelszone een zodanig fonds te creëren. De Zweedse en de Engelse gedelegeerden meenden echter, dat de door een dergelijk fonds uit te oefenen taken door elk land afzonderlijk dienden te worden verzorgd. Enige tijd werd nog stil gestaan bij de vraag of een sociaal fonds in de vrijhandelszone los zou moeten staan van dat, voorzien in het Verdrag van Rome, en hoe en in welke omstandigheden op dit fonds een beroep zou kunnen worden gedaan.

g) Handelspolitiek t.o.v. derde landen.

De Heer Donnedieu de Vabres was van mening, dat op dit terrein twee problemen de aandacht vroegen:

- i. Goederen van bepaalde landen genieten een preferentiële behandeling op markten in derde landen, hetgeen niet zonder invloed zou zijn op de concurrentievoorwaarden binnen de vrijhandelszone.
- ii. Ondernemingen in derde landen vinden in de vrijhandelszone een uitgestrekte markt met vrije concurrentie, hetgeen een prikkel inhoudt tot vestiging van dochtermaatschappijen, een factor die tot onevenwichtigheden aanleiding kan geven.

De Heer Bretherton stelde, dat dit geen nieuwe gezichtspunten waren, terwijl bovendien de vestiging van buitenlandse ondernemingen binnen de zone, gepaard gaande met kapitaalvoer, slechts een positief element zou kunnen zijn.

h) Transport.

De Deense afgevaardigde achtte het ook op dit gebied nodig regels neer te leggen, die in het vervolg protectie door middel van de wetgeving onmogelijk zouden maken.

Van Noorse zijde vroeg men de regels in elk geval ook betrekking te laten hebben op scheepvaart en luchtverkeer.

De Heer Bretherton meende dat gedetailleerde regels op dit gebied niet nodig waren, omdat men met een algemeen verbod van discriminatie tussen binnen- en buitenlandse vervoersmaatschappijen kon volstaan; een klachtenprocedure zou daarbij eventueel een nuttige functie kunnen vervullen. In dit verband werd nog van gedachten gewisseld over de vraag langs welke weg men tot een oplossing van deze problemen diende te komen, d.w.z. welke organisaties hierbij zouden dienen te worden ingeschakeld. (De Europese Commissie van Transportministers, het Maritime Transport Committee, etc.)

i) Betalingsregiem in het algemeen.

Men was het er algemeen over eens, dat aan de Managing Board van de EBU opdracht zou moeten worden verleend de invloed na te gaan van de instelling van een vrijhandelszone op het huidige betalingsstelsel in West-Europa.

j) Onzichtbare transacties.

Van Italiaanse, Zwitserse en Deense zijde werd aangedrongen op de opneming van clausules, strekkende tot volledige afschaffing van de beperkende bepalingen op dit gebied. Deze landen en de andere, die zich in de discussies mengden, waren het er echter niet over eens of hier gedetailleerde regels nodig zouden zijn dan wel een algemeen verbod.

k) Kapitaalverkeer.

De Denen, Noren, Italianen en Zwitsers achtten, overigens om duidelijk zeer uiteenlopende overwegingen, het noodzakelijk hiervoor regels vast te stellen, daar juist de instelling van

een vrijhandelszone een geheel nieuw investeringspatroon tot gevolg zou hebben. Een grote en tevens onbesliste strijd-vraag bleek echter op welke wijze het onderzoek van deze materie zal dienen te worden aangepakt.

De controverse met betrekking tot de keuze dit vraagstuk voor advies voor te leggen aan de Managing Board dan wel hiervoor een afzonderlijke werkgroep in te stellen, waaraan Regeringsvertegenwoordigers van alle OEEC-leden zouden deelnemen, bleef voorshands onbeslist, zij het dat de tendentie naar de laatste oplossing overheelt.

l) Migratie van arbeiders.

Van Griekse en vooral van Italiaanse zijde werd gesteld, dat de bestaande regels van de OEEC bepaald onvoldoende waren. Zij verlangden, dat in het vrijhandelszoneverdrag aan dit onderwerp gedetailleerde regels zouden worden gewijd.

De Zweden en de Engelsen brachten echter naar voren, dat zij de OEEC-regels voldoende achtten, doch dat een verwijzing daarna in de preambule van het vrijhandelszoneverdrag geen kwaad zou kunnen.

m) Voorzieningen voor sociale verzekeringen.

Hierop kwam van geen enkele zijde commentaar.

n) Het recht van vestiging van ondernemingen in partnerlanden.

Hierbij deelden slechts de Engelse en de Noorse afgevaardigden mede hun positie voorlopig te reserveren. Zij wezen er echter op, dat uitvoering van de desbetreffende voorzieningen in het Verdrag van Rome zonder dat daarvoor in de vrijhandelszone een regeling zou bestaan, een discriminatie zou inhouden.

II. Regels op het gebied van staatsinterventies.

De discussies over dit onderwerp vonden plaats aan de hand van een rapport van de Plaatsvervangers (FTA(57)10).

a) Subsidies en hulp aan exporteurs.

De Deense afgevaardigde was van gevoelen, dat de onderscheiding tussen exportsubsidies en produktie-subsidies slechts kunstmatig was, een standpunt, dat de Heer Bretherton deelde, voorzover de subsidies aan exportprodukten die voor goederen bestemd voor binnenlands verbruik zouden overtreffen.

De Fransman vestigde nog eens de aandacht op par. 39 van het Rapport van Werkgroep no. 17 en op het feit, dat de Franse "taxe temporaire" en de restitutie van sociale en fiscale lasten bij export door de Zes waren geaccepteerd.

Een interessant debat ontstond daarop over de vraag of de procedure van het Verdrag van Rome gevolgd diende te worden, of dat de bestaande OEEC-regelen voldoende waren, terwijl een combinatie van deze beide mogelijkheden ook een punt van overweging vormde.

In wezen komt het hier neer op een institutionele vraag. Hoewel er in de verdragsregels en in de OEEC-regels verschillen zijn in die zin, dat specifieke vormen in het ene geval uitdrukkelijk verboden zijn, in het andere geval specifieke vormen niet onverenigbaar zijn met de doelstelling "verbod tot kunstmatige concurrentievervalsing" zijn, kan geconstateerd worden, dat de materie zelf, zij het met verschillende benadering doelmatig regelbaar is. Als sluitstuk hierop is een klachtenprocedure denkbaar, en zeker noodzakelijk naarmate men minder specifieke regelingen treft. Het principiële verschil tussen de OEEC-procedure - unanimité en dus veto-recht - en de regeling van het Verdrag van Rome - een beslissing van de Europese Cie resp. het Hof - zijn de Engelsen bereid te verzachten. Men ziet in dat bepaalde constatering en uitspraken ook tegen de politieke wil van een der deelnemers excutabel verklaard moeten kunnen worden.

De Heer Ockrent ging in dit verband uitvoerig in op de juridische implicaties van de regels der Zes en van de OEEC. Ofschoon hij op dat ogenblik nog geen concrete oplossing aan de hand kon doen, kwam hij wel tot de conclusie, dat het zin zou hebben om daar, waar - zoals bij het onderhavige probleem - over het doel een vrijwel algemene opinie bestaat nu reeds een institutionele oplossing te zoeken.

Wat betreft de organisatorische opzet, kan men zich voorstellen, dat een orgaan wordt gecreeërd, dat uitmaakt of een bepaalde subsidiepraktijk valt onder een zeker verbod. Dit orgaan zou voorts moeten vaststellen of de schade welke door deze praktijk was veroorzaakt, ingrijpen rechtvaardigde. Dit laatste omdat het begrip concurrentievervalsing zeer vaag was.

Zou men de geïncrimineerde praktijk willen toetsen dan zou òf een zeer gedetailleerde regeling van verboden moeten bestaan òf een algemeen verbod, dat naast een juridische ook ruimte laat voor een nationaal-politieke interpretatie.

De Franse gedelegeerde wierp de vraag op, of er een element van discriminatie schuilde in het geval, dat de regels van de Zes strikter zouden zijn dan die van de vrijhandelszone. Als antwoord hierop werd gesteld, dat de Zes onderling hun regels zouden moeten toepassen en dat in de verhouding ten opzichte van de overige leden van de vrijhandelszone vice versa de regels van de vrijhandelszone van toepassing zouden zijn.

Op een Engelse vraag hoe men met exportsubsidies t.o.v. derde landen aan zou moeten worden verwezen naar art. 112 van het Verdrag van Rome, dat bepaalt dat de voorzieningen in andere internationale organisaties van kracht blijven.

b) Kwantitatieve restricties op de export.

Verschillende landen gaven nog een korte toelichting op hetgeen door hun plaatsvervangers in het rapport was neergelegd. (Voor de Franse opmerkingen zie vooroverleg Zes).

Wat betreft de periode, welke zou moeten gelden voor de afschaffing dezer restricties, werd van Engelse zijde medegedeeld dat men deze periode zo kort mogelijk wilde stellen, doch dat hier een verband lag met de afbraak van de tarieven (bijv. bij het geval van de exportrestricties op schroot).

c) Staatsondernemingen en -monopolies.

De discussie over dit onderwerp spitste zich aanvankelijk toe op de vraag of de onderscheiding tussen staatsondernemingen en -monopolies - zoals in het Verdrag van Rome is geschied - wel zinvol was. Het werd hierbij duidelijk dat het institutionele aspect ook hier weer een belangrijke rol speelde waarbij de vraag aan de orde kwam of hier niet naar een oplossing kon worden gestreefd analoog aan die, welke zou gelden voor de exportsubsidies. Voorts bleek, dat men zich omtrent deze materie nog weinig concrete denkbeelden had gevormd, waarbij ook een rol speelde de vraag of hier de verschillende regelingen op landbouwgebied geheel of gedeeltelijk buiten beschouwing zouden moeten blijven.

d) Dubbele prijzen.

Hierover werden geen verklaringen afgelegd.

e) Dumping.

Ten aanzien van de dumping concentreerde zich het gesprek op de vraag of unilaterale anti-dumpingmaatregelen zouden kunnen worden genomen, dan wel of voorafgaand overleg met de partners zou dienen plaats te hebben. Deze vraag zou tevens dienen te gelden voor de overgangs- en de definitieve periode.

De Heer Bretherton distancieerde zich van de voorzieningen, welke in het Verdrag van Rome waren neergelegd en sprak zich uit voor unilaterale actie zowel tijdens de overgangsperiode als daarna.

Wel zou over de genomen tegenmaatregelen een objectief oordeel achteraf aanvaard moeten worden.

III. KWESTIE VAN DE KSG.

Van Zweedse en Deense zijde werd naar voren gebracht, dat men spoedig zekerheid wenste te hebben over de vraag of kolen en staal binnen het regiem van de vrijhandelszone zouden vallen, en dat zij op dit punt een bevredigende regeling wensten.

Wij wezen in dit verband op

- a) het feit, dat formeel werkgroep 21 opdracht heeft de associatie tussen Gemeenschappelijke Markt en de OEES-landen uit te werken in de constructie ener vrijhandelszone, en niet eenzelfde opdracht heeft met betrekking tot de reeds bestaande Kolen en Staalgemeenschap.
- b) ~~dat~~ ~~hoe~~ ~~wel~~ zeer zeker hier materiele problemen liggen, die op de een of andere wijze een oplossing moeten vinden, de verdragsrechtelijke, institutionele en materiele verschillen die het Verdrag van Rome en de E.G.K.S. doen zien, onderling overleg tussen de 6 Regeringen en de KSG, nodig is om tot klaarheid en oplossingen te komen. Dit overleg kost tijd en de Zes zullen trachten dit zoveel doenlijk te bespoedigen.

Nadat aldus verschillende delegaties - zij het soms vaag en voorlopig - over de hierboven aangestipte punten hun visies hadden gegeven, rees uiteraard de vraag "hoe nu verder?"

Zoals uit het voorafgaande blijkt, heeft de Franse delegatie geen gelegenheid onbenut gelaten, en waar nodig de gelegenheid zelf gecreëerd om de gehele inventaris van het Verdrag van Rome als minimum inhoud voor een regeling voor een vrijhandelsgebied te verlangen; op enkele gebieden wenst men uitdrukkelijk een verdergaande regeling.

In de huidige fase van dit Parijse overleg in het kader van de algemene beschouwingen kon dit dan nog wel, maar in de volgende ronde zal er toch meer tekening in het geheel moeten komen.

Het is duidelijk wat de Fransen stellen - minder duidelijk is wat zij eigenlijk willen of wellicht zouden kunnen. Voorspands is dit zeker niet veel - de Franse betalingsbalanscrisis, die dezer dagen wederom tot nieuwe en verscherpte autonome voorzieningen heeft moeten voeren betekent, dat Frankrijk in welk bestel van multilaterale regelingen dan ook van alle ont-snappingsclausules een maximaal gebruik moet maken. Of het nu GATT-regels of OEES-regels zijn, dan wel over enige tijd de regels van het Verdrag van de Gemeenschappelijk Markt, tenzij er wonderen gebeuren, waarin het geloof ontbrekt, als partner staat Frankrijk buiten spel. Ook in het kader van de EGKS heeft de Franse houding, welke de harmonisatie van de tarieven in de KSG-landen blokkeert, waardoor ook het

associatiebestel tussen KSG en Verenigd Koninkrijk in het slob dreigt te raken tot het allergrootste wantrouwen of althans gebrek aan vertrouwen geleid.

De positie, die Frankrijk in het Parijse overleg inneemt is dus - zacht gezegd - zeer doorzichtig. Gezien evenwel de tot dusverre betoonde Gemeenschapsdiscipline van de andere deelnemers in de Gemeenschappelijke Markt, kan men nog alle kanten uit.

Er is zeker overeenstemming te bereiken over de algemene doelstellingen ener vrijhandelszone en de specifieke middelen daartoe.

De bewijslast, dat de inhoud van het Verdrag van Rome juist is ook voor een vrijhandelszone, rust op de Zes. De redenering dat de bewijslast op degenen die zich willen associëren ligt, indien en voorzover zij het Verdrag van Rome in al zijn uitwerkingen niet nodig vinden, wijzen de Engelsen c.s. af. Zij stellen niet ten onrechte m.i., dat het feit, dat de Zes hun verdrag zó hebben gemaakt als het luidt, zeker niet bewijst dat het aldus goed en noodzakelijk is voor een vrijhandelsgebied. Zij zeggen: het kan op diverse punten anders, eenvoudiger en minder stringent, op andere punten daarentegen stringenter.

De Franse verlangens implicerende de facto en de jure veeleer een participatie dan een associatie - terwijl het anderzijds duidelijk is, dat de Fransen aan het Verdrag van Rome vasthouden om de anderen er buiten te houden. Deze steeds doorzichtiger wordende houding zal m.i. in de volgende ronde niet meer door de andere vijf deelnemers gedekt kunnen worden.

Hoe stelt men zich bijv. voor de sleutels voor stemverhoudingen, voor deelneming in fonds en Bank e.d. te handhaven indien een of meer landen zouden voorstellen dan maar aan de Gemeenschappelijke Markt mee te doen?

Bijv. door met nadruk en bij herhaling gestelde eisen van een analyse der prijs- en kostendispariteiten, aan welke onmogelijke taak de Economische Commissie moest beginnen op grond van een vroeger in de OEES op Franse instigatie genomen beslissing - zouden de Fransen eerst willen zien, voordat men zich over een vrijhandelszone zou kunnen uitspreken. Indien dit geen obstructie is, lijkt het er toch wel in alles op!

De Interim Commissie te Brussel, resp. de regeringen der Zes, zullen zich dan ook op korte termijn intern moeten beraden over de verdere gang van zaken. Immers te Parijs wordt nog steeds strak vastgehouden aan de opdracht medio juni een rapport uit te brengen, liefst aan de hand van een opzet van een associatie-verdrag, wat een vrijhandelszone tot object heeft.

Om dit te forceren, zal door het Secretariaat te Parijs nu reeds een eerste schets worden opgesteld, waarin men dan ook de reeds gebleken controverses - zoals werd aangeduid - "provocatief" tegenover of naast elkaar zal stellen.

Op enige punten is nu reeds gevraagd aan de aan Werkgroep 21 deelnemende landen in concreto hun opvatting kenbaar te maken.

Dit betreft o.m. de verhouding vrijhandelszone tot de goederen vallende onder de werking van de EGKS.

Voorts het transportvraagstuk - moet dit als zodanig in een vrijhandelsgebied geregeld worden in specifieke verdragsverplichtingen - kan men volstaan met enige algemene beginse-len resp. is een klachtenprocedure voldoende.

Eenzelfde vraagstuk doet zich voor bij zgn. onzichtbare transacties (dienstenverkeer in het algemeen):

Indien men een vrijhandelszone ziet in een relatief beperkte opzet, nl. de vrijmaking van het onderlinge verkeer tussen de deelnemers op het gebied van tarieven en kwantitatieve restricties, is de redenering m.i. juist dat men ook volstaan kan met een groot deel der bestaande OEEC-stellingen en uitwerkingen op algemeen economisch gebied over te nemen en te precisieren, waarbij op verschillend gebied wel adequate institutionele voorzieningen met name doorbreking van de unanimiteitsregel aanvaard moet worden - naast verscheidene algemeen objectieven van het verdrag van Rome en dat dan een gedetailleerd complex van specifieke verplichtingen kan worden gemist, aangenomen men komt tot een klachtenprocedure waarbij de executie van het objectief gegeven oordeel bij voorbaat moet zijn aanvaard.

Dit is heel in het kort de essentie van de opvattingen van de Engelsen c.s.

Hier staat dan tegenover de Franse opvatting zoals hierboven en in mijn vorige verslagen aangeduid. Indien de Franse opvatting binnen en buiten de ~~zet~~ niet zo zeer aan gerechtvaardigde twijfel omtrent de goede bedoelingen onderhevig ware zou men openlijk over het een of over het ander kunnen overleggen en tot een behoorlijk compromis kunnen komen.

Dit helaas niet zo zijnde, komt de vraag op of de partijen bij het Verdrag van Rome hierover niet onderling moeten be-ginnen duidelijke taal te spreken.

Het Romeinse Verdrag geeft in art. 15 een goed aanknopingspunt, nl. de zes landen behoeven onderling in hun vrijmaking van het handelsverkeer niet te wachten op de meest langzaam voortgaande partner - laten dan degenen die sneller kunnen en zich niet hoeven vast te klampen aan allerlei specifieke voorwaarden, sneller te werk gaan en dan ook niet m.b.t. een vrijhandelszoneregeling allerlei specifieke h.i. onnodige voorwaarden stellen. Het land, dat het objectief overeengekomen tempo niet kan aanvaarden moet toch niet in de positie worden gelaten de goede gang van zaken zowel in de ene als in de andere constructie wezenlijk te verstoren of te vertragen.

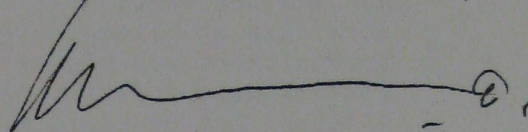
Ik voel mij genoodzaakt deze beschouwingen, die zeker ook allerlei politieke reflexen inhouden, hier en nu weer te geven, omdat gezien de tijddruk die vanuit Parijs wordt uitgeoefend tot zeer spoedig overleg en tot conclusies dwingt.

Het te Parijs voor Werkgroep 21 nu vastgestelde tijdschema voorziet nl. na een nog korte vergadering op 2 mei a.s., waar-bij kennis genomen kan worden en gediscussieerd zal worden over verschillende in werkgroepen en bij de plaatsvervaarders in-bewerking zijnde onderdelen een op 8 én 9 mei te beginnen bijeenkomst, die dan enige weken zal moeten voortduren, en waarbij dan toch, zoal niet met betrekking tot alle deelproblemen

voor een reeks van zeer belangrijke aspecten spijkers met koppen moeten worden geslagen.

Ik moge mijn verontschuldigen aanbieden voor de lengte van dit verslag; voor diegenen die h.t.s. en dezer dagen te Brussel met de onderhavige materie moeten opereren, leek het mij noodzakelijk zo volledig mogelijk op de hoogte te zijn van de ontwikkeling te Parijs, zoals die zich tot gisteravond aftekende.

DE VOORZITTER VAN DE DELEGATIE,



13 april 1957.

(Wegens tijdgebrek
ongecorrigeerd).

S-11-398-25-4-'57

Poland*List of documents**Document No 1*

Date	2 April 1957
Protocol Number	Notatka 20
File	
From	Ministry of Foreign Affairs, Department of International Organizations (M. Blusztajn)
To	Minister of Foreign Affairs Adam Rapacki
Description	Note on the reaction of Poland towards Euratom and the Common Market
Language	Polish

Dep. Międz. Org. Polit. i Gosp.

Gm. 1579/57. 2/4
Warszawa, dnia 2 kwietnia 1957 r.

Notatka 20.

w sprawie naszej reakcji na Euratom i Wspólny Rynek.

1. Z dotychczasowego przebiegu dyskusji nad sprawą Euratomu i Wspólnego Rynku w krajach objętych tymi planami należy przypuszczać, że ratyfikacja odnośnych układów nie natrafi na poważniejsze trudności. Należy przy tym pamiętać, że jeśli plan Wspólnego Rynku jest przedmiotem dość ostrych krytyk ze strony pewnych kół gospodarczych i politycznych we Francji i Niemczech, to plan stworzenia organizacji atomowej spotkał się naogół ze stosunkowo przychylnym przyjęciem. Jednakże krytyki te w żadnym wypadku nie dorównują swą ostrością tym jakie były ongiś formułowane pod adresem Europejskiej Wspólnoty Obronnej i nie wydaje się żeby możliwa była taka mobilizacja opinii publicznej przeciwko planom Wspólnego Rynku jaką udało się zrealizować wokół sprawy Armii Europejskiej.

2. Nie oznacza to oczywiście, że powinniśmy poddać się z fatalizmem rozwojowi wypadków. Nawet ratyfikacja układu o Wspólnym Rynku nie przekreśla wcale możliwości akcji na rzecz szerszej ogólnoeuropejskiej współpracy gospodarczej (zagadnienie Euratomu traktować należy oddzielnie). Realizacja planów Wspólnego Rynku obliczona jest na długie lata i sądząc z dotychczasowych doświadczeń z planami podobnego typu prawdziwe trudności zaczną się dopiero wtedy gdy przewidziane redukcje ceł osiągną znaczniejsze rozmiary (2 etap).

3. Wydaje się, że planując naszą ew. kontrakcję wobec planów Wspólnego Rynku należy przyjąć, że odnośne umowy zostaną przez sygnatariuszy ratyfikowane. Odwrócić szanse ratyfikacji mogłaby tylko jakaś radykalna zmiana w sytuacji politycznej, naco się w tej chwili nie zanosí. Innymi słowy, nie wydaje się, żeby działanie wymierzone bezpośrednio przeciwko Wspólnemu Rynekowi mogło w obecnych warunkach skłonić ich zwolenników do zmiany nastawienia. Powinniśmy się raczej nastawić na działanie długofalowe, które w perspektywie ustępującego stopniowo naprężenia i poprawy stosunków międzynarodowych może jedynie rokować jakieś szanse powodzenia.

4. Nie oznacza to bynajmniej, że powinniśmy zrezygnować z krytyki planów Wspólnego Rynku. Przeciwnie wydaje się, że nie powinniśmy pomijać żadnej okazji ażeby wykazać błędność założeń teoretycznych tego planu i niebezpieczeństwa jakie pociągnie za sobą jego

realizacja. Poważną rolę ma do odegrania nasza prasa, która w dotychczasowych swych enuncjacjach oferuje raczej argumentacją dość prymitywną i schematyczną.

5. Krytyce musi jednak towarzyszyć pozytywny plan rozwiązania tych problemów, którymi zajmuje się Buratom i Wspólny Rynek. Wydaje się że taki pozytywny plan powinien opierać się na następujących przesłankach.

a) Uznajemy w zasadzie celowość integracji gospodarczej jako środka prowadzącego do racjonalniejszego wykorzystania zasobów surowcowych, kapitałowych i ludzkich w Europie. Integracja nie może jednak prowadzić do utrwalenia istniejących różnic w rozwoju gospodarczym poszczególnych krajów. Powinna ona zmierzać do harmonijnego rozwoju sił wytwórczych wszystkich.

b) Liberalistycznej koncepcji na której oparty jest plan Wspólnego Rynku chcemy przeciwstawić koncepcję świadomego planowego działania zainteresowanych rządów w imię racjonalniejszego wykorzystania europejskich zasobów. Uważamy, że im szerszy zasięg terytorialny takich poczynań tym większe stają się możliwości, tym łatwiejsze rozwiązywanie sprzeczności.

c) Integracja nie może być wynikiem żywiołowego procesu, który nieuchronnie musiałby doprowadzić do zwiększonej koncentracji kapitału w rękach monopoli i do niebezpieczeństwa praktyk restrykcyjnych typu kartelowego.

d) Integracja powinna odbywać się odcinkami, obejmując kolejno poszczególne sektory gospodarki narodowej. Można by rozpocząć od energetyki i transportu, po czym przejść do przemysłu hutniczego, maszynowego i chemii. Równocześnie należałoby podjąć pewne prace badawcze w sprawie możliwości integracji w rolnictwie.

e) Plany integracyjne powinny przewidywać wzajemne uzgadnianie planów i zamierzeń gospodarczych, wzajemną pomoc finansową i techniczną, szeroką współpracę naukowo-techniczną itp. Konieczne będzie również obniżenie barier celnych usunięcie innych praktyk utrudniających handel międzynarodowy, usprawnienie systemu płatności międzynarodowych itp.

f. Realizacja planów integracyjnych wymagać będzie stworzenia odpowiednich instytucji ogólnoeuropejskich. Podchodzimy do tego zagadnienia bez uprzedzeń dogmatycznych. Jesteśmy za wykorzystaniem doświadczeń zachodnioeuropejskich (OECE) jak i wschodnioeuropejskich (RWPG) oraz doświadczeń Europejskiej Komisji Gospodarczej.

- 3 -

6. Najbliższą okazją do przeprowadzenia szerszej dyskusji na arenie międzynarodowej na temat Euratomu i Wspólnego Rynku będzie XII sesja Europejskiej Komisji Gospodarczej, rozpoczynająca się 29 kwietnia w Genewie. Sprawa ta nie stoi wprawdzie formalnie na porządku dziennym, niemniej jednak należy się spodziewać, że zostanie ona poruszona przy okazji dyskusji nad radzieckim projektem ogólnoeuropejskiego układu o współpracy gospodarczej, który został przedłożony po raz pierwszy na zeszłorocznej sesji EKG i wraca obecnie pod obrady wraz z raportem Sekretarza Wykonawczego o reakcjach poszczególnych krajów członkowskich na propozycje radzieckie. Reakcje krajów zachodnioeuropejskich na te propozycje są, jak wiadomo, negatywne.

Nie należy się więc spodziewać, że na ich bazie rozwinąć się może jakaś konstruktywna dyskusja na temat przyszłej ogólnoeuropejskiej współpracy gospodarczej. Takiej bazy nie stwarzają również propozycje radzieckie z dn. 16 marca 1957 r.

7. Departament Międzynarodowych Organizacji stoi na stanowisku, że delegacja polska na XII sesję EKG powinna wziąć na siebie zadanie zainicjowania dyskusji na temat ogólnoeuropejskiej współpracy gospodarczej na nowych podstawach, w myśl sformułowanych w p. 5 wytycznych. W wypadku pozytywnego oddźwięku możnaby zgłosić projekt rezolucji przewidujący wyłonienie podkomitetu, którego zadaniem byłoby przygotowanie wniosków dla specjalnej sesji EKG, która odbyłaby się na szczeblu ministrów.

DYREKTOR DEPARTAMENTU

/M. Blusztajn/

Otrzymuje:

Tow. Min. A. Rapacki

Tow. V-Min. J. Winiewicz

" Dyr. Gen. M. Wierna

" " " P. Ogrodziński

" " H. Birecki.

Portugal

List of documents

Document No 1

Date	10 February 1956
Protocol Number	nº92
File	4,5
From	Portuguese Embassy in Vienna / Legação de Portugal em Viena
To	Portuguese Ministry of Foreign Affairs
Description	Letter informing about a news, in the newspaper "Salzburger Nachrichten", where the Portuguese Prime-minister, Oliveira Salazar condemns the creation of an European Federation. / Ofício informando da publicação de uma notícia do jornal "Salzburger Nachrichten" sobre a condenação da criação de uma federação europeia pelo Presidente do Conselho, Oliveira Salazar.
Language	Portuguese

Proc. 331, 201

331, 1



Viena d'Austria, 10 de Fevereiro de 1956

29

Proc. 4,5

nº 92

"Federação europeia"

recorte

Senhor Ministro dos Negócios Estrangeiros

Excelência

Tenho a honra de junto enviar a V.Ex.^a, em aditamento ao officio nº53, de 24 de Janeiro, um recorte do jornal "Salzburger Nachrichten", independente, dessa mesma data, com a seguinte noticia: "O Presidente do Conselho português, Salazar, no seu discurso condenou os varios movimentos cujo fim é a criação duma federação europeia".

A Bem da Nação

MIGUEL D'ALMEIDA PAILE

Document No 2

Date	23 April 1953
Protocol Number	nº93
File	2,303
From	Portuguese Embassy in Karachi / Legação de Portugal em Karachi
To	Portuguese Ministry of Foreign Affairs
Description	Letter referring a press clipping about an interview given by Foreign Minister Paulo Cunha to the newspaper "Diplomatische Correspondenz" about the Portuguese government's position on the policy of the European Federation. / Ofício remetendo um recorte de imprensa sobre uma entrevista concedida pelo Ministro dos Negócios Estrangeiros Paulo Cunha ao jornal "Diplomatische Correspondenz" acerca da posição do governo português em relação à política da Federação Europeia.
Language	Portuguese and English

LEGACIA PORTUGAL



EXPEDIENTE
014979 29 ABR 1953
CÓPIA

LEGAÇÃO DE PORTUGAL

Karachi, 23 de Abril de 1953

Karachi, 23 de Abril de 1953

No. 93/3

Proc. 2,303

Senhor Ministro dos Negócios Estrangeiros

Lisboa

REPARTIÇÃO DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS
ENTRADA
EM 30 ABR 1953

Excelencia,

PROCESSO 331/201

Junto tenho a honra de remeter o recorte de um telegrama da Reuter publicado no jornal desta cidade "Evening Times" de ontem, dando conta da entrevista concedida por V.Exia. ao jornal "Diplomatische Correspondenz", de Bonn, acerca da posição do Governo Português em relação à politica da Federação ou Confederação Europeia.

A BEM DA NAÇÃO

(Antonio Alves)

(Antonio Alves)

*Vult
22-4-53
with
Alves*

1 anexo.

Evening Times

WEDNESDAY, APRIL 22, 1953

Portugal Opposed To European Federation

BONN, April 22: Portugal cannot take part in any scheme for European integration and does not consider European federation a practical possibility in this generation, the Portuguese Foreign Minister Paolo Cunha, said in an interview published here yesterday.

The interview given during the Foreign Minister's one-day visit to Bonn on April 17, was published yesterday in the semi-official *Diplomatische Korrespondenz*.

Cunha added that Portugal with her overseas connections and possessions felt she was in a similar position to Britain who, he said, owing to her position the Commonwealth considered she could not become a partner in European union.—Reuter.

Document No 3

Date	9 April 1953
Protocol Number	Circular nº8
File	331,201
From	Ministério dos Negócios Estrangeiros/ Direcção Geral dos Negócios Políticos e da Administração Interna - Ministry of Foreign Affairs / Directorate General for Political and the Interior Affairs
To	Embassies in Rome, Brussels, Bern, The Hague, Jakarta, Karachi and Copenhagen and Consulate General in Tangier / Todas as embaixadas e Legações de Portugal em Roma, Bruxelas, Berna, Haia, Djakarta, Karachi e Copenhaga e Consulado Geral em Tânger.
Description	Letter sending a confidential note on the Portuguese government's position towards the European Federation, signed by the Prime Minister, Oliveira Salazar. / Circular remetendo um apontamento confidencial acerca da posição do governo português face à posição da Federação Europeia, subscrito pelo Presidente do Conselho de Ministros, Oliveira Salazar.
Language	Portuguese and English

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

DIRECÇÃO GERAL

DOS

NEGÓCIOS POLÍTICOS E DA ADMINISTRAÇÃO INTERNA

Proc. 331,201

Lisboa, 9 de Abril de 1953.

CIRCULAR Nº. 8

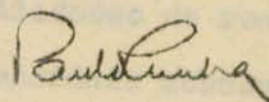
CONFIDENCIAL

As Embaixadas portuguesas e às Legações em:
Roma, Bruxelas, Berne, Haia, Djakarta, Karachi
e Copenhague e ao Cons. Geral em Tanger.

Para conhecimento e orientação de V.Ex^{sa}., tenho a honra de remeter em anexo um apontamento de 6 de Março findo, contendo o pensamento do Governo acerca da política da Federação ou Confederação Europeia. Este apontamento resultou de um pedido que o Ministro dos Negócios Estrangeiros da Bélgica, Sr. Van Zeeland, fez ao Chefe do Governo Português, manifestando-lhe grande interesse em conhecer os seus pontos de vista sobre tão momentoso assunto.

Com a necessária reserva nas referências a terceiros países ou à proveniência deste documento, poderá V.Ex^{sa}. fazer aí uso das orientações e conclusões nele enunciadas, sempre que julgue necessário referir-se à posição do Governo Português na matéria./.

A BEM DA NAÇÃO



C O N F I D E N C I A LPOLÍTICA DE FEDERAÇÃO EUROPEIA

A criação de uma Federação Europeia constitui uma das ideias dominantes da política actual, pelo que os problemas que se levantam à sua volta e as decisões já tomadas, orientadas nesse mesmo sentido, têm sido objecto de atenta consideração por parte do Governo Português.

Por se tratar de uma questão que continua a manter a maior actualidade, convem marcar a nossa posição em face de tal política.

As coisas aparecem-nos assim:

"Os Estados Unidos" pela simplicidade do seu espírito e ligeireza das suas opiniões, não vêem para a Europa outra solução política que não seja a unidade através da federação; a França que se nos afigura um país cansado de lutar e a quem a plena independência parece pesar, adopta a ideia como a maneira mais fácil de evitar o rearmamento alemão isolado e amanhã potencialmente hostil; as nações que se agrupam em volta da França parecem convencidas, embora por motivos diversos, de que aquele é o melhor caminho de salvar a Europa e talvez o único de assegurar o apoio americano, em potência militar ou em dólares.

No fundo temos apenas duas realidades - uma ideologia americana e uma política francesa. Possibilidades de realização da ideia, ambiente político ou moral, necessidade absoluta da sua

.../2

de um estado federal, notamos que vários organismos, como se não acreditassem nela, se propõem fazer federalismo por troços ou sectores de actividade, desde a indústria do aço à agricultura e da defesa ao ensino e à saúde. Se tal orientação, mau grado o que fica dito, pode vir a resolver os problemas da Europa, sobretudo os do binómio França-Alemanha, só nos regosijamos com isso, como nos regosijamos com o facto de não ser para tanto necessário o nosso sacrificio.

Encarei o facto da Federação e não o da confederação que se apresenta como um mal menor, não só porque se me afigura a ideia de confederação já ultrapassada nalguns domínios, mas também porque é um plano inclinado que conduzirá a breve trecho e finalmente à federação, como esta aliás tende pelo andar do tempo para o Estado unitário.

oOo

oOo

oOo

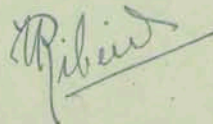
Estes assuntos são da maior gravidade e delicadeza e nós não podemos ter a pretensão de influir seja no que for na evolução das ideias e dos acontecimentos que vão desencadeados como uma tempestade; mas não devemos esquivar-nos a dizer com inteira lealdade o que pensamos acerca de umas e dos outros.

6 de Março de 1953.

a) Oliveira Salazar."

Está conforme.

Serviço de Cópia, 15 de Abril de 1953.



Document No 4

Date	22 July 1955
Protocol Number	763
File	20,1
From	Portuguese Embassy in Brussels /Legação de Portugal em Bruxelas
To	Ministério dos Negócios Estrangeiros
Description	Letter reporting what happened in the Conference of 6 countries of the Western European Union, called "la relance européene", held in Brussels. / Ofício relatando o que se passou na Conferência dos 6 países da União Europeia Ocidental, chamada de "la relance européene", que decorreu em Bruxelas.
Language	Portuguese and English

Urgente - Suponho que o Senhor Ministro terá interesse em tomar conhecimento desta matéria antes de conversar com o Senhor Spaak, seu chefe americano a Lisboa.

27-7-55

Wally



LEGAÇÃO DE PORTUGAL
BRUXELAS

M. DOS N. E. = EXPEDIENTE
029597 27 JUL 1955

22 de Julho de 1955

Proc. 20,1

Nº. 763

Senhor Ministro dos Negócios Estrangeiros

Excelência,

RECEBIDO DOS NEGÓCIOS
27 JUL 1955
ENTRADA
Processo 331, 201

Desde sabado passado que está reunida em Bruxelas a conferência dos seis países da União da Europa Ocidental, chamada "de la relance européenne", designação nascida na recente conferência de Messina.

"La relance" é a consequência dos protestos contra o immobilismo dos Governos em matéria de integração; do memorando Benelux propondo o estabelecimento dum mercado comum ampliado e a criação de organismos internacionais para os transportes, energia clássica e energia nuclear e, finalmente, da conferência de Messina que, como V.Exa. sabe, adoptou na generalidade o relatório Spaak-Beyens que fazia parte daquele memorando.

Os Ministros dos Negócios Estrangeiros da CECA concluíram ali que chegara o momento de dar mais um passo no sentido da integração europeia, mas que esta devia realizar-se primeiro no domínio económico. Em virtude disso resolveram prosseguir nos esforços para instituir o mercado comum e harmonizar as políticas sociais. No entanto acharam conveniente incumbir da preparação e coordenação dos trabalhos um numeroso comité de delegados governamentais, assistidos de peritos, comité cuja presidência foi entregue

Recebido do Gabinete de Sua Excelência ao senhor Spaak. Enviados em 27/7/55

Até agora há dois factos salientes:

1) participação da Inglaterra que, apesar de não se mostrar disposta a entrar efectivamente na organização projectada, manifestou empenho em prestar todo o seu apoio à unificação europeia, sobretudo no que respeita ao mercado comum.

Asseguram que a colaboração britânica é indispensável no caso da energia atómica.

2) a declaração alemã que afasta a suspeita da República Federal ser contrária à integração.

"Il faut qu'on sache, disse o senhor Hallstein na sessão inaugural, que contrairement à ce qui a été dit, nous sommes demeurés des partisans convaincus de l'intégration. C'est pour l'affirmer que je suis délégué parmi vous par notre Chancelier". E continuou nos termos seguintes: "Notre ligne politique ne retrouve pas seulement dans une acceptation sans réserve des résolutions de Messine. Elle continue de l'exprimer dans notre volonté de donner, dans les limites du possible, la préférence à la solution européenne partout où se pose une alternative. Le Gouvernement Fédéral estime qu'il y a lieu de faire un pas décisive dès maintenant. C'est une nécessité économique, mais plus encore une nécessité po-



LEGAÇÃO DE PORTUGAL
BRUXELAS

- 2 -

litique. Redisons que l'équilibre entre l'Est et l'Ouest n'est possible qu'avec une Europe unie. Selon notre Gouvernement, les aspirations purement économiques de l'OECE et du GATT doivent trouver un complément sur le plan politique".

Mais adiante o Dr. Hallstein repetiu que era absurdo pensar que o seu Governo se opunha às soluções supra-nacionais, precisando que Bonn partilhava dos pontos de vista Benelux à cerca dos problemas de transporte e de energia, tanto tradicional como atómica, quer dizer, sublinhou, "qu'une organisation européenne avec des organes européens ayant le pouvoir de décision et des moyens d'action européens, est désirable et nécessaire. C'est dans le même esprit que nous abordons le problème de l'intégration économique générale".

Ficou assente que a conferência "de la relance" ultimaria os seus trabalhos até ao dia 1 de Outubro. Julga-se porém que isto não é praticável porque se levantam de todos os lados problemas essenciais, alguns inteiramente novos, como os da energia atómica; outros já debatidos, mas para os quais não existe uma fórmula adaptável às circunstâncias presentes, como seja o do livre acesso às matérias primas. Acresce ainda que o alargamento das economias implica o aumento dos Estados participantes porque, se para o Carvão e Aço os seis países actuais podem bastar-se, o mesmo não sucede quando se tratar de transportes e energia eléc-



REPÚBLICA DE PORTUGAL
SECRETARIA DE ESTADO
DO COMÉRCIO EXTERNO

trica pois nestes dominios é indispensável a colaboração da
Austria e da Suíça que neles ocupam posições de primeira ordem.

A conferência resolveu criar as seguintes comissões
de estudo: a) mercado comum, investimentos e problemas sociais;
b) energia clássica; c) energia nuclear; d) transportes e obras
publicas, compreendendo a mão de obra.

A 6 de Setembro haverá na Haia uma reunião dos Mi-
nistros dos Negócios Estrangeiros para o Ministro belga dar
conta aos seus colegas do estado de avanço dos trabalhos.

De maneira geral o esforço agora empreendido pe-
los países da União da Europa Ocidental é considerado com op-
timismo, mas optimismo moderado. Creio que ninguém acredita
que destas conferências vá sair um sistema de integração eco-
nómica completo, nem que ele seja exequível num futuro próxi-
mo; contudo todos esperam que as conferências ultrapassem a fase
das simples recomendações, isto é, não acreditam num sucesso
espectacular, mas estão convencidos que elas darão resultados
parcelares tangíveis./.

A bem da Nação
Luís de Sá

Slovenia

List of documents

Document No 1

Date	25 March 1957
Protocol Number	-
File	Ljudska pravica, Ljubljana, 25.3.1957
From	Press article
To	-
Description	<p>Cilji evropske gospodarske skupnosti "Aims of the European Economic Community" A positive factual report on economic forecasts and tight cooperation within the member states of the Community as well as the others –non members, based on free trade. Besides the establishment of the common market which would take 12 years, a closer political ties would be developed gradually.</p>
Language	Slovene

Cilji evropske gospodarske skupnosti

harmonični razvoj gospodarske dejavnosti šestih dežel, skrb za uravnovešeno ekspanzijo, za zboljšanje standarda in za tesnejše stike med včlanjenimi deželami

Rim, 24. marca (Tanjug). — Vodje delegacij šestih dežel tako imenovane male Evrope — Belgije, Francije, Nemčije, Italije, Luksemburške in Holandske — so danes sestavili končno besedilo pogodb o upostavitvi skupnega evropskega trga in Evroatoma, ki ju bodo jutri v Rimu podpisali zunanji ministri teh dežel. V besedilu je rečeno, da je cilj nove evropske gospodarske skupnosti — sprožiti harmonični razvoj gospodarske dejavnosti vseh dežel, skrbeti za stalno in uravnovešeno ekspanzijo ter večjo stabilnost, za zboljšanje standarda in za tesnejše stike med včlanjenimi deželami.

Za uresničenje teh ciljev so v pogodbi predvideni razni ukrepi, predvsem odstranitev vseh carinskih pregraj in omejitev v uvozu in izvozu. Odstranili bodo tudi vse ovire v svobodnem gibanju ljudi ter omogočili svobodni razvoj konkurence v okvirih skup-

nega trga. Med drugim bodo včlanjene države ustanovile evropsko investicijsko banko, ki bo omogočila gospodarsko ekspanzijo skupnosti. V to skupnost bodo vključili tudi francoske prekmorske posesti.

Po besedilu pogodbe bodo upostavljali skupni trg 12 let. To prehodno obdobje bo razdeljeno v tri etape po štiri leta. V vsaki etapi bodo storili nadaljnji korak k odpravi carinskih in drugih gospodarskih pregraj med včlanjenimi deželami. Člani delegacije, ki so sodelovali pri sestavljanju pogodbe, poudarjajo njen veliki politični in gospodarski pomen. Po njihovem mnenju bo gospodarska povezava odprla pot k politični združitvi Evrope, ki je glavni cilj vlad šestih dežel. Pot k politični združitvi naj bi držala najprej prek skupščine evropske gospodarske skupnosti, ki bi se polagoma spremenila v evropski parlament. V njej bi imele včlanjene dežele predstavnike po številu prebivalcev. Samo Italija bi imela enako število predstavnikov kakor Francija in Nemčija, čeprav ima manj prebivalcev.

V kratkem bodo začeli uveljavljati tudi ukrepe za razširitev gospodarske povezave zunaj meja dežel tako imenovane male Evrope. Posebna komisija evropske organizacije za gospodarsko sode-

lovanje je že pripravila načrt za povezovanje skupnega evropskega trga s širšo cono svobodne menjave, kakršno je predlagala angleška vlada. Ta načrt proučujejo zdaj zainteresirane vlade. Prvi ukrep na tej poti bi bila upostavitev enotne cone svobodne menjave med angleškim Commonwealthom in skupnim evropskim trgom.

Zunanji ministri Zahodnoevropske unije so na nocojšnjem sestanku proučili nekatere podrobnosti v zvezi s podpisom pogodb. Jutri se bodo sestali še enkrat in dokončno pregledali besedilo pogodb, ki ju bodo podpisali zvečer v navzočnosti kanclerja Adenauerja in ministrskega predsednika Segnija.

»Naši pre

(Od našega posebnega dopisnika)

Alžir, marca
Alžir ni francoska kolonija ne protektorat in tudi ne prekomorsko področje. Alžir je Francija. Alžirci niso samo državljani Francije, ne njeni varovanci. Alžirci so Francozi. Arabski otroci se uče v šolah zgodovine Francije in v zboru z učitelji ponavljajo »Naši predniki so bili

RANI SVETA

terih starši to zahtevajo. Neobvezni verski pouk lahko traja največ dve uri na teden.

EGIPT

ZADNJA OVIRA V PREKOPU
ODSTRANJENA

Cilji evropske gospodarske skupnosti

"Aims of the European Economic Community"

Document No 2

Date	26 March 1957
Protocol Number	-
File	Večer, Maribor 26.3.1957
From	Press article
To	-
Description	<p>Nastaja "mala Evropa" "The Little Europe" is being created The article reports, quoting the press agencies, on the event in Rome, where the agreement on Common European Market has been signed. The article emphasizes the parallel signing of Euroatom Treaty. There were specultaions at that time that Trieste, near the Slovenian border, may be chosen as the site of an installation of the Atomic Agency.</p> <p>It also mentions the US support, quoting the State Department State, describing this event as a strong "European initiative".</p>
Language	Slovene

Nastaja „mala Evropa“

Rim, 26. marca (Reuter-Tanjug). Državniki šestih zahodnoevropskih dežel — Francije, Nemčije, Italije, Belgije, Nizozemske in Luxemburga — so včeraj v Rimu podpisali sporazuma o skupnem zahodnoevropskem tržišču in evropski atomski agenciji »Euroatom«. Ameriško zunanje ministrstvo je ob tej novici sporočilo, da pozdravlja odločitev, saj pomeni močno »evropsko pobudo«.

Svečanosti se je udeležilo poleg podpisnikov in vseh članov italijanske vlade kakih 250 tujih novinarjev. Zunanji ministri držav članic in zahodnonemški kancler Adenauer so tik pred podpisovanjem govorili o pomenu medsebojnih pogodb.

Kakor izhaja iz podpisanega protokola, bodo zahodnoevropsko gospodarsko skupnost uresničili v dvanajstih letih s pomočjo svobodnega blagovnega

prometa delovne sile, enotne transportne politike, enotnega programa kmetijske proizvodnje, z ureditvijo enotnega konkurenčnega okvira znotraj skupnega evropskega tržišča in vzporejanjem finančne politike posameznih dežel, dalje z ustanovitvijo evropske banke za investicije itd.

Predvideni program naj bi uresničili v treh etapah po štiri leta. Če bi v prvem obdobju ne izpolnili vseh nalog, se lahko

podaljša za eno in zatem še za eno leto. Roki za drugo in tretje obdobje so prožnejši, in sicer trajajo vse dotlej, dokler predvideni načrt ne izpolnijo stoodstotno. Pričakujejo pa, da bodo naloge posameznih obdobj izpolnili v predvidenem roku.

Besedilo o sporazumu podrobneje razčlenjuje naloge posameznih točk. Vsaka država članica bo uresničevala svojo gospodarsko politiko, ki je potrebna tako za vzdrževanje ravnotežja pri proračunu in plačilni bilanci kakor tudi za vzdrževanje valute. Da bi to lahko uresničili, bodo članice vzporejale svojo gospodarsko politiko ter povezale delo ustreznih državnih organov in centralnih bank. Sestavile bodo odbor šestih vlad, ki se bo posvetoval s finančnimi organi in spremljal finančni in valutni položaj v celotni organizaciji.

Gospodarske odnose z drugimi deželami bodo dežele članice uredile v predhodnem obdobju tako, da bodo po možnosti izenačile svoje spiske liberalizacije izvoza in uvoza. Po dvanajstih letih bodo izdelali enotna načela glede skupnih carin, carinskih omejitev in skupnega tržišča sploh do »tretjega partnerja«. Posebna evropska banka za investicije, katere osnovni kapital bo znašal milijardo dinarjev, bo pospeševala harmoničen razvoj skupnega tržišča.

Skupno evropsko tržišče bodo razširili na francoske, belgijske in nizozemske kolonije ter na Somalijo, ki je gospodarsko še vedno povezana z italijanskim tržiščem. Na nekatere podrobnosti sporazuma se bomo vrnili naslednje dni.

Ben Gurionove „obtožbe“

SPOTIKA SE OB HAMMARSKJÖLDOVO »PEDANTNOST« DO EGIPTA * SINOČI: ZADNJI SESTANEK GLAVNEGA TAJNIKA OZN S PREMIEROM NASEROM



* JERUZALEM, 26. marca (Reuter). Predsednik izraelske vlade ben Gurion je včeraj obtožil glavnega tajnika OZN Daga Hammarskjölda, da je bil »pedant« v korist Egipta. Pokazal se je zelo vztrajnega, ko je šlo za »pravni status«, v interesu Egipta, ne pa tudi, kadar je šlo za izraelske interese. Očital mu je tudi, da ni pravočasno predložil poročila Združenim narodom o tem, da »Jordantja krši obveznosti, ki jih je prevzela nase«.

* Kakor poročajo, so se razgovori glavnega tajnika OZN z egiptovsko vlado končali praktično sinoči. Glavni tajnik je namreč tretjič obiskal predsednika Namera in se pri njem zadržal štiri ure in pol. Razgovarjala sta se o podrobnostih v zvezi s plovbo skozi Sueski prekop.

* Egiptovski uradni krogi so optimistični zaradi iskrenega ozračja pri razgovorih. Pravijo, da Hammarskjöld ni predlagal nič izrednega v zvezi s katerim koli problemom.

Nastaja "mala Evropa"

272

"The Little Europe" is being created

Document No 3

Date	26 March 1957
Protocol Number	-
File	Primorski dnevnik, Trieste 26.3.1957
From	Press article
To	-
Description	<p>Skupno tržišče in Evratom Common Market and Euratom</p> <p>A rather extensive report from Rome describes the important event as it announces the birth of so-called "Little Europe of six". It forecasts the future developments when there will be no more customs and free flow of people will become a reality. The transit period to reach this goal will take from twelve to seventeen years.</p> <p>Euratom Treaty will cover the gap between the superpowers and European countries which are lagging far behind in this field.</p>
Language	Slovene

Document No 4

Date	26 March 1957
Protocol Number	-
File	Primorski dnevnik, Trieste 26.3.1957
From	Press article
To	-
Description	<p>Včeraj v Rimu podpisani pogodbi o skupnem tržišču in Evratomu</p> <p>Yesterday in Rome signed the treaties on Common Market and Euratom</p> <p>The report of the Slovenian daily newspaper printed in Trieste, Italy, reports on the signing of the treaties. After the detailed description of the solemn event and its participants, the audience outside the Capitol Palace in Rome is mentioned. It says that there were a few supporters as well as protesters encouraged by the Communist party who claimed that the treaties would further divide Europe in two halves</p>
Language	Slovene

Včeraj v Rimu podpisani pogodbi o skupnem tržišču in Evratomu

Polog Adenauerja in Segnija so bili med podpisniki zunanji ministri Spaak, Martino, Pineau, Luns in Bech

RIM 25. — V slavnostno pripravljeni dvorani Horacijev in Kuriacijev v palači papežev servatorija ex Kapitolu je bil danes slovesen podpis pogodb o skupnem evropskem tržišču in Evratomu. Ministri iz sedmih držav podpisane so zabeležili prihajali malo pred šestimi uro. Na tega pred palačo je bilo nekaj ljudi in še je lahko govorilo, da jih ni bilo več. V slavnosti so bili razključeni, a nekaj je bilo tudi evropetistov, ki so prihajali med ministre pozdravljajoče in zastavljajočih države. Vmes pa je bilo razdeljenih tudi nekaj listkov, na katerih je pisalo med drugim, da se pogodbe niso podpisale, če politiko, ki naj bi pozlobi ost. jarek, ki deli Evropo, in poveča mednarodno napetost. Ni bilo težko uganiti, da priča padajo listi. Ki se leta, bila trojili, KPI. Polica so leta, ali se zaplenili. Kihler so jih mogli dobiti, in nekaj oseb je aretirani.

Todno ob šestih uri so ministri zasedli svola mesta. Ili splošno je veljalo, da je podprta pri nastavljenju pogodb. Toda za Nemčijo se je namrečno odločnega ministra von Brentana potrdili sam stari Adenauer — ki je svojih let res ne kaže — da je prišel v Rim za ta podprta. Poleg njega je Nemčijo zastopal je Hultstein. Tudi Segnija je hotel dati dopoveda s svojlo navzočnostjo večjega poudarka poleg njega je sodeloval Martino. Belgijo je zastopal zunanji minister Spaak, a Maurice Faure, Luksemburg so Bech in Schaus ter Holandsko Luns in Homan. Za Njmski so sedeli člani delegaciji ter diplomataki predstavništva. Slovesnost se je pričela z govorom rimskega župana, senatorja Tupaia, ki je izbral dobrodelnico in izrazil zadovoljstvo, da se prišlo tega podpisava prav v Rimu. Potem se je začela vrsta govorov vseh zunanjih ministrov, najprej je govoril Martino, ki se je v svojem govoru spomnil, da Gasperija in Störze. Za njim je v nemščini govoril Adenauer, ki je poleg De Gasperija omenil tudi Schumana. V svojem govoru je tudi mimogrede obhajoval, da pri tem aktu ni sodeloval 27 milijonov zahodnih Nemcev. Spaak je galterijo seznanil za obe pogodbi razširil si na Molleta, Monmeta in von Brentana, medtem ko se je francoski zunanji minister omejil na čestitke glavnemu avtorju pogodb Spaaku. V svojem govoru je bil dokaj previden, ne vaju je tudi razne tetave, ki jih bo se treba premostiti, in izrazil je tudi željo Francozov, da bi se pogodbe razširile tudi na veliko Britanijo, brez katere Evropa ne bi bila popolna. Čeprav je z Veliko Britanijo ni bilo v tej skupnosti sedem držav, medtem ko jih je v Evropi je še kaj več? Luksemburškemu ministru se je sedel primerno trenutek, da v Rimu uporabi za nek stari Rimski. Ili, ko je bil si je Kestrov Cetrum cesarju, ki pa je za parafrazirano, nadaljeval Evropetizma sedifitendam. Tudi hoteli zunanji minister Luns Foa na pravilo analogio med evropskim skupnim tržiščem ter Evropo, ki ima središna svetovla in močna pod cesarskim Rimom Cetrum.

Govori so se sproli prevajali in tisti, ki govornikov dno razumeli v njihovem jeziku, so si lahko matkali tega slabše in jih postajali v svojem jeziku. Tako po kon-

čanih govori se je pričelo podpisovanje. Prvi je podpisal Spaak in drugi belgijski predstavnik Spaak. Njmski sta sledila Francija, nato Nemčija, Italijana, Luksemburžani in končno Holandija. Ob 18.50 je bilo podpisovanje zaključeno in ministri ter ostali so ošli v drugo sobano na za-kuško.

Neuspeh pogajanj za prekinitve stavk v Angliji

LONDON 25. — Optimizem, ki se je danes razširil v zvezi s spajajanci za rešitev povera, zaradi katerega stavka dveh tisoč delavcev v angleških ladjedelnicah in nad en milijon kovinarjev, je proti večeru opahnel. Po petih urah pogajanj je bilo namreč javljeno, da ni bilo niso se spela. Industriji so ponudili dodatno plačilo medtem, predstavniki sindikatov pa so zavrnili to ponudbo in zadržali svoje prvotne zahteve na 7,5 odstotka. Delodajalci zahtevajo tudi premije glede medenih zahtev vsaj za eno leto.

Švicarski funkcionar vohunil za Francijo

Gre za vrhovnega državnega pravdnika, ki je izročal Franciji prepise prestreženih telefonskih razgovorov z egiptovskim poslanštvom

BERN 25. — Državni pravdnik švicarske konfederacije Rene Dubois je večerj napredno samonar. Ustrelil se je v svojem stanovanju. Ta samonar je povzročil v vsej Švici val nezadovoljstva in kritike na račun zveznih oblasti, ki imajo visoke državne funkcionarje. Kakor je izjavila švicarska vlada v posebnem poročilu, je bil Dubois vreden v vohunsko delo, o kateri je več časa pisal švicarski tisk. Gre za odkritje, da je policijski inspektor Max Ulrich izročal francoskim agentom prepise telefonskih razgovorov egiptovskega poslanstva v Bernu za časa francoskega napada na Egipt in pozneje.

Neki funkcionar policije je izjavil, da vzroki samomora državnega pravdnika je niso pojasnjeni, da pa vse kaže, da je Dubois, ki je imel naloge voditi preiskavo, osebno izročil francoskim agentom prepise telefonskih razgovorov egiptovskega poslanstva, ki so jih prestregli.

Poročilo vlade pravi, da iz tega rezultata policija ni preiskave kažejo, da je zvezni državni pravdnik Dubois bil lahko tudi osebno izročil te informacije, ki se ne izvirajo podpredsednik zveznega švice, med tuj državni. Zdi so da se je sum proti njemu povečal, ko je policija obhvalila menedžerjanja omejenega sodnika na zadnjem sestanku, ki je bil sedenca, da se zberejo podatki o predstavniki.

Ta sestanek je bil večerj poleg ministrov, sodnikov in drugih policijskih funkcionarjev je bil na njem navzoč tudi Dubois. Ta je v določnem trenutku nenadoma odšel in a njem ni bilo sledi. Danes so Duboisu naložili odgovorja o podrobnosti njegovega stanovanja. Dubois je bil znan po svojih simpatijah za Francijo in

Zaradi tega so sindikati sklenili nadaljevati stavko. Zvečer so predstavniki delodajalcev in sindikatov obknavili ministra za delo in ga obvestili o neuspehu pogajanj. Minister za delo Maccioni je sklenil imenovati anketo in arbitražno komisijo. Dalje je minister pozval sindikate, naj odredijo konec stavke, ki traja se deset dni. Izvršni odbor sindikatov se bo sestel jutri zjutraj, da so tem odloča. Medtem se stavka nadaljuje in če ne bo to oboje kar rešivo, bo tedaj se poldrug milijon kovinarjev stopilo v stavko.

Danšarja pogajanja so se stela delavcev v ladjedelnicah. Ker pa te delavce in kovinarje predstavljajo tudi sindikati, je vitalne ki so ga delodajalci zavreli do zahtev kovinarjev enako. Vediteji opozicije Gaitskell, ki je govoril v Wellingtonu, je izjavil, da je za sedanjimi rešni socialni položaj Kriva vlada. Izjavil je, da mnogi smiljo, da je vlada privratno spobudila delodajalce, naj bodo nespustljivi. Gaitskell je dodal, da so se od leta 1951 dalje življenjski stroški v Veliki Britaniji zvišali za 28 odstotkov, cena živila je narasla za 41 odstotkov.

Švicarski funkcionar vohunil za Francijo

Gre za vrhovnega državnega pravdnika, ki je izročal Franciji prepise prestreženih telefonskih razgovorov z egiptovskim poslanštvom

BERN 25. — Državni pravdnik švicarske konfederacije Rene Dubois je večerj napredno samonar. Ustrelil se je v svojem stanovanju. Ta samonar je povzročil v vsej Švici val nezadovoljstva in kritike na račun zveznih oblasti, ki imajo visoke državne funkcionarje. Kakor je izjavila švicarska vlada v posebnem poročilu, je bil Dubois vreden v vohunsko delo, o kateri je več časa pisal švicarski tisk. Gre za odkritje, da je policijski inspektor Max Ulrich izročal francoskim agentom prepise telefonskih razgovorov egiptovskega poslanstva v Bernu za časa francoskega napada na Egipt in pozneje.

Neki funkcionar policije je izjavil, da vzroki samomora državnega pravdnika je niso pojasnjeni, da pa vse kaže, da je Dubois, ki je imel naloge voditi preiskavo, osebno izročil francoskim agentom prepise telefonskih razgovorov egiptovskega poslanstva, ki so jih prestregli.

Poročilo vlade pravi, da iz tega rezultata policija ni preiskave kažejo, da je zvezni državni pravdnik Dubois bil lahko tudi osebno izročil te informacije, ki se ne izvirajo podpredsednik zveznega švice, med tuj državni. Zdi so da se je sum proti njemu povečal, ko je policija obhvalila menedžerjanja omejenega sodnika na zadnjem sestanku, ki je bil sedenca, da se zberejo podatki o predstavniki.

Ta sestanek je bil večerj poleg ministrov, sodnikov in drugih policijskih funkcionarjev je bil na njem navzoč tudi Dubois. Ta je v določnem trenutku nenadoma odšel in a njem ni bilo sledi. Danes so Duboisu naložili odgovorja o podrobnosti njegovega stanovanja. Dubois je bil znan po svojih simpatijah za Francijo in

Zaradi tega so sindikati sklenili nadaljevati stavko. Zvečer so predstavniki delodajalcev in sindikatov obknavili ministra za delo in ga obvestili o neuspehu pogajanj. Minister za delo Maccioni je sklenil imenovati anketo in arbitražno komisijo. Dalje je minister pozval sindikate, naj odredijo konec stavke, ki traja se deset dni. Izvršni odbor sindikatov se bo sestel jutri zjutraj, da so tem odloča. Medtem se stavka nadaljuje in če ne bo to oboje kar rešivo, bo tedaj se poldrug milijon kovinarjev stopilo v stavko.

Danšarja pogajanja so se stela delavcev v ladjedelnicah. Ker pa te delavce in kovinarje predstavljajo tudi sindikati, je vitalne ki so ga delodajalci zavreli do zahtev kovinarjev enako. Vediteji opozicije Gaitskell, ki je govoril v Wellingtonu, je izjavil, da je za sedanjimi rešni socialni položaj Kriva vlada. Izjavil je, da mnogi smiljo, da je vlada privratno spobudila delodajalce, naj bodo nespustljivi. Gaitskell je dodal, da so se od leta 1951 dalje življenjski stroški v Veliki Britaniji zvišali za 28 odstotkov, cena živila je narasla za 41 odstotkov.

Švicarski funkcionar vohunil za Francijo

Gre za vrhovnega državnega pravdnika, ki je izročal Franciji prepise prestreženih telefonskih razgovorov z egiptovskim poslanštvom

BERN 25. — Državni pravdnik švicarske konfederacije Rene Dubois je večerj napredno samonar. Ustrelil se je v svojem stanovanju. Ta samonar je povzročil v vsej Švici val nezadovoljstva in kritike na račun zveznih oblasti, ki imajo visoke državne funkcionarje. Kakor je izjavila švicarska vlada v posebnem poročilu, je bil Dubois vreden v vohunsko delo, o kateri je več časa pisal švicarski tisk. Gre za odkritje, da je policijski inspektor Max Ulrich izročal francoskim agentom prepise telefonskih razgovorov egiptovskega poslanstva v Bernu za časa francoskega napada na Egipt in pozneje.

Neki funkcionar policije je izjavil, da vzroki samomora državnega pravdnika je niso pojasnjeni, da pa vse kaže, da je Dubois, ki je imel naloge voditi preiskavo, osebno izročil francoskim agentom prepise telefonskih razgovorov egiptovskega poslanstva, ki so jih prestregli.

Poročilo vlade pravi, da iz tega rezultata policija ni preiskave kažejo, da je zvezni državni pravdnik Dubois bil lahko tudi osebno izročil te informacije, ki se ne izvirajo podpredsednik zveznega švice, med tuj državni. Zdi so da se je sum proti njemu povečal, ko je policija obhvalila menedžerjanja omejenega sodnika na zadnjem sestanku, ki je bil sedenca, da se zberejo podatki o predstavniki.

Ta sestanek je bil večerj poleg ministrov, sodnikov in drugih policijskih funkcionarjev je bil na njem navzoč tudi Dubois. Ta je v določnem trenutku nenadoma odšel in a njem ni bilo sledi. Danes so Duboisu naložili odgovorja o podrobnosti njegovega stanovanja. Dubois je bil znan po svojih simpatijah za Francijo in

Zaradi tega so sindikati sklenili nadaljevati stavko. Zvečer so predstavniki delodajalcev in sindikatov obknavili ministra za delo in ga obvestili o neuspehu pogajanj. Minister za delo Maccioni je sklenil imenovati anketo in arbitražno komisijo. Dalje je minister pozval sindikate, naj odredijo konec stavke, ki traja se deset dni. Izvršni odbor sindikatov se bo sestel jutri zjutraj, da so tem odloča. Medtem se stavka nadaljuje in če ne bo to oboje kar rešivo, bo tedaj se poldrug milijon kovinarjev stopilo v stavko.

Danšarja pogajanja so se stela delavcev v ladjedelnicah. Ker pa te delavce in kovinarje predstavljajo tudi sindikati, je vitalne ki so ga delodajalci zavreli do zahtev kovinarjev enako. Vediteji opozicije Gaitskell, ki je govoril v Wellingtonu, je izjavil, da je za sedanjimi rešni socialni položaj Kriva vlada. Izjavil je, da mnogi smiljo, da je vlada privratno spobudila delodajalce, naj bodo nespustljivi. Gaitskell je dodal, da so se od leta 1951 dalje življenjski stroški v Veliki Britaniji zvišali za 28 odstotkov, cena živila je narasla za 41 odstotkov.

Švicarski funkcionar vohunil za Francijo

Gre za vrhovnega državnega pravdnika, ki je izročal Franciji prepise prestreženih telefonskih razgovorov z egiptovskim poslanštvom

BERN 25. — Državni pravdnik švicarske konfederacije Rene Dubois je večerj napredno samonar. Ustrelil se je v svojem stanovanju. Ta samonar je povzročil v vsej Švici val nezadovoljstva in kritike na račun zveznih oblasti, ki imajo visoke državne funkcionarje. Kakor je izjavila švicarska vlada v posebnem poročilu, je bil Dubois vreden v vohunsko delo, o kateri je več časa pisal švicarski tisk. Gre za odkritje, da je policijski inspektor Max Ulrich izročal francoskim agentom prepise telefonskih razgovorov egiptovskega poslanstva v Bernu za časa francoskega napada na Egipt in pozneje.

Neki funkcionar policije je izjavil, da vzroki samomora državnega pravdnika je niso pojasnjeni, da pa vse kaže, da je Dubois, ki je imel naloge voditi preiskavo, osebno izročil francoskim agentom prepise telefonskih razgovorov egiptovskega poslanstva, ki so jih prestregli.

Poročilo vlade pravi, da iz tega rezultata policija ni preiskave kažejo, da je zvezni državni pravdnik Dubois bil lahko tudi osebno izročil te informacije, ki se ne izvirajo podpredsednik zveznega švice, med tuj državni. Zdi so da se je sum proti njemu povečal, ko je policija obhvalila menedžerjanja omejenega sodnika na zadnjem sestanku, ki je bil sedenca, da se zberejo podatki o predstavniki.

Ta sestanek je bil večerj poleg ministrov, sodnikov in drugih policijskih funkcionarjev je bil na njem navzoč tudi Dubois. Ta je v določnem trenutku nenadoma odšel in a njem ni bilo sledi. Danes so Duboisu naložili odgovorja o podrobnosti njegovega stanovanja. Dubois je bil znan po svojih simpatijah za Francijo in

Zaradi tega so sindikati sklenili nadaljevati stavko. Zvečer so predstavniki delodajalcev in sindikatov obknavili ministra za delo in ga obvestili o neuspehu pogajanj. Minister za delo Maccioni je sklenil imenovati anketo in arbitražno komisijo. Dalje je minister pozval sindikate, naj odredijo konec stavke, ki traja se deset dni. Izvršni odbor sindikatov se bo sestel jutri zjutraj, da so tem odloča. Medtem se stavka nadaljuje in če ne bo to oboje kar rešivo, bo tedaj se poldrug milijon kovinarjev stopilo v stavko.

Danšarja pogajanja so se stela delavcev v ladjedelnicah. Ker pa te delavce in kovinarje predstavljajo tudi sindikati, je vitalne ki so ga delodajalci zavreli do zahtev kovinarjev enako. Vediteji opozicije Gaitskell, ki je govoril v Wellingtonu, je izjavil, da je za sedanjimi rešni socialni položaj Kriva vlada. Izjavil je, da mnogi smiljo, da je vlada privratno spobudila delodajalce, naj bodo nespustljivi. Gaitskell je dodal, da so se od leta 1951 dalje življenjski stroški v Veliki Britaniji zvišali za 28 odstotkov, cena živila je narasla za 41 odstotkov.

Švicarski funkcionar vohunil za Francijo

Gre za vrhovnega državnega pravdnika, ki je izročal Franciji prepise prestreženih telefonskih razgovorov z egiptovskim poslanštvom

BERN 25. — Državni pravdnik švicarske konfederacije Rene Dubois je večerj napredno samonar. Ustrelil se je v svojem stanovanju. Ta samonar je povzročil v vsej Švici val nezadovoljstva in kritike na račun zveznih oblasti, ki imajo visoke državne funkcionarje. Kakor je izjavila švicarska vlada v posebnem poročilu, je bil Dubois vreden v vohunsko delo, o kateri je več časa pisal švicarski tisk. Gre za odkritje, da je policijski inspektor Max Ulrich izročal francoskim agentom prepise telefonskih razgovorov egiptovskega poslanstva v Bernu za časa francoskega napada na Egipt in pozneje.

Neki funkcionar policije je izjavil, da vzroki samomora državnega pravdnika je niso pojasnjeni, da pa vse kaže, da je Dubois, ki je imel naloge voditi preiskavo, osebno izročil francoskim agentom prepise telefonskih razgovorov egiptovskega poslanstva, ki so jih prestregli.

Poročilo vlade pravi, da iz tega rezultata policija ni preiskave kažejo, da je zvezni državni pravdnik Dubois bil lahko tudi osebno izročil te informacije, ki se ne izvirajo podpredsednik zveznega švice, med tuj državni. Zdi so da se je sum proti njemu povečal, ko je policija obhvalila menedžerjanja omejenega sodnika na zadnjem sestanku, ki je bil sedenca, da se zberejo podatki o predstavniki.

Ta sestanek je bil večerj poleg ministrov, sodnikov in drugih policijskih funkcionarjev je bil na njem navzoč tudi Dubois. Ta je v določnem trenutku nenadoma odšel in a njem ni bilo sledi. Danes so Duboisu naložili odgovorja o podrobnosti njegovega stanovanja. Dubois je bil znan po svojih simpatijah za Francijo in

Zaradi tega so sindikati sklenili nadaljevati stavko. Zvečer so predstavniki delodajalcev in sindikatov obknavili ministra za delo in ga obvestili o neuspehu pogajanj. Minister za delo Maccioni je sklenil imenovati anketo in arbitražno komisijo. Dalje je minister pozval sindikate, naj odredijo konec stavke, ki traja se deset dni. Izvršni odbor sindikatov se bo sestel jutri zjutraj, da so tem odloča. Medtem se stavka nadaljuje in če ne bo to oboje kar rešivo, bo tedaj se poldrug milijon kovinarjev stopilo v stavko.

Danšarja pogajanja so se stela delavcev v ladjedelnicah. Ker pa te delavce in kovinarje predstavljajo tudi sindikati, je vitalne ki so ga delodajalci zavreli do zahtev kovinarjev enako. Vediteji opozicije Gaitskell, ki je govoril v Wellingtonu, je izjavil, da je za sedanjimi rešni socialni položaj Kriva vlada. Izjavil je, da mnogi smiljo, da je vlada privratno spobudila delodajalce, naj bodo nespustljivi. Gaitskell je dodal, da so se od leta 1951 dalje življenjski stroški v Veliki Britaniji zvišali za 28 odstotkov, cena živila je narasla za 41 odstotkov.

Švicarski funkcionar vohunil za Francijo

Gre za vrhovnega državnega pravdnika, ki je izročal Franciji prepise prestreženih telefonskih razgovorov z egiptovskim poslanštvom

BERN 25. — Državni pravdnik švicarske konfederacije Rene Dubois je večerj napredno samonar. Ustrelil se je v svojem stanovanju. Ta samonar je povzročil v vsej Švici val nezadovoljstva in kritike na račun zveznih oblasti, ki imajo visoke državne funkcionarje. Kakor je izjavila švicarska vlada v posebnem poročilu, je bil Dubois vreden v vohunsko delo, o kateri je več časa pisal švicarski tisk. Gre za odkritje, da je policijski inspektor Max Ulrich izročal francoskim agentom prepise telefonskih razgovorov egiptovskega poslanstva v Bernu za časa francoskega napada na Egipt in pozneje.

Neki funkcionar policije je izjavil, da vzroki samomora državnega pravdnika je niso pojasnjeni, da pa vse kaže, da je Dubois, ki je imel naloge voditi preiskavo, osebno izročil francoskim agentom prepise telefonskih razgovorov egiptovskega poslanstva, ki so jih prestregli.

Poročilo vlade pravi, da iz tega rezultata policija ni preiskave kažejo, da je zvezni državni pravdnik Dubois bil lahko tudi osebno izročil te informacije, ki se ne izvirajo podpredsednik zveznega švice, med tuj državni. Zdi so da se je sum proti njemu povečal, ko je policija obhvalila menedžerjanja omejenega sodnika na zadnjem sestanku, ki je bil sedenca, da se zberejo podatki o predstavniki.

Ta sestanek je bil večerj poleg ministrov, sodnikov in drugih policijskih funkcionarjev je bil na njem navzoč tudi Dubois. Ta je v določnem trenutku nenadoma odšel in a njem ni bilo sledi. Danes so Duboisu naložili odgovorja o podrobnosti njegovega stanovanja. Dubois je bil znan po svojih simpatijah za Francijo in

Včeraj v Rimu podpisani pogodbi o skupnem tržišču in Evratomu

Yesterday in Rome signed the treaties on Common Market and Euroatom

Document No 5

Date	26 March 1957
Protocol Number	-
File	Večer, Maribor, 26.3.1957
From	Press article
To	-
Description	<p>Včeraj v Rimu sporazum o skupnem tržišču ali evropski gospodarski skupnosti</p> <p>" Yesterday in Rome the Agreement on Common Market and Economic Community has been signed"</p> <p>A rather factual and extensive article quotes Belgian Foreign Minister Henri Spaak claiming that this signature is more important than was the Revolution in France at that time. The agreement is an important step not only for European but also for the world market. It will also have an impact on other European non member states.</p>
Language	Slovene

VČERAJ V RIMU SPORAZUM

o skupnem tržišču ali evropski gospodarski skupnosti

* Včeraj so zastopniki 8 držav takozvane male Evrope podpisali sporazum o skupnem tržišču ali evropski gospodarski skupnosti (Communauté Economique Européenne). Eden izmed pobornikov nove organizacije — belgijski zunanji minister Spaak je to dan izjavil, da je sklenitev pogodbe o skupnem trgu pomembnejša za razvoj Evrope, kot je bila svoje čase francoska revolucija.

* Misel o ustvaritvi razširjenega evropskega trga brez omejitev v osebnem prometu, prometu blaga in kapitala se je izoblikovala po dolgotrajnih pogajanjih med šestimi državami Male Evrope.

Nova pogodba sestoji iz šestih delov. Prvi govori o smotnih, ki jih imajo tvorci pogodbe. Drugi del vsebuje osnovna pravila za ureditev evropske gospodarske skupnosti na področju carin, kontingentov, transporta itd. Tretji del obsega gospodarsko-politična pravila o vsiljivosti trgovinske, konkurne in socialne politike, določbe o ustanovitvi investicijske banke in o ukrepih, ki omejujejo tekmovanje državnega in privatnega sektorja. Četrti del govori o prekomorskih območjih, peti o institucijah nove organizacije, šesti pa vsebuje splošne in finančne določbe.

Tretji nove pogodbe predvidevajo daljšo dobo, v kateri naj bi prišlo do potrebne reorganizacije zapadnoevropskega gospodarstva. Za popolno odstranitev vseh izvoznih in uvoznih carin med deželami Male Evrope predvideva pogodba 12 let, po potrebi pa lahko to dobo podaljšajo na 15 let. Po 12 oz. 15 letih je državam — članicam prepovedano

Podjetja

nilom Vejakom

načaja. Reči pa je treba, da je združni sektor pokazal za letal zelo zanimiva. Tudi smo pomislili v Ptuju. Industrijski tečaj smo nadaljevali v aprilu. Tokrat pa ne bo v učenem nastru amo knjigovodska tehnika, največ predvsem organizacijska in poslovne pojeste. Mišogredje vsi tečajniki bodo došli skripta.

Držstvo posvetila na tečajih pa tudi drugo veliko skripta prav organizacijske dela po podjetjih. Vedovno je tudi poudarjeno za o, da razvija znanje in pri važni disciplini pri ekonomskem strdu po podjetjih ter da daje isavste gljede organizacije dela. slednje bo večjelo predvsem toli-o časa, dokler ne bodo ustano-

(Nadaljevanje na 4. strani)

vsako kontingentiranje v medsebojni blagovni izmenjavi.

Za nas je posebno zanimiva določba o carinskih tarifah nove skupnosti do deset — mesečnic. To tarife bodo uporabljali šele po 12 ali 15 letih. Tudi tu bodo se pogajanja in dogovori v okviru GATT. Splošno našlo, na katerem naj bi temeljile nove tarife je antimosiš-

* PES, KI HODI NAKUPOVAT

Ljubljanske gospodinjice v eni izmed mesečnic so se zelo zabudile, ko so opazile polikega mladega psa v torbo, kakšnega gre mimo njihove vrste k prodajni mizi, se postavi s prednjimi nogami nanjo in moli mesarju torbo. Psi pa niso mogli odgnati. Ostal je pri mizi, dokler ni mesar pripravil po naročilu, ki je bilo za-



pisano na listku, mesa in ga položil o torbo. Pes se je do-vojanstveno napotil spet do-vo.

Tega zelo koristnega in vsestranskega psa imar brivca Clari Vahi iz Ljubljane. Toda, ko se ni nujnejša umestnost njegovega psa, še bolj zanimivo je to, da zbudi svojega gospodarja vsak dan točno ob šestih. Nikdar se ne zmoti niti za minuto. Potem pa odpetje gospodarjeve otroke na doorišča in nato gre nakupovat. Se nikdar se ni spredil, da bi pojedel kaj iz torbe ali pa dovočil kovu drugemu, da mu ozame.

na sredina sedanjih avtonomnih carinskih tarif.

O kmetijskih pridelkih so na zadnjih konferencah mnogo govorili. Posebno Nizozemska se je trudila, da bi si zagotovila nemoteno prodajo v ostalih državah. Končno so tudi tu našli prehodno rešitev, medtem ko bodo načela bodoče ogradne politike izdelali kasneje. Začelo pa so sprejeti predvsem načelo minimalnih cen, pri čemer ima v prvih 4 letih vsaka država pravico sama določiti te minimalne cene in tako preprečevati uvoz po nižjih cenah. Tudi še niso sprejeli točnih določb o spremembi omejitve oslug na področju

(Nadaljevanje na 4. strani)

SPORAZUM

(Nadaljevanje s 3. strani)

industrije in trgovine. Na področju transporta so določili samo, da bodo v prehodni dobi izdelali skupna načela. Predvideli so tudi odstranitev različnih privilegijev v politiki prevoznih tarif.

Mnogo so tudi razpravljali o harmonični ureditvi socialnih dajatev. Posebno Francozi so zahtevali od drugih partnerjev, da sprejmejo enake obveznosti (n. pr. enake menze za moške in ženske, plačani dopusti itd.) Predvideli so tudi poseben sklad za finančno pomoč na pr. pri stroških za prekvalifikacijo za nove poklice, pri pospeševanju prilivanja delovne sile in podobno. V novi skupnosti bodo namreč ukinili tudi vse omejitve za preselitve delovne sile iz dežele v deželo.

Posebna investicijska banka bo morala skrbeti za nerazvite pokrajine in finansirati podjetja, važna za novo skupnost. Določili so tudi obvezne prispevke posameznih članic za novo banko. Nemčija in Francija bosta plačali po 300 milijonov dolarjev, Italija 240, Belgija 86,5, Nizozemska 71,5 in Luksemburg 2 milijona dolarjev.

Poseben sklad so predvideli za finansiranje francoskih in belgijskih prekomorskih posestvi v Afriki in Nizozemske Nove Gvineje. Od skupno 580 milijonov dolarjev bosta plačali Zahodna Nemčija in Francija po 200 milijonov dolarjev, Belgija in Nizozemska po 70 milijonov, Italija 40 in Luksemburg 1,25 milijona dolarjev. Ta denar bodo lahko uporabili samo za pospeševanje proizvodnje.

Na čelu bodoče zapadnoevropske skupnosti bo poseben šestčlanski svet, 9-članska evropska komisija, skupščina s 5-letnim mandatom in 7-članska sodišče.

Nova pogodba predvideva

tudi različne druge določbe, s katerimi želijo članice premošiti morebitne težkove v prehodni dobi. Predvideli so ukrepe v primeru delnih kriz v nekaterih gospodarskih panogah, težav v plačilnih bilancah itd.

Bodoči razvoj pa bo zahteval tudi reševanje odnosov do drugih podobnih organizacij, kot je na primer »Svobodna cona« v Evropi. Prav tako bodo morale določiti svoje bodoče odnose do nove organizacije tudi posamezne evropske države.

Nedvomno pa pomeni nova organizacija važen korak v razvoju medsebojnih odnosov ne le na evropskem, temveč tudi na svetovnem trgu. Od bodočega razvoja medsebojnih odnosov v svetu bo odvisno tudi kakšno vlogo bo odigrala nova organizacija v gospodarskem sodelovanju in povezovanju različnih območij na svetu. Econ.

EKONOMISTI IN PODJETJA

(Nadaljevanje s 3. strani)

vili zavoda za organizacijo dela.

Delo v ekonomski sekciji je v glavnem študijskega značaja. Zdjaj pripravila sekcija konferate za republiški občni zbor Zveze ekonomistov Slovenije, ki bo junija v Mariboru. Koneferati bodo obravnavali pomen kooperacije in rekonstrukcije, delitev dohodka podjetij, plačni sistem in preskrbo industrijskih mest — vse to v zvezi s stabilizacijo tržišča. Ta tema bo namreč osrednja tema bližnjega občnega zbora.

Članov je v društvu okoli 500. Med njimi je mnogo mladih. Zjaj pa je med aktivnimi člani prav malo diplomiranih ekonomistov. V zadnjem času so se pojavile težnje po ustanovitvi posebnega društva za knjigovodje tako kot je to v nekaterih drugih republikah. V našem društvu pa nismo takšnega društva, saj bi

Včeraj v Rimu sporazum o skupnem tržišču ali evropski gospodarski skupnosti

"Yesterday in Rome the Agreement on Common Market and Economic Community has been signed"

Document No 6

Date	24 March 1958
Protocol Number	-
File	Archives of Republic of Serbia; PA R 1958, f. 94 (11)
From	Frangješ, Yugoslav diplomat
To	Note
Description	<p>Documents acquired from the archive of the former Yugoslavia in Belgrade – Selected cables relating to the impact of the emerging EEC on the Yugoslav economy (1958) Paris: Yugoslav diplomat Frangješ reporting about the meeting with the counsellor in the Cabinet of State Secretary in Quai d'Orsay, Maurice Faure</p> <p>The two interlocutors discussed the issue of Free Trade Zone within the European EEC. Yugoslav approach to the zone has been cautious with a certain presumption that such a Zone might have negative implications to countries in the European periphery, including Yugoslavia.</p> <p>French diplomat Faure was interested whether Yugoslavia with its different political and economic system and certain ties with East European Comecon, might encounter difficulties in full cooperation with the EEC.</p> <p>Frangješ categorically denied any Yugoslav formal obligations to Comecon concerning Yugoslav relations with the EEC. He emphasized that there are completely different factors involved in this case. He stated that the trade should be established on general principles in accordance with general principles of foreign policy.</p>
Language	Serbo-Croatian
Remarks	<p>Pursuant to the Agreement on Succession Issues, Annex D – Archives, the Republic of Slovenia is in sovereign equality with the five successor States to the former Socialist Federal Republic of Yugoslavia.</p> <p>These documents originate from former Yugoslav archives in Belgrade, Serbia.</p> <p>The comments and views in this contribution have been prepared by the Diplomatic Archives staff of the Slovenian Foreign Ministry and do not necessarily represent the official position of the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Slovenia.</p>

Z A B E L E Š K A

o razgovoru B. Frangeša sa Jean Mille-om, savetnikom u kabinetu državnog sekretara u franc. MIP-u Maurice-a Faure-a, održanog 24 marta 1958 u Quai d'Orsay-u

Sastanak je održan u cilju međusobnog upoznavanja.

U toku razgovora Mille je govorio općenito o pozitivnim stranama zapadnoevropskih akcija u domenu integracije, zadržavajući se isključivo na akcijama šestorice. Posle toga u razgovoru su dotaknuta sledeća pitanja:

1. Francuski memorandum o Zoni slob. trgovine. Mille je izjavio da francuski memorandum koji se sada diskutuje u okviru šestorice, neće moći biti podnesen pred ostale zemlje OEEC pre kraja aprila, obzirom na teškoće i razlike koje se pojavljuju u pregovorima između šestorice. Ideja o integraciji šest zemalja je prvenstveno politička ideja, dok na ekonomskom planu postoje i te kako oprečna mišljenja i oprečni interesi. To tim pre, što franc. memorandum treba da bude prezentiran Maudling-ovom međjuvladinom komitetu kao predlog šestorice. Pošto šestorica budu postigla sporazum, diskusija će otpočeti na nivou sedamnestorice. Na direktno pitanje da li će šestorica prethodno kontaktirati Vel. Britaniju odnosno pokušati sa njom postići prethodan sporazum, Mille je naglasio da to nije francuska intencija i da to verovatno ne dolazi u obzir.

2. Zona slobodne trgovine i "periferne zemlje". U toku razgovora je dotaknut i problem zemalja koje, kao Jugoslavija, nisu uključene u pregovore o Zoni, a koje saradjuju u nekoj formi u okviru OEEC, i koje su veoma zainteresovane za rezultate pregovora o Zoni. Mille je stim u vezi naglasio da je Francuska pokrenula to pitanje u okviru šestorice i da će, na francusku inicijativu, šestorica verovatno predložiti da se na bazi pridruživanja ili slično nadje rešenje za "periferne zemlje" Zajedničkog tržišta, kao Jugoslavija, Španija, Švajcarska i Austrija, u cilju obezbedjenja istih od eventualnih štetnih posledica tešnjeg ekonomskog povezivanja nekih zemalja Zapadne Evrope, posebno šestorice. Na pitanje da li bi ta rešenja obuhvatila i neke "periferne" skandinavske zemlje, Mille je izjavio da će te zemlje, zbog svoje veće ekonomske povezanosti sa Vel. Britanijom, verovatno tražiti rešenja na toj bazi. Što se tiče ostalih evropskih zemalja - SSSR-a i ostalih zemalja Istočne Evrope, prema Mille-u problem se za njih toliko ne postavlja zbog manjeg ekonomskog značaja njihove spoljne trgovine.

3. Jugoslavija i zapadnoevropska integracija. U početku razgovora nastavljenaje diskusija iz prethodnog sastanka o mogućnostima učešća Jugoslavije, kao zemlje sa socijalističkom privredom, u "liberalističkim" akcijama kapitalističkih zemalja Zapadne Evrope, koja se svela na tumačenje našeg privrednog sistema i ukazivanje na mogućnost učešća Jugoslavije u akcijama za liberalizaciju i multilateralizaciju trgovine i plaćanja pod određenim uslovima. U vezi naše saradnje sa OEEC P. je postavio pitanje - koje naše obaveze u okviru SEV-a sprečavaju naše punije angažovanje u OEEC, očigledno smatrajući da je naša saradnja sa SEV-om mnogo tešnija i da već postoje konkretni vidovi te saradnje. Odgovorio sam da ne postoje nikakve obaveze prema SEV-u u tom smislu i da obim naše saradnje sa OEEC zavisi od sasvim drugih faktora, odnosno da ta saradnja treba da bude i jeste u skladu sa opštim principima naše spoljne politike, a posebno da ona zavisi od naših privrednih mogućnosti i interesa.

Document No 7

Date	8 May 1958
Protocol Number	Bov. Br. 327
File	Archives of MFA of the Republic of Serbia, PA R 1958, f 95 (1-4)
From	Dr. Sergije Makiedo, Head of the Permanent Mission of Yugoslavia in Geneva
To	Yugoslavian Ministry of Foreign Affairs, Department for International Organizations
Description	<p>Documents acquired from the archive of the former Yugoslavia in Belgrade – Selected cables relating to the impact of the emerging EEC on the Yugoslav economy (1958) Geneva: Yugoslav concerns about the possible consequences regarding the (higher) customs and tariffs introduced by EEC. The enclosed copy of the government's analysis demonstrates the great percentage of its trade with the countries of the forthcoming developments within the EEC. It is to be noted that the main trade partners were West Germany and Italy. It is also interesting that the percentage of Yugoslav exports to the EEC in the field of agriculture was growing, while this percentage was declining in the global trade. And agriculture was the subject of planned protection within the EEC countries.</p> <p>Consequently this raised doubts whether this may cause further difficulties and one sided isolationism.</p> <p>Moreover, there is also an important political factor to be stressed: Yugoslavia in those days was trying to follow the strict policy of non-alignment and in the eyes of Belgrade politicians any agreement formally binding the country to the EEC was considered unacceptable.</p>
Language	Serbo-Croatian
Remarks	<p>Pursuant to the Agreement on Succession Issues, Annex D – Archives, the Republic of Slovenia is in sovereign equality with the five successor States to the former Socialist Federal Republic of Yugoslavia.</p> <p>These documents originate from former Yugoslav archives in Belgrade, Serbia.</p> <p>The comments and views in this contribution have been prepared by the Diplomatic Archives staff of the Slovenian Foreign Ministry and do not necessarily represent the official position of the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Slovenia.</p>



DÉLÉGATION PERMANENTE DE LA R. F. P.
DE
YUGOSLAVIE
AUPRÈS DES NATIONS UNIES
A GENÈVE

Pov.Br. 327

GENÈVE, le 8 maj 1958

DRŽAVNI SEKRETARIJAT ZA INOSTRANE POSLOVE
Odeljenje za međunarodne organizacije

B e o g r a d

U prilogu vam dostavljamo kopiju teksta "o mogućim posledicama Zajedničkog tržišta na spoljnu trgovinu Jugoslavije", dopunjenog u smislu vašeg telegrama Br. 48593, koji je dostavljen Sekretarijatu ECE-a.

Smrt fašizmu - Sloboda narodu.

BK/BM



Šef Stalne delegacije,

P. Makiedo

(Dr. Sergije Makiedo)

Document No 8

Date	27 May 1958
Protocol Number	OMO 412121
File	Archives of MFA of the Republic of Serbia, PA R 1958, f 95 (1-4)
From	Jože Brilej, Yugoslavian Ministry of Foreign Affairs
To	Permanent Mission of Yugoslavia in Geneva
Description	<p>Documents acquired from the archive of the former Yugoslavia in Belgrade – Selected cables relating to the impact of the emerging EEC on the Yugoslav economy (1958) Belgrade: The Yugoslav government comment on EEC Customs and Tariffs has been sent to the Ambassador only as information for personal use.</p> <p>However, there was some misunderstanding and the note has been evidently distributed to other missions, since the MFA Yugoslav coded cable demands its immediate withdrawal "before the EEC Secretariat might be able to circulate it".</p>
Language	Serbo-Croatian and French
Remarks	<p>Pursuant to the Agreement on Succession Issues, Annex D – Archives, the Republic of Slovenia is in sovereign equality with the five successor States to the former Socialist Federal Republic of Yugoslavia.</p> <p>These documents originate from former Yugoslav archives in Belgrade, Serbia.</p> <p>The comments and views in this contribution have been prepared by the Diplomatic Archives staff of the Slovenian Foreign Ministry and do not necessarily represent the official position of the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Slovenia.</p>



DRŽAVNI SEKRETARIJAT ZA
INOSTRANE POSLOVE FNRJ

B

SIFROVANI TELEGRAM
~~SIFROVANO PISMO~~
SIFROVANO PISMO

Salje OMO
Broj 412121 ✓
Datum 27.V.1958 godine

Primljeno
Uzeto u rad
Završeno

STALNOJ DELEGACIJI FNRJ ŽENEVA

Vaš dopis 327. Aneks I u predatom dokumentu o zajedničkom tržištu koji sadrži uporedjenja carina Italije i Nemačke, nije bio namenjen ECE već samo kao informacija drugu Velebitu. Molimo povucite ga pre no što ga Sekretarijat ECE oštampa i cirkuliše.

C B r i l e j

LES INCIDENCES POSSIBLES DU MARCHÉ COMMUN
SUR LE COMMERCE EXTERIEUR DE LA YOUGOSLAVIE

- Commentaire du Gouvernement de la RPF de Yougoslavie

I

1. La participation des pays du Marché commun dans le commerce extérieur yougoslave a évolué comme suit dans les dernières années (en %) :

	1952	1953	1954	1955	1956
<u>Exportations</u>	47,2	39,7	41,0	35,3	34,9
dont: vers l'Allemagne Occidentale et l'Italie	38,3	29,9	32,1	28,3	29,7
FRG					
vers la France et les pays de Benelux	8,9	9,8	8,9	7,0	5,2
<u>Importations</u>	44,7	38,7	34,2	29,8	23,2
dont: en provenance de l'Allemagne Occidentale et de l'Italie	28,7	24,6	23,9	22,3	18,8
FRG					
en provenance de la France et des pays de Benelux	16,0	14,1	10,3	7,5	5,4

Lorsqu'il s'agit de déterminer les incidences possibles du Marché commun, la structure des exportations yougoslaves est d'une importance capitale. Cette structure est visible sur le tableau suivant:

Les % de certains secteurs dans les exportations vers le M.C.

	Secteurs ^x de 0 à 9									
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1953	21,4	6,3	48,6	1,8		3,7	15,4		0,5	2,3
1954	36,7	5,4	41,1	1,4		2,7	11,3	-	0,7	0,7
1955	28,4	8,5	44,7	0,6	-	2,1	13,1	-	0,9	1,7
1956	36,2	8,2	39,8	1,1	-	1,6	9,3	-	1,3	2,5

^x Les secteurs sont: 0 - produits alimentaires; 1 - boissons et tabac; 2, matières brutes; 3-combustibles et lubrifiants; 4 - huiles et graisses d'origine animale et végétale; 5 -produits chimiques; 6-produits classés selon les matériaux; 7 -machines et équipement de transport; 8-produits finis divers; 9-produits non dénommés ailleurs.

Ainsi qu'il ressort du tableau, c'est la grande participation des matières premières, des produits agricoles et des produits semi-ouvrés qui caractérise la structure des exportations yougoslaves vers les 6 pays du Marché commun. Ce qui est aussi important, c'est que la structure des exportations vers ces pays découvre une tendance visiblement contraire à la tendance qui se manifeste dans la structure des exportations globales yougoslaves. Alors que la part des secteurs des produits agricoles et des matières premières diminue dans les exportations globales, la part de ces mêmes produits dans les exportations vers les 6 pays du Marché commun augmente.

Il est donc d'une importance capitale, du point de vue des exportations yougoslaves, d'avoir un aperçu plus exact sur les incidences possibles du Marché commun sur les secteurs en question (secteurs 0,1,2, et 6). Ces quatre secteurs couvrent, dans les dernières années, de 92% à 95% des exportations totales yougoslaves vers les pays du Marché commun. L'importance des incidences possibles est d'autant plus grande, qu'avec les efforts déployés en Yougoslavie ces derniers temps, en vue d'augmenter la production des produits agricoles, on s'attend avec raison à des possibilités accrues d'exportation non seulement vers d'autres destinations, mais surtout vers les marchés traditionnels de l'Europe Occidentale, y inclus les 6 pays du Marché commun.

2. Les incidences possibles du Marché commun sur le commerce extérieur yougoslave peuvent résulter: 1) du changement dans les régimes douaniers des 6 pays (le tarif des douanes commun), 2) de l'application des arrangements spéciaux prévus par le Traité de Rome pour l'importation des produits agricoles vers le Marché commun, 3) de la possibilité de cartélisation à l'intérieur du Marché commun ayant pour conséquence le relèvement des prix des produits qu'importent les entreprises yougoslaves.

Ad 1. - Etant donné que le tarif des douanes commun n'est

pas encore complètement établi, il est impossible de prévoir l'incidence totale sur les exportations yougoslaves vers les 6 pays du Marché commun. Vu que la majeure partie des exportations yougoslaves vers les pays du Marché commun est orientée vers l'Allemagne et l'Italie, il est évident que le changement du régime douanier dans ces deux pays se répercuterait dans une très grande mesure. Or, si l'on ne prend que quelques exemples on peut remarquer qu'il y a lieu de s'en inquiéter. Pour les vaches, taureaux et porcins, pour lesquels ^{la FRG} ~~l'Allemagne Occidentale~~ représente l'un des plus grands marchés, les droits de douane du tarif commun sont plus élevés. Pour certains autres produits d'origine animale (les foies, p.exemple) les droits du tarif commun sont non seulement au dessus de l'ancien tarif ^{de l'} ~~Allemand~~ ^{occidentale} (et l'italien), mais même au dessus de la moyenne arithmétique des droits des 6 pays, la situation est la même pour les pruneaux qui représentent un produit important dans les exportations yougoslaves vers ces pays.

Si l'on considère d'autres produits outre que les produits agricoles, à savoir les produits fabriqués, la Yougoslavie se trouve dans la même position que les autres pays européens. Si ces pays s'alarment de la discrimination dont peuvent être frappés leurs produits à compter du 1 janvier 1959, il en est de même de la Yougoslavie, bien que dans une moindre proportion, vu que les produits fabriqués représentent une part moins élevée dans les exportations yougoslaves vers les 6 pays.

Ad 2. - Etant donné leur structure décrite ci-dessus, les exportations yougoslaves peuvent être influencées dans une plus grande mesure par l'application des dispositions du Traité de Rome relatives à la politique agricole commune (les prix minimums et les contrats à long terme) que par le relèvement des droits de douane. Un grand nombre de produits yougoslaves d'exportation figure à l'Annexe II du Traité de Rome, tels que: animaux vivants, viande, légumes, fruits, céréales, vins, tabac et chanvre. Vu que la politique commune des 6 pays du Marché commun à l'égard de ces

produits n'est pas encore fixée, il est difficile de prévoir à l'avance son incidence sur les exportations yougoslaves. Cependant les appréhensions deviennent de plus en plus vives à leur égard, étant donné l'intention plus ou moins évidente du Traité de Rome d'établir une protection égale et générale au profit des producteurs agricoles dans tous les 6 pays du Marché commun.

Ad. 3- La création de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier a déjà eu pour résultat le relèvement des prix à l'exportation de certains produits par rapport aux prix payés par les consommateurs de ces mêmes produits à l'intérieur de la CECA. Ce relèvement des prix, dû à la cartélisation des producteurs de la Communauté, a eu ses incidences sur l'économie yougoslave. Etant donné que le Traité de Rome ne contient pas des dispositions prohibant les effets extérieurs des ententes entre producteurs, il est à craindre cependant que la création du Marché Commun pour tous les produits industriels ne puisse avoir, le cas échéant, les mêmes résultats.

3. Toute discussion des répercussions éventuelles du Marché commun doit, forcément, tenir compte de plusieurs considérations. Les mêmes questions, qui se sont déjà posées au sein du Comité pour le développement du commerce, lors des discussions sur les relations commerciales entre les pays de l'Europe Méridionale et les pays européens industriels, se posent, semble-t-il, ici également. Du fait que la création du Marché commun renforce la discrimination et, par cela-même, aggrave la situation existante dans les relations commerciales mentionnées, la nécessité s'impose une fois de plus de discuter et de suivre de très près l'évolution du problème au sein de la C.E.E.

Lors de la considération des incidences éventuelles du Marché commun on devrait tenir compte aussi bien de sa période transitoire que de la période définitive. Pour ce qui est de cette dernière période, elle est assez lointaine pour qu'on puisse, dès à présente, apercevoir tous ses effets secondaires, qui peuvent influencer les exportations yougoslaves vers les 6 pays. Bien qu'il soit opportun de soutenir la foi dans une évolution satisfaisante

de la conjoncture économique future, qui pourrait enrayer toutes les répercussions éventuellement néfastes du Marché commun sur le commerce de certains pays, il n'est tout de même pas déplacé d'exprimer une certaine inquiétude à cet égard. L'expérience du passé et le caractère dynamique de l'économie mondiale, le prouvent suffisamment, et ceci est d'une grande importance surtout en ce moment où se dessinent à l'horizon certains signes inquiétants. D'où la nécessité de suivre de près la situation au sein de la C.E.E., aux fins de prévenir, dans la mesure du possible, les répercussions éventuelles fâcheuses de la création du Marché commun sur le commerce intra-européen. Ceci vaut surtout pour la période transitoire qui pourrait soulever des problèmes difficiles d'adaptation pour certains pays et pour certains secteurs économiques.

Etant donné la structure des exportations yougoslaves vers les pays du Marché commun, ceci est d'une grande importance pour la Yougoslavie. Le Traité de Rome prévoit un statut assez compliqué pour l'agriculture, c'est-à-dire pour l'importation des produits agricoles. En outre, il introduit un élément d'incertitude quant aux perspectives futures d'exportation, car dans son article 38 il prévoit la possibilité d'élargir la liste des produits (Annexe II) auxquels s'applique la politique agricole commune.

II

En général, le Gouvernement Yougoslave estime que l'intégration des économies nationales, si elle conduit à la création d'un marché mondial unique, représente une nécessité de notre temps. Cependant, cette intégration deviendrait dangereuse, si ses résultats pratiques provoquaient la division de l'économie mondiale.

Partant de ce point de vue, le Gouvernement yougoslave détermine aussi sa position vers le Marché commun, dont les conséquences positives ou négatives - dépendront en premier lieu de

la manière d'établissement des rapports économiques entre cette communauté et les pays tiers. Il estime que l'isolement du Marché commun des autres régions économiques provoquerait de repercussions nuisibles non seulement sur le commerce international, mais même sur les économies des pays du Marché commun eux-mêmes. Les difficultés qui seraient créés aux exportations des pays tiers vers le Marché commun diminueraient certainement le pouvoir d'achat de ces premiers pays et toucherait directement les exportations de Six pays.

Les rapports entre le Marché commun et les pays sous-développés sont d'une importance primordiale. Etant donné la structure de leurs exportations, ces pays seraient atteints en premier lieu par des mesures restrictives du Marché commun, ce qui accentuerait encore plus l'écart déjà existant, dans le niveau du développement, entre les pays développés et les pays sous-développés. Cela créerait non seulement des difficultés au développement économique de pays sous-développés, mais en même temps, limiterait les possibilités d'expansion des économies organisées dans le Marché commun.

ANEXE IComparaison de certains tarifs actuels de l'Allemagne et d'Italie avec les nouveaux tarifs communs:

	Tarif	Tarif	moyenne	Tarif	Comparaison	
	allemand	italien	arithmétique	commun	du tarif existant antérieurement avec le tarif commun	
	(en %)	(en %)	(en %)	(en %)	Allem.	Ital.
chevaux pour abattage	10	17,6	12	11	+	-
vaehes	15	16	17	16	+	-
taureaux	10	16	15	16	+	+
porcs	15	16	18	16	+	-
viande de boeuf	20	19,8	22	20	sans changement	+
viande de porc	16	18	20	20	+	+
volailles	15	0	12	18	+	+
miel	40	40	30	30	-	-
plumes	0	8	2	0	sans changement	-
oignon	13	8	10	12	-	-
pois	20	10	11	10	-	sans changement
haricot	10	12,1	9	10	sans changement	-
resain frais	19	10	30	22	+	+
abricot frais	10	5	17	25	+	+
pruneau	8	14,3	13	18	+	+
houblon	15	5	10	12	-	+
tabac brut	32	mono-pole	2	30	-	?
bois contreplaqué	15	20	17	15	sans changement	-

(+) dans les deux dernières colonnes signifie que le tarif du Marché commun est plus haut ^{que le} du tarif national existant

(-) signifie le contraire.